

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 27/01/2020

N° : 2020/161 (partie I)

LES DELIBERATIONS
BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2019

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 123
Emploi, Formation professionnelle, Insertion	page 248
Transports, déplacements et accessibilité	page 260
Urbanisme et aménagement	page 331
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 467
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 514
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 615
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 691
Culture et sport, grands événements métropolitains	page 718

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

19 DÉCEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 20 décembre 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-7164/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée " Lesseps 2 " située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence
MET 19/12969/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée « Lesseps 2 » située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence, 13100.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 2 143 056 euros est financée par un emprunt de 1 483 161 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 815 738,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la

valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96874 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 1 483 161 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux à Aix-en-Provence, 13100 ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM CDC Habitat Social ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 483 161 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96874.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements dénommée « Lesseps 2 » située Rue Jean Rostand Bâtiment K à Aix-en-Provence, 13100.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice

de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM CDC Habitat Social est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM CDC Habitat Social opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-7165/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux dénommée " Domaine des Cavaliers " située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence
MET 19/12973/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux dénommée « Domaine des Cavaliers » située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence, 13100.

Portée par la SA HLM CDC Habitat Social, cette opération d'un montant total de 3 174 709 euros est

financée par un emprunt de 1 972 261 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 084 743,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96835 en annexe signé entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM CDC Habitat Social a contracté un prêt d'un montant total de 1 972 261 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux à Aix-en-Provence, 13100 ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM CDC Habitat Social ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 972 261 euros souscrit par la SA HLM CDC Habitat Social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96835.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements dénommée « Domaine des Cavaliers » située 1290 Route des Milles, Rue de l'Hippodrome à Aix-en-Provence, 13100.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM CDC Habitat Social pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM CDC Habitat Social est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM CDC Habitat Social opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-7166/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren MET 19/12976/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 3 121 129 euros est financée par un emprunt de 2 252 375 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 238 806,25 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98664 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 2 252 375 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux à Ventabren, 13122.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 252 375 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98664.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements dénommée « Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-7167/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée " Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans " située Chemin des Méjeans à Ventabren MET 19/12978/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 120 563 euros est financée par un emprunt de 1 091 492 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Ventabren.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 600 320,60 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98640 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 1 091

492 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Ventabren, 13122.

- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 091 492 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98640.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée « Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Les Méjeans » située Chemin des Méjeans à Ventabren, 13122.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-7168/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 20 logements sociaux dénommée Sainte Anne, située chemin des Grands Parents à Alleins**
MET 19/13264/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de rénovation thermique de 20 logements sociaux dénommée « Sainte Anne » située chemin des Grands Parents à Alleins.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 187 188,93 euros est financée par un emprunt de 180 415 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville d'Alleins.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 81 186,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 98505 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 180 415 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de rénovation thermique de 20 logements sociaux à Alleins ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 180 415 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98505.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de rénovation thermique de 20 logements dénommée « Sainte Anne » située Chemin des Grands Parents à Alleins.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-7169/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée Résidence Grapelli, située 81 rue de l'Empéri à Salon-de-Provence**
MET 19/13265/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement locatif social dénommé « Résidence Grapelli », située 81 rue de l'Empéri à Salon de Provence.

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 114 651 euros est financée par un emprunt de 53 726 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Salon de Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 24 176,70 euros.

L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 393 339 477 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 87 562 716 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 305 776 761 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 142 462 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98250 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 53 726 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social à Salon de Provence ;
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 53 726 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98250.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée « Résidence Grapelli » située 81 rue L'Empéri à Salon de Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera d'aucun logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-7170/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de rénovation thermique de 25 logements sociaux dénommée Marie Olive Albrand, située Avenue Pierre Puget à Velaux
MET 19/13267/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de rénovation thermique de 25 logements sociaux dénommée « Marie Olive Albrand » située Avenue Pierre Puget à Velaux.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 317 080 euros est financée par un emprunt de 310 663 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Velaux.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 139 798,35 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98508 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 310 663 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de rénovation thermique de 25 logements sociaux à Velaux ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à

hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 310 663 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98508.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de rénovation thermique de 25 logements dénommée « Marie Olive Albrand », située Lieudit Avenue Pierre Puget à Velaux.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-7171/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Résidences pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux dénommée Résidence Jeunes Actifs La Calanque située Avenue de Flemming, Rue Sainte Adélaïde à Marseille MET 19/13628/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux dénommée « Résidence Jeunes Actifs La Calanque » située Avenue de Flemming, Rue Saint Adélaïde à Marseille, 13004.

Portée par la SA HLM 3F Résidences, entreprise sociale pour l'habitat, cette opération « La Calanque » permet la création d'une Résidence sociale pour jeunes actifs, permettant l'accès à un logement pour des jeunes rencontrant des difficultés à se loger compte tenu de la forte tension du marché du logement, de la cherté des loyers et de l'insuffisance de l'offre locative. D'un montant total de 3 733 231 euros, cette opération est financée par un emprunt de 1 364 569 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 614 056,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM 3F Résidences, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 810 233 000 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 477 395 000 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 332 838 000 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 9 961 000 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96484 en annexe signé entre la SA HLM 3F Résidences et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Résidences a contracté un prêt d'un montant total de 1 364 569 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements sociaux à Marseille, 13004 ;
- Que la SA HLM 3F Résidences a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Résidences ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Résidences.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 364 569 euros souscrit par la SA HLM 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96484.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 65 logements dénommée « Résidence Jeunes Actifs La Calanque » située Avenue de Flemming, Rue Saint Adélaïde à Marseille, 13004.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Résidences dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Résidences pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Résidences est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Résidences opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Résidences.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-7172/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération de construction de 43 logements sociaux dénommée Le Vieux Pigeonnier située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane
MET 19/13639/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 43 logements sociaux dénommée « Le Vieux Pigeonnier

» située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane, 13700.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 décembre 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Néanmoins, une erreur matérielle nécessite de délibérer à nouveau sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération d'un montant total de 5 209 217 euros est financée par un emprunt de 3 021 063 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 359 478,35 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 741 847 848 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 1 271 742 417 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 470 105 431 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 18 911 176 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 011-4827/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération de construction de 43 logements sociaux « Le Vieux Pigeonnier » située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 101370 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La caducité du contrat de prêt N° 82235 émis par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Que la SA HLM Néolia a contracté un nouveau prêt d'un montant total de 3 021 063 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 43 logements sociaux Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane, 13700 ;
- Que la SA HLM Néolia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Néolia ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Néolia.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 011-4827/18/CM du 13 décembre 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 021 063 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 101370.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de 43 logements dénommée « Le Vieux Pigeonnier » située Avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane, 13700.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-7173/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée Le Vieux Pigeonnier PLS située 311 avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane
MET 19/13647/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux dénommée « Le Vieux Pigeonnier PLS » située 311 Avenue des Combattants d'Afrique du Nord, Marignane 13700.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 787 038 euros est financée par un emprunt de 1 667 038 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°98842 conclu entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré

à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 750 167,10 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98842 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Immobilière Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 1 667 038 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux à Marignane 13700 ;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 667 038 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98842.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements dénommée « Le Vieux Pigeonnier PLS » située 311 Avenue des Combattants d'Afrique du Nord, Marignane 13700.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-7174/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 23 logements sociaux dénommée Le Vieux Pigeonnier située 311 avenue des Combattants d'Afrique du Nord à Marignane MET 19/13651/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 23 logements sociaux dénommée « Le Vieux Pigeonnier » située 311 Avenue des Combattants d'Afrique du Nord, Marignane 13700.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 3 158 474 euros est financée par un emprunt de 2 731 074 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°98838 conclu entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la Ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 502 090,70 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt N° 98838 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Immobilière Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 2 731 074 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 23 logements sociaux à Marignane 13700 ;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 731 074 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98838.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 23 logements dénommée « Le Vieux Pigeonnier » située 311 Avenue des Combattants d'Afrique du Nord, Marignane 13700.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-7175/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition et amélioration de 32 logements sociaux dénommée Savignac PLUS située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille MET 19/13653/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition et amélioration de 32 logements sociaux dénommée « Savignac PLUS » située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Or, la SA HLM Logéo Méditerranée avait contracté le 27 juin 2019 un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°98354 conclu entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD.

Ainsi, portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 4 319 606 euros est financée par un emprunt de 3 392 806 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 526 762,70 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 224 972 347 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 159 947 993 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 65 024 354 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle.

Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 98354 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Logéo Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F SUD depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption a contracté un prêt d'un montant total de 3 392 806 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et amélioration de 32 logements sociaux à 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010;
- Que la Caisse des Dépôts et Consignations a finalisé son accord à l'absorption ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 392 806 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98354.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition et amélioration de 32 logements dénommée « Savignac PLUS » située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logéo Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F SUD opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-7176/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition et amélioration de 35 logements sociaux dénommée Savignac PLS située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille MET 19/13673/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition et amélioration de 35 logements sociaux dénommée « Savignac PLS »

située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Or, la SA HLM Logéo Méditerranée avait contracté le 27 juin 2019 un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°98353 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD.

Ainsi, portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 4 724 569 euros est financée par un emprunt de 3 544 569 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 595 056,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 224 972 347 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 159 947 993 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 65 024 354 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98353 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Logéo Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logéo Méditerranée devenue SA HLM 3F SUD depuis 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption a contracté un prêt d'un montant total de 3 544 569 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et amélioration de 35 logements sociaux à 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010;
- Que la CDC a finalisé son accord à l'absorption ;
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 544 569 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98353.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition et amélioration de 35 logements dénommée « Savignac PLS » située 4 Impasse Jean de Savignac à Marseille 13010.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logéo Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-7177/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération de construction de 26 logements intermédiaires dénommée Cardot située 91 Boulevard de Plombières à Marseille MET 19/13677/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 26 logements intermédiaires dénommée « Cardot » située 91 Boulevard de Plombières, Marseille 13003.

Le logement intermédiaire a été créé par la loi de finances 2014, afin de pallier au chaînon manquant du secteur immobilier résidentiel, car ces logements répondent en priorité aux besoins des classes moyennes, notamment en zones tendues.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 3 266 214 euros est financée par un emprunt de 2 776 282 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 249 326,90 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 97351 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 2 776 282 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction en VEFA de 26 logements intermédiaires à Marseille 13003 ;
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements intermédiaires sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 776 282 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 97351.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de 26 logements dénommée « Cardot » située 91 Boulevard de Plombières, Marseille 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-7178/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition et d'amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames B située 25 B Boulevard des Dames à Marseille
MET 19/13680/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition et d'amélioration de 14

logements sociaux « Boulevard des Dames B » située 25 B Boulevard des Dames à Marseille 13002.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 2 228 960 euros est financée par un emprunt de 2 187 960 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°96674 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 984 582 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 96674 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Immobilière Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 2 187 960 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et d'amélioration de 14 logements sociaux à Marseille 13002 ;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 187 960 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 96674.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition d'amélioration de 14 logements « Boulevard des Dames B » située 25 B Boulevard des Dames à Marseille 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-7179/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition et d'amélioration de 14 logements sociaux Boulevard des Dames A située 25 A Boulevard des Dames à Marseille MET 19/13690/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition et d'amélioration de 14 logements sociaux « Boulevard des Dames A » située 25 A Boulevard des Dames à Marseille 13002.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 001 620 euros est financée par un emprunt de 1 001 620 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°96607 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM

3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 450 729 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 96607 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Immobilière Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation en date du XXXXX .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 1 001 620 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et d'amélioration de 14 logements sociaux à Marseille 13002;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 001 620 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès

de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 96607.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition d'amélioration d'amélioration de 14 logements « Boulevard des Dames A » située 25 A Boulevard des Dames à Marseille 13002

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-7180/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 66 logements sociaux dénommée Arcades Saint Jean située Boulevard Saint Jean à Marseille MET 19/13693/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 66 logements sociaux dénommée « Arcades Saint Jean » située Boulevard Saint Jean à Marseille, 13010.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 189 328 euros est financée par un emprunt de 189 328 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 85 197,60 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98509 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 189 328 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 66 logements sociaux à Marseille, 13010 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 189 328 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98509.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 66 logements dénommée « Arcades Saint Jean » située Boulevard Saint Jean à Marseille, 13010.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-7181/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée Saint Antoine PLS située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne MET 19/13695/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Saint Antoine PLS » située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 646 747 euros est financée par un emprunt de 1 484 409 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville d'Aubagne.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 667 984,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895

euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 95864 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 484 409 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Aubagne ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 484 409 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95864.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée « Saint Antoine PLS » située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-7182/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée Saint Antoine PLUS-PLAI située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne MET 19/13697/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Saint Antoine PLUS-PLAI » située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 483 853 euros est financée par un

emprunt de 1 006 275 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville d'Aubagne.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 452 823,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 94521 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 006 275 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Aubagne ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 006 275 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94521.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée « Saint Antoine PLUS-PLAI » située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-7183/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Saint Antoine PSLA située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne
MET 19/13699/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée « Saint Antoine PSLA » située 90, Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 979 013 euros est financée par un emprunt de 2 681 111 euros proposé par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la Ville d'Aubagne.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 474 611,05 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil envisage de contracter un prêt d'un montant total de 2 681 111 euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux à Aubagne ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 681 111 euros à souscrire par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée « Saint Antoine

PSLA » située 90 Impasse Saint Antoine à Aubagne, 13400.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 2 681 111 €
Durée de la phase d'amortissement : 18 ans
Durée du différé d'amortissement : (différé partiel) 60 mois
Mode d'amortissement : progressif
Base de calcul : exact/360
Périodicité des échéances : trimestrielle
Index : Euribor 3 mois
Marge : + 1,25 % l'an

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse et la SA

HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-7184/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 37 logements sociaux dénommée Espigoulier située Quartier la Glacière à Auriol MET 19/13712/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 37 logements sociaux dénommée « Espigoulier » située Quartier la Glacière à Auriol, 13390.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 100 099 euros est financée par un emprunt de 100 099 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville d'Auriol.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 45 044,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96813 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 100 099 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 37 logements sociaux à Auriol, 13390 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 100 099 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96813.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 37 logements dénommée « Espigoulier » située Quartier la Glacière à Auriol, 13390.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-7185/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée La Pinède PLS située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune MET 19/13713/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée « La Pinède PLS » située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune 13821.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 262 438 euros est financée par un emprunt de 953 073 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de la Penne-sur-Huveaune.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 524 190,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut

supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 94219 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 953 073 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux à la Penne-sur-Huveaune ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 953 073 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94219.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements dénommée « La Pinède PLS » située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune 13821.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-7186/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux dénommée La Pinède PLUS-PLAI située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune MET 19/13714/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux dénommée « La Pinède PLUS-PLAI » située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune 13821.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 5 011 620 euros est financée par un emprunt de 3 635 677 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération

bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de la Penne-sur-Huveaune.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 999 622,35 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 94206 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019..

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 3 635 677 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 30 logements sociaux à la Penne-sur-Huveaune 13821;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 635 677 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94206.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 30 logements dénommée « La Pinède PLUS-PLAI » située 288 Boulevard Voltaire à la Penne-sur-Huveaune 13821.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-7187/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux dénommée Grand Panorama située 544 Chemin du Roumagoua à La Ciotat
MET 19/13717/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux dénommée « Grand Panorama » située 544 Chemin du Roumagoua à La Ciotat 13600.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 559 581 euros est financée par un emprunt de 1 068 865 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de La Ciotat.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 480 989,25 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 99256 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 068 865 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements sociaux à La Ciotat, 13600 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 068 865 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 99256.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 11 logements

dénommée « Grand Panorama » située 544 Chemin du Roumagoua à La Ciotat 13600.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-7188/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 339 logements sociaux dénommée La Castellane située Chemin de Berneix à Marseille MET 19/13720/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 339 logements sociaux dénommée « La Castellane » située Chemin de Berneix à Marseille, 13016.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 338 730 euros est financée par un emprunt de 338 730 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 152 428,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 92789 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 338 730 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 339 logements sociaux à Marseille, 13016 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 338 730 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92789.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 339 logements dénommée « La Castellane » située Chemin de Berneix à Marseille, 13016.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quinze logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-7189/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée Pugette située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille**

MET 19/13721/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée « Pugette » située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille 13009.

Portée par la Société Foncière Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 144 551 euros est financée par un emprunt de 66 201 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 36 410,55 euros.

L'analyse financière de la SCA Foncière Habitat & Humanisme, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 393 339 477 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 87 562 716 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 305 776 761 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 142 462 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 98477 en annexe signé entre la Société Foncière Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Foncière Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 66 201 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction d'un logement social à Marseille 13009 ;
- Que la Société Foncière Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui

accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la Société Foncière Habitat et Humanisme ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Foncière Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 66 201 euros souscrit par la Société Foncière Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 98477.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement dénommée « Pugette » située 13 bis Boulevard de la Pugette à Marseille 13009.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Foncière Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Foncière Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Foncière Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une

capitalisation sauf si la Société Foncière Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Foncière Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-7190/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux dénommée Cauvière 2 située Boulevard Cauvière à Marseille MET 19/13723/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 10 logements sociaux « Cauvière 2 » située Boulevard Cauvière à Marseille 13009.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 1 522 211 euros est financée par un emprunt de 1 119 611 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 503 824,95 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif

comptable égal à 4 098 563 017 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 95650 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 1 119 611 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 10 logements sociaux à Marseille 13009 ;
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Erilia ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 119 611 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 95650. Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de 10 logements dénommée « Cauvière 2 » située Boulevard Cauvière à Marseille 13009.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont

exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-7191/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Domaine des Beauprès 2 située Rue Robert Schuman à Marignane
MET 19/13726/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux « Domaine des Beauprès 2 » située Rue Robert Schuman à Marignane 13700.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 2 309 734 euros est financée par un emprunt de 1 568 614 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marignane.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 705 876,30 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 4 098 563 017 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 2 887 157 888 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 1 211 405 129 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 64 220 795 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 101092 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Erilia a contracté un prêt d'un montant total de 1 568 614 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux à Marignane 13700 ;
- Que la SA HLM Erilia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Erilia ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Erilia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 568 614 euros souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 101092.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée « Domaine des Beauprès 2 » située Rue Robert Schuman à Marignane 13700.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et

sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-7192/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux Sol'R La Campanelle PLS située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat MET 19/13736/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux « Sol'R La Campanelle PLS » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 2 240 188 euros est financée par un emprunt de 1 828 188 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°97175 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de La Ciotat.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 005 503 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 97175 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignment.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 1 828 188 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux à la Ciotat 13600;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 828 188 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 97175.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements « Sol'R La Campanelle PLS » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-7193/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux Sol'R La Campanelle située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat
MET 19/13738/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements sociaux « Sol'R La Campanelle » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 8 220 354 euros est financée par un emprunt de 7 653 353 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°97154 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de La Ciotat.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 209 344,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;
- Le contrat de Prêt N° 97154 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 7 653 353 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 13 logements sociaux à la Ciotat 13600;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 653 353 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 97154.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 50 logements « Sol'R La Campanelle » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-7194/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 19 logements intermédiaires Sol'R La Campanelle PLI située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat MET 19/13739/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 19 logements intermédiaires « Sol'R La Campanelle PLI » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Le logement intermédiaire a été créé par la loi de finances 2014, afin de pallier au chaînon manquant du secteur immobilier résidentiel, car ces logements répondent en priorité aux besoins des classes moyennes, notamment en zones tendues.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 4 494 360 euros est financée par un emprunt de 3 542 360 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°97096 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de La Ciotat.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 948 298 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud, effectuée à

partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5.6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10.5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 97096 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée

devenue SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre d'accord de l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3F Sud depuis 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 3 542 360 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 19 logements intermédiaires à la Ciotat 13600 ;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements intermédiaires sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 542 360 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue 3F Sud depuis 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 97096.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 19 logements « Sol'R La Campanelle PLI » située 2073 Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat 13600.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée devenue SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-7195/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée Les Toits de Jade située 35 rue Le Chatelier à Marseille
MET 19/13742/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée « Les Toits de Jade » située 35 Rue Le Chatelier à Marseille, 13015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 octobre 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Cependant, le co-garant, la Ville de Marseille a délibéré alors que le contrat de prêt initial n°77081 était caduque. Ainsi, il est nécessaire de délibérer sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 344 386 euros est financée par un emprunt de 1 053 328 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 473 997,60 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 006-4462/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Les Toits de Jade » située 35 Rue Le Chatelier à Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 97707 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La caducité du contrat de prêt N° 77081 émis par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Que la SA HLM Unicil a contracté un nouveau prêt d'un montant total de 1 053 328 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération

d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux 35 Rue Le Chatelier à Marseille, 13015 ;

- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 006-4462/18/CM du 18 octobre 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 053 328 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 97707.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements dénommée « Les Toits de Jade » située 35 Rue Le Chatelier à Marseille, 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisée à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-7196/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 595 logements sociaux dénommée " La Solidarité PAM " située 38 chemin de la Bigote à Marseille**
MET 19/13753/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux dénommée « La Solidarité PAM » située 38 Chemin de la Bigote à Marseille, 13015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 octobre 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Cependant, le co-garant, la Ville de Marseille a délibéré alors que le contrat de prêt initial n°78516 était caduque. Ainsi, il est nécessaire de

délibérer sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 7 763 227 euros est financée par un emprunt de 900 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 405 000 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération 008-4464/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 595 logements sociaux « la Solidarité PAM » située à Marseille, 13015.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 97962 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La caducité du contrat de prêt n° 78516 ;
- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 900 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux à Marseille, 13015 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 008-4464/18/CM du 18 octobre 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 900 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 97962.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 595 logements dénommée « La Solidarité PAM » située 38 Chemin de la Bigote à Marseille, 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-sept logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-7197/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud, pour le financement de l'opération de construction de 35 logements sociaux dénommée Le Merlan située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille
MET 19/13921/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 35 logements sociaux dénommée « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille, 13014.

La SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°95892 conclu en juin 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD.

Ainsi, portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 5 360 679 euros est financée par un emprunt de 3 652 139 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 mai 2018 pour l'approbation d'une garantie d'emprunt conjointe à hauteur de 45 % soit 1 643 462,55 euros. Cependant, une erreur matérielle sur le contrat de prêt initial oblige la Métropole Aix-Marseille-Provence à délibérer de nouveau sur l'opération sur la base du nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 224 972 347 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 159 947 993 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 65 024 354 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 005-3776/18/CM du 18 mai 2018 approuvant une garantie d'emprunt à la SA HLM Logéo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 35 logements sociaux « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 95892 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'annulation du contrat de prêt N° 65430 émis par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Que la SA HLM Logéo Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1^{er} juillet à la suite d'une fusion absorption, a contracté un nouveau prêt d'un montant total de 3 652 139 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 35 logements sociaux 95-97 Avenue du Merlan à Marseille, 13014 ;
- Que la Caisse des Dépôts et Consignations a finalisé son accord à l'absorption ;
- Que la SA HLM 3F Sud, a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 005-3776/18/CM du 18 mai 2018.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 652 139 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95892.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de 35

logements dénommée « Le Merlan » située 95-97 Avenue du Merlan à Marseille, 13014.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-7198/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud, pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration de 13 logements sociaux dénommée "Roger Salengro" située 270-272 Avenue Roger Salengro à Marseille MET 19/13922/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition amélioration de 13 logements sociaux dénommée « Roger Salengro » située 270-272 Avenue Roger Salengro à Marseille, 13015.

La SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée et est devenue 3F Sud en date du 1^{er} juillet 2019. En application de l'article 15 du contrat de prêt n°98350 conclu en mai 2019 entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA HLM Immobilière Méditerranée, la première a donné son accord à l'absorption de la SA HLM Logéo Méditerranée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue SA HLM 3 F SUD. Le contrat de prêt demeure en vigueur et est transféré à la SA HLM 3 F SUD.

Ainsi, portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 1 826 592 euros est financée par un emprunt de 1 218 910 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 548 509,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 224 972 347 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 159 947 993 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 65 024 354 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 1 042 700 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 98350 en annexe signé entre la SA HLM Logéo Méditerranée devenue 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre d'accord de transfert des prêts contractés par la SA HLM Immobilière Méditerranée à la SAHLM 3 F SUD de la Caisse des dépôts et consignation

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que la SA HLM Logéo Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 1 218 910 euros auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration de 13 logements sociaux 270-272 Avenue Roger Salengro à Marseille, 13015 ;

- Que la Caisse des Dépôts et Consignations a finalisé son accord à l'absorption ;
- Que la SA HLM 3F Sud, a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 218 910 euros souscrit par la SA HLM Logéo Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1^{er} juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 98350.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 13 logements dénommée « Roger Salengro » située 270-272 Avenue Roger Salengro à Marseille, 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-7199/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, pour le financement de l'opération de construction de 26 logements sociaux dénommée Le Kentro située 3 rue d'Antoine à Marseille MET 19/13755/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 26 logements sociaux dénommée « Le Kentro » située 3 rue d'Antoine à Marseille, 13002.

Portée par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, cette opération d'un montant total de 3 140 716 euros est financée par un emprunt de 2 049 696 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 922 363,20 euros.

L'analyse financière de la Société de Gestion Immobilière de la Ville de Marseille, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence l'amélioration du ratio d'endettement financier en 2018. Ce ratio de 3,6 années reste toutefois plus élevé que la moyenne du secteur.

Compte tenu des mouvements d'actifs et des variations de provisions, la marge nette d'autofinancement est instable. Elle a significativement baissé en 2018, en passant de 16,3 millions d'euros à 2,5 millions d'euros.

Le résultat net est en baisse de 3,3 millions d'euros par rapport à 2017, et se positionne à 1,53 millions d'euros en 2018.

Contrairement à 2017, ce résultat a été moins favorablement impacté par des plus-values de cessions d'actifs, qui ont été exceptionnelles en 2017. Le résultat net reste toutefois favorablement impacté par une plus-value sur ventes aux locataires de +4,6 millions d'euros qui compense une partie du déficit de la gestion locative de -5,9 millions d'euros. La consolidation de la rentabilité de l'exploitation, actuellement fragile, est ainsi souhaitable pour pérenniser l'activité de la société.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des

garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 101448 en annexe signé entre la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, a contracté un prêt d'un montant total de 2 049 696 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 26 logements sociaux à Marseille, 13002 ;
- Que la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 049 696 euros souscrit par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les

caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 101448.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération de construction de 26 logements dénommée « Le Kentro » située 3 rue d'Antoine à Marseille, 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille, opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société de Gestion Immobilière de la ville de Marseille.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-7200/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM CDC Habitat Social pour le financement de l'opération de portage Copropriétés dégradées sur les communes d'Aix-en-Provence, de Berre l'Etang et de Marseille MET 19/13772/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente pour intervenir sur l'amélioration du parc privé, a approuvé l'accord partenarial « Pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille » avec les collectivités territoriales, l'Etat, l'Agence Nationale de l'Habitat et les partenaires institutionnels. En effet, l'ampleur du parc immobilier concerné, les enjeux sociaux majeurs, et les incidences sur le fonctionnement urbain, nécessitaient la mise en place d'un plan d'intervention coordonné. Ainsi, pour assurer l'efficacité des actions croisant divers champs de compétence, il était indispensable d'identifier les copropriétés concernées, la diversité des modes d'intervention envisagés, les moyens financiers et humains à y consacrer, les opérateurs à mobiliser et le mode de gouvernance à adopter.

Suite aux premiers constats, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le 13 décembre 2018 une nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte Contre l'Habitat Indigne et Dégradé.

Les Copropriétés Dégradées se concentrent majoritairement dans les centres anciens de certaines communes de la Métropole. L'intervention sur ces grandes résidences privées se met progressivement en place à travers des opérations d'aménagement visant à une appropriation publique des bâtiments les plus dégradés, des dispositifs opérationnels pour accompagner le redressement de ces copropriétés et la désignation d'administrateurs provisoires.

Ainsi, le redressement de ces ensembles immobiliers et des bâtiments réhabilitables, passe par toute une série d'actions au premier rang desquelles figurent l'amélioration de la gestion des parties communes et la réalisation de travaux de conservation. Les syndicats de copropriétaires et leurs mandataires

doivent donc dégager des moyens pour résorber le plus rapidement possible les dettes des copropriétaires qui ne s'acquittent plus de leurs charges, que ce soit par manque de ressources pour certains copropriétaires occupants très modestes ou par choix de rentabilité pour d'autres, et réaliser les travaux de sécurité avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Habitat et des collectivités.

C'est dans cet objectif que la Métropole a signé avec la SA HLM CDC Habitat Social une convention de portage immobilier et foncier pour acquérir un volume prévisionnel de 210 lots de copropriétés dans six grands ensembles immobiliers privés :

- Pour la commune de Marseille : Le Parc Corot (80 lots), Le Parc Bellevue (30 lots), La Maurelette (30 lots), Le Grand Mail (40 lots), L'Est Marseillais (10 lots) ;
- Pour la Commune de Berre l'Etang : La Mariélie (20 lots) ;
- Pour la Commune d'Aix-en-Provence : Les Facultés (40 lots), opération référencée dans l'avenant n° 1 à la convention de portage, adopté le 24 octobre 2019.

La convention de portage précise au point VI, intitulé « Régime financier », que le coût prévisionnel de l'opération est de 17 979 880 euros. Le financement pourra être assuré par l'obtention de toute subvention sollicitée auprès de l'ANAH ou autre organisme et collectivité compétente, et par la souscription d'un emprunt auprès d'un organisme bancaire.

Ainsi, la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour un emprunt d'un montant total de 8 053 000 euros.

En application de l'Article 21 de la convention de portage immobilier et foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie d'emprunt pour le prêt proposé par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels de 8 053 000 euros, à hauteur de 100 %.

L'analyse financière de la SA HLM CDC Habitat Social, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 530 590 211 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 334 439 930 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 196 150 281 euros. Par la nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 793 599 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'Etat, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 relative à l'approbation d'une convention de portage immobilier et foncier avec la CDC Habitat Social pour une intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées ;
- La délibération DEVT 004-6957/19/BM du 24 octobre 2019 relative à l'approbation de l'avenant N° 1 à la convention de portage immobilier et foncier avec la CDC Habitat Social.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour engager le redressement des copropriétés dégradées de mettre en œuvre une action foncière et immobilière ciblée immédiate afin d'acquérir les lots de copropriétés endettés ou vendeurs ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social s'est engagée aux côtés de l'Etat et des collectivités dans le cadre du Plan Initiative copropriétés ;
- La signature de la convention de portage immobilier et foncier le 28 juin 2019 entre la SA HLM CDC Habitat Social et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social envisage de contracter un prêt d'un montant total de 8 053 000 euros auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour financer cette opération ;
- Que la SA HLM CDC Habitat Social a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 100 % du prêt ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM CDC Habitat Social ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM CDC Habitat Social.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 053 000 euros à souscrire par la SA HLM CDC Habitat Social auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Ce prêt est destiné à financer l'opération d'intervention immobilière et foncière prévue par la convention de portage immobilier et foncier au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'avenant n° 1 a été signé.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 8 053 000 euros

Durée : 2,5 ans

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Amortissement : In-Fine

Index : Taux fixe à 0,07 %

Base de calcul des intérêts : 30/360 jours

Date limite de déblocage : 30/12/2019

Remboursement anticipé :

A chaque date d'échéance, pendant la période d'amortissement, sans faculté de réemprunter, actuarielle selon calcul convenu dans l'offre de crédit, préavis d'un mois.

Conditions particulières :

Clause d'exigibilité des fonds : le contrat doit être signé par le garant avec la délibération avant le 30 juillet 2020 pour un montant garanti du prêt à 100 %.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM CDC Habitat Social dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM CDC Habitat Social serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM CDC Habitat Social.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et la SA HLM CDC Habitat Social, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-7201/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine pour le financement de l'opération d'aménagement Interface Vallée de l'Huveaune - Bras d'Or située à Aubagne
MET 19/13783/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) pour accorder sa garantie destinée à financer le besoin de financement de l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » à Aubagne.

Par délibération URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement urbain du site « Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne et a approuvé la création de l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune ».

Les premières études réalisées confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier innovant, le développement d'équipements publics, d'emploi et d'habitat. Les actions à mettre en œuvre doivent être multiples et couvrir tous les champs de l'aménagement. Aussi le 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le traité de concession d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or », et désigné la SOLEAM en qualité de Concessionnaire d'aménagement.

Ainsi, suite à la notification de la convention en date du 3 août 2018, la SOLEAM est chargée de réaliser et de mener à bien l'aménagement du centre-ville d'Aubagne, sur une durée de 8 années, et pour un montant total prévisionnel toutes taxes comprises de 30,8 millions d'euros.

Cette opération d'aménagement, d'une superficie globale de 38 000 m², doit permettre de réanimer et redynamiser le cœur d'Aubagne, afin que le centre-ville retrouve une véritable vitalité et attractivité économique, commerciale, touristique, culturelle et résidentielle.

Pour réaliser cette mission, la SOLEAM a d'ores et déjà lancé de multiples marchés de prestations intellectuelles et de travaux. Les projets d'acquisitions de propriétés, rendus nécessaires pour la réalisation des ouvrages, sont également soutenues en ce début de mandat. Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, arrêté au 31 décembre 2018, réévalue le prix de revient total toutes taxes comprises à 32 millions d'euros.

Les recettes de cette opération d'aménagement sont composées par les cessions des terrains et commerces, et les participations de la Collectivité. Il ressort un besoin de financement à moyen terme de 10 millions d'euros, compte tenu du décalage de trésorerie engendré par les délais nécessaires entre les acquisitions et les cessions.

L'analyse financière de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine effectuée à partir de son bilan 2018, met en évidence un résultat net 2018 à l'équilibre +27 000 euros, après un déficit de -366 000 euros en 2017. L'endettement financier a été maîtrisé en 2018. Il infléchit mais se positionne à un niveau qui reste élevé, de 11 fois le montant des capitaux propres. Par ailleurs, la trésorerie nette s'est appréciée, le besoin en fond de roulement ayant été contenu. En revanche, la capacité d'autofinancement négative ne permet pas de participer au remboursement de l'emprunt.

L'activité d'aménagement exercée par la SOLEAM peut induire, en fonction des avancements des opérations qu'elle mène et de leur commercialisation, des aléas au niveau de sa rentabilité et de son besoin de financement.

Il n'en reste pas moins que les constats suivants induisent des points de vigilance particuliers :

- Le chiffre d'affaire a triplé entre 2017 et 2018, sans pour autant dégager de marge d'exploitation bénéficiaire ;
- Des marges d'exploitation insuffisantes pour assurer sa pérennité ;
- L'évaluation et la « liquidité » du stock 2018 de 95 878 k€, représentant près de 45% de l'actif ;
- L'évaluation de la provision pour charges 2018 de 8 433 k€, ainsi que les risques de perte et de trésorerie éventuellement associés.

Afin d'assurer sa mission, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine a sollicité le Crédit Coopératif et la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence pour un emprunt de 5 millions d'euros chacun, soit un total de 10 millions d'euros.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 %, soit 8 millions d'euros.

Aussi, afin de poursuivre la politique de maintien de l'activité économique et de développement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la création de l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » ;
- La délibération URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le traité de concession d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » sur la commune d'Aubagne ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine envisage de contracter un prêt d'un montant de 5 millions d'euros auprès du Crédit Coopératif pour le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » à Aubagne ;
- Que la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine envisage de contracter un prêt d'un montant de 5 millions d'euros auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence

pour le besoin de financement de l'opération d'aménagement du « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » à Aubagne ;

- Que la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir la mise en œuvre de projets urbains et de développement économique ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 000 000 euros à souscrire par la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine auprès du Crédit Coopératif.

Ce prêt est destiné aux besoins de financement de l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune – Bras d'Or » à Aubagne, dans le cadre de la délibération URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le traité de concession signé avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt du Crédit Coopératif sont les suivantes :

Montant : 5 000 000 euros

Durée du prêt : 5 ans (dont 12 mois de franchise en capital)

Taux fixe annuel : 0,15 %

Amortissement du capital : constant ou progressif (au choix)

Périodicité des échéances : trimestrielle

Base de calcul des intérêts : 360/360

Frais de dossier : 0,20 % du montant plafonné à titre exceptionnel à hauteur de 7 500 euros

Indemnité de remboursement anticipés : néant

Souscription au capital du Crédit Coopératif : néant

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SOLEAM dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Coopératif.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 000 000 euros à souscrire par la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence.

Ce prêt est destiné aux besoins de financement de l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune- Bras d'Or » à Aubagne, dans le cadre de la délibération URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le traité de concession signé avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence sont les suivantes :

Montant : 5 000 000 euros

Durée du prêt : 60 mois

Phase de différé d'amortissement : 59 mois

Phase d'amortissement : 1 mois

Type d'amortissement : In fine

Périodicité des intérêts : trimestrielle

Taux fixe annuel : 0,64 %

Frais de dossier : 0,10 %

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SOLEAM dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Locale d'Equipe ment et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 3 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Coopératif et la SOLEAM, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse Régionale du Crédit Agricole Alpes Provence et la SOLEAM, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-7202/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée Alphonse Daudet située 152 Rue Alphonse Daudet à Marseille, 13013
MET 19/13795/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social dénommée « Alphonse Daudet » située 152 Rue Alphonse Daudet à Marseille, 13013.

Portée par la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée, cette opération d'un montant total de 120 795 euros est financée par un emprunt de 70 455 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la Ville de Marseille.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 31 704,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2018, met en évidence un actif comptable égal à 14 909 862 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 4 679 587 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 10 230 275 euros. Par la

nature des biens immobilisés, on peut supposer que la valeur réelle est supérieure à la valeur bilancielle. Cependant, la rentabilité de la structure n'est pas établie. En effet, le résultat net 2018 est légèrement bénéficiaire de 11 886 euros, car il profite d'une reprise en résultat d'exploitation d'une quote-part de subvention d'investissement de 126 000 euros. Il n'est pas nécessairement justifié que cet élément significatif soit présenté au niveau de l'exploitation. Si le résultat d'exploitation devait être retraité d'autant, il serait ramené à -115 000 euros. De même, il ressort que la situation de trésorerie est dégradée et inquiétante. Une partie du besoin en fond de roulement n'étant pas couvert, le besoin de trésorerie se creuse en 2018 et se positionne à -1 265 000 euros. Ce besoin risque de s'aggraver, notamment si la condition de remboursement du prêt « PHBB » de 975 000 euros se réalisait en 2019, comme le stipule la note annexée aux comptes.

La CDC a mis en place les prêts PHBB afin de renforcer globalement les capacités d'investissement des organismes de logements sociaux et donc d'augmenter leurs fonds propres. D'une durée de 30 à 40 ans, ces prêts bénéficient d'un différé d'amortissement total sur les 20 premières années à taux zéro, puis sont remboursables annuellement par amortissements constants à un taux adossé au livret A +0,60 pour les années restantes. Il est aussi prévu de ne pas soumettre à pénalité les éventuels remboursements anticipés. La garantie de ces emprunts est à trouver auprès des collectivités locales ou de la CGLLS.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt n° 102185 en annexe signé entre la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 70 455 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement social située 152 Rue Alphonse Daudet à Marseille, 13013 ;
- Que la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable de la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 70 455 euros souscrit par la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 102185.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration d'un logement dénommée « Alphonse Daudet » située 152 Rue Alphonse Daudet à Marseille, 13013.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA Union d'Economie Sociale Coopérative Soliha Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-7203/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour le financement de l'opération d'aménagement de la ZAC du Tubé située à Istres MET 19/13793/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement structurant. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les différentes structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

Dans cet objectif, la Métropole soutient financièrement ses propres structures d'aménagement et de développement économique en leur accordant une garantie d'emprunt lorsque la réalisation des opérations relève d'un intérêt public.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour lui accorder une garantie d'emprunt. Le prêt à garantir, d'un montant de 2 700 000 euros, consenti par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse est destiné à financer l'opération d'Aménagement de la ZAC du Tubé Retortier située à Istres.

En effet, par délibération du 26 juin 2002, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, a décidé de confier à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortier sur la commune d'Istres, et a approuvé les termes de la convention publique

d'aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002.

Afin de mener à bien la réalisation de cette opération d'aménagement, la convention d'aménagement « ZAC du Tubé » a fait l'objet de quatre avenants successifs.

Ainsi, par délibération du 17 décembre 2008, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1, permettant de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération du concessionnaire. Le 18 février 2009, l'approbation de l'avenant n° 2 a eu pour conséquence de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier, et de prolonger de cinq ans la durée de la convention, portant son terme au 26 juillet 2017.

Au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Ainsi, la Métropole, par délibération du 18 mai 2017 a approuvé l'avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement de la ZAC du Tubé Retortier afin de proroger de cinq ans le délai d'exécution, car l'ensemble des lots n'était pas encore commercialisé.

Les modifications de périmètre, les travaux supplémentaires induits, les différentes contraintes administratives, juridiques et économiques ont conduit à ces reports de fin de mission, et à une augmentation du montant total de l'opération, estimé au 31 décembre 2018 à 23 127 000 euros.

En conséquence, depuis l'attribution de la convention, les besoins de financement pour la mise en œuvre de la ZAC ont sensiblement augmenté. Aussi, la Métropole a approuvé le 13 juillet 2017 l'avenant n° 4 relatif à la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts, soit 11 000 000 euros.

Pour assurer le financement de ces opérations, l'EPAD Ouest Provence est amené à contracter un emprunt d'un montant de 2 700 000 euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse. L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %.

L'analyse effectuée montre que la dégradation de la situation financière de l'EPAD se poursuit en 2018. La Métropole reste ainsi exposée à un niveau de risque significatif.

Les informations disponibles permettent d'identifier des difficultés croissantes de l'EPAD à assumer un

stockage de terrains aménagés. Ces informations n'apportent pas de visibilité sur les conditions de vente de ce stock, et par conséquent sur un redressement de la situation financière.

Au contraire, l'établissement est susceptible de connaître des difficultés de trésorerie auxquelles il n'est pas certain, en l'état, qu'il puisse faire face.

Le résultat est positif, grâce à la contribution du stockage de produits en 2018. Un pic du stockage de terrains est constaté en 2018. Ce stock représente la quasi-totalité de l'actif (96%, hors maîtrise d'ouvrage déléguée). Les recettes réelles de fonctionnement 2018 sont inférieures de 71% aux prévisions budgétées. Malgré des dépenses qui ne se sont pas réalisées telles que des achats de terrain, d'équipements et d'études, l'épargne brute est négative en 2018.

Le remboursement du capital des emprunts en cours impacte lourdement l'épargne nette, constamment négative depuis 2015. Le déficit se creuse sur la même période.

L'épargne se dégrade par rapport à 2017.

Le budget prévisionnel 2019 propose un scénario permettant l'équilibre de l'épargne nette. Ce budget est bâti avec des ventes significatives prévues et un déstockage net.

Compte tenu du report en 2018 d'une vente de 10 000 K euros, on peut s'interroger sur :

- La réalisation de cette vente en 2019,
- L'impact de ventes qui ne se réaliseraient pas.

Malgré une situation financière fragile, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'EPAD Ouest Provence est amené à réaliser une opération d'aménagement conformément à la Convention publique d'aménagement et ses avenants n°1, 2, 3 et 4 de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortier à Istres ;
- Que pour ce faire, il est nécessaire à l'EPAD Ouest Provence de souscrire un emprunt de 2 700 000 euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présentent ces opérations pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à l'EPAD Ouest Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'EPAD Ouest Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 700 000 euros à souscrire par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement dans le cadre de la Convention et des avenants n° 1, 2 3 et 4 « ZAC du Tubé Retortier » passée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par l'EPAD Ouest Provence auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse et définies comme suit :

Montant du financement : 2 700 000 euros

Conditions financières :

Nature du concours : moyen terme
Amortissable

Durée : 10 ans

Taux fixe : 1.88 %

Amortissement : trimestriel

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EPAD Ouest Provence dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'EPAD Ouest Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse et l'EPAD Ouest Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

FAG 041-7204/19/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/13312/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 5 novembre 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 15 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille, du Cours Lieutaud à Marseille ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2019/10/02 : PHARMACIE DE L'OPERA du 12/02/2019 au 12/10/2019,
- CVM-2019/10/03 : LE MARENGO du 15/02/2019 au 15/10/2019,

- CVM-2019/10/04 : BRASSERIE LES TEMPLIERS du 12/02/2019 au 12/10/2019,
- CVM-2019/10/05 : MOORE du 01/04/2019 au 01/10/2019,
- CVM-2019/10/06 : DELICE LAMARQUE du 12/02/2019 au 12/10/2019,
- BHNS-2018/08/02-2 : LEONARD PARLI du 01/11/2018 au 02/07/2019,
- BHNS-2018/10/08-2 : PLANET SUSHI du 01/12/2018 au 31/03/2019,
- BHNS-2019/10/18 : AUTO ECOLE DES FACULTES du 10/01/2018 au 30/06/2019,
- LTD-2019/10/01 : SJP du 11/03/2019 au 11/10/2019,
- PJJLP-2019/10/11 : AU PETIT NICE du 15/10/2018 au 15/10/2019,
- PJJLP-2019/10/12 : MARINA du 12/10/2018 au 12/10/2019,
- CIO-2019/03/06-2 : LA MAISON DE LA PRESSE du 04/03/2019 au 21/06/2019,

- CIO-2019/10/27 : EDEN DIVE du 03/09/2018 au 03/05/2019,
- CIO-2019/03/08-2 : LA GROTTTE du 04/03/2019 au 21/06/2019,
- MRGII-2019/10/03 : LE FOURNIL DE MARIGNANE du 01/10/2018 au 01/10/2019,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence, de la requalification du Port-Vieux de la Ciotat ainsi que celle de la Place de la République et Avenue Jean Jaurès à Marignane auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/06/13	105 PLACE BIO	105, avenue de Brédasque 13090 Aix-en-Provence	10/01/18 au 02/07/19	28 350,00	17 010,00	8 251,00	25 261,00
TOTAL				28 350,00€	17 010,00€	8 251,00€	25 261,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	553 592.67€
Total général BHNS L'AIXPRESS	578 853,67€

Place de la République / Avenue J.Jaurès à Marignane

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
MRG 2019/06/01	MAISON JOSEPH	4, rue Maréchal Foch - 13700 Marignane	01/10/18 au 30/06/19	4 825,00	2 895,00	0,00	2 895,00
TOTAL				4 825,00€	2 895,00€	0,00€	2 895,00

Montant des indemnisations déjà accordées	0,00 €
Total général CHANTIER MARIGNANE II	2 895,00 €

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/05/12	LE BEST OF	5-6, Quai Général de Gaulle LA 13600 Ciotat	03/09/18 au 31/05/19	28 532,00 €	17 119,00	0 ,00	17 119,00
CIO-2019/05/15	LE RED SEA	3, Quai Général de Gaulle LA 13600 Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	37 964,00 €	22 778,00	1 500,00	24 278,00
CIO-2019/06/19	LE FOURNIL DU PORT	22 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	9 350,00 €	5 610,00	200,00	5 810,00
CIO-2019/06/20	LE PHARE	11, Quai Général de Gaulle LA 13600 Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	37 627,00 €	22 576,00	1 000,00	23 576,00
CIO-2019/06/21	LE BAR DES GLACES	9, Quai Général de Gaulle LA 13600 Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	73 846,00 €	44 308,00	940,00	45 248,00
CIO-2019/08/23	LE TOTEM	14, Quai Général de Gaulle LA 13600 Ciotat	01/10/18 au 21/06/19	31 989,00 €	19 193,00	704,00	19 897,00
TOTAL				219 308,00€	131 584,00€	4 344,00€	135 928,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	380 484,00€
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	516 412,00€

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 15 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 08 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 05 novembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont

eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 15 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des **08** dossiers précités pour un montant total de 164 084,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-7205/19/BM

■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille

MET 19/13314/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille 8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille.

Par arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 8 septembre 2016, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique.

Depuis plusieurs années, la ville de Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour faire de son centre-ville un cadre apaisé, où voitures et modes doux de déplacements trouvent leur place aux côtés des piétons. Cet axe routier structurant, prolongé par la rocade L2, a pour objectif de contourner le centre-ville de Marseille et de faciliter la desserte des quartiers sud de Marseille pour une meilleure régulation du trafic routier.

Ce projet urbain ambitieux permettra conjointement d'améliorer l'accessibilité aux transports en commun, de rééquilibrer les différents modes de déplacements offrant des espaces de circulation apaisés avec des voies arborées pensées pour les transports en commun et les cyclistes, de favoriser le développement économique des quartiers sud mais également d'améliorer la qualité de vie des noyaux villageois en les requalifiant.

Les travaux d'aménagement de surface des tranchées couvertes, débiteront en mars 2020 entre le secteur Florian et la rue Verdillon. Ils dureront 12 mois et concerneront, entre autres, la rénovation des voiries existantes qui ont supporté un fort trafic pendant les travaux de creusement des tranchées couvertes, ainsi que l'aménagement de parcs urbains et paysagers comme la création d'une coulée verte entre le Boulevard Achille Marcel et la rue Verdillon.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une

incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée, d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que les travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux professionnels impactés, délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace, a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine

Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;

- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération de réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10 arrondissements de Marseille) ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant d'Utilité Publique le projet du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux d'aménagements de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement) ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes

d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Est approuvé le périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines touchées par les travaux d'aménagement de surface du Boulevard Urbain Sud situés à Marseille (10^{ème} arrondissement) délimitant la zone des travaux d'aménagement de surface dans le temps et dans l'espace.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-7206/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille
MET 19/13388/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Par délibération du 24 octobre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Les travaux nécessaires à la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-

Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part poursuit sa rénovation urbaine. Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public, créer, à court terme, un espace cohérent et propice à la déambulation, offrir une attractivité commerciale accrue au cœur du noyau villageois de Saint-Barnabé afin de renforcer et pérenniser le poumon économique du secteur, sécuriser les cheminements des piétons, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses,

soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers.
- de réceptionner les dossiers renseignés et complets des professionnels ainsi que de les transmettre à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable pour étude en recevabilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le programme pour la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- La délibération du 24 octobre 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place du Caire à Marseille ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains du chantier de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-7207/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux d'aménagement des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne MET 19/13390/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération « interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». La Société Locale

d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), s'est vue confiée la conduite de cette opération par délibération URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Par délibération FAG 022-6857/19/BM séance du 24 octobre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux d'aménagement de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne.

Les travaux nécessaires à la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aubagne, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville d'Aubagne pour sa part poursuit la réhabilitation du centre ancien débuté en 2017 (les rues Rastègue, Martinot et de la Place Guin) et poursuivis en 2018 (aménagement de la rue Moussard, du square Arnaud-Mathieu et du parvis de l'Espace Art et Jeunesse). Le projet urbain remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics concernés par les travaux d'aménagements. Avec ce projet d'ampleur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aubagne portent une démarche ambitieuse pour le centre-ville en valorisant ses atouts patrimoniaux, en le rendant accessible et paisible, dynamique et attractif.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers.
- de réceptionner les dossiers renseignés et complets des professionnels ainsi que de les transmettre à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable pour étude en recevabilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la création de l'opération «interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne» ;
- La délibération URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil Métropolitain relatif à l'approbation du traité de concession d'aménagement du centre-ville d'Aubagne ;
- La délibération URB 051-5182/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil Métropolitain relatif au transfert d'un marché de maîtrise d'œuvre à la Société Locale d'Equipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) ;
- La délibération FAG 022-6857/19/CM du 24 octobre 2019 élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à la réalisation des travaux d'aménagement pour la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne. Il a également été approuvé le périmètre relatif aux professionnels impactés par les travaux d'aménagement de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aubagne, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aubagne, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains du chantier de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-7208/19/BM

■ Approbation d'une convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales « PayFip » proposé par la Direction Générale des Finances Publiques MET 19/13766/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé que, par délibération n°FAG 024-5323/19/BM du 28 février 2019, le Bureau de la Métropole a autorisé la signature d'une convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales « PayFip Régie » proposé par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Cette convention a été conclue afin de permettre aux seuls redevables de la taxe de séjour de procéder à son règlement par carte bancaire ou prélèvement unique sur Internet.

Or, dans le cadre de la généralisation de l'offre de paiement en ligne prévue par le décret n°2018-689 du 1^{er} août 2018, la Métropole est dans l'obligation, depuis le 1^{er} juillet 2019, de mettre à disposition de ses usagers un service de paiement par carte bancaire et de prélèvement unique sur Internet de l'ensemble de ses titres de recettes exécutoires.

Il convient par conséquent de compléter le dispositif de paiement en ligne actuellement offert.

Par ailleurs, dans un objectif de simplification, la DGFIP a regroupé, au sein d'une convention unique, son offre de services de paiement en ligne dont le périmètre couvre désormais à la fois les régies et les titres de recettes exécutoires et permet de répondre, sans développement informatique, à l'obligation présentée ci-avant.

La DGFIP prend à sa charge tous les frais de fonctionnement liés au gestionnaire de paiement par carte bancaire et au module de prélèvement. La Métropole aura à sa charge le coût d'adaptation de ses titres afin d'y porter les mentions obligatoires qui permettront aux usagers d'effectuer leurs paiements et le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur pour le Secteur Public Local.

La convention proposée sera conclue pour une durée indéterminée.

Compte-tenu de ces différents éléments, il est proposé au Bureau d'autoriser la conclusion, avec la Direction Générale des Finances Publiques, d'une convention d'adhésion au service de paiement en ligne des recettes publiques locales « PayFip ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n°2018-689 du 1^{er} août 2018 relatif à l'obligation pour les administrations de mettre à disposition des usagers un service de paiement en ligne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la nécessité de se conformer à l'obligation de permettre à tout débiteur de la Métropole de régler les titres de recettes exécutoires au moyen d'un paiement en ligne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'adhésion ci-annexée au service de paiement en ligne « PayFip » proposé par la Direction Générale des Finances Publiques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute décision nécessaire à son exécution.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence fonction 633 – nature 627 – Sous-politique A 440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-7209/19/BM

■ Demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2020 et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution aux opérations portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/13734/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2016, le gouvernement a créé une dotation exceptionnelle de soutien aux opérations d'investissement pour les communes et les établissements de coopération intercommunale.

Reconduite en 2017, elle devient en 2018 une véritable dotation pérennisée et codifiée au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L 2334-42, afin d'accompagner et de favoriser la transformation des territoires. L'objectif de ce dispositif est double : soutenir l'investissement des collectivités territoriales et l'orienter vers les grandes priorités nationales en matière d'équipements des territoires, notamment celles inscrites au Grand plan d'investissement (GPI) présenté par le premier ministre le 25 septembre 2017.

Ce fonds a vocation à accompagner le financement de projets structurants au niveau local inscrits notamment dans les priorités d'investissement suivantes :

- rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables,
- mise aux normes et sécurisation des équipements publics,
- développement des infrastructures en faveur de la mobilité, ou de la construction de logements,
- développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires,
- réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement d'habitants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi identifié des opérations, inscrites dans l'Agenda Mobilité ou relatives à la transition énergétique ou au développement du numérique, suffisamment mûres pour bénéficier de ce financement de l'Etat.

Ces opérations, dont les aides financières permettront leur réalisation, sont détaillées en annexe.

A cet égard, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer les demandes y afférentes.

Le plan de financement prévisionnel de chaque opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de finances 2018 et notamment son article 157 ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations relatives à l'Agenda Mobilité, notamment celles liées à la mise en accessibilité des stations de métro, éligibles à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.
- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès de l'État pour le financement de ces opérations dans le cadre du dispositif « Dotation de soutien à l'investissement local » ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des opérations listées en annexe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et budget annexe transport 2020 et suivants de la métropole sur les opérations indiquées en annexe.

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Nature 1311-1312-1313-1317 et au budget principal sur les imputations Nature :1311-1312-1313-1317

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-7210/19/BM

■ Approbation d'une convention de prestation de services avec la Ville de Marseille relative à la mise à disposition de services numériques destinés à gérer les relations avec les usagers appelés Engagés Au Quotidien MET 19/13776/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, à travers un acte fort permettant d'incarner une Métropole efficace et efficiente au service des communes, souhaite développer des synergies sur des projets de coopération des systèmes d'information.

Cette coopération au service du projet de territoire de la Métropole se fixe le développement des objectifs suivants :

- Contribuer à mieux satisfaire les usagers (qualité du service public)
- Maintenir et / ou améliorer la qualité des services
- Partager les services pour accroître la disponibilité des expertises
- Rechercher une plus grande efficacité/efficience économique
- Renforcer la cohérence des politiques publiques
- Renforcer la communauté d'intérêt
- Rendre plus lisible l'action intercommunale

- Faire reconnaître davantage l'identité intercommunale
- Organiser l'ingénierie territoriale au service du territoire et de sa population

Dans ce cadre, la Direction Générale Adjointe de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information a entrepris une démarche d'ouverture de son patrimoine applicatif aux communes membres afin de leur proposer un ensemble de services informatiques. Dans un premier temps, les solutions applicatives proposées sont limitées aux seules solutions utilisées par les propres services de la métropole et étendues par voie d'opportunité à l'usage des communes membres de la métropole. Cette mise à disposition d'applications présuppose que le droit d'usage du logiciel est juridiquement possible (propriété de la Métropole ou autorisation expresse de l'éditeur), ce qui est le cas des solutions qui font l'objet de la présente délibération.

Dans le cadre de cette ouverture, la métropole propose un ensemble de services informatiques :

- Accompagnement au déploiement de la solution : l'étude initiale et le paramétrage pour les besoins de la commune, l'accompagnement de l'équipe projet jusqu'à la réception de la solution,
- L'accès à un service en ligne permettant d'opérer la gestion de la relation usager sur les compétences arrêtées entre la commune et MAMP,
- Fourniture d'une application mobile

Dans ce contexte, les solutions OSIS et Engagés Au Quotidien (EAQ) de Gestion de Relation Citoyenne/Gestion de la Relation Usagers (GRC/GRU) sont des applications utilisées pour recenser les demandes des usagers concernant le domaine public et qui permettent de garantir leur bonne instruction sur toute la chaîne de traitement. Ces applications sont actuellement utilisées dans le domaine de compétence de la Métropole (notamment Territoire de Marseille Provence). Certaines communes souhaitent mettre en œuvre ces mêmes solutions sur leur propre domaine de compétence. La présente convention a pour objectif de faire bénéficier la Commune de Marseille de ce dispositif.

Pour encadrer ces services, il est nécessaire d'établir un document définissant les conditions générales de la mise à disposition. La convention proposée reprend tous ces éléments et détaille les engagements de la Métropole et les obligations de la commune.

La convention proposée au vote est établie pour une durée d'un an. Elle est reconduite tacitement pour une durée d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder dix ans.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la

convention et d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant à la signer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Communes membres de partager l'ensemble du dispositif Engagés au Quotidien.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestation de services ci-annexée relative à la mise à disposition de services numériques destinés à gérer les relations avec les usagers appelés Engagés Au Quotidien.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont inscrites au budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence : Nature 70688 – Fonction 020 – Sous-Politique A250.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-7211/19/BM

**■ Approbation de la participation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence au financement du Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE-PACA) - Approbation d'une convention
MET 19/13747/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les services rendus par le CRIGE-PACA depuis son origine à l'ensemble des établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et donc de la Métropole, et l'évolution de ses missions au profit de ces derniers, en particulier sur la diffusion de données géographiques à grandes échelles ont engagé les EPCI à participer au financement de cette structure.

Il est proposé de poursuivre la participation financière demandée, afin de garantir une continuité de services et de diffusion de données géographiques sur le périmètre géographique métropolitain.

Depuis sa création en 2000, le CRIGE-PACA a coordonné l'acquisition, la production et la diffusion d'un grand nombre de données géographiques auprès de l'ensemble des collectivités locales de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il participe également à la diffusion de l'information sur l'ouverture des données publiques. Centre de ressources et d'expertise au travers de ses groupes de travail « Métiers », il est de surcroît un relais indispensable dans la mise en cohérence des données dispersées et/ou manquant de structuration pour être rassemblées sur de nouveaux périmètres.

Il constitue également un relais local pour porter au niveau national les difficultés prévisibles avec la mise en œuvre de la future Représentation Parcellaire Cadastre Unique (RPCU) et du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la responsabilité des collectivités locales face aux différents opérateurs de travaux. Les collectivités peuvent également bénéficier de l'appui du CRIGE-PACA concernant notamment la dématérialisation des documents d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe de sa participation financière auprès du CRIGE-PACA, pour l'année 2020, dans la mesure où cet organisme constitue un relais stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et l'aide à la remontée des données géographiques vers les niveaux nationaux et européens dans le respect des réglementations et dans un contexte d'ouverture des données (Open data) et du Service Public de la Donnée (SPD) pour respecter la Loi sur le Numérique.

La subvention attribuée, au titre de l'exercice 2020, est de 65 000 euros.

La dépense en résultant sera imputée sur le budget principal de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La participation au CRIGE-PACA comme un enjeu stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et son appui technique à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 65 000 euros à l'association CRIGE PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectif ci-annexée à conclure avec l'association CRIGE-PACA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole sur les imputations :

- sous politique A240 – Nature 65 74
- sous politique G810 – Nature 65 748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-7212/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Villes Internet pour l'organisation de l'évènement "Villes et villages internet" à Martigues le 4 février 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13892/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le développement de la société de l'information, dont les usages se sont diffusés au cœur de chacun des actes de la vie quotidienne et professionnelle de nos citoyens, est pour la Métropole, une opportunité de développer ses services, son territoire et moderniser ses pratiques. Il porte également de nouveaux enjeux de service public et de démocratie.

A l'heure de la société « numérique », communiquer, faciliter l'acculturation et l'accès à tous aux nouveaux usages sociaux, développer une politique éducative, culturelle, sociale, économique moderne, dialoguer et concerter avec les citoyens, aménager son territoire durablement en prenant en compte les enjeux de demain, innover, sont autant de problématiques qui questionnent le champ de l'action publique et nécessitent une réponse adaptée.

« Villes Internet » est une association loi 1901 créée le 6 mai 2002. Cette Association a pour objet, en liaison avec les réseaux et les organismes privés ou publics, locaux, nationaux ou internationaux, de prendre en charge et/ou d'accompagner toute initiative pouvant contribuer à imaginer, valoriser, développer et diffuser les usages de l'internet citoyen (d'intérêt général et de service public) et du numérique territorial.

Ses moyens d'actions sont :

- l'animation de réseaux des acteurs de l'internet citoyen et du numérique territorial, le développement des processus d'échanges et de co-production entre les différents types d'acteurs (forum, séminaires, colloques, conférences. ...) ;
- la collecte, le traitement et la diffusion de l'information et des données sur l'internet citoyen et le numérique territorial ;

- la conception et l'édition de publications et ouvrages valorisant les pratiques de l'internet citoyen et du numérique territorial ,
- l'élaboration et la diffusion de programmes de formation et d'éducation, de production multimédia à l'attention des acteurs de l'internet solidaire, mais aussi dans le cadre de dispositifs de sensibilisation (vers les jeunes, les élus locaux...) ,
- l'organisation d'évènements, de formation, d'animation et la création d'outils,
- la formation et la sensibilisation des élus et des agents territoriaux ,
- sans que cette liste ne soit limitative.

L'association Villes Internet a déposé un dossier de demande de subvention auprès de la Métropole pour soutenir la tenue de la rencontre nationale « Ville et village internet » qui se tiendra le 4 février 2020 à la halle de Martigues.

L'édition 2019 de cette rencontre nationale a rassemblé :

- 750 participants : élus, agents, universitaires, journalistes
- Plus de 350 EPCI, villes et villages représentés
- 15 territoires exposants avec leurs partenaires privés
- 2000 exemplaires de l'édition 2019 du Cités En Réseaux
- 1300 articles dans la presse nationale, régionale et spécialisée
- Innombrable relais sur les réseaux sociaux des villes labellisées, des membres de l'association et de ses partenaires.

Le budget de l'opération est fixé à 85 000 euros. Il est proposé au vote un soutien de 8 500 euros (soit 10% du montant) au titre du soutien à cet évènement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Villes Internet au titre de la rencontre nationale des villes et villages internet.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Villes Internet une subvention totale de 8500 euros au titre de l'organisation de cet évènement sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association Villes Internet ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique A260- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-7213/19/BM

**■ Adhésion à l'Association Electronic Business Group de l'innovation digitale (EBG) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13750/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour accompagner sa mise en place la Métropole d'Aix Marseille Provence, s'est engagée dans une politique de modernisation de ses offres de services numériques et de ses pratiques internes fondée sur une véritable transformation digitale.

Première Métropole de France par sa taille, Aix Marseille Provence vise à être une administration

modernisée, plus agile et plus ouverte aux dernières technologies et expérimentations digitales.

Cette ouverture concerne l'ensemble des métiers de la Métropole. Elle nécessite une véritable culture de l'innovation et de nombreux échanges et retours d'expérience avec les acteurs du numérique et du secteur public.

Créée en 1998, l'association Electronic Business Group (E.B.G.) est le premier club de l'innovation digitale en France. Elle rassemble près de 660 organisations et grandes entreprises souhaitant accroître leur capacité d'innovation et faciliter leur transformation digitale.

Compte tenu de l'objet, de la qualité et de la diversité des travaux menés par cette association, l'adhésion de notre intercommunalité à l'Electronic Business Group serait un outil de diffusion et d'enrichissement particulièrement pertinent pour l'ensemble des métiers de notre Métropole. Précurseur dans sa démarche la Métropole rejoint ainsi le Ministère des Finances, la Croix Rouge, l'UGAP ou l'IGN.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est engagée dans sa transformation digitale et souhaite se confronter aux expériences menées dans d'autres grandes organisations sur les thématiques du numérique, de l'aménagement, du développement durable et de la relation usagers,

- Que la structure EBG réalise et produit des contenus et études de qualité pouvant servir à plusieurs services de notre institution.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Electronic Business Group et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 5 456,00 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 - Fonction 20 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 051-7214/19/BM

■ Renouvellement d'adhésion au Club de la sécurité de l'information français et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13731/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La sécurité informatique est un enjeu majeur pour notre collectivité avec la montée en puissance de l'interconnexion des réseaux et de l'ouverture des systèmes d'information.

Le CLUSIF, Club de la sécurité de l'information français, est un club professionnel constitué en association indépendante (Association Loi 1901). Ouvert à toutes les entreprises et collectivités, ce club rassemble des Offreurs et des Utilisateurs issus de tous les secteurs de l'économie.

L'objectif principal du CLUSIF est de favoriser les échanges d'idées et de retours d'expériences au travers de groupes de travail, de publications et de conférences thématiques.

Les sujets abordés, en relation avec la sécurité de l'information, varient en fonction de l'actualité et des besoins des membres de l'association.

Le CLUSIF a pour finalité d'agir pour la sécurité de l'information, facteur de pérennité des entreprises et des collectivités locales. L'enjeu actuel est donc de contrôler l'exposition au risque général, et au risque associé au système d'information en particulier.

Le CLUSIF propose à ses adhérents d'accéder, d'échanger et de partager des informations avec des experts reconnus dans le domaine de la sécurité informatique. Des groupes de travail réunissent

mensuellement des utilisateurs et des offreurs autour des problématiques de gestion des données. Outre les échanges d'idées et le transfert de compétences, la finalité de ces groupes est la rédaction puis la publication de documents de type recommandation, méthodologie ou état de l'art.

L'adhésion au Club de la sécurité de l'information français, permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes afin d'assurer une veille sur les enjeux relatifs à la sécurité des systèmes d'information et de favoriser les échanges pour faciliter l'information et la sensibilisation aux usagers.

Le montant de la cotisation 2020 est fixé à 1110 euros, permettant l'accès d'un agent aux groupes de travail et conférences organisés par l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 149-4966/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant adhésion au Club de la sécurité de l'information français.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier à l'accès, au partage et à l'échange d'informations et de connaissances, dans le domaine de la sécurité informatique, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion au Club de la sécurité de l'information français au titre de l'année 2020;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au CLUSIF, Club de la sécurité de l'information français, et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 1110 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-7215/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à Caractère Personnel et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13740/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel (AFCDP), a été créée en 2004 pour promouvoir et développer le rôle des Correspondants Informatique et Liberté (CIL).

L'Association regroupe des acteurs publics ainsi que des sociétés privées.

La Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) demande de plus en plus de rigueur dans la protection et l'accès aux données personnelles.

L'AFCDP est une structure indépendante et reconnue au niveau national. Elle favorise la concertation avec les entreprises et les pouvoirs publics relative à l'ensemble des questions posées par le statut ou les missions des correspondants à la protection des données personnelles. Elle organise des initiatives à caractère national, européen ou international, relatives aux statuts ou aux missions des correspondants à la protection des données personnelles ou équivalents dans les réglementations étrangères. Elle assure une veille technologique. Elle constitue également des groupes de travail afin de formuler des recommandations et/ou des avis aux autorités publiques et aux acteurs de la protection des données personnelles, de sa propre initiative ou sur saisine.

L'adhésion à l'AFCDP, Association Française des Correspondants à la Protection des données à Caractère Personnel, permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes afin de

l'accompagner dans la mise en œuvre de la protection et l'accès aux données personnelles.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'AFCDP par délibération n°HN 015-043/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017, 2018 et 2019 par délibérations du Bureau de la Métropole n° FAG 024-1632/17/BM du 30 mars 2017, n° FAG 004-3405/18/BM du 15 février 2018 et n° FAG 007-4711/18/BM du 13 décembre 2018.

Aussi le présent rapport propose le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 007-4711/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'AFCDP - Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier du partage d'information, de connaissances et de bonnes pratiques en matière de protection des données personnelles, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française des Correspondants à la Protection des Données à Caractère Personnel (AFCDP) et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 450 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 053-7216/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13748/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la définition des politiques d'aménagement et de développement, la Métropole s'est dotée d'un système d'information géographique (SIG).

A ce titre, il est nécessaire qu'elle soit présente dans les différentes associations regroupant les collectivités publiques du territoire français.

L'Association Française pour l'Information Géographique, (AFIGEO) créée en 1986, a pour objectif de concourir au développement du secteur de l'Information Géographique.

Formidables outils de connaissance et de gestion, les technologies de l'Information Géographique sont porteuses de développement pour les territoires et les structures qui les administrent.

Les outils de l'Information Géographique améliorent la qualité de services de domaines très divers : urbanisme, aménagement du territoire, gestion des risques, logistique, transport, gestion de flotte, santé...

Aussi, compte tenu de l'objet de l'Association Française pour l'Information Géographique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°HN 012-040/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018 par délibérations du Bureau de la Métropole n°FAG 025-1633/17/BM du 30 mars 2017, n°FAG 005-3406/18/BM du 15 février 2018 et FAG 008-4712/18/BM.

Afin de bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à être membre de l'Association Française pour l'Information Géographique au titre de l'année 2020.

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 008-4712/18/BM de Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEIO).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier des travaux et conclusions d'une communauté de pratiques qui œuvre pour le développement et l'usage de l'information géographique à l'échelle des territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association Française pour l'Information Géographique au titre de l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEIO)

et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 1650 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 054-7217/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13751/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'AVICCA, Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel, a été créée en 1986 sur le thème des réseaux câblés ; elle a élargi depuis ses champs d'action en parallèle de l'évolution législative.

L'association regroupe des collectivités territoriales françaises (villes, intercommunalités, départements, régions, syndicats mixtes, etc.), de toute tailles et sans distinction politiques, qui sont actives pour :

- L'aménagement de leur territoire en réseaux de communication électroniques,
- Le développement des services et des usages.

Depuis la loi du 12 juillet 1999 dite loi « Chevènement », de nombreux établissements Publics de Coopération Intercommunales, qui ont pris la « compétence numérique », ont adhéré à l'AVICCA.

Les enjeux de déploiement du numérique sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence nécessitent d'adhérer à une association indépendante afin de :

- Bénéficier de l'expertise et de l'indépendance d'une structure reconnue au niveau national,
- Bénéficier d'une veille juridique et réglementaire sur le dossier des réseaux et du haut débit,
- Bénéficier d'une vision coordonnée et transversale des différentes associations de collectivités (France Urbaine : Association des Métropoles de France, AMF : Association des Maires de France, ADF : Association des Départements de France, ARF : Association des Régions de France),
- Doter les élus d'un outil en matière d'analyse d'enjeux stratégiques, d'études de contextes particuliers, de propositions de solutions possibles,
- Informer régulièrement l'administration via une lettre d'information thématique, des

- rencontres régulières et des réunions transversales thématiques,
- Infléchir via une action de lobbying sur les évolutions nationales (législatif et réglementaire) ou sur les stratégies des opérateurs de télécommunication.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° HN 013-041/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017, 2018 et 2019 par délibérations du Bureau de la Métropole n° FAG 027-1635/17/BM du 30 mars 2017, n° FAG 006-3407/18/BM du 15 février 2018 et FAG 009-4713/18/BM du 13 décembre 2018. Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association, la Métropole souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 009-4713/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) et paiement de la cotisation 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes pour la définition de l'aménagement du territoire en réseaux de communication électroniques et pour le développement des services et des usages, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son

adhésion à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et de l'Audiovisuel au titre de l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l'Audiovisuel et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 3505 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 Fonction 020 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 055-7218/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Open Data France et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13752/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Open Data est la mise à disposition des données publiques à toute la population : citoyens particuliers, entreprises, associations, etc. L'Open Data vise la réutilisation des données, avec un objectif citoyen, démocratique, ou encore économique lorsqu'elle met en jeu des entreprises. Les différentes collectivités françaises se sont emparées de l'Open Data, guidées par des projets tels que la Mission Etalab, créée en 2011.

L'ouverture des premiers jeux de données en Région PACA a été réalisée en 2012, dans le cadre de la préparation de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture, avec le lancement du portail partenarial régional openpaca.fr. La plupart des EPCI y avaient alors participé en mettant à disposition des données concernant la mobilité, l'accessibilité, les transports, ou encore issues du monde culturel, du Tourisme, etc.

Dans la continuité des adhésions des ex EPCI, la Métropole a adhéré en octobre 2017 à la plateforme data de la Région (Data Sud).

Ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi pour une république numérique modifiant le CGCT en précisant que « Les collectivités territoriales de plus de 3.500 habitants ainsi que les établissements publics de

coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électronique.» Ces informations publiques sont offertes à la réutilisation dans les conditions prévues par la loi.

L'association Open data France, (<http://www.opendatafrance.net/>), créée le 9 octobre 2013 à Toulouse, a pour but de regrouper et soutenir les collectivités engagées activement dans une démarche d'ouverture des données publiques et de favoriser toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'open data.

L'association Open data France (ODF) se donne comme objectifs :

- D'apporter à ses membres les informations, conseils ou autres soutiens nécessaires à l'ouverture des données publiques ;
- De favoriser les négociations avec l'ensemble des partenaires nationaux ou internationaux, notamment avec les ministères concernés, les instances de régulation et les différents acteurs économiques du secteur ;
- De favoriser les productions communes par des groupes de travail ou ateliers sur des thèmes définis en commun comme devant apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent sur l'open data et sa mise en œuvre ;
- De participer au développement du mouvement open data par toutes actions de communication (conférence...), valorisation, formation et accompagnement ;
- De représenter ses membres auprès de toute autorité publique et privée dans le but d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;
- Et de mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles d'être utilisés pour concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Open Data France, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017, 2018 et 2019 par délibérations du Bureau de la Métropole n° ECO 007-2126/17/BM du 13 juillet 2017, n° FAG 003-3404/18/BM du 15 février 2018 et n° FAG 011-4715/18/BM du 13 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 011-4715/18/BM du 13 décembre 2018 portant adhésion à l'association Open Data France et paiement de la cotisation 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un soutien et d'un accompagnement pour le développement de son Open Data, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association Open data France au titre de l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Open-Data France et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 3000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 Fonction 020 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 056-7219/19/BM

■ **Renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies - FNCCR (communications électroniques) et paiement de la cotisation 2020**
MET 19/13778/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) est une association nationale d'élus locaux qui existe depuis 1934 et intervient dans plusieurs domaines, dont les Communications Electroniques. Dans ce domaine, elle assure plusieurs types de missions au bénéfice des collectivités qui en sont membres

Pour les Communications Electroniques, la FNCCR a œuvré depuis de nombreuses années pour mettre à la disposition de ses collectivités adhérentes un cadre adapté à l'utilisation des appuis électriques par les lignes de communications électroniques et au co-financement des enfouissements coordonnés de ces différents réseaux. Elle a notamment élaboré des amendements législatifs puis, ceux-ci ayant été adoptés, elle a produit des modèles de conventions acceptés par l'Opérateur Historique qui s'engage à prendre en charge financièrement une part du coût des travaux d'enfouissement.

Cette implication a été prolongée plus récemment par le soutien de la FNCCR au déploiement du très haut débit (THD) sur l'ensemble du territoire national grâce à la fibre optique, en promouvant la solidarité financière (péréquation) en faveur des zones rurales

Pour aider ses adhérents à accomplir leurs missions dans ce domaine, elle les documente en temps réel (essentiellement via internet) sur l'actualité juridique et les possibilités de financement. Elle favorise également les partages d'expérience entre adhérents et avec des intervenants extérieurs grâce à ses nombreuses réunions spécifiques au secteur des communications électroniques (Journées d'Études, rencontres techniques et groupes de travail).

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la Fédération Nationale des collectivités concédantes et Régies en matière de communications électroniques, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association nationale par délibération n° HN 014-042/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017, 2018 et 2019 par délibérations du Bureau de la Métropole n° FAG 028-1636/17/BM du 30 mars 2017, n° FAG 002-3403/18/BM du 15 février 2018 et n° FAG 010-4714/18/BM du 13 décembre 2018.

Aussi le présent rapport propose l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 010-4714/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion à la FNCCR (communications électroniques) et paiement de la cotisation 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir continuer à bénéficier d'un appui professionnel et d'aides conséquentes dans le domaine des communications électroniques, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (Communications Electroniques) au titre de l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (Communications Electroniques) et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 4900 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 Fonction 020 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 057-7220/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion au Club Informatique Provence Méditerranée et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13632/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Club Informatique Provence Méditerranée (CIP), association régie par la loi du 1er juillet 1901 est le lieu où les décideurs informatiques d'institutions publiques ou entreprises privées peuvent échanger. Le CIP a pour but de favoriser le partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts utiles entre professionnels de l'informatique, décideurs informatique et prestataires ou éditeurs. Il est également un vecteur de communication pour tout prestataire, du fait de sa renommée, aujourd'hui nationale, des événements exceptionnels auxquels il est associé en Région, de son site web très visité, de sa présence sur les réseaux professionnels Viadeo et LinkedIn, de la qualité, de la quantité et de la variété des activités « technologies de l'Information » des membres qui le composent.

Le Club Informatique Provence Méditerranée permet d'échanger toute information technique ou scientifique susceptible de faciliter l'activité professionnelle de ses membres de façon formelle ou informelle. Le CIP organise sur des sujets précis des colloques, des forums et des travaux collaboratifs de manière à permettre un véritable partage de connaissances. Il permet des mises en relation. Chaque membre peut avoir accès aux coordonnées d'experts sur un sujet donné, que ce soit dans les mondes scientifique, technique, commercial ou institutionnel.

Dans le cadre du projet de l'agenda numérique, il est nécessaire d'avoir un levier et un point d'entrée dans l'écosystème numérique de territoire. L'adhésion au Club Informatique Provence permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'intégrer un réseau de professionnels reconnus en Provence et apporteur d'idées. Il permet à la Métropole de bénéficier d'un partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts dans le domaine de l'innovation numérique.

Le montant de la cotisation pour l'année 2020 est fixé à 550 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 150-4967/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 portant adhésion au Club Informatique Provence Méditerranée (CIP).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de pouvoir bénéficier du partage d'informations, de connaissances, de bonnes pratiques et de contacts utiles entre professionnels de l'informatique, décideurs informatique et prestataires ou éditeurs dans le domaine des technologies de l'information, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion au Club Informatique Provence Méditerranée au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club Informatique Provence méditerranée (CIP) et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 550 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 : Fonction 020 - Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 058-7221/19/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

MET 19/13953/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Vingt et un dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 46 480.80 euros (Quarante-six mille quatre cent quatre-vingt euros et quatre-vingt centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Mme Clémentine AMIELH – sinistre du 5 janvier 2018 – montant : 1 155.00 euros,
- M. Philippe MARECHAL – sinistre du 12 juillet 2018 – montant : 551.48 euros,
- Mme Margaret MARTINET – sinistre du 9 août 2018 – montant : 1 959.10 euros,
- M. Jean Louis FRERE – sinistre du 22 septembre 2018 – montant : 1 885.05 euros,
- M. Julien DIAZ – sinistre du 11 novembre 2018 – montant : 306.80 euros,
- M. Jacques ZAGURY – sinistre du 26 novembre 2018 – montant : 3 248.48 euros,
- Mme Anaïs POMPIDOU – sinistre du 14 janvier 2019 – montant : 587.52 euros,
- M. Michel FRAISSE – sinistre du 15 février 2019 – montant : 7 398.00 euros,
- M. Maxime SEILLIER – sinistre du 2 avril 2019 – montant : 150.00 euros,
- M. Laurent GIL – sinistre du 25 avril 2019 – montant : 1 096.36 euros,
- M. Malik SRAIEB – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 6 767.43 euros,
- Mme Jeanine DESBATS JEANNIN – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 2 034.00 euros,
- M. Lekhmissi BELDJEROU – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 2 000.00 euros,
- LA POSTE – sinistre du 6 mai 2019 – montant : 3 890.74 euros,
- Mme Laura BOTELLO – sinistre du 7 mai 2019 – montant : 1 786.44 euros,
- Mme Anne VANDENBORRE – sinistre du 15 mai 2019 – montant : 1 602.46 euros,
- M. Richard GIORDANO – sinistre du 16 mai 2019 – montant : 3 023.90 euros,
- NOE CONCEPT – sinistre du 3 juin 2019 – montant : 6 610.57 euros,
- M. Benoit COTREL – sinistre du 26 juin 2019 – montant : 351.02 euros,
- Mme Emy RODRIGUES – sinistre du 24 juillet 2019 – montant : 151.13 euros,

- M. Jean-Michel AYELA – sinistre du 12 septembre 2019 – montant : 425.32 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros ;
-

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 46 480.80 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 43 970,22 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 551,48 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718.
- 1 959,10 euros pour le budget Assainissement, sous politique A 160 article 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 059-7222/19/BM

■ Vente aux enchères de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et mise à la réforme d'un véhicule léger MET 19/13757/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Tout d'abord, compte tenu de l'ancienneté ou du kilométrage important de certains des véhicules affectés au Territoire Marseille Provence, au Territoire du Pays d'Aix et au Territoire Istres Ouest-Provence, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision n°.... du, procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable ou la valeur de reprise était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Il est précisé que :

- certains de ces véhicules, dont un véhicule deux roues, reconnus économiquement irréparables après expertise, seront repris, pour leur valeur résiduelle, par la compagnie d'assurance et ce en exécution du contrat d'assurance ;
- que les autres véhicules deux roues ainsi réformés seront repris par l'entreprise Caldentey, titulaire du marché de fourniture des véhicules deux roues et ce aux conditions du marché ;
- et qu'enfin, compte tenu de leur état, certains des véhicules seront repris à la tonne par le ferrailleur prestataire du territoire concerné.

Pour les autres véhicules concernés par cette mise à la réforme, et dont la liste figure en annexe, il est aujourd'hui proposé de procéder à leur vente aux enchères et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Sont ainsi concernés par cette procédure de vente aux enchères :

- pour le Territoire Marseille-Provence : 26 véhicules, lesquels seront vendus en l'état et sans contrôle

technique. L'achat sera ainsi réservé aux professionnels ;

- pour le Territoire du Pays d'Aix : 6 véhicules

Par ailleurs, un véhicule léger de marque Renault Clio, immatriculé ES 975 SC, affecté au Territoire du Pays d'Aix, a été reconnu économiquement irréparable après expertise. Sa valeur résiduelle a été fixée à 7 300 euros.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de procéder à la mise à la réforme de ce véhicule léger.

Il est précisé que celui-ci sera repris, pour sa valeur résiduelle, par la compagnie d'assurance SMACL et ce en exécution du contrat d'assurance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°19/772 /D de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant réforme de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des véhicules légers, des véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues affectés au Territoire Marseille Provence, au Territoire du Pays d'Aix et au Territoire Istres Ouest-Provence, ont été mis à la réforme ;

- Qu'il convient de procéder à la vente aux enchères de certains des véhicules ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines ;
- Qu'en outre, un véhicule léger, affecté au Territoire du Pays d'Aix, a été reconnu économiquement irréparable après expertise ;
- Qu'il convient ainsi de procéder à sa mise à la réforme.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la vente aux enchères des véhicules légers et véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules au commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence : sous politique A 110, Fonction 020, chapitre 11, Nature 7788, 6 DPL.

Article 4 :

Est approuvée l'opération de mise à la réforme du véhicule léger de marque Renault Clio, immatriculé ES 975 SC, affecté au Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 060-7223/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'établissement public administratif "Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône" (ATD13) et paiement de la cotisation 2020 MET 19/14049/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etablissement public administratif « Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône » (ATD 13) a pour objet d'apporter aux collectivités locales des Bouches-du-Rhône, communes et établissements publics de coopération intercommunale, qui le demandent, formation, information et assistance technique,

juridique ou financière, dans les domaines en relation avec la gestion locale, notamment en matière d'administration générale, de gestion, de cadre de vie, de démocratie locale, de sécurité, d'économie et de tourisme, de culture, de loisirs et de sports, de coopération intercommunale.

Pour atteindre ses objectifs, l'Agence propose notamment :

- d'entreprendre toutes études, recherches, démarches et réalisations ;
- d'assurer l'information des élus par la diffusion de brochures, bulletins, notes et autres supports adaptés ;
- de dispenser de la formation à tout élu titulaire d'un mandat local.

A l'échelle du Département des Bouches-du-Rhône, l'Agence fait référence en matière d'assistance technique et a vocation à diffuser les bonnes pratiques de gestion locale. A cet effet, elle travaille en réseau avec les autres agences techniques départementales pour développer les échanges et mutualiser certaines informations afin d'adapter l'offre de services aux besoins des collectivités.

Sont membres de l'Agence, le Département, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale des Bouches du Rhône, qui ont adhéré dès sa création. Toute commune, tout établissement publics de coopération intercommunale, tout syndicat mixte, tout établissement public des Bouches-du-Rhône, peut demander son adhésion après sa création ; la qualité de membre s'acquérant de droit dès notification au Conseil d'administration de la décision d'approbation des statuts par l'organe demandeur compétent.

Compte tenu de l'objet de ATD13, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'y adhérer par délibération n°FAG 164-4981/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole. Par cette même délibération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a également approuvé les statuts de l'ATD13.

Aussi, et pour continuer à bénéficier notamment de son assistance technique dans les domaines en relation avec la gestion locale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'ATD13 au titre de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les statuts de l'Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 23 mai 2003, modifiés ;
- Le règlement intérieur ;
- La délibération n°FAG 164-4981/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant adhésion à l'établissement public administratif "Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône" (ATD13) ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de continuer à bénéficier de la formation, l'information et l'assistance technique, juridique et financière, dans les domaines en relation avec la gestion locale, apportées par l'Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône (ATD 13) à ses membres, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'ATD13 pour l'année 2020;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 10 000 euros, pour l'année 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'établissement public « Agence technique départementale d'assistance au service des communes des Bouches-du-Rhône » (ATD 13) ainsi que le règlement de la cotisation pour l'année 2020, d'un montant de 10 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 061-7224/19/BM

■ Approbation des tarifs de location d'hébergements hiver 2019/2020 et séjour ski pour les jeunes de 8 à 17 ans - Régie Action Sociale CT5

MET 19/13910/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Par délibération du 13 décembre 2018, le maintien des dispositifs d'action sociale existants dans chaque territoire a été approuvé.

Le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Pour la saison hiver 2019-2020, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale des locations d'hébergements à Orcières, aux Orres, à Risoul, à Abriès, à Ancelle et à la Toussuire pour la saison hiver 2019/2020 et un séjour "Glisse et découverte" pour les jeunes de 8 à 17 ans en février 2020.

Il revient à la Régie Action Sociale de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de ces prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'application des tarifs au personnel, aux retraités et ayants droit de la Régie Action Sociale.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 062-7225/19/BM

**■ Approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences Pluvial, DECI et Eau des communes relevant du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/13916/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 I du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Néanmoins, en cas de refus de ceux-ci, la disposition précitée prévoit qu'ils sont alors à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transférée, mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée, auprès du président de l'organe délibérant de l'EPCI. Il en résulte que ces personnels sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences transférées n'ont pu intervenir, en totalité, au 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole serait en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, le concours des communes concernées a été sollicité pour l'exercice de certaines compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en mesure d'accueillir le personnel transféré au sein d'une structure organisationnelle métropolitaine définie. Dès lors, dans les conditions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder au transfert effectif du personnel relevant des services suivants sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les communes d'Auriol et la Penne sur Huveaune, et du 1^{er} juillet 2020 pour la commune d'Aubagne :

- Pluvial
- Service public de Défense Extérieure Contre L'incendie (DECI)
- Eau

Les conventions de gestion conclues entre les communes d'Auriol et de la Penne sur Huveaune et la Métropole au titre des compétences précitées cessent de produire leur effet au 31 décembre 2019, et celles conclues entre la commune d'Aubagne et la Métropole au 30 juin 2020.

I : CONCERNANT LA COMMUNE D'AUBAGNE

Cinq agents sont concernés par le transfert de plein droit au titre de la compétence PLUVIAL.

Concernant la compétence DECI, 1 agent est concerné à hauteur de 15%, au vu de la faible quotité de temps de travail déclarée, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

Concernant la compétence Eau, 1 agent est concerné à hauteur de 15%, au vu de la faible quotité de temps de travail déclarée, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

II : CONCERNANT LA COMMUNE D'AURIOL

Pour la compétence Pluvial, 9 agents sont concernés et représentent au total 7% d'un Equivalent Temps Plein (ETP).

Pour la compétence DECI, 4 agents sont concernés et représentent au total 7% d'un ETP.

Pour la compétence Eau, 5 agents sont concernés et représentent au total 54% d'un ETP.

En accord avec la Commune d'Auriol, il a été privilégié de compléter la quotité d'ETP associée à la

compétence Pluvial afin de constituer un ETP complet et ainsi transférer un agent sur la compétence Pluvial.

Ainsi, un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de la compétence PLUVIAL.

Aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre des compétences DECI et Eau.

III : CONCERNANT LA COMMUNE DE LA PENNE SUR HUVEAUNE

Pour la compétence Pluvial, 18 agents sont concernés et représentent au total 63% d'un Equivalent Temps Plein (ETP).

Pour la compétence DECI, 3 agents sont concernés et représentent au total 8% d'un ETP.

Pour la compétence Eau, aucun n'agent n'est concerné.

En accord avec la Commune De La Penne sur Huveaune, il a été privilégié de compléter la quotité d'ETP associée à la compétence Pluvial afin de constituer un ETP complet et ainsi transférer un agent sur la compétence Pluvial.

Ainsi, un agent est concerné par le transfert de plein droit au titre de la compétence PLUVIAL.

Aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre des compétences DECI et Eau.

IV : CONCERNANT LA COMMUNE DE SAINT ZACHARIE

Pour la compétence Pluvial, 10 agents sont concernés et représentent au total 20% d'un Equivalent Temps Plein (ETP).

Pour la compétence DECI, aucun n'agent n'est concerné.

Pour la compétence Eau, 3 agents sont concernés et représentent au total 6% d'un ETP.

En accord avec la Commune De Saint Zacharie, et vu les faibles quotités de temps de travail déclarées, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de ces compétences.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et le détail des prévisions des effectifs transférés et mis à disposition de plein droit par compétence et commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration Générale ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 063-7226/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/13981/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent, éducateur des activités physiques et sportives principal titulaire, à hauteur de 100%, auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour exercer les fonctions de Chargé de mission emploi-formation-insertion

Ladite convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'accord préalable de l'agent visé
- Que la commune de Port-de-Bouc valide la mise à disposition d'un agent lié aux fonctions Chargé de mission emploi-formation-insertion

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition à titre onéreux d'un agent de la commune de Port-de-

Bouc auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence lié aux fonctions de Chargé de mission emploi-formation-insertion pour une durée de trois ans ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 064-7227/19/BM

■ Approbation de la convention conclue entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la fixation des équivalents temps pleins (ETP) nécessaires pour assurer diverses missions MET 19/13914/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1^{er} janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune de Martigues, le Bureau de la Métropole a approuvé la résiliation de cette convention entre ces deux entités par délibération FAG 010-2860/17/BM du 14 décembre 2017.

Toutefois, en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence

*« peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.
Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »*

Dans ce cadre, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont chacune d'elles disposent, se sont concertées afin que certaines missions soient réalisées par des agents communaux ou des agents métropolitains.

Ainsi, la délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 a approuvé deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) pour assurer diverses missions. Ce dispositif a été reconduit par la délibération du Bureau de la Métropole en date du 13 décembre 2018 au titre de l'année 2019 et modifiée par avenant n°1 approuvé par la délibération du Bureau de la Métropole en date du 20 juin 2019.

A ce jour, il convient de redéfinir les prestations entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2020.

Par conséquent, il convient de conclure une nouvelle convention entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour approuver les Equivalents Temps Pleins nécessaires pour assureront les missions suivantes :

- Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) 1,65 ETP ;
- Energie : 0,8 ETP ;
- Gestion du courrier, reprographie : 1,86 ETP ;
- Travaux entretien zones d'activités : 0.5 ETP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence remboursera à la Commune de Martigues les coûts des ETP, sur la base de la valeur d'un ETP moyen fixé par accord des parties à 44 547 € annuel, pour les missions exercées dans le cadre de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 011-2861/17 du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les deux conventions entre la Métropole-Aix-Marseille-Provence et la

Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) nécessaires pour assurer diverses missions ;

- La délibération FAG 016-4720/18/BM le Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) pour assurer diverses missions,
- La délibération FAG 016-034/19/BM le Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant l'approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue entre la Commune de Martigues relative à la fixation des Equivalents Temps Pleins nécessaires pour assurer diverses missions ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée pour l'année 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020, chapitre 012 (dépense), nature 6217 - Personnel affecté par la commune membre du GFP (Groupement à Fiscalité Propre).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 065-7228/19/BM

**■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenants pour les manifestations programmées en 2020 sur le site archéologique de Saint-Blaise
MET 19/13911/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des manifestations programmées en 2020 sur le site archéologique de Saint Blaise, il est nécessaire de recruter des intervenants vacataires pour assurer les conférences et les ateliers lors des manifestations suivantes :

- L'objet du mois : Cette manifestation est proposée depuis 2014. A partir d'un objet découvert sur le site de Saint-Blaise, un scientifique développe, pour un public averti mais non spécialiste, une thématique concernant le site et son environnement. Les dates des conférences sont programmées les samedis 28 mars 2020, 25 avril 2020 et 30 mai 2020. La rémunération par conférence est fixée au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros représentant un volume horaire de 42 heures et 36 minutes environ équivalent à 1119.82 euros brut.

- L'agora des savoirs : Depuis 2013, le Pays de Martigues en partenariat avec l'association ArchéoMed dont l'objet est de mieux faire connaître l'archéologie en milieu éducatif principalement au collège et au lycée, accueillent à Saint Blaise les scolaires et le grand public en vue de leur proposer des ateliers d'expérimentation archéologique. Cette année, la manifestation aura lieu le 15, 16 et 17 mai 2020. Ainsi, il s'agit de recruter un vacataire pour l'atelier de l'anthropologue qui sera rémunéré pour les trois jours d'intervention au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros représentant un volume horaire 42 heures et 36 minutes environ équivalent à 1119.82 euros brut.

La rémunération totale de ces interventions représente un montant de 2239.64 euros brut calculée sur la base d'un état de présence après service fait, est fixée au taux horaire brut de 26.28 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recrutement d'intervenants expérimentés est nécessaire à la réalisation des manifestations ponctuelles programmées sur le site archéologique de Saint Blaise, rémunérée à la vacation et après service fait.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement d'agents vacataires pour les manifestations programmées sur le site archéologique de Saint Blaise ; « l'objet du mois » 28 mars 2020, 25 avril 2020 et 30 mai 2020, « l'Agora des savoirs » les 15, 16 et 17 mai 2019, représentant un volume horaire total d'environ de 85 heures.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au forfait journalier de 300 euros net soit au taux horaire brut de 26.28 euros, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 012, charges de personnels et frais assimilés, compte 64131 pour le budget principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 066-7229/19/BM

■ Autorisation de recrutement et fixation de la rémunération d'intervenant pour l'analyse de la pratique professionnelle des agents du Service Cohésion Sociale

MET 19/13900/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville métropolitains a mis en avant la nécessité de repenser le « logiciel » de la politique de la ville.

Pour répondre à cet objectif, la mise en œuvre d'une démarche d'accompagnement des agents du Service Cohésion Sociale de la Direction Politique de la Ville de la DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale (DGA DUST) a été validée.

Cet accompagnement permettra de re-questionner les pratiques professionnelles et de trouver de nouveaux modèles d'intervention.

Il interviendra en complément du plan de formation proposé par le CNFPT qui ne peut intervenir sur ce type d'accompagnement visant l'analyse et l'optimisation des pratiques professionnelles propres à cette action publique.

Pour ce faire, la Métropole doit recruter une intervenante vacataire externe, experte de ce type d'action complexe, et rémunérée à la vacation durant l'année 2020 comme suit :

- 10 journées d'accompagnement d'une durée de 6 heures d'intervention. La rémunération est fixée au forfait par journée de 480 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligation des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accompagnement aux pratiques professionnelles des agents du Service Cohésion Sociale de la Direction Politique de la Ville est indispensable à la réalisation des missions d'intérêt public de ce service
- Que le CNFPT n'est pas en capacité de mettre à disposition de ce service un expert dans le cadre du partenariat qui nous lie

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recrutement une intervenante vacataire externe, experte de ce type d'action complexe.

Article 2 :

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au forfait par journée de 480 euros HT, rémunérées sur la base d'un état de présence après service fait. L'accompagnement comprend dix journées, soit un total de 4 800 euros HT.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Chapitre : 011 - Nature : 6184 - Fonction : 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 067-7230/19/BM

**■ Régime des astreintes et permanence de la Métropole - Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 applicables aux agents du Conseil de Territoire Marseille Provence – Additif n°1
MET 19/13905/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le cadre juridique des astreintes.

Cette première délibération s'inscrit dans le cadre de l'organisation du travail des agents au sein de la Métropole dans un souci de bon fonctionnement de ses services.

Dans la continuité du travail engagé il s'avère nécessaire d'une part de procéder à des modifications concernant les astreintes identifiées dans l'annexe 1 de la délibération susvisée notamment en supprimant les astreintes concernant les régies d'avances et de recettes des capitaineries en mettant à jour les astreintes de la Direction de Pôle Propreté Cadre de Vie et Valorisation des Déchets, et d'autre part de mettre en place des permanences nécessaires pour un fonctionnement plus efficient du service public, après avis du comité technique.

Le régime des permanences est encadré par les décrets n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de rémunération et de compensation n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer et n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié, sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

La permanence ouvre droit soit à une indemnité, soit à un repos compensateur.

Tous les types d'agents sont susceptibles d'être concernés par les permanences : fonctionnaires, stagiaires et contractuels, sauf s'ils bénéficient d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service ou un emploi de direction.

L'annexe 3 de la présente délibération fixe les permanences en vigueur au sein de la collectivité et les emplois concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 7-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;
- Le décret n°2003-545 du 18 juin 2003 relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer
- Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de rémunération et de compensation des astreintes et permanences dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 précisant que l'indemnisation des astreintes ou leur compensation et la rémunération des interventions sont fixées par arrêtés ;
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (applicable à la filière technique territoriale) ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur (applicable à la fonction publique territoriale, hors filière technique) ;
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- La délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 fixant le cadre juridique des astreintes ;
- L'avis du comité technique ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, de modifier l'annexe 1 la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019
- Qu'il convient de créer des permanences

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'annexe 1 la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 précitée

Article 2 :

Est approuvée la mise en place des permanences et ses modalités d'application spécifiques telles que fixées par l'annexe 3 jointe à la présente délibération.

Article 3 :

Sont approuvées les modalités d'indemnisation et de compensation des permanences fixées par l'annexe 4 jointe à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 068-7231/19/BM

**■ Intégration au sein des effectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du personnel de la SOMIMAR en charge de la gestion du site de Saumaty suite à la résiliation de l'avenant 11 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille en application des articles L.1224-1 et L.1224-3 du Code du Travail
MET 19/14024/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MET 19/10781/CM du 20 juin 2019 le Conseil Métropolitain a approuvé l'avenant n° 11 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille.

Cette délibération, avant son examen en Conseil, avait été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et n'avait fait l'objet d'aucune

observation des services de l'Etat. Cependant dans le cadre du contrôle de légalité la Préfecture a indiqué à la Métropole ne pas partager l'analyse juridique ayant permis d'asseoir cette délibération et invite la Métropole à résilier cet avenant.

Afin de ne pas fragiliser juridiquement la mise en œuvre de la restructuration du site de Saumaty, il convient de procéder à la résiliation de l'avenant 11.

En conséquence, le site sera de nouveau géré directement par la Métropole à compter du 1^{er} Avril 2020 et les 4 agents transférés à la SOMIMAR devront être réintégrés au sein des effectifs de la Métropole.

La volonté de la Métropole de procéder à la restructuration et au développement du site de Saumaty reste intacte et une nouvelle analyse juridique, technique et financière a été engagée par les services de la Métropole pour identifier les modalités opératoires les plus adaptées pour y parvenir.

C'est dans ce cadre que la Métropole doit organiser l'intégration des salariés affectés à la gestion du MIN de SAUMATY.

En application des articles L.1224-1 et L.1224-3 du Code du Travail, lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise.

Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrares, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

En cas de refus des salariés d'accepter les modifications de leur contrat, la personne publique procède à leur licenciement, dans les conditions prévues par le présent code et par leur contrat.

Les effectifs sont : 3 agents d'exploitation, sous contrat à durée indéterminée, au grade de
Et 1 agent d'entretien des espaces verts, sous contrat à durée indéterminée, au grade de

Les agents transférés seront rattachés à la direction Gestion des Equipements Publics.

Aussi, il est proposé de procéder à la reprise en gestion de l'activité du MIN de SAUMATY et d'autre part, de transférer au sein de la Métropole le personnel affecté en totalité à l'exercice de cette activité au 1^{er} avril 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5118/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du comité technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de plein droit des personnels liés à la reprise d'activité du site de SAUMATY tels que prévus par la législation au 1^{er} avril 2020.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés

aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 069-7232/19/BM

**■ Approbation d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche pour l'accueil d'une doctorante en partenariat avec le Laboratoire Interdisciplinaire en Urbanisme
MET 19/13896/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'une doctorante dont le projet de thèse vise à étudier et à accompagner les actions à déployer en en faveur des déplacements à vélo ou à pied dans le cadre du Plan d'actions en faveur du vélo ainsi que du Pan Piéton Métropolitain.

Le dispositif CIFRE, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des institutions d'excellence locales pour l'enseignement supérieur.

La CIFRE constituera un apport théorique important pour la Métropole engagée pour un territoire plus durable et plus innovant en matière de mobilité durable. L'expertise juridique en matière de nouvelles mobilités permettra d'établir une base d'instruments juridiques prenant en compte les relations acteurs public/acteurs privés, les impacts sur l'espace public, les conséquences en termes d'éventuelles inégalités de territoires pour un meilleur développement des nouvelles mobilités.

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à cette doctorante une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de 3 ans, dont la rémunération sera établie par référence à la grille des attachés territoriaux.

Le Laboratoire Interdisciplinaire en Urbanisme d'Aix-Marseille Université sera son responsable scientifique. Cette collaboration fera l'objet d'une convention.

Le dispositif CIFRE permet à l'établissement public de bénéficier d'une aide financière d'un montant annuel de 14.000 € par convention versé par l'ANRT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;
- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 014-504/12/BC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation de la mise en place d'un dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 016-799/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'élargissement du dispositif de convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité en date du 19 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans une démarche de déploiement de nouvelles politiques de déplacement notamment en privilégiant les modes actifs,
- Que l'accueil d'une doctorante en CIFRE en contribue activement à la réalisation de cette mission.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil d'une doctorante en CIFRE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A 510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 070-7233/19/BM

■ Approbation d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche pour l'accueil d'un doctorant en partenariat avec le Centre National de la Recherche Scientifique MET 19/13897/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'un doctorant dont le projet de thèse vise à participer à l'élaboration d'une base théorique pour la conception technique et graphique des projets d'aménagements cyclables et piétons, proposant ainsi la modélisation d'une nouvelle géographie urbaine.

Le dispositif CIFRE, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des institutions d'excellence locales pour l'enseignement supérieur.

La CIFRE constituera un apport théorique important pour la Métropole par l'étude de la micro mobilité électrique dans la métropole Aix-Marseille-Provence, par l'analyse des usages et des attentes participant ainsi au développement des plans vélos et piétons de la Métropole.

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à ce doctorant une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de 3 ans, dont la rémunération sera établie par référence à la grille des ingénieurs territoriaux.

Le Centre National de la Recherche Scientifique sera son responsable scientifique.

Cette collaboration fera l'objet d'une convention.

Le dispositif CIFRE permet à l'établissement public de bénéficier d'une aide financière d'un montant annuel de 14.000 € par convention versé par l'ANRT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;
- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 014-504/12/BC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation de la mise en place d'un dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 016-799/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'élargissement du dispositif de convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité en date du 19 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans une démarche de structuration et de développement technique des plans vélos et piétons de la Métropole,
- Que l'accueil d'un doctorant en CIFRE en contribue activement à la réalisation de cette mission.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil d'un doctorant en CIFRE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A 510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 071-7234/19/BM

■ Approbation d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche pour l'accueil d'un doctorant en partenariat avec l'Ecole Doctorale Paris-Est

MET 19/13898/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'un doctorant dont le projet de thèse vise à étudier et analyser les impacts de l'organisation de grands événements culturels et sportifs occasionnels ou réguliers sur la gestion des transports et l'organisation urbaine. L'objectif est l'amélioration de la gestion de ce type d'événements et plus largement l'amélioration des conditions et des offres de transports.

Le dispositif CIFRE, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des établissements d'excellence porteurs en termes de dynamique scientifique sur la thématique de la ville, des transports et des territoires.

La CIFRE constituera un apport théorique important pour la Métropole par l'étude des impacts et des moyens de gérer ce type d'événements avec pour perspective l'amélioration des conditions de transports dans le contexte d'organisation des futurs Jeux Olympiques qui vont nécessiter la mise en place de dessertes exceptionnelles. L'étude et les outils réalisés permettront de déterminer les localisations les plus pertinentes, d'optimiser les réseaux, d'évaluer les besoins d'investissement et de réduire les impacts sur l'environnement apportant une contribution significative à la gestion du modèle multimodal des déplacements et à l'élaboration de l'observatoire de la mobilité.

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à ce doctorant une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de 3 ans, dont la rémunération sera établie par référence à la grille des ingénieurs territoriaux.

L'Ecole doctorale Paris-Est sera son responsable scientifique.

Cette collaboration fera l'objet d'une convention.

Le dispositif CIFRE permet à l'établissement public de bénéficier d'une aide financière d'un montant annuel de 14.000 € par convention versé par l'ANRT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;

- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 014-504/12/BC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation de la mise en place d'un dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 016-799/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'élargissement du dispositif de convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité en date du 19 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans une démarche d'études sur l'impact de tels événements sur l'offre de transports en commun de la Métropole,
- Que l'accueil d'un doctorant en CIFRE en contribue activement à la réalisation de cette mission.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil d'un doctorant en CIFRE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec

le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A 510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 072-7235/19/BM

■ Approbation d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche pour l'accueil d'un doctorant en partenariat avec le Laboratoire de Psychologie Sociale
MET 19/13899/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'un doctorant dont le projet de thèse vise à étudier les leviers les plus efficaces pour faire baisser l'usage de la voiture individuelle au profit d'autres moyens de transports.

Le dispositif CIFRE, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des institutions d'excellence locales pour l'enseignement supérieur.

La CIFRE constituera un apport théorique important pour la Métropole dont l'enjeu est l'élaboration d'une méthodologie de changement de comportement pouvant être déployée à l'échelle métropolitaine. Cette étude s'inscrit dans la stratégie marketing de la DGA mobilité en travaillant la relation clientèle via les personnes et via les nouveaux outils digitaux (projet MaaS/eCar).

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à ce doctorant une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de 3 ans, dont la rémunération sera établie par référence à la grille des attachés territoriaux.

Le Laboratoire de Psychologie Sociale sera son responsable scientifique.

Cette collaboration fera l'objet d'une convention.

Le dispositif CIFRE permet à l'établissement public de bénéficier d'une aide financière d'un montant annuel de 14.000 € par convention versé par l'ANRT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail, articles D. 1242-3 et 6
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;
- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 014-504/12/BC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation de la mise en place d'un dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 016-799/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'élargissement du dispositif de convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité du 19 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans une démarche de recherche de méthodes les plus efficaces pour favoriser les changements de comportement de mobilité et réduire l'usage de la voiture individuelle,
- Que l'accueil d'un doctorant en CIFRE en contribue activement à la réalisation de cette mission.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'accueil d'un doctorant en CIFRE.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A 510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 073-7236/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel au titre du service fait par un agent métropolitain MET 19/14019/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 28 janvier 2014 est entré en vigueur la Loi n°2014-58 dite « *Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles* ». Cette loi prévoyait notamment en son article 42 (aujourd'hui codifié à l'article L. 5218-1 du CGCT) la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

En vue de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Préfet des Bouches-du-Rhône informait au cours de l'année 2015 le Syndicat mixte d'étude d'aménagement, d'équipement et de gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois (ci-après « le Syndicat ») de son intention de procéder à sa dissolution sur le fondement des dispositions de l'article L. 5215-21 du CGCT.

Par arrêté en date du 29 mai 2017, le Préfet des Bouches du Rhône décidait de la dissolution-

liquidation du syndicat mixte d'étude, d'aménagement, d'équipement et de gestion de l'Europe Méditerranée.

Cet arrêté précisait en son deuxième article que l'ensemble des droits et obligations du Syndicat était transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

C'est dans ces conditions que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est trouvée dans l'obligation d'intégrer au sein de ses effectifs les agents du Syndicat.

Le syndicat a recruté Monsieur Sana pour exercer les fonctions de directeur général. Le contrat de Monsieur Sana a été renouvelé pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} septembre 2013.

Par délibération en date du 28 juin 2018, la Métropole AMP a ainsi notamment créé un emploi de responsable mission cofinancement rattaché à la Direction générale des services déléguée du territoire du Pays d'Aix.

Le 12 juillet 2018, la Métropole AMP adressait au centre de gestion de la fonction publique territoriale des Bouches-du-Rhône une déclaration de vacance d'emploi à l'effet de pourvoir ce poste de responsable mission cofinancement créé par délibération du 28 juin 2018.

Cette déclaration de vacance d'emploi était publiée le 20 juillet 2018.

La Métropole a reçu la seule candidature de Monsieur Sana, à l'exclusion de toute autre candidature de fonctionnaire.

Considérant que celui-ci remplissait les conditions générales de recrutement énumérées par l'article 2 du Décret n°88-145 du 15 février 1988 et que son profil correspondait à l'emploi dont la déclaration de vacance s'était révélée infructueuse, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé de recruter monsieur Sana sur un contrat à durée indéterminée à compter du 1^{er} octobre 2018.

Par courrier reçu le 31 janvier 2019, le représentant de l'Etat dans le département saisissait la Métropole AMP d'un recours gracieux tendant au retrait de ce contrat.

Par courrier en date du 26 mars 2019, reçu le 27 mars 2019, la Métropole AMP informait Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de son intention de maintenir le contrat le liant à monsieur Sana et de saisir l'occasion du prochain conseil métropolitain afin d'actualiser sa fiche de poste et la rendre ainsi plus conforme aux missions réellement confiées à l'agent.

Par délibération en date du 28 mars 2019, la Métropole AMP a effectivement apporté un certain

nombre de précisions quant aux missions confiées à monsieur Sana.

Malgré ces précisions par un déféré enregistré le 27 mai 2019 sous le n°1904619-1, le Préfet des Bouches du Rhône a demandé au Tribunal d'annuler le contrat par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé monsieur Sana pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} octobre 2018.

Ce déféré est actuellement en cours d'instruction.

Par ailleurs, par une requête enregistrée le 12 juin 2019 sous le n°1905170-1, le Préfet des Bouches-du-Rhône a demandé au juge des référés du Tribunal administratif de Marseille statuant sur le fondement des dispositions de l'article L. 554-1 du code de justice administrative de suspendre l'exécution de ce contrat.

Par une ordonnance en date du 3 juillet 2019 notifiée aux parties le 4 juillet suivant, le juge des référés du Tribunal administratif de Marseille a suspendu l'exécution du contrat de travail de monsieur Sana.

Cependant au cours du mois de juillet 2019, monsieur Sana a accompli son service.

Toutefois, en raison de la mesure de suspension dont faisait l'objet son contrat de travail, le comptable public assignataire des recettes et des dépenses de la Métropole a refusé de procéder au mandatement de la somme correspondant à sa rémunération au titre du mois de juillet 2019.

C'est dans ces conditions que monsieur Sana a, par courrier en date du 14 octobre 2019, saisi la Métropole d'une demande préalable tendant à la réparation du préjudice matériel résultant de l'absence de rémunération du travail qu'il a accompli au cours du mois de juillet 2019.

C'est en cet état que les parties se sont rapprochées à l'effet de prévenir la naissance d'un contentieux indemnitaire.

Le présent protocole a, en application des dispositions de l'article 2044 du code civil, pour objet de prévenir un contentieux relatif à la réparation du préjudice matériel subi par Monsieur Sana en raison de l'absence de rémunération du travail qu'il a accompli pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence au cours du mois de juillet 2019.

Par le protocole ci-joint, la Métropole accepte de verser à monsieur Sana à titre d'indemnité une somme globale de 5490 euros en réparation du préjudice matériel résultant pour lui de l'absence de rémunération du travail accompli pour le compte de la Métropole au cours du mois de juillet 2019.

Le montant de cette indemnité est calculé par référence à la rémunération moyenne perçue par l'agent au cours des 6 mois précédant le mois de juillet 2019.

En contrepartie, monsieur Sana renonce irrévocablement à l'engagement de toute instance et de toute action destinée à obtenir le versement d'une indemnité au titre du préjudice matériel subi en raison de l'absence de rémunération de travail qu'il a accompli pour le compte de la Métropole au cours du mois de juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions de l'article 2044 du Code civil ;
- La délibération n° FAG 080-4132/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à la définition d'emplois et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité ;
- La délibération n° FAG 011-5708/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la création et définition d'emplois.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Sana pour le versement d'une indemnité de 5490 euros pour le service accompli en juillet 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent protocole transactionnel et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget général 2019 de la Métropole, chapitre 012, nature 648, fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 074-7237/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'association "LA COOP" relative à l'attribution d'une subvention au titre de l'année 2020 MET 19/13901/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « LA COOP » est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour objet, selon l'article II des Statuts, « la défense des intérêts sociaux et économiques des personnels de la Ville de Marseille, de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics y rattachés du département des Bouches-du-Rhône. Elle poursuit en cela les missions sociales développées antérieurement par la Coopérative des Employés Municipaux ».

Dans le cadre de la construction métropolitaine, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 le pacte de gouvernance financier et fiscal, énonçant que « (...) jusqu'à l'instauration d'un comité des œuvres sociales (ou organisme équivalent) métropolitain et le vote des délibérations du conseil métropolitain idoines, le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales est garanti ainsi que le financement par la métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants. »

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, modifié, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, « l'autorité administrative, qui attribue une subvention, doit, lorsque cette subvention dépasse la somme de 23 000 euros, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée (...) ».

Aussi, pour garantir la continuité de fonctionnement de l'association « LA COOP » au profit du personnel métropolitain, il y a lieu de lui attribuer une subvention de 56 000 euros pour l'année 2019 et de conclure une convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association « LA COOP ».

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2018 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21 5718/19/CM portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'intérêt des actions menées par l'association « LA COOP » en faveur du personnel métropolitain ;
- Que la continuité des dispositifs d'action sociale proposés aux agents par les EPCI préexistants, énoncé par le pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 56 000 euros à l'association « la COOP » au titre de l'exercice 2020

Article 2 :

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association « LA COOP ».

Article 4 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 075-7238/19/BM

■ Mise à jour du règlement de formation MET 19/13888/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le premier règlement de formation de la Métropole a été adopté lors du conseil de la Métropole du 28 juin 2018 (délibération FAG 069-4121/18/CM).

Ce document rappelle le cadre légal et métropolitain de la formation et de l'accompagnement professionnel en détaillant les dispositifs et les procédures sous forme d'une présentation générale et de fiches outils (formations statutaires obligatoires, formations avec incidence financière, bilan de compétences, etc.).

Il permet en effet à chaque agent de connaître :

- Ses droits et obligations en matière de formation,
- Ses interlocuteurs,
- Les procédures internes à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Le-règlement de la formation doit être actualisé afin de prendre en compte les diverses évolutions impactant

certaines dispositifs tels que le bilan de compétences et le compte personnel de formation dont les modalités de mise en œuvre ont été approuvés, à l'unanimité favorable, par les membres du Comité Technique, le 12 mars 2019. Le dispositif a, par ailleurs, été approuvé lors du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 (délibération n° FAG048-5823/19/BM)..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique. En partie commune aux trois Fonctions Publiques, elle introduit le Droit Individuel à la Formation ;
- La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale qui fournit les bases juridiques du nouveau dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;
- Le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains

cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale

- Le décret n°2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 069-4121/18/CM du 28 juin 2019 relative à l'approbation du règlement de formation métropolitain
- L'avis du comité technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'actualiser le règlement de formation pour tenir compte des évolutions réglementaires

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement de formation actualisé ci-annexé, sans préjudice des éventuelles évolutions procédurales et organisationnelles ainsi que des évolutions réglementaires et législatives.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les conventions, et tous les documents afférents aux actions de formation présentées dans ce règlement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 076-7239/19/BM

■ Approbation de l'avenant 1 au Contrat Enfance et Jeunesse, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, au titre de la réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprise « Cap Canailles »

MET 19/13906/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 078-4130/18/CM du 28 juin 2018, l'assemblée délibérante a approuvé la signature du contrat de réservation de 14 berceaux à la crèche « Cap Canailles », pour une durée de 4 ans du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2022, en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

Le dispositif contractuel afférent à cette prestation s'adosse sur un "Contrat Enfance et Jeunesse", convention d'objectifs et de financement conclue entre les entreprises réservataires et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône approuvé par délibération du 18 mai 2017 pour une durée de 4 ans, soit du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021.

Ce contrat d'objectifs initial prévoyant le financement de 12 berceaux, il convient de procéder à la modification de ce contrat par avenant pour financer les 2 berceaux supplémentaires.

Le financement de la CAF à hauteur de 40% ramène le coût mensuel du berceau pour la métropole à la somme de 541,45 euros par berceau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 078-4130/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation du contrat de réservation de berceaux n°00004064
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de

gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 004-2004/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône dont la durée est de 4 années, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'apporter une modification du nombre de berceaux à financer par le Contrat Enfance Jeunesse par la Caisse d'Allocations Familiales

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 au Contrat Enfance Jeunesse de financement par la Caisse d'Allocations Familiales, ci-annexé, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

La recette correspond aux 2 berceaux supplémentaires est estimée à la somme annuelle de 8 223,93 euros pour l'exercice 2019 et à la somme de 8 740,23 euros au titre de l'exercice 2020.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal sous l'imputation : chapitre 013, sous-politique A510, nature 6479, fonction 020.

Article 4 :

La durée et les conditions d'exécution du contrat restent inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 077-7240/19/BM

■ Approbation de la convention de financement et d'objectifs du Contrat Enfance et Jeunesse, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, au titre de la réservation de berceaux au sein de la crèche inter-entreprise « La Marseillaise » MET 19/13908/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 079-4131/18/CM du 28 juin 2018, l'assemblée délibérante a approuvé la signature du contrat de réservation de 14 berceaux à la crèche « la Marseillaise », pour une durée de 56 mois du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2023, en fixant notamment les modalités de fonctionnement de la structure d'accueil, et plus particulièrement les critères d'éligibilité et d'attribution des places en faveur du personnel.

Le dispositif contractuel afférent à cette prestation s'adosse sur : un "Contrat Enfance et Jeunesse", convention d'objectifs et de financement conclue entre les entreprises réservataires et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Cette convention contribue au développement de l'accueil des enfants.

Il définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « Contrat Enfance Jeunesse », autour de programmes d'actions et d'engagements réciproques.

Le financement de la CAF à hauteur de 40% ramène le coût mensuel du berceau pour la métropole à la somme 725 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 079-4131/18/CM du 28 juin 2018 approuvant la convention de réservation de 14 berceaux à la crèche « La Marseillaise » ;
- La délibération FAG 21 5118/19 CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de souscrire le Contrat Enfance Jeunesse de financement par la Caisse d'Allocations Familiales

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Contrat Enfance Jeunesse de financement par la Caisse d'Allocations Familiales ci-annexé, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat.

Article 3 :

La recette afférente estimée à la somme de 60 000 euros sera inscrite au budget principal sous l'imputation : chapitre 013, sous-politique A510, nature 6479, fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 078-7241/19/BM

■ Approbation d'une convention d'adhésion aux missions proposées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches-du-Rhône MET 19/13904/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône, au-delà des champs d'intervention de ses missions obligatoires financées, par le prélèvement d'une

cotisation, et comme l'y autorise la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale, développe au service des collectivités territoriales partenaires des prestations facultatives en vertu des articles 22 à 26-2 de cette même loi.

Ces missions optionnelles complètent son action et permettent un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est issue de la fusion de six E.P.C.I., devenus des Conseils de Territoires, qui avaient tous signés des conventions avec le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône (CDG 13), dont certaines arrivaient à échéance le 31 décembre 2016.

Afin d'assurer la continuité des prestations réalisées par le CDG 13 au projet de certains conseils de territoires, le Conseil de Métropole, par délibération du 15 décembre 2016, n° FAG 073-1353/16/CM, a approuvé une nouvelle convention de prestation de services pour une durée de trois ans avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2017. Cette convention arrivera dès lors à échéance au 31 décembre 2019.

La Métropole souhaitant maintenir des liens de collaboration privilégiés avec le CDG 13 dans certains domaines d'activités, il est proposé de signer une nouvelle convention de services portant sur les domaines suivants :

- Assistance à la politique d'archivage (la participation financière recouvre forfaitairement les prestations et s'élève à 320 euros tous frais compris par jour et par archiviste. Le nombre de jours annuels fixé dans la convention est de 60 jours soit un coût de 19 200 euros).
- Mission d'inspection et d'accompagnement des risques professionnels (la participation financière recouvre forfaitairement les prestations et est fixée à 27 585 euros, correspondant à 45 jours de prestation par an).
- Recherches documentaires spécifiques et transmissions des éditions (la participation financière recouvre forfaitairement les prestations, elle est fixée à 8 000 euros par an).
- Conseil statutaire et assistance juridique (la participation financière recouvre forfaitairement les prestations et est fixée à 20 000 euros par an).
- Médecine professionnelle et préventive (la participation financière recouvre forfaitairement les prestations, elle représente 100 euros par agent).
- Secrétariat des comités médicaux et commissions de réforme (la participation financière de la mission Comité Médical est de 140 euros par dossier et la participation financière de la mission Comité de Réforme est de 150 euros par dossier).

- Saisie internet des déclarations de créations/vacances d'emplois et des retours de nominations des agents recrutés (le droit d'accès au module de saisie internet est concédé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La délibération FAG 21-5118/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de signer une convention d'adhésion aux missions proposées par le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône dans les domaines listés dans la présente délibération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de prestation de services, ci-annexée, avec le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône, pour une durée de trois ans avec effet au 1^{er} janvier 2020 selon les termes et les montants forfaitaires précisés dans la convention ci-annexée ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 011 et 012 des budgets 2020 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-7248/19/BM

**■ Renouvellement d'adhésion au réseau européen
Eurocities et paiement de la cotisation 2019
MET 19/13562/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondée en 1986, basée à Bruxelles, EUROCITIES est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 140 villes membres et 45 villes partenaires, représentant 130 millions d'habitants à travers 39 Etats

Le réseau a pour objectif de :

- porter la voix de ses membres dans les débats sur les politiques européennes ;
- réfléchir aux défis auxquels seront confrontées les villes européennes ;
- être une plateforme d'échanges de connaissances et d'idées ;
- favoriser le développement de projets communs, notamment avec des financements européens

Ses orientations sont fixées par un Comité Exécutif composé de 12 villes membres (Stockholm (Présidence) Gand, Nantes, Leipzig, Birmingham, Barcelone, Tallinn, Rotterdam, Stockholm, Vienne, Varsovie, Florence et Ljubljana) et mises en œuvre par une Secrétaire générale (Mme Anna-Lisa BONI) et une équipe d'une quarantaine de personnes.

Cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales. Dans un contexte européen de concurrence territoriale, EUROCITIES permet de développer des relations de confiance et de coopération entre villes et de renforcer des relations gagnant-gagnant en favorisant les complémentarités plutôt que la compétition.

Les échanges et le travail collaboratif entre membres d'EUROCITIES s'effectuent principalement dans le cadre de six forums thématiques (mobilité, environnement, développement économique, social, société de la connaissance et culture) et d'une quarantaine de groupes de travail.

EUROCITIES met à disposition de ces adhérents différents outils adaptés :

- Un réseau de métropoles européennes ; ainsi EUROCITIES est le grand réseau des métropoles européennes.
- Des lieux et moments d'échanges d'expérience pour élus et techniciens avec les forums thématiques, les conférences et assemblées générales annuelles. Un accès privilégié à d'autres réseaux thématiques tels que le Pacte des Maires, Green Digital Charter, Civitas...
- Un accès privilégié à l'information concernant les programmes européens et leurs appels à projets grâce à un réseau au sein des institutions européennes, des notes et des lettres d'information régulières ainsi que des événements de type brokerage event dédiés à des appels Horizon 2020, UIA, MIE, LIFE.

L'adhésion de la Métropole à EUROCITIES a été formalisée par l'adoption d'une délibération en Conseil Métropolitain le 30 mars 2017. Son représentant au sein du réseau est Richard MALLIE, Vice-Président délégué Relations Internationales et Européennes.

Depuis cette adhésion, les activités mises en œuvre par la Métropole au sein du réseau sont les suivantes :

- Participation du service Europe aux travaux du groupe des membres français d'EUROCITIES ;
- Participation aux conférences annuelles et l'Assemblée Générale du réseau organisées en novembre 2017 à Ljubljana (Slovénie) autour du thème de l'économie circulaire, et en 2018 à Edimbourg (Ecosse, Royaume-Uni), autour du thème des villes compétitives et créatives ;

Par ailleurs, le Secrétariat du réseau a contribué aux activités européennes de la Métropole à travers:

- Un appui dans la veille des appels à projets européens et plus particulièrement des appels publiés par les programmes thématiques comme UIA et Horizon 2020, notamment sur la thématique mobilité et agriculture urbaine ;
- L'information de la Métropole au sujet de la Convention des Maires pour le climat et l'énergie. Cette initiative rassemble des

milliers d'autorités locales et régionales, volontairement engagées dans la mise en œuvre des objectifs européens en termes de climat et d'énergie sur leur territoire. Les villes signataires s'engagent à agir pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de réduction de 40 % des gaz à effet de serre de l'UE à l'horizon 2030 ainsi que l'adoption d'une approche commune visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

Pour l'année 2019, il est proposé de mobiliser le réseau EUROCITIES par une série d'activités :

- Intégration de services métropolitains aux Forum et Groupes de Travail :
Afin de permettre aux services métropolitains de bénéficier des « services » du réseau EUROCITIES, il est proposé d'amorcer cette intégration par les services métropolitains d'ores et déjà les plus « avancés » en matière d'usage des fonds et programmes européens, que sont les DGA Développement Economique Attractivité et Emploi, Mobilité, Culture Sport Stratégie Environnementale, Projet métropolitain, Agriculture Forêts Paysages Equipements métropolitains. De façon opérationnelle, il est proposé de mobiliser les services de ces directions en vue des prochains événements organisés en 2019-2020 dans le cadre des fora et groupes de travail correspondant à leurs domaines de compétence et d'activité.
- Préparation de l'adhésion de la Métropole au Pacte des Maires :

L'adhésion à ce réseau apparaît incontournable pour la Métropole. En effet la Convention des Maires apporte :

- ❖ Une reconnaissance et une visibilité internationales élevées pour notre action en faveur du climat et de l'énergie ;
- ❖ De meilleures chances de financement des projets locaux en faveur du climat et de l'énergie ;
- ❖ Des méthodes innovantes de mise en réseau, d'échange d'expériences et de renforcement de capacités grâce à des manifestations régulières, des jumelages, des webinaires ou des discussions en ligne ;
- ❖ Un accès rapide à un « savoir-faire d'excellence » et à des études de cas inspirantes.
- Participation à la réunion annuelle de la plateforme de coopération du réseau EUROCITIES à Tallinn (Estonie) du 15 au 17 mai 2019. La Cooperation platform est un **lieu d'échange privilégié** sur les programmes européens et leurs appels à

projets et sur un certain nombre de thématiques, telles que Agenda urbain, climat, budget et politique de cohésion ou pilier social, d'autant plus importantes en 2019 avec la question de la préparation de la future période de programmation 2021-2027 et des actions de lobbying à mener par et avec le réseau.

- Participation aux réunions d'information et de networking sur les appels à projets européens :
Ces réunions de mise en réseau sont utiles dans la mesure où elles permettent l'échange de bonnes pratiques entre pairs, une familiarisation avec certains appels à projets récemment publiés (notamment H2020), le maillage de réseaux et la création de partenariats dans le but de répondre à des appels à projets. EUROCITIES organisera notamment en octobre un tel Networking Event lors de la Semaine Européenne des Régions et des Villes (EWRC).
- Participation à la Conférence et Assemblée Générale annuelles 2019.
L'Assemblée générale annuelle EUROCITIES aura lieu à Prague (République Tchèque) du 20 au 22 novembre. La Conférence annuelle qui aura pour thématique "Les villes à la croisée des chemins", se penchera sur le nouveau paysage politique au niveau européen et les paysages en mutation dans les villes européennes. L'Assemblée Générale sera également l'occasion d'un dialogue direct avec les représentants des nouvelles institutions européennes et permettra de conclure le processus concernant l'avenir d'EUROCITIES, avec l'adoption d'une nouvelle vision et de nouveaux objectifs stratégiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 012-1786/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à EUROCITIES ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence des activités et services proposés par le réseau EUROCITIES avec les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de mobilisation des programmes européens ;
- L'importance des réseaux européens de collectivités pour le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'intérêt et l'opportunité de confirmer la présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les réseaux de collectivités mobilisés au niveau européen au regard de la nécessaire prise en compte du fait urbain et des incertitudes pesant sur l'avenir de la politique de cohésion.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association EUROCITIES et le paiement de la cotisation 2019 pour un montant de 16.300 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette cotisation sont inscrits au budget principal de la Métropole, fonction 051 nature 6281 sous politique B340

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-7243/19/BM

**■ Participation et accompagnement d'entreprises du territoire au Consumer Electronic Show (CES) à Las Vegas du 7 au 10 janvier 2020 - Approbation d'une convention de partenariat avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/12693/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons dédiés professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Avec plus de 41 000 salariés pour environ 13 000 entreprises, le numérique constitue un élément clé du développement économique de notre territoire. Organisé autour de totems emblématiques tels que The Camp ou encore la Cité de l'Innovation Aix Marseille, animé par un écosystème dynamique autour notamment de la French Tech Aix Marseille, cette filière représente un gisement de création d'emplois, de richesse et de notoriété exceptionnelles pour la Métropole.

Avec le double objectif de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire à l'échelle nationale et internationale et d'affirmer la richesse et l'attractivité de son écosystème d'innovation, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite être présente au Consumer Electronic Show (CES) à Las Vegas du 7 au 10 janvier 2020.

Le Consumer Electronic Show (CES) est le plus grand salon au monde en matière d'innovation Technologique : plus de 4000 entreprises de technologie et 170 000 professionnels de l'industrie sont présents.

En 2019, le CES a attiré plus de 255.000 visiteurs, 4.700 exposants dont 900 dans l'Eureka Park, l'espace consacré aux start-ups les plus innovantes parmi lesquelles plus de 400 étaient françaises.

Le CES ne réunit pas seulement les grandes marques du marché de l'électronique. Une multitude de start-up (des petites entreprises innovantes et créées récemment) y exposent leurs produits ou leurs découvertes.

La remise des prix CES Innovations Awards est le grand rendez-vous annuel qui fait l'actualité des technologies.

Pour l'édition 2020, la présence de la Métropole se fera dans le cadre d'un stand commun avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui aura pour objectifs d'accélérer le développement international d'une trentaine de startups innovantes et de promouvoir les atouts du territoire et les partenaires institutionnels présents à

cette occasion. Parmi ces 30 start-ups, une quinzaine seront issues du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région ont souhaité conclure une convention de partenariat pour organiser au mieux leur participation commune à ce salon et l'accompagnement des entreprises sélectionnées.

Cette convention organise les rapports entre la Région et la Métropole, notamment la question de la sélection des entreprises retenues, à laquelle la Métropole sera associée, ainsi que les actions de communication et de visibilité avant, pendant et après l'évènement.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au Consumer Electronic Show (CES) 2020 s'élève à 325 050 euros
La Région étant le chef de file de cette opération, la Métropole lui versera ainsi le montant de sa participation financière.

Le plan de financement de l'opération est le suivant :

- Participations startups	63 066 euros
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	178 500 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence	30 000 euros
- Autres partenaires	53 484 euros
TOTAL :	325 050 euros

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera donc à 30 000 euros.

Les frais de mission des personnels (déplacement, repas et hébergement) seront à la charge respective de chacun des partenaires.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, jointe en annexe, relative à leur participation commune et à l'accompagnement d'entreprises au Consumer Electronic Show (CES) 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole adoptant l'Agenda du Développement Economique métropolitain ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à l'édition 2020 du CES dans l'objectif de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire et d'affirmer la richesse et l'attractivité de l'écosystème d'innovation du territoire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à la Sud Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour participer à cet événement international ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à une participation commune et à l'accompagnement d'entreprises au salon Consumer Electronic Show (CES) 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous-politique B330 - nature 65732 - fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-7245/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Africalink pour promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée - Approbation d'une convention MET 19/13573/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Africalink est une communauté originale d'entrepreneurs/PME, partageant des valeurs et désireuses d'assurer la prospérité de leurs projets sur l'axe Euro/Méditerranée/Afrique, tout en contribuant, ensemble, à l'amélioration de l'environnement économique, social et culturel.

Africalink associe à sa démarche les grands groupes (qui y trouveront un enracinement local nécessaire ainsi qu'une prise directe sur les tendances économiques et sociales), les institutions internationales et bailleurs de fonds (qui y trouveront les réseaux et circuits de diversification, de relais et d'approfondissement de leurs programmes), les institutionnels et collectivités territoriales (qui y valideront la pertinence de leurs politiques d'ouverture au monde et d'accompagnement des PME), enfin les associations (qui y trouveront un lieu d'échanges et d'accompagnement).

Créé et basé à Marseille, en Provence, le réseau Africalink associe originellement des TPE/PME de tous les pays de l'axe Europe/Méditerranée/Afrique.

Au-delà d'être un réseau de rencontres BtoB, d'échanges et de collaborations, confidentiel et/ou collectif, entre ses membres, Africalink est également destiné à devenir un espace de réflexion organisé et contributif sur des thèmes tels que l'émergence entrepreneuriale collaborative, la relation France (en Europe) / Afrique, le rôle d'Aix-Marseille-Provence comme plateforme d'accueil et facilitateur de la relation économique vers et avec l'Afrique, les blockchains comme outils d'indépendance et de développement...etc.

Africalink se conçoit également comme une plateforme d'échange qui collecte et rend accessible les informations (data) relatives aux tissus économiques et sociaux des pays couverts par la communauté.

Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de projets d'investissements directs étrangers de et vers l'Afrique est une opportunité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence pour se positionner comme base arrière naturelle de stratégies de développement vers le Sud et base avancée de l'Afrique vers l'Europe.

Ceci passera par le développement de nouvelles infrastructures indispensables (transports

internationaux, structures d'accueil/hébergement, communication, formations...), mais aussi par l'approfondissement de la reconnaissance, de la confiance et de liens personnels entre les acteurs des deux rives.

Plus modestes, mais d'un potentiel considérable, les flux Sud/Nord doivent également pouvoir s'appuyer sur un écosystème proche, fiable, reconnu et porte vers l'Europe du Nord.

Ainsi, au même titre que Miami se positionne comme la porte d'entrée de l'Amérique Latine, qu'Hong Kong et Singapour donnent un accès privilégié à l'Asie, Aix-Marseille-Provence a vocation à redevenir cette porte historique entre l'Afrique et l'Europe.

Avec 64 PME fondatrices (décembre 2017) et 117 membres (octobre 2019), Africalink est devenu, en très peu de temps, un acteur connu et reconnu du développement des courants d'affaires français entre Europe et Afrique.

En 2020, Africalink va poursuivre le déploiement de son activité et de ses actions :

- Poursuivre la politique de développement de la communauté d'entrepreneurs par la mise en place d'une stratégie de « recrutement » plus large et plus visible.
- Rappeler, en l'organisant et en la valorisant, la force de proposition et l'engagement majeur des acteurs économiques de la relation France / Afrique dans les territoires.
- Etre force de propositions dans la mise en œuvre de la nouvelle approche économique et business « africaine » définie par le gouvernement et les institutions Françaises
- Contribuer au développement du business des entrepreneurs par l'organisation d'opérations collectives et la mutualisation de moyens

Les objectifs d'Africalink concordent ainsi avec la volonté de la Métropole Aix Marseille Provence de faire monter en puissance ses liens avec l'Afrique.

C'est la raison pour laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est un partenaire stratégique fondateur d'Africalink depuis 2017 au côté de la CCI Marseille Provence.

Le partenariat Métropole Aix-Marseille-Provence – Africalink englobe les 2 points suivants :

- Stratégie Afrique : Africalink fait bénéficier la Métropole Aix-Marseille-Provence de son

expertise et de sa connaissance des acteurs africains et contribue ainsi à l'élaboration et au déploiement de la stratégie économique de la Métropole pour l'Afrique.

- Promotion économique du territoire métropolitain en Afrique et de son positionnement pour l'Afrique : Africalink organise ou contribue à des événements économiques qui assurent la promotion des écosystèmes métropolitains vers les marchés africains.

Les actions prévues en 2020 sont les suivantes :

- Missions économiques en Egypte, au Ghana, au Kenya, République Démocratique du Congo et au Cameroun, Participation aux événements économiques et business suivants : Forum économique « Ambition Africa 2020 » (à Paris), « Rencontres Africa 2020 » (en Afrique subsaharienne), Forum WACEE au Ghana, forum LISANGA au Cameroun, Emerging Valley sur le territoire métropolitain
- Africalink a été reconnu comme partenaire officiel du 28^{ème} Sommet Afrique France 2020 qui se tiendra à Bordeaux du 4 au 6 juin 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son soutien financier à hauteur de 50 000 euros au budget 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Africalink, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux du territoire au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Africalink.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – chapitre 65 - nature 65748 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-7246/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Club d'Affaires Franco-Allemand de Provence pour promouvoir et développer le partenariat économique avec l'Allemagne - Approbation d'une convention
MET 19/13865/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Club d'Affaires Franco-Allemand de Provence (CAFAP) existe depuis 26 ans et se propose comme médiateur et facilitateur dans les relations économiques entre les acteurs institutionnels et économiques métropolitains et allemands.

Le CAFAP développe et soutient des projets économiques en coopération avec des partenaires locaux et internationaux en y apportant l'expertise du marché et de la culture entrepreneuriale allemande. Le CAFAP s'appuie sur ses 80 membres, mais aussi

sur ses partenaires économiques pour conseiller et accompagner les sociétés allemandes qui souhaitent s'implanter sur le territoire métropolitain. Le CAFAP fait partie d'un réseau de 20 clubs d'affaires franco-allemands en France et en Allemagne et représente localement la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie de Paris. Il héberge le bureau de liaison du Forum Industriel Allemand pour ITER. Le CAFAP propose un programme annuel qui comporte des réunions thématiques, des visites de site, des séminaires spécialisés mais aussi des temps de rencontre plus informels.

Les objectifs du CAFAP concordent avec la volonté de la Métropole Aix Marseille Provence de renforcer son partenariat avec l'Allemagne, 2^{ème} investisseur du territoire métropolitain et un des principaux clients du territoire à l'export.

L'Allemagne fait ainsi partie des destinations cibles prioritaires dans la stratégie internationale de la Métropole avec comme porte d'entrée Hambourg.

Hambourg, 3^{ème} port d'Europe, un des territoires les plus dynamiques et les plus riches d'Allemagne partage en effet avec la Métropole Aix-Marseille-Provence des actions de partenariats croisés significatives :

- Sur les filières Santé, Tourisme –Art de Vivre, énergie et environnement et maritime et logistique
- Sur le positionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence de et vers l'Afrique
- Sur des échanges croisés possibles sur des missions économiques ou salons professionnels (comme le MIPIM)

Le partenariat Métropole – CAFAP englobe les 4 points suivants :

- Stratégie : Le CAFAP fait bénéficier la Métropole Aix-Marseille-Provence de son expertise, de sa veille économique sur l'Allemagne et de son réseau en France et en Allemagne pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie économique de la Métropole AMP sur l'Allemagne.
- Promotion économique du territoire avec l'Allemagne : Le CAFAP organise une dizaine d'événements pour renforcer les liens avec l'Allemagne. Parmi ces événements, le CAFAP organisera en 2020 un forum « Exporter en Allemagne » et un séminaire franco-allemand sur les énergies en partenariat avec le pôle de compétitivité Capénergies.
- Renforcement du partenariat économique avec Hambourg : Le CAFAP est un facilitateur dans les relations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le territoire de Hambourg. Il informe la Métropole des opportunités à saisir pour renforcer les relations économiques avec Hambourg.
- Attraction d'investissements allemands. Le CAFAP contribue à l'attraction des investissements allemands sur le territoire d'Aix-Marseille-Provence. Il accueille et

accompagne les délégations d'entreprises allemandes en partenariat étroit avec Provence Promotion

Par conséquent, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le CAFAP dans son programme de travail 2020 à hauteur de 10 000 euros afin de renforcer le partenariat économique avec l'Allemagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et développer le partenariat économique avec l'Allemagne;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association CAFAP sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association CAFAP.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6574 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-7247/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Anima Investment Network pour l'exercice 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13627/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

ANIMA Investment Network représente un réseau international qui réunit 80 institutions et réseaux d'affaires de 22 pays. Créé en 2006 par Business France, les collectivités de Marseille-PACA et 20 institutions de développement économiques d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le réseau ANIMA a connu un fort développement au cours des dix dernières années. L'association est actuellement présidée par M. Abdelkader Betari, Directeur Général de l'Agence de l'Oriental, l'agence de développement économique de la Région de l'Oriental au Maroc. La Ville de Marseille est membre de son Conseil d'Administration, ainsi que la Région Sud, la CCI Marseille Provence, Business France aux côtés d'organisations de neuf autres pays. Provence Promotion est un membre historique et actif du réseau.

ANIMA développe :

- De l'accompagnement d'entreprises : appui aux entreprises dans leur internationalisation au sein de la zone Europe - Afrique du Nord – Moyen-Orient
- Des services de coopération : organisation de partage d'expérience et de jumelages, développement de projets de coopération (financements européens), intervention en coordination de projet, en tant qu'expert ou via son réseau
- Des services d'intelligence économique

ANIMA fait bénéficier les acteurs du territoire de sa connaissance des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de ses réseaux et de ses nombreuses actions de mise en relation.

Ainsi chaque année, ANIMA accompagne 300 entreprises et clusters du territoire dans leur internationalisation et leurs partenariats internationaux.

ANIMA a associé plus de 25 organisations du territoire en tant que partenaires de ses projets européens,

généralisant ainsi plusieurs millions d'euros de financement.

Les objectifs d'ANIMA concordent avec la volonté de la Métropole Aix Marseille Provence de faire monter en puissance ses liens avec les pays de la méditerranée en développant un partenariat stratégique depuis 2016.

Ce partenariat Métropole – ANIMA englobe les 4 points suivants :

1- Stratégie : ANIMA fait bénéficier la Métropole Aix-Marseille-Provence de son expertise et de son réseau pour contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la région Afrique du Nord et Moyen-Orient :

- Mise à jour de la barométrie - tableau de bord de l'attractivité métropolitaine et d'un benchmark portant sur une dizaine de métropoles pertinentes
- Informations sur les opportunités et principaux marchés cibles dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient
- Animation du réseau ANIMA des acteurs du développement économique ainsi que la coopération institutionnelle et technique sur la zone euro-méditerranéenne.
- Veille sur les financements européens destinés à la région Afrique du Nord et Moyen-Orient.

ANIMA a développé un service d'intelligence économique depuis 2003 qui répond à 3 besoins clés :

- Effectuer une veille active et sélective sur des pays et secteurs ciblés en Méditerranée (veille économique en continu sur plus de 150 sources d'information sélectionnées)
- Connaître les stratégies des territoires méditerranéens et des acteurs du développement économique de ces territoires
- Identifier les acteurs et les opportunités d'affaires, d'investissement et de partenariats

2- Promotion économique du territoire : ANIMA contribue et met à disposition ses réseaux pour la mise en œuvre d'événements économiques qui assurent la promotion des écosystèmes métropolitains vers les marchés méditerranéens, en particulier l'écosystème innovation :

- Événements soutenus directement par la Métropole Aix-Marseille-Provence : Missions économiques dans les pays méditerranéens, Forum Emerging Valley
- Événements pilotés par ANIMA : en particulier le projet The Next Society qui associera les clusters et accélérateurs métropolitains, ainsi que Aix-Marseille Université sur plusieurs opérations en 2020.

3- Rayonnement international : ANIMA est une institution qui participe au rayonnement international de la Métropole. Elle réunit les agences gouvernementales et territoriales du développement économique de 22 pays du pourtour méditerranéen. Son travail d'intelligence économique en fait un acteur écouté par l'Union européenne, l'OCDE, l'Union pour la Méditerranée, et contribue au rayonnement de la métropole, et à sa reconnaissance en tant que pôle d'expertise et de coopération économique sur la Méditerranée. De plus, ANIMA associe de nombreux acteurs métropolitains dans ses projets de coopération, et leur donne une visibilité internationale : agence ACIM, Rising Sud, Femise, CCIMP, Provence Promotion, Région Sud, Ville de Marseille.

4- Attraction de financements européens sur le territoire métropolitain : ANIMA contribue à l'attraction de financements européens sur le territoire métropolitain soit directement par les projets gérés par ANIMA, soit indirectement en fournissant des outils d'ingénierie au service de l'écosystème métropolitain.

Par conséquent, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir ANIMA Investment Network dans son programme de travail 2020 à hauteur de 40 000 euros afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2016, 2017, 2018 et 2019

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le positionnement stratégique de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'international sur la zone Méditerranée Afrique et l'expertise développée par ANIMA sur ce positionnement,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à ANIMA Investment Network sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec ANIMA Investment Network.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sous réserve des crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence - sous politique B330 – nature 65748 – fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-7242/19/BM

**■ Approbation d'une convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence
MET 19/13648/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, référent du développement économique sur son territoire, en définit les orientations stratégiques et les modalités de déploiement afin de favoriser la croissance des entreprises et l'attractivité du territoire. Les lois NOTRe et MAPTAM ont ainsi conféré aux Métropoles d'importantes prérogatives économiques, comme la co-construction du SRDEII, le co-pilotage avec les Régions des pôles de compétitivité, mais aussi l'élaboration des schémas métropolitains de développement économique, l'immobilier et le foncier

économiques, l'aide à la création et la reprise des entreprises, l'animation territoriale et la promotion internationale, l'attractivité et le marketing du territoire.

Pour ce faire, elle s'appuie sur la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) qui représente les intérêts des 105 000 entreprises dont elle est le porte-voix, l'accompagnateur et le soutien au développement.

Au cœur des enjeux du territoire métropolitain et partenaire à part entière du monde économique, elle contribue dans le cadre de sa propre évolution et par un apport stratégique et opérationnel, au déploiement des grands axes du développement économique et à leur mise en œuvre. En appui des établissements et des entités économiques de toute strate et des territoires, la CCIMP inscrit et développe ses interventions en pleine cohérence avec la stratégie métropolitaine.

Sur la base d'une expérience de travail en commun avérée, et liées depuis février 2017 par une convention-cadre et une série de conventions d'application, la Métropole et la CCI Marseille Provence souhaitent renouveler leur collaboration en précisant leurs champs d'actions respectifs et convergents dans le cadre d'un partenariat stratégique et opérationnel.

Les deux parties s'accordent sur le maintien des grandes lignes stratégiques adoptées lors de la première convention et qui font converger l'agenda du développement économique de la Métropole et le projet stratégique de mandature de la CCI Marseille Provence autour des axes suivants :

- Créer des emplois pour tous ;
- Renforcer le rayonnement et l'attractivité du territoire pour les investisseurs et les talents ;
- Développer l'entrepreneuriat innovant en lien avec la recherche et l'enseignement supérieur ;
- Soutenir un développement économique équilibré au profit de l'ensemble des acteurs, grands groupes, entreprises de taille intermédiaire, PME, TPE, commerces ;
- Proposer le foncier nécessaire au développement économique ;
- Faire émerger une offre complémentaire et coordonnée avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur de dispositifs financiers publics et privés au profit du développement des entreprises métropolitaines ;
- Internationaliser le territoire dans ses dimensions business, investissements et coopération.

Les deux partenaires entendent par ailleurs, à l'occasion de cette nouvelle convention, redéployer leur action globale et coordonnée sur l'ensemble du territoire métropolitain, favorisant des retombées partagées et bénéfiques à tous.

Cette convention-cadre sera déclinée en conventions d'applications, établies par thématique (attractivité économique de la Métropole, accompagnement des entreprises, animation et ingénierie territoriale, emploi et insertion), action et groupe d'actions, précisant les conditions opérationnelles et financières de leur mise en œuvre.

Cette convention cadre conclue pour la période 2020-2022, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et trouvera son terme au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n° ECO 012-1558/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 relatif à l'approbation du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et approbation d'une convention cadre

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole et la CCIMP sur le plan du développement économique,
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CCI Marseille Provence de se fixer des priorités communes

liées à une convergence d'actions et de moyens,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-7249/19/BM

■ Organisation de l'évènement "Place Marketing Forum" les 2 et 3 avril 2020 - Approbation d'une convention de partenariat avec Aix-Marseille Université - IMPGT MET 19/13661/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Place Marketing Forum (PMF) est une rencontre internationale organisée chaque année par la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial, qui s'est donnée pour objectif de présenter, échanger et récompenser les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.

Durant 2 jours, conférences et ateliers se succèdent avec l'intervention d'une cinquantaine de professionnels et experts, français et internationaux.

50 professionnels et experts, français et internationaux du marketing territorial ont animé le Place Marketing Forum 2019 qui a rassemblé les 4 et 5 avril 2019 à Lille Grand Palais, près de 300 professionnels issus de collectivités territoriales, d'agences de développement économique et touristique, d'associations et d'entreprises concernées par les problématiques d'attractivité des territoires. Le taux de satisfaction des participants, sur la qualité des interventions, des thématiques choisies et de l'organisation globale, est de plus de 90% depuis la première édition en 2013.

L'édition 2020 du Place Marketing Forum se tiendra les 2 et 3 avril 2020 à Marseille.

L'organisateur est la Chaire d'Attractivité & du nouveau Marketing Territorial (A&NMT). Celle-ci est portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT), lui-même rattaché à Aix-Marseille Université. Elle est la première « chaire de territoire » dédiée à l'attractivité et aux

nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde.

Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux. Par son organisation et son programme, elle se veut autant un lieu de recherche, de travail et d'échange qu'un producteur de services et d'outils au bénéfice de ses fondateurs, de ses partenaires et des professionnels.

La Métropole Aix-Marseille Provence est membre fondateur de la Chaire d'Attractivité depuis 2016 et membre du comité d'orientation de la Chaire.

Seuls les partenaires et les fondateurs de la Chaire A&NMT sont éligibles à l'accueil du Place Marketing Forum. Il s'agit d'un moment privilégié pour la valorisation et la mise en lumière d'un lieu, d'une destination. La chaire A&NMT est par ailleurs pleinement associée aux travaux du groupe de travail « ensemble pour l'attractivité de la métropole » au travers une mission d'expertise et d'accompagnement de la démarche validée par le CGEM du 15 Novembre 2018.

Au-delà de ces liens, l'établissement d'un véritable partenariat avec Aix-Marseille-Université-IMPGT (porteur de la Chaire) pour l'organisation de cet évènement permettra à la Métropole :

- D'affirmer son leadership sur le sujet du Marketing des territoires,
- D'illustrer sa capacité à accueillir pour la 1ère fois le Place Marketing Forum à Marseille,
- De conforter sa dimension Med/Afrique (Via conférenciers/Ateliers, voire awards),
- De souligner la composante green/éco-responsable de l'évènement et de son territoire,
- De mettre en valeur le Home Place de la Chaire/IMPGT,
- D'élargir l'audience quantitative et qualitative (plus d'international, plus de Med/Afrique),
- De valoriser sa démarche/ Marque de territoire (One Provence).

Cet évènement répondant à un intérêt métropolitain, la Métropole décide de s'associer à Aix-Marseille-Université-IMPGT afin de l'organiser dans le cadre d'un partenariat.

Le budget prévisionnel de cet évènement est de 146 040 euros. Aix-Marseille-Université-IMPGT pilotant l'organisation du PMF, la Métropole lui versera une participation financière d'un montant de 10 000 euros.

En outre, la Métropole prendra en charge l'organisation de la soirée de gala qui se tiendra à la

fin de la première journée du PMF, le jeudi 2 avril 2020.

Pour ce faire, la Métropole conclura les contrats de la commande publique nécessaires à l'organisation de cette soirée, dont le coût prévisionnel est fixé à 30 500 euros.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

- Ventes des entrées au PMF :	50 000 euros
- Participation de la Métropole :	40 500 euros
<i>Dont participation financière</i>	<i>10 000 euros</i>
<i>Dont organisation du gala</i>	<i>30 500 euros</i>
- Participation de l'AMU- IMPGT :	55 540 euros
TOTAL :	146 040 euros

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille-Université - IMPGT, jointe en annexe, relative à l'organisation de l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 2 et 3 avril 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération N°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de participer à l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 2 et 3 avril 2020

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière de 10 000 euros à Aix-Marseille Université – IMPGT sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et Aix-Marseille Université - IMPGT relative à l'organisation de l'événement « Place Marketing Forum » qui se tiendra les 2 et 3 avril 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 657382 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-7250/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) - Approbation d'une convention MET 19/12966/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Labellisé par l'État en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Économique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en Région Sud les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au cœur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, a obtenu le renouvellement de son label dans le cadre de la phase 4.0 des Pôles de compétitivité, initiée par le gouvernement.

L'ambition du pôle SCS est de développer le premier écosystème européen et l'un des trois plus grands au niveau mondial en s'appuyant sur ses 4 domaines stratégiques (la microélectronique, la sécurité numérique, les données massives et l'intelligence artificielle, l'internet des objets) correspondant à son positionnement dans le cadre de la phase 4.0 des pôles de compétitivité. Le pôle se fixe pour 2020 les priorités ci-dessous :

- Générer des avancées technologiques dans 4 domaines stratégiques (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data et IA) ;

- Valoriser et déployer ces innovations technologiques dans les filières industrielles et les marchés cibles ;
- Contribuer aux politiques d'innovation et aux politiques industrielles en Europe, en France et en Région Sud ;
- Renforcer ses actions de soutien auprès des TPE/PME/ETI en les accompagnant sur l'ensemble de leurs problématiques depuis l'innovation jusqu'à la commercialisation et le client ;
- Etre un cluster international de référence, visible et reconnu ;
- Développer un portefeuille de formations soutenant la compétitivité de son écosystème ;
- Contribuer à la création d'un écosystème approprié au développement régional du numérique.

Le programme 2020 du pôle SCS s'articule donc en support de ces éléments stratégiques sur les axes ci-dessous :

- Le développement de la feuille de route de la phase 4.0 ;
- Le soutien à l'innovation sur les domaines stratégiques ;
- L'animation du réseau et de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI ;
- Le développement à l'international, en particulier une montée en puissance à l'Europe ;
- L'emploi et la formation.

Le Pôle SCS s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces 5 axes et détaille en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à un montant total de 80.000 euros, représentant 7,69 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 040 335 euros et se décompose comme suit (cf. tableau ci-dessous) :

- 30 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 50 000 euros pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_049	Pôle SCS	CT1 Budget Principal Métropolitain	1 040 335 €	30 000 €	30 000 €	oui
2020_050		CT2 EST du Pays d'Aix		50 000 €	50 000 €	
TOTAL					80 000 €	

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 80 000 euros au Pôle SCS, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec le Pôle SCS ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget 2020 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-7251/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Safe - Approbation d'une convention MET 19/12968/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda du développement économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE est dédié aux technologies et solutions de Sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le Pôle SAFE anime un réseau de 450 adhérents dont 70 basés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 47 PME ou TPE, 3 grands groupes, 17 Académiques et 3 établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS 13, ENSOSP, Sécurité Civile).

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Sur le territoire métropolitain, plusieurs projets de développement local sont ciblés :

- Le développement du pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- Le développement et l'implantation de la filière dirigeable sur le territoire de la Métropole ;
- Le développement d'actions liées aux problématiques environnementales sur le territoire d'Aix-en-Provence ;
- L'instruction, en partenariat avec le Grand Port Maritime et les industriels de l'association PIICTO, de projets de plateformes pour la démonstration de solutions de sécurité pour sites critiques.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre deux Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Les solutions et systèmes pour la sécurité et la protection de l'environnement ;
- L'aéronautique et le spatial.

Le rôle du pôle est de :

- développer des solutions renforçant la sécurité du citoyen contre tout risque d'agression : risque industriel, risque naturel et malveillance ;
- développer les solutions de transport et de travail aérien réduisant l'empreinte carbone et éco responsables sur tous leurs cycles de vie.

Le Pôle SAFE s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 74 500 €, représentant 3,66% du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 2.034.580 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 € pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 25 000 € pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 4 500 € pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5)

N° GU	Association	Budget	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_241	Pôle SAFE	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 034 580 €	45 000 €	45 000 €	OUI
2020_242		CT2 Territoire du Pays d'Aix		25 000 €	25 000 €	
2020_243		CT5 Territoire Istres- ouest-Provence		4 500 €	4 500 €	
TOTAL					74 500 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Pole Safe une subvention de 74 500 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, sous politique B370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- le budget de l'État Spécial du Territoire Ouest Provence (CT5), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-7252/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Eurobiomed - Approbation d'une convention MET 19/12970/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité Eurobiomed (issu du Pôle Orphème créé dès 2006) est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des

financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle des Régions Sud et l'Occitanie :

- animation du réseau et expertise,

- support aux projets de R&D,

- soutien à la croissance des entreprises et aide à la levée de fonds.

Depuis 10 ans, Eurobiomed a développé ses activités aussi bien dans la région Sud PACA qu'en région Languedoc - Roussillon. CANCER BIO SANTÉ était quant à lui présent en Midi-Pyrénées. Une stratégie de fusion a été engagée entre les deux entités à l'occasion de la création de la nouvelle région Occitanie où les deux Pôles de compétitivités fléchés santé déployaient leurs actions sur un seul et même territoire.

Cette fusion s'est concrétisée lors de la candidature pour l'appel à projet de la phase IV des pôles et a reçu un avis favorable de l'État et des collectivités territoriales. Les deux pôles ont donc fusionné en septembre 2019 pour devenir l'un des plus grands réseaux d'acteurs de la santé en Europe.

Déjà reconnu sur le plan international, le cluster souhaite désormais transformer son organisation pour définitivement ancrer son rayonnement à l'échelle internationale et ainsi amplifier son impact dans la croissance des entreprises des régions Sud PACA et Occitanie.

D'ici à 2022, Eurobiomed s'est ainsi fixé pour objectifs :

- de développer significativement son réseau pour atteindre 500 membres et devenir le premier pôle Européen dédié à l'accompagnement des PME de la HealthTech (croissance de 30% par rapport au nombre actuel de membres) ;

- de générer un flux de projets très dense soit 90 projets reçus par an dont 20% financés sur les principaux guichets (croissance de 20 % par rapport aux résultats actuels) ;

- d'organiser des événements d'envergure internationale pour renforcer l'attractivité de son territoire ;

- de poursuivre son implantation très décentralisée au cœur des territoires et des métropoles.

Le Pôle Eurobiomed s'engage à mettre en œuvre un plan d'action déclinant ces différents axes et détaillé

en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Le Pôle contribue également à la mise en œuvre de la feuille de route santé en pilotant même certaines actions.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Eurobiomed, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence

s'élèvera à 63 000 euros, représentant 4,50 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 398 522 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 58 000 euros pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 euros pris en charge sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_201	Pôle EUROBIOMED	Budget Principal Métropolitain CT1	1 398 522 €	70 000 €	58 000 €	oui
2020_202		Territoire du Pays d'Aix CT2		5 000 €	5 000 €	
TOTAL					63 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.
- L'implication d'Eurobiomed dans le déploiement de la feuille de route de la filière santé pour le développement d'une Health tech métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Eurobiomed une subvention de 63 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :
- 58 000 euros sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 5 000 euros sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Eurobiomed ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain (CT1), en section de fonctionnement, sous politique B370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 012-7253/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies - Approbation d'une convention MET 19/12971/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de

premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Le Pôle Capenergies réunit 530 membres, entreprises, centres de recherche, organismes de formation et financiers dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques.

Pour accélérer la transition énergétique, Capenergies réaffirme, pour la phase IV des Pôles de compétitivité, son positionnement sur l'ensemble du mix énergétique « décarboné » et sa stratégie volontariste en direction des réseaux faiblement interconnectés et insulaires.

Le Pôle a défini 3 Domaines d'Activité Stratégiques (DAS) :

- Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique
- Optimiser les systèmes énergétiques multi-fluides et multi-services
- Produire de l'énergie décarbonée

Le programme d'action du Pôle se structure autour de plusieurs axes :

- Actions de gouvernance
- Actions d'animation de l'écosystème et de la communauté des membres
- Actions d'accompagnement des projets
- Développement à l'Europe et à l'international
- Emploi, formation RSE
- Le programme Flexgrid
- Le volet Hydrogène

Capenergies est également très impliqué dans le déploiement de l'OIR Energies de demain.

Enfin, le Pôle organise en 2020 la troisième édition du Colloque européen E4SM « Energy for Smart Mobility ».

Le Pôle d'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 50 000 €, représentant 5,67 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 881 319 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 20 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 30 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix

(CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Pour les actions menées au titre de Flexgrid, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 15 000 €, représentant 4,16 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 360 951 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67
- 5 000 € seront pris en charge sur le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Pour les actions menées au titre du volet Hydrogène, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 10 000 €, représentant 9,75 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 102 612 € pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67 ;

Pour les actions menées au titre du Colloque européen, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 14 000 €, représentant 9,21 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 151 970 €, pris en charge sur le budget principal métropolitain, Sous Politique B 370 – Chapitre 65748 – Fonction 67 ;

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/no
2020_229	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et animation du pôle	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	881 319 €	20 000 €	20 000 €	oui
2020_230	Pôle CAPENERGIES Gouvernance et animation du pôle	CT2 Pays d'Aix	2 427 257 €	881 319 €	30 000 €	30 000 €	
2020_234	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	360 951 €	10 000 €	10 000 €	
2020_238	Pôle CAPENERGIES Programme Flexgrid	CT2 Pays d'Aix	2 427 257 €	360 951 €	5 000 €	5 000 €	
2020_237	Pôle CAPENERGIES Volet Hydrogène	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	102 612 €	10 000 €	10 000 €	
2020_164	Pôle CAPENERGIES Colloque E4SM	Budget principal métropolitain	2 427 257 €	151 970 €	14 000 €	14 000 €	
TOTAL						89 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention d'un montant de 89 000 euros à l'association Capenergies pour les actions spécifiques et celles menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, une qui se répartit de la façon suivante :

- 54 000 euros pris en charge sur le budget principal métropolitain
- 35 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec le Pôle Capenergies ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget métropolitain principal métropolitain en section de fonctionnement, sous politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 67
- le budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2), en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 013-7254/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au Pôle de compétitivité Optitec - Approbation d'une convention
MET 19/12972/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des filières d'avenir, comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'agenda économique de la Métropole, approuvé en 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle, grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur

le marché de nouveaux produits, services ou procédés, issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés, en France et à l'international.

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres et est composé d'industriels, d'établissements de recherche et d'organismes de formation, qui comptabilisent près de 75 000 emplois. Le pôle Optitec couvre les deux grandes régions du sud de la France : Région Sud et Occitanie et s'attache à mener sur l'ensemble de son territoire une action de proximité avec ses adhérents et partenaires, à travers un programme d'animation et une action de terrain. Le pôle est implanté sur le technopôle de Château Gombert à Marseille et possède également une antenne dans la pépinière de Meyreuil.

Il est composé d'une équipe de 15 salariés, combinant une expertise de très haut niveau sur les technologies de la photonique et imagerie et des compétences fortes en matière de business développement.

Pour cela, le Pôle a identifié des défis majeurs qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité pour laquelle Optitec a obtenu le renouvellement de sa labellisation en janvier 2019 :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement,
- intégration en 2020 d'un nouveau domaine à fort potentiel : agriculture de précision.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Il couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

En 2020, les missions et rôle des instances de gouvernance s'inscriront dans la continuité de l'année précédente avec une nouvelle approche stratégique de développement de son réseau.

Le plan d'action s'articulera autour de 3 axes prioritaires :

- Impulsion, accompagnement, labellisation et valorisation de projets R&D
- Animation de plateformes mutualisées
- Accompagnement à la croissance des entreprises

Le Pôle OPTITEC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions déclinant ces différents axes et détaillé en annexe de la convention d'objectifs, objet du présent rapport.

Optitec a l'ambition de développer davantage son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle.

En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Comme en 2019, Optitec s'attachera à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents.

Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share*, dédiée à la mise en relation entre offreurs et utilisateurs de biens ou de services devrait devenir une structure « annexe » d'Optitec, dénommée Programme d'Accélération de l'Investissement Photonique (PAIP). Elle vise à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements

importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

Les actions du Pôle en 2020 se déclineront autour des différents axes ci-dessous :

- Diffuser l'innovation technologique auprès des adhérents :
 - analyse stratégique du potentiel d'innovation ; rencontres favorisant l'émergence de nouvelles collaborations ;
 - déploiement d'une activité de veille technologique régulière et ciblée auprès du réseau via des logiciels dédiés en lien avec les nouveaux défis technologiques (systèmes embarqués, capteurs connectés, apprentissage intelligent, réalité augmentée....)
 - organiser des journées thématiques autour d'application de technologies innovantes spécifiques des marchés (Afterwork)

- Approfondir et animer des liens entre les entreprises et les acteurs scientifiques : renforcer les dynamiques d'échange au sein de la gouvernance par l'organisation de groupes de travail impliquant les instances représentatives (comité stratégique, conseil d'administration, bureau)
- Faire émerger de nouveaux produits, procédés et services : déploiement de nouvelles technologies grâce aux « Lignes Pilotes Open Innovation ».

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 60 000 euros, représentant 5,51 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 1 089 185 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 euros seront pris en charge sur le budget principal Métropolitain (CT1)
- 15 000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du territoire (CT2)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel global 2020	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_244	Pôle OPTITEC	CT1 Budget Principal Métropolitain	2 371 239 €	1 089 185 €	65 000 €	45 000 €	oui
2020_245		CT2 Pays d'Aix			25 000 €	15 000 €	
TOTAL						60 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les

principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle Optitec une subvention de 60 000 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Optitec ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ci-annexée et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, sous-politique B370 - Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67.
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 014-7255/19/BM

■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention MET 19/12979/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La French Tech est un label lancé par le gouvernement en 2014, avec pour ambition de structurer l'écosystème numérique des territoires, de faire éclore des « Tech Champions », de promouvoir le savoir-faire français à l'international et d'attirer des investisseurs étrangers.

Porté conjointement dès sa création par les intercommunalités d'alors, Marseille Provence Métropole et CPA ainsi que la Ville de Marseille, la dynamique French Tech rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain au bénéfice de l'innovation, du développement économique et de la création d'emplois.

Le changement de gouvernance de l'association Aix-Marseille Métropole French Tech dont la gouvernance a changé en 2018 structure l'écosystème numérique sur le territoire, avec un collectif d'entrepreneurs expérimentés qui cumulent à eux seuls la création de 40 entreprises, la levée de 467 M€ et la création de 2 370 emplois sur les 10 dernières années.

En avril 2019, l'association Aix-Marseille French Tech obtient le label « Capitale French Tech », validant ainsi la trajectoire stratégique et les moyens mis en œuvre par la nouvelle gouvernance.

Les ambitions de l'association pour 2020, en lien direct avec le territoire, visent à consolider et amplifier les actions annoncées et amorcées en 2019.

Grâce à l'appui d'une équipe opérationnelle à temps plein, la feuille de route 2020 s'articule autour de 5 axes stratégiques :

- Mobiliser l'écosystème vers l'hyper croissance.

- Sourcer les pépites :

Il s'agit, avec l'appui des structures d'accompagnement, d'identifier une fois par trimestre un petit groupe de start-ups comme futur « Tech Champion » : des start-ups à haut potentiel pour lesquelles la French Tech Aix Marseille et le collectif mettront en commun leur réseau et des services négociés pour les aider et les accompagner dans leur chemin vers l'hyper croissance.

- Développer des opportunités business pour les start up :

- Le Pacte PME :

La French Tech Aix Marseille s'associe à la démarche Pacte PME initiée par Aix Marseille Métropole Provence et la CCIMP pour faire bénéficier les start up du territoire de tous les événements qui seront labélisés Pacte PME.

- Connecting Days :

La French Tech Aix Marseille organisera des rencontres entre grands groupes et start up. Les premiers présenteront un besoin ou une opportunité dont pourraient bénéficier les start up du territoire, et ces dernières présenteront leurs solutions.

- Les clubs Tech Champions :

Il existe d'ores et déjà des start up à gros potentiel identifiées sur le territoire (Pass French Tech) ; convaincues du rôle de premier de cordée qu'elles peuvent endosser auprès des plus jeunes entreprises, il est essentiel de les faire se rencontrer afin qu'elles puissent exercer un rôle de mentor et d'ambassadeur de l'écosystème Tech du territoire en France et à l'international.

- **Soutenir le financement vers les start up du territoire.**

- Rencontres avec les investisseurs :

Une étape du France Digitale Tour sera accueillie à Marseille en 2020.

- Les AfterWork Start up Invest :

Des afterworks décontractés pour parler financement et networker seront organisés à intervalles réguliers. L'objectif est d'acculturer les start up à différentes formes de financements.

- **Connecter le territoire à l'international.**

- Connecter notre écosystème avec des écosystèmes étrangers :

A travers la participation à plusieurs délégations aux Etats-Unis et au Canada (CES Las Vegas, Austin, Montréal, Toronto...), l'association construit des ponts avec des écosystèmes étrangers pour faciliter la conquête de nouveaux marchés et l'implantation à l'étranger pour les entreprises innovantes.

- Promotion du French Tech Visa pour attirer les talents internationaux.

- Appuyer le territoire comme porte d'entrée des start up africaines vers le reste du monde :

L'association sera partenaire de l'événement « Emerging Valley » pour renforcer les liens existants entre notre territoire et l'Afrique et en faire un véritable sas d'innovation entre nos deux continents.

- **Multiplier les talents.**

- Sourcer des talents partout : renouvellement du French Tech tremplin :

Programme de la mission French Tech déployé dans toutes les capitales French Tech qui vise à détecter des porteurs de projets issus de milieux traditionnellement peu connectés du monde de la tech afin de les accompagner vers l'entrepreneuriat (public issu des quartiers prioritaires de la ville, réfugiés, étudiants boursiers, bénéficiaires des minimas sociaux...).

- Rapprocher les jeunes de la tech, des start up et de l'entrepreneuriat :

A travers plusieurs partenariats (IAE, Pépite, Rectorat Aix Marseille...), l'association œuvre au rapprochement des étudiants / jeunes et des start up pour faciliter le recrutement et la création d'entreprise.

- Promouvoir la tech auprès des jeunes et des femmes :

Les femmes de la tech et les femmes entrepreneures seront mises à l'honneur les valoriser et mettre en lumière leur activité pour que d'autres s'identifient et suivent le même parcours. Les interviews « AMT Women » seront reconduits en 2020.

- **Promouvoir la tech inclusive et durable pour renforcer les singularités du territoire.**

- Evènement « Le Grand Bain » :

Pour afficher la position de l'association comme hub de la tech inclusive et durable, une seconde édition du « Grand Bain » est programmée en 2020. L'objectif est de donner au sommet une dimension nationale en assurant la présence d'intervenants de renom.

- Promotion des industries culturelles et créatives :

- Conférences et think tank « Content for the Future » :

Suite des cercles de conférences Content for the Future qui réunissent les univers de la tech et la culture au travers d'une rencontre entre un ou une artiste de renom et une personnalité de la tech. L'objectif est de renforcer l'attractivité et la position du territoire sur la thématique.

- Partenariat avec le Mucem :

Poursuite du partenariat pour en faire un living lab pour les start up et rapprocher le monde de la culture traditionnelle et celui des industries créatives. Les start up se verront offrir la possibilité de présenter leur innovation lors du club des dirigeants du Mucem, à l'occasion des portes ouvertes des expositions ou encore au sein même des expositions.

L'ensemble de ses actions contribue à fédérer (cohésion des actions publiques et privées en faveur des start-up), semer (mise en place de dispositifs visant à faciliter l'éclosion de start-up), accélérer (aider au développement des entreprises innovantes à fort potentiel), internationaliser (accompagnement pour la conquête des marchés étrangers) et fixer (développement des entreprises sur le territoire pour développer l'emploi local) les start-up, conformément aux ambitions affichées par l'Agenda du développement économique métropolitain.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet French Tech, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes ».

Pour les actions menées au titre du soutien au fonctionnement de l'association Aix-Marseille-Métropole French Tech du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, il est proposé l'attribution d'une subvention de 140 000 euros, représentant 29.37 % du budget prévisionnel 2020 dont le montant s'élève à 476 580 euros (hors contributions volontaires).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 70 000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence (CT1).
- 70 000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole de conforter les 6 filières d'excellence prioritaires du territoire dont celle des industries numériques et créatives.
- L'intérêt pour la Métropole de soutenir la dynamique French Tech qui rayonne aujourd'hui sur tout le territoire métropolitain.
- Les objectifs stratégiques de la Métropole en faveur d'un écosystème d'innovation et d'expérimentation.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 140 000 euros au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, sous réserve de l'adoption du budget

principal de la Métropole et de ses états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- Le budget Principal métropolitain 2020, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61
- L'état spécial du territoire, sur la ligne 3A 61/65/657381 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-7256/19/BM

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association "Accélérateur M" - Approbation d'une convention
MET 19/13372/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et l'entrepreneuriat constituent des orientations stratégiques majeures de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvées en mars 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc fondé, avec Aix Marseille Université, un lieu d'ancrage pour son écosystème d'innovation et ses start-up, au cœur de sa Ville-Centre, Marseille : la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille (CISAM), qui propose une offre de nature à créer des synergies entre les innovations des start-up, les démarches des grands groupes et ETI et les politiques publiques de développement économique qu'elle porte.

La CISAM incarne à l'échelle internationale la capacité du territoire à proposer une approche intégrée, ouverte, ambitieuse de l'innovation ; et à positionner la Métropole Aix-Marseille-Provence comme territoire d'excellence et de ressources. La CISAM intègre deux incubateurs / accélérateurs de grands groupes privés à échelle mondiale (Obratori pour le groupe l'Occitane et ZeBox pour le groupe CMA CGM) et des partenaires d'Aix-Marseille Université orientés vers l'accélération de la transformation économique des innovations issues de

la Recherche Publique (SATT Sud Est, Institut Carnot Star, Incubateurs Loi Allègre, Laboratoires de recherche universitaire...) pour former un consortium exclusif faisant le lien entre public et privé, local et international, science, recherche et économie pour délivrer une offre riche, variée, et collaborative au service de l'entrepreneuriat innovant.

C'est en janvier 2019 que la Métropole Aix-Marseille-Provence a officiellement lancé l'Accélérateur M au sein de la CISAM, en partenariat avec Aix-Marseille Université, les villes de Marseille et d'Aix-en-Provence, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, la CCI Marseille Provence, les pôles de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées, Mer Méditerranée, Optitec et Capénergies, et Aix-Marseille French Tech.

L'Accélérateur M est une structure dédiée aux start-up et entreprises innovantes prenant appui sur les forces vives, les talents et les ressources de tout l'écosystème métropolitain.

L'association se déploie sur un espace de plus de 300 m² au sein duquel les jeunes pousses et aussi de plus grandes entreprises peuvent profiter d'une gamme complète de services tout au long de leur parcours et ce en lien étroit avec le monde universitaire et les acteurs économiques du territoire. L'Accélérateur M met ainsi à la disposition des start-up accélérées, un programme d'accompagnement personnalisé, mêlant expertises, coaching, mentorat, expérimentations, mise en réseau... une prestation à la carte pour « gagner du temps » que ce soit pour conquérir de nouveaux marchés, financer sa croissance ou recruter des talents. Les processus de travail sont mis en œuvre en étroite collaboration avec un réseau d'acteurs partenaires avec l'ambition avouée de favoriser les fertilisations croisées avec des entreprises de taille plus conséquente à qui l'Accélérateur M propose tout un bouquet de services « Open Innovation ».

Lieu d'échanges et de partenariats ciblés sur la collaboration avec ses homologues africains et méditerranéens, l'Accélérateur M offre également aux futures pépites tournées vers l'international des prestations d'accueil et d'orientation au sein de l'écosystème métropolitain. Une réponse aux attentes des structures en développement, qu'elles soient locales ou non, et, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, une formidable vitrine mettant en valeur les forces et atouts de la plus vaste métropole de France dans la course à l'attractivité.

L'accélérateur M s'appuie, à la fois, sur des filières stratégiques pour Aix-Marseille-Provence (la mer et l'économie bleue, les industries créatives et culturelles, la qualité de vie et l'urbanisme en méditerranée) et sur la position géostratégique du territoire. Il participe ainsi au rayonnement d'une métropole devenue le « nœud » incontournable du développement économique entre Europe, Méditerranée et Afrique

En 2019, deux promotions de start-up ont intégré le programme d'accélération :

- Février – Juin 2019
 - Human Drones, Another Way, IA BTP, Green Cityzen, Smart Box, ladys, Connected Garden, Smart Embed, MktxDatos, Opside, Shopinzon, WideWeb VR, Smart Futures
 - 10 emplois créés et plus de 250 k€ levés à date
- Septembre 2019 – Janvier 2020
 - Imparato, Qaou Outdoor, les Bocaux de Mamie, Nosoft, Touchify, Best-Hum, Click-Dive, Epooloop, Abim, Marsdesign, Lilnaco, Ligth4Even, Kalyzee, BeeLife

L'année 2020 sera rythmée par l'animation de la communauté des deux promotions ayant bénéficiées du programme d'accélération, et par la recherche de nouveaux candidats aux futurs programmes d'accélération.

Un programme de partenariats croisés avec des accélérateurs internationaux a été initié avec la signature d'accords avec :

- La Soper (Société de promotion économique de Rimouski au Québec) ; Start-up Maroc (accélérateur) ; Le Mati (Centre d'innovation à Haïfa, Israël) ; Factory 619 (accélérateur Tunisien) ; La piscine (accélérateur à Montréal) ; Le continuum (accélérateur au Québec)

Le déploiement international est une ambition forte de l'Accélérateur M pour 2020 avec comme objectif la signature de nouveaux partenaires (Flat6Labs, Impact Hub Accra, Speed Labanon, Sylabs...).

Le développement de l'offre commerciale « open innovation » pour les grands groupes constitue un objectif majeur pour 2020. L'offre se décline en deux volets :

- « Open Innovation »
 - Organisation de challenges et hackatons ; de concours de pitches et de concours de pitches inversés.
- « Innovation sur mesure »
 - Mise en place d'un lab d'innovation ; sourcing de laboratoires de recherche de brevets ; programme de mentoring ; identification d'opportunités de financements européens

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation de l'Association « Accélérateur M » du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 120 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le fonctionnement de l'Association « Accélérateur M ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 120 000 euros à l'Association « Accélérateur M » au titre de l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et de ses états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association « Accélérateur M » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au budget Principal de la Métropole Aix-

Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-7257/19/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention relative à la subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies au titre de 2019
MET 19/13405/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération ECO 026-5569/19/BM du 28 mars 2019, le Bureau de la Métropole a voté l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies au titre de 2019 pour un montant total de 103 000 € pour 4 actions et dont les crédits sont inscrits sur le Budget métropolitain principal et l'État spécial du territoire du Pays d'Aix.

Il a été constaté que l'article 4.1 sur les budgets des actions, et l'article 4.2 sur la répartition de la participation de la Métropole sont différents entre la délibération ECO 026-5569/19/BM du 28 mars 2019 et la convention y afférente.

Ainsi cet avenant a pour objet de modifier les articles suivants de la convention :

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

- de la gouvernance et de l'animation du Pôle est d'un montant de 907.063 €,
- du programme Flexgrid est d'un montant de 325.769 €,
- du colloque européen est d'un montant de 154.655 €,
- du volet Hydrogène est d'un montant de 60.885 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation financière de la Métropole s'élève au total à 103.000 € TTC répartis comme suit :

- 55.000 € pour les actions au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, soit 6.06% du coût total prévisionnel.
 - 20 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain,
 - 35 000 € seront pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix

- 23.000 € pour les actions du programme Flexgrid, soit 7,06 % du coût total prévisionnel.
 - 15 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain,
 - 8 000 € seront pris en charge sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix
- 10 000 € pour les actions sur le volet hydrogène, soit 16,42 % du coût total prévisionnel.
 - 10 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain,
- 15.000 € pour le colloque européen, soit 9,70 % du coût total prévisionnel.
 - 15 000 € seront pris en charge sur le budget principal métropolitain,

Ces modifications n'interviennent pas sur le montant total attribué et voté par la Métropole à savoir 103 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECO 026-5569/19/BM du Bureau la Métropole du 28 mars 2019 portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies au titre de 2019 et approbation d'une convention ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convention signée avec le Pôle Capenergies nécessite d'être modifiée par voie d'avenant pour permettre le versement de la subvention 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies au titre de 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-7258/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Mer Méditerranée - Approbation d'une convention MET 19/13510/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants.

Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou

procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Le pôle Mer Méditerranée, porté par l'association Toulon Var Technologies, opère sur les régions PACA, Corse et Occitanie et porte la thématique du développement des activités maritimes dans les domaines d'actions stratégiques suivants (DAS) :

- Défense, Sûreté et Sécurité maritimes,
- Naval et Nautisme,
- Ressources énergétiques et minières marines,
- Ressources biologiques marines,
- Environnement et valorisation du littoral,
- Ports, logistique et transport maritime.

Axe transverse : Transformation numérique,

Axe transverse : Robotique,

Axe transverse : Transition écologique.

Labellisé pour la phase IV des pôles de compétitivité, le pôle Mer Méditerranée s'est coordonné avec le pôle Mer Bretagne Atlantique afin d'appuyer sa feuille de route sur une orientation « marché » plus marquée dans les 6 domaines d'actions stratégiques et les trois axes transverses mentionnés ci-dessus, facilitant l'introduction de nouvelles technologies et le partenariat avec d'autres pôles et structures de l'innovation.

La labellisation de projets innovants, l'une des missions principales confiées par l'Etat aux pôles est aujourd'hui complétée par un investissement plus important dans les missions d'accompagnement dans le développement économique des entreprises (conseil financier, veille nouveaux marchés, export).

Le pôle Mer Méditerranée propose à l'ensemble de ses membres :

- des services à l'accompagnement de projet d'innovation décomposés en phases distinctes (émergence/ ingénierie, financement/ labellisation/promotion),
- une fonction de relais des Appels à projets (régionaux, nationaux, européens, internationaux) et d'inscription aux actions collectives,
- une activité de promotion et de valorisation, en tant qu'organisateur ou de partenaire de manifestations régionales, nationales et internationales tels que le FOWT, CM2, Assises de l'économie maritime, Assises du port du futur, etc,
- la production de supports d'information et de communication.

Depuis 2019, le pôle Mer dispose d'une antenne (1 ETP) au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs portée par Aix-Marseille Université à la Joliette. L'action Europe du pôle Mer Méditerranée permettra

également aux membres de bénéficier d'opportunités de développement sur les marchés européens grâce à un programme de veille sur les appels à projets et d'un accompagnement au dépôt de dossier.

A l'international, sont prévues les missions spécifiques pôles Mer Méditerranée avec un soutien de la DGE. Le pôle continue sa coopération avec les Etats Unis en poursuivant des actions Alliance Californie et Blue Tech Cluster Alliance. Des missions seront également organisées en 2020 avec l'aide de Business France au Canada, au Portugal et au Japon.

Le pôle Mer Méditerranée compte aujourd'hui 431 adhérents : 215 PME, 81 Groupes et Entreprises non PME, 74 Organismes de recherche et de formation, 61 membres de l'écosystème (banques, associations, réseau consulaire...) dont 127 issus du territoire Aix-Marseille-Provence, parmi lesquels 84 entreprises.

Pour le territoire Aix-Marseille-Provence le pôle a suivi depuis sa création 150 projets collaboratifs de R&D financés (+ 5 programmes européens). En cumul historique, les projets accompagnés par le pôle ont généré 388,52 millions d'euros de dépenses de R&D (budget total projet hors programme européen).

Exemples de projets structurants pour le territoire :

• Action Entreprise étendue « Sea energy »

Soutien au développement et à la valorisation d'un groupement d'entreprises autour des activités de réparation navale industrielle du bassin d'emplois Marseillais.

• Projet Vasco 2

Le Pôle Mer Méditerranée poursuivra l'accompagnement du projet Vasco 2 lancé en 2016 pour le compte du Grand Port Maritime de Marseille-Fos et de ses partenaires institutionnels (dont la Métropole Aix- Marseille-Provence) et industriels. Ce projet innovant vise à valider le concept d'une bio remédiation du CO2 en utilisant les fumées industrielles du site de la société KEM One pour alimenter les bassins dans lesquels sont cultivées des micro-algues endémiques.

- Soutien et accompagnement du Projet PGL sur les EOF et projets ADEME portés par le Pôle.

Deux projets de recherche sur l'observation de la faune marine (Ecosysm EOF et Ornit EOF) qui traitent des écosystèmes marins et des oiseaux afin de définir des observatoires scientifiques qui seront implantés sur la ferme pilote PGL (Provence Grand Large) pour apporter de la connaissance environnementale et faciliter le déploiement des fermes commerciales.

D'autres actions seront reconduites et/ou mises en place en 2020 telles que :

- Les projets du GPMM sur le CENAO (connexion électrique des navires à quai) et

le passage au GNL (avitailleur, formation etc...),

- Le smartport in med où le Pole est présent au Cotech et participe au sourcing et à l'expertise des projets,
- Le projet Sunworker de l'entreprise Turgis et Gaillard (AA/ROK et Transdev) sur le développement d'une filière de navettes à passagers électriques. Application possible et en attente de décisions politiques sur l'étang de Berre et la Rade de Marseille,
- Action avec le Parc National des Calanques sur la protection et restauration de la biodiversité,
- Suivi du projet Géocorail pour la protection des plages,
- Accompagnement pour les projets de Minirov avec Subseatech à Marseille.

Pour 2020, le pôle Mer Méditerranée participera et organisera des salons internationaux :

- Euromaritime et Fowt à Marseille,
- Oi à Londres,
- BMD en Région sud,
- Euronaval à Paris.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du pôle Mer Méditerranée, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'élèvera à 55 000 euros, représentant 1,50 % du budget prévisionnel 2020 de 3 659 158 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45 000 euros seront pris en charge sur le budget principal métropolitain;
- 5 000 euros seront pris en charge sur l'état spécial du Territoire Istres-Ouest Provence (CT5) ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des Etats Spéciaux pour l'exercice 2020, à l'association Toulon Var Technologies, portant le pôle Mer Méditerranée, une subvention pour l'animation et la gouvernance du pôle d'un montant de 50 000 euros répartis de la façon suivante :

- 45 000 euros pris en charge sur le budget principal métropolitain;
- 5 000 euros pris en charge par l'Etat Spécial de territoire Istres Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs relative à l'octroi de ladite subvention à TVT/Pôle Mer Méditerranée ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :
- le budget principal métropolitain Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 67 ;
- l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence – Chapitre 65 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-7259/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Medinsoft pour l'animation de la filière numérique - Approbation d'une convention MET 19/13737/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fort du potentiel significatif des secteurs du numérique et des industries créatives avec 56 000 emplois et un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros, et grâce à des infrastructures remarquables (13 câbles sous-marin en fibre optique), le territoire de la Métropole Aix Marseille ambitionne de devenir le hub méditerranéen des entreprises innovantes. Labellisé Capitale French Tech en Mars 2019, le territoire Aix Marseille est aujourd'hui présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de véritables « TechChampions » (Jaguar Network, Voyage Privé, AlloPneus...) et des pépites en devenir (Crosscall, Traxens, Qista, Proverpharm...). La structuration, l'animation et l'essor de cet écosystème sont des composantes essentielles pour renforcer l'attractivité digitale du territoire.

Créé en 2003, et comptant 217 membres, Medinsoft est un des principaux réseaux de professionnels de l'industrie numérique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Résolument ancré au cœur d'un secteur stratégique pour le développement innovant du territoire, Medinsoft met son dynamisme au service de ses adhérents afin de leur proposer des rencontres périodiques, des participations sur des salons professionnels à dimension nationale et internationale, de nombreuses actions de communication, de formation et de partage de bonnes pratiques.

C'est donc tout naturellement que Medinsoft s'est impliqué dans la candidature Aix-Marseille French Tech de la future Métropole Aix-Marseille-Provence, puis a opéré l'animation du label Aix-Marseille French Tech de son origine jusqu'à mars 2018.

Depuis, en tant que cluster des entreprises spécialisées dans le numérique, Medinsoft continue sa mission de mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement de l'économie numérique et de la transition digitale.

Aujourd'hui doté de 11 commissions opérationnelles (blockchain, digital marketing and sales, Emploi et formation, e-santé, e-sport, financement, industrie 4.0, legal in tech, logiciel libre, smart city et tourisme) qui animent les secteurs d'activités en produisant des actions concrètes (livres blancs, salons spécialisés, événements sectoriels...), Medinsoft met en place les conditions de succès pour mener à bien ses objectifs. Pour l'année 2020, Medinsoft proposera de mettre en place le programme d'actions suivant :

- Accompagner le développement des accélérateurs privés dédiés à la croissance des start ups afin de les coordonner avec l'offre de services des accélérateurs publics (incubateurs, pépinières, CEEI)
- Animer un dispositif d'information et d'orientation des start ups et entreprises numériques vers les outils d'aide à la croissance : Paca investissement, BPI...)
- Coordonner avec les opérateurs existants la mise en place d'un espace dédié à l'accueil, l'information, l'orientation des entreprises vers les dispositifs de croissance.
- Organiser des rencontres thématiques associant startupper et accélérateurs.
- Organiser des rencontres de mise en relation entre grands comptes et start ups.
- Appuyer la mise en place des lieux d'innovation : Fablab Centrale, centre d'expérimentation RFID.
- Organiser des Commissions thématiques constituées d'expert du numérique pour faire émerger des stratégies de transformation digitale liées aux champs d'actions des collectivités comme des entreprises et délivrer des recommandations stratégiques et opérationnelles au service du collectif

Il est proposé de soutenir le programme d'actions Medinsoft par l'attribution d'une subvention de 50 000 euros, représentant 10 % d'un budget prévisionnel global de 500 000 euros HT (hors contribution volontaire).

Ce soutien financier est pris en charge intégralement sur le Budget Métropolitain Centralisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Medinsoft au titre de sa gouvernance et de ses actions au service du développement de la filière numérique du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, à l'association Medinsoft une subvention totale de 50 000 euros au titre de sa participation à l'animation de la filière numérique du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association « Medinsoft » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au budget Principal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 65748 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-7260/19/BM

■ Approbation d'un avenant portant sur le rééchelonnement de la franchise de remboursement avec Thecamp MET 19/12962/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Thecamp est un campus d'ambition internationale, d'innovation et de prospective dédié à la ville de demain. Il vise à réunir des talents du monde entier, étudiants, entrepreneurs, dirigeants et managers, experts et mentors, pour créer un écosystème fertile en rencontres, un lieu d'intelligence connecté d'échanges et de confrontation des idées, un espace tout entier voué à la création et à l'innovation, à l'instar des campus américains qui l'ont inspiré. Thecamp

veut stimuler l'esprit entrepreneurial, promouvoir la culture de l'expérimentation, du design et de la transdisciplinarité, et accompagner les « créateurs du changement » qui inventeront les solutions pour rendre les métropoles plus durables, plus équitables, plus résilientes et plus humaines.

Visant à la fois l'éducation, l'accompagnement des projets entrepreneuriaux, la réflexion sur les enjeux de la ville du futur, Thecamp est un catalyseur qui a pour vocation de faire émerger les innovateurs et les leaders transformateurs du monde de demain.

L'ambition de Thecamp est de devenir le premier campus européen dédié à la « ville intelligente ». Compte-tenu de l'intérêt général de ce projet, unique en Europe, pour le développement économique du grand territoire et de son positionnement comme territoire d'excellence et d'innovation dans le domaine de la « ville intelligente », les acteurs publics et notamment les collectivités, se sont engagés à le soutenir financièrement sous forme d'avances remboursables.

Ainsi, le Conseil Régional, le 20 février 2015, s'est prononcé en faveur d'un soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 3M€ par an sur une durée de trois ans avec la possibilité d'octroyer deux millions supplémentaires sur les 2 années suivantes. Le 19 février 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'apporter son soutien financier à hauteur de 5M€ sous forme d'avances remboursables.

Le 12 mars 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a validé son soutien financier sous forme d'avances remboursables à hauteur de 5M€ libérable sur cinq ans.

Thecamp a été inauguré le 28 septembre 2017.

Le 21 mars 2019, un premier comité de pilotage a été tenu afin de présenter le bilan 2018 et les perspectives 2019. L'année 2018 a permis d'évaluer les différents dispositifs et outils mis en place en adéquation avec le programme initial. Elle est considérée comme « année 1 », dédiée à l'expérimentation de toutes les idées fondatrices de Thecamp. Elle a permis de tester d'une part la partie fonctionnement du campus, c'est-à-dire l'offre de restauration et d'hôtellerie, et d'autre part d'évaluer la partie programmation, c'est-à-dire les différents projets et formats menés par l'équipe et par l'écosystème mobilisé, ainsi que l'accueil d'événements et de séminaires.

Le 19 juin 2019, un deuxième comité de pilotage a été organisé avec les partenaires fondateurs publics afin de discuter des nouveaux éléments budgétaires de Thecamp et de présenter la demande de rééchelonnement du remboursement de prêt. En effet, malgré un premier bilan faisant état d'un rapport d'activité particulièrement riche, plusieurs contraintes

organisationnelles et contextuelles imposent de revoir le projet et son business plan. Les activités rémunératrices sont déjà en place mais Thecamp reste pour l'instant malgré tout déficitaire. Une rationalisation interne est déjà en cours à la fois sur le contenu, les aspects financiers et les process, avec des évolutions importantes déjà effectives. Des mesures ont été prises afin de simplifier et optimiser l'offre de services, de restructurer les coûts de fonctionnement et renforcer la Direction Générale.

Cependant, à ce jour, la situation financière de Thecamp ne lui permet pas d'envisager le remboursement des avances remboursables attribuées par les collectivités dans les délais initialement prévus. Le respect de l'échéancier prévu dans la convention signée en 2015 risquerait de mettre en péril la structure et hypothéquerait toute chance de réalisation du projet porté par The Camp et que les collectivités s'étaient engagées à soutenir.

Afin de consolider sa situation et de préserver sa capacité à réaliser son projet fondateur, tout en honorant le remboursement des avances consenties, l'équipe dirigeante de Thecamp a procédé à un ajustement de son business plan. Ce dernier, établi pour une période de 6 ans (2020 – 2025) inclut le remboursement des avances à partir de 2023.

Par ailleurs, une organisation de suivi et de comptes rendus réguliers a été mise en place entre les différents partenaires publics et Thecamp, afin de garantir la plus grande transparence sur la situation financière d'une part, l'activité et les projets de Thecamp d'autre part. Le dispositif (dont le détail figure dans l'avenant à la convention) permettra d'alerter sur d'éventuels écarts entre l'activité réelle et celle prévue.

Enfin en ce qui concerne le financement des pertes, sur la période 2018-2019, celui-ci a été assuré par la levée de fonds initiale et par un effort demandé aux banques sur le dernier trimestre 2019. Pour la période 2020-2023, Thecamp travaille sur une nouvelle levée de fonds qui fait notamment appel aux banques actuellement partenaires de Thecamp. Dans cet objectif de recapitalisation, le soutien des institutions est un élément essentiel.

La nouvelle feuille de route 2020-2023 vise à rendre son autonomie financière à Thecamp à l'horizon 2023. Elle se décompose comme suit :

– Rationalisation de l'offre en se focalisant sur le cœur d'activité « contenu »

- Pôle « Séminaires et formation » destiné au public et au privé

Construction de séminaires et de formations inter ou intra organisation sur les thèmes de l'accompagnement vers les grands changements du monde, notamment à travers des méthodologies

créatives et d'intelligence collective, d'accompagnement à la conduite de projet ou encore de formation au leadership à l'esprit d'entreprendre. En d'autres termes, cela correspond à la mise à disposition des infrastructures, des méthodologies et des experts de Thecamp à des organisations qui souhaitent opérer leur transformation digitale et/ou environnementale.

- Le pôle « Startup et innovation »

Mise en place d'un processus et mise à disposition de ressources permettant aux organisations de dépasser les freins à l'innovation (intégration d'une nouvelle unité innovante, agilité, tailles des structures impactent la capacité à innover...), afin de déployer l'expérimentation en projet viable et ainsi refermer le cercle vertueux « sensibilisation > formation > prototypage > expérimentations > mise en œuvre ».

– Ré-affirmation de l'ancrage local et de l'attractivité du campus pour le territoire

- Rendre accessible le campus au tissu économique local

Création d'une offre ACCESS destinée spécifiquement aux PME et ETI, leur permettant de bénéficier des infrastructures, du réseau et de l'offre de formation suivant un système d'abonnement, et ouvrir l'accès au fablab de Thecamp afin de pousser les activités de prototypage/modélisation précoce auprès de ce type de public, peu habitué à cette méthode d'innovation.

- Renforcement des liens avec les acteurs culturels locaux

Mise en place d'un nouvel agenda événementiel ayant pour objectif principal de faire vivre ce site et de le rendre accessible au grand public à travers des événements réguliers (concerts, représentations, cours artistiques, conférences...), renforcement des partenariats actuels (CIAM, FIAL, Château Lacoste...) et élargissement des partenariats avec d'autres acteurs du territoire en vue de faire de Thecamp un lieu culturel de référence.

– Baisse des charges qui pèsent sur l'activité principale

Le plan d'action va permettre de baisser drastiquement le niveau des charges fixes et variabiliser les charges liées à la génération de chiffre d'affaires afin de maîtriser la marge de 2020 à 2023.

Les grandes lignes directrices de cet objectif sont :

— réduire le niveau de charges (cf annexe 2 tableau des économies réalisées et prévues)

— découper et filialiser chacune des activités pour une meilleure comptabilité analytique et un compte de résultat clair par filière

— externaliser les activités non stratégiques (hôtellerie, restauration...) auprès de prestataires et ainsi transformer ces postes de dépenses en sources de revenu pour Thecamp

— se concentrer sur le cœur d'activités à savoir la formation et l'accompagnement pour renforcer l'expertise et le positionnement du campus au niveau national et européen.

Thecamp sollicite aujourd'hui de l'ensemble des institutions publiques partenaires fondateurs un décalage de la franchise de remboursement de 3 ans selon les mêmes modalités que celles stipulées dans la convention initiale, avec des premiers remboursements à partir de 2023. Une renégociation du prêt est également en cours auprès des établissements financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1511 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2014_A268 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au soutien du dossier « The Camp » ;
- La délibération n°14-1450 du Conseil Régional relative au soutien de principe du projet « Thecamp » ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 relative au soutien du dossier « Thecamp » ;

- La délibération n°2015_A014 du Conseil communautaire de la CPA du 12 mars 2015 approuvant l'octroi d'une avance remboursable à la société d'exploitation de « Thecamp » et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour l'approbation de cette convention de partenariat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la situation financière actuelle de Thecamp ne lui permet pas d'envisager le remboursement de l'avance selon l'échéancier prévu dans la convention initiale dans des conditions garantissant la pérennité de son activité ;
- Que la nouvelle proposition de business plan soumise par l'équipe dirigeante est cohérente au regard des nouveaux positionnements et choix stratégiques de Thecamp ;
- Que ces nouveaux choix stratégiques sont justifiés et vertueux au regard des premiers bilans émanant de l'évaluation de sa première année de lancement et qu'ils imposent un décalage de l'échéancier de remboursement afin de permettre leur bonne mise en place.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouvel échéancier par la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui remplace l'échéancier initial des remboursements.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant modifiant l'article 6 de la convention quadripartite initiale.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des documents, dont l'avenant modifiant la convention quadripartite initiale.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 020-7261/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) pour le financement de la phase 7 du projet de la Cité des Energies - Acquisition d'équipements scientifiques pour les plateformes technologiques du bâtiment dédié au Pôle Biosciences

MET 19/12980/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif général de la Cité des Energies est de promouvoir l'excellence de la recherche et le transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit d'améliorer la compétitivité des entreprises locales et de favoriser le développement de nouvelles filières industrielles, par un rapprochement entre recherche fondamentale de niveau international et recherche finalisée, orientée vers le marché. Elle s'inscrit à la fois dans l'objectif fixé au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) par le gouvernement, à savoir de travailler à la réindustrialisation du pays par le biais de l'innovation, inscrite dans l'Agenda

économique de la Métropole et dans la stratégie régionale de l'innovation portée par la Région Sud.

Ce projet repose sur quatre grands axes de recherche et développement (R&D) :

- Axe 1 : Solaire (*photovoltaïque, à concentration et thermique*)
- Axe 2 : Efficience énergétique dans les bâtiments méditerranéens
- Axe 3 : Bioénergies (*tendre vers la production de biocarburants à partir d'algues (3G) ou tous types de déchets contenant du carbone (2G)*)
- Axe 4 : Réseau Electrique Intelligent (*combinaison des technologies de l'énergie et du numérique afin de favoriser les économies d'énergie, mieux intégrer les énergies renouvelables sur le réseau, mieux piloter la consommation et donc réduire les factures électriques*)

Pour mener à bien ce projet qui se déroule sur plus de dix ans, un découpage en 7 phases a été défini en amont. Les phases 1 et 2 sont réalisées et les phases 3 et 4 seront finalisées en 2020, ont déjà fait l'objet de co-financements par les collectivités locales et le FEDER.

Il s'agit maintenant de réaliser la phase 7 de l'axe 3 « bioénergies ».

Phase	Participation CPA/MAMP	Programme	Axe
Phase 1	1200 k€ soldés	Viabilisation du terrain	Axes 1, 2 et 3
Phase 2	2400 k€ soldés	Bâtiment CEA Tech dit de « préfiguration », équipements mutualisés de R&D et bâtiment biomasse	Axes 1, 2 et 3
Phase 3	1500 k€ versés et 950 k€ soldé fin 1 ^{er} trimestre 2020	Bâtiment de recherche (BR) pour les équipes du BIAM (Institut de biosciences et de biotechnologies d'Aix-Marseille, ex l'IBEB), d'une surface d'environ 5655 m ² shon. Outre les équipes de recherche, le bâtiment à usage de laboratoires de recherche permettra d'héberger également des plateformes dont la plateforme Héliobiotec	Axe 3
Phase 4		Bâtiment de Recherche et Développement (R&D) – Construction du hall technologique « microalgues et platnes » réunissant les équipements de photobioréacteurs pour la culture de microalgues (CEATech DPACA) et les plateformes de culture de plantes en conditions contrôlées (phytotec, Imaplan). Ce hall technologique sera ouvert aux collaborations avec les partenaires industriels	Axe 3
Phase 5	néant	Bâtiment « méditerranéen »	Axe 2
Phase 6	167 k€ soldé	Megagrid (Flexgrid) – Projet abandonné	Axe 4
Phase 7	650 k€ en 2020/2021 sur une assiette totale de 3 470 k€	Acquisition de grands équipements scientifiques et technologiques de R&D	Axe 3

Le BIAM (Institut de Biosciences et de Biotechnologies d'Aix-Marseille)

Le BIAM Est une Unité Mixte de Recherche (UMR) composée de plus de 150 personnels issus de trois tutelles (CEA, CNRS et Aix-Marseille Université) et

spécialistes de la caractérisation des mécanismes fondamentaux d'adaptation d'organismes modèles (plantes, algues et bactéries) à leurs ressources environnementales (lumière, eau, CO₂, nutriments, métaux essentiels) ou aux contraintes environnementales et anthropiques (sécheresse, pollution du sol, radionucléides).

Les recherches développées sont internationalement reconnues et visent à apporter des connaissances fondamentales tout en contribuant aux défis sociétaux dans le domaine des bioénergies et de la protection de l'environnement.

Au-delà de sa visibilité internationale, le BIAM est également un acteur majeur de la structuration régionale de la recherche et de l'innovation impulsée par l'Université d'Aix-Marseille : il est impliqué dans le futur Institut de site AMU regroupant des laboratoires spécialisés dans le domaine des bioénergies et participe activement à la future Ecole Universitaire de Recherche (EUR) regroupant les masters de Microbiologie Moléculaire et le master Sciences et Technologie de l'Agriculture de l'Alimentation et de l'Environnement mis en place par ses enseignants chercheurs.

Les recherches sont basées sur des techniques innovantes telles que l'évolution dirigée des protéines pour des fonctions nouvelles ou améliorées, la microscopie à super résolution pour caractériser la dynamique des protéines au niveau cellulaire, la domestication de nouveaux organismes modèles de micro algues ou de bactéries pour des applications industrielles, l'application de nouvelles technologies telles que CRISP-Cas9 pour l'édition du génome, la biologie synthétique, le criblage robotisé à haut débit des plantes et des microorganismes, la biophysique pour la caractérisation des procédés photosynthétiques et les outils bioinformatiques pour l'analyse des ensembles de données de séquençage.

En outre le BIAM bénéficie d'équipements uniques tels que :

- une plateforme européenne Héliobiotec dédiée au phénotypage des micro algues,
- une plateforme nationale Phytotech dédiée à la culture et au suivi de la croissance des plantes en conditions contrôlées,
- une plateforme Zoom dédiée à l'imagerie cellulaire,
- une plateforme Protein Tech dont l'objectif est de permettre la caractérisation moléculaire des protéines d'intérêt,
- l'ensemble étant hébergé dans un bâtiment de plus de 750 m² dont la livraison est prévue en avril 2020.

CEA Tech PACA

La mission de cette unité composée d'une trentaine de salariés, est d'accompagner la démarche d'innovation et du transfert technologique vers les entreprises via des plateformes applicatives :

- la plateforme de R&D « Bioprocédés Micro algues », dédiée à l'étude des bioprocédés de production de biomasse de 3ème génération (algues et cyanobactéries photosynthétiques) est de :

- réaliser du transfert d'innovation vers les entreprises productrices de micro algues, dont la majorité est située dans les régions du sud (La Région Sud, l'Occitanie, mais aussi l'Espagne, le Portugal, l'Italie et le Maghreb),
- jouer un rôle d'interface envers les entreprises utilisatrices de micro algues, dans une logique de développement d'une filière,
- dynamiser la conversion du bassin de la zone industrialo portuaire d'Aix-Marseille Métropole, au travers de sa participation à des projets collaboratifs emblématiques comme Vasco2.

Association du BIAM et du CEA Tech PACA

Cette association, sur le site de la Cité des Energies, représente une force unique dans le domaine des micro algues permettant de lever des verrous scientifiques liés à l'ingénierie de souches optimisées pour la production de composés à haute valeur ajoutée, tout en développant des approches de génie des procédés pour le développement de prototypes à grande échelle et en conditions préindustrielles.

Cette recherche qui recouvre l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les approches fondamentales jusqu'au pilote industriel, s'inscrit dans les domaines de la valorisation de la biomasse, la chimie verte, la bio-remédiation, la nutrition et les biocarburants.

Par ailleurs, pour créer les conditions favorables au développement d'un plateau de R&D et structurer des projets innovants conjoints, il a été décidé de construire un ensemble de bâtiments permettant d'assurer un continuum de recherche et innovation allant jusqu'à des TRL 5-7.

L'échelle des TRL (Technology Readiness Levels) est un outil structurant pour la gestion de l'innovation, notamment pour le financement public, pour lequel elle propose un référentiel commun entre le financeur et le financé. Ils constituent une échelle d'évaluation de la maturité d'une technologie, allant de 1 à 9. Pour franchir un nouveau TRL, des critères techniques doivent être respectés, et ce pour chaque niveau. Ils ont un intérêt pour le management de l'innovation, notamment pour la gestion de la R&D, le transfert technologique, le financement de l'innovation et les projets collaboratifs.

Ces bâtiments sont physiquement et scientifiquement positionnés pour promouvoir des interfaces entre les thématiques développées par les équipes de recherche fondamentale du BIAM et les projets collaboratifs menés par CEA Tech PACA impliquant des acteurs institutionnels et industriels en région.

L'investissement demandé par le CEA concerne l'acquisition d'équipements de R&D de haute technologie permettant de couvrir la recherche amont indispensable à la découverte d'éléments scientifiques de rupture et la recherche aval dédiée à l'exploitation de ces connaissances.
Ces équipements se répartissent selon les plateformes suivantes :

-Renforcement des plateformes d'analyse telles que définies dans le dossier FEDER :

- Phytotech : installation dans le nouveau bâtiment de phytotrons dédiés à la culture des végétaux en conditions contrôlées,
- Héliobiotech : achat de nouveaux photobioréacteurs de petits volumes dédiés au phénotypage des souches ainsi que d'un spectromètre de masse de type Q-trap dédié à la lipidomique,
- ProteinTech : achat de deux systèmes robotisés dédiés à la compréhension des mécanismes et des voies métaboliques impliquées par la caractérisation moléculaire de protéines d'intérêt via une approche à moyen débit,
- ZOOM : montée en gamme et en résolution des systèmes d'imagerie confocale permettant la caractérisation des processus métaboliques étudiés via leur localisation.

-Renforcement de la Plateforme Bioprocédés Microalgues dans le cadre de l'Appel à Projets Recherche Régional déposé en février 2019 auprès du Conseil Régional avec l'extension de la serre et l'acquisition de nouveaux équipements sur les thématiques biorémédiation, économie circulaire, chimie biosourcée et jusqu'aux bioproduits nécessaires à la montée en puissance de l'activité au profit des partenaires industriels :

- Photobioréacteurs ouverts de type raceways, équipés de capteurs permettant de suivre en temps réel la croissance des microalgues et l'assimilation des nutriments,
- Centrifugeuse,
- Filtre à bande pressante,
- Pilote décanteur-aéroflottateur,
- Incubateurs
- Cellule de mesure de gaz et activité photosynthétique,
- Broyeur,
- Homogénéisateur,
- Chaines de chromatographie

Pour le financement de cette phase du projet sur 2019/2021 qui représente une assiette totale estimée à 3 470 000 €, le CEA sollicite une subvention d'investissement de 650 000 € (18.73 %) de la Métropole Aix-Marseille Provence / Territoire du Pays d'Aix : 560 000 euros en 2020 sous réserve du vote du budget 2020 et 90 000 euros en 2021 sous réserve de l'adoption du budget 2021.

Le reste des dépenses devrait être couvert par les cofinanceurs selon le tableau détaillé suivant :

Unités	Plateform es	Tri	Equipement s	2019		2020		2021		TOTAL	
				Dde CEA	Financemen t	Dde CEA	Financeme nt	Dde CEA	Financeme nt	Dde CEA	Financemen t
BIAM/Drf	Héliobiotec	1 à 3	Spectro Q-TRAP	330	CPER 2015/2020					330	Région = 400 k€
	Héliobiotec		Fermenteurs					300	300	DRRT = 550 k€	
	Phytotec		Phytotrons	980	Région = 400 k€ DRRT = 550 k€		MAMP= 360 K€			980	MAMP=360 K€
	ProteinTEC		Système octet red 96			270				270	
	ProteinTEC		Robot pipeteur			250	Autres financeurs = 520 k€			250	Autres financeurs = 1220k€
	ZOOM		Imagerie laser					400		400	
Total BIAM				1 310	950	520	880	700	700	2 530	2530
CEATech/Drt	Bioprocédés Micro Algues	3 à 5	Extension serre+Equipements tranche 1	320	150 k€ (sub Région AAP Recherche) + 170 k€ par le CD13		150 k€ (sub Région AAP Recherche) + 180 k€ par le CD13			320	Région = 300 k€ CD13 = 350 k€
			Equipements tranche 2			300	MAMP = 200 K€	320	MAMP = 90 K€	620	MAMP=290 K€
Total CEATech				320	320	300	530	320	90	940	940
TOTAL				1640	1270	820	1410	1020	790	3470	3470

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A070 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 relative à la délibération cadre pour les participations de la CPA aux opérations inscrites au CPER 2015-2020
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir le CEA dans la mise en œuvre du projet de la Cité des Energies, partie prenante de l'OIR « Energie de demain » et comme composante d'un projet structurant pour le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, au CEA une subvention d'investissement de 650 000 euros pour l'acquisition d'équipements pour les plateformes Héliobiotec, Phytotec et Bioprocédés Micro Algues.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de la subvention pour la phase 7.

Article 3 :

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire : nature 4581, fonction 61, Autorisation de Programme DI371AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 021-7262/19/BM

**■ Attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'association Team Henri-Fabre - Approbation d'une convention
MET 19/13482/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses projets d'aménagement de Parcs d'activités à Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la filière aéronautique afin de permettre l'accueil de fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises souhaitant développer des relations commerciales et des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-D'azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM signifiant Technologies et Expertise en Advanced Manufacturing) :

L'Association a pour objet de structurer le tissu industriel sur le modèle d'entreprise étendue: plus collaboratif, multi-filières et favorisant l'innovation. L'objectif poursuivi étant l'amélioration de la compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et notamment des PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et l'animation de pôles d'excellence en Advanced Manufacturing, dans les domaines de la mécanique, des matériaux, des procédés et de l'ingénierie numérique et virtuelle.

L'Association permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'Association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social. L'Association favorise l'innovation collective et la mise en place de toutes actions transverses favorisant la performance industrielle entre les acteurs des filières « marché » présentes en Provence-Alpes-Côte-d'azur au travers, notamment :

- d'une mutualisation de moyens ;
- d'une mise à disposition d'expertise ;
- d'un accompagnement des acteurs dans leur projet de croissance ;
- d'une mise en réseau pour favoriser les opportunités de business, d'alliances ou de montée en gamme ;
- et d'une offre de formation adaptée.

L'Association développe une offre de services pour les grandes entreprises et les PME sur les axes suivants : intelligence industrielle et partenariats ; expertise technique et performance industrielle ; plateformes technologiques.

L'Association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec : - l'aménagement du territoire ; - la formation et le développement des compétences ; - l'attractivité et la promotion à l'international.

Dans le cadre de son activité d'offre de services, d'offre de formation et de sous-location, l'association peut réaliser des prestations de service à but lucratif. Les membres s'engagent à concourir à la réussite de l'association. L'association peut réaliser tout acte civil ou commercial se rattachant directement ou indirectement à son objet. Une convention avec la SAS Inovsys permet de définir les conditions de fonctionnement entre ces 2 structures.

L'année 2019 a été riche en projets aboutis ou en cours de l'être :

L'un des grands défis a été l'ouverture de la nouvelle plateforme « numérique au service de l'industrie ». Cette 4ème plateforme du Technocentre Henri-Fabre développe des projets dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la réalité virtuelle, permettant de consolider un écosystème de PME du numérique autour de besoins de donneurs d'ordre. Elle permet également d'accueillir des délégations et organiser des événements dans des locaux adaptés.

Dans le cadre du projet PERF Henri-Fabre, les premières promotions sur des formations innovantes comme la 3D ont connu un grand succès auprès des industriels, en particulier pour les PME partenaires de ces programmes.

Le projet de Technocentre V2 est maintenant lancé. Il est essentiel pour poursuivre le développement des activités de l'association : accueillir de nouvelles plateformes mais aussi de nouvelles PME innovantes. Il permettra enfin d'affirmer un positionnement au niveau national parmi les structures d'innovation reconnues et d'accompagnement des entreprises.

En 2020, la volonté est de continuer le travail entrepris et de développer de nouveaux axes. Ses actions porteront sur 3 volets :

Volet 1 - Innovation : développer le sourcing technologique

La TEAM Henri-Fabre s'engage auprès des PME/TPE et start-up régionales à favoriser l'innovation en facilitant son travail d'identification des technologies clés de l'industrie 4.0 permettant de renforcer la compétitivité du territoire dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'énergie, du transport, du naval et du biomédical.

Axe 1 : Consolidation de la feuille de route technologique régionale en mécanique, matériaux, procédés et ingénierie numérique pour répondre aux futurs besoins des Donneurs d'Ordres (DO) et des Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI).

A mi 2019, la structuration de la feuille de route technologique Henri-Fabre a été enrichie afin de mieux répondre aux enjeux de l'intégration des dernières avancées des technologies numériques à tous les niveaux de la chaîne de valeur. Les plans d'actions à mener sur chaque thème technique ont été approfondis, comme notamment pour le thème revêtements fonctionnels innovants et la fabrication additive. Cette feuille de route est mise en cohérence avec celles des autres initiatives nationales comme par exemple les IRT (interfaçage régulier avec l'IRT M2P de Metz, l'IRT Saint Exupéry de Toulouse et l'IRT Jules Verne de Nantes).

Axe 2 : Mettre à disposition des industriels des plateformes mutualisées sur le Technocentre pour soutenir le développement des technologies prioritaires et aider les entreprises du tissu économique local à monter en compétences sur ces technologies.

En 2019, les plateformes du Technocentre ont poursuivi leur développement notamment sur les axes fabrication additive et revêtements innovants. Les synergies avec la start-up 3DMedLab hébergée au Technocentre avaient, en 2018, contribué à placer la plateforme au premier plan à l'échelle nationale. L'arrivée de nouvelles machines et l'hébergement de la société Témisth ont conforté cette position tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour 2020. La

plateforme de services avancés à l'industrie a initié sa montée en puissance en 2019, en particulier sur les aspects de l'analyse de donnée, de l'intelligence artificielle au service de l'aide à la décision et de l'usage de la blockchain. L'IoT et l'usage de la réalité augmentée seront progressivement dotés de moyens à partir de 2020.

Le développement de la plateforme fabrication additive existante passera en 2020 par la mutualisation des moyens et des expertises sur la base du parc en place, tout en intégrant des formes prometteuses de technologie additive (Cold Spray, Binder Jetting). L'intégration de nouveaux moyens robotisés pour la fonctionnalisation des 6 surfaces renforcera l'offre de la plateforme dédiée aux revêtements innovants.

Axe 3 : Promouvoir et accompagner la réalisation de projets innovants, en lien avec l'ensemble des structures d'aide au développement économique régional.

A fin 2019, 25 projets collaboratifs ont été engagés ou initiés. En 2020, de nouvelles pistes de projets seront explorées et instruites sur les thèmes de la feuille de route technologique TEAM Henri-Fabre.

La seconde phase du projet de supply-chain agile sera engagée en 2020. La première phase, achevée fin 2019, démontre la faisabilité et l'intérêt technico-économique de procédés de fabrication rapide pour produire des pièces de rechange au service de divers secteurs industriels (auprès des donneurs d'ordre partenaires : ADF, AIRBUS Hélicopters, ArcelorMittal, EDF, NAVAL GROUP, ORANO, RENAULT, SNCF, TOTAL). Cette seconde phase vise à qualifier les filières de fabrication rapide qui auront été jugées les plus pertinentes, puis en préparer le déploiement industriel. Ce projet s'appuiera sur un financement privé / public de type PIA.

Volet II - Candidature aux labels accélération et diffusion.

Les « territoires d'industrie » sont les fers de lance de la réindustrialisation française. Lancés à l'automne 2018 par le Premier Ministre, ces territoires sont au coeur d'un nouveau dispositif de reconquête industrielle. Pour la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, la zone Aix-Rousset-Gardanne / Istres-Fos-Marignane-Etang de Berre est au coeur du dispositif.

En 2019, la TEAM Henri-Fabre a entrepris un travail de positionnement sur deux labels en faveur de la transformation vers l'industrie du futur.

La première année a été consacrée à la candidature, la communication de ces labels et à la phase d'accompagnement pour les obtenir.

En 2020, l'association souhaite continuer ce travail en mettant en place les outils nécessaires pour assoir sa légitimité à les obtenir.

- Candidature : Centre d'Accélérateur sur l'Industrie du Futur

Le Technocentre Henri-Fabre basé à Marignane serait le lieu Totem, catalyseur dédié à l'accélération de l'industrie du futur. Regroupant à la fois des industriels de toutes tailles, le monde de la recherche, de la formation et les acteurs économiques, le Technocentre est un lieu de prototypage, d'intégration de technologies innovantes permettant le déploiement dans les PME et ETI des technologies et méthodes de l'industrie du futur et assurant aux grands groupes une innovation permanente.

Cette plateforme d'accélération du futur doit contribuer à la montée en gamme des entreprises.

L'équipe de TEAM Henri-Fabre, aux côtés de ses partenaires fondateurs et des acteurs publics, va s'organiser en 2020 afin de finaliser la construction de l'offre d'accélérateur pour répondre au cahier des charges de la candidature et ainsi être retenue comme structure pilote.

Par ailleurs, dans cette même mouvance, la TEAM Henri-Fabre, aux côtés de l'UIMM et du CETIM, a répondu à l'appel à projet de RISING SUD « Parcours Sud Industrie 4.0 ».

Ce projet a pour but d'aider la reconquête industrielle du territoire par l'accompagnement de TPE/PME avec des pools d'experts dans les domaines de l'industrie du futur. Véritable consortium d'opérateurs partenaires, la TEAM Henri-Fabre propose son expérience et son expertise pour apporter son soutien dans cette démarche.

L'accompagnement portera en 2020 sur :

- La réalisation d'un premier diagnostic 360° industrie du futur,
- L'élaboration d'un plan de transformation vers l'industrie du futur,
- Le soutien individualisé par des experts/consultants dédiés de la mise en oeuvre du plan de transformation préalablement élaboré et validé par l'entreprise sur les briques de l'AIF,
- Le soutien sur les enjeux de transition énergétique et écologique (notamment en lien avec l'économie circulaire et l'éco-efficience telles que définies par le référentiel) et d'Intelligence Artificielle,
- Le soutien par du conseil en ingénierie financière pour accélérer le passage à l'investissement.

Également, en tant que lieu d'accélération, le Technocentre a vocation à diffuser et faire rayonner l'industrie du futur. C'est l'objet du second label de l'année explicité ci-dessous.

- Candidature : Cellule de Diffusion Technologique (CDT)

L'association TEAM Henri-Fabre s'est engagée en parallèle dans une démarche de labélisation CDT.

La Cellule de Diffusion Technologique a une mission d'intérêt général et a pour vocation d'assister directement les entreprises et plus particulièrement les PME dans la définition de leurs besoins, en participant au développement de leurs activités par le biais de l'innovation et de la technologie mais

également en s'appuyant sur des réseaux de compétences.

Elle assure quatre types d'interfaces :

- une interface technique, en mettant en relation l'entreprise avec les centres de compétences (centres techniques, laboratoires de recherche) ;
- une interface fonctionnelle, en sensibilisant et en faisant en sorte que l'entreprise s'approprie les méthodes et compétences qui accompagnent leur développement technologique
- une interface sectorielle, en ouvrant l'entreprise à des secteurs industriels complémentaires (diversification)
- une interface publique, en assurant le lien entre l'entreprise et les dispositifs d'aide publiques.

L'association attend un retour fin janvier 2020 de sa candidature désormais en cours de contrôle par l'AFNOR. Ce label serait une reconnaissance officielle du professionnalisme de TEAM Henri-Fabre, interface entre PME, Donneurs d'Ordres et les centres de compétences (universités, laboratoires de recherche, centres techniques, etc.).

Volet III - Animation du groupe de travail PERF Henri-Fabre et autres projets formation.

L'année 2017 a été marquée par l'obtention du Programme d'Investissements d'avenir « Plateforme Emploi-RH-Formation ou « PERF Henri-Fabre » s'inscrivant dans une dynamique de renouveau sur la formation de demain avec un consortium composé du CFAI, du Rectorat, du Lycée Jean Perrin sur Marseille, du Lycée Rouvière sur Toulon, de l'ENSAM et du CIPEN. TEAM Henri-Fabre est le pilote du programme.

En parallèle TEAM Henri-Fabre s'est engagé dans d'autres projets afin de promouvoir les nouvelles techniques de formation, les formations de demain et les acteurs de la formation du territoire.

L'association Team-Henri Fabre a bénéficié d'une subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 85 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Afin de permettre le développement de son offre de projets collaboratifs à destination des PMI, il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 85.000 euros à l'association TEAM Henri-Fabre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu majeur que représente le projet Henri Fabre pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi, et conformément aux objectifs stratégiques exprimés dans le cadre de l'Agenda du Développement économique métropolitain.
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 85.000 euros au titre de l'année 2020 à l'association TEAM Henri-Fabre sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et de ses Etats Spéciaux du territoire pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association TEAM Henri-Fabre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au budget principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions aux autres

personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

ECO 022-7263/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13506/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) créée le 5 septembre 2014, entend contribuer au développement économique de la Zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain. Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique.

Cette association regroupe naturellement les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin mais également des industriels hors plateforme (comme TOTAL) et d'autres structures (CCIMP, Région Sud PACA, CEA Tech, ADEME, etc.) contribuant à développer l'écologie industrielle.

L'association PIICTO a notamment pour objet de :

- développer l'écologie industrielle en élaborant des projets communs visant à l'optimisation des activités industrielles, la mutualisation de services et des synergies opérationnelles, pour les acteurs existants et les futurs entrants,
- développer des activités industrielles et ainsi préparer l'accueil de nouvelles activités en établissant une stratégie de développement et d'innovation en accord avec les missions du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), issues de la loi de réforme portuaire de 2008, notamment pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles, et pour leur promotion,
- mettre en place une gouvernance commune basée sur une charte de management HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), pour cadrer la réglementation dite «PPRT» (Plan de Prévention des Risques Technologiques) appliquée aux plateformes industrielles, l'expérimentation dite «ZIEE» (Zones d'Intérêt Economique et Ecologique) et les modalités d'accueil et de services à proposer aux nouveaux entrants,

- être force de propositions en termes d'innovation réglementaire permettant un développement optimisé et densifié de la plateforme.

L'association PIICTO est composée :

- de membres actifs qui représentent les entités implantées sur la zone ainsi que les propriétaires fonciers de la zone,
- et de membres qualifiés, lesquels sont des personnes physiques ou morales susceptibles d'apporter aux membres actifs un appui en termes d'expertise technique, financière ou juridique.

Par délibération n° ECO 013-1787/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association PIICTO en tant que membre qualifié et a réglé un montant de cotisation de 1 000 €. La Métropole a ensuite décidé de renouveler son adhésion à cette association pour 2018 par délibération n° ECO 039-3923/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 et pour 2019 par délibération n° ECO 036-5579/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

Compte tenu du maintien des objectifs poursuivis par l'association PIICTO, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association, en qualité de membre qualifié, pour l'exercice 2020.

Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le renouvellement de cette adhésion et sur le règlement du montant de cotisation fixé à 1 000 € pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 013-1787/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion à l'association PIICTO et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n° ECO 039-3923/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement d'adhésion à l'association PIICTO et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n° ECO 036-5579/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019

portant renouvellement d'adhésion à l'association PIICTO et paiement de la cotisation 2019 ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) entend contribuer au développement économique de la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain ;
- Que son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique ;
- Que compte tenu de sa compétence en matière de développement économique, le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association présente un intérêt certain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), en tant que membre qualifié, ainsi que le paiement de la cotisation annuelle 2020 pour un montant de 1000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-7264/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association PIICTO pour l'année 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13655/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), créée le 05 septembre 2014, entend contribuer au développement économique de la Zone industrielle-portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain.

Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique.

Cette association regroupe naturellement les entités implantées dans le périmètre de la Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin mais également des industriels hors plateforme (comme TOTAL) et d'autres structures (CCIMP, Région Sud PACA, CEA Tech, ADEME...) contribuant à développer l'écologie industrielle.

L'association PIICTO, a notamment pour objet de :

- développer l'écologie industrielle en élaborant des projets communs visant à l'optimisation des activités industrielles, la mutualisation de services et des synergies opérationnelles, pour les acteurs existants et les futurs entrants,
- développer des activités industrielles et ainsi préparer l'accueil de nouvelles activités en établissant une stratégie de développement et d'innovation en accord avec les missions du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), issues de la loi de réforme portuaire de 2008, notamment pour l'aménagement et la gestion des zones industrielles, et pour leur promotion,
- mettre en place une gouvernance commune basée sur une charte de management HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), pour cadrer la réglementation dite «PPRT» (Plan de Prévention des Risques Technologiques) appliquée aux plateformes industrielles, l'expérimentation dite «ZIEE» (Zones d'Intérêt Economique et Ecologique) et les modalités d'accueil et de services à proposer aux nouveaux entrants,
- être force de propositions en termes d'innovation réglementaire permettant un développement optimisé et densifié de la plateforme.

En outre, l'association PIICTO souhaite mener deux actions spécifiques en 2020 :

- Réalisation d'une étude de pré-faisabilité technique et économique de valorisation de vapeur fatale sur la plateforme sur la base des industries existantes et de celles en cours d'implantation sur la plateforme (approche prospective). Cette étude permettra d'objectiver le(s) scénario(ii) de valorisation de vapeur fatale et de décarbonatation significative des

activités industrielles présentes et à venir, afin d'optimiser la compétitivité des industriels et d'accroître l'attractivité de la plateforme (concrétisation du plug and play et de réseaux d'utilités performants).

- Création de nouvelles solutions de valorisation, de vecteurs de communication des trajectoires socio-économiques de la plateforme et alimentation du projet stratégique de l'association. Cette action consistera à dresser un bilan des 5 années d'existence de PIICTO, à communiquer et démontrer la valeur ajoutée de PIICTO et anticiper l'avenir en proposant une ambition et une feuille de route stratégique à l'échéance 2025.

Pour ces 2 actions, il est précisé que PIICTO s'appuiera sur une expertise externe, toutefois les travaux en découlant seront suivis par le Secrétaire Général de PIICTO et validés par les instances de gouvernance de l'association (Bureau, Conseil d'Administration et Assemblée Générale) en fonction du respect des éléments figurant dans le cahier des charges de la mission externalisée et de la qualité du contenu du livrable.

Pour la réalisation des objectifs conformes à son objet social et des deux actions spécifiques, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation des objectifs de l'association et des deux actions spécifiques pour l'année 2020, par l'octroi d'une subvention de 32 000 €, représentant 10.35 % d'un BP de 309 200 € HT.

La subvention sera répartie comme suit :

- 22 000 € pour le fonctionnement, représentant 10,04 % du budget prévisionnel global 2020 de PIICTO s'élevant à 219 200 € HT.

- 5 000 € pour une étude de pré-faisabilité technique et économique de valorisation de vapeur fatale sur la plateforme, représentant 9,9 % du budget prévisionnel de l'action s'élevant à 55 000 € HT.

- 5 000 € pour la création de nouvelles solutions de valorisation, de vecteurs de communication des trajectoires socio-économiques de la plateforme et alimentation du projet stratégique de l'association, représentant 14,28 % du budget prévisionnel de l'action s'élevant à 35 000 € HT.

Il appartient donc aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution d'une subvention totale de 32 000 € HT pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) entend contribuer au développement économique de la Zone Industriale-Portuaire de Fos-sur-Mer ainsi que du territoire métropolitain ;
- Que son objectif est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur cette zone, selon des logiques d'écologie industrielle et d'économie circulaire, et de permettre l'implantation et le développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de compétitivité, d'attractivité territoriale et d'innovation économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de 32 000 euros à l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO) pour l'exercice 2020, répartie comme suit :

- 22 000 euros imputés sur l'Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence
- 10 000 euros (5000 euros par action) imputés sur le Budget principal métropolitain

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée relative à l'octroi de ladite subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal métropolitain Sous Politique B370
- Chapitre 65 - Nature 65748 - Fonction 61 ;
- l'État Spécial du Territoire Istres-Ouest Provence, Chapitre 65 - Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-7265/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'entreprise Eranova pour la réalisation d'un projet immobilier lié au démonstrateur préindustriel Alguex - Approbation d'une convention MET 19/13741/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son Agenda du Développement Economique et notamment du soutien à la filière d'excellence « Energie & Environnement », la Métropole ambitionne d'aider au développement d'une filière « Algues » sur son territoire en raison des nombreux atouts dont elle dispose (ensoleillement, facilité d'accès à l'eau douce ou salée, récupération du CO₂ des fumées industrielles, compétences en R&D locales,...). Le projet de démonstrateur préindustriel Alguex porté par la société Eranova pourrait en être la première brique.

Eranova est une start-up créée en 2016 au Bourget du Lac en Savoie, sous la forme juridique d'une SAS, dont l'activité est le développement de nouveaux

polymères biosourcés, durables ou biodégradables, utilisant un amidon d'origine non vivrier produit à partir d'algues.

La SAS Eranova, lauréate 2017 des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) de l'ADEME, est financée pour la phase de pré industrialisation, projet dénommé ALGUEX.

Suite à des essais concluants en laboratoire, Eranova souhaite construire un démonstrateur préindustriel pour sa solution, avant un passage à l'échelle industrielle.

Ce démonstrateur vise à produire de l'amidon algal à partir de macro-algues d'échouage; l'amidon issu de ce démonstrateur sera utilisé dans des formulations de plastiques biosourcés destinés à fabriquer des emballages en conformité avec les nouvelles réglementations sur les sachets à usage unique et les barquettes.

Le site sera équipé de différents bassins à ciel ouvert de production de macro-algues, de deux serres photovoltaïques abritant deux bassins et un bâtiment d'exploitation dit bâtiment d'extraction, regroupant les bureaux et le laboratoire.

Ce démonstrateur permettra :

- le développement des technologies de production de macro algues, d'enrichissement en polysaccharides (amidon) des algues et d'extraction de polymère algal destiné aux bioplastiques (par craquage enzymatique – brevet Eranova), et de la formulation de différentes résines de plastiques biosourcés (brevet Eranova) ;
- la commercialisation d'algues fraîches et de co produits d'extraction algale ;
- la commercialisation de résines biosourcées à 45% minimum et compostables, afin de répondre aux exigences de la loi TECV, destinées à un marché des emballages flexibles tels que les films et les sacs et pour des applications d'injections (containers, flacons, pots, containers à déchets, etc.).

Compte tenu de sa vocation de validation technologique, le démonstrateur Alguex ne sera, à terme, qu'utilisé de manière limitée par Eranova. Dès lors, la société a proposé, conjointement avec le CEA Tech, la création d'une plateforme collective et ouverte, dénommée NOVA-ONE, constituée du démonstrateur et d'autres équipements, afin de permettre à des tiers de venir réaliser des tests et essais (cultures d'algues, extraction végétale...).

La plateforme sera animée par une société d'exploitation à vocation commerciale, filiale d'Eranova, au capital de laquelle d'autres investisseurs pourraient intervenir. Concrètement, cette dernière commercialiserait deux types de services: de la

location au m² de bassin de culture d'algues et des prestations liées à l'utilisation du démonstrateur.

L'objectif du projet NOVA-ONE est de valoriser un équipement industriel majoritairement financé par un acteur privé, au sein d'un projet public/privé structurant pour une filière d'avenir.

La plateforme NOVA-ONE pourrait être une brique décisive dans le développement de la filière algues et dans la croissance d'autres applications (naturalité, thérapies innovantes...) en région Sud et notamment sur le territoire métropolitain.

De plus, Eranova met d'ores et déjà en perspective la phase industrielle qui nécessitera un site de 50 hectares et un investissement de 27 millions d'euros et une perspective de 60 emplois.

Le projet est situé sur un terrain cadastré section DO n° 742 pour partie, d'une surface de 13 050 m², dans la Zone Industriale Portuaire de Fos-sur-Mer, Avenue de Gloria – Port Tellines à Port St Louis du Rhône. Eranova a déjà obtenu :

- un permis de construire délivré par le Maire de Port Saint Louis du Rhône, le 12 décembre 2018 ;
- les autorisations au titre de l'environnement ;
- une convention de 5 ans renouvelable 2 fois (soit un bail de 15 ans) signée avec le Grand Port Maritime de Marseille-Fos (GPMF), propriétaire des terrains.

La SAS Eranova portera la totalité de l'investissement immobilier qui s'élève à 1 384 000 euros HT de dépenses éligibles comprenant :

- 874 000 euros HT pour la construction d'un bâtiment de 400 m² (surcoût des fondations liées à la qualité des sols),
- 510 000 euros HT pour les VRD et le terrassement de la parcelle hors bâtiment.

Les aides financières perçues par la société Eranova de la part des financeurs publics (ADEME, BPL, Conseil Régional PACA) ne concernent pas les investissements immobiliers. Eranova aura donc recours à de l'emprunt pour la réalisation de son programme immobilier.

Le bâtiment sera conçu en Haute Qualité Environnementale (HQE) avec l'installation de panneaux photovoltaïques visant l'autoconsommation du site.

Le siège social de la société sera déplacé sur la Métropole à Port St Louis du Rhône, dès la fin des travaux. En termes d'emplois, la phase démonstrateur devrait permettre de créer 7 emplois à 13 emplois directs sur le territoire métropolitain.

Le calendrier prévu pour Alguex est le suivant :

- Début des travaux : décembre 2019

- Fin des travaux : 1^{er} semestre 2020 et lancement du démonstrateur
- 2021/2022 : phase 2 - industrialisation Nova-One

Sur 2019 et 2020, le coût total du projet Alguex s'élève à : 5,7 M€ dont 3,3 M€ d'investissement répartis ainsi 1.384.000 euros HT liés au projet immobilier et 1.916.000 euros HT liés aux équipements nécessaires au démonstrateur

Selon le plan de financement prévisionnel communiqué par Eranova et joint en annexe, le financement du projet est assuré par une augmentation de capital, un emprunt bancaire et l'obtention de financements privés auprès de Total Développement Régional et publics auprès de l'ADEME et de la Région sous forme de subventions et/ou d'avances remboursables.

Le démonstrateur préindustriel Alguex présente un fort intérêt dans la mesure où il :

- relève de l'économie circulaire avec une solution de valorisation d'un déchet qui coûte cher à la collectivité ;
- constitue une brique d'une future filière « Algues » sur le territoire, qui est stratégique dans les domaines de la santé, la cosmétique, l'environnement et l'énergie.

La Société Eranova sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence 350.000 euros de subventions pour lui permettre de boucler son plan de financement sur 2019 et 2020.

La Métropole propose de répondre à cette sollicitation par l'attribution d'une subvention à hauteur de 250.000 euros au titre de deux dispositifs :

- 120.000 euros au titre de l'aide à l'immobilier, objet du présent rapport ;
- 130.000 euros au titre de l'aide aux démonstrateurs préindustriels de la transition énergétique et de l'écologie industrielle, qui fait l'objet d'un rapport distinct et sera financée sur le Budget Principal Métropolitain.

Mis en place par la Métropole en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

Il est donc proposé une subvention de 120.000 euros soit 8,7 % du budget global éligible qui s'élève à 1.384.000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- Le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n°ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir le développement d'une filière « Algues » sur le territoire qui contribue à apporter des solutions dans les domaines de la santé, la cosmétique, l'environnement et l'énergie.
- L'intérêt du projet de démonstrateur préindustriel Alguex comme une des premières briques de cette filière et également dans la perspective de sa transformation en plateforme au service des PME de la filière, projet Nova-One.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention d'investissement de 120 000 euros à la SAS Eranova pour la réalisation du démonstrateur préindustriel Alguex sur le site des Tellines à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Sous réserve du vote du budget 2020, les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 et 2020 en section d'investissement Chapitre 2017502300 - Nature 20422 - Opération 2017502300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 025-7266/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'entreprise Eranova pour la réalisation du démonstrateur préindustriel Alguex- Approbation d'une convention
MET 19/14015/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son Agenda du Développement Economique et notamment du soutien à la filière d'excellence « Energie & Environnement », la Métropole ambitionne d'aider au développement d'une filière « Algues » sur son territoire en raison des nombreux atouts dont elle dispose (ensoleillement, facilité d'accès à l'eau douce ou salée, récupération du CO2 des fumées industrielles, compétences en R&D locales,...). Le projet de démonstrateur préindustriel ALGUEX porté par la société ERANOVA pourrait en être la première brique.

ERANOVA est une start-up créée en 2016 au Bourget du Lac en Savoie, sous la forme juridique d'une SAS, dont l'activité est le développement de nouveaux polymères biosourcés, durables ou biodégradables, utilisant un amidon d'origine non vivrier produit à partir d'algues.

La SAS ERANOVA, lauréate 2017 des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) de l'ADEME, est financée pour la phase de pré industrialisation, projet dénommé ALGUEX.

Suite à des essais concluants en laboratoire, ERANOVA souhaite construire un démonstrateur préindustriel pour sa solution, avant un passage à l'échelle industrielle.

Ce démonstrateur vise à produire de l'amidon algal à partir de macro-algues d'échouage; l'amidon issu de ce démonstrateur sera utilisé dans des formulations de plastiques biosourcés destinés à fabriquer des emballages en conformité avec les nouvelles réglementations sur les sachets à usage unique et les barquettes.

Le site sera équipé de différents bassins à ciel ouvert de production de macro-algues, de deux serres photovoltaïques abritant deux bassins et un bâtiment d'exploitation dit bâtiment d'extraction, regroupant les bureaux et le laboratoire.

Ce démonstrateur permettra :

- le développement des technologies de production de macro algues, d'enrichissement en polysaccharides (amidon) des algues et d'extraction de polymère algal destiné aux bioplastiques (par craquage enzymatique – brevet ERANOVA) et de la formulation de différentes résines de plastiques biosourcés (brevet ERANOVA) ;
- la commercialisation d'algues fraîches et de co produits d'extraction algale ;
- la commercialisation de résines biosourcées à 45% minimum et compostables, afin de répondre aux exigences de la loi TECV, destinées à un marché des emballages flexibles tels que les films et les sacs et pour des applications d'injections (containers, flacons, pots, containers à déchets, etc.).

Compte tenu de sa vocation de validation technologique, le démonstrateur ALGUEX ne sera, à terme, qu'utilisé de manière limitée par ERANOVA. Dès lors, la société a proposé, conjointement avec le CEA Tech, la création d'une plateforme collective et ouverte, dénommée NOVA-ONE, constituée du démonstrateur et d'autres équipements, afin de permettre à des tiers de venir réaliser des tests et essais (cultures d'algues, extraction végétale...).

La plateforme sera animée par une société d'exploitation à vocation commerciale, filiale d'ERANOVA, au capital de laquelle d'autres investisseurs pourraient intervenir. Concrètement, cette dernière commercialiserait deux types de services: de la location au m² de bassin de culture d'algues et des prestations liées à l'utilisation du démonstrateur.

L'objectif du projet NOVA-ONE est de valoriser un équipement industriel majoritairement financé par un acteur privé, au sein d'un projet public/privé structurant pour une filière d'avenir.

La plateforme NOVA-ONE pourrait être une brique décisive dans le développement de la filière algues et dans la croissance d'autres applications (naturalité, thérapies innovantes...) en région Sud et notamment sur le territoire métropolitain.

De plus, ERANOVA met d'ores et déjà en perspective la phase industrielle qui nécessitera un site de 50 hectares et un investissement de 27 millions d'euros et une perspective de 60 emplois.

Le projet est situé sur un terrain cadastré section DO n° 742 pour partie, d'une surface de 13 050 m², dans la Zone Industriale Portuaire de Fos-sur-Mer, Avenue de Gloria – Port Tellines à Port St Louis du Rhône. ERANOVA a déjà obtenu :

- un permis de construire délivré par le Maire de Port Saint Louis du Rhône, le 12 décembre 2018 ;
- les autorisations au titre de l'environnement ;
- une convention de 5 ans renouvelable 2 fois (soit un bail de 15 ans) signée avec le Grand Port Maritime de Marseille-Fos (GPMM), propriétaire des terrains.

La SAS ERANOVA portera la totalité de l'investissement immobilier qui s'élève à 1 384 000 euros HT de dépenses éligibles comprenant :

- 874 000 € HT pour la construction d'un bâtiment de 400 m² (surcoût des fondations liées à la qualité des sols),
- 510 000 € HT pour les VRD et le terrassement de la parcelle hors bâtiment.

Les aides financières perçues par la société ERANOVA de la part des financeurs publics (ADEME, BPL, Conseil Régional PACA) ne concernent pas les

investissements immobiliers. ERANOVA aura donc recours à de l'emprunt pour la réalisation de son programme immobilier.

Le bâtiment sera conçu en Haute Qualité Environnementale (HQE) avec l'installation de panneaux photovoltaïques visant l'autoconsommation du site.

Le siège social de la société sera déplacé sur la Métropole à Port St Louis du Rhône, dès la fin des travaux. En termes d'emplois, la phase démonstrateur devrait permettre de créer 7 emplois à 13 emplois directs sur le territoire métropolitain.

Le calendrier prévu pour ALGUEX est le suivant :

- Début des travaux : décembre 2019
- Fin des travaux : 1^{er} semestre 2020 et lancement du démonstrateur
- 2021/2022 : phase 2 - industrialisation Nova-One

Sur 2019 et 2020, le coût total du projet ALGUEX s'élève à : 5,7 M€ dont 3,3 M€ d'investissement répartis ainsi 1.384.000 € HT liés au projet immobilier et 1.916.000 € HT liés aux équipements nécessaires au démonstrateur.

Selon le plan de financement prévisionnel communiqué par ERANOVA et joint en annexe, le financement du projet est assuré par une augmentation de capital, un emprunt bancaire et l'obtention de financements privés auprès de Total Développement Régional et publics auprès de l'ADEME et de la Région sous forme de subventions et/ou d'avances remboursables.

Le démonstrateur préindustriel ALGUEX présente un fort intérêt dans la mesure où il :

- relève de l'économie circulaire avec une solution de valorisation d'un déchet qui coûte cher à la collectivité ;
- constitue une brique d'une future filière « Algues » sur le territoire, qui est stratégique dans les domaines de la santé, la cosmétique, l'environnement et l'énergie.

La Société ERANOVA sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une aide de 350.000 € pour lui permettre de boucler son plan de financement sur 2019 et 2020.

La Métropole propose de répondre à cette sollicitation par l'attribution d'une subvention à hauteur de 250.000 € au titre de deux dispositifs :

- 120.000 € au titre de l'aide à l'immobilier qui fait l'objet d'un rapport distinct et sera financée sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence ;
- 130.000 € au titre de l'aide aux démonstrateurs préindustriels de la transition

énergétique et de l'écologie industrielle, objet du présent rapport.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention de 130.000 €, soit 6,8 % du budget total, hors part liée à l'immobilier, de 1.916.000 € HT, pris sur le Budget Principal Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- Le régime cadre exempté de notification N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission Européenne publié au JOUE du 26 juin 2014 ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et de la Métropole AMP dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir le développement d'une filière « Algues » sur le territoire qui contribue à apporter des solutions dans les domaines de la santé, la cosmétique, l'environnement et l'énergie.

- L'intérêt du projet de démonstrateur préindustriel Alguex comme une des premières briques de cette filière et également dans la perspective de sa transformation en plateforme au service des PME de la filière, projet Nova-One.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention d'investissement de 130.000 euros à la SAS Eranova pour la réalisation du démonstrateur préindustriel Alguex sur le site des Tellines à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour au Budget Principal de la Métropole – opération n°2019004400 – AP n° 190031BP - Nature 20422 - Fonction 67- Sous-politique B370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 026-7267/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'entreprise ELENKY pour l'adaptation du terminal méthanier de Fos-Tonkin aux opérations de soutage de Gaz Naturel Liquéfié - Approbation d'une convention MET 19/13746/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Leader mondial du Gaz Naturel Liquéfié (GNL), ENGIE, à travers sa filiale Elengy, opère deux terminaux méthaniers à Fos sur Mer : Fos-Tonkin qu'elle détient à 100 % et Fos-Cavaou propriété de Fosmax LNG (détenue à 70 % par Elengy et 30 % par Total). Aujourd'hui le terminal de Fos-Cavaou, dédié en priorité à la réception de grands navires de toutes provenances sur le marché mondial du GNL, dispose d'un appointement unique. De ce fait, il ne peut garantir la souplesse nécessaire au plein essor de l'activité de bunkering au GNL.

L'existence de l'appointement de Fos-Tonkin et son exploitation dans un rôle d'appointement d'avitaillement desserre cette contrainte de façon sûre et définitive et renforce ainsi considérablement la compétitivité de la solution logistique proposée sur le port de Marseille.

Les enjeux sont de deux ordres d'une part, permettre le développement d'une offre de service GNL flexible et diversifiée pour couvrir les différents besoins des clients du GPMM et d'autre part, inciter ces derniers à basculer progressivement leur flotte vers le GNL afin d'améliorer la qualité de l'air et l'acceptabilité de l'accroissement des trafics dans les bassins Est et Ouest.

Aussi, en concertation avec le GPMM et autres parties prenantes, Elengy ambitionne de rénover et d'adapter le terminal GNL existant de Fos-Tonkin, pour en faire un site majoritairement dédié au chargement de petits navires souteurs de GNL à partir de 2021.

Trois phases de travaux sont prévues pour un coût global estimé à 42 millions d'euros. Seules les phases 2 et 3 sont incluses dans l'assiette subventionnable ; elles sont liées à la mise en place d'une capacité de distribution de GNL « small scale » pour une utilisation comme carburant marin.

- Phase 1 : Rénovation des équipements existants :

Les travaux concernent le réservoir de stockage de GNL, la jetée et l'appointement, la gestion des évaporations, les utilités, l'électricité, l'instrumentation et les automatismes, divers travaux liés notamment à la maîtrise des aspects réglementaires.

Le coût est estimé à 21 M€ ; le financement de cette phase est sécurisé par une réservation de capacité consécutive à un appel à souscriptions conclu avec succès en juin 2019.

- Phase 2 : Adaptation des installations et des systèmes de transfert pour les souteurs de GNL :

Les travaux suivants seront réalisés pour l'adaptation des systèmes de transferts aux navires souteurs afin de permettre le déchargement et/ou le rechargement :

- l'adaptation du procédé (vannes et régulation) pour les opérations de rechargement depuis le réservoir ;
- l'adaptation de l'appointement pour l'amarrage des micro-méthaniers ;
- une nouvelle interface de raccordement par bras ou flexible GNL.

Le coût estimé à 4 M€.

- Phase 3 : Installation d'un compresseur haute pression d'évaporation de gaz :

Afin de maximiser l'utilisation GNL sous forme liquide (notamment pour les usages de carburant marin), la

société prévoit d'installer un nouveau circuit destiné aux évaporations (faibles mais inévitables) permettant leur injection directe sur le réseau de transport, sans consommation supplémentaire de GNL.
Le coût de l'installation d'un compresseur haute pression est estimé à 15 M€.

Elengy sollicite une subvention de 500.000 euros auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de même pour la Région Sud PACA et le GPMM, soit un total d'1,5 M€ provenant des acteurs locaux comme effet de levier sur la demande de subvention auprès de l'Europe. Cette subvention porte sur les phases 2 et 3, dont le montant total est estimé à 19 M€.

L'implication des pouvoirs publics dans la filière GNL doit permettre d'assurer son émergence tout en répondant aux enjeux territoriaux : polyvalence et flexibilité du service, impératifs de santé publique, impact écologique, préservation de la place portuaire et positionnement sur l'arc méditerranéen.

Pour la Métropole, aider au déploiement d'une offre de service GNL entre pleinement dans les actions de l'Agenda du développement Economique adopté en mars 2017 avec le soutien à la filière d'excellence « Energie Environnement ».

Il est donc proposé une participation financière de la Métropole à hauteur de 500 000 euros, représentant 2,63 % de l'assiette totale des phases 2 et 3 du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;

- Le régime cadre exempté de notification n° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020 ;
- La délibération ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA et de la Métropole AMP dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur du développement d'un service d'avitaillement en GNL flexible sur le Port de Marseille et de la nécessité d'adapter le terminal Fos-Tonkin pour permettre la mise en place d'une offre adressant divers usages maritimes ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020 et sous réserve du vote, par la Région, de l'aide régionale, une subvention d'investissement de 500.000 euros à la Société Anonyme Elengy pour l'adaptation du terminal méthanier de Fos-Tonkin aux opérations de soutage GNL.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 20422 - Fonction 67- Sous-politique B370.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2021 : 250.000 euros

Année 2020 : 250.000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 027-7268/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Association de préfiguration de l'incubateur interuniversitaire de l'académie d'Aix-Marseille - Approbation d'une convention
MET 19/12975/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'incubateur inter-universitaire de l'Académie d'Aix-Marseille, IMPULSE, a été créé dans le cadre de la loi sur l'innovation de 1999, par les universités l'académie d'Aix-Marseille et Avignon, rejointes par le CEA Cadarache, le CNRS, l'INSERM, l'IRD, l'INRA, l'École Centrale de Marseille, l'École des Mines de Saint Étienne et l'École d'arts et Métiers Paris Tech Campus d'Aix-en-Provence.

Il est soutenu financièrement par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, par les Fonds Européens et par les collectivités locales.

Sa mission consiste en la valorisation des résultats de la recherche publique française en les transformant en entreprises innovantes. Cette structure apporte un soutien aux projets innovants et cherche à favoriser la création d'entreprises et d'emplois sur le territoire métropolitain.

Elle détecte et accompagne les projets de créations d'entreprises innovantes en liaison avec des laboratoires de recherche, portés par des chercheurs, des étudiants ou des entrepreneurs.

Elle sensibilise plus largement la communauté scientifique au transfert de technologie et à la création d'entreprise.

38 % des projets incubés par Impulse concernent les sciences de la vie et de la santé, 37 % sont issus des sciences et technologies de l'ingénieur, 20 % des sciences et technologies de l'information, de la communication et du numérique, et 5 % des sciences humaines et sociales.

L'incubateur peut affecter une aide financière sous forme d'avance remboursable de l'ordre de 30 000 à 40 000 euros sur les projets qu'il accompagne.

Depuis sa création, l'incubateur Impulse a contribué à :

- un investissement de 14 millions d'euros
- l'accompagnement et le financement de 193 projets donnant lieu à près de 159 entreprises innovantes créées
- la création de 1 500 emplois directs

Actuellement, son investissement est de l'ordre de 700 000 à 800 000 euros pour environ 10 à 12 nouveaux projets par an. Il est le premier incubateur à avoir été conventionné avec l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) et près de 53% des projets sont lauréats au concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes I-LAB, en émergence ou en création.

Il accueille deux types de projets :

- les projets portés par des personnels de recherche
- les projets d'entrepreneurs qui utilisent une technologie mise au point par un laboratoire

L'incubateur Impulse propose un accompagnement personnalisé durant 2 ans en interne avec ses propres équipes (certifié par un label Qualité ANFOR) et dispose également de services mutualisés tels que :

- un pool d'experts au service des porteurs de projet
- des formations à l'entrepreneuriat dédiées
- une mise à disposition de ressources et moyens

Il est un outil essentiel dans la chaîne de l'innovation au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé en aval des laboratoires de recherche publics, il se positionne en lien avec le dispositif Pépinières développé sur la Métropole, tant avec Marseille Innovation sur les sciences pour l'ingénieur et le numérique qu'avec les pépinières innovantes du Pays d'Aix.

En 2019, les dossiers prévus en accompagnement ont permis la création de 7 nouvelles entreprises sur les 11 nouveaux projets incubés, et près de 100 emplois directs créés ou préservés. L'objectif fixé de 10-11 projets a été dépassé et déjà 4 à 5 nouveaux projets sont prévus pour une incubation sur l'année 2020.

En complément des animations réservées aux « incubés », (1/2 journée d'information une fois par mois, réunion du club des « incubés »), Impulse participe à un certain nombre d'actions et animations sur le territoire en faveur de l'émergence et de la consolidation de projets d'entreprises innovantes, mais également dans des logiques de sensibilisation. A titre d'exemple :

- « Participation à la journée et au jury d'Innov'Actions »,
- « Accueil d'une délégation Japonaise d'une université de KYOTO »,
- « Participation à une journée de sensibilisation au sein de l'ENSAM à Aix-en-Provence »,
- « Participation à la Semaine AMU-Entreprise »,
- « Mise en place de la 12^{ème} édition des Portes Ouvertes de l'incubateur Impulse »,

L'incubateur a également participé de manière transversale :

- aux activités du Pôle Entreprendre d'AMU et du pôle PEPITE PACA OUEST,
- aux différentes assemblées des pôles de compétitivité partenaires,
- aux comités de sélection du (DAP) aujourd'hui renommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),
- activités de la CISAM, en tenant des permanences régulières sur ce site,
- aux activités du consortium French Tech Seed, en étant labélisé apporteur d'affaires pour la BPI,
- aux activités de nombreux concours en étant prescripteur de ces derniers,
- etc.

Il est par ailleurs prescripteur de nombreux concours visant les entreprises innovantes en région parmi lesquels : « PME innovantes du numérique PACA 2018 », Entreprendre en Provence », « i-Lab » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Tremplins de la Provence », « Solution Climat », etc...

Pour l'année 2020 au-delà de l'intégration de nouveaux projets de création d'entreprises et leur accompagnement (10 à 12), l'incubateur programmera une série de nouvelles actions et poursuivra l'accompagnement des projets intégrés en 2018 et 2019 – environ 25 - (action cofinancée avec le soutien de l'Europe) :

Programmation 2020 :

1 – Sélection, accompagnement et financement d'une dizaine de projets de création d'entreprises : Au fil des années, l'accompagnement de l'incubateur a su s'affiner et se professionnaliser : sélection, détection et incubation des projets candidats sur une durée de 24 mois ; chaque porteur de projet est suivi et accompagné quotidiennement par un chargé d'affaires ;

2 – Sensibilisation et information auprès des universités et établissements de recherche :

Participation au cycle de formation des universités et écoles associées pour sensibiliser très tôt les étudiants et doctorants à la création d'entreprises ; comme en 2019 , présence sur de nombreux séminaires ou événements : CNRS, INRA, fête de la science, Forum de Polytech

3 – Sensibilisation, formation et information auprès des porteurs de projet :

Réunions du Club des créateurs, demi-journées d'information thématiques, mise en place d'un cycle

de formation spécialisé réservé aux porteurs de projets ; réunions ouvertes aux autres incubateurs de la région.

4 – Sensibilisation et information auprès d'un large public :

Mise en place d'une nouvelle grande journée autour des projets de l'incubateur, comme réalisé en 2019 ;

5 – Partenariats :

Poursuite de la stratégie de partenariats et collaborations avec les pôles de compétitivité, les pépinières et la S.A.T.T. Sud Est. Rapprochement avec l'Institut Paoli Calmettes en vue d'engager une action identique à celle menée avec l'INRA. Projet de convention de partenariat avec le CANCEROPOLE PACA.

Stratégie de l'Incubateur Impulse à court, moyen et long terme :

- Intégration de nouveaux membres associés tels que l'IPC, l'INRIA, etc.
- Poursuite des relations avec les différents partenaires et coordinations des actions avec la CISAM,
- Coordination avec la CCI Marseille Provence Métropole dans le cadre d'une convention,
- Rapprochement avec le CANCEROPOLE,
- Recherche de nouveaux partenaires financiers pour amplifier les actions,
- Maintien de la démarche « Qualité » en sa version 2015,

Pour ces actions spécifiques au titre de la valorisation de la recherche publique et de sa transformation en projet d'entreprise, en lien avec les ambitions stratégiques affichées dans le cadre de l'Agenda du développement économique métropolitain, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'Académie—d'Aix-Marseille s'élèvera à 50 000 €, représentant 10 % du budget prévisionnel 2020 de 500 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1).
- 20 000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_121	ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE L'INCUBATEUR	CT1 Marseille Provence	500 000 €	50 000 €	30 000 €	oui
2020_122	INTER-UNIVERSITAIRE IMPULSE	CT2 Territoire du Pays d'Aix		30 000€	20 000 €	
TOTAL					50 000 €	

Par ailleurs, La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de l'action de l'incubateur IMPULSE porté par l'Association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille pour la valorisation entrepreneuriale de la recherche universitaire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association de préfiguration de l'incubateur inter-universitaire de l'académie d'Aix-Marseille, une subvention de 50 000 euros. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30 000 euros par le Conseil de Territoire Marseille Provence (CT1)
- 20 000 euros par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2)

Sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 67 (CT1)
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 028-7269/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne pour l'organisation de la manifestation Innov'Actions 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13534/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne, fait partie des grandes écoles d'ingénieurs implantées sur le territoire métropolitain qui de par sa présence, l'enseignement dispensé, les événements organisés et son rôle en tant qu'incubateur technologique, participe à l'attractivité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) sur notre territoire.

Les actions portées par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne répondent aux grandes orientations métropolitaines en matière d'ESR en s'inscrivant dans la promotion de l'innovation, la mise en place d'un partenariat avec les grandes écoles d'ingénieurs et, également, en favorisant le lien entre ESR et le monde économique. En effet, l'Ecole, qui héberge le Centre de microélectronique de Provence, accueille une diversité d'acteurs, enseignants, étudiants mais aussi des chercheurs, des entreprises et des startups.

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne sollicite la participation de la Métropole pour la manifestation Innov'actions 2020 sur le thème : « imaginer des projets d'Open-innovation autour d'un enjeu social et sociétal en lien avec les axes de développements du territoire » qui se déroulera du 10 au 12 février 2020.

Cette manifestation annuelle, soutenue par la Métropole depuis 2016, rencontre un réel succès auprès des étudiants dont l'insertion professionnelle est facilitée par la mise en situation réelle de création de projets et partenariat avec les entreprises.

L'objectif de cette manifestation est de proposer aux étudiants en fin de parcours académique l'élaboration sur trois journées d'une expérience collaborative. Ils devront imaginer des projets, tester en grandeur réelle une expérimentation d'intelligence collective en conduisant une réflexion collective avec les partenaires de PEPITE, IEP et AMU sur le sens et l'usage de leurs propositions.

L'action se déroule sur 3 phases successives :

A partir d'un cadrage scientifique via la thématique des objets connectés, voire l'identification de problématiques en lien avec les chercheurs et les start-up, un travail est réalisé sur l'émergence d'une idée. A cette première étape individuelle succèdent les méthodes d'idéation collaborative.

La promotion des idées permet de les clarifier pour présenter les usages à des accompagnateurs industriels, chercheurs, étudiants et invités.

Une preuve de concept transdisciplinaire prend la forme d'une réalisation partielle ou simulée qui démontre la faisabilité de l'idée. Elle est présentée à un jury composé de membres d'incubateurs, de chercheurs, d'industriels, de membres de l'Ecole et d'institutionnels.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier à cet événement porté par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne d'un montant de 8 650 €.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subvention N-1	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne GU : 2020_00625	« Imaginer des projets d'Open-innovation autour d'un enjeu social et sociétal en lien avec les axes de développements du territoire » à Gardanne campus Georges Charpak Provence	Du 10 au 12 février 2020	N-1 : 8 491€	8 650 €	17 300 € Fonds propres : 8 650 €	8 650 € Soit 50% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 8 650 euros à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'organisation de la manifestation internationale susvisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour cette action innovante.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'aide à l'organisation de la manifestation Innov'Actions 2020 pour un montant total de 8 650 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 sur l'état spécial du territoire du CT2 en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 029-7270/19/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/13535/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, ces actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université, avec une incidence financière totale de 24 700 €, comme suit :

- 1 000 € pour l'aide à l'organisation de la 9ème Conférence sur les marches quantiques et la simulation quantique du 20 au 24 janvier 2020 à Marseille, organisé par le Laboratoire d'Informatique & Systèmes (LIS-AMU).
- 700 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La santé au travail un défi pour le manager public ? » le 12 mars 2020 à Aix en Provence organisé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix Marseille (CERGAM).
- 1 300 € pour l'aide à l'organisation des Rencontres « Femmes & management public » que veut dire être une femme manager aujourd'hui ? le 18 mars 2020 à Aix en Provence organisées par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT).
- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Les avocats et les principes » du 19 au 20 mars 2020 à Aix en Provence organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques (CERHIIP).
- 8 000 € pour l'aide à l'organisation du congrès international « JILO 2020 » du 27 au 28 mai 2020 à Marseille, organisé par le laboratoire OSU PYTHEAS.
- 4 000 € pour l'aide à l'organisation du Congrès « Progress in clinical motor Control II » du 29 juin au

1^{er} juillet 2020 à Marseille, organisé par l'Institut des Sciences du Mouvement.

- 4 000 € pour l'aide à l'organisation de « International summer school on Nanosciences & Nanotechnologies Nanosum » du 29 juin au 10 juillet 2020 à Carry le Rouet, organisée par l'Institut Matériaux Microélectronique Nanosciences de PROVENCE (IM2NP).

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation des « 38^{ème} Université d'Eté de l'Institut international de l'Audit Social (IAS) & 16èmes rencontres Internationales de la Diversité (RID) » du 1^{er} au 2 octobre 2020 à Aix en

Provence organisées par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT).

- 700 € pour l'aide à l'organisation du Workshop Annuel IRSPM « International Research Society for Public Management » du 2 au 3 novembre 2020 à Aix en Provence organisé par le Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix –Marseille (CERGAM).

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation Colloque	/ Date	Subvention s N-1	Subventi on demandé e	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Laboratoire d'Informatique & Systèmes (LIS) GU : 2020_00613	9ème Conférence sur les marches quantiques et la simulation quantique.	20 au 24 janvier 2020	N-1 : 1 500€	1 000€	14 000€ Co-financeurs : Deptt : 1 000€ Ville Marseille : 1 000€ Fonds publics : 11 000	1 000 € Soit 7,14% du budget prévisionnel
Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix Marseille (CERGAM) GU : 2020_00616	"la santé au travail : un défi pour le manager public ?"	12 mars 2020	N-1 : 0 €	700 €	4 520 € Co-financeurs : Fonds propres : 620€ Droit d'inscription : 3 200€	700 € Soit 15,49 % du budget prévisionnel
L'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT) GU : 2020_00617	Rencontres" Femmes & management public" que veut dire être une femme manager aujourd'hui ?	18 mars 2020	N-1 : 0 €	1 300 €	4 760 € Co-financeurs : Fonds propres : 3 460 €	1 300 € Soit 27,31 % du budget prévisionnel
Centre d'Etudes et de Recherches d'Histoire des Idées et des Institutions Politiques (CERHIIP) GU : 2020_00618	Colloque "Les avocats et les principes"	19 et 20 mars 2020	N-1 : 3 000 €	3 000 €	9 700 € Co-financeurs : Département : 1 500 € Fonds propres : 1 600 € Fonds publics : 3 600€	3 000 € Soit 30,93 % du budget prévisionnel
OSU PYTHEAS GU : 2020_00619	Congrès international JILO 2020	27 au 28 mai 2020	N-1 0€	8 000€	68 250€ Co-financeurs : Région : 15 000€ Dptt : 8 000€ Droits d'inscrit : 27 250€ Fonds propres : 10 000€	8 000 € Soit 11.72% du budget prévisionnel

Institut des Sciences du Mouvement (ISM) GU : 2020_00620	Congrès « Progress in clinical motor Control II »	29 juin au 1er juillet 2020	N-1 : 0 €	4 000€	70 000€ Co-financeurs : Région : 2 000€ Département : 2 000€ Ville de Marseille : 2 000€ Fonds propres : 11 500€ Droits d'inscrit : 40 000€ Fonds privés : 8 500€	4 000 € Soit 5,71% du budget prévisionnel
Institut Matériaux Micro électricité de Provence (IM2NP) GU : 2020_00621	International summer school on Nanosciences & Nanotechnologies NanoSum	29 juin au 10 juillet 2020	N-1 : 2 000 €	4 000 €	159 683 € Co financeurs : Département : 4 000 € Droit d'inscription : 64 400 € Fonds publics : 78 273 € Fonds européens : 6 510 € Fonds privés : 2 500 €	4 000 € Soit 2,50% du budget prévisionnel
L'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT) GU : 2020_00622	38ème Université d'Eté de l'Institut international de l'Audit Social (IAS) & 16èmes rencontres Internationales de la Diversité (RID)	1 & 2 octobre 2020	N-1 : 0€	2 000 €	29 500 € Co-financeurs : Fonds propres : 3 500 € Droits d'inscrit : 24 000€	2 000 € Soit 6,78 % du budget prévisionnel
Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix Marseille (CERGAM) GU :2020_00623	Worskhop Annuel IRSPM " International Research Society for Public Management	2 au 3 novembre 2020	N-1 : 0€	700 €	3 140 € Fonds propres : 2 440 €	700 € Soit : 22,29 %du budget prévisionnel

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 24 700 euros à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017 ;

- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 24 700 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 sur l'état spécial du territoire du CT2 en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 030-7271/19/BM

■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements et de colloques - Approbation d'une convention

MET 19/13536/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole aux événements organisés par la Délégation Provence Corse du CNRS.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier à ces manifestations et actions avec une incidence financière totale de 36 750 €, répartie comme suit :

- 1 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Journée de Chimie de Coordination 2020 », du 23 au 24 janvier 2020, organisé par l'Institut des Sciences Moléculaires de Marseille (ISM2).
- 2 000 € pour l'aide à l'organisation des « 1845èmes journées annuelles de la Société d'Anthropologie de Paris (SAP) 2020 », du 29 au 31 janvier 2020, organisé par LAMPEA, le Laboratoire Méditerranéen de Préhistoire Europe Afrique.
- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La Méditerranée occidentale au Ve siècle de notre ère », les 22-23-24 avril 2020, organisé par le Laboratoire d'Archéologie Médiévale et Moderne en Méditerranée (LA3M).
- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « 2020 Workshop on the circular Electron Positron Collider 3rd EU edition », du 4 au 6 mai 2020, organisé par le Centre de physique des particules de Marseille (CPPM).
- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du « SFECA 2020 : Colloque Annuel de la Société Française pour l'Etude du Comportement Animal Société savante », du 26 au 29 mai 2020, organisé par les Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Laboratoire de Psychologie Cognitive (LNC/LPC).
- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « RCOM11 », du 28 au 29 mai 2020, organisé par le Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille (CINAM).

- 500 € pour l'aide à l'organisation des « Conférences internationales RS2 2019 (Reliability of Solar Materials and Systems) », en juin 2020, organisé par l'Institut des Matériaux, de Microélectronique et des Nanosciences de Provence UMR (IM2NP).
- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du « 10ème symposium Francophone de Synthèse Totale », les 11 au 12 juin 2020, organisé par l'Institut des Sciences Moléculaires de Marseille (ISM2).
- 2 250 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Honte et vertu dans l'antiquité », du 15 au 17 juin 2020, organisé par le Centre Gilles Gaston Granger (CGGG) - Laboratoire de Psychologie Sociale (LPS) et Laboratoire Parole et Langage (LPL).
- 7 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « EUROPEAN BIOENERGETICS CONFERENCE 2020 - EBEC 2020 », du 22 au 27 août 2020, organisé par les Laboratoires de Chimie Bactérienne (LCB) et Bioénergétique et Ingénierie des Protéines (BIP).
- 5 000 € pour l'aide à l'organisation de la conférence « Science et décision en Méditerranée MISTRALS », du 31 août au 2 septembre 2020, organisée par le CEREGE - Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement.
- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du « 39ème colloque ADLAF », du 15 au 17 septembre 2020, organisé par le CEREGE - Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement.
- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « VGC Virtual Geoscience Conférence 2020 », du 21 au 23 octobre 2020, organisé par le CEREGE - Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement.
- 2 000 € pour l'aide à l'organisation des « 10e Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée », du 21 au 23 octobre 2020, organisées par le Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST).

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques enregistrés sous le n° GU 2020-00567:

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1	Subventions demandées	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
ISM2 Institut des Sciences Moléculaires de Marseille UMR 7313	« Journée de Chimie de Coordination 2020 JCC2020 »	23 au 24 janvier 2020	N-1 : 0 €	1 000€	12 200€ Co-financeurs Dptt : 1 000 € Ville Marseille : 1 000 € Dt inscrit : 6 200 € Fonds publics : 3 000 €	1 000€ Soit 8,20% du budget prévisionnel
LAMPEA Laboratoire Méditerranéen de Préhistoire Europe Afrique	« 1845èmes journées annuelles de la Société d'Anthropologie de Paris (SAP) 2020 »	29 au 31 janvier 2020	N-1 : 0 000€	42 000€	14 500€ Co-financeurs Fonds publics : 9 500 € Droits inscrit : 3 000€	2 000€ Soit 13,79% du budget prévisionnel
LA3M Le Laboratoire d'Archéologie Médiévale et Moderne en Méditerranée	« La Méditerranée occidentale au Ve siècle de notre ère »	22-23-24 avril 2020	N-1 : 0 €	2 000€	16 027€ Co-financeurs : Etat : 3 500€ Région : 3 500 € Fonds publics : 7 027 €	2 000€ Soit 12,48% du budget prévisionnel

CPPM Centre physique particules Marseille	« 2020 Workshop on the circular Electron Positron Collider 3rd EU edition »	4 au 6 mai 2020	N-1 : 498€	23 000€	33 200€ Co-financeurs Dptt : 3 000 € Ville de Marseille : 3 000€ Fonds publics : 6 200€ Droits inscrit : 18 000€	3 000€ Soit 9,04% du budget prévisionnel
LNC Laboratoire de Neurosciences Cognitives LPC Laboratoire de Psychologie Cognitive	« SFECA 2020 Colloque Annuel de la Société Française pour l'Etude du Comportement Animal Société savante »	26 au 29 mai 2020	N-1 : 0 €	2 000€	22 000€ Co-financeurs : Fonds publics : 7 500€ Droits inscrit : 11 500€ Ville de Marseille : 1 000€	2 000€ Soit 9,09% du budget prévisionnel
CINAM Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille	« Colloque RCOM11 »	28 au 29 mai 2020	N-1 : 0€	1 500€	35 600€ Co-financeurs Région : 2 500€ Dptt : 2 000€ Droits inscription : 12 600€ Fonds publics : 7 000€ Fonds privés : 10 000€	1 500€ Soit 4,21% du budget prévisionnel
UMR 7334 – IM2NP (Institut des Matériaux, de Microélectroniqu e et des Nanosciences de Provence	« Conférences internationales RS2 2020 (Reliability of Solar Materials and Systems) »	juin 2020	N-1 : 2000 €	500€	7 600€ Co-financeurs Dptt : 500 € Ville de Marseille : 500 € Fonds publics : 2 000 € Droits inscrit : 4 100€	500€ Soit 6,58% du budget prévisionnel
ISM2 L'Institut des Sciences Moléculaires de Marseille	« 10eme symposium Francophone de synthèse totale »	11 au 12 juin 2020	N-1 : 1 500 €	2 000€	13 600€ Co-financeurs Fonds publics : 6 000€ Fonds privés : 5 600 €	2 000€ Soit 14,71% du budget prévisionnel
CGGG Centre Gilles Gaston Granger LPS Laboratoire de Psychologie Sociale LPL Laboratoire Parole et Langage	« Honte et vertu dans l'antiquité »	15 au 17 juin 2020	N-1 : 0 €	2 250 €	9 050€ Co-financeurs Dptt : 2 050 € Fonds publics : 3 805 € Droits inscrit : 945 €	2 250€ Soit 24,86 % du budget prévisionnel

LCB http://lcb.cnrs-mrs.fr/Laboratoire de Chimie Bactérienne http://lcb.cnrs-mrs.fr/ BIP Bioénergétique et Ingénierie des Protéines	« EUROPEAN BIOENERGETICS CONFERENCE 2020 / EBEC 2020 »	22 au 27 août 2020	N-1 : 0 €	7 500 €	195 309 € Co-financeurs Région : 30 000 € Dptt : 2 000 € Ville de Marseille : 1 000 € Fonds publics : 20 000 € Droit inscrit : 130 809 € Fonds privés 4 000 €	7 500 € Soit «3,84% du budget prévisionnel
CEREGE Le Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement	« Conférence Science et décision en Méditerranée- MISTRALS »	31 août au 2 septembre 2020	N-1 : 8 000 €	5 000 €	30 600 € Co-financeurs Région : 5 000 € Dptt : 4 600 € Fonds publics : 16 000 €	5 000 € Soit 16,34% du budget prévisionnel
CEREGE Le Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement	« 39ème colloque ADLAF »	15 au 17 septembre 2020	N-1 : 8 000 €	3 000 €	21 200 € Etat 5 000 € Dptt : 1 000 € Fonds Publics : 12 200 €	3 000 € Soit 14,15% du budget prévisionnel
GEREGE Le Centre de Recherche et d'Enseignement de Géosciences de l'Environnement	« VGC Virtual Geoscience conférence 2020 »	21 au 23 octobre 2020	N-1 : 8 000 €	3 000 €	53 350 € Co-financeurs Dptt : 2 000 € Fonds publics : 10 000 € Fonds Privés : 2 000 € Droits inscrit : 36 350 €	3 000 € Soit 5,62% du budget prévisionnel
LEST Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail	« 10e Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée »	21 au 23 octobre 2020	N-1 : 0 €	2 000 €	33 350 € Co-financeurs Dptt : 2 000 € Ville Marseille : 1 000 € Fonds propres : 11 835 € Fonds privés : 16 515 €	2 000 € Soit 6% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 36 750 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de différentes manifestations ou colloques scientifiques.

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets

différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit de la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques scientifiques pour un montant total de 36 750 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux du territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 031-7272/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à Aix-Marseille Université pour l'acquisition et l'installation d'équipements de mesure par résonance magnétique nucléaire - Projet "PDN PACA" - Spectropole Saint Jérôme - Approbation d'une convention
MET 19/13538/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien à la formation et à la recherche et contribuer aux opérations innovantes qui contribuent à l'excellence et au rayonnement du territoire.

C'est dans ce cadre que la Fédération de Recherche Sciences Chimiques Marseille a pour projet d'acquérir un appareil de Résonance Magnétique Nucléaire (RMN) avec Polarisation Dynamique Nucléaire (PDN) pour développer une activité de recherche totalement innovante dans le domaine des matériaux fonctionnels.

Cet instrument de mesure unique permettant de caractériser la structure moléculaire des matériaux sera installé sur la plateforme Spectropole, labellisée « Plateforme Technologique d'Aix-Marseille » (St Jérôme Marseille).

Cousine de l'imagerie par résonance magnétique (IRM), la résonance magnétique nucléaire (RMN) est une technique d'analyse incontournable qui connaît actuellement une profonde révolution grâce à la polarisation dynamique nucléaire (PDN). La PDN permet en effet d'atteindre des limites de détection inégalées et de travailler sur de toutes petites quantités d'échantillons, autorisant ainsi l'analyse d'espèces complexes de haute masse moléculaire (ex : protéines membranaires, fibrilles d'amyloïdes) ou la caractérisation de la surface des matériaux.

Aix-Marseille Université est l'un des leaders mondiaux dans ce domaine mais elle est pénalisée vis-à-vis d'institutions prestigieuses par l'absence d'un appareil sur site. Le projet vise donc à pallier cette difficulté en équipant la plateforme Spectropole d'un appareil ouvert à la communauté académique et à nos partenaires du monde socioéconomique (positionnement unique en France).

Cet équipement fera du Spectropole une plateforme unique en son genre sur le territoire national et qui permettra à long terme d'agir en véritable catalyseur,

suscitera des interactions avec d'autres communautés scientifiques et développera des applications potentielles en biologie et en médecine.

Cet équipement principal nécessite un appareil complémentaire de résonance paramagnétique électronique à température variable pour garantir les performances de l'instrumentation susmentionnée.

Plan de financement global du projet :

Fonds propres AMU (autofinancement, contrats de recherche, financements CNRS, ANR et AMIDEX)	885 000€
CD13	150 000€
REGION SUD PACA	150 000€
Ville de Marseille	50 000€
Métropole MAMP	100 000€
TOTAL	1 335 000€

L'objectif du présent rapport est de participer au financement global du projet d'acquisition et d'installation d'un appareil de résonance magnétique nucléaire (RMN) avec polarisation dynamique nucléaire (PDN) et d'un appareil de résonance paramagnétique électronique à température variable. La participation de la Métropole s'élève à 100 000 euros, représentant 7.4% de l'opération, soit 1 335 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 002-3548/18/CM du 15/02/2018 relative à l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université, et que cette action s'inscrit dans une démarche qui vise à soutenir l'innovation et la compétitivité du territoire par la formation et la recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 euros au profit d'Aix-Marseille Université pour l'acquisition et l'installation d'un appareil de résonance magnétique nucléaire (RMN) avec polarisation dynamique nucléaire (PDN) et d'un appareil de résonance paramagnétique électronique à température variable, au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires – opération d'investissement n°201700400.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204181 – fonction 67 – opération 2017100400 - AP 171033BP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 032-7273/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Délégation Régionale PACA et Corse de l'INSERM pour la construction d'un bâtiment dans le cadre du projet "FightCancer" - Approbation d'une convention MET 19/13866/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien aux projets de recherche et plus particulièrement ceux qui contribuent à conforter le positionnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les six filières d'excellence identifiées dans l'Agenda du Développement Economique approuvé en mars 2017

Parmi ces filières, la santé et les biotech représentent en effet près de 76 000 emplois et Marseille héberge le 2nd réseau hospitalier de France. La Métropole a souhaité ainsi renforcer le rôle de leader de Marseille dans le domaine de la recherche en santé.

Initialement inscrit dans le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, le projet «FightCancer» a pour objectifs scientifiques de comprendre la complexité du cancer et de mettre au point de nouvelles stratégies thérapeutiques et de diagnostics par le décryptage des mécanismes moléculaires impliqués dans la résistance et la récidence des tumeurs. Ses objectifs opérationnels sont :

- Le regroupement des forces de recherche en cancérologie, actuellement installées dans le Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille sur le site de Luminy, dans un futur bâtiment situé dans le quartier de Sainte Marguerite à proximité immédiate de l'Institut Paoli Calmettes,
- Le développement de plateformes de traitement des données cliniques et de bio-informatiques,
- L'installation de nouvelles équipes dans le champ de la biologie des systèmes,
- Le renforcement du potentiel technologique et de partage des plateaux techniques.

Le coût initial et total du projet était de 12,15 M€ (en tenant compte du cout d'acquisition du terrain de 1M€). Le plan de financement initial et inscrit au Contrat de Plan Etat Région de 2015-2020 comporte un volet immobilier et un volet équipement répartis de la façon suivante :

Financier	Montants
Volet Travaux	
Inserm	2 700 000 €
Institut Paoli Calmettes	1 170 000 €
Région Sud	2 000 000 €
Conseil départemental des bouches du Rhône	1 280 000 €
Ville de Marseille	550 000 €
Sous total Travaux	7 700 000 €
Volet Equipements	
Région Sud équipements	500 000 €
Feder équipements	1 512 500 €
ligue nationale contre le cancer	472 500 €
Inserm équipements	765 000 €
Autres financeurs équipements	200 000 €
Sous total Equipements	3 450 000€
TOTAL	12 150 000 €

Début 2017, un dépassement du volet travaux du budget initial est rapidement constaté notamment dû à des contraintes liées à l'exiguïté de la parcelle sur laquelle le bâtiment sera construit et de l'évolution du Plan Local d'Urbanisme. Le coût total du volet travaux du projet est passé de 7,7 M€ à 9,497M€ soit un surcoût de 1,797M€.

Afin de permettre la réalisation de l'opération, le projet a été scindé en deux tranches :

1. Une tranche ferme d'un montant de 9,497 M€, couvrant la réalisation intégrale du bâtiment et les aménagements nécessaires à l'accueil des équipes de recherche et des équipements.

2. Une seconde tranche, dite optionnelle, à ce stade devrait être de 1,653 M€ et pourrait être inscrite au prochain CPER 2021-2027.

Afin de permettre le financement de la tranche ferme de l'opération, l'INSERM et l'Institut Paoli Calmettes ont complété leur financement en 2017 et 2018 respectivement de 890k€ et de 30k€ réduisant le besoin de financement complémentaire de la tranche ferme à 877 k€ auprès des autres cofinanceurs. La Délégation Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse de l'INSERM sollicite la Métropole d'Aix-Marseille-Provence afin de financer cette tranche ferme dont le plan de financement se présente de la façon suivante :

Tranche ferme	
Financier	Montants
CPER 2015 2020	
Inserm	2 700 000 €
Institut Paoli Calmettes	1 170 000 €
Région Sud	2 000 000 €
Conseil départemental des bouches du Rhône	1 280 000 €
Ville de Marseille	550 000 €
Sous Total	7 700 000 €
Financements complémentaires hors CPER 2015 2020	
Inserm	890 000 €
Institut Paoli Calmettes	30 000 €
Région Sud PACA	300 000 €
Conseil départemental des Bouches du Rhône	200 000 €
Ville de Marseille	82 500 €
Métropole d'Aix-Marseille-Provence	294 500 €
Sous Total	1 797 000€
TOTAL	9 497 000 €

L'objectif du présent rapport est de participer au financement de la tranche ferme du projet « FightCancer », à hauteur de 294 500€, ce qui représente 3,1 % du coût total de cette tranche qui s'élève à 9 497 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 002-3548/18/CM du 15/02/2018 relative à l'approbation de la

création t de l'affectation de l'opération d'investissement Enseignement Supérieur et Recherche.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La politique de soutien de la Métropole aux projets de recherche contribuant au développement des filières d'excellence identifiées dans l'Agenda économique de la Métropole,
- L'enjeu majeur et structurant pour la Métropole de conforter la filière Santé et renforcer la capacité de recherche en cancérologie,
- La valeur ajoutée pour le territoire, notamment le secteur du quartier de Sainte Marguerite à Marseille, en terme de positionnement marketing ciblé autour de la cancérologie.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de 294 500€ au profit de la Délégation Régionale PACA et Corse de l'INSERM pour la construction d'un bâtiment dans le cadre du projet « FightCancer », sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires – opération d'investissement n°201700407.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Délégation Régionale PACA et Corse de l'INSERM.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain 2020, en section d'Investissement : sous politique B360 – nature 204182 – fonction 67 – opération 2017100407 - AP 171033BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

- CP 2021 : 194 500 euros TTC
- CP 2022 : 100 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 033-7274/19/BM

■ **Approbation d'une convention de partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire aux salons professionnels MIPIM 2020 et SIMI 2020 MET 19/12519/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique et conformément à son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises, de promouvoir les grands projets structurants et de favoriser ainsi les investissements.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours 26 800 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 400 investisseurs, venus de 100 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI, vitrine du marché de l'immobilier d'entreprise, grand rendez-vous d'affaires entre professionnels, rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, près de 35 000 participants et 470 exposants.

Lors des trois précédentes éditions de ces salons, dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a associé à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de pilote et de mandataire de ce partenariat, et ce avec un bilan positif : un discours économique partagé avec les conseils de territoire et les partenaires, 150 rendez-vous consolidés au MIPIM 2019, dont une trentaine mutualisés entre partenaires et près de 180 contacts au SIMI 2019.

Aussi, pour les éditions 2020 du MIPIM et du SIMI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son partenariat avec l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille

(GPMM), et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) ainsi que son pilotage de la promotion du territoire lors de ces salons.

Ensemble au MIPIM et au SIMI, ils assureront la promotion d'un territoire commun, mettant en avant les thématiques suivantes : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Smart Port, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires disposeront d'un stand commun au MIPIM, à Cannes, du 10 au 13 mars 2020 et au SIMI, à Paris, aux dates prévisionnelles des 9,10 et 11 décembre 2020.

Le budget prévisionnel de l'ensemble des partenaires pour cette participation commune au MIPIM 2020 et au SIMI 2020 s'élève à 320 000 € TTC. Il comprend les frais de location de l'emplacement de chaque stand, leur aménagement, les prestations permettant d'optimiser la participation à ces événements ainsi que les prestations de communication et d'animation du stand pour chacun de ces deux salons (opérations presse, outils de promotion et communication spécifiques au salon, cocktails...).

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole, mandataire des partenaires, le montant de sa participation financière à l'organisation de ces événements.

Le budget prévisionnel et le plan de financement de la participation commune des partenaires au MIPIM et au SIMI 2020 sont les suivants :

Dépenses en euros TTC		Recettes en euros TTC	
Location des stands	145 000	Euroméditerranée	65 000
Aménagement des stands	155 000	CCIMP	10 000
Opérations de promotion	20 000	Ville de Marseille	15 000
		GPMM	40 000
		Sous-total partenaires	130 000
		Participation Métropole	190 000
TOTAL	320 000	TOTAL	320 000

Le montant de la participation de la Métropole à ces deux salons s'élèvera à la somme de 190 000 euros TTC.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), jointe en annexe, relative à la promotion du territoire métropolitain au MIPIM 2020 et au SIMI 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 19/333/D du 3 juin 2019 portant sur la location d'un stand de 87 m² pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) à Cannes du 10 au 13 mars 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après trois participations aux bilans positifs, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer aux éditions 2020 du MIPIM et du SIMI qui sont deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs

nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise,

- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite à nouveau associer à sa participation à ces salons les différents acteurs de terrain de la sphère publique, en assurant le rôle de pilote et de mandataire de ce partenariat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à la promotion du territoire au Marché International des professionnels de l'Immobilier 2020 (MIPIM) et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise 2020 (SIMI).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au budget principal centralisé de la Métropole 2020 : - Fonction : 64 - nature 6233 « foires et expositions » - Sous-Politique : B 330.

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2020 de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires), fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 034-7275/19/BM

■ Approbation d'une convention type de partenariat avec un opérateur privé, relative à la participation aux salons professionnels MIPIM 2020 et/ou SIMI 2020 MET 19/12521/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le

développement d'entreprises et de grands projets structurants afin de stimuler la création d'emplois.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

Notre territoire, représenté successivement par la Communauté de communes Marseille Provence Métropole, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et aujourd'hui par la Métropole Aix-Marseille-Provence, expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 18 ans. Il participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) organisé mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se tient début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 26 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 400 investisseurs, venus de 100 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec les acteurs et les décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, près de 35 000 participants et 470 exposants.

En 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit son action de promotion du territoire au MIPIM et au SIMI, qui se dérouleront respectivement à Cannes du 10 au 13 mars 2020, et à Paris aux dates prévisionnelles des 9, 10 et 11 décembre 2020.

Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité, la Métropole a souhaité, par délibération de ce jour, de nouveau associer à sa participation à ces salons l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, et ce dans le cadre d'une convention de partenariat conclue avec l'ensemble de ces partenaires.

Au-delà de ce partenariat avec les institutions publiques du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre en 2020 l'organisation d'un partenariat avec les acteurs du secteur privé de l'immobilier, à l'instar de ce que font beaucoup des collectivités présentes au MIPIM et au SIMI.

En effet, lors de ces deux salons spécialisés, la proximité avec les professionnels du monde de l'immobilier, tels que les promoteurs et les courtiers « brokers », prend tout son sens dans la promotion d'un territoire commun.

Le principe retenu est de proposer à chaque partenaire intéressé de participer, aux côtés de la

Métropole, soit au MIPIM et au SIMI 2020, soit à l'un de ces deux salons seulement.

Dans le cadre de ce partenariat, le partenaire bénéficiera d'une visibilité sur le stand de la Métropole et sur les outils de communication, ainsi que d'un accès facilité dans ces salons.

De son côté, le partenaire apportera son soutien à la participation de la Métropole, d'une part en s'associant aux actions de promotion du territoire métropolitain menées par la Métropole lors de ce(s) salon(s) professionnel(s), et d'autre part, en versant à la Métropole une participation financière dont le montant sera fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer.

Ainsi, pour une participation au MIPIM et au SIMI 2020, le montant de la participation financière du partenaire sera de 7 500 euros HT, soit 9 000 euros TTC.

Pour une participation au seul MIPIM 2020, le montant de sa participation financière sera de 4 166,50 euros HT soit 5 000 euros TTC.

Enfin, pour une participation au seul SIMI 2020, le montant de sa participation financière sera de 3 333,20 euros HT soit 4 000 euros TTC.

Pour assurer la diffusion de l'information auprès des promoteurs immobiliers et des « brokers » susceptibles d'être intéressés par ce partenariat, la Métropole informera la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), organisation syndicale pour les professionnels de l'immobilier, ainsi que le Club de l'Immobilier Marseille Provence, réseau de professionnels de l'immobilier, de la mise en place de ce dispositif partenarial.

L'information quant à la mise en œuvre de ce dispositif fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la Métropole.

Les professionnels de l'immobilier intéressés pourront alors contacter la Direction de l'Attractivité économique et de la Promotion internationale (DAEPI) de la Métropole, afin de conclure la convention de partenariat afférente.

Le nombre de partenariats sera limité à 30 pour chaque salon. Les demandes seront donc traitées par ordre d'arrivée.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention type de partenariat relative à la participation au MIPIM 2020 et/ou SIMI 2020.

Les conventions de partenariat particulières seront conclues avec les différents partenaires souhaitant participer au MIPIM 2020 et/ou au SIMI 2020. Elles seront établies conformément à la convention type et fixeront notamment, en fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer, le montant de sa participation financière tel que visé dans la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 21-5718/19CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe aux éditions 2020 du MIPIM et du SIMI, deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain du secteur privé de l'immobilier ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention type de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un opérateur privé, relative à la participation au MIPIM 2020 et/ou au SIMI 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions de partenariat particulières qui seront établies sur la base de cette convention type.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal 2020 de la Métropole : sous-politique B 330, nature 70878, fonction 64.

ECO 035-7276/19/BM

■ Charte d'accompagnement pour une insertion réussie des Terrasses du Port - Approbation de l'avenant 1

MET 19/13727/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certaines communes métropolitaines comme Marseille voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constitue, à ce titre, une priorité métropolitaine.

En 2007, la société Foruminvest, développeur des Terrasses du Port, aux droits de laquelle vient aujourd'hui la société Hammerson signait une charte d'accompagnement pour une insertion réussie des Terrasses du Port avec la Ville de Marseille et les acteurs économiques du territoire, visant à soutenir l'attractivité de la ville et son dynamisme commercial.

Cette charte avait notamment pour objectif d'impliquer les Terrasses du Port dans le dynamisme commercial du centre-ville de Marseille.

Dans le cadre de cette charte, la société Foruminvest France, et depuis la société Hammerson, s'est notamment engagée à contribuer à l'animation commerciale du centre-ville par une participation à la politique de communication et d'animation commerciale du centre-ville à hauteur de 500 000 euros maximum par an pendant les années suivant l'ouverture du projet.

Aussi depuis 2014, année d'ouverture des Terrasses du Port, Hammerson a ainsi contribué au financement de nombreux événements et projets de valorisation de la Ville de Marseille : spectacle de clôture de MP2013, soirée d'ouverture de la Biennale Internationale des Arts du Cirque en 2015, ou encore programmes d'animations commerciales en centre-ville, etc...

Hammerson est également membre actif et partenaire financier du dispositif de création et d'accompagnement d'entreprises Initiative Marseille Métropole.

Dans ce cadre, la société Hammerson a aussi contribué à la rénovation des commerces du centre-ville de Marseille.

En effet, en 2017, les partenaires signataires de la charte (Hammerson, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la délégation Bouches-du-Rhône de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de région PACA, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Fédération des commerces du Grand Centre-ville) se réunissaient, par la conclusion d'une déclaration d'intention, autour d'une nouvelle ambition commune : embellir le centre-ville en soutenant les commerces du cœur historique de Marseille dans la rénovation de leur devanture.

A ce titre, la société Hammerson a constitué un fonds d'intervention pour rénover les devantures commerciales du cœur de ville de Marseille à hauteur de 200 000 euros, à destination des commerçants et artisans du centre-ville sur 2 ans (2017-2019), pour la réalisation de leurs travaux.

Le projet vise à valoriser et engager des actions concrètes sur le cœur commerçant du territoire marseillais. Il vise notamment à permettre la rénovation des devantures commerciales de commerces non réglementaires et/ou dégradées et peu qualitatives.

Les entreprises éligibles :

- les occupants ou futurs occupants de locaux d'activités situés en pieds d'immeuble (hors centres commerciaux) du périmètre concerné ;
- les entreprises sédentaires, inscrites soit au registre du commerce et des sociétés soit au répertoire des métiers et situées sur le périmètre éligible ;
- les auto-entrepreneurs sont également éligibles à condition que toutes les formalités les concernant aient été effectuées auprès du Centre de Formalité des Entreprises (CFE) ;
- les franchisés : le comité technique d'attribution se réserve le droit d'étudier leur éligibilité au cas par cas ;
- les entreprises éligibles doivent justifier d'un chiffre d'affaires hors taxes inférieur à 1 million d'euros et être financièrement viables. La viabilité sera appréhendée par l'étude des documents comptables des 2 dernières années pour les commerces en activité (ou de ceux disponibles si l'entreprise a moins de 2 ans d'activité) et du prévisionnel sur 2 ans pour les entreprises en création ;
- les entreprises éligibles devront justifier d'une adhésion à la Fédération des commerçants

Marseille Centre ou une autre association de commerçants.

Travaux éligibles :

Toute rénovation extérieure de devanture commerciale dégradée ou peu qualitative, susceptible de contribuer à l'amélioration esthétique du commerce et de son environnement :

- Dépose de la devanture existante ;
- Réalisation d'une devanture (coffrage, vitrine, éléments de fermeture et de protection contre la pluie ou le soleil...) ;
- Nettoyage, rénovation, peinture de la façade du rez-de-chaussée commercial ;
- Enseignes et éclairage de la vitrine ;
- Rénovation de la façade commerciale ;
- Travaux d'accessibilité extérieure du commerce ;
- Terrasse ;
- Prestation de maîtrise d'œuvre (1 100 € HT maximum).

Afin de répondre à la problématique de la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille, il est donc proposé d'associer la Métropole aux actions initiées par la société Hammerson en faveur de l'animation commerciale et touristique dans le centre-ville de Marseille en approuvant l'avenant 1 à la charte d'accompagnement pour une insertion réussie des Terrasses du Port.

Cet avenant a pour objet d'acter l'entrée de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans ce dispositif et de prolonger jusqu'au 31 décembre 2020 les engagements de la société Hammerson de contribuer à l'animation commerciale du centre-ville.

A cette fin, la société Hammerson allouera à ce dispositif un budget de 633 000 euros pour l'année 2020 ; étant précisé que celle-ci a déjà engagé une somme de 1 367 000 euros sur la période 2015-2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la charte d'accompagnement pour une insertion réussie des Terrasses du Port entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société Hammerson, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la délégation Bouches-du-Rhône de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de région PACA et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 036-7277/19/BM

■ **Approbation d'un avenant à la convention volontaire de développement économique et social pour La Mède par le Groupe Total 2016-2019 - Prorogation partielle pour l'année 2020**
MET 19/13581/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le groupe TOTAL, 1er acteur européen de l'industrie du raffinage, a décidé de faire évoluer le schéma industriel et organisationnel de son établissement Plateforme de La Mède (société TOTAL Raffinage France), qui est confronté à une perte durable de compétitivité.

Ce projet d'avenir pour la plateforme de La Mède comporte sept axes majeurs : le développement d'une bio-raffinerie, une augmentation de la fabrication d'essence aviation, le maintien de certaines unités de

raffinage, le déploiement d'une plateforme logistique, la construction d'une unité de production d'Adblue (additif qui permet de diminuer les émissions de dioxyde d'azote des poids lourds), la construction d'une ferme solaire photovoltaïque ainsi que la création d'un centre de formation.

Par cette convention, TOTAL manifeste sa volonté de participer au développement économique du territoire. Dans cette perspective, les signataires sont convenus de développer une stratégie permettant de maintenir une activité de TOTAL sur la plate-forme de La Mède, de soutenir la vocation industrielle du territoire, et de contribuer, de manière générale aux actions de développement économique du territoire de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer.

Cette convention comprend donc des actions liées à l'attractivité et aux projets industriels, mais aussi des actions de soutien au développement économique du territoire selon 9 axes :

- Article 1 : Les Initiatives en faveur de l'Emploi
- Article 2 : Appui à la Structuration de Plateformes Industrielles (PICTO...)
- Article 3 : L'Aménagement des Terrains de la Plateforme de TOTAL La Mède
- Article 4 : Soutien à l'Implantation de Projets Industriels sur le bassin de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer
- Article 5 : Subventions à la Réalisation de Projets d'Entreprises sur le bassin d'emploi de l'Etang de Berre – Fos-sur-Mer
- Article 6 : Le Soutien aux Entreprises de Sous-Traitance
- Article 7 : L'Antenne Total Développement Régional sur le site de La Mède
- Article 8 : Le Soutien à la Recherche et à l'Innovation
- Article 9 : Les actions permanentes de Total Développement Régional (TDR)

La convention volontaire de développement économique et social pour La Mède n° ECO 002-584/16/CM du 30 juin 2016 formalise les engagements l'Etat, la Région Sud, la Métropole Aix-Marseille Provence et TOTAL pour la mise en œuvre d'un plan d'actions.

Les éléments de bilan présentés en Comité Technique en octobre 2019 et Comité de Suivi en novembre 2019, illustrent les résultats atteints et l'impact des activités pour l'emploi et l'accompagnement d'entreprises. Le bilan des 3 années fait également apparaître un solde budgétaire positif de 1,1 million d'euros, pour lequel il est proposé une allocation sur trois axes d'intervention.

Aussi, la convention 2016-2019 susmentionnée doit connaître une adaptation de sa durée et ainsi être prorogée de 12 mois, soit jusqu'au 5 décembre 2020, afin de permettre la finalisation de la mise en œuvre des actions décrites aux :

- article 3 « Aménagement des terrains de La Mède » ;
- article 5 « Subventions aux projets d'entreprises » ;
- article 4 « Soutien à l'implantation de projets industriels » à l'exclusion des actions de prospection qui ne sont pas renouvelées hors programme d'influence ;
- article D « Cadre de la convention » concernant la durée de la convention

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 002-584/16/CM du 30 juin 2016, relative à l'approbation d'une Convention Volontaire de Développement Economique et Social - CVDES - de la Mède par le groupe TOTAL ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axée sur les économies productives et de la connaissance.
- Le projet du Groupe TOTAL qui représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi.
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle au pourtour de l'Etang de Berre.
- L'allocation budgétaire de TOTAL disponible pour la finalisation ainsi que la conduite des actions mentionnées aux articles 3, 4 (à l'exclusion des actions de prospection) et 5.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de prorogation de la convention volontaire de développement économique et social au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 038-7279/19/BM

■ Approbation d'un avenant de transfert à la convention de partenariat intitulée Appel à Projets Conjoint 2017 -2020 "Entreprendre dans les territoires fragiles"

MET 19/13508/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence et l'association Agence France Entrepreneur (AFE), ont conclu une convention de partenariat dont l'objet est de définir les modalités de leur coopération relativement à l'appel à projet « Entreprendre dans les territoires fragiles » sur la période 2018-2020.

Cette convention a été approuvée lors du Bureau Métropolitain du 28 juin 2018 et notifiée à AFE le 5 février 2019.

Pour rappel, l'objectif de cet appel à projet, doté d'une enveloppe maximale de 440 000€ - financé à hauteur de 150 000 € par la Région Sud, 10 000 € par la Métropole Nice Côte d'Azur, 60 000 € euros par la Métropole Aix-Marseille Provence et de 220 000 € euros par l'AFE - vise à accroître de manière significative la part des entrepreneurs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones de revitalisation rurale.

La convention de partenariat, objet de l'avenant, visait plusieurs obligations :

- Conditions de mise en œuvre et de financement des appels à projet, notamment le point crucial suivant lequel la Métropole est autorisée à percevoir et à reverser aux candidats retenus des appels à projets la part de cofinancement de l'AFE,
- Les obligations générales à la charge de la Métropole et de l'AFE dans le cadre de la mise en œuvre de l'appel à projet,
- Les obligations de reporting et de communication de la Métropole découlant de l'intervention financière de l'AFE.

Il apparaît qu'au 1^{er} janvier 2019, les missions assurées par l'AFE ont été intégralement transférées à BPIFRANCE Financement.

Ainsi, eu égard au traité de dévolution à titre universel conclu entre AFE et BPIFRANCE Financement il convient d'opérer, par voie d'avenant, un transfert de la convention de partenariat à BPIFRANCE Financement.

L'avenant annexé au présent rapport comporte les modifications suivantes:

- Les articles 1, 2, 4 et 5 modifient les noms et adresses de la structure cocontractante et des interlocuteurs désignés.
- L'article 3 modifie les modalités de versement de la participation de BPIFRANCE Financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 010-3893/18/BM portant approbation d'une convention de partenariat avec l'Agence France Entrepreneur, relative à l'appel à projets conjoint 2017-2020 "Entreprendre en territoire fragile".

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de percevoir et reverser aux candidats retenus dans le cadre de l'appel à projet objet de la convention initiale la part de cofinancement de l'AFE devenue BPIFRANCE Financement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif au transfert de la convention de partenariat à BPIFRANCE financement.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 039-7280/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Vitrolles pour la réhabilitation de l'impasse de Belgique de la ZA de l'Anjoly MET 19/13054/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la Commune de Vitrolles a engagé la réhabilitation de la ZA de l'Anjoly avec la requalification complète de la rue d'Espagne. Pour poursuivre la réhabilitation du secteur, il est aujourd'hui proposé de travailler sur l'impasse de Belgique.

Comme pour la rue d'Espagne, la vétusté de l'impasse de Belgique ne permet plus aujourd'hui une desserte dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Par ailleurs, la voirie ne dispose pas de caractéristiques permettant le déplacement des modes doux (piétons, vélos).

Une étude de faisabilité a été réalisée par la commune qui souhaite aujourd'hui passer en phase opérationnelle.

Le programme des travaux de l'impasse de Belgique est le suivant :

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- Décapage complet de la voirie
- Reprise en chaussée lourde de la voirie en conservant une emprise de 6m de large
- Reprise des avaloirs pluviaux
- Création d'un trottoir réglementaire et sécurisé (intégration d'une protection avec une bordure haute)
- Reprise de l'éclairage public
- Signalisation verticale et horizontale

La section du projet est une voie en impasse où l'on constate très peu de déplacements en vélo et qui ne dispose pas des emprises foncières nécessaires pour intégrer un cheminement dédié. Il est proposé de classer l'axe en zone 30 et de prévoir une voirie partagée.

Le coût des travaux est estimé à 440 000 € TTC auxquels il faut ajouter 20 000 € TTC d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 460 000 € TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la réévaluation de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » (DI336AP) pour un montant de 1 000 000€ ;
- La délibération FAG 105-4546/18/CM du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N°17/1207 avec la commune de Vitrolles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 24 octobre 2019 validant l'avenant N°2 à la convention de gestion N°17/1207 avec la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux sur la commune de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation de l'impasse de Belgique sur la ZA de l'Anjoly pour un montant de 460 000 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de l'impasse de Belgique sur la commune de Vitrolles pour un montant de 460 000 euros TTC, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162331, nature 4581 fonction 61, autorisation de programme DI331AP « travaux ZAE toutes communes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 040-7281/19/BM

**■ Acquisition foncière et prise de possession anticipée pour la réalisation d'un carrefour à l'entrée de la zone d'activités de Couderousse sur la commune de Meyrargues
MET 19/13150/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de sa compétence en matière de « création, gestion et aménagement de zones d'activités économiques » la communauté du pays d'Aix avait déclaré en 2005 d'intérêt communautaire la ZAE de Coudourouse.

Cette zone d'activité est aujourd'hui partiellement en friche. Le long de la RD 96, le site est occupé par des hangars et entrepôts très dégradés, dont l'occupation n'est pas optimisée. Le site est traversé d'Est en Ouest par le chemin des Bouches du Rhône, qui n'est pas dimensionné pour accueillir de nouveaux projets économiques. Sur le côté Sud de la RD 96, l'ancienne usine de conserverie Barbier Dauphin a été réhabilitée et abrite aujourd'hui une moyenne surface commerciale de l'enseigne Leclerc.

L'accès à cette zone d'activité se fait par un carrefour giratoire qui aujourd'hui n'est pas dimensionné pour assurer des trafics de Poids lourds ni pour absorber les trafics qui pourraient être induits par un réaménagement du secteur.

Un programme de réhabilitation est actuellement en cours pour d'une part réaménager le chemin du BDR qui serait l'axe principal de desserte des lots, et d'autre part créer un accès adapté à cette zone. Ce programme intègre la création d'un nouveau carrefour giratoire qui est aujourd'hui indispensable pour le développement de la zone.

Pour la réalisation de ce carrefour, il est nécessaire de procéder à des acquisitions foncières au sud de la RD96.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé un processus d'acquisition amiable des surfaces nécessaires aux travaux précités auprès de ALDIS ALPES DISTRIBUTION.

La Métropole doit se porter acquéreur d'une partie des parcelles cadastrées AP n° 176, représentant une superficie approximative de 190m² (annexe 1), pour un prix de 18 euros/m² TTC, conformément à l'avis des domaines du 17 avril 2018 pris dans le cadre du projet d'acquisition sous DUP des emprises foncières non bâties du Quartier « La Grange » et « La Coudourouse ».

Afin de faciliter la réalisation des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait signer une convention avec la société ALDIS ALPES DISTRIBUTION fixant les conditions de la prise de possession anticipée des emprises des parcelles susvisées. Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour le second semestre 2020.

La prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence est consentie à titre gracieux.

Cette acquisition rend nécessaire la reconstitution des limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération :

- Réalisation d'un carrefour giratoire de 15m de rayon extérieur (8m d'îlot et 7 m d'anneau)
- Réalisation d'un cheminement piéton sur trottoir à l'extérieur de l'anneau.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assumera la totalité des démarches administratives autorisant la réalisation de ce carrefour.

La totalité des crédits nécessaire à la réalisation de cet aménagement est intégrée dans l'Autorisation de programme n° DI610AP pour la réhabilitation de la zone de Meyrargues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A143 du Conseil Communautaire de la CPA du 24 juin 2005 déclarant d'intérêt communautaire la zone d'activité de Meyrargues ;
- La délibération n°2006_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 3 février 2006 créant l'autorisation de programme du secteur de Meyrargues n°DI610AP pour un montant de 1 920 000€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des domaines n°2017-059V2602 du 17 avril 2018 pris dans le cadre du projet d'acquisition sous DUP des emprises foncières non bâties du Quartier « La Grange » et « La Coudourouse » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie approximative de 190m² à détacher des parcelles cadastrées section AP n° 176, conformément au plan joint en annexe, propriété de ALDIS ALPES DISTRIBUTION, et sise à Meyrargues, pour un prix de 18 euros/m² TTC, soit un prix estimatif avant bornage de 3420 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée une convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur les parcelles cadastrées section AP n° 176, propriétés de la société ALDIS ALPES DISTRIBUTION, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du carrefour giratoire sur la commune de Meyrargues.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents relatifs à cette acquisition.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget « Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix », en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162610, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI610AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 041-7282/19/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société SCI La Lagune - Prorogation des délais de réitération par acte authentique**
MET 19/13338/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société SCI La Lagune a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'acquisition d'un terrain situé sur la zone de la Gandonne pour la construction d'un bâtiment de 1 000 m² (Bureaux, atelier et lieu de stockage) afin de poursuivre le développement de son entreprise.

Par délibération n° ECO 003-5546/19/BM du 28 mars 2019, a été approuvée la vente d'un terrain, lot n° 11 de la zone d'activités de l'extension de la Gandonne à Salon-de-Provence, d'une superficie de 2 830 m², au prix de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 254 700 euros hors taxes.

Or la signature de l'acte de vente a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente : ainsi le permis devra être déposé au plus tard le 31 juillet 2020 et l'acte authentique signé au plus tard le 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole ECO 003-5546/19/BM du 28 mars 2019 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société SCI La Lagune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonnais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 juillet 2020 du dépôt de permis et au 31 décembre 2020 de la réitération par acte authentique du lot 11 d'une surface de 2 830 m² à détacher de la parcelle cadastrale CW n°1323 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la SCI La Lagune, ou à toute autre société devant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 254 700 euros hors taxes.

Article 2 :

L'Etude Andréani, étude notariale à Salon de Provence, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toute disposition y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 042-7283/19/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un terrain de la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne à l'entreprise EURL Errera José - Prorogation des délais de réitération par acte authentique MET 19/13339/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise EURL Errera José, spécialisée dans la maçonnerie générale, a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'acquisition d'un terrain sur la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne.

Par délibération n° ECO 003-5342/19/BM du 28 février 2019, a été approuvée la vente d'un terrain, lot n° 17 de la zone d'activités du Bas Taulet à Pélissanne, d'une superficie de 1 116 m², au prix de 54,24 euros hors taxes le m², soit un montant total de 60 530 euros hors taxes.

Or, la signature de l'acte a été retardée et n'a pu être réalisée dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de signature de l'acte authentique et de confirmer la volonté commune des parties de procéder à la vente au plus tard le 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ECO 003-5342/19/BM du 28 février 2019 portant vente d'un terrain de la Zone Artisanale du Bas Taulet à Pélissanne à l'entreprise EURL Errera José ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 juillet 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot n° 17 de la Zone Artisanale des Bas Taulet à Pélissanne, d'une superficie de 1 116 m² au prix de 54,24 euros HT le m², à l'entreprise EURL Errera José ou à toute autre société devant s'y substituer.

Article 2 :

L'Etude Camille, étude notariale à Salon de Provence, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toute disposition y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 043-7284/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement pour l'opération "Restructuration de l'Anse du Pharo" située à Marseille dans le 7ème arrondissement MET 19/12404/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités

liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de son ancienneté, celle-ci s'est organisée au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres de portée et de facilités d'accès.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, a validé des orientations de restructuration du site de l'Anse du Pharo dont la vocation est de devenir une zone d'activités dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

Par délibération n° ECO 007-3622/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un contrat de concession de travaux d'une durée de 25 ans pour la restructuration et l'exploitation du site de l'Anse du Pharo, ainsi que le choix de la SPL SOLEAM comme concessionnaire. Ce contrat a été notifié à la SOLEAM le 16 mai 2018. L'avenant n°1 au contrat de concession prolongeant la durée de la concession en la portant à 26 ans et modifiant la durée prévisionnelle de la phase étude a été dûment notifié le 25 septembre 2019. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11 239 954 euros HT (selon le bilan de l'opération annexé au contrat de concession), dont 9.5 millions d'euros pour les aménagements terrestres et maritimes : infrastructures et superstructures (pontons, équipements).

La participation de la Métropole au financement de cette opération est de 4 M d'euros HT, correspondant pour partie aux subventions à solliciter auprès de partenaires, et pour laquelle une sollicitation de subventions, notamment auprès de la région Sud

PACA, et de l'agence de l'eau doit être autorisée. En effet, suite à un accord entre la SOLEAM et la Métropole il a été convenu que ce soit la Métropole, en tant que concédant, qui dépose le dossier de demande de subvention, par souci de simplification. Pour la réalisation de ce projet et sa participation financière à cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc créé une opération d'investissement n° 2017107400 pour un montant de 4 000 000 d'euros HT conformément à la délibération ECO 005-2727/17/CM du 19 octobre 2017.

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Lancement du concours de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trim 2019
- Notification du groupement de concours : 4^{ème} trim 2019
- Démarrage des travaux : fin 2019
- Réception des travaux : Mai 2023

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3-Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017 et auprès de l'Agence de l'Eau et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 11 239 954 euros HT correspondant au coût d'investissement de l'opération selon le bilan de l'opération annexé au contrat de concession. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement concessionnaire		
SOLEAM au titre de concessionnaire	64,4 %	7 239 954
Autofinancement et Financement externe		
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) »	9,6 %	1 080 000
Agence de l'Eau Rhône « Contrat de baies »	3,7 %	419 000
Métropole Aix-Marseille Provence	22,3%	2 501 000
SOUS TOTAL HT et Autofinancement Financement externe	35,6%	4 000 000
TOTAL HT	100 %	11 239 954 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 005-2727/17/CM en date du 19 octobre 2017 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à l'opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo ;
- La délibération n°ECO 003-5722/19/CM du 28 mars 2019 portant sur l'approbation de l'avenant n°1 au contrat de concession de travaux pour la restructuration et l'exploitation de l'Anse du Pharo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de Conseil de territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réhabilitation du site de l'Anse du Pharo ;
- L'intérêt de mobiliser un large partenariat financier autour de ce projet de restructuration emblématique pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et l'Agence de l'Eau

Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Natures 238-2031-231321-204182- Fonction 515 – Opération 2017107400 – Sous politique B320.

La recette correspondante est inscrite en section d'investissement sur le Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311-1312 - Fonction 61 - Sous politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 044-7285/19/BM

**■ Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique
MET 19/13171/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière

de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 17 septembre 2019, 344 personnes dont 263 pour un

projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié. En comparaison, en 2018 à la même date l'ADIE avait financé 309 personnes.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire (CT) :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total au 17/09/2019
Nombre total de personnes financées	243	44	14	15	7	21	344
Pour un projet d'entreprise	184	35	10	11	5	18	263
Pour un projet d'emploi salarié	59	9	4	4	2	3	81

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 euros)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 euros)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet de l'ADIE, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 68 000 euros au titre de l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal 2020. Cette subvention est décomposée comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 68 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La subvention sera répartie ainsi :

Territoire Marseille Provence :	40 000 euros
Territoire du Pays d'Aix :	10 000 euros
Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile :	6 000 euros
Territoire Istres Ouest Provence :	5 000 euros
Territoire du Pays Salonais :	2 000 euros
Territoire du Pays de Martigues :	5 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 045-7286/19/BM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement spécifique de l'Association APEX
MET 19/13515/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes.

L'activité de l'APEX propose 2 grandes actions :

- B'Wellcome : Offre internationale d'accueil et d'accompagnement des talents

Le développement d'une entreprise suite à un rachat, une restructuration est souvent l'aboutissement d'un long processus de réflexion relevant d'une multitude de critères et que la dimension humaine joue un rôle clef. Cette action consiste à présenter aux salariés et à leurs familles les atouts du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, faciliter leur installation (démarches administratives, inscriptions scolaires...) et accompagner les conjoints dans leurs recherches d'emploi.

- Networking export

De nombreux événements sont organisés à l'instar des clubs action business, clubs de l'international (conférences), pépites de l'international (visite d'une entreprise exportatrice).

Pour mémoire, la subvention allouée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'APEX était de 115 000 euros en 2019 dont 100 000 euros pour la conception d'une nouvelle offre d'attractivité favorisant l'accueil et l'installation pérenne de talents.

En effet, le dispositif « B'WELLCOME » permet d'intégrer les acteurs publics et privés (Ville de Marseille, CCIMP, APEX, EPAEM), de renforcer l'attractivité du territoire, d'attirer des nouveaux talents pour le compte d'entreprises de la région.

Concernant l'action 1 correspondant au dispositif B'Wellcome, les phases sont les suivantes :

- BWELLCOME.FR : un guichet unique qui informe les collaborateurs et leur famille tout au long de leur intégration.
- ATTRACTIVE SESSIONS & DISCOVERY TOUR : les équipes rencontrent les « talents » dans un 1er temps pour découvrir les avantages de ce territoire et leur présenter le dispositif puis les invitent à découvrir le territoire.
- Aix Marseille Provence CARD : pour faciliter les demandes administratives des salariés des nouveaux arrivants.
- HOME SWEET HOME : l'APEX, en s'appuyant sur des experts de la relocation (selon une charte de qualité préétablie), facilite la recherche de leur future résidence (selon un cahier des charges à établir).
- EASY SCHOOL : l'APEX, en s'appuyant sur des experts de la relocation (selon une charte de qualité préétablie), facilite la recherche des établissements scolaires, internationaux ou pas, qui accueilleront leurs enfants,
- EASY FRENCH : proposition de cours de français langues étrangères
- FRENCH TOUCH : pour faciliter l'intégration professionnelle, des formations interculturelles sur-mesure telles que « Comment travailler avec les français ? », « Comment travailler dans une entreprise multiculturelle ? »,
- JOB GATE : avec l'outil RECRUT'EXPORT et grâce à son réseau de cabinet de recrutement spécialisés

(cabinets d'Outplacement), l'APEX facilite également l'insertion professionnelle des accompagnants (conjoints, conjointes),

- MONEY GATE : faciliter l'ouverture de comptes bancaires en local.

Concernant l'action 2 correspondant au dispositif Networking export, les missions sont les suivantes :

- Clubs de l'International
- Clubs Action Business
- Les Rencontres de l'International
- Les soirées « Esprit Club »
- Mise en relation au quotidien entre chefs d'entreprises, pour faciliter et accélérer leur business à l'International
- Mise en place de partenariats avec les acteurs clés du territoire

Compte-tenu de son ambition en termes d'attractivité, notamment sur le plan international, avec l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire et le renforcement des compétences au sein des entreprises au travers de recrutement de talents internationaux, le territoire Aix-Marseille-Provence a contribué en 2019 au déploiement d'un nouvel outil favorisant l'attractivité et l'accueil notamment de talents. Ce dispositif a été un succès et accompagne déjà des entreprises.

Le bilan des actions 2019 est le suivant :

Networking Export :

- 7 Clubs Action Business | 200 participants
- 5 événements Esprit Club | 79 participants
- 2 Clubs de l'International | 40 participants
- Forum du Financement à l'International MONEY MONEY MONEY | 100 participants
- Soirée des Femmes de l'International | 44 participantes

Compétence Export :

- 4 rendez-vous « Les Routes de l'International » | 300 participants
- RECRUT'EXPORT Online | 65 participants

Cap Export :

- 2 entreprises ont suivi le programme
- 3 tuteurs • 1 chargé de mission

B'WellCome :

- 58 familles ont bénéficié de ses prestations réparties de la façon suivante :
- 47 Home Sweet Home • 8 Individual Discovery Day • 9 Easy School • 5 Outplacement (en cours)

Plusieurs entreprises sont intéressées par ce dispositif et sont en cours de contractualisation.

Pour les actions menées par l'association APEX, le soutien financier de 20 000 € sera réparti de la façon suivante :

- 5 000 € pour l'action 1 concernant le dispositif B'Wellcome,
- 15 000 € concernant la seconde action Networking Export.

« Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire,
La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde (soit 20%) sera versé sur production, au plus tard le 30 juin N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention. »

Aussi, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;
- La plus-value impulsée par la création et l'innovation, le développement des marchés par la communication et la mise en commun des ressources ;
- La proposition de l'initiative de l'APEX de mettre en place un nouveau dispositif adapté ;
- L'implication financière des principaux acteurs concernés (Ville de Marseille, CCIMP et EPAEM).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association APEX au titre de l'exercice 2020, répartie de la façon suivante : 5 000 euros pour le dispositif B'Wellcome et 15 000 euros pour le Networking Export, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique B320 – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 046-7287/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pays d'Aix Développement - Approbation d'une convention MET 19/12964/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1996 à l'initiative de la Communauté du Pays d'Aix, Pays d'Aix Développement (PAD) est un acteur majeur en matière de dynamique d'implantation des entreprises et de promotion économique du territoire.

L'action de PAD est structurée autour de quatre axes essentiels :

- Une mission d'accueil des entreprises et de facilitation de leur implantation (mobilisation des aides financières, proposition de terrains et de locaux, problématique du recrutement et de la formation, suivi de l'implantation), qui s'est traduite par le suivi d'environ 400 à 450 dossiers par an.
- Une mission d'accompagnement au développement endogène des entreprises existantes (développement d'entreprises déjà présentes sur le territoire) et exogène des entreprises existantes (demandes d'entreprises émanant de l'extérieur en recherche d'implantations). Dans le cadre de sa mission de développement endogène, PAD apporte conseils et informations auprès des entreprises matures déjà implantées sur le territoire.
- Une mission de promotion du territoire et de prospection d'entreprises, afin d'attirer de nouvelles entreprises en Pays d'Aix. Pour ce faire, PAD utilise un large panel d'actions publicitaires de marketing territorial : affichage dans les aéroports, publicité presse, radio et internet, site internet PAD, réseaux sociaux, édition de plaquettes et magazine « Les Énergies de la Victoire », organisation des rencontres du Club Entreprises des Énergies de la Victoire, participation à des salons et colloques professionnels...,
- Une mission de soutien à la création d'entreprises innovantes et technologiques à travers la gestion du Dispositif d'Amorçage Provençal déployée sur l'ensemble du périmètre de la Métropole qui est devenu, suite à la délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA)

Ce dispositif d'amorçage est destiné à financer les premiers besoins (études de marché, études

techniques, prototypes...) d'un projet technologique ou innovant sous forme d'un prêt d'honneur plafonné à 40 000 € à taux zéro. Ces projets ont vocation à intégrer ultérieurement les pépinières et hôtels d'entreprise du territoire ou l'un des espaces économiques éligibles.

Historiquement, ce dispositif concernait uniquement les communes du bassin minier ; depuis 2012, suite à un premier abondement par la collectivité, ce dispositif est étendu à l'ensemble des communes du Pays d'Aix.

Depuis sa création, le dispositif d'amorçage comptabilise 2 845 566 € de subventions ayant abondé le dispositif, 123 projets propulsés, 94 entreprises créées, près de 551 emplois créés et pérennisés.

L'élargissement de ce dispositif à l'échelle de la Métropole depuis 2018 mobilise des moyens humains et financiers accrus qui justifient la participation financière complémentaire du Territoire de Marseille-Provence.

Le pré-bilan 2019 arrêté au 31 août 2019 fourni par PAD fait apparaître les éléments suivants :

- 368 dossiers suivis
- 123 implantations représentant 2.050 emplois, dont :
 - 50 nouvelles entreprises implantées, soit 413 emplois créés ou transférés sur le territoire du Pays d'Aix
 - 73 entreprises qui se sont développées de manière significative sur le territoire, soit 1965 emplois créés et maintenus.
 - 30 dossiers ont été suivis en amont par PAD et 93 dossiers ont été suivis après la prise de décision d'implantation

Les implantations se répartissent de la façon suivante :

- 57 % dans le secteur des services,
- 15 % dans celui de l'industrie,
- 23 % dans le commerce,
- 3 % dans le juridique
- 2 % dans le transport et la logistique,

Transactions bureaux et locaux d'activités au 31 août 2019 : 51 527 m² placés.

Ces chiffres correspondent aux 123 implantations suivies par PAD et les commercialisateurs partenaires au 31 août 2019.

La commercialisation des terrains publics sur la ZAC de Lenfant (Aix), de La Bertoire II (Lambesc), du Parc d'activités Morandat (Gardanne), des Vergeras (St Estève Janson, de la Burlière (Trets), du Carreau de la Mine (Meyreuil) et La Roque d'Anthéron II, mais aussi les opérations initiées sur Vitrolles qui devraient

permettre de maintenir un bon niveau de transactions dans les prochaines années. »

Afin de poursuivre en 2020 l'ensemble des missions engagées telles que précisées plus haut, le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 498 000 euros, à l'association PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT, soit :

- pour le Territoire du Pays d'Aix (CT2) 474 000 euros
- pour le Territoire Marseille Provence (CT1) 24 000 euros

Ce montant représente 84.46% du budget prévisionnel de fonctionnement de 589 631 euros, et 51.34% du budget global consolidé de 969 831 euros.

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_189	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	589 631 €	24 000 €	24 000 €	oui
2020_190		CT2 Pays d'Aix		474 000 €	474 000 €	
TOTAL					498 000 €	

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Bureau de la Métropole, par délibération du 19 décembre 2019, a décidé d'attribuer à l'association, une subvention de 272 600 euros, au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 008-4739/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 relative au renouvellement de la

convention cadre entre la Métropole et Pays d'Aix Développement ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 498 000 euros ; prise en charge répartie comme suit :

- 24 000 euros sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence
- 474 000 euros sur l'Etat Spécial du Territoire Pays D'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, en section de fonctionnement Sous-Politique B320, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61 pour 24 000 euros et sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61 pour 474 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 047-7288/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif Aix-Marseille Provence Amorçage (AMPA) - Approbation d'une convention MET 19/12965/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de déployer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA), jusqu'alors mis en œuvre au territoire du Pays d'Aix, sur l'ensemble du périmètre de la Métropole. Ce déploiement consiste à abonder un fonds d'un dispositif d'amorçage via une subvention annuelle à l'opérateur chargé dudit dispositif.

En vertu de la délibération précitée, c'est l'association Pays d'Aix Développement (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement du dispositif. Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation

Dans la mesure où ce dispositif s'appuie, d'une part, sur des fonds de reconversion de l'ancien bassin minier et, d'autre part, sur des conventions de revitalisation gérées par la DIRECCTE, une

convention cadre a été signée entre l'État, l'association PAD et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Les acteurs institutionnels participent, aux côtés d'un certain nombre d'experts, au comité de sélection et au comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

Conformément à ladite convention cadre, la Métropole abondera le fonds moyennant une subvention annuelle versée, à l'échelle de chaque territoire, à l'association qui s'est vu confier le rôle d'opérateur du dispositif. Le soutien de l'État se traduit par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Enfin, le dispositif AMPA est également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

A la date du 31 août 2019, le dispositif d'amorçage présente le bilan suivant, en prenant en compte les dossiers réalisés depuis 2003 à l'échelle du territoire du Pays d'Aix :

- 123 dossiers retenus propulsés (dont 6 entre le 1/01/19 et le 31/08/19)
- 551 emplois créés et pérennisés, 94 entreprises créées
- 256 dossiers examinés en comités de sélection (dont 17 entre le 1/01/19 et le 31/08/19)
- 12 échecs
- 1 276 769 euros remboursés par les porteurs de projet (dont 71 488 euros début 2019)
- 3 876 795 euros engagés (dont 258 800 euros début 2019)

En 2020, l'association prévoit d'examiner environ 80 dossiers pour déterminer l'éligibilité (41 dossiers reçus au 31 août 2019 ; 17 projets présentés en comité de sélection, 6 dossiers financés et 2 dossiers déjà retenus prévus au comité d'engagement en novembre 2019).

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2020, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- 68 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 202 600 euros représentant

53% du coût prévisionnel global de 3 80 200 euros (cf. tableau ci-dessous)

N° GU	Association	Territoire	Budget prévisionnel action 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_193	PAYS D'AIX DÉVELOPPEMENT	CT1 Budget Principal Métropolitain	380 200 €	68 000 €	68 000 €	OUI
2020_194		CT2 Territoire du Pays d'Aix		100 000 €	100 000 €	
2020_195		CT4 Pays d'Aubagne et de l'étoile		20 800 €	20 800 €	
2020_197		CT6 Pays de Martigues		13 800 €	13 800 €	
TOTAL					202 600 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans la convention d'objectif, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2020 d'un montant de 498 000 € (474 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 euros pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une autre délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin

d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, à l'association « Pays d'Aix Développement » une subvention de 202 600 euros au titre de l'année 2020, répartie comme suit :

- 68 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, nature 65748, fonction 61

- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60

- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 62.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 048-7289/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Éa Eco-entreprises MET 19/12977/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'innovation et le développement des Filières d'excellence comptent parmi les orientations stratégiques majeures de l'Agenda Economique de la Métropole, approuvé en mars 2017.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir les pôles de compétitivité mais aussi d'autres clusters rassemblant entreprises et centres de recherche autour d'une filière stratégique.

L'association Éa Eco-entreprises, créée en 1996, a pour mission d'accompagner les éco-entreprises régionales dans les différentes étapes de leur parcours de croissance en favorisant notamment l'émergence de solutions et de services innovants visant à comprendre, mesurer, prévenir, limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement.

Elle est composée d'un réseau d'acteurs qui rassemble entrepreneurs, scientifiques, chercheurs autour d'un objectif commun : accélérer la transition écologique et énergétique dans l'intérêt des générations futures en proposant une approche globale interdisciplinaire, propice au développement économique et à une vision systémique des problématiques de cette transition.

Le réseau constitue ainsi pour tout acteur public ou privé qui souhaite s'engager dans l'économie circulaire, un véritable centre de ressources des solutions concrètes et efficaces existantes.

Fort de ses 166 membres parmi lesquels l'on compte plus de 150 entreprises, Éa Eco-entreprises développe une approche multi-filières (eau, déchets, sites et sols pollués, énergies renouvelables, génie écologique,...) unique en région et positionne ainsi les éco-entreprises comme acteurs de l'économie circulaire.

Reconnue pour son expertise dans le domaine de l'eau, Éa Eco-entreprises porte la délégation régionale

du pôle AQUAVALLEY depuis 2011, ce qui lui permet de mettre en œuvre différentes actions structurantes pour cette filière mais également pour les filières connexes telles que l'énergie, la biodiversité, les sites et sols pollués, au bénéfice de l'activité économique de l'ensemble.

Seul cluster à rassembler différentes filières dédiées au développement durable, Éa Eco-entreprises mènera en 2020 des actions d'appui technique visant à valoriser les solutions opérationnelles de ses membres auprès des Donneurs d'ordre Publics et privés.

Ces actions se déclineront par les leviers de compétitivité suivants :

- Développer et animer le Réseau

L'association développe depuis de nombreuses années des outils d'animation de son éco-système visant à mettre en relation l'ensemble de ses parties prenantes (entreprises, centres de recherche et de formation, collectivités, associations, organismes de développement économique, etc...) dans une triple perspective de développement de l'innovation, des courants d'affaires et donc de l'emploi, et de partage d'expériences.

Elle anime le réseau en s'appuyant sur les partenariats créés par l'association avec les autres acteurs régionaux, nationaux ou internationaux : information et sensibilisation sur des domaines réglementaires ou stratégiques, détection de besoins pouvant faire émerger des projets de R&D collaborative, identification de compétences complémentaires au sein du réseau (journées techniques, newsletter, groupes de travail, formation, ...).

A cet effet, Éa Eco-entreprises :

- rencontre régulièrement les adhérents pour évaluer leurs besoins spécifiques et propose un accompagnement ciblé ;
- intègre de nouveaux membres
- organise également « Éa Business Time » chez ses membres, deux fois par an

– Assurer la délégation régionale du Pôle AQUAVALLEY

Les actions proposées sont les suivantes :

- Assurer le suivi de projets initiés dans le cadre de l'action eau & énergies et animer la commission métrologie
- Organiser un événement sur le biseau salé et ses impacts (en partenariat avec la Région Sud, l'agence de l'Eau et la Métropole Aix-Marseille-Provence)
- Intervenir en tant que partenaire de la CCIMP dans l'Hydro Business meeting et le congrès international d'UICN
- Organiser deux soirées Ea Rés'eau

- Valoriser et promouvoir les savoir-faire :

- Proposer une nouvelle version de son site internet, vitrine des éco-solutions en région Sud
- Participer au Salon Pollutec Lyon (18 membres intéressés) en partenariat avec les autres Pôles Ecotech régionaux
- Organiser avec la DREAL PACA, 2 événements de rencontres Donneurs d'Ordre / éco-PME : favoriser la mise en relation avec les DO privés et publics
- Co-organiser avec la CCIMP la rencontre business « solutions environnementales pour les DO publics et privés »
- Organiser à Aix-en-Provence un événement dédié au Photovoltaïque
- Organiser avec la DREAL PACA, la Région Sud et la Métropole Aix-Marseille-Provence, un groupe de travail et un événement axé sur des solutions fondées sur la nature.

- Orienter vers de nouveaux marchés :

- Positionner les adhérents le plus efficacement possible vers de nouvelles opportunités
- Sujets retenus pour 2020 : les nano-matériaux (objet de travaux au sein du réseau depuis 2 ans)
- Affiner et mettre en œuvre l'offre NEC : suite à l'accélération réalisée par RISING Sud en 2019

- Accompagner les entreprises en termes de RH, trésorerie, investissement :

- Faisabilité technique du projet, réalisation du pré-diagnostic RSE de l'entreprise
- Mise en relation avec les membres du réseau experts et avec des potentiels financeurs
- Aide à la décision stratégique, conseil à la rédaction des dossiers, aide au pitch

Ces dispositifs seront complétés en 2020 par l'organisation d'une matinée dédiée aux nouveaux outils mis en place par la Plateforme régionale des achats de l'État, et également par le relais auprès des entreprises membres des différents dispositifs relatifs au Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER).

- Accompagner l'Innovation :

Le dispositif encourage la culture de l'innovation au sens large et accompagne individuellement les entreprises : veille à la diffusion des appels à projets, à l'émergence des idées et la formalisation des projets, à la recherche de partenaires, de financements adaptés, de labellisation et de suivi des projets.

Éa Eco-entreprises étant la délégation régionale du Pôle de compétitivité de la filière Eau, les entreprises bénéficient pour cette filière, de l'expertise du Comité de labellisation du Pôle pour les projets de recherche collaborative (dispositif PSCP ex FUI).

- Promouvoir les éco-PME à l'International :

Éa Eco-entreprises anime la thématique à travers son Club International : outil permettant de rassembler les éco-entreprises déjà ou potentiellement exportatrices sur des sessions de formation, débriefing de missions et échanges d'expériences.

L'enjeu principal consiste à accroître la culture de l'international dans les PME pour développer des parts de marché et valider leur capacité à exporter leurs savoir-faire ou leurs produits, via :

- La collecte et la diffusion de l'information stratégique auprès des adhérents, l'échange des informations, l'accompagnement et l'animation à travers son club international.
- L'échange des informations lors des réunions du Club-International organisées sur des thématiques précises répondant aux besoins et attentes des membres

- Former et développer l'emploi
Les formations proposées visent à aider les chefs d'entreprise à anticiper sur leurs compétences et

celles de leurs salariés via une offre de formations spécifiques.

Pour 2020 l'association prévoit :

- Un accompagnement des membres sur les problématiques RH : relais des offres d'emplois, dossiers CEDRE, dispositif ARDAN, partenariat avec la mission locale d'Aix-en-Provence
- Animation du club RH : proposer aux entreprises des ateliers sur des sujets répondant à leurs besoins (identifiés par les appels à manifestation d'intérêt)

Pour mener à bien ces actions, Éa Eco-entreprises sollicite une subvention de 20 000 € auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire du Pays d'Aix (CT2), correspondant à 3,23 % du budget prévisionnel d'un montant de 618 743 €.

La dépense se répartit de la façon suivante :
- 15 000 € sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2)
- 5 000 € sur le Budget Principal Métropolitain (CT1)

N° GU	Association	Budgets	Budget prévisionnel global 2020	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs oui/non
2020_212	Éa Eco-Entreprises	CT1 Budget principal Métropolitain	618 743 €	5 000 €	5 000 €	NON
2020_213		CT2 Territoire du Pays d'Aix		15 000 €	15 000 €	
TOTAL					20 000 €	

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée.
Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité et autres clusters qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Éa Eco-entreprises une subvention de 20 000 euros pour l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la

Métropole et de ses états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 5 000 euros sur le budget principal Métropolitain.
- 15 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section fonctionnement, sous-politique B370 - chapitre 65, nature 65748, fonction 67 et sur le Budget de l'État spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 049-7290/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association "Les Entrepreneuriales en PACA" MET 19/13027/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle accompagne l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA. L'association agit pour la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes post-bac. Les Entrepreneuriales PACA, depuis sept ans, met en œuvre un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole.

En 2019, grâce à ce dispositif, 113 étudiants, contre 96 l'année précédente, ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu.

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (parcours supérieur divers) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canevas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

L'objectif de l'association pour l'année scolaire 2020-2021 est d'accompagner 20 équipes sur le campus Aix Marseille, soit plus d'une centaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille.

Chaque équipe aura pour coach un professionnel qui va les accompagner tout au long de son projet, développer l'idée vers le projet et ensuite à la création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et ayant déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une entreprise qui contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera sur l'année scolaire (2020-2021) et comme suit :

- 1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2020.
- 2) Speed-dating en octobre réunissant les étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.
- 3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera pendant 5 mois jusqu'en mars 2021.
- 4) En mars 2021, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise à travers un Business Plan et une vidéo pitch de 30 secondes sur leur projet.

Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis trois ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence, après leur participation au programme.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet des Entrepreneuriales PACA, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin

que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 26,8 % du budget prévisionnel 2020 d'un montant de 74.500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Les Entrepreneuriales en PACA au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 10 000 euros par le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme/du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal de la Métropole sous-politique B320/61/65748.
- le Budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 050-7291/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la CPME 13 - Approbation d'une convention MET 19/13174/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. C'est donc pour poursuivre cette dynamique entrepreneuriale que dans son agenda du développement économique la Métropole encourage le soutien de la création et du développement des entreprises.

La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises 13 (CPME 13) quant à elle, est l'organisation patronale des petites et moyennes entreprises, tous secteurs confondus : industrie, services, commerce, artisanat et professions libérales.

Afin d'animer l'écosystème économique, la CPME 13 initie pour 2020 une action intitulée « Entreprendre dans ma ville ». Il s'agit d'un jeu de stimulation à la création d'activité (entreprises, associations) à destination des citoyens. L'objectif étant de les reconnecter à leur territoire, favoriser la créativité et l'intelligence collective, faire émerger des projets et les accompagner en synergie avec les structures locales d'accompagnement et de financement.

Cette action, d'une durée de 12 à 14 mois sera rythmée en 3 phases :

- Une phase d'avant jeu : correspondant à des réunions publiques (6 à 10) proposées aux habitants sous forme d'ateliers et d'une durée de 4 à 6 mois
- Une phase de jeu : correspondant à 3 jours de stimulation à la création d'activités (entreprises, associations..) dédié à au moins 200 participants. Cette phase se traduit par des conférences flash et des ateliers pédagogiques animée par une cinquantaine de professionnels et se termine par une remise des prix pour encourager les projets les plus prometteurs.
- Une phase de suivi post jeu permettant de suivre et de pérenniser les projets mis en place

En parallèle, une plateforme numérique de suivi des projets sera déployée afin de permettre à toutes les parties prenantes d'être informées de l'avancée de chaque projet et d'y apporter un soutien si nécessaire.

Pour cette première expérience, le déploiement de l'action aura lieu sur 5 bassins de vie de la Métropole tels que par exemple Aubagne, La Ciotat, Chateaufort, Marseille secteur 1/7^e et Marseille secteur 9/10^e...

Enfin, pour évaluer l'impact de cette action, la CPME 13 identifie les indicateurs suivants :

- Le nombre et la satisfaction des participants
- Le nombre et la satisfaction des structures d'accompagnement associées
- Le nombre et la qualité des projets de création accompagnés
- La satisfaction des acteurs institutionnels impliqués

Les objectifs fixés pour l'année 2020 et qui conditionnent le versement du solde consistent à avoir au moins 15% des groupes qui génèrent des projets de création d'activités et d'entreprises sur chacun des programmes.

Par ailleurs, l'association fera apparaître dans son bilan la part Hommes et Femmes des porteurs de projets concernés par l'action.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet « Entreprendre ma ville », il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Pour permettre de mener à bien cette nouvelle action il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer une aide financière à la CPME 13 au titre de l'année 2020.

Il est ainsi proposé de lui attribuer une subvention de 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour l'action « Entreprendre ma Ville » à la CPME 13 pour un montant de 50 000 euros au titre de l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à la CPME 13.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous Politique B320 – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 051-7292/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de l'association Cosens - Approbation d'une convention
MET 19/13305/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais. Cette association développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2020 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse
Territoire du Pays de Martigues : 5 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2020 à hauteur de 50 000 euros.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 36 500 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 2 000 euros pour le Territoire du Pays Salonais
- 6 500 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 10 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association COSENS, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Cosens une subvention de 34 500 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 6 500 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 10 000 euros

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec Cosens ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- L'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61
- L'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748
- L'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 60
- L'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 62

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 052-7293/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association "Cap Au Nord Entreprendre" - Approbation d'une convention MET 19/13429/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Cap Au Nord Entreprendre) est mise en place pour l'année 2020.

De plus elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle

(transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Par ailleurs la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements
- la promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois de faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations
- l'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, pro-actif dans les besoins du territoire.
- La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire
- Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus

De manière parallèle aux nombreuses politiques axées sur le secteur des quartiers du nord de Marseille, l'association Cap Au Nord Entreprendre a initié des démarches dans le but de renforcer l'attractivité économique et l'accès à l'emploi de son territoire. Ainsi, l'association, dans le souhait de dynamiser le développement économique de Marseille Nord, a mis sur pied un Plan de

Déplacements Inter-Entreprises, regroupant différentes actions innovantes, comme la création d'une plateforme de services de mobilité à fort impact social « Nord We Go ».

L'Association vise à travers son PDIE à faciliter les déplacements des salariés des entreprises du secteur géographique, notamment sur les premiers et derniers kilomètres, proposer des solutions alternatives à l'autosolisme, mettre en œuvre les partenariats nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs, ainsi qu'un plan d'actions servant le développement et la promotion des mobilités durables parmi lesquelles :

- L'organisation d'offres de service : autopartage de véhicules électriques, covoiturage, notamment pour les salarié-e-s précaires, accompagnement au management de la mobilité ;
- L'entretien pour le compte des acteurs économiques liés à l'association des relations avec les autorités organisatrices des transports ;
- Le conseil en mobilité ;
- L'utilisation en entreprise de l'outil Le Pilote ;
- Le soutien d'un projet de Parking Relais.

Compte tenu de ces objectifs, il est proposé d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre à hauteur de 50 000 euros pour l'exercice 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité,
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur du développement économique de son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 50 000 euros au titre de l'année 2020 à l'association Cap Au Nord Entreprendre, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux du territoire. Elle se répartit comme suit :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence pour des actions menées au titre de la compétence Développement Économique..

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 :

- A hauteur de 30 000 euros au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A710 nature 6574.
- A hauteur de 20 000 euros au Budget principal - Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 053-7294/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises "Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée" pour 2020 MET 19/13481/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée) est mise en place pour l'année 2020.

De plus elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE.

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les

effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe.

Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le programme d'actions s'adresse également aux deux sexes.

Présentation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée :

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais.

Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Nb : Le territoire Est constitue un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

Chiffres Clés 2019 :

- 214 adhérents (+64% en 2019) directs représentant 300 entreprises
- 15 membres du CA
- 5 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 1 permanent

Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activités et des entreprises occupantes,
- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

Résultats 2019 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises :

Durant l'année 2019 une cinquantaine d'événement ont été organisés, ceux-ci ont pris différentes formes :

- Petits déjeuners

- After-work
- Déjeuner Instant Formation & Recrutement
- Bizness Snackin' (Co-construites avec l'association de zones d'activités Pôle Alpha d'Aubagne)

Actions en faveur de la mobilité :

Un Plan de Déplacement Inter-Entreprises PDIE est en cours de réalisation pour le territoire Est pour lequel la DGA Mobilité a accordé en 2018 une subvention de 20 000 € (délibérée le 18/05/2018). Par ailleurs, l'association a obtenu le 2^e prix « Solu-mob » appel à projets lancé par la Métropole. Cette subvention de 94 750 € va contribuer plus spécifiquement à :

- La création d'une plateforme de co-voiturage
- La mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire
- La création d'événements incitant les salariés à ne pas utiliser leurs voitures ou encore la mise à disposition de modes de transports alternatifs à la voiture (comme le vélo).

A cet effet, un premier travail de diagnostic des flux et des besoins va permettre à LEHV de rassembler l'ensemble des entreprises sur deux zones d'intervention. A la Valentine, où d'importantes entreprises sont implantées (Arkema, Heineken, Leroy Merlin, Ikea, Panzani, Novotel & Ibis Hotel, Decathlon, Etablissement Français du Sang, Casino, Printemps...) et sur la Capelette où l'on peut noter la présence de la Société des Eaux de Marseille, Pole Emploi, Henry Blanc, Delta Assurance, LEHV est à l'initiative de la mise en œuvre de deux PDIE (Plan de Déplacement Inter-Entreprises).

Actions en faveur de l'emploi :

- Identification des activités économiques et des entreprises cibles,
- Formalisation d'une méthode d'enquête (besoins des entreprises, identification des problématiques, pistes d'amélioration)
- Création d'un club « DRH » partage des compétences et des dispositifs emplois (ex : emplois francs)
- Digitalisation de la CVthèque sur le site internet (favoriser l'embauche des demandeurs d'emploi)
- Participation aux forums emplois du territoire (Mairies de secteur, Maison de l'emploi)

Programme d'actions 2020 :

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau.

Le programme d'animations impulsé par la nouvelle équipe aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

- Les rencontres entre les entreprises
- D'impliquer leurs adhérents
- D'attirer de nouvelles entreprises

Au total 50 événements sont programmés sur 2020 :

- 10 Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux.
- 2 Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques.
- 25 rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce » « Commission Santé » et « Commission Capelette ».
- 10 After-Work et Petit-Déj'.
- 2 événements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R).
- 1 événement VIP, le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire.
- 1 événement sportif : course pédestre la Nocturne « Lions Club Marseille Doyen ».

Actions en faveur de l'emploi :

Afin de dynamiser l'emploi sur le territoire, l'association s'implique d'avantage dans la mise en relation entre l'offre et la demande à travers la digitalisation de la CVthèque.

Action en faveur de la mobilité :

Le plan de déplacement inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune sera déployé au-delà du territoire Est et donc sur tout le territoire de l'Huveaune.

Marketing territorial :

L'objectif pour 2020, finalisation du nouveau site internet (www.lehv.fr) et poursuite de l'édition d'une revue économique (biannuelle).

- Budget prévisionnel 2020 :

Le budget prévisionnel 2020 est de 230 000 euros contre 70 495 euros en 2019, soit une hausse de +329%. Cette augmentation significative s'explique par une diversification des recettes de nouveaux financeurs. Cette évolution permettra l'embauche d'un salarié.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale à hauteur de 40 000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée au titre de l'année 2020. Elle se décompose comme suit :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros afin de contribuer la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité,
- une subvention de fonctionnement de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention globale à hauteur de 40 000 euros à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée au titre de l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux de territoire. Elle se répartit comme suit :

- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros afin de contribuer la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité,
- une subvention de fonctionnement de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la compétence Développement Économique.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 :

- à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » Fonction 61 – Sous-Politique B320.
- à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Transports – Chapitre 011 - nature 6574. Sous-politique A710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 054-7295/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Athelia Entreprendre de la zone d'activités de La Ciotat MET 19/13491/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Économique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions de ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises PDIE sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...).

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour l'association Athelia Entreprendre, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le programme d'actions s'adresse également aux deux sexes. Des réunions d'information et de sensibilisation sont proposées aux associations de zones d'activité.

La zone d'activité Athelia de La Ciotat a été créée en 1987, simultanément à ceux d'Aubagne et de Gémenos, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer). La zone d'activité s'étendant sur près de 110 hectares regroupe aujourd'hui 300 entreprises de toutes tailles, qui emploient plus de 4 000 salariés. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V dont la commercialisation de 24ha de fonciers est en cours ; l'objectif étant d'accueillir 1500 emplois supplémentaires à terme. Athelia Entreprendre est une association loi 1901 créée en 2002, qui a pour mission la promotion et l'animation de la zone d'activité Athelia. Acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'Est métropolitain, l'association est un partenaire de référence en matière de développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Chiffres clés :

- 190 adhérents (représentant plus de 60% ; en légère et constante hausse par rapport à 2019)
- 15 + 2 membres du CA
- 60 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 3 personnes

L'association d'entreprises dont la RSE est l'ADN a pour rôle de :

- Communiquer et promouvoir les valeurs d'entreprises et le développement personnel des salariés comme le moteur de la profitabilité et du développement des entreprises
- Développer la culture du développement durable au service de toutes les entreprises des zones Athelia et de leurs salariés, en faveur d'un cadre de vie attractif et d'un environnement professionnel convivial
- Fédérer toutes les forces économiques régionales et les mettre à disposition du développement des entreprises d'Athelia et du bien-être de ses salariés.
- Contribuer à l'attractivité de l'environnement et à l'amélioration continue du cadre de vie de tous les acteurs des zones Athelia.
- Faire des zones d'activité d'Athelia un modèle régional en terme environnemental.

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Favoriser le développement économique des entreprises :

En organisant des événements reconnus, l'association favorise les échanges entre les entreprises (Les Vœux d'Athelia - L'Assemblée Générale d'Athelia – Les « Mardis d'Athelia » ...). Les sept associations de zones d'activité « AZA » du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation deux événements communs dont une journée d'échanges entre les entreprises du Bassin Est de la Métropole « Business Buzz ».

- Dimension sociale : emploi et bien-être des salariés :

Le second événement est une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost ». En 2019 aura lieu sur La Ciotat la 5^e édition de cet événement créé à l'origine par l'association Athelia Entreprendre puis étendu aux 7 AZA. La journée consiste en conseils auprès de demandeurs d'emplois dispensés par des professionnels des Ressources Humaines en activité dans les entreprises du Territoire. Ainsi 80 bénévoles, se mettent à la disposition d'environ 500 demandeurs d'emplois au moyen d'ateliers (simulation d'entretien, coaching...).

L'association organise toute l'année des événements festifs pour favoriser les échanges entre les salariés et les entreprises de la ZA. Un projet d'ouverture d'une crèche inter-entreprises porté par l'association a par exemple été mené.

- Dimension environnementale :

Des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis la double certification ISO 14 001 et 50 001

de la zone d'activité. En parallèle, de nombreuses collectes mutualisées de déchets sont proposées aux entreprises (palettes, D3E, consommables informatiques...). Athelia Entreprendre et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont candidaté conjointement en 2019 au label Parc +.

- Promotion des mobilités alternatives :

Depuis 2009 la commission Mobilité Durable a mis en place un certain nombre d'actions. Plusieurs enquêtes de mobilité, en 2009, 2013 et 2018, ainsi qu'une analyse du risque routier ont été réalisées. Des résultats ont été obtenus comme par exemple la coordination des horaires de bus et de TER.

Une variété de supports de communication ont été créés, notamment en lien avec la mise en place d'un site de covoiturage crée en 2012 et modernisé en 2018.

Depuis 2018, le rapport PDMIE (Plan de Mobilité Inter-Entreprises) des entreprises de plus de 100 salariés partenaires de la commission Mobilité est réalisé par l'association du fait de l'obligation réglementaire qui les vise. Ce plan s'inscrit dans une démarche de développement durable et permet à ces entreprises d'initier des actions de mobilité pour ses salariés.

Pour rappel, le Conseil de Territoire Marseille Provence soutient financièrement l'association de zones d'activité Athelia Entreprendre depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

En tant qu'acteur de proximité existant depuis plus de 17 ans, le travail partenarial avec la Métropole Aix-

Marseille-Provence se renforce chaque année. Ainsi l'association de zones d'activité « AZA » remonte à la collectivité publique via le référent « AZA » au fil de l'eau les éventuels dysfonctionnements repérés sur la zone d'activité en lien avec les compétences des DGA opérationnelles de l'EPCI. Un registre des « incidents relevés » est ainsi tenu par l'association ; ce qui participe à une meilleure gestion au quotidien du parc d'activité. Egalement, l'association oriente également les demandes de ses adhérents vers le référent AZA de la Métropole pour que la collectivité publique puisse accompagner les entreprises dans leur développement économique et en particulier dans leur recherche d'une nouvelle implantation.

Concernant la Mobilité, le Conseil de Territoire de Marseille Provence soutient financièrement la mise en œuvre du Plan de mobilité Inter-entreprises d'Athelia Entreprendre. Le lien partenarial avec la Métropole est facilité par la présence d'un conseiller mobilité assurant au sein de la commission une veille sur la mobilité des entreprises de son périmètre en collaboration avec la DGA opérationnelle de l'EPCI. Ainsi, la commission Mobilité Durable de l'association a pour mission de faire émerger différents projets pour réduire et optimiser les déplacements générés par l'activité de la zone, mettant en place des alternatives durables, en conjonction d'objectifs avec l'agenda de la Mobilité de la Métropole.

Détail des principaux postes du budget prévisionnel 2020 de l'association Athelia Entreprendre

DEPENSES		RECETTES	
Achats	17 200	Cotisations et Partenariats privés	115 020
Services extérieurs	27 670	Ventes prestations services	3 740
Autres services extérieurs	90 230	Subvention Commune de La Ciotat	35 000
Charges de personnel	170 130	Subvention Département	15 000
Impôt et taxes	1 200	Subvention Métropole AMP / Développement économique	15 000
		Subvention Métropole / Mobilité	15 000
		Subvention Métropole / Emploi	20 000
		Appel à projet Ademe/Région projet ETI	86 225
Contributions volontaires	27 000	Contributions volontaires	27 000
TOTAL DEPENSES	332 335 €	TOTAL RECETTES	332 335 €

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 332 335 euros en 2020 (soit une augmentation de près de 40% par rapport au budget de 238 410 euros de 2019).

Cette hausse significative s'explique en grande partie par la volonté de l'association de répondre à un appel à projet conjoint de l'Ademe et de la Région Sud en vue de travailler sur un projet ETI Ecologie Industrielle Territoriale dont l'objectif principal est de développer des études de réduction des déchets à la source. Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 186 225 euros, soit 56 % du budget total. Il est significatif de noter que l'autofinancement généré par

les cotisations perçues et les partenariats privés conclus approche les 38%. L'association Athelia Entreprendre sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une subvention globale de 50 000 euros au titre de ses compétences Développement économique, Mobilité et Emploi pour l'année 2020.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre de 20 000 euros pour l'exercice 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement de 10 000 euros au titre de sa compétence

Développement économique sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

- Une subvention de fonctionnement de 10 000 euros au titre de sa compétence Mobilité, sur le budget annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme et sur remise du bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées..
- Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 définissant les conditions d'octroi des subventions de

fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

- Lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille Provence, zone d'Athélia à La Ciotat, en leur proposant des services adaptés ;
- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention globale de fonctionnement de 20.000 euros au titre de l'année 2020 à l'association Athélia Entreprendre au titre des compétences Développement économique et Mobilité sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux du territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 :

- à hauteur de 10 000 euros à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.
- à hauteur de 10 000 euros au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 055-7296/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par la SCI Henri pour le compte de TechnicoFlor - Approbation d'une convention MET 19/13600/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les petites entreprises et de 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les petites entreprises et 20 % pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

TechnicoFlor sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019, dont les modalités sont définies par le règlement d'attribution et par la présente convention.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 4 142 028 euros a été définie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise TechnicoFlor pour ce projet immobilier par courrier en septembre 2019 quand a pris forme le projet immobilier décrit ci-dessus.

En 1982, François-Patrick SABATER lance Technico Flor, une entreprise spécialisée dans la création et la fabrication de compositions aromatiques pour la parfumerie.

Par la suite, la filiale, IES Ingrédients a été créée pour diversifier leurs activités sur le marché des extraits végétaux et des matières premières aromatiques.

La société TechnicoFlor est établie à Allauch où sont concentrés le siège de la société et des moyens importants de création et de production.

TechnicoFlor bénéficie d'une expansion grandissante à l'international grâce à leurs implantations commerciales et industrielles à l'étranger (Chine, USA, Indonésie). Le Groupe compte aussi des bureaux commerciaux dans les villes de Dubaï et Singapour.

En 2019, le chiffre d'affaire prévisionnel de TechnicoFlor est de 20 700 000 euros et son effectif est de 79 salariés.

Pour accompagner le développement, de cette entreprise, la SCI Henri a été constituée (par François Patrick SABATER qui en est le gérant), afin d'acquérir pour le compte de TechnicoFlor un foncier mesurant 8 680 m² situé au Parc d'activités des Fontvieille 13190 Allauch, en vue de construire un nouveau bâtiment.

Pour Technico Flor, la construction d'un nouveau site de 4935 m² est indispensable à la poursuite de son développement, puisque sa production est aujourd'hui saturée. En effet, avec cette nouvelle usine, de nouveaux marchés vont être captés, grâce à une augmentation des volumes des produits. TechnicoFlor envisage de recruter 20 salariés supplémentaires sur 5 ans.

Le calendrier place la construction du site en 2019 et la livraison du bâtiment en juin 2020.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI Henri s'élève à 1 256 064 euros pour le foncier et de 2 885 964 euros pour l'immobilier.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par des crédits bancaires et des fonds propres.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 4 142 028 euros HT a été définie.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise TechnicoFlor à hauteur de 50 000 euros soit 2.2 % de l'assiette éligible du coût de la construction de 4 142 028 euros. La subvention sera versée à la SCI Henri pour le compte de TechnicoFlor.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019 approuvant le dispositif d'aide à l'investissement immobilier.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que l'entreprise TechnicoFlor a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celle-ci.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 50 000 euros à la SCI Henri- soit 1,2 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société TechnicoFlor au titre de l'acquisition du foncier.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropole, en section d'Investissement, opération budgétaire 2008114800, AP n° 14103 BP, sous politique B 320, nature 20421, fonction 61, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 056-7297/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour la mise en oeuvre du programme d'influence - Approbation d'une convention
MET 19/13716/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Outre ses missions principales qui sont d'aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la métropole d'Aix-Marseille-Provence dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport et de prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire, Provence Promotion met en œuvre depuis novembre 2018 un programme spécifique appelé « Influence ».

En effet, le contexte dans lequel les territoires envisagent leur mise en valeur et leur promotion est très concurrentiel. Pour tout acteur chargé de la promotion économique, il est nécessaire d'être innovant afin de se démarquer de ses concurrents et améliorer l'efficacité de ses actions.

L'approche commerciale directe des cibles (entreprises, investisseurs, chargeurs, compagnies aériennes...) seule ne suffit pas à emporter des décisions si l'opinion des actionnaires, des directions générales, des financeurs, des prescripteurs publics et des grands médias économiques a priori n'est pas favorable voire défavorable au territoire.

Ainsi, le dernier baromètre EY mesurant la confiance des entreprises étrangères dans les différentes métropoles françaises classe Aix-Marseille au 3^{ème} rang mais avec près de 30 points d'écart avec Lyon. Pour lever ce frein, Provence Promotion (appuyé par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Département des Bouches-du-Rhône et la CCI Marseille Provence) et les trois grands opérateurs de développement économique, GPMM, Euroméditerranée et Aéroport souhaitent collaborer à un programme d'influence mettant en avant les réussites mondiales, les projets totems et le succès des nouveaux arrivants du territoire.

Les talents, les entreprises et les fonds susceptibles de rejoindre Aix-Marseille-Provence le feront plus facilement s'ils identifient clairement :

- les grands projets du territoire de niveau international (ITER, The CAMP, Nouveau Cœur d'Aéroport, Port de Marseille Fos, Euroméditerranée, ...)
- les réussites mondiales du territoire - scientifiques, entrepreneuriales, artistiques - auxquelles leurs projets peuvent s'identifier (AIRBUS, CMA CGM, TOTAL,...)
- les nouveaux arrivants qui crédibilisent le territoire (INTERXION, QUECHEN, ELECTRO DEPOT,...)

Le programme d'influence visera notamment à Paris les plus hauts niveaux décisionnels des grandes entreprises françaises mais aussi des multinationales qui y ont une filiale.

Les cabinets ministériels, les organismes patronaux, les cercles économiques feront aussi l'objet d'une approche particulière.

Pour ses audiences étrangères, le programme d'influence prévoira de s'appuyer systématiquement sur la présence à Paris des ambassades, des chambres de commerce bilatérales et des correspondants de presse des pays ciblés.

Les charges de fonctionnement de ce programme d'influence seront assurées par Provence Promotion qui bénéficiera pour ce faire du soutien de la

Métropole Aix Marseille Provence et du Conseil Départemental.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 100 000€ dédiée à la mise en œuvre de ce programme d'influence au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir le programme d'influence afin de mettre en avant les réussites mondiales, les projets totems et le succès des nouveaux arrivants du territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 100 000 euros pour la mise en œuvre du programme d'influence à l'association Provence Promotion sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Provence Promotion définissant les modalités de cette subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 65748 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 057-7298/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13722/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP).

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospecter de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Depuis le Conseil d'Administration de l'association du 30 mars 2016, la Métropole s'est substituée aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Or, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique nécessitent de modifier la gouvernance de l'association. Ainsi, une modification des statuts de l'association a pu intégrer la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place du Conseil Départemental, au côté de la CCIMP dont le poids dans la structure reste inchangé, le Conseil Départemental devenant simple adhérent.

La Présidence de l'association continue et pour des périodes de trois ans à échoir successivement aux deux membres du collège 1, CCIMP et Métropole.

Provence Promotion est devenue ainsi l'agence métropolitaine de promotion, de prospection et d'implantation et c'est à ce titre que les missions de l'agence seront mises en œuvre conformément aux orientations stratégiques et axes d'intervention décidés par le Conseil d'Administration.

En cohérence avec la stratégie définie par l'Agenda du Développement économique de la Métropole, Provence Promotion propose un plan d'actions et un budget lui permettant d'atteindre des objectifs mesurables en matière de création d'emplois et d'attraction de nouvelles activités économiques.

Pour 2020, l'objectif assigné à l'agence est de 80 projets aboutis et de 1800 emplois.

L'association, s'engage à :

- Assurer la promotion du territoire métropolitain auprès des investisseurs extérieurs en France et à l'étranger
- Définir et mettre en œuvre une stratégie destinée à attirer ces investisseurs sur le territoire en cohérence avec les filières prioritaires du territoire : Aéronautique, Santé, Numérique/Industries créatives, Maritime/logistique, Energie/Eco-industries et tourisme, et des projets structurants nécessitant une action de prospection spécifique (Henri Fabre, ITER, etc...)
- Développer par tous les moyens l'implantation d'entreprises extérieures au territoire métropolitain, ou d'autres entités ayant un impact économique, dont l'activité est susceptible de créer des emplois durables de manière directe, indirecte sur le territoire et gérer les projets correspondants
- Participer à l'harmonisation des efforts des différents partenaires économiques en matière de promotion économique du territoire
- Mettre en œuvre d'autres initiatives complémentaires à celles de la Métropole ou coordonnées à celles-ci en faveur d'entreprises déjà présentes sur le territoire de manière à contribuer à l'attractivité globale du territoire.

Par ailleurs, Provence Promotion apportera sa contribution :

- au développement d'outils de marketing territorial et d'argumentaires associés permettant de valoriser et de différencier l'offre métropolitaine.
- à la conception d'offres spécifiques packagées

- à l'organisation de rendez-vous avec les sièges des groupes internationaux basés sur le territoire métropolitain.
- au support et à la prospection spécifique sur les salons pilotés par la métropole (SIMI, MIPIM)
- à l'animation de réseaux de prescripteurs et partenaires

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 1 250 000 euros et la convention afférente au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions de promotion du développement économique sur le territoire de la Métropole

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 250 000 euros au titre de l'année 2020 à l'association Provence Promotion sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Provence Promotion.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sous réserve des crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique B 330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 058-7299/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la société SARL DUOBUS pour la rénovation du commerce "Oil & Wax" - Approbation d'une convention MET 19/13728/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars dernier par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n° ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en

œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Pour rappel, la totalité des aides métropolitaines est plafonnée à 50 000 euros par local commercial.

Dans ce cadre, il a été décidé d'aider les porteurs de projet dans la rénovation du local commercial dans le cadre de leur installation. L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs présentés ci-dessus du centre-ville de Marseille. Les conditions liées à l'attribution de cette aide sont définies dans la délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir la crêperie bretonne « Oil & Wax » (SARL DUOBUS) récemment installé au 29 rue de Glandeves à Marseille en participant à la rénovation de son local commercial, concourant ainsi à la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille (secteur Opéra) à hauteur de 25 367 euros, correspondant à 50% du budget des travaux de rénovation s'élevant à 50 737 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1511-1 et suivants, R 1511-4 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence du 28 mars 2019 ;
- La délibération ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence du 20 juin 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité.
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains.
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 25 367 euros au titre de l'année 2020 à la société SARL DUOBUS pour le commerce « Oil & Wax » situé 29 rue Glandeves à Marseille aux fins de la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole 2020 et des Etats Spéciaux de Territoires.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1) 2020 de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 204 - Nature 20422 – Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°201031BP – Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 059-7300/19/BM

**■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par la SCI Henri pour le compte d'IES - Approbation d'une convention
MET 19/13979/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du

territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les petites entreprises et de 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les petites entreprises et 20 % pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

IES sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention sur le fondement du dispositif approuvé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du 16 mai 2019, dont les modalités sont définies par le règlement d'attribution et par la présente convention.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 2 870 099 euros HT euros a été définie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise IES pour ce projet immobilier par courrier en Septembre 2019 quand a pris forme le projet immobilier décrit ci-dessus.

En 1982, François-Patrick SABATER lance en premier Technico Flor, qui est une entreprise spécialisée dans la création et la fabrication de compositions aromatiques pour la parfumerie. Par la suite, la filiale, IES Ingrédients a été créée pour diversifier leurs activités sur le marché des extraits végétaux et des matières premières aromatiques.

La société IES est établie à Allauch, où sont concentrés, le siège de la société et des moyens importants de création et de production.

IES bénéficie d'une expansion grandissante à l'international grâce à leurs implantations commerciales et industrielles à l'étranger (Shanghai /

Suzhou (Chine), Miami (USA), Jakarta (Indonésie)). Le Groupe compte aussi des bureaux commerciaux dans les villes de Dubaï et Singapour.

En 2019, IES a un chiffre d'affaire prévisionnel de 26 100 000 euros et emploie 16 salariés.

Pour accompagner le développement d'IES, la SCI Henri a été constituée (par François Patrick SABATER qui en est le gérant), afin d'acquérir un foncier mesurant 8950 m2 situé au Parc d'activités des Fontvieille 13190 Allauch, en vue de construire un nouveau bâtiment.

Pour IES, la construction de leur nouveau bâtiment de 2760m² va leur permettre de regrouper les équipes et créer un laboratoire qui n'existe pas aujourd'hui. Leur ambition est de s'ouvrir à de nouveaux marchés qu'ils ne sont pas en mesure de servir aujourd'hui. IES souhaite recruter 15 salariés supplémentaires en 5 ans.

Le calendrier place la construction du site en 2019 et la livraison du bâtiment en septembre 2020.

L'investissement de l'opération immobilière portée par la SCI Henri s'élève à 1 333 225 euros pour le foncier et 1 614 035 euros pour l'immobilier.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par des crédits bancaires et des fonds propres.

En respect des dispositions réglementaires de ce dispositif, une assiette des investissements éligibles s'élevant à 2 870 099 euros HT a été définie.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise IES à hauteur de 50 000 euros soit 1,7% de l'assiette éligible du coût de la construction de 2 870 099 euros. La subvention sera versée à la SCI Henri pour le compte d'IES.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que l'entreprise IES a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est conformément au règlement d'attribution, versée à celle-ci

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 50 000 euros à la SCI Henri- soit 1,7% de l'assiette éligible - au bénéfice de la société d'IES au titre de l'acquisition du foncier et la construction d'un bâtiment industriel sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropole, en section d'Investissement, opération budgétaire 2008114800, AP n° 14103 BP, sous politique B 320, nature 20421, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 060-7301/19/BM

**■ Approbation de subventions au bénéfice de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix - Approbation de conventions
MET 19/13002/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

- L'opération proposée par la société ONIS basée à Lambesc :

La société ONIS se positionne comme leader mondial sur un marché de niche : les obturateurs mécanisés. Il s'agit d'appareils conçus sur mesure, destinés à obturer des tuyauteries présentes dans les unités de production de pétrole et de gaz, dans les raffineries et les usines pétrochimiques. Ce dispositif qui empêche la fuite de gaz ou de liquides toxiques est spécifiquement requis lors des opérations de maintenance pour protéger les personnels de toute fuite d'hydrocarbure qui résulterait d'une vanne non étanche. La technologie brevetée d'ONIS a permis de mécaniser et de rendre plus sûr un système opéré auparavant manuellement. L'entreprise est reconnue internationalement pour la qualité et la fiabilité de ses produits. Les clients industriels se trouvent dans le monde entier. En effet, plus de 80 % du CA est réalisé à l'export. Son parc installé représente plus de 10.000 obturateurs en service sur les 5 continents.

ONIS compte aujourd'hui une trentaine de salariés (dont 23 sur le site de Lambesc) et réalise un chiffre d'affaires de plus de 5 M€.

Ces dernières années, la société a accéléré son développement international en créant des bureaux en propre, favorisant ainsi la proximité client. Elle dispose en outre d'un réseau mondial de 25 agents distributeurs. Le second axe de croissance des activités ONIS est porté par les activités de R&D, avec un rythme de deux dépôts de brevets par an. Cette démarche d'innovation continue permet à ONIS de préserver une avance technologique vis-à-vis de ses concurrents.

L'accélération de la présence internationale s'est déjà traduite par une augmentation du chiffre d'affaires. Cette croissance est solide et va se poursuivre dans

les années à venir. L'entreprise doit ainsi disposer de nouveaux moyens de production. C'est dans ce contexte que ONIS a décidé faire construire une nouvelle usine sur la zone d'activité Bertoire 2 à Lambesc.

Actuellement locataire d'un bâtiment situé sur la ZA de la Berthoire, l'entreprise a signé une promesse de vente avec la Société Publique Locale d'Aménagement au service du Pays d'Aix concernant un terrain de 6.863 m². Le permis de construire a été accordé le 4 juin dernier. La vente a eu lieu fin septembre 2019. Il est prévu la réalisation d'un atelier de production (920 m²) et l'aménagement de bureaux (415 m²). Une seconde tranche est envisageable. Les travaux doivent démarrer fin octobre/début novembre 2019.

Le montant total de l'investissement immobilier s'élève à 2.160.830 euros, montant couvrant l'acquisition du terrain, les travaux, les études et les raccordements. S'agissant d'une opération de ZAC portée par la Métropole (et financièrement avantageuse pour l'acquéreur), le terrain ne fait pas partie des dépenses éligibles. L'assiette éligible comporte les travaux et les raccordements, chiffrés à un montant de 1.542.500 euros.

Plusieurs dispositions ont été prises en faveur de la qualité environnementale du projet.

Sur les trois prochaines années, ONIS prévoit le recrutement d'une dizaine de personnes dont au moins huit en CDI sur le site de Lambesc.

Le financement est assuré par deux emprunts bancaires, auprès du CIC et de la Société Générale, pour un montant global de 2 M€. Ces crédits immobiliers sont souscrits par la S.C.I. BERTONIS qui assure le portage de ce projet immobilier.

La Métropole a été sollicitée par ONIS dès le 27 juillet 2018, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 140.000 euros, soit 9,07 % de l'assiette éligible de 1.542.500 euros. La subvention sera versée à la S.C.I. qui la répercutera sur le loyer payé par la société d'exploitation.

- L'opération proposée par la société La Compagnie Alimentaire basée aux Pennes Mirabeau :

La société La Compagnie Alimentaire, PME familiale créée en 1922, est spécialisée dans la torréfaction et transformation de fruits secs et la préparation de produits alimentaires haut de gamme, à destination essentiellement de l'hôtellerie de luxe (85 % de son chiffre d'affaires actuel, le reste concernant de la vente à des distributeurs : grossistes, industriels et artisans). Aujourd'hui située aux Pennes Mirabeau, l'entreprise compte une cinquantaine de salariés et a terminé l'année 2018 sur un chiffre d'affaires de 11,5

millions d'euros. La société se développe également à l'export, notamment en Italie, Autriche et Émirats arabes unis. Par ailleurs, une nouvelle gamme épicerie fine a été inaugurée en septembre 2018. Enfin, la Compagnie Alimentaire s'est investie depuis 10 ans dans la certification biologique d'une partie de sa production par Ecocert, multipliant ainsi ses ventes de produits biologiques par trois depuis 2009 pour atteindre aujourd'hui 10 % de son chiffre d'affaires.

L'entreprise occupe aujourd'hui des locaux de 4.700 m² situés sur la zone de l'Agavon. Dans le cadre de son projet de développement, elle doit procéder à une extension pour agrandir les locaux de production, aménager des bureaux supplémentaires, créer des locaux de R&D et mettre en place un show room. Cet agrandissement lié à la modernisation de l'outil de production conduira également l'entreprise à moderniser son ERP (Enterprise Resource Planning) en s'appuyant sur un ingénieur informatique qui vient d'être recruté.

Le projet d'extension immobilière porté par La Compagnie Alimentaire se décline en trois tranches: la première concerne le développement d'une surface supplémentaire de bureaux grâce à l'édification d'une extension de 280 m² dans le prolongement du bâtiment existant comprenant un rez-de-chaussée de 80 m² à usage de local et de garage et un étage de 200 m² à usage de bureaux. Une deuxième tranche de travaux concerne la construction d'un local de type industriel de 450 m² et enfin une troisième tranche concernera la création d'un local de type industriel de 320 m² ainsi qu'un plateau de 380 m² composée de bureaux, d'une salle de réception et de locaux de services attenants.

Le montant total de l'investissement immobilier s'élève à 546.563 euros, montant couvrant les travaux en totalité.

Plusieurs dispositions ont été prises en faveur de la qualité environnementale du projet : isolation au Siporex, et conception du toit pensé pour pouvoir supporter le poids des panneaux solaires qui seront installés dans les mois à venir (permis déposé).

Sur les trois prochaines années, La Compagnie Alimentaire prévoit le recrutement de 3 postes en production, 1 en R&D et la future salle de restaurant/dégustation nécessitera également des embauches à long terme.

Le financement est assuré par deux emprunts bancaires (150.000 euros et 450.000 euros) contractés auprès du Crédit Agricole, pour un montant global de 600.000 euros. Ces crédits immobiliers sont souscrits par la SAS SPIMEX qui assure le portage de ce projet immobilier.

La Métropole a été sollicitée par La Compagnie Alimentaire dès le 1^{er} mars 2019, en vue de l'attribution d'une aide à l'immobilier.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 50.000 euros, soit 9,15 % de l'assiette éligible. La subvention sera versée à la SAS SPIMEX qui la répercutera sur le loyer payé par la société d'exploitation : La Compagnie Alimentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises,
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent,
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités,
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application,
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise,
- Que les entreprises ONIS et La Compagnie Alimentaire ont sollicité une aide,
- Que la Métropole entend y répondre favorablement,
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'année 2020 :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 140.000 euros au bénéfice de la société ONIS basée à Lambesc (subvention versée à la S.C.I BERTONIS) ;

- une subvention d'aide à l'immobilier de 50.000 euros à la société La Compagnie Alimentaire basée aux Pennes Mirabeau (subvention versée à la SAS SPIMEX).

Article 2 :

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes, ci-annexées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 061-7302/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la société SARL Lion Bonjour pour la rénovation du commerce "Poke Bowl" - Approbation d'une convention MET 19/13985/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Cette orientation s'est traduite le 28 mars dernier par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre

des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n°ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs commerciaux du centre de Marseille. Pour rappel, la totalité des aides métropolitaines est plafonnée à 50 000 € par local commercial.

Dans ce cadre, il a été décidé d'aider les porteurs de projet dans la rénovation du local commercial en vue de leur installation. L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs du centre-ville de Marseille. Les conditions liées à l'attribution de cette aide sont définies dans la délibération n°ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir le restaurant asiatique « POKE BOWL » (SARL LION BONJOUR) en cours de travaux de rénovation sis au 27 rue de Glandeves à Marseille en participant à la rénovation de son local commercial, concourant ainsi à la redynamisation des commerces du centre-ville de Marseille (secteur Opéra) à hauteur de 30 000 euros, correspondant à 42% du budget prévisionnel des travaux de rénovation s'élevant à 71 440€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1511-1 et suivants, R 1511-4 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant

certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;

- La délibération n°ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 ;
- La délibération n°ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité,
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains,
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 à la SARL Lion Bonjour pour le commerce « Poke Bowl » situé 27 rue Glandeves à Marseille aux fins de la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole 2020 et des Etats Spéciaux de Territoires.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence (CT1) 2020 de la Métropole - Sous politique B320 - Chapitre 204 - Nature 20422 - Fonction 61 - Opération n°2020102600 - AP n°201031BP - Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 062-7303/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec l'Etat représenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) concernant la mise en œuvre du dispositif de dialogue Ville-Port
MET 19/13675/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Historiquement indissociable de la fondation de la Ville de Marseille et de son développement, le Grand Port Maritime de Marseille constitue depuis toujours un moteur puissant de l'économie locale. L'activité portuaire, et plus largement l'économie maritime, porte en elle de formidables potentialités de développement pour notre territoire, à la fois en matière de création de richesses et d'emplois.

En 2012, une « Charte Ville-Port » a été mise en place sur les Bassins Est, signifiant ainsi l'engagement de ses partenaires à soutenir l'évolution de ces bassins dans une nouvelle dynamique entre le port et son territoire.

Cette Charte permet en effet de disposer d'une vision stratégique partagée par les acteurs institutionnels, tout en réaffirmant la vocation industrielle et commerciale des Bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) dans une relation Ville-Port repensée.

Aujourd'hui, la mise en œuvre de la charte est entrée en phase opérationnelle et plusieurs chantiers urbains et industriels ambitieux ont été engagés (Élargissement de la Passe Nord, Forme 10, J1) contribuant à renforcer le potentiel économique de notre territoire et son attractivité sur la scène maritime internationale.

Les défis à relever pour ceux qui font aujourd'hui la ville portuaire de demain restent néanmoins considérables.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'intégrer les aspirations des populations dans les stratégies et de redonner au citoyen sa place de partenaire essentiel du développement Ville-Port. C'est fort de cette ambition qu'a été décidé sous l'impulsion de l'État de la mise en place, en 2019, d'une démarche de dialogue Ville-Port sur les bassins Est de Marseille.

Du côté des Bassins Ouest, le Conseil de Développement du GPMM conduit depuis 2011 un processus de concertation continue sur le développement durable de la zone industrialo-portuaire de Fos et du chenal de Caronte, dont les principes et les modalités de mise en œuvre ont fait l'objet d'une « charte de concertation » en 2016.

Validé par les membres du comité de pilotage de la Charte Ville-Port, le dialogue Ville-Port vise à répondre à la demande des populations riveraines du port d'être informées et impliquées dans les projets portuaires impactant leur cadre de vie. Il vise à favoriser des relations de bon voisinage entre les différents acteurs de l'interface Ville-Port. Sur cette base, le dialogue Ville-Port vise, à terme, à faciliter l'émergence des projets portuaires, à mieux intégrer l'activité portuaire dans le territoire et à contribuer à dynamiser et requalifier les quartiers et zones concernés.

Pilotée par l'Etat, la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), avec le soutien des partenaires de la démarche, la feuille de route 2019 du dispositif de dialogue Ville-Port prévoit ces prochains mois la mise en œuvre des actions suivantes :

- La mise en place d'un processus d'informations régulier entre le GPMM et les habitants de la section commerciale du port ;
- L'organisation d'ateliers thématiques de concertation, lieux de partage et de mobilisation de l'intelligence collective, ouverts à la société civile et à l'ensemble des parties prenantes des bassins Est du GPMM.

Un site internet est accessible à cette adresse : <https://www.dialoguevilleportmarseille.fr/>

L'Etat (DREAL) et les partenaires de la démarche ont acté, pour la mise en œuvre du dispositif de Dialogue Ville Port, le principe d'un engagement financier pour un montant global de

90 000 euros, répartis de la manière suivante :

	montant en euros TTC	Clé de répartition en %
État	45 000	50 %
GPMM	15 000	16,66 %
Métropole Aix-Marseille-Provence	15 000	16,66 %
Ville de Marseille	15 000	16,66 %
Total	90 000	100 %

En qualité de partenaire de la démarche, et en soutien à sa mise en œuvre, une participation financière de la Métropole est sollicitée à hauteur de 15 000 euros. La ville de Marseille a déjà délibéré pour sa part sur le montant de sa propre participation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'une concertation Ville-Port pour les Bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de l'Etat, au titre de la mise en œuvre de la démarche de dialogue Ville Port, une participation d'un montant de 15 000 euros, sous réserve de l'adoption au budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat (DREAL).

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole – Sous-politique B320 – Chapitre 65 – Nature 6568 – Fonction 854.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 063-7304/19/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fédération des boutiques à l'essai et paiement de la cotisation annuelle 2020 MET 19/13042/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de la Métropole se caractérise notamment par des cœurs de ville en déficit d'attractivité commerciale, concurrencés par des zones commerciales périphériques. A titre d'illustration, sur des agglomérations de plus de 250 000 habitants en France, 58 % des consommateurs viennent de l'extérieur. Pour le centre-ville de Marseille, ce chiffre s'élève à peine à 18 %. La vacance commerciale augmente dans un grand nombre de centres villes de la Métropole, avec un taux supérieur à 8%, soit un niveau considéré comme problématique (plus de 11% pour le centre-ville de Marseille, source « Trait Urbain de novembre 2016).

Ce phénomène de dévitalisation des centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Si le commerce en centre-ville est avant tout dépendant du contexte socio-économique de son territoire, il est aussi très sensible au bon équilibre des concurrences au sein de l'appareil commercial ainsi qu'à la qualité de son environnement.

La vacance commerciale n'arrive pas seule, les facteurs liés et aggravant cette situation peuvent être regroupés autour des trois grands déterminants observés sur le territoire métropolitain :

- l'existence d'un marché de consommation non dynamique et restreint (faible évolution de la population, paupérisation, hausse de la vacance des logements...);
- des conditions d'exploitation qui ne facilitent pas l'activité commerciale (pression fiscale, coût du foncier et des baux commerciaux...) et un environnement défavorable en centre-ville (équipements et services, accessibilité, sécurité...);
- un déséquilibre de l'offre commerciale entre la centralité et sa périphérie.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est proposé de tester un dispositif de lutte contre la fermeture du commerce de proximité « Ma Boutique à l'Essai ».

Pour lutter contre la fermeture du commerce de proximité et maintenir un commerce de centre-ville, le dispositif « Ma Boutique à l'Essai » permet à des créateurs de tester leurs idées de commerces au sein d'une boutique pilote dans un local commercial vacant. L'objectif est de permettre à un porteur de projet de tester son idée de commerce dans un local vacant pendant une période de 6 mois renouvelable 1 fois. Dans le cas où l'activité devient rentable le commerçant conserve le local et l'opération se déplace sur une autre cellule vacante. Dans le cas contraire, la boutique est mise à nouveau à l'essai.

Déroulé de l'action :

- Identification des locaux vacants prioritaires sur la commune par les partenaires locaux.
- Négociation de « Boutique à l'essai » avec les propriétaires et signature d'une convention tripartite entre le propriétaire / la fédération Boutique à l'essai / la Collectivité.
- Installation d'une vitrophanie et aménagement de la devanture des locaux vacants pour attirer des porteurs de projets.
- Comité de sélection du porteur de projet avec les acteurs locaux.
- Accompagnement par la plateforme d'initiative au porteur de projet qui s'installe pour une période de 6 mois et sa sortie du dispositif (les conditions de sorties sont intégrées dans le bail dès le début).

La Fédération Boutique à l'essai va accompagner les collectivités, apporter un guide et des supports de communication, permettre l'utilisation de la marque et former les plateformes d'initiative du territoire métropolitain qui vont mettre en œuvre le dispositif sur le terrain. La formation des plateformes débutera dès l'adhésion de la Métropole, une convention a été conclue entre Initiative PACA et la Fédération des Boutiques à l'essai. Les plateformes mobiliseront des compétences : agences immobilières, architectes, relations presse, partenariat. Elles pourront négocier des tarifs préférentiels pour les porteurs de projets qui s'installent auprès des banques, assurances...

La fédération Boutique à l'essai propose une reconduction de l'adhésion à 10 000 €/an en 2020 pour la Métropole afin de déployer le dispositif sur les communes métropolitaines (sans l'adhésion de la Métropole, le coût de l'adhésion par commune est de l'ordre de 4 000 € à 6 000 €). Le coût estimé par opération s'élève à 20 000 € (le plan de financement prévoit une participation de la Région PACA, des territoires de la Métropole, des communes, ainsi que d'un fond privé Vivarte).

Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole.

Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique. La méthodologie du dispositif « Ma Boutique à l'Essai » pourrait devenir en cas de succès un outil métropolitain de redynamisation des centres villes, déclinable sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, il est proposé de reconduire le dispositif « Ma boutique à l'essai » en 2020 sur des centres villes métropolitains identifiés par la Métropole et ses territoires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement d'adhésion à la fédération des boutiques à l'essai afin de redynamiser les centres villes du territoire métropolitain et pour l'année 2020 le paiement de la cotisation pour un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 064-7305/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association "Centre-Ville en Mouvement" et paiement de la cotisation annuelle de 2020 MET 19/13043/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'accompagner les communes de la Métropole dans leur politique en faveur du commerce de proximité et de la redynamisation de leur centre-ville, il est proposé une adhésion métropolitaine au réseau des Centres-villes et de l'Innovation animé par l'association Centre-Ville en Mouvement.

Créée en 2005 par des élus locaux, parlementaires, consulaires, représentants de corps d'Etat et chercheurs pour faire face aux besoins croissants des habitants par rapport à leurs centres-villes, l'association Centre-Ville en Mouvement accompagne et fédère ses membres de toutes sensibilités dans leurs projets d'innovation et de redynamisation des centres-villes. Véritable plateforme nationale, l'association accompagne les collectivités à retrouver l'attractivité et la vitalité des centres-villes, grâce à une approche décroisée de son réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation.

Depuis plus de 10 ans, les acteurs du réseau s'impliquent ensemble dans la réflexion et la mise en œuvre de programmes qui prennent en compte en amont les mutations sociologiques et les évolutions profondes des modes de vie et des habitudes de consommation de notre société. Le réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation compte aujourd'hui plus de 300 collectivités membres sur l'ensemble du territoire : villes, métropoles, Agglomérations (englobant un grand nombre de villes moyennes et de centres-bourgs), CCI, SEM, CMA...

Les actions du réseau sont les suivantes :

Redynamiser son centre-ville nécessite d'être en alerte sur les aspects réglementaires, les programmes nationaux, les études réalisées ou en cours, mais il est également indispensable d'être nourri d'expériences éventuellement transposables. Pour accompagner ses membres, le réseau propose :

- un site internet, véritable centre de ressources et d'informations sur les collectivités,
- une newsletter bi-trimestrielle,
- une boîte à idées présentant régulièrement une trentaine d'expériences innovantes,
- l'organisation annuelle des Assises Nationales du Centre-Ville, en parallèle du salon Centre-Ville Expo,
- l'animation et le développement du réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation (un forum annuel, plusieurs ateliers thématiques par an, veille, mise en relation des membres et partage d'information sur certaines questions...),
- l'animation de la Délégation Nationale du Management de Centre-Ville les visites de terrain.

L'objectif du réseau est de répondre aux attentes des membres en leur permettant de trouver des réponses à leurs questions, de les aiguiller sur leurs problématiques relatives à la dynamisation des centres-villes. Plusieurs outils sont disponibles afin de valoriser et accélérer les échanges : une plate-forme collaborative avec un forum pour des discussions instantanées, un espace dédié au partage de documents, et un annuaire répertoriant l'ensemble des contacts référents et pertinents. Dès que la collectivité devient membre, un identifiant est automatiquement fourni.

Les collectivités membres du réseau peuvent communiquer sur leurs actions et projets grâce aux supports de communications (site internet, newsletters, boîtes regroupant sous forme de fiches des idées innovantes, 4 pages détaillant des nouveaux outils législatifs, 4 pages sur les nouveaux métiers...), et interventions lors de nos événements.

Des ateliers, destinés aux membres du réseau, sont régulièrement proposés. Ils s'articulent autour de thèmes variés et concrets : le dernier kilomètre de livraison, la gestion de centre-ville, les nouveaux concepts de boutique, le merchandising, les nouveaux services, les déchets, le stationnement, des séminaires par exemple sur le dialogue avec le monde commerçant...

L'association Centre-Ville en Mouvement s'engage à soutenir les collectivités du réseau dans la réalisation de leurs projets, en leur apportant expertise et données établies par les autres membres. Grâce aux réflexions menées lors des ateliers et des assises, les membres du réseau bénéficient d'un appui technique pour pérenniser, développer, et aller plus loin dans leurs actions.

Ainsi les 92 communes métropolitaines continueront à bénéficier des avantages liés au réseau au titre de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association Centre-ville en Mouvement pour la somme forfaitaire de 9 000 €/an.

Afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres-villes métropolitains, il est

donc proposé de renouveler pour l'année 2020 l'adhésion de la Métropole au réseau des centres-villes durables et de l'innovation animé par l'association Centre-Ville en Mouvement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Centres-Villes durable et de l'Innovation de l'association Centre-Ville en mouvement et le paiement de la cotisation d'un montant de 9 000 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 065-7306/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion à l'association "Pacte PME" pour développer les relations entre donneurs d'ordre et PME du territoire et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13513/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Pacte PME » a pour objet de renforcer les relations entre les PME et les grands comptes (grandes entreprises publiques ou privées, établissements publics, ministères, collectivités locales, ...) qui peuvent être leurs clients ou leurs partenaires.

Pour ce faire, les activités de l'association se déploient sur deux axes :

- L'ouverture des grands comptes à de nouveaux fournisseurs ou partenaires,
- Le renforcement des PME ou ETI qui sont déjà leurs fournisseurs ou partenaires.

Ces axes sont mis en œuvre en associant non seulement des grands comptes et des organisations professionnelles représentant des PME, mais aussi des établissements financiers, des investisseurs, des établissements d'enseignement supérieur, des établissements publics de recherche, des pôles de compétitivité et des organismes publics d'aide aux PME.

L'association agit dans le cadre d'une démarche intitulée « mobilisation positive » décrite dans le « Pacte PME » à laquelle les membres doivent adhérer.

L'adhésion de la Métropole à l'association « Pacte PME » est un moyen de fédérer l'ensemble des acteurs autour de dispositifs contribuant à la mise en œuvre de l'Agenda du Développement Economique métropolitain. Aussi, la Métropole entend soutenir le « Métropolitain Business Act (MBA) » initié par la CCIMP et développer les actions structurantes de la relation entre les donneurs d'ordre et les PME du territoire.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé d'adhérer à l'association « Pacte PME » par délibération n° ECO 008-3623/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association « Pacte PME », la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 12 400 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'adhésion de la Métropole à cette association est notamment un moyen de fédérer l'ensemble des acteurs autour de dispositifs contribuant à la mise en œuvre de l'Agenda du Développement Economique métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi adhéré à l'association "Pacte PME" en 2018 et souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante, d'un montant de 12 400 euros.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Pacte PME et le paiement de la cotisation annuelle de 12 400 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux du territoire.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Chapitre 011 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 066-7307/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13631/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Provence Promotion, association régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créée à l'initiative du Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCIMP)

Ses missions principales sont :

- Aider à faire connaître, en France et à l'étranger, les atouts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône dans les domaines de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur, des salons et congrès, du tourisme, de la production agricole, de la culture et du sport.
- Prospector de nouveaux investisseurs et entreprises afin de favoriser leur implantation sur le territoire.

Le Conseil d'Administration de l'association, réuni le 30 mars 2016, a entériné la substitution de la Métropole aux anciens EPCI fusionnés et lui a permis de devenir adhérente au sein du collège 2 (collège des Institutions Territoriales).

Néanmoins, l'adoption de la Loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) et l'évolution des compétences du Conseil Départemental en matière économique a nécessité la modification de la gouvernance de l'association.

Ainsi la modification des statuts de l'association a permis l'intégration de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du collège 1 (en lieu et place du Conseil Départemental), au côté de la CCIMP.

Un nouveau barème de cotisations est en vigueur depuis 2017 portant la cotisation des membres adhérents du collège 1 à 150 000 euros.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°ECO 012-594/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et a renouvelé son adhésion à cette association au titre des années 2017, 2018 et 2019.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par Provence Promotion, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2020 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant de 150 000 euros.

Parmi ses adhérents, Provence Promotion compte donc la Métropole Aix-Marseille-Provence mais aussi la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et la Région Sud.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 017-5560/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion et paiement de la cotisation 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Provence Promotion a notamment pour objet d'aider à faire connaître les atouts du territoire métropolitain en termes d'activités économiques ;
- Que, compte-tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Provence Promotion ainsi que le paiement de la cotisation pour l'année 2020, d'un montant de 150 000

euros sous réserve de l'adoption du budget principal 2020 et des états spéciaux du territoire.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur les crédits ouverts au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 067-7308/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat - PME - dans le cadre de l'animation et la gestion du Carburateur - Approbation d'une convention MET 19/14072/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Profitant de l'effet de levier du dispositif ZFU et de l'opportunité du Programme Opérationnel Feder 2007-2013 Axe 4.1, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (désormais Conseil de Territoire Marseille Provence) a décidé de réaliser le Carburateur, Pôle de l'Entrepreneuriat en ZFU-TE afin de soutenir les porteurs de projet issus de ces territoires.

Le bâtiment, livré au 1er avril 2016 a pu voir le jour grâce au soutien financier d'un bon nombre d'acteurs institutionnels tels que la Métropole Aix-Marseille-Provence (maitre d'ouvrage) le FEDER, l'Etat, la Région, Département, la Ville de Marseille. Avant que d'autres acteurs s'ajoutent au projet pour soutenir l'Association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat dans les missions qui lui ont été confiées. C'est le cas de la Caisse des Dépôts, qui, en 2015, a adhéré au projet en soutenant le Pôle de l'Entrepreneuriat de la Cabucelle, qui correspond parfaitement aux valeurs de la « *La Fabrique à Entreprendre* ».

Un partenariat autour du dispositif La Fabrique à Entreprendre a reposé sur une convention tri-annuelle pour la période 2016/2018 et signée par l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse des Dépôts et le Carburateur afin d'assurer le développement de ce dernier. Une convention annuelle entre l'Association et la Métropole Aix-Marseille Provence pour 2019 puis une nouvelle pour 2020 ont pérennisé ce soutien.

L'animation et la gestion du Carburateur sont confiées à l'association « Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat » (PME). Cette association, créée spécifiquement en juillet 2015 et présidée par Monsieur Patrick Torre, est issue d'un groupement de 7 structures telles que Petra Patrimonia, la couveuse Interface, Planet Adam, Initiative Marseille Métropole,

Cosens, BGE Acces conseil et Esia. L'équipe du Carburateur repose sur 4 Emplois Temps Plein : une directrice, une secrétaire-comptable, une chargée d'entreprise et une chargée de projet. Un pool d'experts (avocat, expert-comptable, marketing stratégie et communication) vient enrichir l'équipe du pôle. Pour accompagner les porteurs de projets du territoire, les réseaux d'appui à la création d'entreprises sont également présents par le biais de permanences ; de même que l'association d'entreprises de Marseille Nord (Cap Au Nord Entreprendre), les chambres consulaires (CMAR et CCIMP), des cadres dirigeants et chefs d'entreprises du territoire par le biais de mentorat (issus de la CMA CGM, la SNEF etc..), et autres réseaux contribuent à enrichir l'écosystème autour de ce lieu de par l'organisation de diverses manifestations.

Le site a pour finalité de proposer des locaux adaptés aux créateurs (petits locaux d'activité en majorité) à des conditions préférentielles (baux précaires, absence ou diminution des cautions et garanties exigées, services adaptés) et de mettre en place un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprises (lieu de permanences, de ressources, de conseil et d'innovation).

Les objectifs sont :

- Le soutien à la création d'entreprises et l'hébergement de 50 jeunes entreprises sur 3 ans.
- L'accompagnement de 120 porteurs de projets par an relevant pour la plupart des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics (RSA, NACRE, CAPE etc.)
- Le soutien au développement de 50 entreprises du territoire (ne résidant pas au Carburateur) par an.
- La diffusion de l'esprit d'entreprendre auprès de différents publics

En 2019 après trois ans d'activité, le bilan est très positif :

- 726 porteurs de projets accueillis
- 56 entreprises résidentes
- 138 entreprises conseillées
- 95% d'occupation de l'espace
- 50 emplois créés (hors dirigeant-e-s)
- 4,5 M d'euros de chiffre d'affaires cumulé

Les objectifs 2020 sont :

- Capter les entrepreneurs non accompagnés → améliorer le taux d'accompagnement
- Articuler l'offre du réseau → optimiser et sécuriser les parcours
- Sécuriser la croissance des entreprises → créer richesse et emploi
- Installer une synergie avec le territoire et ses acteurs économiques → connecter
- impliquer les entreprises « locomotives » du territoire dans le projet

- Faire rayonner l'entrepreneuriat → valoriser
- Faire valoir le potentiel du territoire nord et agir sur son attractivité → défendre
- En 2020, la réflexion, amorcée en 2019, sur l'essaimage du modèle et l'évolution de la forme du Carburateur sera poursuivie.

En 2019, l'association PME a bénéficié d'une subvention à hauteur de 65 000€.

En 2020, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 65 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de soutenir la création et le développement des TPE innovantes du Territoire de Marseille Provence, en leur proposant des locaux et services adaptés ainsi qu'un accompagnement renforcé ;
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi ».

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 65 000 euros pour 2020 à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat pour l'animation et la gestion du Carburateur, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Pôle Métropolitain pour l'Entrepreneuriat.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-7310/19/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention de fonds de concours 2018-2020 avec le Département des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain
MET 19/13837/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de fonds de concours 2018-2020 qui définit l'engagement et les conditions d'affectation de la participation du Département dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire métropolitain.

Chaque PLIE est chargée de l'accompagnement à l'emploi et la mise en emploi réussie de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dans le cadre de protocoles qui fixent sur une période

de 5 ans, des objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre.

Au niveau de la gestion financière, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE, est déjà chargée de fonctions essentielles relatives à la gestion de la subvention globale FSE, pour le compte des PLIE dans le cadre d'une délégation de gestion subordonnée à la signature d'une Convention entre l'Etat et la Métropole, dite Convention de subvention globale.

Au même titre que la gestion de la subvention attribuée au titre du FSE, la Métropole prend la responsabilité de la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE, en dehors de ses fonds propres, à savoir, notamment, les fonds du Conseil

départemental, consacrés à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA socle et majoré, dans le cadre des PLIE.

Le Département s'engage à verser à la Métropole une subvention de 1.873.000€ par an, sur la période 2018-2020, non gagée au titre d'autres programmes européens, destinée aux co-financements des opérations inscrites dans le cadre de la programmation de chacun des 6 PLIE du territoire d'intervention.

Eu égard à l'activité des PLIE, il convient de préciser l'intervention du Département au titre des actions de relations entreprises conduites par chacun des 6 PLIE. Aussi, il est proposé de modifier l'article 2 en distinguant le montant alloué au titre de la relation entreprise selon la répartition suivante :

PLIE	Montant annuel alloué	Dont montant alloué au titre de la relation entreprise
PLIE Marseille Provence Est	210 000 €	30 000 €
PLIE Marseille Provence Centre	380 000 €	30 000 €
PLIE Marseille Provence Ouest	160 000 €	30 000 €
PLIE du Pays d'Aix	470 000 €	30 000 €
PLIE du Pays de Martigues	200 000 €	30 000 €
PLIE Istres Ouest Provence	453 000 €	53 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM en date du 19 octobre 2017 portant demande de fonds de concours au Conseil Départemental

des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La responsabilité de la Métropole dans la gestion des contreparties publiques éligibles au FSE dans le cadre des PLIE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours 2018-2020 entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-7311/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur MET 19/13860/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation et insertion, le territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques.
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi.
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale.
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics du plan local pour l'insertion et l'emploi).
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 81 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES PLIE DU PAYS DE MARTIGUES Mise en Œuvre suivi et clauses sociales d'insertion Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE DU PAYS DE MARTIGUES)	8.97 %	8 853 euros
Direccte FSE « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	50 %	49 351.77 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	41.03 %	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	0 %	0 euros
TOTAL	100 %	98 704.77 euros

ORGANISMES PLIE DU PAYS D'AIX - Construction et animation des parcours, · Mobilisation de l'offre d'emploi et ingénierie économique, · Mise en œuvre et suivi des clauses d'insertion, · Développement et ingénierie de projet territorial	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Direccte FSE « PLIE DU PAYS D'AIX »	37.0%	57 750 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS D'AIX »	26%	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	37 %	57 750 euros
TOTAL	100 %	156 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de

subvention de fonctionnement relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

La recette correspondante est constatée en section de fonctionnement sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 7472 - Fonction 65 - Sous politique E120 - Code gestionnaire DSFCT6.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-7312/19/BM

■ Attribution d'une subvention et approbation d'une convention d'objectifs et de moyens « Agir pour l'Emploi » avec les Missions Locales du Pays Salonais et Est Etang-de-Berre - Année 2020 MET 19/13323/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de réduire le chômage en Pays Salonais, depuis 2009, l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance dite « Agglopolo Provence » aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire du Pays Salonais signe une convention d'objectifs et de moyens avec les deux missions locales présentes au sein de son territoire : la Mission Locale du Pays Salonais et la Mission Locale Est-Etang de Berre.

Cette convention se décline en plans d'actions annuels, qui permettent notamment l'organisation de forums emploi favorisant la rencontre directe entre des demandeurs d'emploi et des entreprises en période de recrutement.

La convention de partenariat 2019 arrivant à terme, il convient aujourd'hui de procéder à son renouvellement pour l'année 2020.

Cette convention a pour objet d'apporter un soutien financier et matériel aux deux Missions Locales du territoire, afin qu'elles :

- Favorisent l'accès à l'emploi du public ciblé grâce à la mise en relation directe des demandeurs d'emploi et des entreprises.
- Dispensent des Conseil en Evolution Professionnelle et permettent aux demandeurs d'emploi d'accéder à la formation, à la reconversion professionnelle et à la découverte des métiers.
- Valorisent le potentiel de compétences des demandeurs d'Emploi du Territoire et mettre en adéquation les projets de ces derniers avec les besoins des entreprises.

L'emploi étant un enjeu majeur pour le territoire, et afin de permettre aux Missions Locales de poursuivre leurs objectifs sur le Territoire du Pays Salonais pour l'année 2020, il est proposé le versement d'une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence identique à celle qui était versée les années précédentes par l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence soit 95 000 €, répartie selon les modalités suivantes :

- 34 000 € pour la Mission Locale Est-Etang de Berre,
- 61 000 € pour la Mission Locale du Pays Salonais.

Conformément à l'article L 2131-11 du CGCT, il est précisé que Messieurs Didier Khelfa, Serge Andréoni, André Bertero, Philippe Ginoux, Henri Pons et Mme Hélène Gente Ceaglio, ne prennent pas part au vote.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de territoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention globale de 95 000 euros à la Mission Locale du Pays Salonais et à la Mission Locale Est Etang de Berre, répartie entre elles selon les modalités prévues ci-dessus, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens « Agir pour l'emploi » 2020 à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Missions Locales précitées ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais - Chapitre 65, comptes 65748 et 657382 fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 004-7313/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13554/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion et d'accès à la mobilité qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association Transport Mobilité Solidarité (T.M.S.) le 27 mars 2017, une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés notamment au dispositif «plate-forme mobilité » qui a pour objectif de faciliter la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle. De plus, il permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain et enfin de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant d'accomplir des démarches administratives et professionnelles.

Ainsi, par délibérations n° EMP 004-5776/19/BM et n° TRA 020-6582/19/BM du Bureau de la Métropole respectivement des 29 mars 2019 et 26 septembre 2019, la Métropole a attribué une subvention pour l'exercice 2019 d'un montant de 179 745,19 € dont 84 745,19 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association. Ces subventions ont contribué au fonctionnement global de l'association et au dispositif « plateforme mobilité ».

L'association envisage, pour 2020, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre dudit exercice.

Suite au règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association T.M.S. une subvention d'un montant de 135 608,12 € pour l'exercice 2020 qui se répartit ainsi :

- une subvention de 20 000 € sur le budget annexe Transports au titre du fonctionnement global de l'association,
- une subvention de 115 608,12 € dont 85 608,12 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association, sur le budget du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, au titre de l'action « plateforme mobilité ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association T.M.S. souhaite poursuivre ses objectifs et notamment le dispositif plateforme mobilité.
- Qu'elle sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020 afin de mener à bien ces objectifs.
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande qui répond à sa politique d'actions en matière d'insertion professionnelle en lien avec l'accès à la mobilité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution pour 2020 d'une subvention d'un montant de 135 608,12 euros à l'association Transport Mobilité Solidarité réparti comme suit :

- une subvention de 20 000 euros sur le budget annexe Transports au titre du fonctionnement global de l'association,
- une subvention de 115 608,12 euros dont 85 608,12 euros sont liés à la mise à

disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association, sur le budget du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, au titre de l'action « plateforme mobilité ».

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au budget annexe 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique A710, nature 6574,
- et au budget 2020 de l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence : chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 005-7314/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour le projet "Tandem-Hub Mentorat" - Approbation d'une convention
MET 19/13641/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne un développement économique facilitant l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif.

Les dispositifs de parrainage se multiplient, le Mentorat devient une action reconnue en faveur de l'inclusion par l'emploi. Les dernières enquêtes sur le sujet démontrent que les retours à l'emploi sont plus prégnants.

Les actions de mentorat permettent de créer une relation de proximité entre un demandeur d'emploi (mentoré) et une entreprise volontaire (mentor) ; le mentor mettant à la disposition du mentoré son savoir, ses connaissances en matière de compétences professionnelles et/ou son expérience.

Le mentorat est par conséquent un gage de réussite, participant de fait à la réduction des inégalités pour les populations n'ayant pas accès à une insertion professionnelle par le marché classique de l'emploi. Il

apparaît donc comme une initiative cohérente, facteur d'intégration professionnelle.

Afin de maximiser les retombées de ce dispositif, la CCIMP s'engage dans ce cadre à le déployer concomitamment avec d'autres notamment en participant à la mobilisation et à l'animation des entreprises dans le cadre du " C'hub Bouches-du-Rhône, une chance, les entreprises s'engagent" mais également en facilitant les passerelles avec l'insertion par l'activité économique.

La convention présentée est une déclinaison sur la thématique emploi et insertion de la convention cadre Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) signée le 20 janvier 2017 et sa convention d'application du 9 février 2017.

La convention a pour objectif la continuité et l'évolution du projet « Tandem – Hub Mentorat » démarré en 2018, visant à favoriser le rapprochement des entreprises adhérentes à la CCIMP et les structures d'accompagnement à l'emploi pour une mise en relation type « parrainage », cartographier les compétences « non-négociables » par les entreprises dans leur recrutement, et faire la promotion des bénéficiaires du mentorat pour participer à la mobilisation du public vers les offres d'emploi.

En outre, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe.

Pour ce projet, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des parcours d'insertion des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif bénéficie également aux deux sexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-873 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- Le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière

d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

- La délibération ECO 012-1558/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant approbation de la convention cadre entre la Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'ambition de la Métropole d'une politique de développement économique, de l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale.
- La volonté de la Métropole d'accompagner les dispositifs et processus d'inclusion professionnelle sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence d'un montant global de 50.000 euros pour l'année 2020 afin d'assurer la poursuite et l'évolution du projet Tandem – Hub Mentorat sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous Politique E120 – Nature 65748 – Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 006-7315/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Cité des Métiers - Approbation d'une convention MET 19/13640/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une métropole des plus compétitives et recèle de forts potentiels en matière d'emploi.

Dans ce contexte, elle ambitionne un développement économique équilibré facilitant l'accès à l'emploi, favorisant l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et entend soutenir les initiatives et acteurs œuvrant en faveur de cet objectif.

Malgré plus de 6 000 emplois par an créés ces dix dernières années et l'embellie enregistrée en termes de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, les évolutions observées dans les filières économiques porteuses ainsi que certains indicateurs sociaux dénotent de la faiblesse persistante du territoire métropolitain sur la situation de l'emploi.

La mobilisation convergente des différentes parties prenantes de l'emploi, de l'insertion et du développement économique s'impose ainsi comme un axe fort de l'action métropolitaine. Avec l'objectif de concilier performance économique et solidarité, la Métropole doit permettre, de par sa coordination des partenaires publics et privés engagés pour l'emploi et contre le chômage, en adéquation à la fois aux besoins des populations et des entreprises, de relever les défis d'une Métropole inclusive pour l'ensemble de sa population et notamment des personnes éloignées du marché du travail.

Forte de son attractivité économique croissante et de son rayonnement, la Métropole représente en effet une véritable opportunité pour innover et rendre performant les processus d'inclusion professionnelle sur son territoire.

À ce titre, notre établissement a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle. Pour cela, différents leviers sont identifiés afin de favoriser la convergence des différentes dynamiques qui concourent à l'insertion professionnelle des publics. Aussi, dans le cadre de son schéma directeur emploi-insertion, la Métropole a défini trois orientations :

1. Travailler sur l'autonomisation des personnes en difficulté en s'appuyant sur des dispositifs d'accompagnement à l'emploi performant et garantissant la sécurisation des parcours et notamment le développement d'une offre structurée de parcours à travers la

mobilisation de la clause sociale d'insertion dans la commande publique métropolitaine.

2. Favoriser l'innovation sociale pour lever les freins à l'emploi en s'appuyant sur de nouveaux modes d'accompagnement innovant ou la création de passerelles innovantes entre les structures d'insertion par l'activité économique et les filières économiques du territoire.
3. Rapprocher les entreprises et les branches professionnelles pour favoriser l'adéquation de l'offre et la demande d'emploi, anticiper les besoins en recrutement et promouvoir les profils de personnes en difficulté.

Présentation générale de l'association :

Le concept de Cité des Métiers, né en 1993, émane de celui de la Cité des Sciences et de l'Industrie, avec pour vocation de rendre accessible à tous l'information sur l'évolution des professions, des métiers et de la vie professionnelle.

Organisée autour de pôles, chaque Cité accueille le public de façon anonyme et gratuite, avec des espaces de conseil, de documentation et de cyber-info.

Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers : des services centrés sur les besoins des usagers ; une autonomisation de l'usager, acteur de sa vie professionnelle ; l'interaction du conseil et d'espaces ressources ; un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire.

La Cité des Métiers de Marseille et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur a obtenu en 2005 le Label « fonctionnement » Cité des Métiers, certifiant la conformité du système existant et la qualité des prestations fournies (après avoir obtenu le Label « projet » en 2002).

Pour réaliser ses missions, la Cité des Métiers s'appuie sur une alliance de compétences et de ressources apportées par des partenaires aux vocations complémentaires. Ceux-ci conjuguent ainsi leurs efforts pour accueillir le public, l'informer et l'aider à construire leur parcours professionnel. La Cité des Métiers propose également de :

- Contribuer à l'animation du réseau des acteurs locaux en vue de construire des actions multi partenariales pour sécuriser les parcours professionnels (découverte des métiers - infos formations - infos sur la création d'activité - dispositifs des partenaires - échanges de pratiques) ;
- Faciliter le retour vers l'emploi des publics du territoire en favorisant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi par la mise en œuvre d'actions (type forums, job dating, projet pluriannuel « ACTE'INOV 2019-2021 ...) et le développement de nouveaux modes

opérateurs qui répondent aux enjeux de mobilisation du public ;

- Promouvoir l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et participer ainsi au changement des représentations sur les métiers et à celui des conditions pour y accéder (choix d'orientation, formation, emploi).

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de fonctionnement à la Cité des Métiers à hauteur de 105.000 euros au titre de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'intégrer l'égalité professionnelle, la diversité dans toutes les composantes de son activité, en mettant l'accent sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, la lutte contre les stéréotypes et la discrimination dans la démarche portée par les associations en lien avec l'emploi et la formation.
- L'intérêt à soutenir les démarches innovantes à destination des jeunes et des demandeurs d'emploi afin d'améliorer la connaissance des filières économiques et de leurs métiers.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de fonctionnement à la Cité des Métiers d'un montant de 105 000 euros au titre de l'année réparti ainsi : Métropole : 45 000 euros et Territoire du Pays d'Aix : 60 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Cité des Métiers.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 007-7316/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association France Active PACA - Approbation d'une convention
MET 19/13629/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

France Active Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Économie Solidaire et Insertion Active), a été créée en 2002 par l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la Caisse des Dépôts et Consignations s'inscrit pleinement dans le développement économique du territoire métropolitain, en mettant la finance citoyenne au service des jeunes créateurs et créatrices, des femmes, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires de minima sociaux, des structures associatives ou d'insertion, des coopératives ou encore des entrepreneurs de l'économie collaborative ou d'insertion.

De ce fait, France Active PACA participe directement à la viabilité des entreprises, particulièrement celles relevant de l'économie sociale et solidaire.

L'objectif étant de consolider les structures d'Economie Sociale et Solidaire du territoire

métropolitain et de manière générale l'ensemble des entreprises engagées, notamment celles soutenues par la métropole Aix-Marseille-Provence, en visant les objectifs suivants : renforcer leurs ressources stables, favoriser l'accès aux prêts bancaires, structurer les stratégies à moyen terme et renforcer l'impact des projets sur le développement du territoire.

France Active PACA est un outil régional majeur du développement économique en Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, accueillant 800 structures par an, finançant entre 200 et 300 entreprises et contribuant à la consolidation de près de 13 000 emplois par an.

En 2018, France Active a accompagné près de 170 projets. A assuré le suivi de financement d'une soixantaine de structures et financé 23 projets d'ESS. En 2019, les réalisations à mi année présagent une augmentation de l'activité : 18 projets d'ESS financés sur la métropole et plus de 100 projets accompagnés ;

France Active PACA offre aux financements publics un effet de levier significatif de fonds privés : dotée d'un budget annuel de 1.7M€, il réinjecte sur le territoire régional 8M€ /an d'origine privée, sous forme de prêts bancaires garantis et de prêts en direct, dont 2.8 M€ sur le territoire de la Métropole en 2018.

Pour permettre à France Active PACA de poursuivre ses missions et de déployer ses outils auprès des structures de l'économie sociale et solidaire et des entrepreneurs engagés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Cette subvention, pour permettre de développer le conseil, le financement et la mise en réseau des structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi que les entreprises engagées dans une démarche de RSE sur le territoire Métropolitain, il est proposé au bureau de la Métropole d'octroyer une subvention à l'association France Active PACA au titre de l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de permettre la création, le déploiement et la croissance de structures relevant de l'Economie Sociale et Solidaire.
- L'intérêt à soutenir des « entreprises engagées » dans des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises.
- L'intérêt de permettre à une population en difficulté d'accéder à un emploi par l'intermédiaire de structures d'insertion par l'activité économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association France Active PACA d'un montant de 60 000 euros au titre de la subvention de fonctionnement pour son action d'accompagnement, de financement et de mise en réseau des projets engagés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association France Active PACA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique E120 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 008-7317/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Wimoov et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13618/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association WIMO OV est un acteur national dans le domaine de la mobilité depuis quasiment 20 ans, ce qui lui a permis d'acquérir une expertise reconnue dans le traitement des problématiques de mobilité des publics fragiles et ce, sur des territoires différents : urbains, péri-urbains et ruraux. En 2018, elle porte 27 plateformes de mobilité sur l'ensemble du territoire français avec 109 salariés qui accompagnent chaque année près de 11 000 personnes.

WIMO OV développe, depuis 2007, une plateforme de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et a accompagné depuis sa création plus de 7 000 personnes rencontrant des difficultés de mobilité dans leur insertion socioprofessionnelle.

La plateforme de mobilité est un lieu d'accueil et d'accompagnement, qui propose un système de solutions de mobilité, qu'elles soient matérielles (mise à disposition ou aide à l'achat de véhicule, garages solidaires) ou pédagogiques (ex : formation, coaching mobilité ou conseil en mobilité individualisé), intégrée aux moyens présents du territoire et adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

Elle constitue un guichet unique permettant de faciliter et d'accélérer la prise en charge des publics et d'améliorer la visibilité des actions mobilité du territoire pour les publics et les partenaires (prescripteurs et financiers), dans une optique d'accès à l'emploi mais aussi de développement d'une mobilité durable et plus douce (inter modalité, promotion des transports en commun).

WIMO OV affirme sa volonté de pouvoir faire perdurer ses activités sur ses territoires d'intervention et de développer ses actions sur des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, non desservis par des actions de mobilité inclusive et accompagner tous les publics en situation de fragilité vers une mobilité durable et autonome en présentant des solutions adaptées aux personnes et aux territoires pour que la mobilité ne soit plus un frein à l'insertion professionnelle.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association Wimoov .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMO OV ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'accompagner tous les publics en situation de fragilité vers une mobilité durable et autonome en présentant des solutions adaptées aux personnes et aux territoires pour que la mobilité ne soit plus un frein à l'insertion professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association WIMO OV au regard de son objet social et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 20 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous Politique E120 – Nature 6281 – Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Déplacements et Accessibilité"

TRA 001-7318/19/BM

**■ Approbation d'une convention relative aux travaux de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ENEDIS pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille (phase 1)
MET 19/13236/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au

rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution d'électricité d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Par délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017, la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité a été conclue avec ENEDIS le 23 avril 2017.

Il y a lieu d'établir une convention travaux afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement anticipés des réseaux de distribution d'électricité d'ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;

- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 003-2476/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention n°17/0860 portant sur les études de déviation et de protection des installations et réseaux d'électricité ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société ENEDIS est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement anticipé de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société ENEDIS fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec ENEDIS précisant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des travaux de dévoiement anticipés de réseaux de distribution d'électricité ENEDIS dans le cadre du prolongement du tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 3 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-7319/19/BM

■ **Approbation d'une convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés de CityFast pour l'opération d'extension vers le nord et le sud du réseau de tramway de Marseille**
MET 19/13241/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et, ce, de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunications, dont le réseau CITYFAST, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement du réseau CITYFAST.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix- Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;

- Que la société CityFast est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société CityFast fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec CityFast définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études avant travaux de dévoiement de réseaux de télécommunication CityFast dans le cadre du prolongement du tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence – programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous-Politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-7320/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive pour l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille (phase1) vers le nord jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye MET 19/13315/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour

répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Par délibération n°TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019, le bureau de la Métropole a approuvé le lancement de l'enquête publique et a autorisé, Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de cette opération.

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, il convient de vérifier tant le potentiel archéologique que la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés. Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit par arrêté n°209 du 10 janvier 2019 la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique devra être réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Pour ce faire, une convention doit être conclue avec l'INRAP en vue de préciser les modalités de réalisation du diagnostic archéologique, la convention dispose ainsi que l'intervention de l'INRAP sera réalisée en plusieurs tranches successives, adaptées au phasage prévisionnel des travaux. La présente convention définit les conditions d'intervention de la tranche n° 1. Les tranches suivantes feront l'objet d'avenants ultérieurs à la convention et préciseront les dates et délais d'intervention.

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée à passer avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique de la tranche n° 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération n° TRA 004-5365/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le lancement de l'enquête publique ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°209 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 10 janvier 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre du projet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en amont de la réalisation des travaux liés aux extensions Nord et Sud du tramway de Marseille, première phase, la réalisation par l'INRAP d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;

- Qu'il convient d'approuver la convention idoine avec l'INRAP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet de réalisation des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille, première phase.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-7321/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés de RTE dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1)
MET 19/13296/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont

240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km, sur ce tronçon est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Quatre stations sont impactées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés transport d'électricité de RTE, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, par délibération n° TRA 003-5588/19/BM du 28 mars 2019, la convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019.

Ladite convention fixait les modalités et les conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles par RTE et la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux.

Le présent avenant n°1 à la présente convention a pour objet d'entériner contractuellement les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de

Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 003-5588/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole approuvant la convention avec RTE ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de transport d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société RTE est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'une convention n°19/0270 a été conclue avec RTE le 23 avril 2019 relative aux modalités et conditions de réalisation et de financement de l'achat des câbles et de la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement des réseaux ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modifications liées au cheminement des déviations RTE au Nord par Cazemajou en lieu et place de Salengro et les renforcements du réseau RTE par des ouvrages de protection dits « cavaliers ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n° 19/0270 avec RTE relative à l'achat de câbles souterrains et à la réalisation des travaux d'anticipation de dévoiement de réseaux enterrés dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 43 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 3 – Autorisation de programme 151431TP – Nature : 2031 – Fonction : Néant – Numéro d'opération : 2015110600 – Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-7322/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway de Marseille (phase 1)

MET 19/13317/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Par délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

L'extension Nord de cette opération se déroule au sein du périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée. Sa mise en oeuvre nécessite en conséquence une démarche concertée avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM).

Par délibération n° TRA 008-2161/17/BM du 13 juillet 2017, le bureau de la Métropole a approuvé une convention cadre avec l'EPAEM afin d'organiser la

maîtrise d'ouvrage unique exercée par le Métropole Aix-Marseille-Provence pour les études et les travaux de réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM. Les modalités d'organisation et de réalisation des études de la maîtrise d'ouvrage sur le périmètre Nord du projet y sont détaillées.

La convention précitée n°17/0818 a été notifiée à l'EPAEM le 15 novembre 2017.

Conformément à ses stipulations, est prévue, en son article 7, une modification par avenant à l'issue des études d'avant-projet pour définir le processus de suivi des travaux, le montant et la répartition des coûts post-AVP ainsi que les opérations de réception et de remise d'ouvrage.

Les études d'avant-projet ayant été approuvées par la Métropole, le présent avenant n°1 à ladite convention a pour objet d'entériner contractuellement les modalités de réalisation des travaux ainsi que la répartition financière du coût de l'opération entre la Métropole et l'EPAEM. Sont précisées également les conditions techniques et financières relatives aux emprises foncières d'assiette de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud ;
- La délibération TRA 008-2161/17/BM du 13 juillet 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la de maîtrise d'ouvrage unique avec Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway jusqu'à Gèze ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement

Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Qu'une convention n°17/0818 a été conclue avec l'EPAEM relative à la maîtrise d'ouvrage unique à la Métropole des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du tramway jusqu'à Gèze et fixant les modalités de réalisation des études ;
- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à ladite convention en vue d'entériner les modalités de réalisation des travaux ainsi que la répartition financière du coût de l'opération tout en précisant les attributions de chacune des parties et les conditions techniques et financières relatives aux emprises foncières d'assiette de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/0818 ci-annexé conclu avec l'EPAEM relative à la maîtrise d'ouvrage unique portant sur les aménagements de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-7323/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Territoire SAS relatif au marché (lot 2) pour la mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille
MET 19/13319/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC en date du 18 juillet 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a voté une opération de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de quatre stations du métro de Marseille à savoir la Timone, Vieux port, Castellane et Sainte- Marguerite-Dromel.

Pour cette dernière station, un marché de maîtrise d'œuvre a été lancé le 20 novembre 2014 et attribué le 1er juin 2015 au groupement ID&M INGENIERIE / ARCAN ARCHITECTURE sous le numéro 15/044.

La Métropole Aix-Marseille Provence a lancé une consultation le 23 février 2017 relative aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Saint-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille.

Le lot n°2 dudit marché de travaux « second œuvre » a été attribué à la Société TERRITOIRE SAS.

Le marché a été notifié le 21 septembre 2017 sous le n° Z 17-081 pour un montant global et forfaitaire de 127 389,00 € HT, soit 152 866,80 € TTC

La société TERRITOIRE SAS a présenté au maître d'œuvre le 20 février 2019 un mémoire en réclamation pour un montant de travaux supplémentaires de 25 655,10 € HT, par ailleurs confirmé au projet de décompte final.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé de ramener le montant de la réclamation de 25 655,10 euros HT à 14 434,00 euros HT. La société TERRITOIRE SAS a accepté cette proposition transactionnelle.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole transactionnel dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La réclamation présentée le 20 février 2019 par la société TERRITOIRE SAS,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de se prononcer sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société TERRITOIRE SAS relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché n°Z 17-081 portant sur le lot n°2 «second œuvre» pour la mise en accessibilité aux PMR de la station Saint Marguerite-Dromel du Réseau de Métro de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable entre les parties afin de régler les sommes dues à la société TERRITOIRE SAS au titre du marché n° Z 17-081 relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la stations Ste-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille, concernant le lot n°2 portant sur le «second œuvre».

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société sus-visée.

Article 3 :

Le montant de l'indemnité globale forfaitaire due par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à l'entreprise précitée, est fixé à 14 484,00 euros HT soit 17 380,80 euros TTC.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Transports 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-7324/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel lié au marché de maîtrise d'œuvre relatif aux études et réalisation des ouvrages, aménagements, équipements et systèmes relatifs à la modernisation et au prolongement de la ligne de tramway 68 de Bougainville aux Caillols, création de la ligne du 4 septembre - La Blancarde et à la réalisation d'un nouvel atelier - Dépôt Saint-Pierre MET 19/13432/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 00/0751/EUGE du 17 juillet 2000, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre concernant les lignes de tramway Bougainville /Les Caillols et Quatre Septembre / Blancarde.

Le marché de maîtrise d'œuvre n° 02/011/ CUMPM, lot 1 « Infrastructures et systèmes de transports » a été notifié le 8 février 2002 au groupement conjoint SMM devenu EGIS RAIL(Mandataire)/SEMALY/INGEROP/BETEREM INFRA/STOA/A.PETER/C.VEZZONI et Associés/ CCD Architecture/ARGUMENTS pour un montant de 24 121 447 euros TTC.

La société VOSSLOH INFRASTRUCTURES SERVICES, désormais dénommée EUROVIA TRAVAUX FERROVIAIRES (ci-après « ETF »), a été désignée attributaire le 7 janvier 2015 du marché n° G 05-003 relatif à la modernisation et prolongement de la ligne 68 Noailles – Les Caillols, création des lignes Quatre Septembre – la Blancarde et Bougainville – Castellane.

Les travaux de la tranche ferme relatifs à l'ouvrage de voie ferrée de la ligne Les Caillols-Gantès et du dépôt de tramway, conclus pour un montant en euros HT de 25 541 619.90, ont été réceptionnés avec réserves le

15 février 2007, avec une date d'achèvement au 1^{er} février 2007. Les réserves ont été proposées par le maître d'œuvre le 12 juin 2007.

L'exploitation dudit ouvrage a été confiée à la REGIE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS (ci-après « RTM ») le 19 juillet 2007.

Le 20 janvier 2011, la Métropole Aix Marseille Provence a informé la société ETF de l'apparition de désordres caractérisés par un affaissement des voies du tramway T1 situées sous l'ouvrage d'art Frangin et a sollicité la mise en place d'actions préventives et correctives. Ledit titulaire a proposé, à cette fin, des travaux provisoires de remise en état des voies, lesquels ont été refusés par la Métropole le 30 janvier 2011. C'est dans ces circonstances que le 11 juillet 2011, ETF a assigné en référé heure à heure la MAMP, la RTM et la société EGIS RAIL.

A l'issue, un expert judiciaire a été désigné le 27 juillet 2011. Dans son rapport, déposé en date du 16 septembre 2014, ledit expert a conclu que les désordres sont imputables principalement à la maîtrise d'œuvre au titre d'un défaut de conception de l'ouvrage, et, dans une moindre mesure, à ETF et à la RTM au titre de défauts d'exécution et d'entretien.

Par une requête enregistrée le 7 avril 2017 sous le n° 1702553-8, la Métropole a saisi le Tribunal administratif de Marseille aux fins d'obtenir la condamnation de la société EGIS RAIL à lui verser une somme de 310 481 € HT, correspondant au montant des préjudices évalués par l'expert judiciaire.

Le même jour, la Métropole a formulé des demandes similaires devant le juge des référés du Tribunal administratif de Marseille, par requête enregistrée sous le n° 1702554-3.

Lors des dernières écritures, le montant des préjudices matériels et immatériels demandés par la Métropole a été régularisé à hauteur de 337 038,30 € HT.

La société EGIS Rail a attiré dans ces deux instances l'exploitant RTM, le titulaire du marché de travaux ETF et son sous-traitant, la société MULTISPE France. Lors des dernières écritures, ladite société fait valoir que les demandes formées à son encontre par la Métropole et la RTM seraient irrecevables et mal fondées.

Par une requête enregistrée le 4 octobre 2017 sous le n° 1705305-3, la société RTM a saisi le Tribunal administratif de Marseille aux fins d'obtenir la condamnation solidaire de la société EGIS RAIL à lui verser une somme de 42 881,14 € HT en réparation des préjudices d'exploitation qu'elle aurait subi.

C'est dans ce contexte que les parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole ci-annexé dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie. Il en ressort que la

société EGIS RAIL s'engage à payer à la Métropole Aix-Marseille-Provence la somme globale et forfaitaire de 170 000 euros (cent soixante-dix mille euros) TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°00/0751/EUGE du 17 juillet 2000 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre concernant les lignes de tramway Bougainville /Les Caillols et Quatre Septembre / Blancarde ;
- Le marché de maîtrise d'œuvre n° 02/011/CUMPM, lot 1 « Infrastructures et systèmes de transports » conclu avec le groupement conjoint SMM devenu EGIS RAIL(Mandataire) /SEMALY/INGEROP/BETEREM INFRA/STOA/A.PETER/C.VEZZONI et Associés/ CCD Architecture/ARGUMENTS ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de se prononcer sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société EGIS RAIL(SA) relatif au marché de maîtrise d'œuvre n°02/011/CUMPM, lot n°1 « infrastructures et système de transports ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable entre les parties afin de percevoir les sommes dues par la société EGIS RAIL (SA) au titre du marché de maîtrise d'œuvre n°02/011/CUMPM, lot n°1 « infrastructures et système de transports ».

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société sus-visée.

Article 3 :

Le montant de l'indemnité globale forfaitaire à percevoir par la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixé à 170.000 euros TTC.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 5 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-7325/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société FLIXBUS relatif aux redevances de touchers de quais au P+R Krypton à Aix-en-Provence pour la période 2017 à 2019 MET 19/13873/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2017, la Métropole a lancé un grand plan de renforcement de sa politique de transport et de nombreux travaux d'infrastructures ont été entrepris sur le Pays d'Aix et notamment sur le centre-ville avec le lancement des travaux liés au BHNS.

Plusieurs opérateurs de transport qui avaient leur terminus sur l'avenue Mouret ont été réaffectés sur la gare routière du Krypton. La société FLIXBUS France a été concernée par ce transfert et la Métropole a émis des titres de recettes pour des « touchers de quais » en gare du Krypton pour la période de septembre 2017 à août 2019, au regard des tarifs en vigueur.

Ces titres ont été contestés devant les juridictions judiciaires et administratives par la Société FLIXBUS France, considérant que la méthode de calcul de la

redevance n'était pas basée sur des critères objectifs et rationnels. Pendant cette période et sur demande de l'autorité de l'ARAFER, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait évoluer son mode de calcul conformément aux exigences de celle-ci. A cet effet, elle a adopté par délibération du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 n° TRA 003-5982/19/CM, une nouvelle grille tarifaire pour la redevance de « touchers de quais ». Celle-ci, ne tient plus compte ni de la nature ni de la longueur des lignes empruntées par les entreprises de transports de voyageurs. Ces nouveaux tarifs sont entrés en vigueur à compter de septembre 2019.

Aussi, compte tenu, d'une part, du risque d'annulation des titres de recettes émis à l'encontre de la société FLIXBUS France et, d'autre part, du bien-fondé de la perception d'une redevance pour tous les touchers de quais réalisés entre les mois de septembre 2017 et août 2019, la société FLIXBUS France et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochées pour résoudre ce litige par voie amiable.

Au terme des négociations, il a été convenu d'un commun accord entre les parties d'établir un protocole transactionnel mettant fin au litige décrit ci-dessus.

Ainsi, du fait de concessions réciproques, les parties s'entendent pour mettre un terme au différend qui les oppose :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à annuler les quinze titres de recettes.
- La Société FLIXBUS France s'engage à demander le désistement d'instance et d'actions auprès des juridictions administratives et judiciaires saisies dans les tous les contentieux relatifs aux titres de recettes émis sur toute la période des recours.
- A compter de la réception par la Métropole de l'ensemble des décisions de justice donnant acte du désistement de la société FLIXBUS France, la Métropole émettra un nouveau titre de recette unique, correspondant au montant total des redevances dues au titre des touchers de quais constatés sur la période courant de septembre 2017 à août 2019 et calculées sur la base des tarifs prévus par la délibération du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 n° TRA 003-5982/19/CM.
- Ce titre sera d'un montant de 127 466,16 € TTC, correspond à 15 854 « touchers de quais » constatés sur la période de septembre 2017 à août 2019 auxquels est appliqué le tarif de 6.70 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 n° TRA 003-5982/19/CM relative à l'actualisation des principes directeurs des règles d'accès et redevances des opérateurs aux gares routières de Marseille Saint-Charles, Aix-en-Provence et Krypton.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la stricte application du protocole d'accord transactionnel permet de régler à l'amiable le litige qui oppose la société FLIXBUS France à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société FLIXBUS France entérinant le montant de 127 466,16 euros TTC, correspondant à 15 854 « touchers de quais » constatés sur la période de septembre 2017 à août 2019 auxquels est appliqué le tarif de 6.70 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique C240, chapitre 70– nature 7068 et chapitre 67 nature 673.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-7326/19/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Emperi et Portail Coucou à Salon-de-Provence MET 19/12685/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole indemnitaire prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 22 681,88 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Emperi et Portail Coucou en date du 3 juillet 1991 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole indemnitaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 22 681.88 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT3 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-7327/19/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai, Marché et Potier à Aubagne

MET 19/12664/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société Q PARK France un protocole indemnitaire prévoyant le remboursement de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai, Marché et Potier en date du 1^{er} février 2002 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ces parkings, par la signature d'un protocole indemnitaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner dans la gestion de ces parkings

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT4 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-7328/19/BM

**■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rotonde - Aix-en-Provence
MET 19/12655/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement

économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMEPA un protocole indemnitaire prévoyant le remboursement de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Rotonde en date du 24 octobre 2003 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole indemnitaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT2 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-7329/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la Société QPark France et la Société Artplexe, concernant la réalisation d'un complexe cinématographique Square Léon Blum à Marseille MET 19/13160/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère dans le cadre d'un contrat de concession n° 91/354 du 2 avril 1991, le parking Gambetta sis allées Léon Gambetta à Marseille 1er arrondissement.

Par délibération TRA 011-3687/18/BM en date du 18 mai 2018 le Bureau de la Métropole a approuvé la convention d'intervention tripartite, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE qui entérine que la Société ARTPLEXE Canebière allait construire un cinéma au-

dessus du parking GAMBETTA, aujourd'hui exploité par la société QPARK.

Dans le cadre de ce projet, la société ARTPLEXE doit réaliser des travaux de confortement et de renforcement très importants sur les 3 niveaux du parking.

Ces derniers induisent la suspension temporaire d'utilisation de places de stationnement, étant précisé que lesdits travaux seront réalisés par phases entraînant la fermeture des différents niveaux du parking, ainsi que la perte définitive de places de stationnement.

Depuis l'approbation de la convention, la Société Artplexé a approfondi les études sur le cinéma et s'est trouvée dans l'obligation de modifier le système structurel, qui va le soutenir.

Cette évolution a, par voie de conséquence, un impact sur le parking Gambetta situé en-dessous.

Ainsi, le nombre de places supprimées initialement évalué à une dizaine dans la convention est passé à une cinquantaine.

Afin de ne pas entraver la réalisation de ce nouveau complexe cinématographique dans le cœur de Marseille, il est convenu d'établir un avenant à la convention tripartite initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 du 2 avril 1991 et ses 4 avenants ;
- La délibération TRA 011-3687/18/BM du 18 mai 2018 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant la convention tripartite ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'offre cinématographique présente dans le centre-ville de Marseille est insuffisante ;
- Que la Société ARTPLEXE Canebière a présenté un projet de réalisation d'un complexe cinématographique intéressant de la Ville de Marseille ;
- Que l'offre cinématographique présente dans le centre-ville de Marseille est insuffisante ;
- Que le futur ouvrage ARTPLEXE vient s'appuyer sur les ouvrages porteurs du parking public métropolitain « Gambetta » concédé par la Métropole à la Société QPARK France, jusqu'au 2 décembre 2021 ;
- Qu'il convient donc de garantir la continuité du service public et la sécurité des usagers avant, pendant et après les travaux de réalisation du complexe cinématographique ARTPLEXE ;
- Que l'évolution du projet de structure du Cinéma rend nécessaire la suppression définitive de places de stationnement du parking GAMBETTA ;
- Que dans ce cadre il s'avère nécessaire d'établir un avenant à la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention tripartite ci-annexé, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société QPARK France et la Société ARTPLEXE.

Article 2 :

Madame la Présidente Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-7330/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention passé avec la Région Sud pour le financement des renforts de services de transport routiers occasionnés par les travaux ferroviaires (MGA2) entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence – 2e phase
MET 19/14001/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux ferroviaires du projet MGA2 (Marseille-Gardanne-Aix phase 2), conduits par la Région Sud – Provence – Alpes – Côte d'Azur et programmés sur 4 ans (2018 / 2021), ont imposé en 2018 des interruptions de circulation des trains, pour une période de 2 mois (juillet / août), puis pour les années 2019-2020-2021 une interruption de circulation des trains pour une période de 4 mois (juillet / octobre).

Par ailleurs et pour faciliter la mobilité globale des voyageurs sur le territoire, une tarification combinée (Pass Intégral) a été mise en place à partir de février 2018 par la Région et la Métropole, intégrant l'ensemble des services de mobilité disponibles sur le territoire métropolitain, y compris les services TER. Indépendamment de la compétence des Autorités Organisatrices Région et Métropole ou des opérateurs, ces titres sont donc acceptés à bord des trains et des cars.

Dans un souci de garantie de la continuité du service public de transport offert, il a été proposé et approuvé en 2018 une convention par laquelle la Région subventionne les services supplémentaires mis en place par la Métropole au titre de sa compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Sont particulièrement visés les services réguliers commerciaux de cars opérés entre Aix-en-Provence et Marseille, mais également des lignes secondaires concernées par les travaux sur l'ensemble de l'itinéraire :

- Ligne 50 (Aix / Marseille, direct par autoroute), renforcée avec des véhicules double-étages,
- L51 (Aix / Marseille, par RD8N),
- L53 (Aix - La Duranne / Marseille),
- L49 (Aix - Jas de Bouffan / Marseille - Arenc),
- L64 (Trets / Gardanne / Marseille),
- Ligne Pays d'Aix Mobilité 100 (Pertuis / Aix).

La convention initiale portait sur une subvention de 15 810 € HT au titre de l'année 2018, soit pour 2 mois de travaux, correspondant à des renforts limités sur la période estivale.

Pour les années 2019 à 2021, les travaux portant également sur les mois de septembre et octobre et compte tenu de l'augmentation des fréquentations

constatée en 2019, supérieures en moyenne à 15% sur des périodes comparables, il a été prévu d'augmenter substantiellement l'offre de services et pour la Région de compenser la Métropole à hauteur de ;

- 135 000 €/HT pour la période de travaux (4 mois),
- 165 000€/HT pour la période hors travaux (8 mois).

Soit un montant forfaitaire annuel de 300 000 €/HT au titre des années 2019, 2020 et 2021.

Seront acceptés toute l'année les titres de transports : Pass Integral et uniquement durant la phase de travaux objet de cette convention les titres abonnement TER / Région.

Au vu de l'exposé qui précède et de l'avenant à la convention annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- D'approuver l'avenant n°1 proposé à la convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2^e phase (MGA2) avec une subvention annuelle forfaitaire de 300 000 €/HT pour les années 2019, 2020 et 2021 au bénéfice de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 004-1926/17/BM du 18 mai 2017 portant l'approbation de la convention financière avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la SNCF relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence (MGA2) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'avenant n°1 à la Convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2^e phase (MGA2) présente une subvention annuelle forfaitaire de 300 000 €/HT pour les années 2019, 2020 et 2021 au bénéfice de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la Convention passée en 2018 entre la Région Sud – Provence – Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des renforts de services de transports routiers occasionnés par les travaux ferroviaires entre Marseille-Gardanne-Aix en Provence, 2^e phase (MGA2).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ledit avenant à la

Convention avec la Région Sud – Provence – Alpes – Côte d'Azur et ses annexes.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous politique C210 – Nature 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-7331/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur relative aux conditions d'utilisation du réseau de transport ferroviaire régional sur les communes de Marseille et Septèmes-les-Vallons par les titulaires des Pass XL

MET 19/12545/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création d'abonnements de transport illimité pour tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des premiers engagements tenus de l'Agenda de la Mobilité et une première concrétisation du décloisonnement des réseaux promis par la Métropole.

Ainsi la convention N°14/1211 permet aux possesseurs de Pass intégral et Pass XL d'utiliser les lignes de TER dans les gares SNCF de Marseille et Septèmes-les-Vallons. En effet, en 2014 une étude de fréquentation du réseau TER a été réalisée conjointement entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole. Elle a permis de déterminer le montant de la participation financière à 234 000 euros par an que la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole devait verser à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette convention s'est achevée le 25 novembre 2019. La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent conclure une convention pour une durée de 2 ans dans les mêmes conditions financières jusqu'à ce qu'une étude de fréquentation permette de les ajuster.

Ainsi durant cette période une étude conjointe Région/Métropole/SNCF sera réalisée pour établir les usages des produits de transport multi-réseaux et ainsi pouvoir dans le cadre d'un avenant spécifique prendre en compte la nouvelle répartition des compensations. Cette étude d'un montant maximum de 100 000€ HT sera financée par la Région et la Métropole à hauteur respectivement de 35% et 65%..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DTM 003-13/19/15/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015 approuvant la convention conclue avec la région Provence Alpes Côte d'Azur pour l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes-les-Vallons par les titulaires de Pass ;
- La délibération TRA 004-2743/17/CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 approuvant le déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent répondre durablement aux besoins de mobilité des habitants en facilitant l'usage des transports en commun et le passage d'un réseau à un autre ;
- Que les deux Autorités Organisatrices ont souhaité poursuivre leur action en matière d'intermodalité en prolongeant les accords actuels de la convention relative à l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes-les-Vallons par les titulaires de Pass XL et conclure une nouvelle convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale de type zonale sur le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes- les-Vallons par les titulaires de Pass XL.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au budget annexe Transport Métropolitain de l'exercice 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique 210 - Nature 65735.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-7332/19/BM

**■ Approbation d'un contrat particulier avec SNCF Mobilités portant occupation de locaux en gare de Gardanne non constitutive de droits réels
MET 19/13557/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Gardanne.

Le Pôle d'échanges multimodal existant de Gardanne est situé à proximité de la gare SNCF. Il est constitué d'un parking avec une fréquentation de 190 véhicules pour 119 emplacements qui ne permet pas d'envisager les évolutions futures dues à la modernisation de la ligne SNCF Aix-Marseille. En effet cette modernisation devrait engendrer une augmentation du trafic TER aboutissant à 4500 montées/descente par jour à comparer aux 2000 actuelles. Cet accroissement engendrerait en conséquence un besoin important supplémentaire en stationnement. La Métropole a donc décidé précédemment de réaliser un parking en superstructure de 349 places sur trois niveaux.

Le projet est complété par l'aménagement d'une gare routière de huit quais, le traitement de cheminements piéton et vélo dans l'emprise du projet et 30 places sécurisées pour vélo. Il est également prévu d'aménager des locaux dans la gare SNCF de Gardanne, propriété de SNCF Mobilités, pour que la Métropole puisse vendre des titres de transport en commun.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a été missionnée pour assurer la Maitrise d'Ouvrage Déléguée de l'opération dans le cadre d'une convention d'aménagement approuvée par délibération N°2015-A312 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 17/12/2015. Les travaux ont pu démarrer grâce à un courrier de la SNCF autorisant les travaux. La Métropole doit maintenant obtenir la mise à disposition des locaux dans la gare SNCF destinés à devenir un guichet à usage de la Métropole. A cet effet, afin de permettre l'occupation à titre payant des locaux destinés à cet usage par voie de convention, la Métropole a sollicité les services de la SNCF Mobilités.

Ce contrat portant occupation de locaux en gare de Gardanne précise notamment :

- La surface mise à disposition de la Métropole par la SNCF dans la gare de Gardanne concernée par la présente convention et repérée sur le plan joint en Annexe 2 est de 27 m2
- La durée du contrat est fixée à quinze ans éventuellement renouvelable avec pour date de début de l'occupation la date de mise à disposition du bien précédé par un état des lieux contradictoire
- Le cout annuel de la redevance pour occupation des locaux est de 3 623.13 €HT, forfait de charges d'utilisation des parties communes en sus de 1 504.71 €HT/an, forfait de charges liées à l'utilisation des parties privatives en sus de 540 €HT/an, forfait d'impôts et taxes en sus de 209 €HT/an L'ensemble des couts seront indexés suivant les conditions citées dans la convention.
- Une attestation d'assurances (Assurance Chose pour 70 000 € par sinistre et Assurance Risque de voisinage pour 750 000 € par sinistre) sera fournie par la Métropole au début de l'occupation des locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2015-A312 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix du 17/12/2015 approuvant le programme de travaux et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'en corollaire de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de transport de Gardanne il convient d'opérer à une mise à disposition par la SNCF Mobilités à la Métropole Aix-Marseille-Provence de locaux situés dans la gare de Gardanne et dont les aménagements seront réalisés par la Métropole L'emplacement est indiqué sur plan en annexe de la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat particulier portant occupation par la Métropole Aix-Marseille-Provence de locaux appartenant à SNCF Mobilités d'une surface de 27 m2 destinée à être aménagée par la Métropole dans la gare SNCF de Gardanne pour permettre d'y vendre des titres de transport en commun dans le cadre de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Gardanne.

Article 2 :

Ce contrat est conclu pour une durée de 15 ans à compter de la mise à disposition du bien acté par état des lieux.

Article 3 :

Ce contrat est conclu moyennant le versement par l'occupant de 500 euros de frais de dossier (TVA en sus) et d'une redevance annuelle de 5 876,84 euros, impôts et taxes comprises (TVA en sus).

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique C240 – Nature 6137-63512-6288.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat et tous les documents s'y rapportant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-7333/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Sénas relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du Pôle d'échanges multimodal de Sénas

MET 19/13572/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'améliorer les conditions de l'intermodalité sur la gare ferroviaire de Sénas, la communauté d'agglomération Agglopolo Provence avait conclu en 2015 une mission de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation d'aménagement du pôle d'échanges multimodal situé à Sénas. Lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette opération a été transférée au titre de sa compétence Transport.

Les travaux d'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal ont été confiés à la Métropole. Le site sera livré en février 2020 et sera constitué des éléments suivants :

- Un parking clôturé (non soumis à contrôle d'accès) de 70 places environ dont 3 places PMR, 2 places IRVE
- Un local vélo de 18 places
- De mobilier urbain et de candélabres
- Environ 1500 m2 d'espaces verts
- (détail dans la convention).

Conformément aux dispositions de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie, par convention avec la Commune de Sénas, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions. Cette convention a pour objet de permettre l'entretien du Pôle d'Echanges Multimodal de Sénas.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants :

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain, jalonnement
- Signalisation horizontale et verticale
- Réseau pluvial
- Consommation, entretien de l'éclairage et relampage
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Entretien et nettoyage de l'abri à vélo sécurisé de la SNCF
- Contrôle du bon fonctionnement de la borne de recharge de véhicules électriques
- Veille hivernale sablage des surfaces, évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Sénas. La commune

assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire de 12 943, 16 €.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter de sa notification. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'une présence de proximité pour entretenir le pôle d'échanges de Sénas.

Délibère

Article 1:

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sénas relative à l'entretien des espaces du pôle d'échanges multimodal ci-annexée.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Nature 6287.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-7334/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la commune de Pertuis relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du pôle d'échanges multimodal de Pertuis MET 19/13569/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'améliorer les conditions de l'intermodalité sur la gare ferroviaire de Pertuis, la Métropole Aix Marseille Provence a créé en 2018 un pôle d'échanges situé à proximité de la gare. Ce site est composé :

- d'une gare routière de 5 quais
- d'emplacements taxis
- d'un parking gratuit accessible 24/24 de 300 places
- d'un relais vélo sécurisé de 40 places

Depuis l'ouverture du site, de nombreuses dégradations sont constatées : tags, détritus, dépôts sauvages extincteurs délabrés etc., aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du site à un gestionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie, par convention avec la Commune de Pertuis, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

En conséquence, afin de mettre en œuvre un service public de qualité et de garantir un objectif de salubrité publique, Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Pertuis relative aux missions d'entretien et de surveillance décrits ci-dessous :

- Balayage du site
- Retrait de dépôts et détritus
- Vidage des poubelles
- Ronde de la police municipale
- Visionnage de la télésurveillance connectée au CSU de la commune

La Métropole s'engage à verser à la commune de Pertuis un montant annuel forfaitaire de 19 136 € définit comme suit :

- 50 % à la signature de la convention

- 50 % sur présentation d'une demande de solde à la fin de la période.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans, En cas de volonté de non reconduction, celle-ci devra être dénoncée par courrier par l'une des deux parties au moins deux mois avant sa date de fin. La date de départ de la présente convention est fixée à compter de sa notification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de faire entretenir partiellement le pôle d'échanges multimodal de Pertuis et en organiser la surveillance par la commune.

Délibère

Article 1:

Est approuvée la convention conclue entre la métropole et la commune de Pertuis relative à l'entretien partiel des espaces et la surveillance du pôle d'échange multimodal de Pertuis, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3:

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Chapitre 65 - Nature 65734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-7335/19/BM

■ Approbation d'une convention d'occupation d'un local dépendant du domaine public de la Métropole sur le site de la gare routière d'Aix-en-Provence pour un usage commercial de petite restauration à emporter MET 19/13597/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2014_B158 du 20 février 2014 le Bureau communautaire a approuvé une convention d'occupation temporaire autorisant la SARL GAREGUILLE, à occuper un local dépendant du domaine public, pour l'exploitation économique d'une activité de petite restauration fixant les modalités d'occupation des lieux entre la Communauté du Pays d'Aix et la SARL GAREGUILLE.

Le local concerné est situé dans l'extrémité Est de la galerie « voyageurs » de la gare routière d'Aix-en-Provence, place Marius Bastard. Il est d'une superficie de 28 m2 et se compose d'un sanitaire, d'un vestiaire comportant 4 casiers, d'un espace lave-mains, d'une salle de 20 m2 non équipée avec comptoir de vente donnant sur l'extérieur.

Faisant partie intégrante de la gare routière d'Aix-en-Provence, lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, cet équipement a été transféré au titre de sa compétence transport.

La convention précitée conclue en 2014 arrive à échéance le 1^{er} avril 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a reçu une demande spontanée de Monsieur GUIDETTI, Sarl GAREGUILLE, actuel gérant du kiosque, manifestant son intérêt pour le renouvellement de l'autorisation dont il est titulaire.

Aussi afin de renouveler celle-ci et conformément à l'article L.2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, une publicité a été effectuée dans la presse locale et sur le site de la

Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de permettre à toute personne intéressée, de manifester son intérêt pour la reprise de ce local à usage commercial de petite restauration dépendant du domaine public.

A l'issue de la publicité précitée, aucune autre candidature n'a été reçue. En conséquence, il vous est proposé de conventionner à nouveau avec la SARL GAREGUILLE suivant les modalités ci-dessous.

Modalités d'occupation du local

La Métropole met le local à disposition de la SARL GAREGUILLE, par voie de convention moyennant une redevance d'occupation d'un montant de 1 500 € HT par mois, révisable annuellement à la date anniversaire de la signature de la convention selon le dernier indice connu des loyers commerciaux (ILC) publié par l'INSEE.

Durée du contrat :

La convention est consentie pour une durée ferme de six (6) ans à compter du 1er avril 2020 et s'achèvera le 31 mars 2026. L'autorisation d'occupation de cette dépendance du domaine public est délivrée à titre précaire et révocable.

A cette fin, il convient pour la Métropole et la SARL GAREGUILLE de conclure la présente convention.

Il vous est proposé d'approuver la convention relative à l'occupation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention d'occupation du domaine public de la Métropole sur le site de la gare routière d'Aix-en-Provence non constitutive de droits réels relative à l'occupation d'un local pour un usage commercial de petite restauration conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SARL GAREGOUILLE arrivera à échéance 1^{er} avril 2020 ;
- Que l'actuel titulaire de l'autorisation a manifesté par écrit un intérêt spontané pour son renouvellement,
- Qu'à l'issue de la publicité effectuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la presse locale et sur le site de la Métropole en vue de rechercher s'il existait d'autres candidats intéressés, aucune autre manifestation d'intérêt n'a été reçue.
- Qu'il convient de renouveler la convention et de redéfinir les modalités d'occupation temporaire par la SARL GAREGOUILLE

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire concernant l'occupation d'un local dépendant du domaine public par la SARL GAREGOUILLE pour y exercer une activité de petite restauration en gare routière d'Aix en Provence conclue pour une durée de 6 ans ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 2 :

Les recettes seront inscrites au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 7588 – Sous-Politique C240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-7336/19/BM

**■ Approbation d'une convention relative au dispositif « Chèques Jeunes Aubagnais » pour l'achat de titres Le-CAR avec la Ville d'Aubagne
MET 19/13375/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de faciliter l'accès à la culture, au sport, aux loisirs, et aux sorties aux jeunes aubagnais, la Ville d'Aubagne met en place pour l'année 2020 un « Chéquier Jeunes Aubagnais ».

Ce « Chéquier Jeunes Aubagnais » est délivré gratuitement et sans condition de ressources à tous les jeunes aubagnais âgés de 13 à 25 ans, détenteurs de la carte jeunesse et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap.

Le « Chéquier Jeunes Aubagnais » propose des gratuités ou une participation financière de la ville facilitant l'accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs auprès des partenaires, et une participation de 5 € de la ville à l'achat de titres de transport LeCAR.

Soit une carte « 6 trajets » sur les lignes :

- Aubagne – Aix en Provence,
- Aubagne - La Ciotat,
- Aubagne - Marseille.

Soit 3 « Pass 24 Heures Jeunes » pour les détenteurs d'une carte de transport « -26 ans », permettant de voyager pendant 24 heures à compter de la 1^{ère} heure de validation en illimité sur toutes les lignes du réseau LeCAR.

La Métropole s'engage à accepter dans la boutique « La Métropole Mobilité » située en gare d'Aubagne, les chèques transport délivrés par la Ville d'Aubagne pour l'acquisition des titres de transports Le-CAR mentionnés ci-dessus.

La Ville d'Aubagne s'engage à payer à la Métropole Aix-Marseille-Provence le total de la somme des chèques réellement collectés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les modalités d'application de ce dispositif entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne sont précisées dans le projet de convention annexé au présent rapport.

Ce projet de convention n'induit aucune incidence financière en dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne été de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter une convention entre la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser en 2020 l'usage des chèques Jeunes Aubagnais mis en œuvre par la Ville d'Aubagne pour acquérir des titres de transports sur le réseau Le-CAR métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au dispositif permettant d'acquérir des titres de transport Le-CAR métropolitain au moyen de chèquiers « Jeunes Aubagnais » de la Ville d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2020 et suivant sur le chapitre 70 et 74 nature 7061 et 7474 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-7337/19/BM

**■ Approbation d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPL Façonéo et la RDT13 pour l'avitaillement des bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo sur le dépôt de Gémenos-Aubagne de la RDT13
MET 19/12714/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 37 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte stipule : « L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la Métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie ».

Par délibération n° TRA 002-3240/17 CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a retenu deux énergies pour la transition énergétique des services de transport public de son territoire :

- l'électricité, en priorité pour les zones urbaines les plus denses,
- le GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

Ces énergies permettent une baisse des émissions de gaz polluants et une amélioration du confort et du bruit, pour les usagers et les conducteurs, mais également pour les riverains et les passants.

Dans ce contexte, la Métropole envisage une transition énergétique échelonnée du réseau de transport urbain « Les Lignes de l'Agglo, une marque de la Métropole Mobilité ». Ainsi, les 54 véhicules circulant sur les lignes régulières seront progressivement remplacés par des véhicules GNV.

Par délibération n° TRA 012-6417/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé l'acquisition de 10 premiers véhicules GNV Hybrides en 2020 en renouvellement des véhicules standards diesel actuels qui arrivent en fin de vie. Les véhicules seront mis à disposition de la SPL Façonéo dans le cadre du contrat d'Obligations de Service Public, qui se chargera de les exploiter et de les maintenir. Ces véhicules circuleront sur la ligne 1 qui dessert la zone industrielle des Paluds, au départ de la gare d'Aubagne et qui a vocation à devenir la future ligne « Chronobus », et sur les lignes 7 « Gémenos – Aubagne » et 8 « Saint Zacharie - Auriol – Aubagne ».

Parallèlement, la Régie Des Transports (RDT) a lancé un marché de conception-réalisation pour la transformation du dépôt d'Aubagne-Gémenos, avec un volet « modernisation du dépôt » et un volet « création de station de compression GNV ». Le dépôt est dimensionné pour 102 autocars et autobus, peut accueillir à terme les lignes interurbaines et urbaines.

Aussi, dans une logique de rentabilisation des équipements portés par son opérateur public, la Métropole souhaite que l'avitaillement des 10 véhicules GNV hybrides du réseau Lignes de l'Agglo soit réalisé sur le dépôt d'Aubagne Gémenos.

A ces fins, il est proposé une convention tripartite entre la RDT13, la SPL Façonéo et la Métropole. Cette convention n'obéit qu'à des considérations d'intérêt général, exclusives de considérations lucratives. Cette convention établit les règles suivantes :

- La RDT13 s'engage à mettre à disposition de Façonéo 10 places de stationnement équipées de station de rechargement de type charge lente et adaptées au matériel acquis par la Métropole.

A titre exceptionnel, en cas de nécessité d'exploitation, Façonéo aura également accès aux pompes de recharge rapide.

- Les coûts d'avitaillement seront facturés par la RDT13 et supportés par la SPL Façonéo. Ces coûts incluent l'approvisionnement de la molécule de gaz, une quote part des frais d'électricité nécessaires au fonctionnement de la station, une quote part des coûts de maintenance des installations d'avitaillement et 10% de frais de gestion.

- En parallèle, la RDT13 facture également la mise à disposition des 10 places de stationnement.

- En option, la RDT13 propose la mise à disposition de locaux, qui pourront être utilisés par le personnel de Façonéo aux besoins des prises et fin de service.

Cette convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 002-3240/17 CM du 4 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la transition énergétique du réseau Lignes de l'Agglo vers l'utilisation du GNV avec l'achat de 10 bus GNV Hybrides ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans un souci de bonne gestion des investissements publics, souhaite que ces bus exploités par le groupement SPL Façonéo-RTM soient avitaillés sur les installations de la RDT13 prévues à cet effet et situées à proximité immédiate.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SPL Façonéo et la RDT13 pour l'avitaillement des bus GNV du réseau des Lignes de l'Agglo sur le dépôt de Gémenos-Aubagne de la RDT13, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-7338/19/BM

■ Acquisition d'une parcelle avenue du Club Hippique à Aix-en-Provence, pour la réalisation d'un parc relais

MET 19/12591/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 2015_A309 du 17 décembre 2015, le conseil de communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération de création d'un parc relais, avenue du Club Hippique à Aix en Provence.

Celui-ci comprend :

- La création d'un parking VL en superstructure de 250 places environ
- La création de deux quais de bus
- La réalisation d'un abri vélo sécurisé de 25 places environ
- La réalisation des cheminements piétons
- La réalisation d'un réseau d'éclairage et de vidéo surveillance
- L'aménagement des accès au futur parking
- La prise en compte de l'impact hydraulique du projet
- Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement du parking.

Le montant des travaux pour la réalisation de ce parc relais est estimé à 3,50 M € HT, frais d'études compris.

La Métropole a entrepris des négociations foncières avec les services de la Mutualité Française PACA SSAM, propriétaire du terrain, en vue de l'acquisition d'une surface de 2 890 m² provenant de la parcelle HY86.

Suite à ces premières négociations, un avis des domaines a été demandé. L'avis rendu conclut à une valeur vénale de 290 000€ TTC pour une surface de 2 890 m² issue de la parcelle HY86 contenant au total 3 795 m². Cette valeur a été déterminée par la méthode par comparaison.

Ainsi il vous est proposé d'approuver l'acquisition de 2 890 m² sur la parcelle HY86 à Aix en Provence, pour la réalisation d'un parc relais de 250 places, pour un montant de 290 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération 2015_A309 approuvant le programme général de l'opération de Parc Relais « Club Hippique » à Aix en Provence
- L'avis du Domaine sur la valeur vénale en date du 1^{er} juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la transaction foncière proposée permet à la Métropole de poursuivre le projet de réalisation du parc relais avenue du Club Hippique à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une emprise de 2 890 m² à détacher de la parcelle non bâtie, cadastrée HY86 d'une contenance de 3 795 m², sise sur la commune d'Aix-en-Provence, auprès de la Mutualité Française PACA SSAM, au prix de 290 000 euros TTC.

Article 2 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte de vente et tous les actes relatifs à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération n° DI687 seront inscrits au budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix section Investissement –Chapitre 21 – Nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-7339/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de groupement de commandes pour la gestion de la vente de la billetterie en Gare routière d'Aix-en-Provence pour les réseaux de transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/13348/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé la constitution d'un groupement de commandes réunissant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Région Sud-PACA, pour coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de la billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région Sud-PACA en Gare routière d'Aix en Provence.

Le fonctionnement de ce groupement de commandes est donc détaillé dans cette convention dite « Convention constitutive d'un groupement de commande pour la gestion et la vente de billetterie en Gare routière d'Aix en Provence pour les réseaux de transports de la Métropole et de la Région ».

La Métropole a été désignée coordonnateur du groupement de commande, en charge de passer et d'exécuter le marché pour le compte de ses membres. Dans ce contexte, la Métropole procède au paiement des prestations au titulaire du marché.

Dans le cadre de ce marché, il est prévu initialement que la collecte des recettes perçues par la Gare routière d'Aix en Provence soit opérée sous le régime de la convention de mandat.

Or, le Comptable Public de la Région a souhaité, postérieurement à la passation de ce marché, que les recettes des lignes LER de la Région encaissées en gare routière soient gérées via une régie de recette.

Dans ces conditions, par un arrêté de février 2019 la Région SUD a créé une régie de recettes de gestion de la billetterie LER en gare routière d'Aix en Provence, impliquant pour le titulaire du marché la réalisation de prestations supplémentaires liées aux caractéristiques de la régie de recette :

- Nomination d'un régisseur au sein des équipes du titulaire de ce nouveau marché et réalisation de prestations comptables plus complexes imposant de secondar le régisseur par un comptable supplémentaire

Nécessité pour le titulaire en sa qualité de régisseur d'assurer la prise en charge et la responsabilité de l'activité de transfert de fonds du point de vente jusqu'au Trésor public pour les recettes issues de la vente des titres de transports régionaux.

Ces nouvelles prestations induisent pour le titulaire du marché des frais supplémentaires, à hauteur de 19 500 € HT, qui ont conduit les services de la Métropole à réaliser un avenant au marché initial et à la Convention de groupement de commande prévoyant le remboursement des dépenses à la Métropole Aix-Marseille-Provence par la Région Sud-Provence Alpes Côte d'Azur

Il convient d'autoriser la signature de l'avenant N°1 à la convention de groupement de commande

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 021-1075/16/CM17 octobre 2016 portant sur la constitution d'un groupement de commandes réunissant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Région Sud-PACA, pour coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de la billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région Sud-PACA en Gare routière d'Aix en Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/BM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°1 au groupement de commandes réunissant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Région Sud-PACA, pour coordonner et mutualiser les achats se rapportant à la gestion et la vente de la billetterie pour les réseaux de transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région Sud-PACA en Gare routière d'Aix en Provence

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole-section de Fonctionnement - Nature 611 – Sous-Politique A 710

Les recettes correspondantes sont constatées sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section de Fonctionnement Nature 7472 – Sous- Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 023-7340/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain CI 80 - Dépôt du réseau des Bus de l'Etang MET 19/13862/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Le terrain actuel où est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang a été acquis le 31 décembre 2012 à la société Véolia par l'EPF PACA dans le cadre de ses prospections foncières afin d'impulser les projets de développement urbain souhaités notamment par la ville de Vitrolles et de la Communauté du Pays d'Aix. Il a été provisoirement mis à disposition du Smitteeb par convention jusqu'au 1^{er} janvier 2016, dans l'attente de l'acquisition d'un terrain pour déplacer le dépôt.

Par délibération en date du 11 juin 2015, le Bureau de la CPA a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, de confier à la SPLA PAYS D'AIX Territoires, dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de l'opération d'aménagement dénommée Vitrolles Cap Horizon, dont le périmètre est situé sur le territoire de la commune de Vitrolles, incluant la parcelle CI 80, où est installé le dépôt actuel.

Pour les besoins de l'opération qui lui a été confiée, la SPLA Pays d'Aix Territoires, s'est portée acquéreur auprès de l'EPF PACA d'une première tranche foncière dont fait partie la parcelle cadastrée CI 80.

L'EPF PACA, ancien propriétaire, avait consenti au profit du SMITEEB, occupant de ladite parcelle, une convention de mise à disposition de 3 ans à compter du 2 janvier 2013, dans le but de formaliser juridiquement la situation d'occupation du bien.

La SPLA Pays d'Aix Territoires afin de régulariser à son tour l'occupation du bien dont elle est devenue propriétaire, s'est rapprochée du SMITEEB, transféré en date du 1^{er} avril 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de la Métropole a approuvé par délibération du 18 mai 2017 la convention de mise à disposition temporaire du terrain et autorisé le Président à la signer, avant le transfert définitif du dépôt de bus dans les nouveaux locaux actuellement en cours d'étude sur le terrain acquis en 2015 par le Smitteeb dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles.

Cette convention prenait fin le 30 juin 2018, la Métropole n'a pu déménager l'actuel dépôt de bus à cette date, les locaux n'étant pas encore construits sur le nouveau terrain de la Métropole. Aussi, un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sur laquelle est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang a été approuvé par délibération du Bureau métropolitain afin de prolonger la durée de la convention de 18 mois.

Les conditions financières de la convention (article 8) fixaient l'indemnité d'occupation des lieux à 5 000 euros par an (valeur juillet 2016) et l'indemnité forfaitaire à 100 euros (valeur juillet 2016) par jour calendaire de retard jusqu'à la libération complète des lieux.

Cette convention prend fin le 31 décembre 2019, cependant, la Métropole ne peut toujours pas déménager l'actuel dépôt, le démarrage des travaux ayant pris du retard.

Aussi, il convient de signer un avenant n° 2 à la convention de mise à disposition temporaire afin de prolonger sa durée d'une nouvelle période de 18 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 010-2066/17/CM du 18 mai 2017 portant signature d'une convention d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sur laquelle est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang ;
- La délibération n° TRA019-3695/18/BM portant signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sur laquelle est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 2 à la convention d'occupation de mise à disposition temporaire de la parcelle de terrain où est installé l'actuel dépôt de bus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention, ci annexé, avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 024-7341/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes MET 19/13744/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1er janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° 17/1352 approuvée par délibération du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune d'Istres la gestion et l'exploitation des trois parkings en régie : Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Le parking des Carmes a fait l'objet d'une extension en 2017 nécessitant de nombreuses modifications techniques au sein de l'ouvrage, au regard notamment de la réalisation de logements et d'une zone commerciale au-dessus du parc de stationnement.

Dans ce contexte, il s'est avéré nécessaire de réaliser des travaux au sein du parking des Carmes pour des raisons de sécurité. Ceux-ci concernent notamment le transfert du poste de contrôle au niveau -1, du réaménagement des vestiaires, de l'élargissement de la gaine ascenseur et de la pose de ce dernier, de la séparation de la partie privative située au R-2 au reste du parc public, de la mise aux normes électriques, PMR, et sécuritaires.

Par délibération n°18/8151 du 18 octobre 2018, la Métropole a délégué, par convention n°19/0171 à la Commune d'Istres, la maîtrise d'ouvrage concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes. Le montant total prévisionnel des dépenses était de 453 916,82€ H.T., soit 544 700,18€ T.T.C.

Considérant que le programme et le planning d'exécution des travaux ont évolué, il est nécessaire

d'augmenter l'enveloppe financière de l'opération et d'adapter le délai d'exécution des travaux relatifs à cette opération.

Le coût estimatif de cette opération s'élève désormais à

611 311,42 € HT et 733 573,70 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° 17/1352 approuvée par délibération n° 355/17 du 21 décembre 2017 ;
- La convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres pour l'opération "travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes" n°19/0171 approuvée par délibération n°18/8151 du 18 octobre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1er janvier 2018 ;
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au

transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion le 21 décembre 2017, à la commune d'Istres, la gestion des parkings des Arnavaux, Victor Hugo et des Carmes ;

- Que le parking des Carmes a fait l'objet d'une extension en 2017 nécessitant la réalisation de travaux ;
- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune d'Istres ;
- Que par délibération n°18/8151 du 18 octobre 2018, la Métropole a délégué, par convention n°19/0171 à la Commune d'Istres, la maîtrise d'ouvrage concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes ;
- Que le programme et le planning d'exécution des travaux ayant évolué, il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe financière de l'opération et d'adapter le délai d'exécution des travaux relatifs à cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°19/0171, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes à Istres ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits sont inscrits au budget annexe Parkings Métropole – Nature 2153-2313 – Chapitre 21-23 de l'opération 2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings » programme 08 code AP185081PK.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 025-7342/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de partenariat sur le programme et financement des Etudes Préalables à l'Enquête d'Utilité Publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte-d'Azur

MET 19/13682/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La concertation relative au projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur s'est terminée en octobre dernier.

L'enjeu principal et immédiat pour la Métropole, porte sur la réalisation de la gare souterraine de Saint Charles, qui permet la désaturation du complexe ferroviaire de l'agglomération et le développement du TER. Une enquête publique est désormais en phase prochaine, pour une déclaration d'utilité publique en 2023 au plus tard. Le projet comprend par ailleurs la gare nouvelle de Nice Aéroport, des investissements de capacité sur le réseau classique à Marseille, dans le Var et dans les Alpes Maritimes. Les investissements dits en « Ligne Nouvelle » relèveront d'étapes ultérieures. Ils ne font pas partie de la déclaration d'utilité publique préparée à partir de maintenant.

La congestion ferroviaire, qui résulte du « cul-de-sac » historique de la gare Saint Charles, empêche aujourd'hui d'introduire les trains supplémentaires qui permettraient de développer la part trop faible du ferroviaire dans les déplacements à l'échelle métropolitaine et régionale. L'ampleur des problèmes structurels du réseau ferré, avec une gare Saint-Charles en cul de sac dans un centre urbain dense, conduit, comme ailleurs, à une solution dite en « diamétralisation ».

La solution identifiée et confirmée comme la plus pertinente depuis le débat public de 2005 est raccorder en souterrain les voies en amont de la gare Saint-Charles sur l'ex ligne PLM avec les voies de l'est, en direction d'Aubagne, Toulon et Nice.

La mission interministérielle de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait fait de la gare souterraine l'élément « fondateur » du développement ferroviaire de la Métropole et de la mise en place d'un véritable RER métropolitain.

Cet objectif de réalisation de la gare souterraine a été inscrit dans le projet de loi d'orientation sur les Mobilités et son exposé des motifs, en cours d'examen au Parlement. A la suite de la récente concertation, une décision ministérielle est attendue pour confirmer le lancement de la préparation de l'enquête publique.

La convention de partenariat sur le lancement des études préalables à l'enquête d'utilité publique du projet de LGV PACA, devenu depuis LNPCA a été signée en 2010 par tous les partenaires.

Un avenant 1 a été passé en décembre 2017 afin de mettre à jour le contenu des études et réévaluer le montant pour 16 millions.

Un avenant 2 a été adopté en 2018 afin notamment de tenir compte des propositions du Conseil d'Orientation des Infrastructures au gouvernement de janvier 2018, qui inscrivait la désaturation des nœuds de Marseille et Nice dans les priorités nationales et rééchelonnaient le projet LN PCA selon un séquençement en quatre phases. La future déclaration d'utilité publique ne comprendra que les deux premières phases, avec les nœuds de Nice et Marseille. Cela comprend la gare souterraine. L'avenant 2 a également actualisé ce nouveau périmètre et l'objet des études financées. Il n'a pas modifié les montants financiers engagés.

L'avenant 3, objet du présent rapport a pour objectif de compléter les financements nécessaires pour la préparation et l'obtention de la déclaration d'utilité publique. Cet avenant porte sur un million d'euros.

Aussi, un rapport sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative au financement des études préparatoires à la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur est soumis à l'approbation du Conseil de métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié le 18 novembre 2016, suite avenants n°2 et 3 ;
- La convention spécifique d'application du CPER entre l'État, La Région et la Métropole ;
- La convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur et ses avenants n°1 et 2 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et de la gare souterraine Saint-Charles pour la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, l'avenant n°3 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence – Côte d'Azur, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de la Métropole – Opération n°2008115100 – AP n°141034BP – sous-politique B320 – Nature 2041723 – Fonction 852.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 026-7343/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux pour le BHNS l'Aixpress MET 19/13552/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans une volonté politique ambitieuse en matière de mobilité.

Cette volonté se traduit au travers de plusieurs projets de transport comme le Bus à Haut Niveau de Service (B.H.N.S) d'Aix-en-Provence, l'Aixpress.

Ce BHNS, long de 7.2 km, relie le quartier St-Mitre des Champs au P+R Krypton. Il est composé de 19 stations de qualités pour l'accueil des voyageurs.

Par convention N°TRA 004-2908/17/BM délibérée le 14 décembre 2017 par le Bureau de la Métropole et signée le 9 mai 2018, la Métropole et la Ville se sont entendues sur une liste de travaux. Cette convention précise :

- Le volet technique,
- Le champ de responsabilité entre la Métropole et la Ville,
- Les modalités de financement et de paiement.

Avec la passation des contrats de travaux, les modifications de programme et les révisions de prix, la liste initiale des travaux confiés à la Ville et financée par la Métropole est modifiée.

Le présent avenant a pour objet :

- De modifier la liste de travaux définie à l'article 3 de la convention,
- D'acter l'abandon de travaux prévus sur le programme initial à savoir, l'intégration, par la Ville, des caméras de vidéo-surveillance et de circulations routières et le déplacement de kiosques commerciaux.
- De modifier le programme initial de travaux sur :
 - L'intégration des carrefours BHNS (art. 3.1 de la convention),
 - L'intégration des contrôles d'accès aux aires piétonnes (art.3.4 de la convention),
 - La réalisation du jalonnement directionnel.
- D'intégrer un nouvel élément sur le programme de travaux à savoir :
 - L'intégration d'œuvre patrimoniale appartenant à la Ville,
- D'intégrer les conséquences financières liées aux éléments précités et aux révisions de prix,
- D'actualiser le calendrier de travaux.

L'ensemble de ces modifications confirme le montant de l'investissement prévisionnel de la Métropole inscrit à la convention de 1 414 000 € HT (valeur 2019).

Ci-après est présenté le tableau de synthèse des travaux avec les évolutions :

N°	Thématique	Désignation	Description sommaire	Description de l'évolution	Convention initiale Coût estimé des TRAVAUX € H.T / valeur 2017	Avenant n°1 Coût estimé des TRAVAUX € H.T / valeur 2019
1	Signalisation Lumineuse de Trafic	Intégration des carrefours au poste de contrôle de circulation de la commune - hypothèse 27 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des carrefours aux services de la ville.	Modification du nombre de carrefours et intégration de 4 évolutions du PC circulation de la VILLE.	90 000,00 €	154 000,00 €
2	Vidéosurveillance	Intégration des dispositions de vidéosurveillance sur le réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 30 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville.	Travaux abandonnés et les intégrés dans les appels d'offres	54 000,00 €	0,00 €
3	Circulation	Intégration des caméras nécessaire à la maîtrise de la circulation routière sur le réseau de télécommunication de la commune – hypothèse 25 unités	L'enjeu de cohérence des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser l'intégration technique des caméras aux services de la ville.	Travaux abandonnés et les intégrés dans les appels d'offres	45 000,00 €	0,00 €

4	Contrôle d'accès	Intégration des contrôles d'accès aux extensions d'aires piétonnes	L'enjeu de fonctionnement des systèmes est une donnée fondamentale du projet. Pour garantir la bonne cohérence des process techniques il est proposé de laisser la réalisation et l'intégration des contrôles d'accès (totem, bornes etc.) aux services de la ville.	Augmentation du nombre de sites réalisés et impactés	400 000,00 €	500 000,00 €
5	Espaces Verts	Réalisation des élagages d'arbres préalables au démarrage des travaux	Pour permettre une bonne réalisation des travaux du BHNS et une meilleure préservation des sujets, la Ville doit réaliser un élagage préalable et préventif avant le démarrage des travaux.	Non modifié	110 000,00 €	110 000,00 €
6	Jalonnement directionnel	Réalisation du jalonnement directionnel	Dans le cadre de l'opération de BHNS, des modifications substantielles de circulation sont projetées notamment sur le centre-ville et l'avenue Robert Schuman. Ces modifications impactent le maillage général de la signalisation directionnelle bien au-delà du tracé de l'Aixpress. A ce titre la Ville réalise pour le compte de la Métropole les études et les travaux de reprises du jalonnement sur son périmètre intégrant également le tracé proprement-dit.	Economie financière lors de l'attribution des contrats de travaux	700 000,00 €	640 000,00 €
7	Direction de l'espace public	Déplacement des kiosques	La commune a conventionné l'occupation du domaine public avec les kiosques permanents présent sur le tracé. Cette convention prévoit que les déplacements soient à la charge du porteur de projet	Kiosques non impactés	15 000,00 €	0,00 €

8	Patrimoine	Intégration des œuvres patrimoniales de la Ville d'Aix en Provence	Dans un souci de cohérence avec les objectifs de la commune, 2 œuvres d'art impactées par le projet seront remises en place directement par la commune	Nouvel élément de programme	S.O	10 000,00 €
			Total des estimations		1 414 000,00 €	1 414 000,00 €

S.O : *Sans objet*

A cette fin, la Métropole et la Ville, conformément aux dispositions de l'article 12 de la convention, ont convenu de conclure cet avenant n°1 pour mettre à jour la liste de travaux initiale et traiter des conséquences financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération TRA 004-2908/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la convention de maîtrise

d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux sur le BHNS l'Aixpress.

Article 2 :

Est confirmée la contribution financière de la Métropole à la Ville d'Aix-en-Provence inscrite à la convention de 1 414 000 euros HT pour la réalisation de travaux sur la Bus à Haut Niveau de Service d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en dépenses aux budgets annexe transports 2020 et suivants – Opération n° 2017266300 — Nature 2172 et 2317.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 027-7344/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Istres concernant les opérations de travaux de mise aux normes et de sécurité parking Victor Hugo et remplacement des caisses et du système de contrôle d'accès et équipements afférents du parking des Arnavaux
MET 19/12667/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° 17/1352 approuvée par délibération du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune d'Istres la gestion et l'exploitation des trois parkings en régie : Arnavaux, les Carmes et Victor Hugo pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services. Cette convention a été prolongée d'un an par avenant approuvé par délibération FAG 250-5067/18/CM du 13 décembre 2018.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux.

Le parking en ouvrage enterré Victor Hugo (84 pl), nécessite des travaux de remise à niveau selon les normes PMR, de voirie et de sécurité. Ceux-ci concernent notamment la réfection des systèmes de vidéo-surveillance, de la ventilation, de l'éclairage, des contrôles d'accès, des cages d'escalier de la sortie de secours, l'escalier extérieur...

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période fin 2019 et 2020.

Le coût prévisionnel de cette opération sur le parking Victor Hugo s'élève à 216 062,50 €HT et 259 275,00 €TTC.

Le parking des Arnavaux (160 pl), nécessite des travaux de remplacer le matériel de péage et tous les équipements afférents, les systèmes de contrôle d'accès, interphonie et visiophonie ainsi que la mise en service de l'ensemble de ces équipements.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période de fin 2019 et 2020.

Le coût prévisionnel de cette opération sur le parking Arnavaux s'élève à 206 771,00 €HT et 248 125,20 €TTC

Le coût prévisionnel global des 2 opérations s'élève à 422 833,50 €HT et 507 400,20 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° 17/1352, approuvée par délibération n° 355/17 du 21 décembre 2017 et l'avenant n° 1 de prolongation d'un an, approuvé par délibération FAG 250-5067/18/CM du 13 décembre 2018.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion en date du 21 décembre 2017, à la commune

d'Istres, la gestion des parkings des Arnavaux, Victor Hugo et des Carmes ;

- Que pour des raisons d'organisation, cette convention de gestion a été prolongée pour un an, par avenant approuvé lors du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018,
- Que le parking en ouvrage Victor Hugo, nécessite la réalisation de travaux de mise aux normes et de sécurité et que le parking des Arnavaux nécessite le remplacement du matériel de péage, du système de contrôle l'accès, d'interphonie, visiophonie et équipements afférents et mise en service de l'ensemble des équipements ;
- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée et son avenant, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune d'Istres ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres concernant les opérations de travaux de mise aux normes et de sécurité, au sein du parking Victor Hugo et du remplacement du matériel de péage, des systèmes de contrôle d'accès, interphonie, visiophonie et tout autre équipement afférent au sein du parking des Arnavaux, à Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe stationnement parkings métropole opération 2018500600

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 028-7345/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues concernant les opérations de travaux sur le parking Degut à Martigues MET 19/13539/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de

l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'aires et parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

Cette convention de maîtrise d'ouvrage déléguée spécifie en outre les dispositions relatives à la réalisation des travaux sur le parking DEGUT.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur l'année 2020.

Le coût prévisionnel de cette opération s'élève à 200 000 € HT soit 240 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune

membre ;La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Que la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.
- Que le parking en ouvrage Degut sis boulevard Lucien Degut à Martigues, nécessite la réalisation d'opérations de travaux indispensables à son bon fonctionnement, dont le programme est constitué des remplacements des matériels de péages et de contrôle d'accès, de la mise en place de la lecture de plaques d'immatriculation, du renforcement de la vidéosurveillance, des modifications, renforcements et mises en sécurité des 2 rideaux métalliques, et de divers travaux de mises en accessibilité et en sécurité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues concernant les opérations de travaux dont le programme est constitué des remplacements des matériels de péages et de contrôle d'accès, de la mise en place de la lecture de plaques d'immatriculation, du renforcement de la vidéosurveillance, des modifications, renforcements et mises en sécurité des 2 rideaux métalliques, et de divers travaux de mises en accessibilité et en sécurité, au sein du parking Degut sis à Martigues..

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix Marseille Provence sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – section d'investissement – opération n°2020.610300 L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2020 : 240 000 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 029-7346/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention relative à la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille MET 19/13377/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille devant la mise en péril de certains bâtiments privés ou publics a pris la décision d'évacuer les personnes y habitant et de les reloger temporairement à ses frais.

Pour faciliter les déplacements dans la ville de ces personnes en grande difficulté, la Métropole a décidé de leur fournir gratuitement des titres transport leur permettant ainsi, de réaliser plus aisément les démarches indispensables à leur relogement et à la prise en charge de leurs différents dossiers administratifs.

Les bénéficiaires de ces titres de transport gratuits sont identifiés par la Ville de Marseille après l'instruction par ses services des dossiers de demande de titres gratuits.

Ainsi une convention entre la Métropole et la Ville de Marseille définit ces modalités, celle-ci s'achève le 27 mai 2020.

A la demande de la Ville de Marseille, il est proposé de prolonger cette convention jusqu'au 31 décembre 2020 dans les mêmes conditions financières

La Métropole prend en charge intégralement le coût lié à cette distribution de titre, laquelle est évaluée à 120 000€ par trimestre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 002-5587/19/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 approuvant la convention avec la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport pour les sinistrés des logements évacués de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ont souhaité poursuivre la mise en place d'une distribution sécurisée et contrôlée de ces titres.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention entre Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la distribution de titres de transport aux bénéficiaires identifiés par la Ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, soit 280 000 euros, sont inscrits au budget annexe transport 2020, en dépenses sous politique C210 nature 6288 et en recettes C210 nature 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 030-7347/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération « Amélioration de 10 lignes structurantes du réseau de la Régie des Transports Métropolitains - Phase 1 : Travaux Lignes 19, 18 et 15 »
MET 19/13462/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Afin d'améliorer l'offre de transports urbains, interurbains et scolaires pour la rendre plus attractive, la Métropole Aix-Marseille-Provence veut engager des études et des travaux d'aménagement sur les années à venir.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi améliorer la vitesse commerciale des 10 lignes de bus les plus fréquentées, dites lignes « structurantes », du réseau de la Régie des Transports Métropolitains (RTM) : 15 - 18 - 19 - 25 - 31 - 32 - 70 - 72 - 89 - 81. Ces lignes transportent quotidiennement 132 000 personnes (soit le tiers de l'ensemble de la population qui utilise le réseau de bus marseillais). Améliorer la vitesse commerciale d'en moyenne 2 kilomètres/heure induirait un gain de parcours de 5 à 10 minutes selon les lignes et permettrait donc de gagner en productivité.

La démarche engagée a pour finalité de :

- Favoriser l'usage des transports en commun et l'inter-modalité, en assurant le développement d'axes performants ;
- Améliorer la desserte de secteurs non directement desservis par le métro ou le tramway ;
- Optimiser le coût du transport, notamment en augmentant la vitesse commerciale des bus.

Il est prévu dès 2020, une première phase de travaux portant sur trois lignes 15 - 18 - 19

Les travaux porteront sur :

- La modification des trames circulatoires dans les secteurs congestionnés pour restituer l'espace aux piétons, aux vélos et aux transports en commun ;

- L'amélioration des sections courantes, pour faciliter la circulation des bus ;
- La priorisation des bus sur toutes les installations de feux tricolores (carrefours à feux et passages piétons gérés par feux) ;
- L'amélioration des carrefours et intersections, la création de section de couloirs de bus pour fluidifier la circulation et faciliter le passage des bus ;
- La modification ou le déplacement des points d'arrêt lorsque cela est nécessaire pour faciliter l'accès aux bus et améliorer la circulation des véhicules ;
- La modification et l'amélioration des zones de stationnement et des points de dépose minute, notamment aux abords des établissements publics et des lieux de vie ;
- La modification des terminus pour faciliter la manœuvre des véhicules ;
- La mise en accessibilité des points d'arrêt de ces lignes est prévue d'être

faite de manière concomitante, en suivant la chronologie décrite dans l'agenda de mise en accessibilité des transports (Ad'Ap).

Cette première phase de travaux portant sur les trois lignes de bus 19, 18 et 15 se déroule selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 2^{ème} trimestre 2020 : démarrage des travaux de la ligne 19
- 3^{ème} trimestre 2020 : démarrage des travaux des lignes 15 et 18

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention portant sur cette première phase de travaux auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel du volet travaux de cette première phase est estimé à 12 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental 13 « Plan Mobilité »	50 %	6 000 000 euros
Etat « DSIL 2020 »	10 %	1 200 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	4 800 000 euros
TOTAL	100 %	12 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès

de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération 2018103900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 et 1313 – Sous politique C311– Code gestionnaire : 4DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 031-7348/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération "schéma directeur du stationnement" de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/13461/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux équipements au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Schéma Directeur du Stationnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit permettre d'alimenter les réflexions et actions à mettre en œuvre dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains (PDU) ainsi que pour les futurs plans locaux de mobilité qui déclineront les actions du PDU à l'échelle des bassins de proximité.

Ce schéma s'appuiera sur les actions identifiées dans le PDU métropolitain en cours d'élaboration et complètera les éventuelles lacunes dans l'arsenal des outils mobilisables pour favoriser le report modal vers des modes autres que l'automobile.

Il s'agit d'obtenir une définition du « dimensionnement de l'offre globale » par secteur, intégrant un objectif de diminution d'ici 2030, ainsi que des principes généraux de répartition par type de stationnement selon ses différents constituants (parcs en ouvrages, stationnement sur voirie, parcs-relais et les aires de co-voiturage, stationnement pour deux-roues motorisés ou non), en distinguant différentes natures de territoire. Le stationnement est un levier puissant des politiques de mobilité. Les préconisations établies devront considérer la pression existante qui s'avère différente d'une commune à l'autre.

Cette opération fait l'objet d'une prestation d'une durée de 16 mois, intégrée dans un marché global de 36 mois, selon le calendrier suivant :

Janvier 2020 : démarrage de la prestation

Avril 2021 : achèvement de la prestation

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 190 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	20 %	38 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	152 000 euros
TOTAL	100 %	190 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant création et affectation d'une opération pour les études structurantes de la mobilité métropolitaine n°2018103600 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Elaboration d'un schéma directeur du stationnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2018103600.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 –Sous politique A 420 – Code gestionnaire : 4DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 032-7349/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération " Etude d'accessibilité tous modes au secteur aéroportuaire élargi " de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/13455/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux équipements au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le secteur aéroportuaire, par sa situation géographique et son niveau d'équipement, joue un rôle majeur et structurant dans l'espace métropolitain sur un corridor allant de l'étang de Berre à la Haute vallée de l'Arc en passant par le sud aixois (axe route départementale 6 – route départementale 9) de niveau métropolitain et régional. Il constitue l'une des principales portes d'entrée, du fait de la présence de l'Aéroport international Marseille Provence et de la gare TGV de l'Arbois.

Avec Airbus, ils constituent deux puissants générateurs de trafic, dans un secteur en mutation, avec de nombreux projets de développement de l'habitat (Marignane, Châteauneuf, Gignac, Rognac...) et du développement économique : Cap Horizon, les Estroublans, les Florides, les Eguilles, le Parc Empalières.

Connecté aux principaux axes routiers qui irriguent le territoire métropolitain, l'aéroport Marseille Provence bénéficie d'une accessibilité ferroviaire, bien que de bon niveau, méconnue et sous utilisée, dont il faut renforcer l'attractivité.

Par ailleurs, l'Aéroport Marseille Provence connaît une stratégie de développement croissante sur la base d'un Schéma de Composition Général définissant la stratégie de développement de l'Aéroport jusqu'en 2048 concernant les évolutions de trafic passagers et de fret. Ces perspectives de développement s'appuient sur des objectifs de report modal ambitieux dont il faut s'assurer de la faisabilité.

L'objectif de cette étude d'accessibilité tous modes au secteur aéroportuaire élargi est d'appréhender les conséquences circulatoires et d'accessibilité liés aux projets de développement de ce secteur, dans le périmètre de pertinence des différents modes de déplacement et d'établir un schéma directeur des déplacements.

L'étude comprend deux volets :

- Elaboration d'un Schéma Directeur des Déplacements du secteur aéroportuaire élargi, suivant deux échéances : 2025 - 2035/2040
- Etudes de faisabilité approfondies sur des points singuliers jusqu'au niveau avant-

projet, comprenant les insertions géométriques, les impacts fonciers et circulatoires, les estimations du coût des études et des travaux.

Cette opération fait l'objet d'une prestation d'une durée de 10 mois selon le calendrier prévisionnel suivant :

- 2019-2020 : Etat des lieux / diagnostic et définition des enjeux (5 mois)
- 2020 : Scenarii de solutions et définition d'une stratégie (5 mois)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 105 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe	Taux	Montant
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	20 %	21 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	84 000 euros
TOTAL	100 %	105 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant création et affectation d'une opération pour les études structurantes de la mobilité métropolitaine n°2018103600 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Etude d'accessibilité tous modes au secteur aéroportuaire élargi de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2018103700.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 – Sous politique A 420 – Code gestionnaire : 4DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 033-7350/19/BM**■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de "réalisation de la bretelle réservée au transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A 51 à Aix-en-Provence dans le cadre de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service A" MET 19/13451/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Située dans le prolongement et la philosophie de l'Agenda de la Mobilité, l'opération de réalisation d'une bretelle de raccordement réservée au transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A51 sur la commune d'Aix-en-Provence, s'inscrit dans la continuité des aménagements déjà réalisés dans le cadre de la ligne BHNS A (Plan d'Aillane, SAS bus, couloirs de bus avenue Mouret) et vient au service du développement économique du territoire, particulièrement dynamique sur le Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (Arbois, The Camp, ...).

Les aménagements réalisés et prévus dans le cadre de cette opération bénéficieront aux salariés du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence (PAAP) et aux lignes de transport en commun reliant Aix-en-Provence à la gare TGV, à l'aéroport et à Marseille, ainsi qu'à certaines lignes de transport en commun privées notamment Airbus.

Cet ouvrage permettra un gain de temps de parcours aux lignes en provenance de Vitrolles et allant vers Aix-en-Provence, et surtout une plus grande régularité aux heures de pointe.

Cette opération se déroulera selon le calendrier prévisionnel suivant :

2020 : Etudes de projet et consultation travaux
2020 - 2023 : Travaux
2023 : Mise en service

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 200 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	23,44 %	750 000 euros
Etat « DSIL 2020 »	36,25 %	1 160 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,31%	1 290 000 euros
TOTAL	100 %	3 200 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°2010_A112 du conseil communautaire du 24 juin 2010 portant création de l'opération ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réalisation de la bretelle réservée au Transport en commun entre la route départementale 9 et l'autoroute A51 à Aix-en-Provence dans le cadre de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service A (Plan d'Aillane – Gare routière d'Aix-en-Provence) ».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2017266500 Code opération fils : 2017266502.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 et 1312 – Sous politique C311– Code gestionnaire : 6BCT2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 034-7351/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération " schéma directeur des transports collectifs en sites propres " de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/13449/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux équipements au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite disposer d'un schéma directeur des transports collectifs en site propre afin d'établir les perspectives de développement des modes lourds à l'horizon 2040 sur l'ensemble du territoire métropolitain. Cet exercice prospectif s'établit en complémentarité des études en cours, en adéquation avec le projet de développement urbain, veillant à une interconnexion avec les réseaux structurants interurbains (armature ferroviaire et Réseau Express Métropolitain).

Ce schéma directeur intégrera notamment la création de transports collectifs en sites propres pour les secteurs marseillais difficiles à desservir tels que la Belle de mai, le Merlan, Endoume ou encore Bonneveine, l'accompagnement du développement de la Gare Saint Charles, de la desserte de la vallée de l'Huveaune depuis Marseille et Aubagne, ainsi que d'autres projets lourds sur d'autres communes. La connexion avec le réseau régional sera l'un des objectifs de ce schéma afin de garantir des espaces intermodaux performants.

L'objectif à terme est de disposer d'un document cadre qui servira de base à la politique de mobilité de la Métropole permettant d'avoir une expertise technique pour le développement à long terme des infrastructures de transports publics.

Cette étude fait l'objet d'une prestation d'une durée de 18 mois selon le calendrier suivant :

- Février 2020 : démarrage de la prestation ;
- Août 2021 : achèvement de la prestation.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 222 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	20 %	44 400 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	177 600 euros
TOTAL	100 %	222 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant création et affectation d'une opération pour les études structurantes de la mobilité métropolitaine n°2018103600.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « schéma directeur des transports collectifs en sites propres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Délibère

Article 1:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud

Provence-Alpes-Côte-D'azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2018103600.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 – Sous politique A 420 – Code gestionnaire : 4DITRT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 035-7352/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de "Mise en place de la Ligne de Bus à Haut Niveau de Service ChronoBus, entre le pôle d'échanges de la gare d'Aubagne et le pôle d'activités de Gémenos, via la zone industrielle des Paluds - Etudes et Travaux"**

MET 19/13441/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Située dans le prolongement et la philosophie de l'Agenda de la Mobilité, l'opération de la « ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ChronoBus » s'inscrit dans le cadre des lignes et pôles d'échanges premium visant à offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous.

L'objectif de cette opération est de desservir les pôles économiques importants que sont la future zone d'activités Camps de Sarlier, la zone commerciale de La Martelle, la zone industrielle des Paluds et le Parc d'activités de Gémenos. Cette ligne ChronoBus proposera un temps de parcours attractif entre la gare d'Aubagne et les zones d'activités, avec une fréquence de 10 minutes afin de la rendre compétitive avec la voiture. 30% d'usagers supplémentaires sont attendus.

Les aménagements de cette opération sont les suivants :

- Réaménagement des espaces publics le long du tracé dans la zone des Paluds, avec requalification des secteurs traversés grâce à l'utilisation de revêtements de sol de qualité, et respectueux de l'environnement. Amélioration de la gestion des eaux pluviales avec traitement de 26 000 m² de surface végétalisée ou drainantes. Meilleure circulation automobile et organisation du stationnement ;
- Itinéraire de la ligne sur 6,5 km entre la gare d'Aubagne et le parc d'activité de Gémenos. 12 stations seront équipées le long du parcours, y compris les 2 terminus ;
- Aménagement de sites propres et de couloirs d'approches sur environ 3 km du parcours ;
- Itinéraire cyclable de 8 km entre le centre d'Aubagne et le parc d'activité de Gémenos, en parallèle du BHNS ou sur des voiries parallèles (chemin des Paluds). Réalisation de plusieurs passerelles pour permettre aux cycles de rejoindre l'avenue des Paluds ;
- Tracé intégralement traité de façade à façade avec reprise de la voirie, création de trottoirs, végétalisation ;
- Carrefour et giratoire équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du BHNS

- Utilisation de bus alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV Hybride) à partir de 2020, plus vertueux de l'environnement et plus silencieux ;
- Amélioration de l'espace « Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite » avec deux places réservées pour les personnes en fauteuil roulant ;
- Reconfiguration de la partie st du pôle d'échanges d'Aubagne. Création de 4 quais supplémentaires à destination du ChronoBus et création de deux zones de dépose minutes ;
- Création d'un parking relais de 85 places sur la zone de Camp de Sarlier. 25 places seront réalisées en extérieur et 60 places dans le bâtiment.

Cette opération se déroule selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Juin 2019 : Rendu de l'étude de faisabilité
- Octobre-Novembre 2019 : Concertation Préalable
- Décembre 2019 : Bilan de la concertation préalable
- Janvier 2020 : Démarrage de l'opération
- Décembre 2022 : Livraison de l'opération

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 32 650 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental 13 « Plan Mobilité »	50 %	16 325 000 euros
Etat « DSIL 2020 »	19,4 %	6 338 981 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,6 %	9 986 019 euros
TOTAL	100 %	32 650 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016,

portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 004-7093/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019, portant approbation du programme et revalorisation et affectation de l'opération d'investissement pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de "Mise en place de la Ligne de Bus à Haut Niveau de Service ChronoBus, entre le pôle d'échanges de la gare d'Aubagne et le pôle d'activités de Gémenos, via la zone industrielle des Paluds - Etudes et Travaux" »

Délibère

Article 1:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération : 2017400200
La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311 et 1313 – Sous politique C210– Code gestionnaire : TRAT4

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 036-7353/19/BM

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2020 à l'association Les Vélos des Etangs
MET 19/13767/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Les Vélos des Etangs a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB).

L'association compte environ 123 adhérents et 11 bénévoles.

L'association a déposé une demande de subvention en fonctionnement global ainsi qu'une demande pour une action spécifique de formation de quatre bénévoles à la formation « initiateur mobilité vélo » et une demande en investissement pour l'achat d'une machine à graver.

Au vu des objectifs généraux de l'association et de l'action proposée en fonctionnement par l'association Les Vélos des Etangs et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du Plan vélo Métropolitain, il est proposé de soutenir l'association Les Vélos des Etangs .

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 2050 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention, qui se répartit ainsi

- 1000 € accordé pour le fonctionnement général de l'association.
- 1050 € accordés pour le financement des actions liées à l'école de vélo.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement

budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence de subventions ;
- L'information du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action proposée par l'association Les Vélos des Etangs s'inscrit dans les objectifs du Plan Vélo Métropolitain,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 2050 euros à l'association Les Vélos des Etangs pour le soutien des actions mobilités.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 037-7354/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13800/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,
Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les

formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'association WIMO OV, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée depuis 2007, de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité "Bougez vers l'emploi" dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de La Ciotat. Ses dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi s'étend également sur Aubagne. Depuis 2017 sur le secteur d'Aix-en-Provence l'association participe s'inscrit dans les actions de création et maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

La plateforme Wimoov est un dispositif d'accueil et d'accompagnement, qui propose une offre de mobilité adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

De par son implantation locale et sa modularité, la plateforme de mobilité est un guichet unique pour l'ensemble des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires, dont elle vient compléter les dispositifs existants.

Elle est un acteur de proximité auprès des publics pour :

- La mobilité inclusive – accompagner les publics dans leur mobilité et son management pour favoriser l'accès et maintien en emploi ou formation
- La mobilité durable et responsable – accompagner les publics fragiles, au changement de pratiques de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement, en prenant en compte les enjeux sanitaires.

L'association WIMO OV s'engage à réaliser en 2020 dans le cadre de cet outil, un programme d'actions autour des axes suivants :

- Des actions de sensibilisation et promotion de la mobilité durable
- Des actions « mobilité durable et découverte des territoires » en partenariat en partenariat avec les acteurs de proximité
- La mise en place d'une action en partenariat avec le centre des monuments nationaux (CMN)
- Des animations de sensibilisation à la mobilité responsable

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association WIMOOV en lui attribuant une subvention de 60 000 euros au titre de l'année 2020, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre des actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emplois sur le conseil de territoire du Pays d'Aix, pour favoriser le retour à l'emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association Wimoov pour ses actions en faveur des Mobilités durable et responsable dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à l'association Wimoov pour son plan d'actions et son offre de services , qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 30 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Wimoov.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits

- au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574,
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 038-7355/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association APROVEL
MET 19/13580/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association APROVEL a pour objet de promouvoir et de protéger la pratique du vélo comme moyen de déplacement à part entière en complémentarité avec d'autres modes de transports alternatifs à la voiture (TC, Piétons...), ainsi que d'œuvrer à la réalisation du Schéma Régional de Véloroutes et Voies Vertes et à la création d'itinéraires cyclables dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Son siège social est situé à Salon de Provence.

Le plan vélo métropolitain adopté le 20 juin 2019 affiche l'objectif de doubler la part modale du vélo d'ici à 2024. Il s'agit ainsi de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un système vélo global combinant des infrastructures cyclables sécurisées, maillées et continues à des services vélos accessibles et pertinents pour déployer l'usage du vélo dans les déplacements notamment du quotidien.

Au vu des objectifs de l'association APROVEL et de leur cohérence avec les objectifs de la Métropole, il est proposé de soutenir cette association selon la demande de subvention transmise en fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 1200 euros à cette association, sous la forme d'une subvention pour l'année 2020.

Conformément au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association APROVEL s'inscrit dans les objectifs du Plan Vélo Métropolitain 2019-2024,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1200 euros à l'association APROVEL en fonctionnement global. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget annexe transport pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 039-7356/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Action Vélo Aubagne MET 19/13485/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Action Vélo, AV, a pour objet la promotion de la pratique du vélo. Son siège social est situé à Aubagne.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers participatifs pour apprendre à entretenir son vélo ;
- L'organisation de balades à vélo ;
- La récupération, la réparation et la vente de vieux vélos ;
- La participation aux évènements locaux ;
- Des rencontres avec le réseau associatif local et la remontée de problématiques vélos.

Le plan vélo métropolitain adopté le 20 juin 2019 affiche l'objectif de doubler la part modale du vélo d'ici à 2024. Il s'agit ainsi de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un système vélo global combinant des infrastructures cyclables sécurisées, maillées et continues à des services vélos accessibles et pertinents pour déployer l'usage du vélo dans les déplacements notamment du quotidien.

Au vu des objectifs de l'association Action Vélo et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain, il est proposé de soutenir cette association pour son fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 1750 euros à cette association, sous la forme d'une subvention pour l'année 2020.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention attribuée fera l'objet d'un versement unique.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association ACTION VELO s'inscrit dans les objectifs du plan vélo métropolitain 2019-2024

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 1750 euros à l'association ACTION VELO en fonctionnement global. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 040-7357/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2020 à l'association RAMDAM pour la promotion du vélo, de la marche et des transports en commun MET 19/13484/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Rassemblement d'Associations pour les Modes de Déplacements Alternatifs RAMDAM a pour objet d'être une force de propositions pour le développement du vélo, de la marche et des transports publics sur le territoire métropolitain. Elle coordonne six associations spécialisées dans la promotion des modes actifs (ADAVA- APROVEL- LVDE- Action vélo- Vélo sapiens et CVV).

L'association a déposé une demande de subvention pour deux actions spécifiques :

- L'organisation d'une journée consacrée aux modes actifs, le 12 juin 2020.
- Le développement d'une application web qui permet d'enregistrer, filtrer et transmettre les observations et des propositions liées aux aménagements cyclables.

Au vu des objectifs de l'action proposée d'organisation de la journée consacrée aux modes actifs par l'association RAMDAM et de sa cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain, il est proposé de soutenir l'association RAMDAM pour la réalisation de cette action.

Il est proposé d'accorder une aide d'un montant de 3200 euros TTC à cette association, sous la forme d'une subvention spécifique de fonctionnement.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence de subventions ;
- L'information aux Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que, l'action proposée par l'association RAMDAM s'inscrit dans les objectifs du Plan Vélo Métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant 3200 euros à l'association RAMDAM pour le soutien de l'action relative à la journée métropolitaine d'échanges et de débats sur les modes de déplacements actifs. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 041-7358/19/BM

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2020 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville "CVV" - Approbation d'une convention
MET 19/13480/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV - a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. L'association compte environ 200 bénévoles et 1600 adhérents et dispose d'un local sur Marseille centre-ville.

Outre l'animation d'un atelier de réparation solidaire, elle propose des vélos écoles adultes et des actions de sensibilisation à la pratique du vélo en ville auprès d'un large public. En parallèle, elle participe à des réunions régulières avec la Métropole sur la question des aménagements cyclables et des services vélos en ville.

Au vu des objectifs et actions de l'association et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain 2019-2024, il est proposé de soutenir cette association suivant des modalités définies dans la convention d'objectif ci-jointe pour l'année 2020.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 20 000 euros en fonctionnement global et de 20 000 euros en fonctionnement spécifique pour l'organisation de la fête du vélo 2020 à cette association, soit la somme de 40 000 euros, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet et l'action de l'association Collectif Vélo en Ville s'inscrivent dans les objectifs du Plan Vélo Métropolitain 2019-2024.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Collectif Vélos en Ville pour le fonctionnement général. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros à l'association Collectif Vélos en Ville pour l'organisation de la fête du vélo 2020. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Collectifs Vélos en Ville accordant une subvention d'un montant de 40 000 euros pour l'année 2020.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 042-7359/19/BM

■ Attribution d'une subvention pour l'année 2020 à l'association Adava Pays d'Aix MET 19/13477/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association ADAVA PAYS D'AIX a pour objet la

promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 345 adhérents et 45 bénévoles.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs.
- L'école vélo en ville pour adultes

Le plan vélo métropolitain adopté le 20 juin 2019 affiche l'objectif de doubler la part modale du vélo d'ici à 2024. Il s'agit ainsi de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un système vélo global combinant des infrastructures cyclables sécurisées, maillées et continues à des services vélos accessibles et pertinents pour déployer l'usage du vélo dans les déplacements notamment du quotidien.

Au vu des objectifs de l'association ADAVA PAYS D'AIX pour l'année 2020 et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein du plan vélo métropolitain, il est proposé de soutenir cette association en fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 8000 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association ADAVA PAYS D'AIX s'inscrit dans les objectifs du plan vélo métropolitain 2019-2024,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 8000 euros à l'association ADAVA PAYS D'AIX en fonctionnement global. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 043-7360/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13387/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997, a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et la coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire.
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes.
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques.
- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...
- L'accompagnement de communes du territoire métropolitain à la mise en œuvre de PDES, (Plans de Déplacement d'Établissements Scolaires), soit à ce jour 4 groupes scolaires représentant 8 écoles sur les communes de Grans et Aix-en-Provence.

Dans le cadre de son objet, la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association prévoit en 2020 de programmer deux actions spécifiques dans le domaine de la Mobilité.

La première est le déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil, qui après deux années de conception et d'expérimentation auprès de différents publics, doit faire évoluer certains supports, nécessitant un développement supplémentaire pour les rendre accessibles à l'échelle métropolitaine :

- Déployer et adapter à l'échelle métropolitaine le plateau de jeu interactif qui accompagne le changement de comportement de mobilité, par la prise de conscience, la connaissance et la mise en situation,
- Développer la web application que propose la boîte à outils comme un outil d'aide à la décision et de prise de conscience (impact coûts/émission CO2),
- Coordonner les actions et rendre

compte de l'avancement et du développement du projet aux partenaires en vue de garantir la pertinence de la démarche, d'améliorer le dispositif, de le dupliquer et de l'inscrire dans la durée.

La seconde porte sur le déploiement de Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires (PDES) à travers l'accompagnement de 3 nouveaux établissements sur des communes volontaires par appel à candidatures :

- Aider la commune à définir ses objectifs et à structurer son projet
- Conseiller la commune dans l'élaboration du diagnostic,
- Constituer l'équipe projet avec les différents partenaires, l'accompagner dans la conception du plan d'actions et leur mise en œuvre technique,
- Accompagner l'équipe projet dans la mise en place d'un plan de communication
- Organiser et co-animer la concertation avec les parties prenantes et animer des actions pédagogiques avec les élèves.

A cette fin, l'association a déposé une demande de subvention auprès de la Métropole à hauteur de 30 000 euros pour l'axe Mobilité :

- 6000 euros portant sur l'action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil ;
- 9000 euros portant sur l'action liée au déploiement de Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement et de la promotion des mobilités durables, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 15 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention annuelle, pour la réalisation de ces actions.

La subvention accordée se décompose ainsi :

- Renouvellement d'une action liée au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable » Declic'Ecomobil : 6000 €, soit 22.10 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 27 140 euros.
- action liée au déploiement des Plans de Déplacement d'Établissement Scolaires : 9000 €, soit 24 % du budget prévisionnel de l'action évalué à 37 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de l'amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 15 000 euros à l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix pour les actions spécifiques liées au déploiement de la « boîte à outils Mobilité Durable et au déploiement de Plans de Déplacement d'Etablissement Scolaires, sous réserve de l'adoption du budget annexe Transport de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention conclue avec l'Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 044-7361/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13386/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent un des angles de prise en considération de ces enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaire aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités

adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- **Management de la Mobilité (ou Action 1)**
Impulser des actions de mobilité durable favorisant l'insertion sociale et professionnelle, à partir de temps d'échanges thématiques permettant la consultation des acteurs et la livraison de travaux thématiques auprès d'entreprises, de services de l'emploi, de formation et insertion.
Assurer l'animation d'événements répondant aux enjeux de sensibilisation à l'offre de services de mobilités alternatives et de l'Autorité Organisatrice des Mobilités.
Valoriser des actions favorisant les solutions de mobilité durable des partenaires et associations, fédération des acteurs et opérateurs de mobilité de la Métropole autour de réflexions thématiques (Meet-Up Mobilité, petits déjeuners mobilité, Villages de la Mobilité, entre autres...).
Accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun (ex. : trophées entreprises, jeux mobilité, kits entreprises).
- **Accompagnement à la mobilité des habitants de St Mauront/Parc Bellevue/La Castellane/La Bricarde (ou Action 2)**
Favoriser la mobilité alternative des QPV en accompagnant les populations fragiles par la recherche de solutions de mobilité et la sensibilisation à la mobilité durable, accompagner les projets de territoire sur la thématique de la mobilité, optimiser les aides de droit commun en garantissant une sortie de dispositif rapide et des solutions pérennes de mobilité liées à l'insertion et à l'emploi.
- **Centrale de mobilité dédiée aux publics en insertion et aux salariés précaires (ou Action 3)**
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges, de formation et de dispositifs de levée des freins à la mobilité

dans le cadre de parcours d'insertion de salariés précaires (diagnostics et aides matérielles).

Afin d'obtenir un soutien à ces actions, la Maison de l'Emploi a déposé une demande de subvention pour un montant total de 120 000 euros au titre du renouvellement et du renforcement des actions initiées l'année précédente.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 95 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 95 000 euros pour le soutien des actions en faveur de la mobilité à l'association Maison de l'Emploi sous réserve de l'adoption du budget annexe Transport de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs relative à l'exercice 2020 avec l'association Maison de l'Emploi, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 045-7362/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Mobilité pour 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13385/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone d'emploi pour réaliser un PDMIE (Plan de mobilité inter-entreprises), par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDMIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative, l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Mobilité pour 2020 a pour objectif l'amélioration de la mobilité des salariés sur l'ensemble de son périmètre.

Créée en 2011 par les associations de la zone d'activité couverte, Asl Les Paluds, Apage de Gémenos, et Asl Auchan, l'association Mobilité pour 2020 comptait 7 entreprises adhérentes en 2012.

Elle en compte 25 en 2018 (soit environ 5000 salariés). Cette progression indique une forte attente des entreprises en faveur de l'amélioration de la mobilité des salariés.

L'association Mobilité pour 2020 assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDMIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Elle a aussi pour objectif la mise en œuvre de ce plan, élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, de la Zone d'Activités l'Apage de Gémenos, de la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne, et dernièrement sur la zone du Pôle Alpha et la Zone Napollon, ce qui représente un des bassins d'activités parmi les plus importants du Territoire en termes d'emploi avec 2000 entreprises et près de 24000 salariés.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et d'anticiper sur les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacement d'Entreprise, l'association entend :

- Favoriser le changement de comportement sur son périmètre en agissant sur les modes de transport et de passer du tout voiture au co-voiturage, transports en commun et autres modes alternatifs,
- animer et continuer le déploiement de l'outil Mobil'Act déployé dans le cadre de l'appel à projets Solu-Mob,
- asseoir son action grâce à la mise en place d'une stratégie de communication (animation des réseaux sociaux, flyer, communication "porte à porte" auprès des entreprises, recherche de partenaires...),

- continuer la mise en place des fiches de diagnostic des situations à risques,
- consolider le déploiement des plans de mobilité et du PDMIE.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à temps complet, d'une part, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation d'autre part, dont notamment :

- des animations thématiques, ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité,
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,
- des actions de promotion de l'autopartage et du co-voiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés,
- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur,
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDMIE.

Cette dernière a déposé une demande de subvention auprès de la Métropole à hauteur de 80 000 euros.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plan de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDMIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association Mobilidées en lui attribuant une subvention globale de 40 000 euros au titre de l'année 2020 au titre du fonctionnement général de l'association.

Les modalités de versement de la subvention sont détaillées dans la convention annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à l'association Mobilidées au titre du fonctionnement général dans le cadre de l'activité de l'association dans le domaine de la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions de Plans de mobilité inter-entreprises sous réserve de l'adoption du budget annexe Transport de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec Mobilidées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 40 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 046-7363/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée pour 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13383/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée, créée en 2000, met en place des actions destinées à faciliter les échanges, accueillir, informer, établir des passerelles entre les entreprises installées sur le périmètre d'Euroméditerranée ou attirées par ce grand projet de renouvellement urbain et de développement économique.

L'association œuvre en faveur de l'insertion, l'emploi, la formation, l'innovation, des enjeux de développement durable, de RSE et d'attractivité du territoire, mais également de la mobilité.

Malgré la présence d'une offre de mobilité exhaustive, la voiture personnelle reste l'un des moyens privilégiés pour se rendre sur le territoire d'Euroméditerranée, dans le cadre des déplacements domicile-travail.

Dans le cadre de son objet, l'association prévoit en 2020 de programmer une action spécifique dans le domaine de l'accompagnement de la Mobilité, portant sur l'accompagnement des entreprises sur les questions de mobilité.

Ainsi, elle entend aider les entreprises du territoire dans leurs démarches de mise en place de plans de mobilité, en proposant un interlocuteur neutre (le Conseiller Mobilité) qui pourra informer et accompagner les entreprises pour la mise en place des plans de mobilité, en intervenant auprès des salariés pour promouvoir les modes de déplacement alternatifs à l'autosolisme.

Les objectifs de son action sont de :

- Réduire la pollution et la congestion sur le territoire d'Euroméditerranée en favorisant le report vers des modes de déplacement alternatifs à l'autosolisme (autopartage, covoiturage, transport en commun, modes actifs),
- à terme, contribuer à l'amélioration du cadre de vie sur le territoire en faisant du périmètre Euroméditerranée une zone de circulation apaisée.

La Cité des Entrepreneurs a déposé une demande de subvention de 20 000 euros pour le financement de cette action. Le budget prévisionnel de l'action est fixé à 55 968 euros.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la mobilité et du développement des Plan de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, et afin de poursuivre le déploiement de PDM et PDMIE (Plans de Mobilité et Plans de Mobilité Interentreprises) et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir l'association La Cité des Entrepreneurs en lui attribuant une subvention globale de 10 000 euros au titre de l'année 2020 pour l'action accompagnement des entreprises d'Euroméditerranée sur les questions de mobilité, soit 17,86 % du budget prévisionnel de l'action.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont détaillées dans la convention jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée pour son action spécifique d'accompagnement à la mobilité sous réserve de l'adoption du budget annexe Transport de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée.

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 1 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 047-7364/19/BM

**■ Attribution d'une subvention 2020 à l'association Etincelle 2000
MET 19/13342/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap, ateliers participatifs.

La Métropole a conforté son soutien à cette association en lui attribuant une subvention de 6 000 euros en 2016, de 7 000 euros en 2017, de 8 000 euros en 2018 et de 10 000 euros en 2019.

Pour l'année 2020, l'association sollicite une participation financière de la Métropole à hauteur de 10 000 euros pour lui permettre à la fois de pérenniser et développer ses actions en faveur de la mobilité pour tous.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 232 adhérents en 2018 et 167 sur le premier semestre 2019, sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et plutôt sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

Cette association propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 114 personnes ont pu bénéficier de ce service en 2018 (81 personnes recensées sur le premier semestre 2019).

- Sortie à thème et ateliers : 6 sorties à thème avec 27 personnes qui y ont participé et 23 ateliers ont été organisés en 2018 avec 10 adhérents qui y ont participé (11 sur le premier semestre 2019).

- Sensibilisation au handicap (déficience visuelle et personnes en fauteuil roulant) avec atelier adapté selon les publics : notamment, 15 interventions en milieu scolaire ainsi que des interventions grand public ont eu lieu en 2018 (16 sur le premier semestre 2019).

- Service d'aide à la mobilité : ce service fonctionne 7 jours sur 7 et est assuré par 4 chauffeurs accompagnateurs. Il assure des transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental : 46 adhérents ont bénéficié du service d'accompagnement en 2018 et les déplacements professionnels quotidiens de 8 travailleurs handicapés ont pu être assurés. 3 032 accompagnements dont 317 le week-end ont été effectués en 2018 (2.379 accompagnements sur le premier semestre 2019) et 49 267 kms parcourus en 2018 (42 397 kms sur le premier semestre 2019).

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). Elle emploie également 6 salariés (dont 5 CDI et un contrat aidé répartis comme suit : 3 chauffeurs accompagnateurs, 1 secrétaire comptable, un directeur).

L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle, les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Au titre de l'année 2020, l'association a sollicité un montant total de financement de 133 877 euros (budget prévisionnel 2020) :

- la Métropole AMP
10 000 euros
- les communes
10 000 euros
- le Département 13
85 000 euros
- Agence de services et de paiement
4 173 euros
- Organismes sociaux
6 500 euros
- Autres établissements publics
18 204 euros

La demande de subvention auprès de la Métropole représente 7,469 % du budget prévisionnel 2020.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle 2000 au titre de ses actions menées en faveur de la mobilité dite « inclusive » auprès des personnes en situation de handicap, à hauteur de 10. 000 euros.

Les modalités de versement de la subvention, conformes au règlement budgétaire et financier de la Métropole, sont les suivantes :

- un acompte de 80 %

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication

des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que l'objet de l'association Etincelle 2000, au travers de ses actions en faveur de la mobilité inclusive, s'inscrit dans les objectifs de développement de la mobilité portés par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à l'association Etincelle 2000 pour le soutien de ses actions en faveur de la mobilité et de l'insertion des personnes en situation de handicap. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget annexe Transports de la Métropole pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement du Budget annexe transport 2020 - sous politique C270- chapitre 65 - nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 048-7365/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de Transport Public et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13343/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

AGIR Transport est une association de professionnels de transport public fondé en 1987 constituée d'une équipe permanente d'experts qualifiés et de consultants indépendants.

Cette association met à disposition des collectivités locales et des entreprises une offre de service leur permettant de compléter leurs ressources et d'échanger sur les bonnes pratiques.

Par conséquent, l'adhésion à cette association permettra à la Métropole de bénéficier :

- d'une assistance technique mettant à disposition des experts capables de répondre à tous types de questions relatives à la gestion quotidienne des réseaux (domaines juridiques, économiques, performance des réseaux...);
- d'offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports ;
- De groupes de travail (transport à la demande, billettique...) permettant l'échange d'expériences contribuant à l'enrichissement technique.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération TRA 026-1079/16/CM du 17 octobre 2016 et a renouvelé par trois fois cette adhésion pour les années 2017, 2018 et 2019.

Il convient également pour l'année 2020 de renouveler cette adhésion, le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 45 000 euros.

Le montant est stable par rapport aux années précédentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°005-4746/18/BM du Bureau du 15 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR).

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé de renouveler cette adhésion afin de bénéficier d'une assistance technique dans la gestion quotidienne des réseaux et d'une offre de formations complètes dans tous les domaines et métiers qui intéressent les professionnels des transports.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante de 45 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 049-7366/19/BM

**■ Renouveaulement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transports et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13345/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association GART dite « Groupement des Autorités Responsables de Transport », fondée en 1980 conformément à la loi du 1er juillet 1901, a pour but :
-d'assurer les échanges d'informations entre les élus responsables de transports collectifs, des déplacements de personnes et des transports de marchandises ;
-d'ouvrir le dialogue avec tous les acteurs concernés par les déplacements ;
- d'être l'interprète des autorités organisatrices de transport pour toutes les questions relatives aux déplacements de personnes et aux transports de marchandises auprès de l'Etat et de l'Union européenne ;
-de développer les échanges sur les transports collectifs, les déplacements de personnes et les transports de marchandises avec les collectivités territoriales au niveau européen et mondial.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, notamment au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Aussi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a adhéré au GART par délibération n° TRA 027-1080/16/CM du 17 octobre 2016 et a renouvelé par trois fois son adhésion pour les années 2017 2018 et 2019.

Le montant de cette cotisation pour les Autorité Organisatrices de la Mobilité se calcule à partir d'une cotisation par habitant fixée à 0,048 euros affectée d'un coefficient correspondant à des tranches de population. Son montant est toutefois plafonné à 30 000 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence rassemble 1,8 millions d'habitants.

Il convient d'approuver le renouvellement de l'adhésion au GART dont le montant de la cotisation 2020 s'élève à 30 000 euros.

nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n°004-4745/18/BM du Bureau du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GART.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler, pour 2020, son adhésion au GART

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités de Transport ainsi que le paiement de la cotisation de 30 000 euros pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole-Section de Fonctionnement : Nature 6281 – Sous-Politique C 210 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 050-7367/19/BM

**■ Renouveaulement de l'adhésion à l'Observatoire Régional des Transports et paiement de la cotisation 2019 et 2020
MET 19/13380/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
L'Observatoire Régional des Transports (ORT) s'inscrit juridiquement dans le cadre d'une Association de type loi de 1901.

C'est un lieu d'échanges, d'information et de réflexion sur la situation et l'évolution du secteur des transports en PACA. Il regroupe les professionnels et les utilisateurs des transports de marchandises et de voyageurs, les Institutions, les services de l'Etat et toute personne morale intéressée par l'activité des transports dans la région. Il recueille, traite et diffuse des statistiques et des études.

Un centre de documentation économique est à la disposition de ses membres.

L'Observatoire Régional des Transports a un triple but :

- Être un lieu d'échanges entre les professionnels et les utilisateurs des transports de marchandises et de voyageurs, les Institutions, les services de l'Etat et toutes personnes morales intéressées par l'activité des transports dans la région.
- Recueillir, traiter et diffuser des statistiques et des études.
- Constituer un centre de documentation économique à la disposition de ses membres.

Par ailleurs, pour développer des outils de connaissance et d'information et offrir à ses membres les éclairages utiles à leurs missions, l'association met en place un système d'informations réciproques et organise des actions de collecte statistique, de traitement d'information et de diffusion d'études et de recherches.

Dans ce but, l'ORT assure :

- La publication trimestrielle d'une revue, "Le Journal des Transports" ;
- La publication annuelle d'un dépliant "Les Chiffres clés des transports" ;
- L'organisation de courts débats thématiques ;
- L'organisation de journées semestrielles de présentations d'études ;
- L'animation de groupes de travail thématiques.

L'association bénéficie du financement de l'Etat, du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de ses membres.

En renouvelant l'adhésion à l'ORT en tant que membre actif, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de l'ensemble du cadre de dialogue, d'échanges, d'études et de documentation de l'association, pour l'ensemble des études, orientations stratégiques et observatoire de la mobilité, pilotés par la DGA Mobilité, Transports et Déplacements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 023-4618/18/CM du 18 octobre 2018 portant l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'observatoire Régional des Transports Provence Alpes Côte d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de mobilité ;
- L'intérêt et la nécessité des échanges de données et d'information dans le domaine partagé du transport de fret et de voyageur.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que membre actif à l'Observatoire Régional des Transports pour les années 2019 et 2020 et le paiement des cotisations 2019 et 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports 2019 et 2020 de la Métropole, sous-politique A420, chapitre 011, nature 6281, 750 euros HT pour 2019 et 750 euros HT pour 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 051-7368/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13472/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 1989, l'association le Club des Villes et Territoires Cyclables rassemble plus de 1500 collectivités territoriales autour des enjeux de développement de l'usage du vélo. Force de propositions, le Club est un acteur national et européen majeur. Il participe à tous les grands débats, en France et à l'étranger, pour un meilleur partage de la rue, pour l'aménagement de zones apaisées, pour la sécurité des cyclistes et des piétons et pour encourager les mobilités durables.

Ainsi, les objectifs du club sont :

- Pouvoir échanger entre collectivités territoriales et établissements publics sur des problématiques communes ou dans des contextes comparables,
- Bénéficier de retours d'expériences sur des réalisations et des initiatives,
- Accéder à un centre de ressources avec accès réservé aux adhérents sur le site Internet,
- Participer aux travaux du Club dans le cadre de démarches nationales comme le "Code de la rue", la sécurité des cyclistes, la promotion de l'usage du vélo, la mise en œuvre d'un Plan national vélo...

Les modes actifs et plus particulièrement le vélo est une thématique centrale au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine et a fait l'objet de la réalisation et de l'adoption d'un plan vélo métropolitain le 20 juin 2019. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix d'adhérer et de participer à ce réseau national.

L'adhésion au Club est soumise à une cotisation annuelle fixée pour les métropoles à 16 500 € TTC. Au vu de l'importance de ce réseau, il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 désignant un représentant au sein du Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération TRA 014-3541/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant renouvellement de l'adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les statuts de l'association en date du 5 octobre 2011.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoire Cyclable et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 16 500 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe des transports section Fonctionnement – nature 6281 – sous-politique C360.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 052-7369/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion à l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13478/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, créée en 1964. Elle a pour objet :

- d'étudier, de développer, de promouvoir la gratuité, la qualité et la sécurité des transports éducatifs, de faciliter l'accès aux établissements scolaires et à toutes les formes d'éducation pour favoriser la démocratisation et le rayonnement de l'enseignement public ;
- d'entreprendre toutes études, actions et réalisations se rapportant aux transports de personnes, aux transports scolaires, péri ou extra-scolaires, associatifs ou sociaux, d'informer et de documenter sur les questions qui y sont relatives, ses adhérents et toute personne, collectivité ou organisme qu'elles concerneraient ;
- de fédérer et de représenter sur le plan national, les Associations Régionales pour les Transports Educatifs de Jeunes (ARTEJ) et les Associations Départementales pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ADATEEP).

L'ANATEEP réunit à ce jour notamment 7 Métropoles, 8 communautés d'agglomération, le Syndicat des Transports d'Ile de France et 900 organisateurs locaux de transport scolaire.

Elle bénéficie également de l'agrément du Ministre de l'Education Nationale en tant qu'association éducative complémentaire de l'enseignement public.

L'Association met à disposition de ses membres les services suivants :

- accès aux échanges de bonnes pratiques (éducation à la sécurité, citoyenneté dans les transports, organisation et sécurité des itinéraires et points d'arrêt) entre collectivités adhérentes ;
- service « assistance-conseils » sur appel téléphonique ou par courriel sur tout sujet ayant trait à l'organisation des transports scolaires ;
- envoi gratuit de la revue « Transports Scolaires » et accès à l'espace documentation du site internet réservé aux adhérents.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ANATEEP, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite renouveler son adhésion à cette association.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 5 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 004-5851/19/BM portant sur l'adhésion à l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public et paiement de la cotisation 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ANATEEP a notamment pour objet d'entreprendre toutes études, actions et réalisations se rapportant aux transports de personnes, aux transports scolaires, péri ou extra-scolaires, et d'informer et de documenter ses adhérents sur les questions qui y sont relatives ;
- Que compte tenu de l'objet de l'ANATEEP, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite renouveler son adhésion à cette association ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 5 000 euros TTC, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public (ANATEEP) et le paiement d'une cotisation de 5 000 euros TTC pour l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 053-7370/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Transport Mobilité et Solidarité et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13789/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est susceptible d'adhérer à diverses associations relatives au transport, et notamment à l'Association Transport Mobilité et Solidarité (TMS).

TMS est une association créée en 1997, ayant pour objet de développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que des personnes en situation d'isolement, par différents outils dont la mise à disposition de cyclomoteurs, de voitures, de transports publics routiers des personnes, l'accompagnement individuel à la mobilité et les actions de prévention à la sécurité routière.

Cette association met à disposition une plateforme de mobilité inclusive et facilite ainsi la mobilité des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle en leur permettant d'accéder à une mobilité autonome.

Par ailleurs, elle permet de lutter contre l'isolement rural, de créer des liens avec le milieu urbain, et enfin, de faciliter l'accès aux transports, à la mobilité et à des actions de proximité en permettant au public visé d'accomplir des démarches administratives, professionnelles, de santé et de formation.

Aussi, afin d'orienter son action en lien avec la stratégie de l'agenda de la mobilité et pour coordonner son activité avec celles des partenaires œuvrant dans le domaine de la mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°TRA 016-4158/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, décidé d'adhérer à cette association et a ensuite renouvelé son adhésion au titre de l'année 2019.

Dans ce cadre, et afin de développer les outils d'aide à la mobilité des personnes en insertion vers l'emploi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020. Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 016-4158/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant l'adhésion à l'Association Transport Mobilité Solidarité et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'association TMS pour l'année 2020 afin de développer les outils d'aide à la mobilité des personnes en insertion vers l'emploi ;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante, d'un montant de 20 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Transport Mobilité et Solidarité pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante, d'un montant de 20 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en Section de Fonctionnement : Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 054-7371/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel du marché relatif au conseil en stratégie marketing de la Mobilité
MET 19/12694/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine. La tarification constitue, à cet égard, un enjeu majeur.

La Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun pour proposer une expérience client harmonisée. Or la tarification des différents réseaux est aujourd'hui complexe, hétérogène et souvent spécifique à l'échelle de périmètres inférieurs à celui de la Métropole.

Afin de proposer aux métropolitains une offre lisible et juste à l'échelle du territoire, des travaux ayant pour objectifs de mettre en œuvre une simplification progressive des politiques tarifaires ont été programmés sur 24 mois.

La première étape réalisée au premier semestre 2019 a consisté à préparer les conditions nécessaires à une remise à plat de l'ensemble des tarifications urbaines et interurbaines métropolitaines en harmonisant les conditions d'éligibilité aux produits tarifaires. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, conseil en stratégie marketing de la Mobilité n°Z170087.

Des prestations supplémentaires, dont la réalisation était prévue en 2020 avec l'appui d'un nouveau marché de prestations intellectuelles, ont permis de simuler et d'analyser précisément différentes hypothèses d'évolution des tarifs en lien avec des hypothèses de découpage zonal. Cette démarche a nécessité la réalisation d'un modèle complexe de calcul tarifaire agrégeant les réseaux actuels de la Métropole permettant de préciser les gains et pertes potentielles de recettes et de voyages de chaque hypothèse analysée.

Par ailleurs, la réalisation de ces travaux tarifaires en avance de phase s'est avérée indispensable pour pouvoir travailler sur la restructuration nécessaire de l'offre de mobilité, le déploiement de la marque métropolitaine et pour faciliter les réflexions sur la tarification liée au Mobilité servicielle. En complément, pour bénéficier d'une vision la plus exhaustive possible, une étude des impacts d'une éventuelle gratuité des réseaux de TC de la Métropole a été réalisée.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé cette étude en mobilisant très fortement la société PMP titulaire du marché de stratégie marketing pour répondre à la commande dans les délais.

Le coût de cette prestation, initialement évaluée par l'entreprise PMP à 193 000 € HT, s'élève après transaction à 175 615 € HT.

Ces travaux ont été complétés par une étude connexe relative à la création d'une chambre de compensation rendue indispensable en raison de la multiplication des produits tarifaires métropolitains multimodaux tels que le Pass Intégral. En effet, à l'occasion en particulier de la négociation de la délégation de service public du réseau d'Aix en Provence, la nécessité de disposer d'un outil permettant de répartir les recettes de ces produits tarifaires est devenue prégnante. La société PMP a été chargée dans ce cadre de définir en urgence cet outil qui devait être élaboré initialement en 2020.

Le coût de la prestation a été évalué par l'entreprise PMP à 49 900 € HT.

La nature de ces travaux est conforme aux prestations définies dans l'article Fiche 2.3 du CCTP du marché passé avec la société PMP relatives à la définition d'une stratégie tarifaire de la mobilité métropolitaine. Effet, l'article 2.3.3.2 « Conseil et assistance » relevant de la partie à bons de commande du contrat prévoit que le titulaire assistera la Métropole dans la construction de scénarii tarifaires spécifiques. Néanmoins, le coût de cette prestation dépasse le seuil maximum du marché sur sa partie à bons de commande fixé à 1 million d'euros pour 4 ans.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'approuver après transaction avec la société PMP un protocole transactionnel d'un montant de 225 515 € HT pour régler ces prestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché Z170087 relatif à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage Conseil en stratégie marketing mobilité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a réalisé cette étude, en avance de phase, en mobilisant très fortement la société PMP titulaire du marché de stratégie marketing pour répondre à la commande dans les délais.
- Que ces travaux ont été complétés par une étude connexe relative à la création d'une chambre de compensation

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société PMP titulaire du marché n° Z 170087 relatif à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage Conseil en stratégie marketing mobilité.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel joint en annexe de la présente délibération pour un montant de 225 515 euros HT.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur budget transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Chapitre 67 - Nature 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
 Aménagement"**

URB 001-7372/19/BM

■ Approbation d'une convention de coopération entre les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de la Ville de Marseille pour la prévention et la gestion des risques liés à l'habitat

MET 19/13937/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La prévention et la gestion des risques en matière d'habitat est une compétence que l'on pourrait qualifier de « partagée » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente de plein droit en matière d'habitat ; les communes, dans la mesure où les pouvoirs de police spéciale de l'habitat sont détenus par les Maires des communes membres de l'EPCI, et l'Etat.

En effet, la Métropole, exerce de plein droit les compétences en matière d'habitat, et en particulier, l'amélioration du parc immobilier privé et la résorption de l'habitat insalubre. Le Maire, quant à lui, est l'autorité administrative au nom de la Commune. Il possède des pouvoirs de police lui permettant de mener des missions de sécurité, tranquillité et salubrité publique. En matière de sécurité des immeubles, le Maire est amené à prendre des arrêtés municipaux visant à garantir la sécurité des occupants et à prescrire à l'encontre des propriétaires des travaux pour faire cesser les désordres identifiés. Enfin, en matière d'hygiène et de salubrité des immeubles, c'est le Préfet qui prend les arrêtés nécessaires à la suppression des désordres constatés. Le Maire est toutefois l'autorité administrative compétente pour engager les travaux d'office en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires, conformément à l'article L.1331-29 du Code de la Santé publique.

La multiplicité des interlocuteurs institutionnels se retrouvent également en matière de relogement d'office dans la mesure où l'autorité compétente en cas de défaillance des propriétaires et copropriétaires peut être le Représentant de l'Etat – en cas d'insalubrité, le Maire – pour ce qui relève du péril et de l'insécurité des équipements publics et enfin, l'EPCI dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat ou d'opérations d'aménagement de sa compétence.

En conséquence, chacune des autorités compétentes s'est dotée en interne, de Directions compétentes en la matière.

Ainsi, par délibération n°19/ /0289/EFAG du 1er avril 2019 le Conseil municipal de la ville de Marseille a approuvé diverses modifications à l'organisation de ses services municipaux et, notamment la transformation du service de la Prévention et de la

gestion des risques en Direction de la Prévention et de la Gestion des risques.

L'objectif de cette Direction est de superviser au mieux l'ensemble des dispositifs visant à garantir la sécurité de la population qui est une préoccupation prioritaire de la municipalité.

Cette direction a également intégré la subdivision Hygiène de l'Habitat relevant de la Division hygiène publique partie prenante du Service Communal d'Hygiène et de Santé, qui devient Service Hygiène de l'Habitat. Ces dispositions vont permettre de renforcer le pilotage de ces services, de favoriser une meilleure maîtrise des circuits et processus décisionnels et de rechercher la meilleure coordination des moyens.

Ce regroupement des polices de l'habitat sous une seule direction est propice à un rapprochement et à une coopération avec les services métropolitains en charge des programmes d'amélioration ou de rénovation de l'habitat privé.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, quant à elle, compétente en matière de politique de l'habitat, conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités territoriales et plus précisément en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre s'est dotée, suite à l'avis favorable du Comité technique en date du 12 mars 2019 d'une Direction déléguée en charge de la lutte contre l'habitat Indigne.

La lutte contre l'habitat indigne nécessite que la Direction en charge de cette thématique dispose de tous les leviers d'actions lui permettant de répondre aux situations qu'elle est amenée à gérer et participer au renouvellement urbain des territoires où prédominent le parc de logements privés dégradés. C'est pourquoi, cette nouvelle Direction sera renommée prochainement en Direction opérationnelle de l'Habitat. Elle travaille en transversalité avec la Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville métropolitaine en charge, elle, de manière globale, de la « stratégie » desdites politiques publiques.

La Direction opérationnelle de l'Habitat métropolitaine est composée de deux directions adjointes spécifiques et de deux services.

Parmi les Directions adjointes, on trouve :

- la Direction adjointe Opérations d'Habitat chargée de la mise en œuvre des dispositifs opérationnels d'amélioration de l'habitat au sein de projets de renouvellement urbain ;
- la Direction adjointe Hygiène et Sécurité de l'Habitat chargée de l'identification et du suivi des nuisances et risques liés à l'habitat sur le périmètre métropolitain.

Au regard de l'existence au sein de la ville de Marseille d'une Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques déjà constituée, des

problématiques et enjeux liés à l'identification et au suivi des risques en matière d'habitat indispensables au renouvellement urbain de certains territoires et appelant à la cause diverses autorités administratives, la Ville et la Métropole se sont rapprochées aux fins d'organiser une coopération en la matière sur le périmètre de Marseille, dans les conditions définies dans la convention ci-jointe à la présente.

L'objectif de cette coopération transparente vise à atteindre des objectifs d'identification et de suivi des nuisances et risques liées à l'Habitat pouvant porter atteinte à la santé et à la sécurité de la population sur le territoire de la ville de Marseille, et à participer ainsi à la promotion d'un habitat digne au sein de projets de renouvellement urbain.

L'enjeu pour les institutions intervenant dans le domaine est de proposer une stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne, laquelle repose sur deux valeurs : la lutte contre l'inacceptable et le retour à l'ordre dans les meilleurs délais.

La Ville de Marseille et la Métropole acceptent qu'une partie du temps de travail du Directeur de la Direction de la Prévention et des Risques pour la Ville et du Directeur de la Direction opérationnelle de l'habitat pour la Métropole soit dédiée à la mise en œuvre de cette coopération.

Cette coopération se traduira, sur un aspect opérationnel, par l'interface assurée par le Directeur de la Direction de la Prévention et des Risques de la Ville auprès des agents communaux œuvrant au sein des services de cette Direction et les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence œuvrant dans le champ de l'habitat.

L'objectif étant que les actes des agents communaux en matière de polices de l'habitat concourent et contribuent aux missions métropolitaines mises en œuvre dans le cadre de sa compétence relative à l'amélioration du parc privé et résorption de l'habitat indigne.

Et, pour la Métropole, par l'interface assurée par le Directeur de la Direction opérationnelle de l'habitat auprès des agents œuvrant au sein de sa Direction et les services de la Ville notamment pour aboutir au traitement pérenne ou définitif des situations de mal logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'existence au sein de la Ville de Marseille d'une Direction de la Prévention et de la Gestion des Risques déjà constituée ;
- Les problématiques et enjeux liés à l'identification et au suivi des risques en matière d'habitat indispensables au renouvellement urbain de certains territoires et appelant à la cause diverses autorités administratives ;
- La nécessité d'organiser une coopération en la matière sur le périmètre de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération entre les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de la Ville de Marseille pour la prévention et la gestion des risques liées à l'habitat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-7375/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour l'instruction des dossiers d'urbanisme déposés dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU)
URB 002-19/12/19 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6^{ème} action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité.

La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé. Dans le cadre de sa mise en œuvre, des études complémentaires devront être engagées sur le périmètre retenu en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en logement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'urbanisme. Elle consiste dans l'instauration

d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogoires.

La loi prévoit en particulier que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette compétence transitoire, pour la durée de la GOU, a vocation à s'exercer sur un périmètre dans lequel elle est actuellement exercée par la Ville de Marseille, laquelle conserve par ailleurs cette même compétence sur le reste de son territoire.

Dans une perspective d'optimisation des moyens publics, il est donc apparu opportun que les agents de la Ville en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme puissent intervenir au bénéfice de la Métropole en vue de l'exercice par celle-ci, des compétences qui lui sont transitoirement transférées.

En effet, l'article R.423-15 du Code de l'Urbanisme permet, expressément à l'autorité compétente de charger les services d'une commune de l'instruction des permis et déclarations.

Dans la mesure où la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme, elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission. Compte tenu du caractère à la fois transitoire et circonscrit au périmètre de la GOU, de la compétence de la Métropole, celle-ci a sollicité la Ville afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui y sont déposés soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme.

La Ville a répondu favorablement à cette demande par délibération de son Conseil municipal du 25 novembre 2019.

Les membres du Bureau sont informés qu'une convention de mise à disposition du Directeur adjoint de l'urbanisme pour 10% de son temps de travail sera par ailleurs conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole contre remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal n° FAG 001-4246/18/CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/CM/19 du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 25 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Ville de Marseille est compétente, sur son territoire, pour délivrer les autorisations d'urbanisme,
- Qu'elle dispose donc, à cet effet, des moyens matériels et humains pour exercer une telle mission,
- Que la compétence de la Métropole, en matière d'autorisation d'urbanisme, est à la fois transitoire et circonscrite au périmètre de la GOU,

- Que la Ville a répondu favorablement à la sollicitation de la Métropole afin que l'instruction des demandes d'urbanisme qui sont déposées dans le périmètre de la GOU soit effectuée par les agents communaux affectés au Service des Autorisations d'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des demandes d'urbanisme déposées dans le périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

Celle-ci ne donnera lieu à aucun remboursement ni rémunération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-7374/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée conclu avec la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur
MET 19/13155/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de ses compétences en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en oeuvre une politique foncière volontariste transversale et partenariale pour répondre à des enjeux de renouvellement urbain sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée, afin de contribuer aux besoins de l'agglomération en logements et conforter les activités productives et logistique sur la ville centre.

Dans la continuité d'une démarche partenariale engagée depuis 2011, le Bureau de la Métropole, par délibération URB 007-3552/18/BM du 15 décembre 2018, a approuvé une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée en phase impulsion.

Grâce à l'ingénierie foncière engagée sur ce secteur, l'EPF a maîtrisé d'importants tènements notamment à

vocation économique permettant l'émergence de projets structurants pour le territoire.

Néanmoins, il apparaît aujourd'hui nécessaire, pour mener l'opération de maîtrise foncière à son terme, de poursuivre et d'intensifier les acquisitions foncières sur la partie Nord-Est de l'extension de l'OIN, en limite du futur parc des Aygalades dont les travaux devraient débiter en 2023.

Aussi, il convient de redéfinir le rôle des quatre partenaires avec une action différenciée selon les secteurs opérationnels et préciser les modalités de pilotage.

En conséquence, cet avenant à pour objet d'augmenter le montant de la convention de 20 M€ pour porter l'engagement financier global à 110 M€ afin d'optimiser l'action foncière sur ce secteur.

Par ailleurs, en termes de modalités de gestion des biens, l'EPAEM, dans le cadre de son champ de compétences, souhaite être substitué à la ville de Ville de Marseille et assurer la gestion courante de l'ensemble des biens déjà acquis et à acquérir par l'EPF PACA.

Aussi, il est nécessaire d'adapter ce dispositif par le biais d'un avenant qu'il est proposé d'approuver.

Cet avenant doit faire l'objet d'une délibération concomitante du Conseil Municipal de la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en oeuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de

programme pour la politique stratégie foncière

- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille
- La délibération URB 007-3552/18/BM du 22 mars 2018 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension méditerranée ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'intérêt national d'Euroméditerranée constitue un vecteur de l'attractivité et du développement économique du territoire.
- Qu'il convient de poursuivre et d'optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur.
- Qu'il est nécessaire de redéfinir le rôle des partenaires et ajuster les modalités d'exécution de la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé, à la convention d'intervention foncière sur le périmètre de l'extension Euroméditerranée ci-annexée, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-7375/19/BM

**■ Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'opérations de logements sociaux et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 18 Tapis vert ; 20 rue Tapis Vert ; 22 rue Tapis Vert à Marseille - Opération Grand Centre Ville - Pôle Nadar Pouillon
MET 19/13287/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre-Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016 sous numéro de contrat T1600914CO.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les politiques de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite

une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2^e et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise d'immeubles privés très dégradés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

Cette mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, à ses concessionnaires de lutte contre l'habitat indigne d'une part et SOLEAM dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » pour atteindre l'objectif de production de logements nouveaux ou restructurés d'autre part.

Le 1^{er} arrondissement de Marseille, avec 15% de logements locatifs sociaux, présente un taux inférieur au taux de 25 % imposé par la loi. Par délibération du 24 septembre 2019, relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire de Marseille-Provence, le conseil de territoire Marseille Provence a approuvé le principe d'adapter le régime d'aides sur fonds propres en faveur du logement social afin de le mettre en cohérence avec les enjeux actuels et d'accélérer la production de logements locatifs sociaux.

L'intervention sur le parc privé existant offre l'intérêt de recycler les logements dégradés et/ou vacants notoirement présents dans les centres-villes des communes de l'EPCI, en logements à loyers maîtrisés, sans augmentation significative du parc de résidences principales.

Par délibération n° URB 012-1817/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole avait approuvé la réalisation de deux opérations de restauration immobilière au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme sur les immeubles à restructurer sis 20, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) et 22, rue Tapis vert (parcelle n°201801 D0290) – dans le quartier Belsunce, au cœur du 1^{er} arrondissement, pour obliger les propriétaires à réaliser un programme de travaux prescrits dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Compte tenu de l'état dégradé des immeubles et de l'accélération des procédures de lutte contre l'habitat indigne, l'objet du présent rapport est de proposer de modifier ces procédures de DUP de Restauration immobilière portant sur deux immeubles (20 et 22, rue Tapis Vert) en procédures de DUP travaux en vue de produire du logement social au titre des articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation sur trois immeubles mitoyens: 18, 20 et 22, rue Tapis Vert – 13001.

Ces immeubles, dégradés depuis longtemps et en partie vacants, constituent de réelles opportunités foncières pour la création de logements locatifs sociaux dans un arrondissement déficitaire :

- L'immeuble sis 18, rue Tapis Vert (cadastré quartier Belsunce parcelle n°201801 D0175) est une propriété unique dans un état vétuste et médiocre d'entretien depuis plusieurs années. Le rez-de-chaussée commercial est loué (commerce de textile de gros), les étages sont également loués (4 logements) ;

- L'immeuble sis 20, rue Tapis vert (cadastré quartier Belsunce, parcelle n°201801 D0174) est une propriété unique dans un état très dégradé et non entretenu depuis plusieurs années. Le rez-de-chaussée commercial est loué (commerce de textile de gros), les étages le sont également au même locataire qui n'utilise que le rez-de-chaussée (3 plateaux vacants en l'état de ruine). L'accès aux étages se fait par une échelle pour le 1^{er} niveau (la cage d'escaliers a été supprimée au profit du commerce, puis par des escaliers). Un avertissement avant péril imminent a été pris le 21 août dernier portant sur la dégradation généralisée de la façade, charpente et couverture;

- L'immeuble sis 22, rue Tapis Vert (cadastré quartier Belsunce parcelle n°201801 D0290) est un immeuble dégradé en copropriété que ses copropriétaires n'ont pas réussi à réhabiliter de manière satisfaisante et pérenne malgré les incitations et les aides publiques proposées et le laissant périlcliter. Cette copropriété souffre visiblement d'une incapacité à engager des

travaux de restauration à hauteur de ce que l'immeuble nécessite. Il s'agit d'un vestige de la constitution historique du quartier baroque de Belsunce, l'ancien couvent des Récollettes, situé en Site Patrimonial Remarquable qui a subi des dégradations du fait du manque d'entretien ou du non-respect du règlement de l'Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine en vigueur.

Il est mitoyen de deux tènements fonciers propriétés de la Ville de Marseille qui offrent l'opportunité d'une reconstitution des façades sur rue et sur cour de l'immeuble aujourd'hui complètement déstructurées, permettant d'offrir un front bâti de qualité sur la rue, mais également participant au réaménagement du cœur d'îlot des Récollettes dont les travaux pour prévoir l'extension du Mémorial de la Marseillaise devraient commencer début 2020.

La situation des biens est singulière puisqu'il s'agit d'immeubles qui se tournent le dos. Cet adossement les rend mono-orientés ce qui n'est pas idéal sous nos climats méditerranéens où nous recherchons à réaliser des logements traversants pour améliorer le confort thermique d'été.

Compte tenu du mauvais état de ces biens, de leur vacance totale ou partielle au sein d'un quartier où la demande en logements est forte, particulièrement en logements à loyer maîtrisé, il est proposé de poursuivre leur maîtrise foncière auprès de propriétaires ou copropriétaires qui n'ont pas eu la volonté ou la capacité d'engager les programmes de travaux complets et pérennes qui s'imposent.

Compte tenu de l'intérêt général que représente l'acquisition-amélioration de ces immeubles pour produire du logement social, il est proposé de recourir à une expropriation pour cause d'utilité publique répondant à cet objectif.

A cette fin, il est proposé d'habiliter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à Déclarations d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la SOLEAM agissant au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces trois immeubles pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.

Les dossiers d'enquêtes publique et parcellaire seront transmis en Préfecture par la SOLEAM dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 2 750 000 euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine. Les indemnités d'expropriation et d'évictions seront financés par la concession d'aménagement n°T1600914CO dotée d'un budget foncier de 38 000 000 d'euros d'acquisition foncière restant à engager dans l'objectif de produire 1 400 logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°RNOV 002-771/12/CC du 14 décembre 2012 approuvant le Plan Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012-2018 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°HPV 005-1614/15/CC du 21 décembre 2015 relative au Programme Local de l'Habitat 2012-2018 – Intervention de Marseille Provence Métropole sur le parc existant ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 012-1817/17/CM du 30 mars 2017 approuvant les Opérations de Restauration Immobilière sur les immeubles sis 20 et 22, rue Tapis Vert à Marseille 1^{er} arrondissement et les projets de Déclaration d'Utilité Publique de Restauration Immobilière et des enquêtes parcellaires subséquentes ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM au titre de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme et transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain.
- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour appliquer la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne.
- Que la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus.
- Qu'il convient de maîtriser les immeubles sis 18, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0175), 20, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174) et 22, rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0290) pour mettre en œuvre des opérations de logements sociaux.
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de la SOLEAM, concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Est Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URB 012-1817/17/CM du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017.

Article 2 :

Est approuvée, dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM, la réalisation d'opérations de logements sociaux sur trois immeubles dégradés sis :

- 18 rue Tapis Vert (cadastré n°201801 D0175),
- 20 rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0174)
- 22 rue Tapis Vert (parcelle n°201801 D0290),

repérés sur plan en annexe, quartier Belsunce, dans le 1^{er} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la de son concessionnaire, la SOLEAM, en vue de la maîtrise des biens nécessaires à la mise en œuvre des opérations objets de l'article 2.

Article 4 :

Le bénéficiaire des déclarations d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole, au sein de l'opération 2016102500, programme 06 «Urbanisme et Foncier».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-7376/19/BM

**■ Approbation d'une convention partenariale relative à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360° dans le cadre du projet urbain "Quartiers Libres" d'Aix-Marseille-Provence Métropole
MET 19/13955/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet « Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai » est le projet urbain de développement du centre-ville de Marseille qui s'étend sur 140 hectares autour de la gare Saint-Charles. Le périmètre du projet englobe la gare et son faisceau de voies ferrées jusqu'à la Friche Belle de Mai, et se déploie au Nord jusqu'au Boulevard de Plombières et à l'Ouest jusqu'au viaduc de l'A7.

La reconversion des anciennes casernes militaires au sein de la Belle de Mai, renforcée par le doublement futur de la gare Saint-Charles en souterrain sont les enjeux majeurs du projet urbain ambitieux de Quartiers Libres, qui répond aux cinq grands défis suivants :

1. Améliorer la qualité et le cadre de vie des habitants et usagers des quartiers attenants,
2. Faire du quartier de la Gare métropolitaine un nouveau lieu d'attractivité économique de la Ville,
3. Ouvrir la gare à 360° en œuvrant notamment sur les espaces publics et les différents modes de déplacements,
4. Créer un Laboratoire de Recherche de Développement Urbain sur les nouvelles façons de construire la ville avec les parties prenantes du projet,
5. Assurer au projet une réussite sur une double échelle :
 - Le devenir à terme du centre-ville de Marseille voire de la Métropole,
 - Le développement dynamique du quartier de la Belle de Mai par les leviers socio-économiques et urbains.

La « Gare à 360° »

L'aménagement du site ferroviaire de Marseille Saint-Charles par le réaménagement de la gare de surface et par la création d'une nouvelle gare souterraine sont des enjeux essentiels de la Ligne Nouvelle Provence Alpes Côtés d'Azur (LNPCA) et du rayonnement international de la métropole marseillaise aux échéances 2030 et 2050. L'objectif, en effet, est de désaturer le réseau pour accueillir 25 millions de voyageurs à horizon 2050 avec une meilleure accessibilité de la gare et la requalification de l'ensemble de ses fonctionnalités.

Cette opération s'inscrit dans une réflexion globale sur l'aménagement et la mobilité menée conjointement par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF, dont sont issus les projets d'intermodalité relatifs à la gare métropolitaine, le métro, le tramway et la gare routière, et un schéma directeur pour améliorer le service ferroviaire régional, couvrant le site de la gare Marseille Saint-Charles, des Abeilles, de Guibal, d'Arenc et de Blancarde.

Pour permettre la réalisation de ces projets, la SNCF entreprend un schéma directeur Immobilier pour envisager les premières pistes de relogements en vue du phasage des chantiers ferroviaires.

L'objectif de la Métropole, via « Quartiers Libres », est d'engager en parallèle une dynamique de renouvellement et de valorisation de ce vaste secteur de gare, et tendre à la réalisation d'un pôle multimodal métropolitain ouvert sur toutes ses façades à 360°. L'espace central de la nouvelle Gare Saint-Charles devra ainsi combiner divers modes de transport, des offres en commerce, services, bureaux et logements, tout en préservant et développant la qualité de vie de ses habitants.

A travers ce projet urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en main le sujet de l'intégration

urbaine de la gare. Cette dernière ne sera pas uniquement un projet fonctionnel ferroviaire, mais un véritable projet métropolitain et urbain.

Présentation de la convention partenariale entre la Métropole et la SNCF

Dans la perspective de partager une vision à échéance de la réalisation de la gare souterraine, la présente convention établit un partenariat sur trois ans entre les parties prenantes institutionnelles du projet.

Les partenaires associés dans le cadre de cette convention, réunis en comité de pilotage animé et présidé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sont les suivants :

- L'Etat (Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire), représenté par Monsieur Pierre DARTOUT, Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant;
- Le Conseil régional de Sud Provence Alpes Côte d'Azur, représenté par le Président du Conseil Régional, Monsieur Renaud MUSELIER, ou son représentant,
- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, Madame Martine VASSAL, ou son représentant,
- La Métropole d'Aix Marseille Provence, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, ou son représentant,
- La Ville de Marseille, représentée par son maire, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, ou son représentant,
- SNCF Réseau, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), représenté par Monsieur Patrick JEANTET, Président Directeur Général de SNCF Réseau, ou son représentant,
- SNCF Gares et Connexions (SA), à préciser en l'attente de publication des décrets d'application de l'ordonnance n° 2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF ;
-
- SNCF Mobilités, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), représenté par Monsieur Benoit QUIGNON, Directeur de Gares & Connexions, direction autonome des gares de SNCF Mobilités, ou son représentant,
- SNCF, Etablissement public industriel et commercial (EPIC), intervenant à la fois en tant que mandataire des EPIC SNCF Réseau et SNCF Mobilités en leur qualité de propriétaire, représenté par Monsieur Benoit QUIGNON, Directeur général de SNCF Immobilier, ou son représentant,

Les partenaires précités se donnent pour objectif de construire un projet partagé d'aménagement du plateau Saint-Charles et de son accessibilité sur le long-terme, selon plusieurs échéances, dont :

- L'échéance de la Coupe du monde de rugby de 2023 et des JOP de 2024,
- Les premières mises en œuvre de l'opération urbaine « Quartiers Libres » portés par la Métropole Aix Marseille Provence,
- L'échéancier proposé par le Conseil d'Orientations pour les Infrastructures (COI) concernant le volet du projet LNPCA qui intéresse la Métropole marseillaise.

Cette collaboration doit permettre la déclinaison d'une cohérence urbaine et programmatique du plan guide des 140 hectares et du plan d'aménagement des 7 hectares portés par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle du secteur du plateau Saint-Charles. L'aménagement du site ferroviaire de Marseille Saint-Charles nécessite de mener une réflexion commune sur trois thèmes principaux identifiés par les partenaires :

1. La mise en valeur du quartier de la gare :
 - Le dialogue de la gare recomposée avec son quartier, notamment au moyen des espaces publics (gare à 360°)
 - La mutation foncière et l'insertion urbaine
 - La programmation urbaine (valorisation et services)
2. L'accessibilité tous modes de la gare à l'échelle métropolitaine et du quartier de la gare restructuré et l'intermodalité à l'échelle locale, dont :
 - La station du métropolitain
 - Les TC de type TCSP, les bus avec leurs interfaces et la gare routière
 - L'accessibilité VP et le stationnement
 - L'accessibilité mobilité douce (cheminements piétons, cycles, stationnement, ...)
 - Les autres modes et fonctions de gare, notamment les taxis, véhicules en libres services, dépose-minute
3. Le doublet gare existante-gare/souterraine en plusieurs phases d'aménagement et d'exploitation ainsi que le développement des services aux voyageurs lors des différentes phases de déploiement.

Chacun de ces thèmes se nourrit des données programmatiques et fonctionnelles des autres. Ces éléments seront susceptibles de nourrir les étapes de concertation publique afin de contextualiser le projet de la LNPCA. L'objectif partagé est d'offrir aux voyageurs et plus généralement aux habitants de la métropole, un pôle de transport multimodal moderne, accessible, performant et rayonnant, tout autant qu'aux résidents de proximité, une qualité de vie dans un quartier de gare accueillant et attractif.

En tant que maître d'ouvrage urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence aura un rôle prépondérant dans la démarche de gouvernance du projet. Il lui

appartiendra ainsi de veiller à la mise en cohérence des études et programmations urbaines, et in fine, des documents d'urbanisme impactant le secteur d'études (PLUI, PDU, AVAP...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 026_4185/18/CM approuvant les conditions du transfert de l'opération – Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes/Quartiers Libres – à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Création et affectation de l'opération d'investissement ;
- La délibération FAG 21- 5718/19/ CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet relatif à l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360° dans le cadre du projet urbain « Quartiers Libres » vise le développement et la valorisation d'un pôle métropolitain, tout en préservant et améliorant la qualité de vie dans ces quartiers, la qualité environnementale du site et la connexion de ce secteur au reste de la ville,
- Qu'il convient d'encourager et poursuivre les initiatives partenariales entre les parties prenantes institutionnelles de ce projet urbain,

- Que la bonne réalisation de cette opération urbaine partenariale est centrale, à la fois pour le projet « Quartiers Libres », que pour la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que des partenaires signataires de la convention.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte des intentions relatives à la convention partenariale concernant l'aménagement du plateau de la Gare Saint-Charles à 360° dans le cadre du projet urbain « Quartiers Libres ».

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de la collaboration entre les partenaires signataires précisées au sein de la convention partenariale (annexée).

Article 3 :

Cette convention n'a aucune incidence financière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention qui lie la Métropole avec la SNCF sur le projet de la Gare Saint-Charles à 360°.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-7377/19/BM

**■ Déclaration de projet dans le cadre de la déclaration d'utilité publique relative aux acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain de la zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille
MET 19/13263/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement, devenue depuis SOLEAM, la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession

d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Équipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc public d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé pour ce qui la concerne par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagée dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré

» a été franchie et décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Par délibérations des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT008-1420/15/CC, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, l'objet de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre relevait dès lors de la compétence de la Communauté Urbaine.

Aussi, par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, cette compétence a été reconnue par le Conseil Municipal de Marseille et suite au porter à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le transfert de l'opération par délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par délibération n°URB 008-2078/17/CM du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également autorisé le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe, au profit de SOLEAM concessionnaire de la ZAC. Cette demande a été formalisée par courrier du 6 septembre 2018.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire conjointe concernent le foncier nécessaire à la réalisation : de la deuxième tranche du Parc de la Jarre, de l'Allée des Calanques et du bouclage de l'actuelle impasse Karabdjakian sur le chemin du Roy d'Espagne.

Le dossier a été déposé à la Préfecture des Bouches du Rhône par SOLEAM, le 29 novembre 2017.

Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prescrit, par arrêté n°2019-20 du 14 mai 2019, l'ouverture

d'une enquête publique unique portant sur l'utilité publique et le parcellaire, en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre.

Cette enquête s'est déroulée du 12 juin au 12 juillet 2019 inclus.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a établi un rapport et rédigé des conclusions que Monsieur le Préfet a transmis à la SOLEAM par courrier du 19 août 2019.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur l'utilité publique de ce projet, un avis favorable sur le parcellaire, assorti de recommandations portant sur la poursuite de la concertation en cours et le maintien de la recherche de solutions par voie amiable avec les différents propriétaires concernés par le projet d'aménagement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre et la procédure engagée. Aussi elle doit se prononcer par une déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération en application de l'article L126-1 du Code de l'Environnement.

Cette déclaration sera ensuite transmise à Monsieur le Préfet afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique.

La Métropole prend en considération : l'étude d'impact présente dans le dossier qui a été soumis à enquête publique, l'avis de l'Autorité environnementale du 09 avril 2015 sur l'étude d'impact et le mémoire en réponse de septembre 2015 fourni par SOLEAM, ainsi que l'absence d'observations de l'Autorité environnementale sur le dossier soumis à enquête publique suite à la saisine du Préfet par courrier du 30 janvier 2019.

Par ailleurs, la Métropole considère que les motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général de l'opération d'aménagement sont les suivants :

- La réalisation du Parc de la Jarre, dont la première tranche est actuellement en travaux, permettra de constituer un nouveau lieu de centralité pour les habitants actuels et futurs du quartier participant à l'amélioration du cadre de vie,
- La réalisation de la portion de l'Allée des Calanques sur le périmètre de la ZAC de la Jarre impactera l'Avenue de la Jarre et la traverse Valette. Elle aura pour effet de requalifier les espaces publics de ces voies en sécurisant les déplacements des piétons, des cycles et des automobiles ainsi qu'en végétalisant ces espaces. Elle permettra notamment de desservir le Parc de la Jarre et de promouvoir les déplacements en mode

doux sur un territoire où les trajets en automobile sont majoritaires. L'aménagement de cette Allée se fera dans la continuité des traitements déjà effectués au Nord sur le secteur de la Soude et au Sud sur le secteur du Baou de Sormiou/La Cayolle,

- La connexion de l'actuelle impasse Karabdjakian (V3) sur le chemin du Roy d'Espagne permettra de fluidifier la circulation de cette voie qui contribue à la desserte de logements collectifs ainsi qu'à l'accès à une déchetterie publique. Les travaux de connexion seront accompagnés également d'un réaménagement de la totalité de la voie qui permettra de réduire la vitesse des véhicules, d'intégrer des places de stationnement et une piste cyclable bidirectionnelle séparée de la chaussée, de créer de chaque côté de la voie des trottoirs aux normes, de planter des arbres d'alignements et de moderniser l'éclairage public pour le confort et la sécurité des usagers.

Il résulte que compte tenu des objectifs de ces aménagements et des avantages qu'ils représentent eu égard au caractère limité de ses inconvénients, ce projet est d'intérêt général et répond aux exigences requises pour être déclaré d'utilité publique.

Par le présent rapport valant déclaration de projet, conformément à l'article L126-1 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exprime son souhait de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre et la procédure engagée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L122-1 du Code de l'Expropriation ;
- L'article L126-1 du Code de l'Environnement ;
- L'article R126-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°URB 008-2078/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2017 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique avec enquête parcellaire conjointe déposé à la Préfecture des Bouches du Rhône, par SOLEAM, le 29 novembre 2017
- Vu l'étude d'impact et les avis de l'Autorité environnementale
- L'arrêté n°2019-20 du 14 mai 2019 du Préfet des Bouches du Rhône ;
- Les conclusions et avis motivés du Commissaire enquêteur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet urbain développé dans le périmètre de la ZAC de la Jarre,
- La nécessité de finaliser la maîtrise foncière pour la réalisation des derniers équipements publics prévus au programme des équipements publics de la ZAC

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la déclaration de projet l'intérêt général de l'opération ZAC de la Jarre en application de l'article L126-1 du Code de l'Environnement.

Article 2 :

La présente déclaration de projet sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique en vue d'acquiescer le foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Jarre.

Article 3 :

La présente déclaration de projet fera l'objet des formalités de publicité prévues aux termes de l'article R126-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-7378/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble en phase impulsion réalisation avec l'EPF PACA et la commune de Venelles - Site Centre-Ville
MET 19/13010/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de l'espace, et plus particulièrement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Le site, objet de la convention, d'une superficie totale d'environ 20 000 m² est situé en centre-ville de Venelles au cœur des commerces, équipements et services publics (mairie, poste, écoles...). Traversé par la voie structurante principale de la commune (ancienne routes des Alpes), il présente des capacités d'évolution intéressantes. La commune, propriétaire d'environ 10 000 m², envisage ainsi ce secteur comme un espace de renouvellement urbain avec une volonté de requalifier les espaces publics et de densification afin d'accueillir une mixité de fonctions. Un minimum de 40 logements supplémentaires dont 40 % de logements sociaux, des commerces de proximité ainsi que des équipements publics seront à terme programmés.

Cet objectif s'inscrit pleinement dans le cadre du deuxième cadre d'intervention du Programme Pluriannuel d'Interventions de l'Établissement Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Favoriser la réalisation de projets d'ensemble économes en espaces ».

Dans cette optique, une première acquisition a déjà été effectuée par voie de préemption le 8 août 2018, au titre de la convention habitat à caractère multisites. L'EPF PACA travaille actuellement sur d'autres acquisitions potentielles afin de disposer d'une première entité foncière contiguë.

Aujourd'hui compte tenu de l'avancée des réflexions, le projet de la commune de Venelles et de la Métropole est de poursuivre le travail avec l'Établissement Public Foncier à travers une convention spécifique adaptée à ce périmètre stratégique.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2024. La garantie de rachat à la charge de la Métropole est fixée dans la présente convention à 6 millions d'euros.

Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'une opération de requalification et densification en centre-ville de Venelles.
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion réalisation sur le site Venelles Centre-Ville conclue avec l'Établissement Public Foncier PACA et la commune de Venelles ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-7379/19/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA et la commune de Pertuis - Secteur Extension de la ZAE MET 19/13055/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Pertuis occupe une place stratégique dans l'armature urbaine du Val de Durance, avec un rôle prépondérant dans l'accueil d'activités économiques. Elle est d'ailleurs identifiée dans le schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix comme un espace de développement prioritaire, caractérisé par la présence simultanée de pôles d'emplois majeurs, de zones résidentielles importantes et d'infrastructures de déplacement structurantes.

Face à la nécessité de poursuivre le développement économique local, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en collaboration avec la commune de Pertuis, a initié en mars 2013 un projet d'extension de la zone d'activités existante. En effet, le potentiel foncier situé de part et d'autre de la zone d'activités représente une opportunité de répondre aux besoins des entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive, notamment en lien avec les énergies renouvelables et avec le projet Iter.

Ainsi, au regard des enjeux importants de développement économique du Territoire, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'Établissement Public Foncier PACA afin de mettre en œuvre une politique de veille et d'anticipation foncières. Ainsi, en mars 2014, les trois acteurs ont signé une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités, sur un périmètre d'environ 100 hectares, avec un engagement financier s'élevant à 6 millions d'euros. Concomitamment, une zone d'aménagement différé a été créée le 16 juillet 2014 afin de maîtriser le plus en amont possible le prix du foncier.

Néanmoins, il est apparu nécessaire de compléter ces outils de veille et maîtrise foncières par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique. Ainsi, le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique par l'EPF PACA sur un périmètre de 86,5 hectares a été approuvé par délibérations du 17 décembre 2015 et du 15 février 2018. Le dossier de déclaration d'utilité publique a été approuvé par délibération du Bureau métropolitain du 20 juin 2019.

Les modalités de mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique nécessitent de substituer une nouvelle convention d'intervention foncière à l'ancienne en l'adaptant au nouveau contexte.

Ainsi, il est proposé l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière en phase réalisation

sur un périmètre 86,5 hectares. La garantie de rachat est fixée à 15 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site, en considération de la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010_A188 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative au soutien à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013_A264 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2013_A263 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix, la Commune de Pertuis et l'EPF PACA relative à la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2015_A333 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une déclaration d'utilité publique pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La délibération n°URB 032-3590/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 approuvant le périmètre de la déclaration d'utilité publique réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°URB 007-6112/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la procédure de la déclaration d'utilité publique pour constitution d'une réserve foncière menée par l'EPF PACA dans le cadre de l'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune de Pertuis et la Communauté du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet d'intérêt métropolitain d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune de Pertuis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-7380/19/BM

**■ Instauration du Droit de Prémption Urbain par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence
MET 19/13361/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à

l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire, dont la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, antérieurement compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par application combinée des dispositions de l'article L 5217-2 (I 2^a) et de l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente depuis sa création en matière de PLU sur le Territoire Marseille-Provence, dont le Territoire de la ville de Marseille.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « *d'instaurer et définir le périmètre de droit de prémption et droits de préemptions renforcés,* ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L.5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur le territoire Marseille-Provence nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de

Préemption Urbain.

Il s'agit :

- D'instaurer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U), à urbaniser (AU) et les zones urbaines spéciales (US) au Plan local d'urbanisme intercommunal en vigueur et ce sur les 18 communes qui composent le territoire Marseille Provence.

Les délégations susceptibles d'intervenir seront définies dans une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de

Préemption Urbain sur le Territoire Marseille Provence.

- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur le territoire Marseille-Provence nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain sur ledit territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur l'ensemble des zones U, AU et les zones urbaines spéciales (US) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire des communes suivantes :

- Allauch
- Carry le Rouet
- Cassis
- Ceyreste
- Châteauneuf les Martigues
- Gémenos
- Gignac-la-Nerthe
- La Ciotat
- Le Rove
- Marignane
- Plan de Cuques
- Roquefort-la-Bédoule
- Saint-Victoret
- Sausset-les-Pins
- Septèmes-les-Vallons
- Marseille

Article 2:

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones définies ci-dessous :

- Carnoux en Provence : le Droit de Préemption Urbain s'exerce seulement sur la zone dite UEC1.
- Ensues-la-Redonne : le Droit de Préemption Urbain s'exerce sur la totalité des zones U et AU du territoire de la commune à l'exception du secteur Chantegrive.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-7381/19/BM

**■ Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille
MET 19/13363/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement

est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1^{er} janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire, dont la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, antérieurement compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par application combinée des dispositions de l'article L 5217-2 (I 2^a) et de l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente depuis sa création en matière de PLU sur le Territoire Marseille-Provence, dont le Territoire de la ville de Marseille.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « d'instaurer et définir le périmètre de Droit de Prémption et Droits de Préemptions Renforcés, ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I, du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence.

L'adoption d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme intercommunal nécessite l'instauration de nouveaux périmètres de Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire Marseille Provence à l'exception de la ville de Marseille.

Le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations

d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cependant, l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Prémption Urbain, notamment :

- l'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- la cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Prémption Urbain Renforcé, en incluant dans le champ d'application du Droit de Prémption Urbain, les biens ci-dessus visés qui en sont normalement exclus, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières,
- mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière,
- restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Prémption.

Il s'agit donc :

- D'instaurer un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur des périmètres définis suite à l'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire de Marseille Provence, à l'exception de la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en Conseil Métropolitain de décembre 2019 nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire Marseille Provence (à l'exception de la ville de Marseille).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain renforcé (DPUR) sur l'ensemble des périmètres définis.

Article 2 :

La liste des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé est la suivante :

- Ceyreste : Centre-ville (plan n° 40 ci-annexé).
- Cassis : Commune dans sa totalité (plan n° 50 ci-annexé).
- Carnoux : ZAC Galerie du Parc (plan n° 60 ci-annexé).
- Roquefort-la Bédoule : zone AU2 des Fourniers (plan n° 70 ci-annexé).
- Gémenos : zones UB-UC-UD1 (plan n° 80 ci-annexé).
- Septèmes-les-Vallons : zones UC-UD-UB (plan n° 90 ci-annexé).
- Marignane : OPAH ET ZPPAUP - Parc Saint Georges et Saint Louis (plan n° 100 ci-annexé).
- La Ciotat : centre ancien (plan n° 110 ci-annexé).
- Saint-Victoret : Zone UX – UA – UD – UE et leurs sous-secteurs (plan n° 120 ci-annexé).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-7382/19/BM

**■ Instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la ville de Marseille
MET 19/13364/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire, dont la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, antérieurement compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par application combinée des dispositions de l'article L 5217-2 (I 2^oa) et de l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente depuis sa création en matière de PLU sur le Territoire Marseille-Provence, dont le Territoire de la ville de Marseille.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé des délégations de ses compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire et « *d'instaurer et définir le périmètre de Droit de préemption et Droits de Préemptions Renforcés,* ».

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal nécessite l'instauration de nouveaux périmètres de Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la ville de Marseille.

Le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cependant, l'article L. 211-4 du Code de l'Urbanisme énumère les mutations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption Urbain, notamment :

- l'aliénation de lots constitués par un local d'habitation, professionnel ou mixte, compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété depuis plus de 10 ans,
- la cession de parts ou d'actions de sociétés donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte assortis de locaux accessoires,
- l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant 10 ans à compter de son achèvement.

L'instauration du Droit de Préemption Urbain Renforcé, en incluant dans le champ d'application du Droit de Préemption Urbain, les biens ci-dessus visés qui en sont normalement exclus, permettra de poursuivre plusieurs objectifs sur des secteurs à fort enjeu de recomposition urbaine, de revitalisation et renouveau urbain, conformément à ce qui est préconisé dans la Loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique :

- Apporter une connaissance élargie du marché des mutations immobilières ;
- Mettre à disposition de la collectivité un outil plus complet de la maîtrise foncière ;
- Restreindre les aliénations qui échappent au champ d'application du Droit de Préemption ;
- Lutte de l'habitat indigne et insalubre notamment avec la création des PPA. Il importe en effet de noter que la mise en œuvre du Droit de préemption dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne nécessite d'être en mesure de préempter aussi bien des lots de copropriété que des parts de sociétés immobilières détenant de tels biens, rendant nécessaire le recours au Droit de Préemption Urbain Renforcé.

Il s'agit donc :

- D'instaurer un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur des périmètres définis par la présente délibération suite à l'adoption du Plan local d'Urbanisme intercommunal et ce pour le territoire de la ville de Marseille.

Les délégations globales des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé seront définies par une délibération distincte du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal en Conseil métropolitain de décembre 2019 nécessite l'institution du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur la ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur l'ensemble des périmètres définis à l'article 2 sur le territoire de la ville de Marseille.

Article 2 :

La liste des périmètres du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) est la suivante :

- La Savine (anciennement dénommé "Quartier de la Savine") - 15ème arrondissement (plan 01 ci-annexé) ;
- Centre commercial les Cèdres (anciennement dénommé "Le Centre Commercial Les Cèdres", parcelle cadastrée "Malpassé" - Section L 35) - 13ème arrondissement (plan 03 ci-annexé) ;
- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles - 2ème et 3ème arrondissements (plan 05 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8ème arrondissement (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette (anciennement dénommée "Convention publique d'aménagement de la Capelette") - 9ème et 10ème arrondissements (plan 09 ci-annexé) ;
- Parc Kallisté (anciennement dénommé "Opération d'aménagement Parc Kallisté") - 15ème arrondissement (plan 10 ci-annexé) ;
- Résidence Le Mail (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Mail") - 14ème arrondissement (plan 14 ci-annexé) ;
- Le bâtiment G de la Résidence Le Mail - 14ème arrondissement (plan 15 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Rosiers (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Groupe d'Habitations Les Rosiers") - 14ème arrondissement (plan 18 ci-annexé) ;
- Saint Mauront - 3ème arrondissement (plan 04 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement (plan 06 ci-annexé) ;
- Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements (plan 07 ci-annexé) ;
- Copropriété La Granière - 15ème arrondissement (plan 11 ci-annexé) ;
- Copropriété La Maurelette - 15ème arrondissement (plan 12 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Gardians - 14ème arrondissement (plan 13 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc de la Rose - 13ème arrondissement (plan 16 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc Corot - 13ème arrondissement (plan 17 ci-annexé) ;
- Copropriété Est Marseillais - 10ème arrondissement (plan 02 ci-annexé) ;
- Le périmètre De Besson Giraudy - 14ème arrondissement (plan 24 ci-annexé) .

L'ensemble des périmètres de DPUR est récolé sur le plan de repérage 00 ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-7383/19/BM

■ Instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de La Penne-sur-Huveaune MET 19/13517/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'article L.211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU) ».

Par délibération du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de La Penne-sur-Huveaune.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le DPU peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de La Penne-sur-Huveaune, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Penne-sur-Huveaune a été approuvé le 24 octobre 2019.
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du droit de préemption Urbain sur la Commune de La Penne-sur-Huveaune.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption Urbain sur la commune de La Penne-sur-Huveaune.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Penne-sur-Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-7384/19/BM

■ Instauration du périmètre de droit de préemption urbain sur la commune de Fos-sur-Mer

MET 19/13671/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), il est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole approuve le PLU de la commune de Fos-sur-Mer.

Ce nouveau document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de droit de préemption urbain sur la commune.

Conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser du PLU en vigueur sur la commune de Fos-sur-Mer, identifiées dans le document cartographié annexé à la présente délibération, afin de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et L. 211-1 et suivants, R. 211-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d’Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'approbation du PLU de la commune de Fos-sur-Mer par délibération du Conseil de la Métropole de ce jour ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption urbain ;
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration du droit de préemption urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser du PLU en vigueur de la commune de Fos-sur-Mer identifiées dans le document cartographié annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est précisé que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage

et d'une insertion suivant les modalités définies ci-après :

- affichage de la présente délibération pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Mairie de la commune de Fos-sur-Mer,
- insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 :

Est indiqué que la présente délibération et le plan annexé seront transmis sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-7385/19/BM

**■ Evolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence
MET 19/13011/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme. Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1^{er} janvier 2018, jusqu'à cette date elle était exercée par la commune.

La commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°2015-349 en date du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures

d'évolutions dont la révision allégée n°1 du 18 octobre 2018 et la révision allégée n°2 en date du 24 octobre 2019.

Suite à l'approbation de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), la commune a actualisé son droit de préemption urbain et son droit de préemption urbain renforcé, par délibération n° 2015-350 du 23 juillet 2015.

Ainsi le Droit de préemption urbain couvre l'ensemble des zones U et AU du PLU tel qu'approuvé en juillet 2015, un Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) couvre le centre-ville (incluant notamment le périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur et une partie de la première couronne urbaine) mais également le quartier entre le boulevard de la République, l'avenue des Belges et l'avenue de l'Europe (Ancienne ZAC Sextius-Mirabeau-Europe et ZAC Sextius-Mirabeau notamment) ainsi que les copropriétés des Facultés et du Ligourès.

Suite à l'approbation d'une convention de réhabilitation de l'agglomération aixoise, le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) a été étendu par délibération 2016-428 du 23 septembre 2016 afin d'y incorporer l'ensemble du périmètre d'intervention prioritaire en centre-ville.

Cette délibération a consisté à rajouter des parcelles dans le périmètre DPUR sans en soustraire.

De ce fait, certains quartiers de la première couronne sont encore en secteur de DPUR sans appartenir au périmètre du secteur sauvegardé ou au périmètre d'intervention prioritaire sur lesquels la commune souhaite prioriser son action. Il s'agit principalement des quartiers au sud du boulevard de la République et quelques parcelles au nord-ouest du boulevard Jean Jaurès.

Aujourd'hui, il convient de mettre à jour les périmètres du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé pour une meilleure cohérence.

Suite aux deux révisions allégées, qui ont fait évoluer de manière marginale les périmètres des zones U et AU, certaines parcelles sont soit intégrées soit supprimées du droit de préemption urbain.

Ainsi suite à la révision allégée n°1, deux parcelles sont en partie incorporées au périmètre du droit de préemption urbain suite à leur reclassement de zone agricole en zone urbaine (quartier La Duranne basse et Puyricard).

Une partie du secteur de la Constance basculant en zone Naturelle suite à la révision allégée n°2, le droit de préemption urbain n'a plus vocation à être appliqué sur les parcelles concernées.

Par ailleurs, le PLU de la commune ayant fait l'objet d'une annulation partielle sur la zone UI du hameau de la Méridole par jugement du Tribunal Administratif du 20 juillet 2017, les parcelles concernées sont dorénavant soumises au régime du Règlement

National d'Urbanisme depuis le 20 juillet 2019 sur la base de la loi ELAN. Le droit de préemption urbain ne s'applique donc plus sur les parcelles concernées.

La limite entre le droit de préemption urbain simple et le droit de préemption urbain renforcé nécessite également certaines évolutions demandées par la commune par courrier du 29 août 2019.

Les périmètres de droit de préemption urbain renforcé basés sur les périmètres opérationnels de zones d'Aménagement concerté supprimées (Sextius-Mirabeau-Europe) ou en voie de suppression (Sextius-Mirabeau dont la concession est arrivée à terme au 31 décembre 2018) n'ont pas vocation à être maintenus. En effet, le maintien d'un tel droit n'a plus sa pertinence sur des quartiers récents où les interventions d'aménagement sont achevées. Le retour au régime de droit de préemption urbain simple permettra de supprimer le traitement de déclarations d'intention d'aliéner pour des copropriétés qui ont toutes plus de 10 ans.

Par ailleurs, la commune mène depuis plusieurs années une politique de revitalisation et réhabilitation de son centre ancien qui s'est dans un deuxième temps étendue au centre des villages de Puyricard, des Milles et de Luynes.

Pour mettre en œuvre cette politique, une concession d'aménagement dite de réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise a été adoptée par délibération n° 2015-611 de la commune du 15 décembre 2015.

A ce jour, seul le centre-ville d'Aix-en-Provence est couvert par un droit de préemption renforcé qui permet notamment de pouvoir préempter les lots de copropriétés de plus de 10 ans.

En effet, l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme exclut du droit de préemption urbain les cas suivants :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;
- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée.

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets de réhabilitation, il importe que toutes les transactions

intervenant dans ces périmètres complexes soient connues afin de permettre la mobilisation des biens nécessaires à la mise en œuvre de la politique de l'habitat, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine et la réalisation d'équipements collectifs nécessaires aux besoins de la population.

En effet les centres anciens sont caractérisés par une multiplicité de copropriétés. Des opérations consistant en la rénovation d'immeubles puis leur vente par lot commencent à se multiplier.

De ce fait, il convient de confirmer le droit de préemption urbain renforcé en centre-ville sur les périmètres du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur et du secteur d'intervention de réhabilitation prioritaire souhaité par la commune, mais également de créer des périmètres de droit de préemption urbain renforcé sur les périmètres des centres anciens des villages.

Il est précisé que les périmètres de droit de préemption urbain renforcé sur les copropriétés des Facultés et du Ligourès sont maintenus.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015-349 du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;
- La délibération de la Métropole n°URB 007-4625/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision allégée n°1 ;
- La délibération de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la révision allégée n°2 ;
- La délibération n°2015-350 du 23 juillet 2015 de la commune d'Aix-en-Provence, actualisant les droits de préemption urbain sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015-611 du 15 décembre 2015 de la commune d'Aix-en-Provence adoptant le projet de concession d'aménagement dit de « Réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise ;

- La délibération n°2016-428 du 23 septembre 2016 de la commune d'Aix-en-Provence, modifiant le périmètre du droit de préemption renforcé ;
- L'arrêté préfectoral du 27 juin 2012 portant approbation du Plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Aix-en-Provence ;
- Le courrier de sollicitation de la commune d'Aix-en-Provence du 29 août 2019 sur l'application du droit de préemption urbain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour faire évoluer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur la commune d'Aix-en-Provence.
- La nécessité de disposer de périmètres à jour en cohérence avec les projets menés sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'actualisation du droit de préemption urbain de la commune d'Aix-en-Provence sur l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser tel que défini dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en vigueur suite à l'approbation des révisions allégées n°1 et n°2.

Article 2 :

Est approuvée la mise à jour du périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) comme défini dans les plans annexés au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-7386/19/BM

**■ Instauration d'un périmètre d'étude sur les
Jalassières à Eguilles
MET 19/13321/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La zone d'activités d'Eguilles, forte de ses 230 entreprises, est une zone très attractive. En effet avec un taux de croissance annuel moyen de 5,5 % sur les 5 dernières années (+ 500 emplois en 5 ans), elle a le taux de croissance le plus élevé du bassin d'emploi (hors ZAE aixoises). Elle connaît néanmoins des difficultés en termes de trafic, de stationnement, de réseaux et d'organisation interne. Il convient de réfléchir sur l'aménagement global du secteur, sur les connexions à mettre en place avec les quartiers la jouxtant, et accompagner les secteurs en mutation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune et les services de l'Etat engagent une réflexion conjointe sur le secteur des Jalassières avec l'appui de l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix et l'EPF.

L'instauration d'un périmètre d'étude permettrait de maîtriser l'utilisation du droit des sols dans le secteur concerné par le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 007-1225/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole, L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières d'une superficie de 72 hectares environ ;
- La délibération n° 035-2017 du 21 mars 2017 du Conseil municipal de la commune d'Eguilles approuvant son Plan local d'Urbanisme ;
- La délibération n°098/2017 du Conseil Municipal d'Eguilles du 14 décembre 2017 instaurant le droit de préemption urbain notamment sur le secteur des Jalassières ;
- La délibération n°FAG 129-3148/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Eguilles transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2018_CT2_515 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 Novembre 2018 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le secteur des Jalassières ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il peut être sursis à statuer sur la demande de permis ou, en cas d'opposition ou de prescriptions, sur la déclaration préalable lorsque des travaux, des

constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été prise en considération par l'autorité compétente et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Délibère

Article 1 :

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de réaménagement du secteur des Jalassières à Eguilles.

Article 2 :

Le périmètre d'étude ayant pour objet le projet de réaménagement du secteur des Jalassières à Eguilles est délimité sur le document joint à la présente délibération.

Article 3 :

La décision de prise en considération de la mise à l'étude sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Eguilles. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toute mesure pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-7387/19/BM

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour création d'un giratoire d'accès à la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis

MET 19/12835/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet d'aménagement de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet lter depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une

intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de convention pour la constitution de réserves foncières. Ce secteur est identifié comme stratégique pour le développement de l'habitat. Son urbanisation sera phasée dans le temps avec une première ZAC qui porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain de 2 ha, des espaces publics et des commerces et services de proximité.

Par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a validé le principe du recours à la concession d'aménagement et a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement. La procédure est en cours et l'aménageur devrait démarrer ses études dans le courant de l'année 2020.

Ce projet d'aménagement s'intégrera pleinement dans son environnement. A ce titre, la Commune de Pertuis conduit actuellement un programme de requalification d'une partie de ses voiries, incluant le boulevard Jean Guigues, qui borde la ZAC du Jas de Beaumont au Sud.

La ZAC du Jas de Beaumont s'inscrit dans le cadre plus global du développement du quartier du Jas de Beaumont. Ce dernier nécessite, afin de garantir un fonctionnement fluide et sécurisé à long terme, la création d'un giratoire qui servira d'accès principal à la ZAC sur le boulevard Jean Guigues. Afin de garantir une homogénéité dans le traitement des espaces, mais aussi pour éviter les interactions entre les opérations, éviter d'intervenir ultérieurement sur des aménagements neufs et ne pas modifier en profondeur le projet de la Commune, il a été convenu que le giratoire d'accès à la ZAC serait réalisé par la Commune de Pertuis dans le cadre de son opération globale, par le biais d'une convention spécifique.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtira la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO), fondée sur les dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage de l'opération et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci.

Le montant estimé des travaux s'élève à 730 000€HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique et notamment son article L2422-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 031-1111/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 décidant la création de la ZAC du Jas de Beaumont ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Pertuis du 24 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, à conclure avec la Commune de Pertuis portant sur l'opération de création d'un giratoire d'accès à la Zone d'Aménagement Concertée du Jas de Beaumont sur le boulevard Jean Guigues ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en dépense d'investissement : opération budgétaire 4581162612 nature 204182, fonction 61, autorisation de programme DI6124AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-7388/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour le projet de l'EcoQuartier Ballon à Meyreuil avec la Commune et Monsieur Carbonnel
MET 19/12832/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du

1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenariat en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Ce PUP, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois conventions. Elles concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2 3 et 5. La deuxième phase du PUP a démarré sur les îlots 4, 6 et 7, avec une première convention signée pour la construction de 178 logements.

Aujourd'hui, le propriétaire de la partie nord de l'îlot 7, Monsieur Carbonnel, souhaite développer un projet de 8 villas individuelles pour une surface de plancher totale de 800 m² (100 m² par villa)

Conformément au plan de financement du PUP, la participation de l'opérateur s'élève à 200 000 € et sera versée directement à la commune de Meyreuil.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 001-3517/18/BM du Bureau de Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention PUP ci-jointe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et Monsieur Carbonnel pour la mise en œuvre de son programme sur la partie nord de l'îlot 7 de l'Ecoquartier Ballon, ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-7389/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour le projet Quartier Ferrini à Aix-en-Provence avec la Commune et Kaufman and Broad Méditerranée MET 19/12838/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le PLU de la Commune d'Aix-en-Provence, approuvé le 23 juillet 2015, a notamment pour objectif de limiter l'étalement urbain en privilégiant la mutation du tissu urbain existant, tout en diversifiant l'offre de logement pour répondre au besoin de mixité et ainsi relâcher la tension sur le marché du logement. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité du territoire impliquent des difficultés de logements pour les actifs notamment, auxquelles il convient d'apporter les réponses appropriées.

Par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone en partie UD et en partie UM, dit « PUP QUARTIER FERRINI », sur une surface d'environ 1,76 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et les flux de véhicules le long de l'avenue Ferrini. Ils permettront donc aux futurs habitants des opérations projetées de bénéficier de bonnes conditions d'accès aux commerces et services situés à proximité immédiate.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 500 000 euros HT sur

l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 54 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 350 000€. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, deux programmes immobiliers représentant en totalité 118 logements dont 36 logements sociaux ont été élaborés. Ces projets développeront une surface de plancher prévisionnelle d'environ 8 300m² de surface de plancher.

Kaufman and Broad Méditerranée entend développer un programme d'environ 28 logements, soit environ 1 975 m² de surface de plancher, sans logements sociaux.

Ainsi, la participation totale de l'opérateur est de 370 000 euros . Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale développée dans le périmètre du PUP et de la typologie de logements.

La participation totale de l'opérateur est de l'ordre de 187€/m² de surface de plancher.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont sous maîtrise d'ouvrage de la Commune. Les études ont été conduites durant l'année 2019, et les travaux relevant de la première phase doivent être livrés dans le courant de l'année 2020. La convention de PUP prévoit donc que les participations seront directement perçues par la Commune.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune d'Aix-en-Provence et Kaufman and Broad Méditerranée, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, pour la mise en œuvre du projet « Quartier Ferrini » sur la commune d'Aix-en-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-7390/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour le projet Quartier Ferrini à Aix-en-Provence avec la Commune, Bouygues Immobilier et Quartus
MET 19/12839/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le PLU de la Commune d'Aix-en-Provence, approuvé le 23 juillet 2015, a notamment pour objectif de limiter l'étalement urbain en privilégiant la mutation du tissu urbain existant, tout en diversifiant l'offre de logement pour répondre au besoin de mixité et ainsi relâcher la tension sur le marché du logement. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité du territoire impliquent des difficultés de logements pour les actifs notamment, auxquelles il convient d'apporter les réponses appropriées.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone en partie UD et en partie UM, dit « PUP QUARTIER FERRINI », sur une surface d'environ 1,76 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et les flux de véhicules le long de l'avenue Ferrini. Ils permettront donc aux futurs habitants des opérations projetées de bénéficier de bonnes conditions d'accès aux commerces et services situés à proximité immédiate.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 500 000 € HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 54 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 350 000€. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, deux programmes immobiliers représentant en totalité 118 logements

dont 36 logements sociaux ont été élaborés. Ces projets développeront une surface de plancher prévisionnelle d'environ 8 300m² de surface de plancher.

Bouygues Immobilier et Quartus entendent développer un programme d'environ 90 logements dont 36 logements sociaux, soit environ 6 300 m² de surface de plancher.

Ainsi, la participation totale des opérateurs est de 980 000€. Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale développée dans le périmètre du PUP et de la typologie de logements.

La participation totale des opérateurs est de l'ordre de 155€/m² de surface de plancher.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci-annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont sous maîtrise d'ouvrage de la Commune. Les études ont été conduites durant l'année 2019, et les travaux relevant de la première phase doivent être livrés dans le courant de l'année 2020. La convention de PUP prévoit donc que les participations seront directement perçues par la Commune.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-578/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par les opérateurs répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune d'Aix-en-Provence, Bouygues Immobilier et Quartus, ou toute personne physique ou morale que ces derniers se réservent de désigner, pour la mise en œuvre du projet « QUARTIER FERRINI » sur la commune d'Aix-en-Provence ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la

Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-7391/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SAS Nothen pour l'opération d'aménagement de Coudourousse à Meyrargues MET 19/12846/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Meyrargues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 5 juillet 2017. Parmi les différents secteurs de développement de l'urbanisation définis dans ce document figure la zone 1AUE-c sur le secteur de Coudourousse, située au Nord-Est de la commune et en bordure de la RD 96. Le règlement du PLU définit la zone 1AUE-c comme une zone à Urbaniser à dominante d'activités économique, à caractère de commerce, artisanat et activités de services, insuffisamment équipée, dont l'urbanisation pourra se réaliser, soit par une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements.

La zone 1AUE-c fait par ailleurs l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP « secteur de la Coudourousse et de la gare ») indiquant les grands principes d'aménagement du secteur.

Ce site, aujourd'hui peu valorisé, présente un potentiel de développement le long de l'axe RD 96n avec notamment le projet de réalisation d'un pôle d'échange autour de la gare SNCF existante. Ainsi, un programme de travaux a été validé en Pays d'Aix, visant à restructurer et redimensionner les espaces publics et créer un pôle d'échanges. Par ailleurs, ce site constitue une zone d'activités économiques métropolitaine, la Métropole est donc le maître d'ouvrage des travaux qui seront réalisés dans le périmètre de la ZAE.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une partie de la zone 1AUE-c, dit « Coudourousse » sur une surface d'environ 4,6 hectares, afin de faire participer les opérateurs au financement infrastructures nécessaires à la requalification de la zone.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 1 651 000 euros HT sur l'ensemble du périmètre de PUP. En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité, soit une participation moyenne d'environ 80% à la charge des opérateurs

sur le montant total des travaux et 20 % à la charge de la Métropole. En fonction de la SDP potentielle du secteur, la participation des opérateurs sera de 61 €/m² de surface de plancher.

Les tableaux présentant le programme des équipements publics, les maîtrises d'ouvrage, leur répartition financière sont joints à la convention de PUP ci-annexée.

Un opérateur économique, la SAS Nothen, a présenté un projet commercial visant à réhabiliter les anciens entrepôts et hangars présents sur le site et à réaliser de nouvelles constructions sur des parcelles libres d'occupation. La surface de plancher développée par cet opérateur est de 10 176 m².

La participation totale de l'opérateur s'élève donc à 626 000 euros, répartie de la manière suivante :

- participation en nature de 66.000 euros HT, avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation de la voirie et des réseaux.
- participation en numéraire de 560 000 € HT.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Seul maître d'ouvrage de l'opération, la totalité des participations lui sera versée directement.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation. Conformément au plan de financement, la participation pour la réalisation des réseaux d'eaux usées et eau potable sera versée au budget annexe de l'Eau et l'Assainissement.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

En application de l'article L.332-6 du Code de l'Urbanisme et du principe de non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà le renforcement des réseaux d'eaux usées.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 12 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune.
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole et la SAS Nothen, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner pour la mise en œuvre du projet «Coudourousse» sur la commune de Meyrargues ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-7392/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour l'opération "Parc d'activité Camp de Sarlier" à Aubagne avec Sarlier Aménagement - opération les Ateliers du Fauge
MET 19/13874/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent comme l'ensemble du territoire métropolitain un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone AUE, passée en zonage UEs2 avec la modification n°3 du PLU représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, productique et village d'entreprises, car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activités Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA

qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités. Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activités durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifiée en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune, approuvé en novembre 2016.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la

compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune...

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 136 000 euros HT et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts »	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00
Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à

la viabilisation du parc d'activités et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

répartition des coûts métropole / opérateurs	montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	montant opérateurs HT	% Métropole	montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

Ainsi le montant de la participation s'élève à 59,33 €/m² HT arrondi à 60€/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Ainsi en qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Sarlier Aménagement entend développer sur les terrains dont il est propriétaire environ 4 700 m² de surface de plancher dédiés à de l'artisanat conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur.

L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 6 221 m². Sur ce foncier, 1274 m² correspondent aux emprises destinées à recevoir des équipements publics liés à l'aménagement de la zone.

La surface du projet hors emprise foncière destinée à des équipements publics est de 4947 m². Le montant global de la participation s'élève donc à 296 820 euros HT.

Sarlier Aménagement maîtrise 1274 m² de foncier nécessaire à la réalisation du programme des équipements publics. Ce foncier sera apporté en nature et valorisé après évaluation par les services des domaines, cette valorisation viendra en déduction de sa participation en numéraire.

Ainsi, Sarlier Aménagement pour l'opération « les Ateliers du Fauge »:

- Versera en numéraire, une participation de 296 820 euros HT

En qualité de maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse ou à la hausse), par avenant, sur la base du cout définitif du programme des équipements publics.

Il sera appliqué dès le 1/01/2020 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1^{er} janvier des années suivantes sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du code de l'urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole en date du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics
- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, et Sarlier Aménagement pour la mise en œuvre du projet « Les Ateliers du Fauge » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune de Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à

compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 4 :

Les recettes perçues au titre de la convention de PUP seront constatées au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-7393/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial pour l'opération "Parc d'activité Camp de Sarlier" à Aubagne avec Sarlier Aménagement - "le Silo du Fauge"

MET 19/13875/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent comme l'ensemble du territoire métropolitain un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone AUE, passée en zonage UEs2 avec la modification n°3 du PLU représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, productive et village d'entreprises, car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par

les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activités Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activités durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifiée en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune, approuvé en novembre 2016.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la

convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune...

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.

- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans..

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 136 000 euros HT et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts"	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00
Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à

la viabilisation du parc d'activités et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

répartition des coûts métropole / opérateurs	montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	montant opérateurs HT	% Métropole	montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Ainsi le montant de la participation s'élève à 59,33 €/m² HT arrondi à 60€/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

Ainsi en qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Sarlier Aménagement entend développer sur les terrains dont il est propriétaire environ 4 500 m² de surface de plancher dédiés à de l'artisanat conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur.

L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 5439 m². Sur ce foncier, 901 m² correspondent aux emprises destinées à recevoir des équipements publics liés à l'aménagement de la zone.

La surface du projet hors emprise foncière destinée à des équipements publics est de 4538 m². Le montant global de la participation s'élève donc à de 272 280 euros HT.

Sarlier Aménagement maîtrise 901 m² de foncier nécessaire à la réalisation du programme des équipements publics. Ce foncier sera apporté en nature et valorisé après évaluation par les services des domaines, cette valorisation viendra en déduction de sa participation en numéraire.

Ainsi, Sarlier Aménagement pour l'opération « le Silo du Fauge » :

- versera une participation à la Métropole de 272 280 euros HT.

En qualité de maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse ou à la hausse), par avenant, sur la base du coût définitif du programme des équipements publics et de la valorisation de l'apport en foncier de SARLIER AMENAGEMENT.

Il sera appliqué dès le 1/01/2020 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1^{er} janvier des années suivantes sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire ;
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics ;
- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, et Sarlier Aménagement pour la mise en œuvre du projet « Le Silo du Fauge » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune de Aubagne, ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 4 :

Les recettes perçues au titre de la convention de PUP seront constatés au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-7394/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial entre l'opérateur Foncière GM et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération FGM 1 pour le "Parc d'activité de Camp de Sarlier" à Aubagne
MET 19/13867/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent comme l'ensemble du territoire métropolitain un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone AUE, passée en zonage UEs2 avec la modification n°3 du PLU, représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, productives et village d'entreprises, car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activité Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher, dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine).

La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activité. Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale, visant à développer un parc d'activité durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifiée en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune, approuvé en novembre 2016.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune...

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivant :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau

potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.

- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 136 000 euros HT et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts »	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00
Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à la viabilisation du parc d'activités et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

Ainsi la répartition du cout du programme des équipements publics entre les opérateurs et la Métropole est le suivant :

Répartition des couts métropole / opérateurs	Montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	Montant opérateurs HT	% Métropole	Montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
Aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 M².

Ainsi le montant de la participation s'élève à 59.33 €/m² HT arrondi à 60€/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

En qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Foncière GM entend développer sur les terrains dont il est propriétaire environ 7 100 m² de surface de plancher dédiés à de l'artisanat et tertiaire conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur.

L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 8 349 m². Sur ce foncier, 627 m² correspondent aux emprises destinées à recevoir des équipements publics liés à l'aménagement de la zone.

La surface du projet hors emprise foncière destinée à des équipements publics est de 7722 m². Le montant global de la participation s'élève donc à 463 320 euros HT.

Foncière GM maîtrise 627 m² de foncier nécessaire à la réalisation du programme des équipements publics. Ce foncier sera apporté en nature et valorisé après évaluation par les services des domaines, cette valorisation viendra en déduction de sa participation en numéraire.

Ainsi, FONCIERE GM pour l'opération « FGM 1 » versera une participation à la Métropole de 463 320 euros HT

En qualité de maître d'ouvrage, la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse ou à la hausse), par avenant, sur la base du cout définitif du programme des équipements publics et de la valorisation de l'apport en foncier de Foncière GM.

Il sera appliqué dès le 1^{er} janvier 2020 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1er janvier des années suivantes, sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire.
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, et Foncière GM pour la mise en œuvre du projet « FGM 1 » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune d'Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de Ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de Projet Urbain Partenarial.

Article 4 :

Les recettes perçues au titre de la convention de Projet Urbain Partenarial seront constatées au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-7395/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial entre l'opérateur Foncière GM et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération FGM 2 pour le "Parc d'activité Camp de Sarlier" à Aubagne MET 19/13871/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent comme l'ensemble du territoire métropolitain un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone AUE, passée en zonage UEs2 avec la modification n°3 du PLU représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, productique et village d'entreprises, car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'opération d'aménagement « Parc d'activité Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activité durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifiée en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune, approuvé en novembre 2016.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune...

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie

de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.

- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 136 000 euros HT et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts »	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00

Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à

la viabilisation du parc d'activité et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

Répartition des coûts métropole / opérateurs	Montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	Montant opérateurs HT	% Métropole	Montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
Aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 M².

Ainsi le montant de la participation s'élève à 59.33 €/m² HT arrondi à 60€/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

Ainsi en qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Foncière GM entend développer sur les terrains dont il est propriétaire environ 2 500 m² de surface de plancher dédiés à de l'activité productive conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur.

L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 8 319 m². Sur ce foncier, 1 800 m² correspondent aux emprises destinées à recevoir des équipements publics liés à l'aménagement de la zone.

La surface du projet hors emprise foncière destinée à des équipements publics est de 6 519 m². Le montant global de la participation s'élève donc à 391 140 euros HT.

Foncière GM maîtrise 1 800 m² de foncier nécessaire à la réalisation du programme des équipements publics. Ce foncier sera apporté en nature et valorisé après évaluation par le service des domaines, cette valorisation viendra en déduction de sa participation en numéraires.

Ainsi, Foncière GM pour l'opération « FGM 2 » versera en numéraire, une participation de 391 140 euros HT.

En qualité de maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse ou à la hausse), par avenant, sur la base du coût définitif du programme des équipements publics et de la valorisation de l'apport en foncier de Foncière GM.

Il sera appliqué dès le 1^{er} janvier 2020 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1^{er} janvier des années suivantes sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire.
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Métropole, et Foncière GM pour la mise en œuvre du projet « FGM 2 » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune de Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de Ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de Projet Urbain Partenarial.

Article 4 :

Les recettes perçues au titre de la convention de Projet Urbain Partenarial seront constatées au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-7396/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial entre l'opérateur Foncière GM et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération FGM 3 pour le "Parc d'activité Camp de Sarlier" à Aubagne
MET 19/13872/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent comme l'ensemble du territoire métropolitain un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune, est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone AUE, passée en zonage UEs2 avec la modification n°3 du PLU représente environ une vingtaine d'hectares, est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales tertiaires, productives et village d'entreprises, car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activité Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire » affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activité.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activité durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifiée en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune, approuvé en novembre 2016.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune...

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noues pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du cours d'eau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole par délibération URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 a instauré sur ce secteur un périmètre de PUP pour une durée de 15 ans.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 136 000 euros HT et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts »	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00
Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à la viabilisation du parc d'activité et 63% du coût des

aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

Répartition des coûts métropole / opérateurs	Montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	Montant opérateurs HT	% Métropole	Montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
Aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 M².

Ainsi le montant de la participation s'élève à 59.33 €/m² HT arrondi à 60€/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

Ainsi en qualité de Maître d'ouvrage la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Foncière GM entend développer sur les terrains dont il est propriétaire environ 1 800 m² de surface de plancher dédiés à de l'artisanat conformément aux dispositions du document d'urbanisme en vigueur. L'assiette foncière dont il est propriétaire est de 3 132 m². Sur ce foncier, 1241 m² correspondent aux emprises destinées à recevoir des équipements publics liés à l'aménagement de la zone.

La surface du projet hors emprise foncière destinée à des équipements publics est de 1891 m². Le montant global de la participation s'élève donc à 113 460 euros HT.

Foncière GM maîtrise 1241 m² de foncier nécessaire à la réalisation du programme des équipements publics. Ce foncier sera apporté en nature et valorisé après évaluation par les services des domaines, cette valorisation viendra en déduction de sa participation en numéraire.

Ainsi, Foncière GM pour l'opération « FGM 3 » versera en numéraire, une participation de 113 460 euros HT.

En qualité de maître d'ouvrage, la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics relevant de sa compétence.

Le montant de la participation numéraire pourra être revu (à la baisse ou à la hausse), par avenant, sur la base du coût définitif du programme des équipements publics et de la valorisation de l'apport en foncier de Foncière GM.

Il sera appliqué dès le 1^{er} janvier 2020 une réactualisation de cette participation sur la base de l'indice INSEE de la Construction (IC) en fonction du reste à devoir.

Cette réactualisation s'appliquera ensuite annuellement, à chaque 1^{er} janvier des années suivantes sur le restant dû par l'opérateur à la Métropole.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à chaque convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans. Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 07-7110/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre de PUP pour l'opération Camp de Sarlier à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement économique du territoire.
- Qu'il s'inscrit dans une opération d'ensemble nécessitant la réalisation de travaux d'équipements publics.
- Qu'un périmètre de Projet urbain Partenarial a été instauré sur le périmètre du projet du Parc d'Activité Camp de Sarlier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Projet urbain Partenarial entre la Métropole, et Foncière GM pour la

mise en œuvre du projet « FGM 3 » dans le parc d'activité de Camp de Sarlier sur la commune d'Aubagne ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage au siège de la Métropole et de l'Hôtel de Ville de la Commune d'Aubagne de la mention de la signature de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de Projet Urbain Partenarial.

Article 4 :

Les recettes perçues au titre de la convention de Projet Urbain Partenarial seront constatées au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-7398/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société RAZEL BEC Aménagement et création de voies et réseaux divers pour la viabilisation du Projet Urbain Partenarial - Montée des Gardanens à Plan-de-Cuques MET 19/13863/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) a passé en 2013 des conventions de PUP (Projet Urbain Partenarial) avec les constructeurs Bouygues Immobilier, SCI Plan de Cuques les Gardanens et SCI Méditerranée, en vue de définir les ouvrages publics nécessaires à la viabilisation de leurs programmes immobiliers et de fixer le montant de leurs participations financières au coût d'aménagement de ces ouvrages.

Au titre de ces conventions de PUP, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a conclu le marché de travaux n°15/076 avec le groupement RAZEL-BEC / MALLET pour l'aménagement des voies et réseaux divers nécessaires à la viabilisation du PUP Gardanens.

Ce marché de travaux portait sur l'aménagement des plateformes de voies publiques, la réalisation proprement dite de ces voies et la mise en œuvre de réseaux divers (pluvial, eaux usées, adduction eau potable, éclairage public).

Le montant du marché était de 1 651 741 euros HT.

Ce marché de travaux a été notifié le 7 Août 2015 et l'Ordre de Service n°1 a fixé la date de démarrage de la période de préparation au 1er septembre 2015 et un démarrage des travaux au 1^{er} octobre 2015.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 13 Octobre 2016.

Cet avenant a eu pour objet de modifier la décomposition du prix global et forfaitaire suite à des modifications de prestations demandées par la CUMPM. Le montant du marché a ainsi été porté à 1 800 224,84 euros HT, soit une augmentation de 148 483,84 euros HT.

Après prononciation de la réception des ouvrages ait été prononcée le 10 Novembre 2016, l'entreprise RAZEL-BEC a procédé à l'établissement de son projet de décompte final en y joignant un mémoire en réclamation demandant le règlement des frais qu'elle avait supporté du fait de la prolongation du chantier et des modifications des conditions d'exécution des travaux consécutives aux interventions non maîtrisées des constructeurs et des concessionnaires de réseaux dans l'emprise des plateformes des voies publiques.

La demande de règlement des frais, détaillée dans ce mémoire en réclamation de RAZEL-BEC s'élève à 392 112 euros HT.

Le mémoire en réclamation de RAZEL-BEC a été analysé par le cabinet TPFI, maître d'œuvre de la Métropole Aix-Marseille-Provence chargé du suivi de l'exécution des travaux prévus au marché de RAZEL-BEC, qui a proposé d'exclure les frais réputés inclus dans le montant du marché de travaux.

Ainsi, le montant de la compensation financière proposée par le cabinet TPFI s'élève à 216 664 euros HT, soit un écart de -175 448 euros (-45%) par rapport à l'indemnisation de 392 112 euros sollicitée par RAZEL-BEC.

L'entreprise RAZEL BEC titulaire du marché de travaux a accepté, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité par la voie du présent protocole transactionnel, pour un montant de 216 664 euros HT (259 996,80 euros TTC).

Le protocole transactionnel joint en annexe, soumis au Bureau de la Métropole pour approbation, permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 392 112 euros HT (470 534,4 euros TTC) à 216 664 euros HT (259 996,80 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° 15/076 relatif aux travaux de viabilisation du PUP Gardanens ;
- Le mémoire en réclamation présenté par l'entreprise RAZEL-BEC, concernant le marché susvisé ;
- L'analyse du mémoire en demande de rémunération établie par le maître d'œuvre de la Métropole le cabinet TPFI
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°15/076, et entraîne que la Société RAZEL-BEC renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société RAZEL-BEC, afin de régler les

sommes restant dues au titre du marché de travaux n°15/076.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 216 664 euros HT soit 259 996,80 euros TTC, au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2013 12 0000- Sous politique : C 140

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-7399/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Grand Luminy MET 19/13986/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Luminy Biotech II d'une surface de 3300 m² situé sur le Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy, consacré à l'accueil d'entreprises dédiées à la recherche et au développement d'activités relevant du domaine de la biotechnologie.

L'Association Grand Luminy (AGL) accompagne les porteurs de projets et les créateurs d'entreprises, via son incubateur et sa pépinière biotech. Avec ses partenaires, elle met son expérience et sa connaissance du territoire au service des projets de développement de l'attractivité du Parc Scientifique et Technologique de Marseille Luminy.

La Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole, et AGL ont conclu des baux pour lesquels AGL bénéficie de l'autorisation de sous-louer en vue d'accueillir les entreprises émergentes et les accompagner jusqu'à leur maturité.

Les baux conclus sont les suivants :

- Bail du 5 décembre 2008 et les avenants 1 (en date du 20 novembre 2009) et 2 (en date du 16 juillet 2014), autorisant l'occupation à titre onéreux des lots 100, 110, 121 à 128, au sein du bâtiment A ainsi que le lot 200 du

bâtiment B, représentant une superficie d'environ 1700 m². Le loyer annuel hors-tax et hors charges s'élève à 86 340 euros.

- Bail du 16 juillet 2014 autorisant l'occupation à titre onéreux des lots 202 et 203 au sein du bâtiment B, représentant une superficie d'environ 450 m². Le loyer annuel hors-tax et hors charges s'élève à 31 165 euros.
- Bail du 20 janvier 2016 autorisant l'occupation à titre onéreux du lot 3, constitué d'un ensemble de bureaux et laboratoires de type modulaires et démontables en R+1 et partie du R+2, pour une superficie d'environ 1500m². Le loyer annuel hors-tax et hors charges s'élève à 28 068 euros.

Dès 2015 et de manière récurrente et répétée en 2016, 2017, 2018 et 2019, AGL a procédé au signalement des dysfonctionnements suivant dans les locaux loués :

- Absence d'étanchéité du bâtiment et de portes de secours provoquant l'inondation des locaux, l'endommagement de matériels des sous-locataires et la disjonction fréquente des compteurs ;
- Des anomalies concernant le système de climatisation, de chauffage et le traitement de l'air. Le mandatement d'un expert a pu démontrer que la régulation de la climatisation était défectueuse du fait de l'emplacement incorrect des registres d'isolation des gaines ; des anomalies sur le régime des pressions et une pression sonore non conforme aux normes en vigueur.

AGL a mis en demeure la Métropole d'exécuter les travaux afin de respecter son obligation de délivrance et de procéder rapidement aux grosses réparations relatives au couvert, qui en tout état de cause, lui étaient contractuellement imputables.

En outre, AGL a contesté le montant de la reddition de charge et les appels de provision devenus sans cause faute de régularisation annuelle conformément au Code du commerce.

Dès lors, AGL a invoqué l'exception d'inexécution des obligations contractuelles de la Métropole pour suspendre le paiement de loyers et de charges.

L'examen de la situation comptable d'AGL établit une dette de 463 763,13 euros arrêtée au 30 septembre 2018, composée de loyers et de charges relatives aux exercices 2015, 2016 et 2017.

Or, conformément à la jurisprudence établie, en aucun cas le locataire ne peut décider seul de ne pas régler des loyers ou des charges car le paiement du loyer et des charges est l'une des contreparties principales du contrat de location. AGL a donc contrevenu aux dispositions de des baux qu'elle a signés avec la Métropole depuis 2008.

En outre, les dispositions de l'article R. 145-36 du Code du Commerce ne sont pas applicables aux contrats antérieurs au 3 novembre 2014. Ainsi, à l'exception du bail du 20 janvier 2016, la régularisation des charges, n'étant pas encadré par les baux, se prescrivait par 5 ans. Par conséquent, la contestation des provisions de charges sur l'ensemble des baux ne pouvait être accueillie.

Par ailleurs, la Métropole argue de de la diligence de son mandataire puis de ses gestionnaires ayant mandaté des interventions et résolu les divers dysfonctionnements.

En cet état, les parties soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend, se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie.

Les principales conditions du protocole ci-annexé sont les suivantes :

AGL renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole pour ses défauts d'exécution de ses obligations de bailleur, qu'il soit amiable ou contentieux, et s'engage à payer la somme de 327 262,52 euros TTC.

En contrepartie, la Métropole convient de fixer le montant des sommes dues par AGL à la Métropole au titre des loyers et provisions sur charges, comptes arrêtés au 30 septembre 2018 et au titre des redditions de charges des exercices 2015, 2016 et 2017 à hauteur de la somme de 327 262,52 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;
- Les baux et avenants signés entre AGL et la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les défaillances d'AGL liées à l'absence de paiement de la totalité de sa dette ;
- Les défaillances de la Métropole liées à un défaut de communication avec AGL et à l'absence de règlement de certains troubles de jouissance ;
- Que chacune des deux parties n'a pas respecté la totalité de ses obligations contractuelles et légales ;
- Que le projet de protocole transactionnel ci-joint permet à la Métropole, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, par lequel les parties s'engagent à renoncer à toutes poursuites au titre des défauts d'exécution de leurs obligations contractuelles.

En contrepartie, l'AGL réglera un solde effectivement de 327 262,62 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain Chapitre 75 – Nature 7588 – Fonction 020. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-7400/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Marseille Innovation MET 19/13987/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte en date du 25 octobre 2011, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné à bail à l'association MARSEILLE INNOVATION des locaux à usage de bureaux et d'atelier dans la pépinière de l'hôtel Technoptic du Technopôle de Château Gombert située 2 rue Marc Donadille, 13013 Marseille. La Métropole s'est substitué de plein droit à la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole dans la défense de ses intérêts.

Le bail a été conclu pour une durée de 9 ans renouvelable par tacite reconduction, ayant commencé à courir le 25 octobre 2011. Deux avenants ont été signé, le premier le 15 mars 2012 et le second, le 1^{er} août 2016.

Fin 2018, la Métropole a procédé à la régularisation des charges sur les années 2015 et 2016.

Face à l'augmentation conséquente des charges correspondant notamment au chauffage et à la climatisation, l'association MARSEILLE INNOVATION a refusé de s'acquitter de la somme de 57 142,02 euros sans néanmoins qu'une procédure judiciaire en vue d'une séquestration de la somme ne soit engagée. Elle a alors porté à la connaissance de la Métropole le cas de containers installés sans droit ni titre par une société tierce et branchés sur le compteur électrique du bâtiment.

Par constat d'huissier en date 3 juillet 2019, à la requête de la Métropole, a été constatée la présence d'un seul container qui n'était plus branché sur le système électrique du site. Un relevé du sous-compteur alors installé a pu être effectué par les services techniques de la Métropole en avril et mai 2019 afin d'estimer la surconsommation imputable à l'ancien locataire demeuré sur place de manière irrégulière et répartir les charges régularisables de manière équitable pour l'association MARSEILLE INNOVATION.

Par ailleurs, l'association MARSEILLE INNOVATION a dû s'acquitter de provision de charges sur 2018 et 2019 biaisée par la régularisation opérée en 2018. De même, la régularisation à venir des mêmes charges pour l'année 2017 sera également nécessairement erronée du fait de la surconsommation imputable à l'ancien locataire.

Pour l'ensemble de la période, les sommes indûes ont été estimées par les deux parties à 11 116,07 euros.

En cet état, les parties soucieuses de trouver une solution équitable, se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend.

Les principales conditions du protocole ci-annexé sont les suivantes :

L'association MARSEILLE INNOVATION renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole et s'engage à payer les sommes restant dues au titre des charges sur la période 2015-2016 soit la somme de 46 025,95 euros.

En contrepartie, la Métropole concède à l'association MARSEILLE INNOVATION un avoir de 11 116,07 euros correspondant aux sommes imputables à la consommation de la société tierce. Elle renonce par ailleurs à tout recours à l'encontre de l'association MARSEILLE INNOVATION pour le défaut de paiement des charges sur la période concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les relevés réalisés par le responsable division Energie de la Direction Maitrise d'œuvre et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole et les incertitudes associées à l'estimation des sommes dues par la société tierce ;
- Les défaillances de Marseille Innovation liées au non-paiement de sa dette suite à l'implantation de containers ;
- Les défaillances de la Métropole liées à l'absence de régularisation de l'implantation des containers ;

- Que le projet de protocole d'accord transactionnel permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé, conclu avec l'association Marseille Innovation, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires y afférents.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain Chapitre 75 – Nature 7588 – Fonction 020. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-7401/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Traxens MET 19/13988/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par convention du 26 mars 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a autorisé la société TRAXENS, SAS par action simplifiées au capital de 300 000 Euros, dont le siège social est 45 rue Frédéric Joliot Curie, Technopole de Château Gombert, 13882 Marseille cedex 13, immatriculée au RCS de Marseille sous le n°750 626 871, représentée par Monsieur FALLAH Michel en sa qualité de Président, à occuper temporairement des locaux (bureaux) dans l'hôtel Technoptic, Technopôle de Château Gombert – 2 rue Marc Donadille, 13013 Marseille.

La convention a été conclue pour une durée de 23 mois, ayant commencé à courir :

- Le 1^{er} mars 2015 pour les lots 213, 214, 215 et 206
- Le 1^{er} mai 2015 pour les lots 205 et 216
- Le 1^{er} septembre 2015 pour les lots 208 et 209.

En 2015, TRAXENS a sollicité auprès de la Métropole l'autorisation de faire poser deux containers consommant de l'électricité sur le bâtiment de l'hôtel Technoptic.

En application des dispositions de l'article 5-3 du bail signé le 2 avril 2015 entre la Métropole et TRAXENS, aucun aménagement immobilier ne peut être réalisé sans l'accord préalable et écrit de la Métropole.

Après de nombreux échanges, la Métropole a donné son accord de principe à TRAXENS pour la pose de ces deux containers sous réserve de la réalisation de plusieurs conditions cumulatives :

- La signature d'une autorisation d'occupation précaire ;
- L'installation d'un sous-compteur électrique sur les containers ;
- La refacturation des consommations électriques.

Si la société TRAXENS a bien fait poser un sous-compteur électrique sur l'un de ces containers, aucune autorisation d'occupation précaire n'a jamais été établie.

Elle a cependant procédé à la pose desdits containers sur le bâtiment de l'hôtel Technoptic en 2015.

La Métropole admet avoir toléré l'installation du premier container et que les différents échanges avec ses services ont pu faire naître un bail tacite sur la période de septembre 2015 à mai 2016.

Les installations et ce raccordement irréguliers ont pu être constatés par les services techniques de la Métropole en 2019. Par constat d'huissier en date 3 juillet 2019, à la requête de la Métropole, a été constatée la présence d'un seul container qui n'était plus branché sur le système électrique du site. Un relevé du sous-compteur alors installé a pu être effectué par les services techniques de la Métropole en avril et mai 2019 afin d'estimer la surconsommation imputable à la société TRAXENS.

En cet état, les parties soucieuses de trouver une solution équitable, se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend.

Les principales conditions du présent protocole sont les suivantes :

La société TRAXENS renonce à tout recours à l'encontre de la Métropole et s'engage à payer les sommes dues portant sur les factures de consommation électrique à hauteur de 23 559,06 euros.

En contrepartie, la Métropole reconnaît l'existence d'une autorisation tacite, renonce également à tout recours à l'encontre de la société TRAXENS, consent à estimer la consommation des containers à hauteur

de 23 559,06 euros et s'estime intégralement indemnisée de tous les préjudices subis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention d'occupation temporaire du 2 avril 2015.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les relevés réalisés par le responsable division Energie de la Direction Maitrise d'œuvre et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole et les incertitudes associées à l'estimation des sommes dues par TRAXENS ;
- Les défaillances de TRAXENS liées au non-paiement de sa dette suite à l'implantation de containers ;
- Les défaillances de la Métropole liées à l'absence de régularisation de l'implantation des containers ;
- Que le projet de protocole d'accord transactionnel permet à la Métropole Aix-Marseille, en faisant acter par chacune des parties des concessions proportionnelles à la nature des défaillances observées, de prévenir tout risque de contentieux ultérieur et de générer des recettes de fonctionnement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé, conclu avec la société TRAXENS, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain Chapitre 75 – Nature 7588 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-7402/19/BM

■ Approbation d'un protocole avec M. Mourad Boutib relatif au versement d'une indemnité d'éviction

MET 19/13884/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a acquis par acte du 26 juin 2018 les lots N° 4 et N° 6 d'un ensemble immobilier abritant le fonds de commerce de la société GARAGE AMPERE, sis Rue Paul Painlevé, zone d'activité de Croix-Sainte à Martigues, cadastré BW 241, dont le propriétaire est Monsieur Mourad BOUTIB.

Dans le cadre de la réalisation d'une ressourcerie métropolitaine dans un bâtiment mitoyen du garage, il a été décidé de ne pas renouveler le bail commercial eu égard à la volonté de redynamiser l'ensemble de la zone d'activité de Croix-Sainte et de permettre l'ouverture dans les meilleures conditions de la ressourcerie prévue en fin d'année 2019.

Ainsi, conformément aux articles L145.9 et L145.14 du Code du Commerce, il est proposé de verser une indemnité d'éviction à Monsieur Mourad Boutib pour qu'il libère les lieux à la fin de son bail soit le 31 décembre 2019.

Cette indemnité d'éviction s'élève à la somme de 155 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019 ;

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le non renouvellement d'un bail commercial ouvre droit au paiement d'une indemnité d'éviction pour le locataire

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci annexé conclu avec Monsieur Mourad Boutib.

Article 2 :

Le montant dû à Monsieur Mourad Boutib s'élève à la somme de 155 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentante est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Etat spécial du territoire du Pays de Martigues - Nature 65888 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-7403/19/BM

■ Remboursement de l'indemnité d'immobilisation à la SCI Flovan - Parc des Etangs - Commune de Saint-Mitre-les-Remparts - Abrogation de la délibération URB 017-5879/19/BM du 16 mai 2019 MET 19/13446/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités du Parc des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la SCI FLOVAN, représentée par Monsieur et Madame Jean-Marc Galvan, s'est porté acquéreur du lot N°8 pour un montant de 140 594.40 euros TTC avec versement d'une indemnité d'immobilisation d'un montant de 5 858 euros.

Par courrier du 25 septembre 2019, la SCI FLOVAN a informé la Métropole qu'elle n'avait pas obtenu le financement pour réaliser son projet et renonçait ainsi à acquérir le bien.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 030-4648/18/CM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant sur la clôture de la concession d'aménagement avec la SEMIVIM dans le cadre de l'opération d'aménagement du Parc des étangs sur Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n° URB 017-5879/19/BM du Bureau de la Métropole 16 mai 2019 portant sur la vente du lot N°8 du parc des étangs à la SCI FLOVAN ;
- Le courrier de demande de remboursement de l'indemnité d'immobilisation de la SCI FLOVAN en date du 26 avril 2019 ;
- La lettre de saisine de la présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCI FLOVAN avait versé une indemnité d'immobilisation d'un montant de 5 858 € à la Métropole dans le cadre de l'acquisition du lot N° 8 du Parc des Etangs sur Saint-Mitre-les-Remparts
- Qu'au vu de l'article 8 du compromis de vente signé le 26 avril 2018, la Métropole doit rembourser l'indemnité d'immobilisation d'un montant de 5 858 euros en cas de non obtention des prêts bancaires nécessaires au financement de son projet de location et de vente de conteneurs.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° URB 017-5879/19/BM du Bureau de la Métropole 16 mai 2019 approuvant la cession du lot n°8 à la SCI FLOVAN.

Article 2 :

Est approuvé le remboursement de l'indemnité d'immobilisation à la SCI FLOVAN d'un montant de 5 858 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous/pol C140- Nature 65888 - Fonction gestionnaire 515

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-7404/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Office National des Forêts pour l'appui à la commercialisation de bois sur la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat MET 19/13101/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de mettre en œuvre une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V, située à l'Est du territoire métropolitain, sur la commune de La Ciotat.

Cette ZAC est située dans le prolongement nord-est des zones Athélia I, II, III et IV, qui regroupent environ 240 entreprises et totalisent près de 4 000 emplois, dans les secteurs d'activités scientifiques et techniques, de l'information-communication, de l'industrie de la santé et de la construction. Athélia V est accessible directement depuis l'échangeur n°9 sur l'autoroute A50, depuis l'avenue du Serpolet par Athélia II, puis Athélia IV.

La ZAC Athélia V d'une superficie totale de 63 hectares dont 32 hectares ont été aménagées en régie directe, a été développée en limite de la zone naturelle collinaire de la Ciotat, dans un contexte environnemental à fort enjeux la ZAC Athélia V intègre les grands ensembles paysagers du secteur et leurs composantes écologiques particulièrement sensibles (zone limitrophe au Parc National des Calanques, du site Natura 2000, ZNIEFF).

Le dossier de réalisation, qui précise les principes d'aménagement de cette ZAC, a été approuvé par délibération par délibération du Conseil Communautaire n°AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011, puis modifié et approuvé au Conseil Communautaire n°AEC-9203/CC du 15 février 2013.

Cette opération d'aménagement, qui intègre une partie du massif forestier, est soumise au risque feu de forêt. A ce titre l'Etat a officiellement porté à connaissance de la Ville de la Ciotat la carte d'aléas Feu de Forêt en Mai 2014. Cette carte a classé une majeure partie de la zone Athélia V en zone d'aléa très fort à exceptionnel.

Dans ce cadre, une analyse spécifique sur les conditions de défense risque incendie du site a été menée avec la contribution du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône, Etude qui a conclu à la formalisation de travaux forestiers pour renforcer la sécurisation de la ZAC et la capacité d'intervention des services chargés de la lutte incendie.

Pour mettre en œuvre ces travaux sur le massif forestier, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé par délibération n°URB 002-1672/17/BM en date du 30 mars 2017, une convention avec l'Office National des Forêts (ONF) relative à la gestion des espaces sensibles de la ZAC Athélia V.

Cette convention permet la mise en œuvre des missions d'obligations légales de débroussaillage, de reprise et création de pistes DFCI pour accéder au

massif, de mise en place de citernes d'eau et de débroussaillage des lots à bâtir.

Au titre des missions de débroussaillage engagées depuis juin 2019 sur le site par l'ONF, il est programmé la coupe et l'abattage d'arbres pour éclaircir la végétation et assurer la protection du massif. Cette coupe d'arbres va générer un volume de bois qui sera stockées sur le périmètre d'intervention.

Il est ainsi proposé d'approuver une convention avec l'ONF pour l'appui à la commercialisation du bois issu des travaux de débroussaillage sur le périmètre de la ZAC Athélia 5.

Le volume de bois à commercialisation estimé à 520 tonnes, ou 540 m3 plein de bois. Il sera commercialisé, après mise en concurrence, auprès des Etablissements DOLZA au prix minima de 20 euros HT le m3 de bois plein.

L'ONF assurera les missions suivantes :

- Estimation de la ressource en bois à commercialiser et établissement des devis
- Préparation des opérations de livraison et de réception des bois

Pour cela, l'ONF sera rémunéré sur une base de 4 euros HT le m3 de bois plein.

La vente du bois s'effectuera en direct entre la Métropole, propriétaire du bois, et les Etablissements DOLZA.

Cette convention permettrait à la Métropole de percevoir des recettes de gestion sur cette ZAC, qui pourrait présenter une recette nette en 2020 comprise entre 6 000 et 8 000 euros, selon le volume de bois réceptionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AEC 009-2305/10/CC du 01 octobre 2010 portant approbation du nouveau dossier de création de la zone d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activités économiques Athélia V de la Ciotat ;

- La délibération de la commune de La Ciotat du 6 juin 2011 ;
- La délibération AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011, portant sur l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC Athélia V, dossier modifié et approuvé au Conseil Communautaire AEC-9203/CC du 15 février 2013 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'arrêté préfectoral STS13086028 du 31 mars 2014 portant autorisation de défrichement d'un bois de particulier ;
- L'arrêté préfectoral n° 2014316-0054 du 12 novembre 2014 relatif au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt dans le département des Bouches du Rhône ;
- La délibération Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique,
- Que la ZAC d'Athélia V fait partie des derniers espaces aménageables du territoire.
- Qu'il convient de valoriser le bois issu de la coupe lors du débroussaillage du massif forestier

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention avec l'ONF sur l'appui à la commercialisation de bois sur la ZAC Athélia 5 à la Ciotat ci-annexée.

Article 2 :

Cette convention est conclue pour une durée d'un an soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 3 :

La vente de bois dont le volume est estimé à 540 m3 plein de bois (ou 520 Tonnes) sera opérée aux Etablissements DOLZA au prix de 20€/m3 de bois.

Article 4 :

La rémunération de l'ONF est fixée à un prix unitaire par tonne de bois réceptionné, soit à 4 euros HT le m3 plein de bois.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 6 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe opérations d'aménagement 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique : C140 - Nature : 6045 - Fonction : 515 pour le volet dépenses sous politique C140 – Nature 758 – Fonction 515 pour le volet recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-7405/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de L'Enfant à Aix-en-Provence
MET 19/12841/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires", par délibération du 25 février 2010, la réalisation et la commercialisation de la ZAC du Quartier de L'Enfant à Aix-en-Provence d'une surface totale de 36 hectares pour une durée de 10 ans afin d'aménager une extension du Pôle d'Activités vers le sud-est et d'accueillir des activités économiques sur les espaces encore non urbanisés.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a réalisé l'ensemble des ouvrages prévus dans le dossier de réalisation de ZAC (voiries, ouvrages de gestion des eaux pluviales, viabilisation des lots....) lors d'une première tranche en 2015 aujourd'hui achevée et d'une deuxième tranche en 2018 actuellement en cours de finition. En effet, des aménagements supplémentaires concernant la reprise de certains espaces verts et équipements publics doivent faire l'objet d'une mission complémentaire prévue pour 2020.

La commercialisation de la première tranche est aujourd'hui terminée et l'ensemble des lots de la deuxième tranche sous sous-compromis de vente ou déjà vendus. Toutefois, certains Permis de Construire sont encore à délivrer et des actes authentiques doivent toujours être signés.

Ainsi, afin de terminer la commercialisation de la tranche 2, de finaliser les derniers travaux d'aménagement, il est aujourd'hui nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux années supplémentaires soit jusqu'au 22 mars 2022 et d'augmenter par voie de conséquence la rémunération de la SPLA Pays d'Aix Territoires de 60 000 €. Cette augmentation est sans impact financier pour le concédant car elle sera absorbée par l'excédent de l'opération.

Ainsi, l'objet du présent avenant est de modifier :

- le 4ème paragraphe de l'article 7 du traité de concession fixant la durée de la concession afin de la proroger de 2 ans.
- l'article 33 du traité de concession fixant le montant de la rémunération du concessionnaire afin de l'augmenter de 60 000 euros soit 998 000 euros pour l'ensemble de la durée de la concession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau Communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de L'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2012_A109 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu des derniers travaux à réaliser et de la commercialisation à finaliser, il est nécessaire de prolonger la durée de la concession de deux ans et d'augmenter la rémunération du concessionnaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la ZAC du Quartier de L'Enfant prolongeant la durée de la concession de deux ans soit jusqu'au 22 mars 2022.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant de la ZAC du Quartier de L'Enfant à Aix-en-Provence, ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-7406/19/BM

■ Approbation du mandat confié à la SOLEAM sur le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe MET 19/12930/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Florides, située principalement sur la commune de Marignane a été créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006. Cette ZAC à vocation économique, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et industrielles sur une superficie de 87 hectares dont 60 sont cessibles.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Florides a été approuvé par délibération du Conseil de Communauté n° DEV 008-910/08/CC en date du 9 janvier 2009. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine puis par La Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est articulé en 2 phases :

- La première, réalisée à partir de 2009, comprend un giratoire d'accès Nord à la zone d'activités via la RD9 et les VRD internes permettant la viabilisation d'une première tranche d'environ 15 hectares favorisant l'accueil d'entreprises structurantes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, caractérisées par une forte croissance. A été comptabilisé à ce jour, plus de 1 300 salariés sur la zone.
- Une partie des travaux de la deuxième phase d'aménagement, ont été engagés en 2015 sur un périmètre de 36 hectares et ont été réceptionnés au cours de l'année 2017. Ces travaux ont permis la viabilisation d'une quinzaine de macro lots dont la commercialisation est en cours.

Depuis la réception des ouvrages en 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont été constatées sur la tranche 2 de la ZAC sur du mobilier urbain, des postes électriques, des espaces verts, et des vols commis sur des câblages du réseau d'éclairage public, et des dispositifs de fonte de voirie. Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles dans la ZAC, il est nécessaire de reprendre les dégradations d'équipements publics et de poursuivre la troisième et dernière tranche de travaux, concernant notamment :

- L'aménagement d'un giratoire sur la route départementale n°368, afin de créer une deuxième entrée/sortie dans la ZAC.
- La réalisation de la voie de liaison entre les tranches 1 et 2 avec maillage du réseau des eaux usées.
- La démolition de bâtiments présents sur quelques lots à aménager.
- La reprise partielle des réseaux et de la voie située sur la tranche 2 suite aux dégradations.
- L'évacuation totale de merlons de terres sur quelques macro lots pour favoriser leurs commercialisations.

Pour ce faire, il est proposé de confier un mandat d'aménagement à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération URB 4/259/CC du 30 Mars 2006 approuvant la création de la Zone d'Aménagement Concerté des Florides à Marignane ;
- La délibération DEV 008-910/08/CC du 9 janvier 2009 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Florides ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique,
- Que la ZAC des Florides fait partie des principaux espaces aménageables du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Mandat d'Aménagement avec la SOLEAM, sur le périmètre de la ZAC des Florides situé sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Article 2 :

L'enveloppe financière des dépenses liées au Mandat d'Aménagement (hors rémunération de la SOLEAM), est évaluée à 14 326 980 euros HT (quatorze millions trois cent vingt-six mille neuf cent quatre-vingts euros hors taxes), il se décompose de la manière suivante :

- Marchés de travaux :
13 084 000 euros HT
- Marchés de services :
1 046 720 euros HT
- AMO divers :
196 260 euros HT

Article 3 :

La rémunération de La SOLEAM s'élève à 795 040,00euros.

Article 4 :

La durée du Mandat d'Aménagement est de sept ans, soit une fin prévisionnelle le 19 décembre 2026.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ce mandat d'aménagement et tout document y afférent.

Article 6 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe opération d'aménagement 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C140 - Nature :6045 - Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-7407/19/BM

■ Approbation d'un Mandat d'Aménagement confié à la SOLEAM, sur le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, situé sur la commune de La Ciotat MET 19/13148/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire Est, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V, située sur

la commune de La Ciotat a été créée par délibération n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007. Cette ZAC d'intérêt communautaire d'une superficie de 63 hectares à vocation d'activités, est destinée à l'accueil d'activités tertiaires et de petite industrie de pointe.

Le dossier de réalisation de la ZAC Athélia V a été approuvé par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) n°AEC-9203/CC du 15 février 2013. A ce titre, le programme des équipements publics de la ZAC a été validé.

L'aménagement de cette zone a été réalisé en régie directe par la Communauté Urbaine MPM puis par La Métropole Aix-Marseille-Provence. Ces travaux ont permis d'aménager cinq hectares d'espaces publics et de viabiliser une quarantaine de lots, soit 24 hectares cessibles, dont la commercialisation est en cours.

Depuis la réception des ouvrages en mars 2017 par la Métropole, de nombreuses dégradations ont été constatées sur l'ensemble de la ZAC, telles que les vols de câblages du réseau d'éclairage public, les dégradations d'espaces verts et du mobilier urbain... Les dépôts sauvages de déchets et d'encombrants génèrent des nuisances auprès des occupants de la zone et empêche l'entretien des espaces verts. De plus, suite à la commercialisation des premiers lots, il a été constaté par les services de la Métropole, des remblais sur différents lots de la ZAC.

Ainsi, afin de permettre la poursuite de la commercialisation des lots encore disponibles, il est nécessaire de reprendre les ouvrages dégradés (éclairage public, mobilier urbain...), d'ajuster les raccordements ou les accès à des lots au regard de la commercialisation en cours et aux appels à projets à venir et de traiter les remblais présents sur les lots notamment 1, 2, 47 et 48 de la ZAC.

De plus, il conviendra d'engager des études liées au renouvellement d'un arrêté de défrichement sur la globalité de la ZAC.

Pour toutes ces raisons précitées, il convient d'engager des travaux d'aménagement, objet principal du présent Mandat d'Aménagement entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SOLEAM.

Les dépenses prévisionnelles liées à ce mandat s'élèvent à la somme de 2 531 645,00 € HT, celles-ci sont décomposées de la manière suivante :

- L'enveloppe financière des dépenses en travaux est estimée à 1 976 306,00 € HT ;
- Le montant des dépenses en études est estimé à 412 038,00 € HT ;
- La rémunération de La SOLEAM est évaluée à 143 301,00 € HT.

La durée du Mandat d'Aménagement est fixée à six ans, soit une fin prévisionnelle le 19 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération n°URB 6/261/CC du Conseil communautaire du 30 mars 2006 par laquelle la Communauté Urbaine a reconnu l'intérêt communautaire de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la Commune de La Ciotat ;
- La délibération n° URB -001-1020/07/CC exécutoire le 12 octobre 2010 approuvant la création de la ZAC Athélia V ;
- La délibération AEC-004-483/11/CC du 8 juillet 2011 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, modifié le 15 février 2013 par délibération AEC 9203/CC ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique,
- Qu'il convient de procéder à la reprise de travaux d'aménagement sur la ZAC Athélia V sur la commune de La Ciotat, en accompagnement à la commercialisation de la zone.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le mandat d'aménagement avec la SOLEAM sur le périmètre de la ZAC Athélia V, joint en annexe et suivant les dispositions ci-après.

Article 2 :

Est approuvée l'enveloppe financière des dépenses liées au mandat d'Aménagement, pour un montant global estimé hors rémunération du mandataire à 2 388 345 euros HT, et décomposé comme suit :

- Marchés de services :	412 038	euros
HT		
- Marchés de travaux :	1 976 306	euros
HT		

Article 3 :

Est approuvée la rémunération de la SOLEAM pour un montant de 143 301,00 euros HT.

Article 4 :

La durée du mandat d'aménagement est fixée à six ans, soit une fin prévisionnelle le 19 décembre 2025.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ce mandat d'Aménagement.

Article 6 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe opération d'aménagement 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique : C 140 - Nature : 6045 - Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-7408/19/BM

■ **Approbation d'une convention de mise à disposition d'une partie d'une parcelle de terre au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, sise au lieu-dit "Miouvin sud" à Istres, dans le cadre de l'amélioration du réseau public d'électricité MET 19/12995/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la construction d'un poste

de transformation de courant électrique et tous ses accessoires sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, lieu-dit « Miouvin Sud », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de mise à disposition, pour l'installation à demeure d'un poste de transformation de courant électrique, ainsi que ses accessoires, sur une emprise foncière d'environ 15 m².

La présente convention est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cent soixante et onze euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition d'une emprise foncière d'environ 15 m² sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, sise au lieu-dit « Miouvin Sud » à Istres, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'un

poste de transformation de courant électrique ainsi que ses accessoires.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cent soixante et onze euros.

Article 3 :

La recette correspondante est imputée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de mise à disposition sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-7409/19/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, sise au lieu-dit "Miouvin sud" à Istres, dans le cadre de l'amélioration du réseau public d'électricité
MET 19/12999/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la réalisation d'un support de ligne aérienne de courant électrique et tous ses accessoires sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, lieu-dit « Miouvin Sud », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitude pour l'installation à demeure d'un support de ligne aérienne de courant électrique, ainsi que ses accessoires, sur une surface approximative de soixante-cinq centimètres par soixante-cinq centimètres, avec une longueur de ligne aérienne d'environ un mètre.

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices

spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, lieu-dit « Miouvin Sud », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'un support de ligne aérienne de courant électrique, ainsi que ses accessoires, sur une surface approximative de soixante-cinq centimètres par soixante-cinq centimètres, avec une longueur de ligne aérienne d'environ un mètre.

Article 2 :

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros.

Article 3 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est imputée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-7410/19/BM

■ Approbation d'une convention de servitude au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, sise au lieu-dit "Miouvin sud" à Istres, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique.

MET 19/13003/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la réalisation d'une canalisation souterraine de courant électrique et tous ses accessoires sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, lieu-dit « Miouvin Sud », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitude pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine d'électricité, ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large sur une longueur d'environ trente-six mètres.

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cent cinquante-cinq euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle cadastrée section BT n° 51, lieu-dit « Miouvin Sud », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine, ainsi que ses accessoires, dans une bande de trois mètres de large et sur une longueur d'environ trente-six mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de cent cinquante-cinq euros.

Article 3 :

La recette correspondante est imputée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-7411/19/BM

■ Approbation d'une convention de servitude au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section AX n° 75, sise au lieu-dit "Les Vallins" à Fos-sur-Mer, dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune MET 19/13004/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du réseau électrique de la commune de Fos-sur-Mer, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la création d'une ligne électrique souterraine d'une longueur d'environ dix-huit mètres et d'une largeur d'environ un mètre, suivant un tracé qui traverse la parcelle cadastrée section AX n° 75, sise au lieu-dit « Les Vallins » à Fos-sur-Mer, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitude pour l'installation à demeure d'une ligne électrique souterraine d'une longueur d'environ dix-huit mètres et d'une largeur d'environ un mètre.

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle cadastrée section AX n° 75 à Fos-sur-Mer, sise au lieu-dit « Les Vallins », appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une ligne électrique souterraine sur une longueur de dix-huit mètres et une largeur d'environ un mètre.

Article 2 :

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-7412/19/BM

■ **Approbation d'une convention de servitude au profit de la société Enedis, sur la parcelle cadastrée section BO n° 377, sise au lieu-dit "Eugène Godefroy" à Istres, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique**
MET 19/13008/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, il est nécessaire pour la société Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, de procéder à la réalisation d'une

canalisation souterraine de courant électrique et tous ses accessoires sur la parcelle cadastrée section BO n° 377, lieu-dit « Eugène Godefroy », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure sur ladite parcelle une convention de servitude pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine d'électricité, ainsi que ses accessoires, dans une bande d'un mètre de large sur une longueur d'environ cinq mètres.

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros, au titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice de ses droits par la société Enedis, versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle cadastrée section BO n° 377, lieu-dit « Eugène Godefroy », sur la commune d'Istres, et appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'installation à demeure d'une canalisation

souterraine, ainsi que ses accessoires, dans une bande d'un mètre de large et sur une longueur d'environ cinq mètres.

Article 2 :

La présente servitude est consentie pour un montant unique et forfaitaire de vingt euros.

Article 3 :

La recette correspondante est imputée au Budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Article 4 :

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitude sont à la charge exclusive d'Enedis.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-7413/19/BM

■ Approbation d'une convention de servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle sise le Quintin à Salon-de-Provence et cadastrée section CW numéro 511 au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/13275/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de libérer du foncier à vocation économique, le Conseil de Territoire a créé une extension sur la zone d'activités de la Gandonne à Salon de Provence. Dans ce cadre, une voie de liaison reliant la zone actuelle à son nouveau périmètre étendu a été créée.

Le 28 mars 2019 (délibération URB 024-5619/19/BM), le Bureau de Métropole a autorisé l'acquisition foncière d'un terrain de 2 280 m² à la ville de Salon de Provence afin de créer cette nouvelle voie.

Une parcelle appartenant à la commune de Grans, la CW 511 supportant un ouvrage hydraulique du canal de Craonne, traverse la voie de liaison. La commune de Grans s'est déclarée défavorable à la vente de cette parcelle, mais favorable à la création d'une servitude de passage et de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette servitude doit permettre d'une part l'exploitation, l'entretien et l'accès au réseau du canal de Craonne situé sous la voie de liaison Sud-Est et d'autre part le

passage sur la portion de la parcelle traversant la nouvelle voie.

La commune de Grans est seule propriétaire de cette parcelle.

L'institution de cette servitude de passage et de tréfonds sur une emprise foncière d'une surface de 215 m² de la parcelle non bâtie cadastrée section CW n°511 sise le Quintin à Salon-de-Provence nécessite la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans.

La convention annexée à la présente délibération définit les conditions de cette servitude et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais droits et honoraires qui y sont liés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de signer une convention de servitude de passage et tréfonds avec la commune de Grans afin de mener à son terme l'aménagement d'une voie de liaison

entre la zone d'activités la Gandonne existante et son extension.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitude de passage et de tréfonds sur une emprise de 215 m² de la parcelle non bâtie cadastrée section CW n°511, sise le Quintin à Salon-de-Provence.

Article 2 :

Maître Marie-Paule Andréani notaire à Salon-de-Provence, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais droits et honoraires liés à la présente servitude de passage et de tréfonds est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de la servitude de passage et de tréfonds sont inscrits au budget 2020 de la Métropole, à la section fonctionnement sur le chapitre 011, compte 62268, fonction 552 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente convention, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente servitude.

URB 043-7414/19/BM

■ Constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur la parcelle cadastrée section DD n° 29, sise chemin fleuri, Zac du Ranquet à Istres consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de Monsieur et Madame Guillot MET 19/13526/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Madame et Monsieur Guillot sont propriétaires des parcelles cadastrées section DD n° 30 et n° 31 sises Chemin fleuri, Zac du Ranquet à Istres.

Ainsi Madame et Monsieur Guillot souhaitent obtenir une servitude de passage sur la parcelle DD n° 29

appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pouvoir accéder à leur propriété.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur et Madame Guillot.

Monsieur et Madame Guillot ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage à titre gratuit consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Madame et Monsieur Guillot sur la parcelle cadastrée section DD n° 29, sise chemin fleuri, Zac du Ranquet à Istres, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de Madame et Monsieur Guillot.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-7415/19/BM

■ Cession à titre onéreux à la SCI COPMUT IMMO, d'un ensemble immobilier situé 500 avenue du Pic de Bertagne à Gémenos MET 19/11233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A la suite de la fermeture de la Société FRALIB, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est fortement impliquée dans le projet de revitalisation porté par la Société Coopérative Provençale de thé et infusions SCOPTI, au regard de l'enjeu économique et social pour le territoire.

Par acte du 5 septembre 2012, la Communauté Urbaine a donc acquis un ensemble immobilier situé à Gémenos, où est installée la Société SCOPTI, sous bail commercial, à savoir :

- Un bâtiment à usage d'activités, locaux, bureaux et services, édifiés sur la parcelle cadastrée AZ 189, d'une superficie de 16 644m² ;
- Un terrain à usage de parking cadastré AZ 109 et 161 d'une surface de 966 et 1 106m² ;
- Un bâtiment à usage de stockage auquel est adjoint un local administratif en rez-de-chaussée édifié sur les parcelles cadastrées AZ 48 : 1 724m² et AZ49 : 1 245m² ;
- Un bâtiment à usage de bureaux, en partie surélevé, édifié sur les parcelles cadastrées AZ 113 : 831m² et BE 151 : 2 115m².

Or, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas vocation à garder en patrimoine ce type de bien immobilier. Aussi, depuis janvier 2017, il a été convenu de travailler à une possibilité de cession de cet ensemble.

Par acte du 20 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc cédé deux parcelles cadastrées AZ 109 et 161 indépendantes du site principal qui, à

l'origine, étaient à usage de parking. Les parcelles sont inconstructibles du fait du PPRI. L'acquéreur y a installé du matériel de BTP.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale des biens restants à 4 250 000,00€ HT avec marge de 10%. Il est proposé de céder ce bien pour un montant de 3 825 000,00€ HT au Groupement.

Cette position se justifie par les éléments suivants.

La SCI COPMUT IMMO, composée d'un ensemble de Mutuelles et par la SCOPTI, s'est engagée :

- A pérenniser l'activité de la SCOPTI par un bail avec un loyer modéré « solidaire », avec pour objectif de développer l'activité de la mise en sachets de thés et infusions afin d'émerger sur le marché national.
- A installer sur le site, également en location, des entreprises sociales et solidaires.

Ce projet aurait donc une importance économique et territoriale et générerait jusqu'à 60 emplois de plus sur le site.

De plus, un tel ensemble engendre des coûts d'entretien et de gestion qui risquent de s'alourdir avec le temps du fait de la dégradation du bâti.

Enfin, la clause de retour à meilleure fortune sur une durée de dix ans est imposée, ce qui signifie qu'en cas de revente desdits biens par l'acquéreur et d'une plus-value réalisée, la Métropole Aix-Marseille-Provence en percevra une partie.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- le remboursement de la Taxe Foncière.

Il convient que le Bureau approuve la promesse de vente déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021- 5718/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La promesse de vente ;
- L'avis de France Domaine du 2 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession de l'ensemble immobilier d'une superficie totale de 22 557m² sise 500 avenue du Pic de Bertagne, à Gémenos, doit permettre une redynamisation du site avec des Entreprises sociales et solidaires et de pérenniser l'activité de la SCOPTI locataire.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la cession au profit de la SCI COPMUT IMMO, d'ensemble immobilier cadastré AZ 189, 48, 49, 113 et BE 151, sis à Gémenos, moyennant la somme de 3 825 000 euros HT, à laquelle n'est pas appliquée de TVA, ainsi que la promesse de vente annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Maître Mathieu Durand, Notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'acquéreur et comprend :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente ainsi que l'acte de vente qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 045-7416/19/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot 15 - Abrogation de la délibération URB 025-6130/19/BM du 20 juin 2019 MET 19/12842/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10 hectares de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise MABP qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication, la fourniture et la pose de menuiseries bois et aluminium.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 1^{er} mars 2019 avait donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il avait été décidé de céder à la société « MABP » le lot n°22, d'une surface totale de 1 301m², au prix de 60 € HT/m².

Le Bureau de la Métropole avait délibéré le 20 juin 2019 afin d'approuver cette cession.

Cependant, l'acquéreur s'est rendu compte que la surface du terrain ciblé n'était pas suffisamment grande pour accueillir toutes ses futures activités. Cette entreprise souhaite donc s'implanter sur un autre lot disponible sur la ZAC qui correspondra plus à ses besoins.

Pour cette raison, le lot n°15 d'une superficie de 1 537 m² lui a été proposé, dans les mêmes conditions des prix en vigueur sur la ZAC (soit 60 € HT/m²).

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n° ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n° URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V2031 du 25 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « MABP » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 1^{er} mars 2019.
- Que la cession du lot 22 avait été approuvée par le Bureau de la Métropole le 20 juin 2019.
- Que la société « MABP » souhaite désormais s'implanter sur un lot plus grand qui correspondrait plus à ses besoins.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Bureau de Métropole n°URB 025-6130/19/BM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Est approuvée la cession du lot 15 d'une superficie de 1 537 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 92 220 euros HT, soit 110 664 euros TTC, à la société « MABP » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-7417/19/BM

■ Zone d'Aménagement Concertée de La Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot 3S MET 19/12843/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre

l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « Balian Béton » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la fabrication sur mesure de mobilier en béton (vasque, évier, cheminée, dalle, parement, table...).

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « Balian Béton » le lot 3S, d'une surface totale de 1 166 m², au prix de 60€HT/m² conformément à la fiche de commercialisation de la ZAC.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

La société civile familiale dénommée « SCF Le Griffon Bleu » se portera acquéreur pour le compte de l'entreprise.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la

zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;

- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0544 du 20 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « Balian Béton » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité d'agrément.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession du lot 3S d'une superficie de 1 166 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 69 960 euros HT, soit 83 952 euros TTC, à la « SCF Le Griffon Bleu », ou à toute personne physique ou morale que la société « Balian Béton » se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-7418/19/BM

■ Cession à titre onéreux de parcelles de terrain situées dans la ZAC des Aiguilles à Ensues-la-Redonne au concessionnaire la société ENSUA MET 19/13118/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 2/634 du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté Marseille Provence a approuvé le lancement d'une procédure de consultation en vue d'attribuer une concession d'aménagement à vocation économique sur le secteur des Aiguilles, suivant la procédure de ZAC et dont la quasi-totalité de son périmètre est située sur la commune d'Ensues-la-Redonne.

Pa délibération n° DEV 001-500 du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté Marseille Provence a approuvé l'attribution de la concession d'aménagement pour la réalisation de cette ZAC à vocation de parc logistique, au concessionnaire BARJANE et à sa société dédiée ENSUA.

Un contrat de concession d'aménagement a été notifié le 12 septembre 2011 au concessionnaire BARJANE/ENSUA. Par ce contrat, le concessionnaire est chargé de réaliser un parc immobilier à vocation de logistique, d'activités et de services. Il assure le financement, la conception, la construction, l'entretien, et la gestion de ce parc logistique.

Le programme prévisionnel des constructions et des équipements publics a été approuvé dans le dossier de réalisation de la ZAC des Aiguilles, par délibération n° DEV 002-929 du 13 décembre 2013. Le programme prévisionnel des constructions porte sur une surface de plancher de 200 000 m² environ. L'opération et le programme des équipements sont financés par le concessionnaire ENSUA.

Conformément au traité de concession, le concessionnaire a donc mené les études pré-opérationnelles qui ont conduit à l'adaptation des documents de planification et d'urbanisme et aux différentes autorisations administratives, permettant notamment la mise en œuvre des modalités d'acquisition des emprises foncières incluses dans la ZAC, par voie d'expropriation. Au terme d'une longue procédure liée à l'expropriation d'une partie des terrains, les jugements fixant le montant des

indemnités d'expropriation ont été prononcés au cours du troisième trimestre 2019.

Dans ce contexte et aux fins de permettre au concessionnaire ENSUA de poursuivre l'opération d'aménagement du parc des Aiguilles et notamment d'établir les études de pollution et le plan de gestion à l'échelle de la ZAC, il est proposé, conformément à l'article 10.1 du contrat, que la Métropole cède au concessionnaire les terrains dont elle est propriétaire sur le domaine privé pour une superficie totale de 275 450 m².

Sur la base du programme d'aménagement et de construction envisagé par le concessionnaire, un programme de travaux de dépollution sera réalisé. Une quote-part du coût de ces dépollutions sera prise en charge pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions du contrat de concession d'aménagement et de son article 10.3. Ces dispositions financières feront l'objet d'une approbation par un avenant au contrat de concession d'aménagement

Le prix de cession conformément à l'article 10.1 du contrat de concession confirmé par l'avis de France Domaine, est de 10,5 euros/m².

La société ENSUA a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et en ce compris le montant de la T.V.A. le cas échéant applicable ;
- le remboursement de taxe foncière ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° DEV 001-500 du 8 juillet 2011 du Conseil de la Communauté Urbaine, qui approuve l'attribution de la concession d'aménagement pour la réalisation de la zone d'activité à vocation économique du secteur des Aiguilles à Ensues-la-Redonne ;
- Le contrat d'aménagement n°112117 relatif à la réalisation de cette opération et notifié le

12 septembre 2011 au concessionnaire la société Barjane ;

- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Office Foncière et Immobilière à vocation économique sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis initial de France Domaine n° 2019-33V1220 du 27 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que de nombreuses procédures administratives et autorisations ont été engagées et menées par le concessionnaire ENSUA depuis plusieurs années dont la procédure d'expropriation des terrains.
- Que les terrains propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés dans le périmètre de la ZAC permettront au concessionnaire ENSUA de poursuivre l'opération d'aménagement du parc des Aiguilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles ci-dessous désignées au profit de la société ENSUA, concessionnaire de la Zone d'Aménagement Concerté des Aiguilles à Ensues-la-Redonne d'une superficie totale de 275 450 m² au prix indiqué dans le contrat de concession d'aménagement article 10.1 soit 10,50 € HT, soit un montant de 2 892 225 HT auquel viendrait s'ajouter le montant de la T.V.A. le cas échéant applicable.

SECTION	NUMERO	SUPERFICIE	SECTION	NUMERO	SUPERFICIE
B	3	3 925	B	95	4 315
B	4	4 150	B	96	4 610
B	8	5 870	B	97	2 510
B	10	3 820	B	98	1 320
B	13	1 850	B	99	890
B	14	1 775	B	115	4 745
B	16	1 625	B	116	3295
B	17	1 785	B	117	2 090
B	21	3 696	B	118	1 385
B	23	1 595	B	119	1 770
B	26	1 605	B	120	13 610
B	27	1 600	B	261	2 955
B	28	3 700	B	262	1 289
B	30	5 115	B	263	5 140
B	33	4 080	B	272	165
B	34	12 278	B	274	730
B	35	920	B	278	710
B	36	5 585	B	279	2 810
B	38	2 155	B	280	3 300
B	41	2 235	B	281	2 530
B	44	1 575	B	411	1 960
B	46	5 495	B	414	4392
B	47	4 800	B	453	5 112
B	48	3 290	B	455	3 635
B	49	4 360	B	457	2 473
B	50	4 950	B	459	1 283
B	56	3 265	B	461	4 102
B	57	1 955	B	462	302
B	58	5 005	B	479	8 905

B	59	6 724	B	486	3 848
B	61	1 420	B	487	3 847
B	64	1 990	B	536	1 293
B	66	3 795	B	542	1 055
B	67	4 000	B	557	1 304
B	68	2 640	B	562	2 368
B	71	1 625	B	564	1 065
B	73	1 645	B	566	1 185
B	74	4 530	B	569	4 275
B	82	2 055	B	627	9
B	83	2 515	B	629	1 282
B	85	2 370	B	631	533
B	86	1 195	B	637	265
B	87	1 040	B	643	52
B	89	3 025	B	645	27
B	91	4 147	B	694	600
B	92	440	B	696	4 779
B	94	2 750	B	766	2 588
BC	57	777			

Ces parcelles, conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, seront cédés libres de tout droit réel ou personnel et libres de tout occupation. L'état de ces parcelles sera constaté par procès-verbal d'huissier préalablement à l'acte de transfert de propriété.

Article 2 :

L'étude de Maître CRIQUET – PRETI-JANIN, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de la société ENSUA et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et le remboursement par la société ENSUA à la Métropole Aix-Marseille-Provence au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxes foncières, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, sous politique C 130 – nature 775 – fonction 581.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui réitérera ultérieurement les présents et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 048-7419/19/BM

■ Cession à titre gratuit de la parcelle de terrain cadastrée AT 86 sise à Châteauneuf-les-Martigues, au bénéfice du Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides MET 19/13154/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation de la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides, sur le territoire de la commune de Marignane, approuvée par délibérations successives URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destruction d'espèces végétales protégées et de zones humides, prescrites par deux arrêtés préfectoraux du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 3 août 2009 et 15 octobre 2009.

Par délibérations DEV 003-1151/08/CC du 26 mars 2009 et DEV 001-2148/10/CC du 28 juin 2010, le principe et la mise en œuvre des mesures compensatoires ont été approuvés par le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Ces mesures ont pris la forme d'acquisition de terrains, dont l'habitat était propice à la présence et à l'implantation desdites espèces, afin de les céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique agricole le dispositif foncier mis en place en partenariat avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) a conduit à la conclusion d'une convention d'intervention foncière (CIF) métropolitaine approuvée par délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 et puis d'une convention

d'aménagement rural (CAR) dont l'avenant n° 2, approuvé par délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018, a prorogé pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la CAR.

En vertu de ce dispositif la SAFER, à la demande de la Communauté Urbaine, a acquis par voie de préemption une parcelle sise à Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m² cadastrée sous le n° 86 de la section AT, située en zone agricole et au sein du périmètre autorisé du Conservatoire du littoral.

Par délibération DEV 005 – 372/14/BC du 9 octobre 2014, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé l'acquisition, auprès de la SAFER, de cette parcelle, en vue de sa mise à disposition au profit de Monsieur Michel TURC, viticulteur riverain et de sa cession à titre gratuit au Conservatoire du littoral, comme prévu par la convention tripartite approuvée par délibération DEV 001-2848/10/CC du 28 juin 2010, qui liait la Communauté Urbaine au Syndicat intercommunal du Bolmon et du Jaï (SIBOJAI) et au Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Or, le viticulteur pressenti, en son temps, n'entend plus donner suite à ce projet compte-tenu de son âge et de l'absence de reprise familiale.

L'appel à candidature lancé par la SAFER a permis d'identifier deux nouveaux porteurs de projets.

Lors de la réunion du Comité de pilotage du 24 janvier 2019, instance qui définit les orientations stratégiques et procède aux arbitrages nécessaires, le projet de Monsieur Thibaud BEYSSON, arboriculteur, a recueilli l'assentiment général et a été validé par les élus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations URB 19/274/CC du 30 mars 2006, URB 12/867/CC du 9 octobre 2006 et DEV 009-911/08/CC du 19 décembre 2008 approuvant la réalisation de

la zone d'aménagement concerté à vocation économique des Florides sur le territoire de la commune de Marignane ;

- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 3 août 2009 prescrivant des mesures compensatoires liées à la destruction d'espèces végétales protégées ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 15 octobre 2009 prescrivant des mesures compensatoires concernant la destruction des zones humides ;
- La délibération DEV 001-2148 du 21 juin 2010 approuvant la convention conclue entre le Conservatoire du littoral, le SIBOJAI et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DEV 005-372/14/BC du 9 octobre 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès de la SAFFER à Châteauneuf-les-Martigues pour la ZAC des Florides ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC)
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière métropolitaine ;
- La délibération VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n° 2 prorogeant pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation de la ZAC des Florides a donné lieu à des mesures compensatoires, liées à la destructions d'espèces végétales protégées et de zones humides prescrites par deux arrêtés préfectoraux.
- Que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé le principe et la mise en œuvre de ces mesures compensatoires par

délibérations du 26 mars 2009 et du 28 juin 2010.

- Qu'il y a lieu de céder à titre gratuit au Conservatoire du littoral la parcelle cadastrée sous le n° 86 de la section AT de la commune de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m².
- Que les conditions d'occupation du bien ont été modifiées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre gratuit au bénéfice du Conservatoire du littoral de la parcelle de terrain nu, cadastrée sous le n° 86 de la section AT de Châteauneuf-les-Martigues d'une superficie de 6 008 m², comme prévu par la convention tripartite approuvée par délibération DEV 001-2848/10/CC du 28 juin 2010, qui liait la Communauté Urbaine substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille Provence au Syndicat intercommunal du Bolmon et du Jaï (SIBOJAI) et au Conservatoire du littoral dans le cadre de la mise en œuvre des mesures compensatoires de la ZAC des Florides.

Article 2 :

Au regard de la décision du Comité de pilotage de la CAR, le Conservatoire du littoral s'engage à mettre à disposition la parcelle cadastrée AT 86 au profit de Monsieur Thibaud Beysson dans le cadre d'une convention d'occupation et selon un cahier des charges qu'il sera amené à discuter avec le Conservatoire du littoral.

Article 3 :

Maître Pascal Bonetto, notaire associé de la SCP « MAITRE – CAPRA – COLONNA – BONETTO » à Marignane, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 049-7420/19/BM

■ Cession à titre onéreux de deux parcelles sises zone d'activités économiques les Barrales et les Cades sur la commune de la Fare-les-Oliviers cadastrées section AI numéro 55 et 56 au bénéfice de la Sas Redman Méditerranée
MET 19/13278/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de deux parcelles non bâties cadastrées section AI n°55 d'une contenance de 1 580 m² et 56 d'une contenance de 2 357 m², sises zone d'activités

économiques les Barrales et les Cades à La Fare-les-Oliviers.

Ces biens appartiennent au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces deux parcelles non bâties sont situées dans le périmètre de la zone 1AUEb du PLU de la commune de La Fare-les-Oliviers qui prévoit la réalisation de constructions à usage artisanal, entrepôts, bureaux, les services et résidence service sénior, les commerces et l'hôtellerie ainsi que des constructions à usage d'habitation destinées au logement des personnes dont la présence est strictement justifiée pour assurer le fonctionnement des installations et services de la zone.

La SAS Redman Méditerranée a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, des deux parcelles désignées ci-dessus.

L'acquisition desdites parcelles permettra de réaliser un programme mixte immobilier comprenant une maison médicale, une pharmacie, un cabinet d'infirmiers et de kinésithérapie, un opticien, conformément au règlement de la zone 1AUEb du PLU de la commune de La Fare-les-Oliviers en cohérence avec ceux déjà réalisés sur ce secteur.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'État n'a pas émis d'observation particulière sur la valeur vénale de ce bien à 86 800€ TTC.

La SAS Redman Méditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- le remboursement de la taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État du 4 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles non bâties cadastrées section AI n°55 d'une contenance de 1 580 m² et n° 56 d'une contenance de 2 357 m² sises zone d'activités économiques les Barrales et les Cades à la Fare-les-Oliviers, au profit de la SAS Redman Méditerranée pour un montant de quatre-vingt-six mille huit cents euros TTC.

Article 2 :

Maître Julien Carnevillier, notaire à La Fare les Oliviers, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de la SAS Redman Méditerranée et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au budget primitif 2020 de la Métropole, chapitre 024 du budget principal.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 050-7421/19/BM

**■ Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'un terrain nu à bâtir dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Saumaty Séon à Marseille
MET 19/13311/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 1988, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à la SOLEAM dans le cadre de la convention de concession n° 89/017.

En application de l'article L5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont la ZAC de Saumaty Séon ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016.

Dans ce cadre, la SOLEAM est propriétaire de divers terrains dans le périmètre de la ZAC de Saumaty Séon dont elle a reçu pour mission de les aménager et de les équiper en vue de leur cession à divers utilisateurs conformément au cahier des charges de cession des terrains.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de deux terrains cadastrés Section 911 H numéros 135 et 136 d'une superficie totale de 1 132 m² environ, sis chemin de Saint Henri à Marseille 16ème arrondissement dans le périmètre de la ZAC Saumaty Séon, par suite d'un transfert de propriété par la Ville de Marseille au titre de ses compétences transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces biens appartiennent au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'il n'est ni affecté à l'usage direct du public ni à l'exercice d'une mission de service public. Ils ont été transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence par la Ville de Marseille par un acte authentique en date du 2 septembre 2019, après réduction de l'assiette foncière d'un bail à construction entre la Ville de Marseille et LOGIREM.

Les terrains en cause sont destinés à être commercialisés par la SOLEAM auprès d'un opérateur pour la construction d'un programme mixte de logements collectifs en accession sociale pour une surface de plancher de 1 580 m² environ et de commerces et services pour une surface de plancher de 550 m² environ.

Par un avis n°2015-216V2006 du 3 août 2015, en cours d'actualisation, la Direction de l'Immobilier de

l'Etat a évalué la valeur vénale de ces terrains à 256 000 euros.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n°18 en date du 28 avril 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, le protocole foncier objet des présentes a pour objet la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM des terrains nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

Tous les frais, droits, honoraires et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la SOLEAM.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-

Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM de deux terrains nus d'une contenance de 1 132 m² permettra leur commercialisation pour la réalisation d'un programme mixte de logements et de commerces dans le cadre de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession sous la forme d'un apport foncier dans le cadre de la ZAC Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM de deux terrains nus à bâtir cadastrés Section 911 H n° 135 et 136 d'une contenance totale de 1 132 m² ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître Martine Aflalou Taktak, notaire à Marseille 13006, Tour Méditerranée, 65 avenue Jules Cantini, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de la SOLEAM et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 051-7422/19/BM

**■ Cession à l'euro symbolique au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille
MET 19/13322/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement, ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Ils portent notamment sur l'aménagement

de l'îlot situé entre les rues Félix Pyat, Guichard et Gaillard, la réorganisation du schéma circulaire, la démolition du bâti dégradé et la réalisation de nouveaux logements sociaux.

Dans ce cadre, une partie de la rue Guichard n'a plus vocation à assurer ses fonctions de desserte et de circulation publique. Sa suppression partielle étant compensée par l'élargissement de la rue Gaillard et la création d'un cheminement piéton en escaliers en pas d'âne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'assiette foncière de la rue Guichard. Ce bien appartenait au domaine public routier métropolitain et le déclassement du domaine public d'une partie de ladite voie représentant une superficie de 586 m² environ est approuvé par une délibération concomitante du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019.

La Ville de Marseille s'est portée acquéreur d'une partie de l'emprise foncière ainsi déclassée du domaine public d'une superficie de 37 m² environ afin de réaliser le parvis d'accès à l'école municipale Félix Pyat à l'euro symbolique.

L'ensemble des frais, droits et honoraires liés à la vente est à la charge de la Ville de Marseille.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession à l'euro symbolique par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière issue de la rue Guichard déclassée du domaine public routier métropolitain permettra de réaliser le parvis d'accès à l'école municipale Félix Pyat dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession à l'euro symbolique par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Ville de Marseille d'une emprise foncière déclassée du domaine public d'une superficie de 37 m² environ ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Durand, Santelli, Girard et associés, notaires à Marseille 13006, Tour Méditerranée, 65 avenue Jules Cantini, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de la ville de Marseille et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, les frais liés au détachement parcellaire et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 052-7423/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'un foncier au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée situé 14 rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement de l'opération XXL Les Fabriques de la ZAC Littorale

MET 19/13351/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté du 27 février 2017, Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, a déclaré d'utilité publique sur le territoire de la commune de Marseille et au bénéfice de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les travaux d'aménagement nécessaires à la réalisation de la ZAC Littorale et autorisant le maître d'ouvrage à procéder à l'acquisition, notamment par voie d'expropriation, des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération considérée.

En parallèle à cette DUP les négociations amiables sont menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de la ZAC Littorale et en particulier pour l'aménagement de l'opération les Fabriques doit maîtriser un immeuble consistant en un terrain plat, clôturé, revêtu, avec réseaux, supportant un bâtiment élevé sur rez-de-chaussée, actuellement affecté à usage de bureaux, situé rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastré 901 K 046 pour une contenance de 29 319 m².

Ce bien appartient au domaine privé de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Aujourd'hui, ce terrain est occupé via deux baux par les Sociétés ARNAL et SOMARE qui ont une activité de réparation de conteneurs et de garde meuble sur site.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, de la parcelle bâtie désignée ci-dessus d'une superficie de 29 319 m².

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale occupée de ce bien à 3 040 000 euros.

L'établissement Public d'Aménagement d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 21 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession d'un terrain bâti d'une superficie de 29 319 m² situé sur Allard à Marseille 15^{ème} arrondissement, permettra à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de réaliser l'opération d'aménagement les Fabriques de la ZAC Littorale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la totalité de la parcelle bâtie cadastrée 901 K046 d'une contenance de 29 319 m², sise rue Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement pour un montant de 3 040 000 euros TTC ainsi qu'une indemnité de remploi de 190 000 euros, auxquelles ne sont pas appliqué de TVA ainsi que le projet d'acte annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Streit et Genet-Spitzer, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 5 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole, Sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 053-7424/19/BM

■ Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée de cinq parcelles de terrain déclassées du domaine public métropolitain situées rue Allar à Marseille 15ème arrondissement, nécessaires à la réalisation de l'îlot XXL dans la Zone d'Aménagement Concerté Littorale
MET 19/13357/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Eco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au coeur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la zone d'aménagement concerté Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL).

La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000 m² de surface de plancher (le projet) porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018.

Pour ce faire, EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier/Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'Eco Quartier méditerranéen, sur le périmètre reproductible dans la métropole marseillaise,
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants,
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants,
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux,
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication,
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000 m² de surface plancher.

Le foncier objet de la présente cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² SDP.

Il s'agit des emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 175 m², 224 m², 385 m², 25 m² et 19 m² (voir plan ci-joint) déclassées du Domaine Public par délibération du 24/10/2019

Cette cession est faite à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 - 2020).

L'établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 24 octobre 2019 approuvant le déclassement ;
- L’avis de la Direction de l’immobilier de l’Etat en cours ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession desdites parcelles par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'établissement Public Euroméditerranée d'engager la phase opérationnelle de l'îlot 4C1 et îlots 5C1, 5C2 et 5C3

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession des parcelles non bâties nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 (en cours de numérotation au cadastre) avec pour superficies respectives : 175 m², 224 m², 385 m², 25 m² et 19 m², sise rues Allar à Marseille 15^{ème} à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole

opérationnel (phase 2011-2020) signé en 2011, ainsi que le projet d'acte annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Streit et Genet-Spitzer, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

URB 054-7425/19/BM

**■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société NEUROCHLORE en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9ème arrondissement
MET 19/13360/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de développement économique, soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière dédiée, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D (recherche et développement).

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome.

Aujourd'hui, pour continuer à répondre à la demande et au développement de nouvelles entreprises sur ce site, la Métropole s'est portée acquéreur auprès de l'Etat, en exerçant son droit de priorité, de la parcelle voisine dénommée Luminy Biotech IV cadastrée quartier Redon (851) section M numéro 66 d'une superficie de 17899 m² au prix de 1 000 000 euros.

La société Neurochlore a besoin, pour le développement de l'Institut IBEN, de construire un bâtiment consacré à la valorisation de la recherche pour les thérapies innovantes dédiées notamment aux maladies neuro-développementales et neuro-psychiatriques et s'est donc manifestée auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue d'acquérir une emprise de 7094 m² à détacher de la parcelle cadastrée 851 M 66

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas émis d'observations sur le prix de cession envisagé dans le délai requis de trente jours, étant précisé ici que la Métropole Aix-Marseille-Provence avait proposé la cession sur la base du prix d'acquisition auprès de l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé la vente au prix de 336 000 euros TTC. Le prix de vente par la Métropole étant identique à son prix d'acquisition la marge est nulle et, en conséquence, le montant de la TVA est nul.

La société Neurochlore a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière telles que mentionnées dans le protocole foncier ci-annexé, et notamment sur la prise en charge de tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession à la société Neurochlore, ou à toute autre société qu'elle se substituerait, d'une emprise de terrain non bâtie permettra de soutenir la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés :

- la cession d'une emprise de terrain non bâtie à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section B numéro 66, d'une contenance de 6899 m², sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement, à la société Neurochlore, ou à toute autre société qu'elle se substituerait, pour un montant de 336 000 euros TTC,
- Les termes de la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives, annexée à la présente délibération.

Ladite promesse prévoit notamment une clause de supplément de prix en cas de réalisation par la société Neurochlore et/ou ses ayants droits successifs d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher supérieure à 3 360 m². En ce cas, la société Neurochlore, ou toute société qu'elle se serait substituée, serait redevable envers la Métropole d'un supplément de prix de 100 euros par mètre carré de surface de plancher supplémentaire (SDP) au-delà de 3 360 m². Les conditions de cette clause sont détaillées sous l'article 17 du projet de promesse de vente ci-joint.

Article 2 :

Maître Ludovic Alexandre PRETI-JANIN, notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de l'acquéreur et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la promesse de vente ci-annexée, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C130 – nature775 – fonction 824.

Article 5 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C130 – nature775 – fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 055-7426/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain à la Société HALIOdX en vue de la réalisation d'un bâtiment d'activités sur le site Luminy Biotech IV à Marseille 9ème arrondissement MET 19/13362/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international.

La Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière de développement économique, soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière dédiée, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D (recherche et développement).

En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy

Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome.

Aujourd'hui, pour continuer à répondre à la demande et au développement de nouvelles entreprises sur ce site, la Métropole s'est portée acquéreur auprès de l'Etat, en exerçant son droit de priorité, de la parcelle voisine dénommée Luminy Biotech IV cadastrée quartier Redon (851) section M numéro 66 (issue de la division par document d'arpentage à publier à l'acte, de la parcelle cadastrée 851 M 51) d'une superficie de 17899 m² au prix de 1 000 000 euros.

La société Haliodx, société de diagnostic spécialisée en immuno-oncologie, souhaite construire un nouveau bâtiment lui permettant de répondre au développement de ses activités et à la forte croissance de ses effectifs.

Elle a donc manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une emprise de 10805 m² à détacher de la parcelle 851 M 66.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas émis d'observations sur le prix de cession envisagé dans le délai requis de trente jours, étant précisé ici que la Métropole Aix-Marseille-Provence avait proposé la cession sur la base du prix d'acquisition auprès de l'Etat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc proposé la vente au prix de 664 000 TTC. Le prix de vente par la Métropole étant identique à son prix d'acquisition, la marge est nulle et, en conséquence, le montant de la TVA est nul.

Ce prix a été arrêté sur la base de 100 euros par mètre carré de surface de plancher pour un permis de construire autorisant la société Haliodx, ou toute société qu'elle se substituerait, à édifier une surface de plancher de 6640 m².

Il est prévu une clause de supplément de prix en cas de réalisation par la société Haliodx et/ou ses ayants droits successifs d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher supérieure à 6640 m². En ce cas, la société Haliodx, ou toute société qu'elle se serait substituée, serait redevable envers la Métropole d'un supplément de prix de 100 euros par mètre carré de surface de plancher supplémentaire (SDP) au-delà de 6640 m². Les conditions de cette clause sont détaillées sous l'article 17 du projet de promesse de vente ci-joint.

La société HALIOdX a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière telles que mentionnées dans le protocole foncier ci-annexé, et notamment sur la prise en charge de tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession à la société HALIOdX, ou toute autre société qu'elle se substituerait, d'une emprise de terrain non bâtie permettra de soutenir la dynamique scientifique, technologique et entrepreneuriale du Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés :

- la cession d'une emprise de terrain non bâtie à détacher de la parcelle cadastrée 851 Section M numéro 66, d'une contenance de 10805 m², et pouvant accueillir la

construction d'un bâtiment d'une superficie de 6640 m², sise au sein du site du CUSTeL 163 avenue de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement, à la société HALIOdX, ou toute autre société qu'elle se substituerait, pour un montant de 664 000 TTC.

- Les termes de la promesse synallagmatique de vente sous conditions suspensives annexée à la présente délibération.

Ladite promesse prévoit notamment une clause de supplément de prix en cas de réalisation par la société Haliodx et/ou ses ayants droits successifs d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher supérieure à 6640 m². En ce cas, la société Haliodx, ou toute société qu'elle se serait substituée, serait redevable envers la Métropole d'un supplément de prix de 100 euros par mètre carré de surface de plancher supplémentaire (SDP) au-delà de 6640 m². Les conditions de cette clause sont détaillées sous l'article 17 du projet de promesse de vente ci-joint.

Article 2 :

Maître Ludovic Alexandre Preti-Janin notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de l'acquéreur et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la promesse de vente ci-annexée, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Article 5 :

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C130 – nature 775 – fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 056-7427/19/BM

■ Cession sous la forme d'un apport foncier au profit de la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille
MET 19/13367/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Municipal du 2 octobre 2006, la Ville de Marseille a confié l'aménagement de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement à la SOLEAM dans le cadre de la convention de concession n° 06/1405.

En application de l'article L5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont la RHI Saint-Mauront Gaillard ont été transférées à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016.

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de RHI Saint Mauront Gaillard ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Ils portent notamment sur l'aménagement de l'îlot situé entre les rues Félix Pyat, Guichard et Gaillard, la réorganisation du schéma circulatorio, la démolition du bâti dégradé et la réalisation de nouveaux logements sociaux.

Dans ce cadre, une partie de la rue Guichard n'a plus vocation à assurer ses fonctions de desserte et de circulation publique. Sa suppression partielle étant compensée par l'élargissement de la rue Gaillard et la création d'un cheminement piéton en escaliers en pas d'âne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'assiette foncière de la rue Guichard. Ce bien appartenait au domaine public routier métropolitain et le déclassement du domaine public d'une partie de ladite voie représentant une superficie de 586 m² environ est approuvé par une délibération concomitante du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019.

La SOLEAM s'est portée acquéreur d'une partie de l'emprise foncière ainsi déclassée du domaine public d'une superficie de 549 m² environ en vue son aménagement préalablement à sa commercialisation pour la réalisation d'un programme de 38 logements sociaux.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n° 11 du 28 avril 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, il est proposé d'approuver la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM de ce terrain nécessaire à la réalisation de cette opération d'aménagement.

Régulièrement suivie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas rendu son avis.

Tous les frais, droits, honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la SOLEAM.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession sous la forme d'un apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM d'une emprise foncière issue de la rue Guichard déclassée du domaine public routier métropolitain permettra de réaliser l'aménagement de l'îlot Pyat-Guichard-Gaillard dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession sous la forme d'un apport foncier dans le cadre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre Saint-Mauront Gaillard à Marseille 3^{ème} arrondissement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM d'une emprise foncière déclassée du domaine public d'une superficie de 549 m² environ ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître Martine Aflalou Taktak, notaire à Marseille 13006, Tour Méditerranée, 65 avenue Jules Cantini, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de la SOLEAM et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, les frais liés au détachement parcellaire et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilitée à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 057-7428/19/BM

**■ Cession à titre onéreux au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille de deux lots de volume et d'une emprise foncière situées boulevards Mirabeau et Euroméditerranée nécessaires à la construction de la tour Mirabeau à Marseille
MET 19/13369/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Compagnie Maritime d'Affrètement - Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et la société Bouygues Immobilier vont implanter une tour à usage de bureaux de 85 mètres de hauteur au sein du périmètre Euroméditerranée.

Ce projet vient compléter une série de constructions qui dessine la « skyline » marseillaise dans le quartier d'affaire d'Arenc. La tour CMA-CGM, inaugurée en 2011, a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la tour « La Marseillaise » en 2018.

La future tour se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique de la compagnie

maritime CMA CGM. L'ancien immeuble « Le Mirabeau » sera démoli pour laisser place à la nouvelle tour Mirabeau.

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leur activité et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21 500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec le niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale.

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40 % sa consommation énergétique et la connexion à la boucle d'eau de mer "Thassalia" utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre. Au sous-sol, sept étages à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

La conception architecturale du bâtiment, avec son container en avancée et ses terrasses, ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les personnes à mobilité réduite, rendue obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des Risques Inondation nécessite la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière occupée par un ancien jardin clos ainsi que de deux lots de volume en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

L'emprise foncière au sol d'une superficie de 90m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 807 D n° 136 et les lots de volumes numérotés 2 et 3 (dont le descriptif est détaillé ci-après) sont issus du domaine public routier métropolitain et ont fait l'objet d'un déclassement dudit domaine public approuvé par délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas évalué la valeur vénale des biens dans le délai d'un mois requis. Par conséquent, les parties ont convenu d'un prix de cession de ces biens de 11 700 euros Hors Taxes sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par le cabinet d'expertise foncière ROUANET.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'a pas évalué la valeur vénale des biens dans le délai d'un mois requis. Par conséquent, les parties ont convenu d'un prix de cession de ces biens de 11 700 euros Hors Taxes sur la base d'un rapport d'expertise réalisé par le cabinet d'expertise foncière ROUANET.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SCCV Le Mirabeau Marseille d'une emprise foncière et de deux lots de volumes déclassés du domaine public routier métropolitain permettra de réaliser la construction de la tour Mirabeau au lieu et place du siège historique de la compagnie CMA-CGM au sein du périmètre Euroméditerranée à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la cession au profit de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE d'une emprise foncière d'une superficie de 90 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 807 D n° 136 et des lots de volume 2000 (vert) et 2000 (jaune) tels que définis dans le protocole foncier pour un montant de 11 700 euros HT (onze mille sept cents euros) et de 14 040 euros TTC (quatorze mille quarante euros) ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Féraud et Voglimacci, notaires à Marseille 13008, 2 A boulevard de Louvain, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est mis à la charge de la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, les frais liés au détachement parcellaire et aux divisions volumétriques et le remboursement de la taxe foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 058-7429/19/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 328p1, sise chemin de la fontaine, ZAC du Ranquet à Istres, au bénéfice de Madame et Monsieur Marichy dans le cadre d'un projet d'agrandissement de leur propriété MET 19/13522/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section DH n° 328, d'une surface totale de 380 m², située chemin de la fontaine ZAC du Ranquet à Istres.

Madame et Monsieur Marichy propriétaires du lot n° 349 ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à leur profit, d'une partie de la parcelle pour une superficie d'environ 190 m² dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière appartenant au domaine privé à 136 €/m².

Madame et Monsieur Marichy ont donné leur accord sur les modalités de ladite transaction foncière et notamment sur le prix et charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent : tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ; les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ; le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 25 avril 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 328p1 d'une contenance d'environ 190 m², sise chemin de la fontaine, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Madame et Monsieur Marichy propriétaires du lot n° 349, pour un montant de 25 800 euros H.T. auquel n'est pas appliquée la T.V.A..

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de Madame et Monsieur Marichy.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 059-7430/19/BM

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 328p2, sise chemin de la fontaine, ZAC du Ranquet à Istres, au bénéfice de Monsieur Raggiri dans le cadre d'un projet d'agrandissement de sa propriété
MET 19/13527/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section DH n° 328, d'une surface totale de 380 m², située chemin de la fontaine ZAC du Ranquet à Istres.

Monsieur Raggiri propriétaire du lot n° 390 a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une partie de la parcelle pour une superficie d'environ 190 m² dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière appartenant au domaine privé à 136 €/m².

Monsieur RAGGIRI a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière et notamment sur le prix et charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent : tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ; les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ; le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat du 25 avril 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DH n° 328p2 d'une contenance d'environ 190 m², sise chemin de la fontaine, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Monsieur Raggiri propriétaire du lot n° 390, pour un montant de 25 800 euros H.T auquel n'est pas appliquée la T.V.A..

Article 2 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de Monsieur Raggiri.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 060-7431/19/BM

**■ Modification de la délibération n° URB 009-6593/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 227p au profit de Monsieur Eric Mazan
MET 19/13799/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 009-6593/19/BM du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé la cession de la parcelle cadastrée section AV n° 227, d'une contenance d'environ 292 m², au profit de Monsieur Eric Mazan dans le cadre d'une extension de son activité professionnelle, pour un montant de 4 380 euros.

Initialement prévu la vente devait être au bénéfice de Monsieur Eric Mazan. Cependant, l'acquéreur souhaite que la cession se fasse au profit de la SCI Erijoce dont il est le gérant.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit approuver la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 227p, au bénéfice de la SCI Erijoce.

La SCI Erijoce a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent : tous les frais, droits et honoraires liés à la vente; les frais liés au détachement parcellaire et au bornage et le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-6593/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 227p, située allée des joncs, quartier du Guignonnet à Fos-sur-Mer, au profit de Monsieur Eric Mazan ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat du 1^{er} juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est modifiée la délibération n° URB 009-6593/19/BM du 26 septembre 2019.

Article 2 :

Est approuvée la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 227 d'une contenance d'environ 292 m², sise allée des joncs, quartier du Guignonnet à Fos-sur-Mer, au numéro d'inventaire 05, au profit de la SCI Erijoce pour un montant de 4 380 euros auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 3 :

Les autres termes de la délibération n° URB 009-6593/19/BM du 26 septembre 2019 demeurent inchangés.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents nécessaires à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 061-7432/19/BM

■ Acquisition des terrains ASF pour l'opération d'aménagement de Château Blanc à Ventabren MET 19/12844/BM

BC n°156	11 088 m ²
BC n°162	590 m ²
BC n°167	2 438 m ²
BC n°200	16 295 m ²

Ces parcelles en friche, libres de toute occupation, sont situées en bordure du Chemin de Château-Blanc au pied du viaduc TGV, elles sont contiguës et forment un seul tenant.

Après accord des parties sur le montant de la cession, le prix de vente hors taxes sur la valeur ajoutée sur la marge s'élève à 214 000 euros. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur marge est de 33 760,39 euros, soit un montant total de 247 760,39 euros conformément à l'avis des services de France Domaine du 24 juillet 2019.

En contrepartie, la Métropole s'engage à permettre aux ASF de raccorder son aire d'autoroute sur le futur réseau d'eau potable et d'assainissement qui sera mis en œuvre dans le cadre de l'aménagement de la zone.

La Métropole prendra à sa charge les frais notariés inhérents à la signature de l'acte authentique.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'aménagement du secteur de « Château-Blanc » avait été initié et piloté par la commune de Ventabren sur un tènement d'environ 13 hectares, divisé en deux tranches opérationnelles, délimité à l'Est par le Viaduc des « Pontails » qui surplombe le terrain et au Sud par l'autoroute A8.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole est en charge de la compétence portant sur la création, l'aménagement, et la gestion des zones d'activités sur l'ensemble de son territoire. Afin de préparer au mieux les conditions de transfert de l'opération, une convention de gestion avait été signée pour les exercices 2018 et 2019 entre la commune et la Métropole, avant la reprise de complète par la Métropole au 1^{er} janvier 2020.

Dès lors, dans le cadre de la réalisation de l'opération d'aménagement sur le secteur de Château-Blanc, des terrains concernés par le périmètre de cette future opération d'aménagement appartiennent à VINCI - Autoroutes du Sud de la France (ASF). Un compromis de vente avait été signé à cet effet en février 2018 entre la commune et les ASF. Il s'avère aujourd'hui que ce compromis est caduc et qu'il convient de relancer cette procédure d'acquisition.

Les parcelles concernées sont les suivantes, pour une superficie totale cadastrée de 30 411 m² :

Par conséquent, il est proposé que la Métropole procède à l'acquisition à titre onéreux des terrains appartenant à VINCI – ASF qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de Château-Blanc à Ventabren.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-2 I ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2019-114V1349 du 24 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition des parcelles appartenant à VINCI – Autoroutes du Sud de la France est nécessaire pour la réalisation de la future opération d'aménagement de Château-Blanc sur la commune de Ventabren.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition auprès de VINCI - Autoroutes du Sud de la France des parcelles cadastrées BC n°156, 162, 167 et 200 d'une superficie totale de 30 411 m², pour un montant de 214 000 euros hors taxes sur la valeur ajoutée sur marge, soit un montant total de 247 760,39 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente et l'acte authentique relatif à cette acquisition, et tous documents nécessaires à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6015, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 062-7433/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle BV0014 sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues appartenant à la SCI La Barjolaise et nécessaire à l'aménagement d'une voie verte

MET 19/13152/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'une voie verte le long du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues. Ce projet, pour être mené à bien, requiert l'acquisition d'une bande de terrain qui empiète sur plusieurs parcelles dont environ 67 m² qui sont à détacher de la parcelle cadastrée BV 0014 propriété de la SCI la Barjolaise.

La SCI la Barjolaise et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues d'un accord et le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière.

Celle-ci se réalise moyennant un euro symbolique et la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à reconstruire à l'identique les clôtures existantes au nouvel alignement.

Le protocole met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, ainsi que le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

A la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est entendu que la SCI la Barjolaise mettrait à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'emprise nécessaire de façon anticipée au transfert de propriété.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718*19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser cette acquisition foncière au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte le long du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé d'acquisition de l'emprise de terrain non bâtie d'environ

67 m² à détacher de la parcelle cadastrée BV 0014, sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'euro symbolique.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto-Capra-Maitre-Colonna Notaires Associés - 2 place du 11 novembre -BP 170 - 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de

gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à reconstruire à l'identique les clôtures existantes au nouvel alignement.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 063-7434/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière sise rue du Terras à Marseille 2ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain
MET 19/13195/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une emprise foncière de 235 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37, sise rue du Terras à Marseille dans le 2^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras, représenté par le Cabinet Steyer et Doriat en sa qualité de syndic.

En effet, la partie de parcelle précitée n'a pas vocation à rester dans le domaine privé : déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, elle constitue une partie de l'assiette foncière du trottoir de la rue du Terras ayant vocation à être intégrée dans le domaine public routier métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, le syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras, représenté par le Cabinet Steyer et Doriat, accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'emprise foncière de 235 m² environ à

détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37 identifiée ci-dessus.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Tous les frais et honoraires liés à l'acquisition et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la Métropole.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition foncière auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras d'une emprise foncière de 235 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37, sise rue du Terras à Marseille dans le 2^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires du 11 rue du Terras à l'euro symbolique au profit par la Métropole Aix-Marseille-

Provence qui l'accepte, une emprise foncière de 235 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 808 C n°37, sise rue du Terras à Marseille dans le 2ème arrondissement et le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Preti et Criquet, notaires à Marseille 10 cours Pierre Puget dans le 6^{ème} arrondissement de Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire, et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

URB 064-7435/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle AV 0014 sise boulevard de Général de Gaulle à Saint-Victoret, appartenant à la Ville et nécessaire à l'aménagement d'un parking public MET 19/13251/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'un parking public au niveau du boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret. Pour être mené à bien, ce projet, requiert l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 3 093 m² à détacher de la parcelle cadastrée AV 0014, propriété de la ville de Saint-Victoret.

La Ville de Saint-Victoret et la Métropole Aix-Marseille-Provence sont convenues d'un accord et le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière.

Celle-ci se réalise moyennant 1 euro symbolique.

Le protocole met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

La ville de Saint-Victoret prend en charge les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

A la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est entendu que la Ville de Saint-Victoret mettrait à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'emprise nécessaire de façon anticipée au transfert de propriété.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Saint-Victoret n° 53/19 du 26 septembre 2019 portant cession d'une emprise d'environ 3 093 m² à détacher de la parcelle cadastrée n° AV 0014 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser cette acquisition foncière au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du projet d'aménagement d'un parking public au niveau du boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé d'acquisition de l'emprise de terrain non bâtie à détacher d'environ 3 093 m² de la parcelle cadastrée AV 0014, sise boulevard du Général Charles de Gaulle à Saint-Victoret au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'euro symbolique.

Article 2 :

L'étude de Maîtres Bonetto – Capra – Maître – Colonna, notaires associés sise à Marignane - 2 place du 11 novembre - B.P. 170 – 13723 Marignane cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

Les frais liés à la présente acquisition mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente en ce inclus le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance du 31 décembre suivant.

La Ville de Saint-Victoret prend en charge les frais liés au détachement parcellaire et au bornage.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 065-7436/19/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence Saint-Jean d'une emprise foncière sise avenue Emile Ripert à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain MET 19/13301/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une emprise foncière de 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292, sise 723 avenue Emile Ripert à La Ciotat (13600), la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée du syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représentée par son syndic Agimmo.

En effet, aménagée et affectée à l'usage de voirie, l'emprise foncière de 551m² constitue l'assiette foncière de la traverse Cantegrillet et a vocation à être intégrée dans le domaine public routier métropolitain.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Equiperment et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, le syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représentée par son syndic Agimmo, accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'emprise de 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292 identifiée ci-dessus.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Tous les frais et honoraires liés à l'acquisition et le remboursement de la taxe foncière sont à la charge de la Métropole.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition foncière auprès du syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représentée par son syndic Agimmo d'une emprise foncière de 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292, sise 723 avenue Emile Ripert à La Ciotat, permettra l'intégration dans le domaine public routier métropolitain de la traverse Cantegrillet à la Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de la Résidence Saint Jean représenté par son syndic Agimmo par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, une emprise foncière 551m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AY n°292 à l'euro symbolique, sise 723 avenue Emile Ripert à La Ciotat (13600) et le protocole foncier ci-annexé.

Article 2 :

Maître Berthon-Ravel, notaire dont l'étude est située à La Ciotat, Le Jardin Des Sauges 205 Avenue Emile Bodin, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire, et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 066-7437/19/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL SAV d'une parcelle de terrain située traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement, pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain
MET 19/13355/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une emprise de terrain déjà aménagée comme de la voie publique réservée au PLU de la ville de Marseille n° ER 09-164 pour élargissement de voie, cadastrée 846 C 242 d'une contenance de 192 m² environ, sise traverse de la Seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 1 euro symbolique sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant prévu pour l'acquisition, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Le remboursement de taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat, non requis
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL d'une parcelle de terrain déjà aménagée comme de la voie de 192 m² environ cadastrée 846 C 0242 située traverse de la seigneurie à Marseille 8^{ème} arrondissement permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition de la parcelle non bâtie cadastrée 846 C 0242 d'une contenance de 192 m² environ, sise traverse de la seigneurie auprès de la SNC PROMOTION RESIDENTIEL SAV, à l'euro

symbolique ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître FERAUD, notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière.

Article 4 :

Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition foncière sont inscrits aux budgets de la Métropole - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 067-7438/19/BM

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société BOUYGUES IMMOBILIER de parcelles de terrain situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement, pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain.**

MET 19/13356/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre, de la prise en gestion de l'avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'emprises de terrain la constituant.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SAS BOUYGUES IMMOBILIER, représentée par Monsieur Rémy COURTES, Directeur d'agence Région Arc Méditerranée) des parcelles de terrain non bâties de 540 m² environ cadastrée 905 D0092, 535 m² environ cadastrée 905 D0101, 358 m² environ cadastrée 905 D 0085 et 840 m² environ cadastrée 905 D 0088 situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 1 euro symbolique et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Le remboursement de taxe foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat non requis
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SA BOUYGUES IMMOBILIER des parcelles de terrain non bâties de 540 m² environ cadastrée 905 D0092, 535 m² environ cadastrée 905 D0101, 358 m² environ cadastrée 905 D 0085 et 840 m² environ cadastrée 905 D 0088 situées avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement permettra leur intégration dans le Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'avenue Maurice Cheavance Bertin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles non bâties d'une contenance de 540 m² environ cadastrée 905 D0092, 535 m² environ cadastrée 905 D 0101, 358 m² environ cadastrée 905 D 0085 et 840 m² environ cadastrée 905 D0088 sises avenue Maurice Cheavance Bertin à Marseille 15^{ème} arrondissement auprès de la SAS BOUYGUES IMMOBILIER, à l'euro symbolique ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître FERAUD, notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- Le remboursement de taxe foncière

Article 4 :

Les frais et droits et honoraires liés à l'acquisition foncière sont inscrits aux budgets de la Métropole - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 068-7439/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 193 boulevard Baille à Marseille 5ème arrondissement appartenant aux copropriétaires de l'immeuble "Le Baille" MET 19/13094/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une emprise de terrain d'environ 727 m² à détacher de la parcelle 819 A 114 d'une superficie de 5 357 m² située 193 boulevard Baille, appartenant aux copropriétaires de l'immeuble « le Baille ».

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet du présent arrêté à 1 € HT et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de taxe foncière ;
- les frais d'assemblée générale de la copropriété « Le Baille » validant la cession à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence di 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'acquérir une bande de terrain à détacher de la parcelle 819 A 114 afin de poursuivre la requalification de la rocade du Jarret dans les 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 727 m² à détacher de la parcelle cadastrée 819 A 114 d'une contenance de 5 357 m², située 193 boulevard Baille à Marseille 5^{ème} arrondissement, auprès des copropriétaires de l'immeuble « Le Baille » à 1 euro symbolique ainsi que le protocole foncier ci-annexé à la présente délibération.

Article 2 :

L'étude de Maîtres CRIQUET – PRETI-JANIN, notaires à Marseille, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- le remboursement de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.
- Les frais d'assemblée générale ci-dessous décrits sur production des factures correspondantes :

- Affranchissement convocation 661,13 euros TTC
- Affranchissement PV 664,64 euros TTC + 5,10 euros TTC
- Tenues de l'AGS 240,98 euros TTC
- Préparation AGS 2 420,00 euros TTC

Soit un total de
3 991,85 euros TTC

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière et aux frais d'assemblée générale sont inscrits au budget 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2015108500 – sous politique C 311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 069-7440/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'un appartement d'une superficie de 46 m², sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Jean-Jacques Procot et Madame Michèle Procot, pour la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas.**

MET 19/13303/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du projet urbain de réaménagement et de la rénovation urbaine du quartier dit de la «Maille 1 – Mercure» à Miramas, le bâtiment F situé Allée du Petit Diable, est destiné à être démoli.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur des appartements situés dans ledit bâtiment.

Monsieur Jean-Jacques Procot et Madame Michèle Procot sont propriétaires d'un appartement de type 2, d'une superficie de 46,62 m², en rez de jardin, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas.

Après évaluation interne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a proposé le prix de 69 473,93 euros.

Les services de France Domaine n'ont pas été saisis car le montant d'acquisition est en-deçà du seuil de 180 000 euros.

Monsieur Jean-Jacques Procot et Madame Michèle Procot ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais liés à cette procédure estimé à environ 3 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- les frais, droits et honoraires
- le remboursement de la taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'un appartement de type 2, d'une superficie de 46,62 m², en rez de jardin, bâtiment F, sis Allée du Petit Diable sur la parcelle cadastrée section AM n° 2 à Miramas, propriété de Monsieur Jean-Jacques Procot et Madame Michèle Procot, pour un montant de 69 473,93 euros auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 2 :

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure pour un montant d'environ 3 500 euros est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- les frais, droits et honoraires
- le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 070-7441/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain auprès du syndicat des copropriétaires du "Hameau de Val de Gray" à Marseille 13ème arrondissement dans le cadre du PAE les Paraniques - La Claire - Réalisation de la voie U372.

MET 19/13354/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du développement urbain du 13^{ème} arrondissement de Marseille, le projet de voirie porte sur la desserte d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) relatif au secteur des PARANQUES / CLAIRE situé à l'Ouest de Plan-de-Cuques entre le boulevard Baral et l'avenue Dalbret. Le PAE vise à mettre en œuvre un programme d'habitats, regroupant au total environ 600 logements.

L'urbanisation de ce secteur nécessite au préalable la construction d'une voie de desserte interne (la « U372 » et la « U378 ») et l'aménagement du réseau viaire existant (élargissement du chemin de la Grave notamment) en vue de créer une liaison avec le réseau routier existant. La réalisation de cette voie et la mise en œuvre des réseaux (assainissement, eau potable, eaux pluviales...) sont un prérequis à la réalisation des différents programmes envisagés sur le secteur.

Ce programme d'aménagement comprend deux opérations qui seront échelonnées dans le temps :

- Opération n° 1 : réalisation de la « U372 » et de la liaison « U372 » / Chemin de la Grave,
- Opération n° 2 : élargissement du chemin de la Grave et réalisation pour partie de la « U378 ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure d'expropriation et parallèlement à cette procédure elle continue à mener les négociations amiables.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du syndicat des copropriétaires du Hameau du Val de Gray, représentée par Madame MARCHICA (syndic IPF IMMO) d'une emprise de terrain non bâtie de 132,5 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0202, située boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes arrêté à 6 625 euros et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire au bornage,
- Le remboursement de taxe foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n°FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat non requis
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires du « Hameau de Val de Gray » de cette emprise de terrain d'une superficie de 132,5 m² à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0202 permettra dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes/La Claire, la réalisation de la voie U372 et U378 à Marseille 13^{ème} arrondissement

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'acquisition de l'emprise non bâtie d'une superficie de 132,5 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0202 sise boulevard Bara auprès du syndicat des copropriétaires du Hameau du Val de Gray, représentée par Madame Marchica (syndic IPF IMMO), pour un montant de 6 625 euros HT auquel n'est pas appliqué de TVA ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître Malauzat notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de taxe foncière

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'acquisition foncière sont inscrits aux budgets de la Métropole - Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 071-7442/19/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'un tènement foncier d'une contenance cadastrale d'environ 271 592 m² comprenant 1763 m² de surfaces bâties existantes, cadastré section BZ n° 3, n° 21, n° 22, n° 36, CA n° 23, E n° 486, n° 487 à n° 491, n° 498, n° 499 à 501, n° 506 à 508, n° 540, n° 602 à 607, et n° 960, situé Lieudit Conclué, 53 Route de Saint-Chamas à Istres, propriété de la SCI Domaine de Conclué

MET 19/13719/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SCI Domaine de Conclué, représentée par Monsieur Philippe D'Oliveira, souhaite céder son tènement foncier d'une contenance cadastrale d'environ 271 592 m² comprenant 1763 m² de surfaces bâties existantes, cadastré section BZ n° 3, n° 21, n° 22, n° 36, CA n° 23, E n° 486, n° 487 à n° 491, n° 498, n° 499 à 501, n° 506 à 508, n° 540, n° 602 à 607, et n° 960, situé Lieudit Conclué, 53 Route de Saint-Chamas à Istres.

Dans le cadre de sa compétence et au regard de l'impact paysager et naturel de cet ensemble immobilier, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite préserver sur son territoire des espaces agricoles d'un intérêt certain.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, dudit ensemble immobilier. Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SCI Domaine de Conclué, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du tènement objet de la présente, arrêté à 2 299 000 euros et sur les modalités de l'acquisition projetée.

La Direction de l'Immobilier de l'Etat a régulièrement été saisie.

La présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liées et comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- Le remboursement de la taxe foncière.

Il est ici précisé que les frais liés aux honoraires de l'agence immobilière resteront à la charge de la SCI Domaine de Conclué.

La SCI Domaine de Conclué, représentée par Monsieur Philippe D'Oliveira, a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat du 7 novembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux du tènement foncier d'une contenance cadastrale d'environ 271 592 m² comprenant 1763 m² de surfaces bâties existantes, cadastré section BZ n° 3, n° 21, n° 22, n° 36, CA n° 23, E n° 486, n° 487 à n° 491, n° 498, n° 499 à 501, n° 506 à 508, n° 540, n° 602 à 607, et n° 960, situé Lieudit Conclué, 53 Route de Saint-Chamas à Istres, propriété de la SCI Domaine de Conclué représentée par Monsieur Philippe D'Oliveira, pour un montant de 2 299 000 € (deux millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille euros) auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 2 :

Maître PIOMBO, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sauf les frais liés aux honoraires de l'agence immobilière qui resteront à la charge de la SCI Domaine de Conclué.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2020, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 072-7443/19/BM

■ Approbation d'une convention avec ENEDIS pour l'implantation d'un support métallique sur la parcelle cadastrée BB 167 sur la commune de Pertuis

MET 19/13023/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle BB 167 sise chemin de Malespine à Pertuis, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sans pour autant remettre en cause les projets métropolitains.

A cet effet, ENEDIS propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'implantation à demeure d'un support métallique.

Cette convention de servitudes est conclue à titre gratuit. Etant précisé que l'ouvrage ainsi réalisé restera la propriété d'ENEDIS et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de servitudes à constituer au bénéfice d'ENEDIS sur la parcelle BB 167, sise chemin de Malespine sur la commune de Pertuis, dont un exemplaire est annexé au présent rapport.

Article 2 :

Cette servitude est consentie et acceptée à titre gratuit.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

cette convention, l'acte authentique ainsi que tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les frais d'actes et de publication au service de la publicité foncière seront à la charge d'ENEDIS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 073-7444/19/BM

■ Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA pour réserve foncière sur le site historique Duclos à Septèmes-Les-Vallons MET 19/13359/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Septèmes-les-Vallons, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier PACA mènent une action partenariale sur le secteur stratégique du centre-ville/Gare situé en continuité du noyau villageois, le long de l'avenue du 8 mai 1945, un des axes structurants de la commune proche du pôle d'échanges et de la gare.

Ce périmètre localisé au cœur de la démarche Eco Quartier, initiée par la commune, abrite un ancien site industriel « Duclos » d'environ 15 ha qui représente un secteur d'enjeu important pour le développement urbain de la commune à l'horizon 2020-2030 et notamment dans le cadre de la loi SRU.

La problématique du logement sur le territoire de la commune est marquée par un marché immobilier tendu et un parc social existant insuffisant à renforcer en raison d'une demande croissante d'accès à un logement enregistré par la commune.

Face à ce constat, la commune souhaite, dans le cadre de la requalification du centre-ville, supprimer l'industrie tout en maintenant la vocation économique du secteur et favoriser une mixité sociale et fonctionnelle par la réalisation d'environ 350 logements, en développant des commerces de proximité venant compléter l'offre commerciale existante.

Par ailleurs, la commune a également identifié la nécessité de créer un groupe scolaire afin de répondre aux besoins des futurs habitants du nouveau quartier.

Les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ont abouti à une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) d'intention qui concerne le secteur centre-ville gare d'environ 24 ha comprenant les terrains de la friche.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la convention d'intervention foncière en vue de la maîtrise foncière du site de la friche.

Les négociations engagées avec les propriétaires concernés, pour acquérir à l'amiable les parcelles identifiées comme nécessaires à cette opération d'aménagement stratégique pour la commune, n'ont pu aboutir, à ce jour.

C'est pourquoi, la maîtrise publique foncière pourra se faire par voie d'expropriation.

Aussi, il est nécessaire d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique dite « réserve foncière » en l'absence de justification de la réalité opérationnelle d'un projet d'aménagement bien arrêté sur ce dispositif. Sur le secteur stratégique Centre-Ville / Gare sur les parcelles de la friche industrielle historique (cadastrées AR0006, AP0165, AP0168, AP0169, AP0170, AP0014, AP0015 et AP0006).

Ce qui permettra à la collectivité de prévenir la pression foncière en acquérant les biens à leur valeur d'usage sans compromettre l'usage ultérieur envisagé, dans un souci de gain de temps.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La déclaration de la ville de Septèmes-les-Vallons n° 18.10.2019 de projet Centre-Ville / Gare – définition d'une stratégie de maîtrise foncière lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ce périmètre représente un secteur d'enjeu important pour le développement urbain de la commune ;
- Que le lancement d'une déclaration d'utilité publique dite réserve foncière confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de prévenir la pénurie foncière ;
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre du centre-ville Nord de Septèmes-les-Vallons exécutoire à compter du 28 juillet 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique, au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier PACA, dite de réserve foncière sur le site historique DUCLOS à Septèmes-les-Vallons.

Article 2 :

Le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique est autorisé à solliciter l'ensemble des actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 074-7445/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle relative aux études et travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National - Site des Arnavaux à Marseille
MET 19/13585/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention du 29 décembre 2015, signée entre l'Etat et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM), délègue la maîtrise d'ouvrage de la réalisation des études et travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National à la CUMPM.

Le montant de cette opération est fixé à 26,666 M€HT, valeur actualisable selon l'indice BT01 de juin

2010, avec pour échéance des travaux le 31 décembre 2019.

Le versement de la participation financière de l'opération L2 à la restructuration du MIN est effectué par l'Etat sur la base de dépenses hors taxe et sur constatation de la réalisation effective du projet.

Or, d'une part, la compétence de gestion du Marché d'intérêt National est assurée non plus par la CUMPM mais par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait connaître à l'Etat son souhait de prolongation de l'échéance de l'opération, jusqu'à la fin de l'année 2021 car la reconstruction des entrepôts, déplacés à cause du passage de la L2 dans le MIN, a pris du retard.

L'Etat a donné son accord pour prolonger de deux ans l'échéance de cette opération, et souhaite figer le montant de l'actualisation de l'opération au montant atteint au 31 octobre 2019, les nouvelles demandes de remboursement au-delà de cette date, n'étant plus assujetties à actualisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille transférant la compétence Marché d'Intérêt National à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative au transfert de la compétence Marché d'Intérêt National ;
- La délibération du 8 juillet 2011, relative à l'approbation d'une convention financière relative aux opérations d'accompagnement du projet L2 ;
- La délibération du 21 octobre 2011 relative à l'approbation d'une convention financière relative aux études de restructuration du Marché d'Intérêt National ;
- La délibération du 26 octobre 2012 relative à l'approbation d'une convention financière relative aux travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National ;
- La convention pluriannuelle relative aux Travaux de restructuration du Marché

d'Intérêt National des Arnavaux à Marseille du 29 décembre 2015 ;

- L'avenant n°1 à la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 du 5 mars 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de marché d'intérêt national,
- Qu'il convient de tenir compte du projet de passage de la L2 Nord dans la zone du Marché d'Intérêt National, site des Arnavaux,
- Que la Métropole souhaite prolonger de 2 ans la convention pluriannuelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention pluriannuelle relative aux études et travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National - site des ARNAVAUX ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant 1 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 075-7446/19/BM

**■ Réalisation de la zone d'aménagement concerté de Trigrance à Istres - Approbation de la modification n° 6
MET 19/13646/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Trigrance sur la commune d'Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 1^{er} juin 1989 à l'initiative de l'Epareb dans le cadre de sa mission d'aménageur de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre. Située à l'Ouest de la commune d'Istres, la ZAC de Trigrance occupe une surface d'environ 80 hectares.

Suite à la dissolution de l'Epareb, la compétence de la ZAC de Trigrance a été transférée au SAN Ouest Provence.

Un arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2001 a modifié l'arrêté de création de la ZAC pour indiquer que son aménagement sera confié à une Société d'Economie Mixte (SEM) ou à un établissement public par une convention publique d'aménagement en application de l'article R. 311-6 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, le SAN Ouest Provence a décidé en application des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la poursuite de la réalisation de la ZAC de Trigrance.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la ZAC de Trigrance a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 28 août 1991, modifié en dernier lieu en date du 17 décembre 2008 par délibération n° 882/08 du Comité syndical du SAN Ouest Provence (5^{ème} modification de la ZAC).

Le nombre de logements initialement prévu à la ZAC était de 820 en 2005. Or, suite à la fusion des secteurs UD et UE lors du passage du POS en PLU créant le secteur UDTri et à la densification de la surface de plancher disponible, la ZAC prévoit désormais environ 1250 logements.

Le Programme des Équipements Publics initial prévoyait une maison de quartier comme élément de superstructure.

Compte tenu de l'évolution des besoins de la ZAC et de la nouvelle répartition des équipements scolaires sur la commune (désaffectation de deux écoles maternelles en centre ville et révision de la carte scolaire), il est nécessaire de créer un groupe scolaire au sein de la ZAC.

Dans ce contexte, il convient donc de modifier le dossier de réalisation de la ZAC afin de remplacer l'équipement public de proximité, prévu par la modification n° 5 du dossier de réalisation de la ZAC, par un groupe scolaire d'environ 15 classes, une structure Petite Enfance et une crèche, en modifiant le Programme des Équipements Publics et le bilan financier, objet de la modification n° 6 du dossier de réalisation de la ZAC de Trigrance à Istres.

Ce dossier a été notifié, par application de l'article R. 311-8 du Code de l'Urbanisme, à la Mairie d'Istres qui a émis un avis favorable par délibération du Conseil Municipal.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 271/02 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 26 juin 2002 relative à la ZAC de Trigance-Convention d'Aménagement SAN / EPAD ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n° 6 du dossier de réalisation de la ZAC de Trigance sur la commune d'Istres, telle qu'elle est annexée à la présente délibération, et concernant :

- le Programme des Equipements Publics,
- le Bilan financier.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R. 311-9 du Code l'Urbanisme, d'un affichage pendant un mois :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Le Pharo – 58, Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille,
- à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 - Allée de la Passe Pierre - 13800 Istres,

- à l'Hôtel de Ville d'Istres – 1, Esplanade Bernardin Laugier – CS 97002 - 13808 Istres Cedex.

Elle fera également l'objet d'une mention dans un journal régional ou local diffusé dans le Département et d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente délibération sera rendue exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 076-7447/19/BM

■ Approbation d'une convention de coopération public-public avec la CEREMA relative aux mesures foncières de compensation MET 19/13318/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention cadre de partenariat avec le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Le CEREMA est un établissement public de l'Etat à caractère administratif. Ses missions sont les suivantes:

- Promouvoir et faciliter des modes de gestion des territoires qui intègrent l'ensemble des facteurs environnementaux, économiques et sociaux;
- Accompagner les acteurs publics et privés dans la transition vers une économie sobre en ressources et décarbonée, respectueuse de l'environnement et équitable;
- Apporter à l'Etat et aux acteurs territoriaux un appui en termes d'ingénierie et d'expertise technique sur les projets d'aménagement nécessitant notamment une approche pluridisciplinaire ou impliquant un effort de solidarité;
- Assister les acteurs publics dans la gestion de leur patrimoine d'infrastructure, de transport et de leur patrimoine immobilier;
- Renforcer la capacité des acteurs territoriaux à faire face aux risques auxquels sont soumis leurs territoires et leurs populations;
- Promouvoir aux échelons territorial, national et européen les règles de l'art et le savoir-

faire développés dans le cadre de ses missions et en assurer la capitalisation.

La convention cadre signée entre le CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2019-2021 permet de définir les modalités de collaboration entre les partenaires, telles qu'autorisées par les textes législatifs et réglementaires et notamment par le code de la commande publique, sur des activités relevant des politiques publiques portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence et entrant dans le champ des compétences et des missions du CEREMA. Elle fait l'objet d'un programme annuel prévisionnel de collaboration établi entre les parties qui sera décliné au travers de l'établissement des conventions spécifiques de collaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CEREMA sur chacune des thématiques envisagées

Figure parmi ces thématiques, en termes de développement urbain et de stratégie territoriale, la stratégie foncière et patrimoniale et notamment la prise en compte de l'enjeu foncier de compensation agricole et naturel.

Par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016, a été approuvé le lancement d'un Plan d'Action Foncière métropolitain. Ce Plan d'Action Foncière en cours d'élaboration a pour objectif de doter la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une stratégie foncière anticipatrice et transversale permettant de traduire en actions foncières les objectifs de développement du territoire métropolitain.

En effet, dans un contexte de tension et de rareté du foncier, les perspectives liées notamment à l'accueil de nouveaux habitants et d'activités, à la protection des espaces agricoles et naturels, ainsi qu'à l'organisation des déplacements sur le territoire, nécessitent de préserver les ressources foncières et d'anticiper les besoins en matière foncière.

La Métropole Aix-Marseille-Métropole doit répondre à la démarche "Eviter Réduire Compenser" concernant les impacts de ses projets d'aménagement sur l'environnement. Cette notion introduite par la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la Nature s'est vue renforcée avec les lois Grenelle de 2009 et 2010 puis la loi dite biodiversité du 8 août 2016.

La séquence "ERC" s'applique dans son ordre d'énumération et impose au maître d'ouvrage en premier lieu d'éviter au maximum les impacts du projet d'aménagement sur l'environnement, puis de les réduire et enfin de les compenser. La mise en œuvre de la compensation doit garantir l'absence de toute perte nette de biodiversité ainsi que la faisabilité des mesures préconisées qui doivent être opérationnelles et pérennes.

Par ailleurs, la loi d'avenir agricole du 13 octobre 2014 a créé la notion de compensation agricole avec un mécanisme basé sur le principe du triptyque ERC applicable en droit de l'environnement pour

dédommager le préjudice subi par la perte de foncier agricole liée aux aménagements du territoire.

Le projet métropolitain approuvé par délibération du 29 juin 2018 retient parmi les leviers à actionner afin d'anticiper l'impact du changement climatique la nécessité de structurer une stratégie foncière en matière de mesures compensatoires.

Les travaux engagés au titre de l'élaboration du Plan d'Action Foncière métropolitain ont permis notamment d'identifier l'acquisition du foncier de compensation comme un des enjeux fonciers prégnants de la collectivité.

Le Plan d'Action Foncière n'a pas pour objectif de constituer des réserves foncières de biodiversité destinées à contourner les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur l'environnement.

Il doit permettre de disposer d'une vision d'ensemble de cette question en s'appuyant sur la connaissance du patrimoine naturel du territoire. A ce sujet, l'Atlas de la Biodiversité en cours de construction comprend une première phase d'état initial de la connaissance de la biodiversité sur le territoire métropolitain. La Mission Sites et Espaces Naturels mettra à disposition les résultats de l'Atlas et apportera son expertise pour leur interprétation.

A ce stade, il paraît nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de se doter d'un état des lieux des projets ayant abouti à la mise en place de mesures foncières compensatoires car il n'existe pas à ce jour de connaissance commune et exhaustive sur ce sujet. Cela permettrait d'une part, lors de prospections foncières, de ne pas envisager des projets sur des terrains qui sont mobilisés pour de la compensation et d'autre part, de constituer une base de données sur les types de projet ayant donné lieu à de la compensation foncière, de prendre du recul sur l'efficacité des mesures mises en place et de mieux anticiper les éventuels besoins de compensation future.

Le CEREMA, quant à lui, est intéressé par l'observation de la prise en compte des enjeux environnementaux par les acteurs territoriaux dans la mise en œuvre des politiques publiques relevant de leurs compétences.

Dans ce cadre, le CEREMA réalisera un recensement des projets ayant donné lieu à des mesures compensatoires environnementales sur le territoire de la Métropole et qualifiera ces mesures selon le guide d'aide à la définition des mesures ERC. Il produira une cartographie de ces projets et mesures telles qu'elles ont été prescrites dans les autorisations administratives.

La Métropole Aix-Marseille-Provence fournira au CEREMA des analyses sur la biodiversité, des analyses foncières, ainsi que les grandes orientations sur les secteurs de développement qui découleront des documents de planification.

Ainsi, ces échanges doivent permettre à la Métropole et au CEREMA de renforcer un argumentaire de sensibilisation, d'anticipation et d'amélioration des pratiques en matière de prise en compte des enjeux environnementaux dans les documents de planification et les projets d'aménagement ainsi que la capitalisation des données relatives au patrimoine naturel. Et ce afin de favoriser le partage des connaissances.

Ce partenariat pourra également contribuer à améliorer le suivi des mesures qui s'inscrivent dans un temps très long, et à leur prise en compte par une retranscription dans la partie cartographique et réglementaire des documents de planification métropolitains.

C'est pourquoi Il est proposé de conclure une convention de coopération public-public avec le CEREMA pour constituer un état des lieux des mesures foncières de compensation environnementale mises en œuvre sur le territoire métropolitain. Le montant à charge de la Métropole est de 25 000 euros HT. Cette convention est conclue conformément aux dispositions d l'article L 2511-6 du Code de la Commande Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du principe d'élaboration du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019 portant approbation d'une convention cadre de partenariat avec le CEREMA ;

- La convention de coopération public-public relative aux mesures foncières de compensation ;
- L'information des Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de l'élaboration de son Plan d'Action Foncière, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser un état des lieux des mesures foncières de compensation mises en œuvre sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de coopération public-public entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CEREMA relative aux mesures foncières de compensation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de coopération public-public ci annexée conclue avec le CEREMA concernant les mesures foncières de compensation sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous politique C130 - Fonction 581 – Nature 2031 – Opération 2016102500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 077-7448/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Ecole Nationale des Ponts et l'Etat pour l'élaboration d'un atlas raisonné et d'un atlas thématique sur le secteur du Littoral de l'Etang de Vaine
MET 19/13233/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre d'une candidature conjointe avec les communes de Vitrolles et de Rognac, a été lauréate de l'Appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » organisé par le Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Cet appel à projets porte l'objectif d'accompagner les collectivités territoriales à engager la mutation des périphéries commerciales en perte d'attractivité, en accélérant la définition de projets de renouvellement urbain et commercial.

Par délibération n° URB 029-4784/18/BM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention bipartite par laquelle l'Etat s'est engagé à subventionner à hauteur de 60 000 euros HT le financement d'une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'élaboration d'un Plan Guide sur le secteur du Littoral de l'Etang de Vaïne.

Le Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités territoriales propose d'approfondir ce partenariat en subventionnant l'Ecole Nationale des Ponts afin qu'un groupe de 6 étudiants en première année de Master AMUR (Aménagement et Maîtrise d'Ouvrage Urbaine) puisse réaliser dans le cadre de leur « Atelier Métropolitain », une étude urbaine composée d'un atlas raisonné et d'un atlas thématique, sur le secteur de projet du Littoral de l'Etang de Vaïne.

Les autres étudiants de cette promotion de Master I AMUR travailleront sur les projets de deux autres candidatures lauréates de l'Appel à projets « Repenser la Périphérie Commerciale ».

La subvention de l'Etat à l'Ecole Nationale des Ponts pour l'«Atelier Métropolitain» du Master AMUR s'élève à 10 000 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à ce que ses élus et/ou ses agents participent aux différentes étapes qui ponctuent l'exercice pédagogique aux côtés des étudiants et de leurs enseignants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 029-4784/18/BM du 13 décembre 2018 portant approbation de la convention "Repenser la périphérie commerciale".

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel.
- Que le partenariat proposé avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et l'Etat s'inscrit dans la continuité du travail engagé par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux côtés des communes de Rognac et de Vitrolles dans le cadre de l'Appel à Projets national « Repenser la Périphérie commerciale ».
- Que l'élaboration d'un atlas raisonné et d'un atlas thématique par les étudiants du Master AMUR de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées contribuera à l'identification des enjeux du secteur du littoral de l'étang de Vaïne en matière d'aménagement du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention de partenariat entre l'Ecole Nationale des Ponts, l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'élaboration d'un atlas raisonné et d'un atlas thématique sur le secteur du Littoral de l'Etang de Vaïne ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 078-7449/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le Quartier Saint Victor à Cabriès entre la Métropole et Bouygues Immobilier

MET 19/14034/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le PLU de la Commune de Cabriès, approuvé le 23 mars 2017, a notamment pour ambitions de valoriser et conforter le tissu urbain existant tout en conservant le cadre naturel et agricole de la commune. En complément, il vise un développement ciblé d'opérations exemplaires en termes de mixité urbaine. Ainsi, la zone 1AU est une zone à urbaniser destinée à l'accueil résidentiel ou d'équipement. Son urbanisation est conditionnée à la réalisation d'opération(s) d'aménagement, comprenant les programmes des équipements adéquats compte-tenu de leur insuffisance actuelle, et respectant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui ont une valeur réglementaire. Ce zonage traduit aussi les objectifs du PADD et contribue de façon prioritaire à la production de logements sociaux.

Par délibération du conseil de Métropole du 19 décembre 2019, il est décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur une zone 1AUe et 1AUe-f1p, dit « PUP QUARTIER SAINT VICTOR », sur une surface d'environ 7,33 hectares. En effet, les aménagements de voirie sur ce secteur vont permettre de sécuriser les déplacements doux (piétons, cycles...) et d'éviter de saturer la circulation devant le collège Marie Mauron en réaménageant le Chemin de Saint Victor et le débouché sur la RD60A. Il est de plus nécessaire de réaliser le raccordement aux réseaux secs et humides, notamment par une extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement, et l'adaptation d'équipements existants du réseau d'eau potable.

Ainsi, il est décidé que l'ensemble des équipements publics rendus nécessaires par l'opération seront financés dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est de 2 533 340 euros HT (soit 3 040 008 euros TTC) sur l'ensemble du périmètre de PUP. La quote-part des opérateurs privés est fixée à 56,7 % de cette dépense. Le total des participations attendues s'élève donc à 1 430 000 euros. En application de l'article L.332-11-3 du Code de

l'Urbanisme, le coût des travaux est réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Sur le périmètre du PUP, l'OAP prévoit le développement d'environ 160 logements en totalité pour environ 14 733m² de surface de plancher, comprenant des logements sociaux.

Bouygues Immobilier entend développer, sur le tènement foncier situé à l'Ouest du Chemin de Saint Victor, un programme d'environ 133 logements soit 12 433m² de surface de plancher, représentant 84 % de la surface de plancher prévisionnelle totale. Ainsi, la participation de l'opérateur s'élève à 1 200 000 euros. Il s'agit uniquement d'une participation en numéraire, calculée selon la surface de plancher générée par l'opération au regard de la surface de plancher totale prévisionnelle développée dans le périmètre du PUP.

Il est précisé que la participation aux équipements d'eau et d'assainissement, exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par les opérateurs. En effet, la nécessité d'étendre les réseaux d'eau et d'assainissement et d'adapter les équipements (requalification de la station de filtration) provient uniquement des besoins uniques et spécifiques des projets.

Le dossier de PUP présentant le programme des équipements publics, le programme prévisionnel des constructions et la répartition financière sont joints à la convention de PUP ci annexée.

L'autorité compétente pour signer la convention est la collectivité compétente en matière de PLU, soit la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, les équipements publics à réaliser sont de maîtrises d'ouvrage différentes, et relèvent pour la voirie et les réseaux secs de la compétence communale, et pour l'eau potable et l'assainissement de la compétence de la Métropole. La convention de PUP prévoit que les participations seront versées uniquement à la Métropole, qui se chargera du reversement à la Commune de la quote-part lui revenant. Une convention de reversement avec la Commune sera présentée lors d'un prochain conseil de Métropole.

Les dépenses et les recettes liées à la réalisation des travaux d'eau et d'assainissement seront donc inscrites sur le budget annexe eau et assainissement du Pays d'Aix.

La convention de PUP prévoit les modalités de versement de la participation.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre adossé à la convention de PUP sont exonérées de taxe d'aménagement pendant 10 ans. En outre, en application de l'article L.322-6 du Code de l'Urbanisme et du principe du non-cumul des participations d'urbanisme ayant le même objet, la Participation Financière pour l'Assainissement

Collectif (PFAC) ne sera pas versée par l'opérateur, qui finance déjà via le PUP les travaux liés au réseau d'assainissement.

Il convient donc d'approuver la convention du PUP ci-jointe et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L332-11-3 et L332-11-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre de PUP, le programme des équipements publics et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet porté par l'opérateur répond aux enjeux de développement urbain de la commune,
- Qu'il nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics,
- Que ces travaux seront financés via un PUP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole et Bouygues Immobilier, ou toute personne physique ou morale que ce dernier se réserve de désigner, pour la mise en œuvre du projet

« QUARTIER SAINT VICTOR » sur la commune de Cabriès.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

Article 3 :

Il est précisé qu'en application de l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 10 ans, à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Assainissement, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 21, nature 21532, fonction 10

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 21, nature 21531, fonction 10

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Assainissement, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1318

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Eau, Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1318

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : chapitre 13, nature 1348, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 079-7450/19/BM

■ Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise pour l'année 2020, relative à l'attribution d'une subvention MET 19/13391/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de

permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée couvre l'année 2020, mais sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2020 une aide de 4 013 000 euros à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement et d'investissement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN - 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM).

Article 2 :

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), au titre de l'exercice 2020 est de 4 013 000 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera au versement de la subvention en douze mensualités.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 568 000 euros - Nature 65748 - C110 - 518
 EST CT1 : 755 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518
 EST CT4 : 500 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

EST CT3 : 190 000 euros - Nature 4581 -Opération 458-118-30-17

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 080-7451/19/BM

**■ Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance pour l'année 2020, relative à l'attribution d'une subvention
 MET 19/13402/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées.

Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la

nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2020 une aide 1 644 000 euros à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance sous la forme d'une subvention de fonctionnement et d'investissement.

Une démarche partenariale a été engagée par la Métropole Aix-Marseille Provence et les Agences d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) afin d'aboutir à la création d'une agence d'urbanisme Métropolitaine. La convention ci-annexée couvre l'année 2020, mais sera résiliée de plein droit lors de la création de l'agence d'urbanisme métropolitaine.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN - 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la subvention en totalité avant le 31 décembre 2020 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Article 2 :

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), au titre de l'exercice 2020 est de 1 644 000 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier de la Métropole, le paiement interviendra sur demande de l'Agence selon les modalités suivantes :

- 30% soit 493 200 euros, au cours de 1er trimestre 2020,
- 50% soit 822 000 euros, au cours du 2ème trimestre 2020,
- 20% soit 328 800 euros, au cours du 4ème trimestre 2020.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 621 551 euros - Nature 65748
Sous Politique C 110- Fonction 518
EST CT2 : - 208 000 euros - Nature 65748
- 814 449 euros Nature 4581 Opération
D17 19 AP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 081-7452/19/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2020 MET 19/12830/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône a été mis en place par le Conseil Général en 1980.

Il a pour vocation la promotion de la qualité architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, avec pour missions de :

- conseiller les collectivités territoriales dans leurs démarches de construction et d'aménagement sur tous les aspects et les facteurs qui contribuent à la qualité du cadre de vie et de l'environnement
- former les élus à la connaissance des territoires et de leur évolution
- informer et sensibiliser le grand public à la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement – visites, conférences, expositions, publications de vulgarisation – et

à l'esprit de participation : débats, tables-rondes, ateliers pédagogiques, etc...

Le CAUE est une association loi 1901 investie d'une mission de service public. Son conseil d'administration traduit le rôle conjoint de l'Etat, des collectivités territoriales et des professionnels de l'acte de bâtir. Les adhérents sont des communes et depuis 2009, le CAUE a ouvert son adhésion aux communautés de communes, aux bailleurs sociaux et aux parcs nationaux.

Ainsi, le CAUE assure déjà sur la plupart des territoires composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et depuis de nombreuses années, des missions d'aides aux communes dans le champ de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences. Il convient pour cela d'adhérer à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2020 s'élève à 25 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération URB 10-2080/17/CM du 18 mai 2017 portant adhésion au CAUE ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CAUE assure des missions d'aide et d'assistance aux collectivités territoriales
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite bénéficier de l'expertise et de l'appui du CAUE pour l'accompagner dans l'exercice de ses compétences

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône et le paiement de la cotisation 2020 de 25 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 de la Métropole : Sous-Politique C110 – Nature 6281 – Fonction 518

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 082-7453/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation 2020 MET 19/12831/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), créée en 2010, a pour ambition de regrouper l'ensemble des structures porteuses de SCOT qu'il s'agisse de communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles et syndicats mixtes.

Elle a pour objectif de constituer un centre de ressource et de réseaux pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens par l'échange d'informations, d'expériences et de savoir-faire sur divers thèmes (évolutions juridiques, méthodologie d'élaboration et de gestion, témoignages...) et constituer une force de proposition dans les débats nationaux en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Compte tenu de sa compétence en matière d'élaboration de Schémas de Cohérence Territoriale, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale par délibération n°URB 048-4206/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Par suite, et eu égard à la démarche d'élaboration du SCOT métropolitain, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette fédération nationale, pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle pour l'année 2020 s'élève à 4 000 euros pour un périmètre de SCOT regroupant plus de 400 000 habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° AEC 001-2500/10/CC du Conseil Communautaire du 10 décembre 2010, portant adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale et paiement de la cotisation ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 048-4206/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant adhésion à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n° URB 003-5598/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale et paiement de la cotisation pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale a pour objectif de constituer un réseau et un centre de ressources pour accompagner, éclairer et faciliter le travail des élus et des techniciens pour l'élaboration et la gestion des SCOT
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette fédération nationale dans le

cadre de l'élaboration du SCOT métropolitain, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 4 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en Nature 6281 – Fonction 518 - Sous-politique C110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 083-7454/19/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement Bras d'Or-centre-ville d'Aubagne MET 19/13232/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement urbain du site des « Bras d'or » sur la commune d'Aubagne en interface avec la vallée de l'Huveaune. Cette délibération a permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or » ; un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération, notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
6. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2018

Le traité de concession d'aménagement a été notifié le 13 août 2018 à la SOLEAM.

Le second semestre 2018 a été consacré principalement :

- A la mise en place de la gouvernance, des planning prévisionnels
- A l'appropriation collective du contexte et des enjeux notamment dans le cadre l'étude conduite par AREP sur l'interface Centre-ville et pôle d'échange multi-modal
- Au transfert du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du Cours Barthélémy désigné par la ville d'Aubagne suite à un concours, dont le lauréat est le groupement « CITTA/STRADA/Ateliers de l'éclairage »

Le lancement des études de programmation et de maîtrise d'œuvre n'a pas pu démarrer dans le temps imparti en 2018, il a été acté collectivement que les efforts soient consacrés à la mise en œuvre du transfert de marché de maîtrise d'œuvre et le démarrage des études de maîtrise d'œuvre permettant un début des travaux en 2019.

Les objectifs et les modalités de la concertation ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole n°URB 055-5186/18/CM du 13 décembre 2018.

En terme d'acquisition foncière, une opportunité d'acquisition à l'amiable (Local propriété de l'UNEDIC sur le secteur du Bras d'Or) a permis d'aboutir sur ce dossier, initialement prévu en 2021.

Le montant des dépenses prévues en 2018 était de 241 562 euros TTC, le montant des dépenses réalisées est de 1 253 942 euros TTC, soit un écart de 1 012 380 euros TTC. Cet écart est principalement dû à l'opportunité d'acheter un foncier propriété de l'UNEDIC cadastré AK 107 sur le secteur du Bras d'Or prévu initialement en 2021.

En terme de recette, il était prévu en 2018 un premier versement de participation pour un montant de 300 000 euros par la Métropole. Au vu des délais impartis, ce versement n'a pas été possible. Un appel de fonds de 76 000 euros correspondant au budget débloqué par la Métropole, a été fait en septembre 2018.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31 décembre 2018 fait apparaître des dépenses supplémentaires pour un montant de 868 650 euros HT pour un budget global de 27 298 197 euros HT.

Cette variation s'explique essentiellement par l'augmentation du budget nécessaire pour la réalisation des travaux de requalification du Cours Barthélémy, estimé en 2018 à 960 000 euros HT, le montant est actualisé à 2 054 989 euros HT (montant tenant compte des marchés travaux attribués 1^{er} trimestre 2019).

Le poste foncier a également été affiné :

- actualisation du budget nécessaire à l'acquisition des biens préalablement acquis par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le budget initial reprenait l'enveloppe financière adossée à la convention d'intervention foncière signé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur existante avant la signature du traité de concession. La mission foncière étant transférée à la SOLEAM, il a été convenu du rachat du stock foncier de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur à la SOLEAM, ce qui ramène le budget de 8 700 749 euros HT à 4 870 312 euros HT ;
- le périmètre des acquisitions a été optimisé sur la base de l'étude réalisée par AREP, portant cependant le poste foncier « acquisition privée » de 3 200 850 euros HT à 7 577 388 euros HT.

Afin de maintenir, l'équilibre budgétaire de la concession, il est proposé d'augmenter les recettes prévisionnelles liées à la vente de charge foncière de 50€ HT/m² de surface de plancher. Cette augmentation reste cependant cohérente avec les prix du marché.

Ainsi, la charge foncière :

- En accession libre pour du logement est portée à 450 euros HT/m² de surface de plancher.
- Pour les locaux commerciaux et de services, est portée à 250 euros HT/m² de surface de plancher.

Concernant la participation du Concédant, la participation globale fixée à 13 101 713 euros TTC reste inchangée. Seule son affectation diffère entre le montant de la participation aux équipements et le montant de la participation à l'équilibre du bilan.

Perspectives 2019

En 2019, les principaux objectifs sont :

- En matière de travaux, la réalisation de la première tranche des travaux du Cours Barthélémy et le lancement d'un marché de maîtrise d'œuvre sur l'ensemble des espaces publics objet de la concession.
- En matière d'acquisition foncière, la poursuite des acquisitions à l'amiable.

- En matière de programmation urbaine, le lancement des marchés nécessaires permettant d'engager les études.

Les bilans établis par la SOLEAM reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération, sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » remis par la SOLEAM.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la SOLEAM relatif à l'opération d'aménagement « Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 084-7455/19/BM

■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la SPL Façonné relative à l'opération d'aménagement des Arcades à La Penne-sur-Huveaune MET 19/13523/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°16-0614 du 30 juin 2014, sidentiel dans une logique d'aménagement durable conforme aux attentes de la population, de la commune et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Le groupement d'entreprises Eurovia (mandataire) / N Béranger / Bronzo TP / Paysages Méditerranéens a été retenu et les travaux ont démarré en juin 2016.

Un permis d'aménager modificatif a été déposé début 2017 afin de prendre en compte des adaptations de projet lié au déplacement des containers enterrés à la demande de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) ou du transformateur électrique imposé par ENEDIS.

La réception des travaux a été prononcée le 20 mars 2017. L'ensemble des réserves a été levé en juin 2018.

En ce qui concerne la commercialisation, un compromis de vente avait été signé en 2016 avec l'opérateur Pitch Promotion pour la cession de 2 lots pour un montant de 2 450 000 euros HT. Suite aux difficultés rencontrées avec l'ABF et Enedis et au vu de la taxe d'aménagement demandée par la DDTM, le promoteur a sollicité Façonné pour renégocier le prix d'achat des terrains à la baisse.

Dans ce contexte, la collectivité a accepté, par courrier le 14 mai 2018, de revoir le prix du terrain à la baisse à 2 200 000 euros HT. La vente du terrain est intervenue le 6 novembre 2018 auprès de Pitch Promotion.

Sur cette base, le bilan prévisionnel d'opération fait état d'un montant des dépenses à hauteur de 3 440 000 euros TTC. Les recettes escomptées sont établies sur la vente de terrains pour un prix de 2 200 000 euros HT soit près de 2 640 000 euros TTC, sur le reversement de taxes d'aménagement à hauteur de 750 000 euros et sur une participation

d'équilibre de 131 000 euros de la Métropole déjà versée.

Le financement est assuré à hauteur de 3 millions d'euros répartis à 50% Caisse d'Epargne et 50% Crédit coopératif ainsi que par une avance du concédant de 95 000 euros.

L'ensemble des réseaux ont été réceptionnés et rétrocédés aux concessionnaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement de l'opération des Arcades signé le 28 juillet 2014 ;
- Le CRAC 2018 transmis par la SPL Façonéo ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les éléments présentés dans le CRAC 2018 sont conformes aux attentes de la collectivité en matière de réalisation de l'opération au vu des objectifs fixés dans le traité de concession.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité présenté par la SPL Façonéo au 31 décembre 2018

relative à l'opération des Arcades à La Penne-sur-Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 085-7456/19/BM

■ Résiliation de la convention d'action foncière avec la Société Publique Locale Sens Urbain sur le secteur Sud du Lac Saint-Suspi sur la commune de Miramas

MET 19/14007/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 534/09 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2009, a été approuvée une convention d'action foncière avec l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD Ouest Provence), sur le secteur Sud du Lac Saint-Suspi, sur la commune de Miramas, pour une durée de 3 ans, afin d'assurer la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'une opération d'aménagement visant à recentrer et relier plusieurs grands équipements entre eux et aux urbanisations périphériques en assurant une transition urbaine de qualité entre le cadre bâti et les grands espaces naturels proches. Un avenant est venu en élargir le périmètre par délibération n° 267/11 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 28 septembre 2011.

La convention initiale étant arrivée à son terme, il a été approuvé par délibération n° 66/13 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 28 mars 2013, une nouvelle convention d'action foncière avec l'EPAD Ouest Provence, sur ce même secteur, pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 27 mai 2016, afin de poursuivre la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des objectifs ainsi que le portage des propriétés déjà acquises.

Par délibération n° 475/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 24 novembre 2015, a été approuvé l'avenant n° 1 de prorogation à la convention d'action foncière ci-dessus, destiné à proroger de 4 ans la date d'expiration, soit jusqu'au 27 mai 2020, et visant à en permettre sa cession.

Enfin, par délibération n° 583/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015, a été approuvé l'avenant n° 2 à la convention d'action foncière ci-dessus, portant transfert de ladite convention d'action foncière à la Société Publique Locale dénommée Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) depuis dénommée SPL Sens Urbain, à compter du 1^{er} janvier 2016.

A ce jour, de nombreuses acquisitions foncières doivent encore être menées afin de poursuivre la maîtrise foncière de l'opération. La SPL Sens Urbain

ne bénéficiant pas de la capacité d'emprunt nécessaire à la poursuite des acquisitions, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibérations n° URB 006-1676/17/BM du 30 mars 2017 et n° URB 018-4773/18/BM du 13 décembre 2018, a confié à l'Etablissement Public Français Provence-Alpes-Côtes d'Azur (EPF PACA) la poursuite des futures acquisitions sur le secteur Sud du Lac de Saint-Suspi et le portage des terrains déjà acquis, conformément à l'article 8-1 de la convention.

Dans ce cadre il convient donc de résilier ladite convention d'action foncière. A ce titre, et conformément aux termes de cette convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit rembourser à la SPL Sens Urbain les frais acquittés pour les acquisitions effectuées et la rémunération du service fait.

Un état a été réalisé par la SPL Sens Urbain et a déterminé le montant des dépenses à 555 993,08 euros, arrêté au 31 décembre 2019, date de la résiliation effective de la convention d'action foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 534/09 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2009 approuvant la convention d'action foncière sur le périmètre d'aménagement du secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas ;
- La délibération n° 267/11 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 28 septembre 2011 approuvant l'avenant n° 1 à la convention d'action foncière sur le périmètre d'aménagement du secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas ;
- La délibération n° 66/13 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 28 mars 2013 approuvant la convention d'action foncière sur le périmètre du projet d'aménagement du secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas ;

- La délibération n° 475/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 24 novembre 2015 approuvant l'avenant n° 1 à la convention d'action foncière sur le secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas ;
- La délibération n° 583/15 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n° 2 portant transfert de la convention d'action foncière concernant le secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas ;
- La délibération n° URB 006-1676/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase d'anticipation-impulsion avec la commune de Miramas et l'EPF PACA sur le site du Pôle Gare et secteurs connexes d'aménagement ;
- La délibération n° URB 018-4773/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant un avenant à la convention d'intervention foncière avec la commune de Miramas et l'EPF PACA sur le site du Pôle Gare et ses secteurs connexes d'aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation de la convention d'action foncière sur le secteur Sud du Lac de Saint-Suspi à Miramas.

Article 2 :

Est approuvé, conformément à la résiliation de ladite convention, le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SPL Sens Urbain, des prestations effectuées et des frais acquittés d'un montant de 555 993,08 euros.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501400, nature 237, code opération 2017501400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 086-7457/19/BM

**■ Approbation d'une promesse d'avenant au bail emphytéotique administratif pour l'extension du chantier de transport combiné avec la société Clésud Terminal
MET 19/14037/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat Mixte d'Equipeement Euro-Alpilles, auquel s'est substituée la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, a été institué afin d'assurer la création et la réalisation de la plateforme logistique et d'un chantier de transport combiné rail/route (infrastructure intermodale rail-route destinée au transport de marchandise) sur le territoire des communes de Grans et de Miramas sur la zone d'activité Clésud.

La création du terminal de transport combiné (aussi appelé chantier multi-technique) a vocation, d'une part, à offrir aux opérateurs de transport combiné qui en expriment le besoin la possibilité de réaliser des opérations de transfert intermodal rail-route (et opérations annexes) sur le site de Clésud (accueil des trains, manœuvre des trains, accueil des camions, opération de chargement et de déchargement des caisses mobiles et conteneurs depuis/vers les convois ferroviaires depuis/vers les camions ou la zone de stockage) et, d'autre part, à permettre la desserte des entrepôts embranchés de la zone logistique Clésud.

La réalisation de la plateforme logistique et du chantier multi-technique de transport combiné rail/route ont fait l'objet, par arrêté préfectoral du 13 mars 1997, d'une déclaration d'utilité publique prononcée au profit du Syndicat Mixte d'Equipeement Euro-Alpilles.

La réalisation de cet équipement d'infrastructure s'est effectuée de la manière suivante :

- Par la construction de la voie d'accès au terminal de transport combiné par le Syndicat Mixte d'Equipeement Euro-Alpilles ;
- Par le raccordement de la première partie de l'installation terminale embranchée (ITE) au réseau ferré national, de la signalisation et de l'électrification de cette première partie par Réseau Ferré de France (RFF) (ainsi, une convention de raccordement d'installation terminale embranchée au réseau ferré national a été conclue entre le syndicat mixte et RFF le 16 juin 2005 en prévision de la réalisation de cet équipement) ;
- Par la réalisation du terminal de transport combiné rail/route proprement dit par la société « Clésud Terminal ».

Pour permettre la réalisation et la gestion du terminal de transport combiné rail-route, le Syndicat Mixte

d'Equipeement Euro-Alpilles a décidé de mettre les terrains d'emprise du projet, ainsi que le faisceau existant et les voies de desserte des bâtiments logistiques embranchés jusqu'en limite des terrains privés, dont il était propriétaire, à la disposition de la société Clésud Terminal dans le cadre d'un bail emphytéotique prévu par l'article L.1311-2 du CGCT.

A cette fin, le Syndicat Mixte d'Equipeement Euro-Alpilles a conclu avec la société Clésud Terminal un bail emphytéotique administratif le 9 octobre 2006.

Ce bail emphytéotique a pour objet la création d'un terminal de transport combiné rail-route conforme aux besoins du marché permettant l'accueil, dès son ouverture, de six trains entrants et sortants par jour ainsi que la gestion du fret ferroviaire conventionnel de la zone logistique Clésud, tout en prévoyant des possibilités d'extension future.

Le bail emphytéotique a été conclu pour une durée de soixante ans avec le paiement d'une redevance annuelle fixée à un euro symbolique. La durée du bail correspond à la durée d'amortissement des installations à réaliser. Conformément aux stipulations du bail emphytéotique, l'ensemble des installations réalisées par société Clésud Terminal deviendront gratuitement la propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à son terme.

Le bail emphytéotique porte sur les parcelles suivantes situées sur le territoire des communes de Miramas et de Grans :

Sur le territoire de la commune de Miramas :

- parcelle cadastrée section AB numéro 0014 d'une superficie de 720 m² ;
- parcelle cadastrée section AB numéro 0016 d'une superficie de 15.495 m² ;
- parcelle cadastrée section AC numéro 0018 d'une superficie de 132.262 m² ;
- parcelle cadastrée section AE numéro 0035 d'une superficie de 7.837 m² ;
- parcelle cadastrée section AE numéro 0037 d'une superficie de 191.955 m².

Sur le territoire de la commune de Grans :

- parcelle cadastrée section BA numéro 0029 d'une superficie de 41.763 m² ;
- parcelle cadastrée section BA numéro 0031 pour une superficie de 35.472 m² ;
- parcelle cadastrée section BA numéro 0033 pour une superficie de 70.191 m².

Un plan dressé par le cabinet Micheletti, daté du 27 juin 2006, a été annexé au bail emphytéotique et il délimite l'ensemble des parcelles objet de ce bail.

Selon les charges et conditions que fixaient le bail emphytéotique, la société Clésud Terminal a réalisé le chantier multi-technique avec les aménagements et constructions suivants :

- programme ferroviaire :
 - o travaux d'extension du faisceau de réception des trains sur les trois voies de 380 mètres à 750 mètres ;
 - o travaux d'électrification du faisceau d'échange et de la voie d'accès à partir du domaine RFF ;
 - o aménagement d'une station d'air comprimé au droit du chantier et à proximité du faisceau ;
 - o liaison ferroviaire entre le chantier multi technique et le faisceau de réception ainsi que les voies ferrées de sortie de tête de chantier multi technique vers le réseau ferré national.
- programme du chantier avec l'aménagement d'une cour à grues reposant sur une plateforme de 53,60 mètres sur 730 mètres de long comprenant :
 - o une voie ferrée ballastée ;
 - o une zone d'évolution de grue mobile de 14.60 mètres de large sur laquelle circulent les poids lourds ;
 - o une zone de stockage des UTI de 10.60 mètres de large (3 UTI sur 2 niveaux) ;
 - o deux voies ferrées ballastées à écartement d'entraxe 4.60 mètres ;
 - o à l'extrémité Ouest et Est du chantier, une zone d'évolution intégrée à la plateforme de 20 mètres de longueur sur 53,60 mètres de largeur permettant tous les mouvements de camions.
- La zone d'accès comprenant :
 - o une voie routière de 7 mètres ;
 - o un bâtiment d'exploitation du site d'environ 220 m² ;
 - o un bâtiment d'accueil pour les chauffeurs de 45 m², associé à un local technique réseau de 35m² ;
 - o un bâtiment d'entretien des grues mobiles de 200m² à proximité de la cour ;
 - o deux parkings poids lourds et un parking véhicules légers.
- Les réseaux et divers :
 - o aménagement des chaussées ;
 - o mise en place d'une signalisation horizontale et verticale sur la plateforme ;
 - o aménagements paysagers ;
 - o aménagement des réseaux, fossés et bassins nécessaires à l'assainissement du terminal ;
 - o réalisation des réseaux divers (adduction d'eau potable, défense incendie, téléphone, électricité, éclairage et eaux usées) ;

- o clôture de l'ensemble de la plateforme, des bassins, de la zone d'accès et du parking poids lourds.

Le chantier multi-technique est implanté à l'Ouest de la zone d'activité. Il comprend 3 voies dont deux encadrent la cour de chargement/déchargement (voies 1 et 2). La voie 0 est implantée en bordure de la voie 1 coté Est et n'est pas opérable par les engins de manutention actuels. Coté Sud, les voies sont raccordées à la voie d'accès qui rejoint le réseau ferré national.

En outre, au titre du bail, la société Clésud Terminal s'est vu reconnaître le droit d'exploiter l'ouvrage. Ainsi, le bail stipulait que la société Clésud Terminal s'engageait à donner les installations, une fois réalisées, en location à une société d'exploitation, dénommée Clésud Exploitation, ayant son siège social à Miramas, zone logistique Clésud. Cette convention, prenant la forme d'un bail commercial, a été conclue le 9 octobre 2006.

Le terminal de transport combiné connaît une croissance rapide ces dernières années avec le développement de nombreuses lignes à destination du Nord de la France et de l'Europe, et également à destination de l'Italie. Il a été conçu à l'origine pour accueillir 35.000 unités de transport intermodal/an (UTI c'est-à-dire conteneurs, caisses mobiles, semi-remorques ou palettes aériennes) alors que le site traite aujourd'hui environ 45.000 à 50.000 UTI/an.

Afin de répondre au développement de ses trafics et à une demande toujours plus importante, la société Clésud Terminal souhaite agrandir son chantier multimodal en créant une seconde cour de transfert, ainsi qu'une voie ferrée supplémentaire, conformément aux possibilités d'extension que permet le bail emphytéotique.

Ce projet d'extension vise à augmenter les capacités de traitement du chantier multimodal en permettant la réception de convois ferroviaires supplémentaires. En particulier, il doit autoriser la réception et le traitement de trains de 850 mètres de longueur totale (contre 750 mètres aujourd'hui), soit 830 mètres utiles. L'objectif est de porter les capacités de traitement du chantier multi-technique à 75.000 UTI dans un premier temps, en ménageant la possibilité de l'augmenter à 100.000 UTI avec l'aménagement d'une 3^{ème} ou 4^{ème} voie pour le traitement des convois.

Les objectifs fonctionnels du projet sont les suivants :

- augmentation de la capacité de traitement simultané des convois ;
- augmentation de la capacité de stockage des UTI ;
- possibilité de charger des convois de 830 mètres de longueur utile ;

- possibilité pour les convois de quitter le chantier directement en direction du réseau ferré national en traction électrique ;
- possibilité de création d'une voie de desserte en direction des parcelles situées au Nord-Est de la zone d'activité.

Les travaux et installations ferroviaires à créer pour réaliser cette extension sont les suivants :

- la création d'une nouvelle cour de chargement/déchargement à l'Ouest de la voie n°2 actuelle qui permettra de traiter les trains de 850 mètres de longueur totale ;
- la création d'une voie 4 qui contournera la nouvelle cour de chargement/déchargement côté Ouest. Sa longueur totale sera de 1.175 mètres dont 850 mètres de zone utile de chargement ;

- La possibilité de créer une nouvelle voie de chargement (voie 3), contiguë à l'actuelle voie 2.
- la création d'un parking poids lourds d'environ 30 places en interne aux installations actuelles permettant de faire face à l'augmentation des manutentions du fait du doublement du chantier ;
- La reconfiguration du parking poids lourds pour environ 40 places situé à l'entrée du site permettant aux transporteurs de déposer des remorques routières en attente de chargement, notamment, pour la norme P400.

Présentation du chantier de transport combiné avant et après extension :

Moyens	Avant Extension	Après Extension
Moyens humains	20 personnes	25 personnes
Nombre de voies	2 voies de chargement 5 voies de stockage	3 voies de chargement 5 voies de stockage
Capacité de stockage	235 UTI au sol	500 UTI au sol
Nombre de trains traités/hebdomadaire	34	55
Longueur de trains traités	750	850
Nombre de connexions ferroviaires	5	9
Places de stationnement routier	30	60
Locomotives	2	3
Engins de manutention	4	6

L'article 7.5 du bail prévoit que, après achèvement des travaux initiaux, en cas de demande de l'une des parties de procéder à la réalisation de travaux complémentaires (tels que l'extension du terminal, la création d'un embranchement supplémentaire ou l'extension du faisceau ferroviaire), les parties doivent se rapprocher pour déterminer ensemble la faisabilité et les modalités juridiques et financières de la réalisation desdits travaux, à définir par voie d'avenant au bail emphytéotique.

Compte tenu du caractère d'intérêt général que représente pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la réalisation par le preneur d'une troisième et d'une quatrième voie ferrée et d'une deuxième cour de chargement et déchargement sur les terrains d'emprise du terminal de transport combiné rail-route, la Métropole souhaite donner son accord au preneur pour qu'il réalise cette opération, telle qu'il l'a proposée et qui est présentée ci-dessus.

En outre, la promesse d'avenant au bail emphytéotique administratif permettant l'extension du chantier de transport combiné est soumise aux conditions suspensives suivantes :

au profit de la société Clésud Terminal :

- Obtention par le preneur, avant le 31 décembre 2021, d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau pour la réalisation de son programme de construction, emportant autorisation de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du code de l'environnement si elle est requise, purgée de tout recours ou retrait ;
- Obtention par le preneur, avant le 31 décembre 2021, d'une attestation de l'autorité administrative compétente quant à l'absence ou à la levée de toute contrainte archéologique pour la réalisation de son programme de construction sur le terrain ;
- Obtention par le preneur, au plus tard le 30 juin 2021, de l'accord des organismes subventionneurs pour l'attribution des subventions d'investissement à hauteur d'une partie du coût de construction du terminal de transport combiné (hors incidence financière des mesures ERC prescrites dans le cadre de l'évaluation environnementale) tel qu'il sera déterminé à l'issue des études de montage ;

- Notification, au plus tard le 31 octobre 2021, par la Commission Européenne à l'Etat français d'une décision confirmant la compatibilité avec le Traité de l'Union de l'ensemble des aides publiques nécessaires à la construction de l'extension du terminal de transport combiné si elle est requise.

Au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Conclusion par la société Clésud Terminal avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, avant le 31 décembre 2020, d'un avenant au bail emphytéotique administratif du 9 octobre 2006 excluant des terrains donnés à bail les emprises suivantes :

Sur le territoire de la commune de Miramas :

- Emprise de 6.708 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AC numéro 0018 ;
- Emprise de 1.573 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0035 ;
- Emprise de 13.712 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0037.

Sur le territoire de la commune de Grans :

- Emprise de 42.884 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0033.
- Emprise de 4.216 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BA numéro 0029 ;
- Emprise de 5.692 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BA numéro 0031 ;
- Emprise de 7.030 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BA numéro 0029 ;
- Emprise de 4.338 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BA numéro 0031 ;
- Emprise de 1.552 m² à détacher de la parcelle cadastrée section BA numéro 0033.

Cette dernière condition suspensive est justifiée par le fait que la création d'un nouveau terminal de transport combiné rail-route, portée par la société Terminal Ouest Provence, est envisagée sur des parcelles situées au Nord du chantier multi-technique de la société Clésud Terminal, en accompagnement de l'extension de la zone logistique Clésud (en limite Nord et Est).

Afin de permettre la création de ce nouveau chantier multi-technique, nécessaire de procéder à une réduction du périmètre du bail emphytéotique conclu avec la société Clésud Terminal :

- d'une part, pour permettre de relier le chantier multi-technique de la société Terminal Ouest Provence au réseau ferré national, en assurant une liaison ferrée depuis la deuxième partie de l'ITE jusqu'en tête de sa cour de manutention. A cette fin, la création de la nouvelle liaison ferrée doit être réalisée sur une bande de terrain de 10

- mètres de large environ en limite Ouest du site occupé par la société Clésud Terminal ;
- d'autre part, pour la création d'une voirie routière d'accès au nouveau terminal à partir de la voie de contournement de la zone d'activité ;

- enfin, pour permettre l'utilisation d'un délaissé de terrain inclus dans le périmètre du bail au profit de la société Grans Développement.

L'assiette d'implantation des différents ouvrages dont la réalisation est prévue par la société Terminal Ouest Provence doit concerner pour partie les parcelles suivantes :

- Sur le territoire de la commune de Miramas :
 - o parcelle cadastrée section AC numéro 0018 pour une superficie de 6.708 m² ;
 - o parcelle cadastrée section AE numéro 0035 d'une superficie de 1.573 m² ;
 - o parcelle cadastrée section AE numéro 0037 d'une superficie de 13.712 m².

- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0033 pour une superficie de 42.884 m².

En outre, dans le cadre de l'extension de la zone d'activité et de l'implantation de nouveaux bâtiments logistiques, la société Grans Développement souhaite pouvoir disposer de deux emprises actuellement incluses dans le bail emphytéotique de la société Clésud Terminal, qui constituent des délaissés de terrains, afin d'assurer une meilleure fonctionnalité de son programme de construction avec une plus grande profondeur de terrain. Les délaissés de terrains qui peuvent venir en réduction du périmètre du bail font partie des parcelles cadastrées BA29 et BA31, situées sur la commune de Grans, à savoir :

- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0029 pour une superficie de 4.216 m² ;
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0031 pour une superficie de 5.692 m².

Enfin, l'accès routier au chantier multi-technique de la société Clésud Terminal s'effectue par une voie publique réalisée dans le cadre de la concession pour l'aménagement de la zone d'activité Clésud jusqu'au bout du faisceau ferroviaire, prolongée par une voie privée ouverte à la circulation publique jusqu'à l'entrée du terminal, incluse dans le bail. Or, cette portion de

voie est appelée à desservir à la fois le chantier multi-technique de la société Clésud Terminal, mais également celui de la société Terminal Ouest Provence, ainsi que l'extension de la zone logistique. En conséquence, il convient également d'exclure les parcelles qui supportent cette voie du bail pour qu'elles reviennent à la Métropole ou à son concessionnaire. Il s'agit des parcelles suivantes avec les superficies à exclure :

- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0029 pour une superficie de 7.030 m² ;
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0031 pour une superficie de 4.338 m² ;
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0033 pour une superficie de 1.552 m².

La Métropole et la société Clésud Terminal conviennent en conséquence de réduire le périmètre du bail emphytéotique administratif et d'exclure les superficies exposées ci-dessus sur les parcelles concernées.

L'exclusion des emprises rappelées ci-avant étant un préalable à la réalisation des divers aménagements précités, Un avenant au bail emphytéotique administratif emportant réduction de son périmètre comme exposé ci-avant devra être conclu au plus tard le 31 décembre 2020.

Un plan dressé par le cabinet Micheletti, daté du 26 novembre 2019, établit l'état parcellaire avec les nouvelles délimitations du périmètre du bail emphytéotique administratif à modifier par voie d'avenant.

Etat parcellaire après avenant au bail emphytéotique administratif

Renseignements cadastraux				Emprise Projet TOP	Emprise projet Clésud Terminal	Emprise projet Grans Dévelop	Emprise voirie retour Métropole
Commune	Section	Numéro	Superficie m2				
Miramas	AB	14	720		720		
Miramas	AB	16	15.495		15.495		
Miramas	AC	18	132.262	6.708	125.554		
Miramas	AE	37	191.955	13.712	178.243		
Miramas	AE	35	7.837	1.573	6.264		
Grans	BA	29	41.763		30.517	4.216	7.030
Grans	BA	31	35.472		25.442	5.692	4.338
Grans	BA	33	70.191	42.884	25.755		1.552
TOTAL			495.695	64.877	407.990	9.908	12.920

Pour l'ensemble de ces motifs, il est convenu entre la Métropole et la société Clésud Terminal d'approuver un avenant au bail emphytéotique administratif afin :

- d'assurer l'extension du chantier multi-technique en créant une seconde cour de transfert, ainsi que deux voies ferrées supplémentaires, conformément aux possibilités d'extension que permet le bail emphytéotique ;
- de réduire le périmètre du bail emphytéotique comme exposé ci-dessus sur les parcelles concernées.

Les autres stipulations du bail emphytéotique administratif sont inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le bail emphytéotique administratif du 9 octobre 2006 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu d'approuver une promesse d'avenant au bail emphytéotique administratif de la société Clésud Terminal pour permettre l'extension du chantier de transport combiné rail-route sur les communes de Miramas et de Grans sur la zone d'activité Clésud, pour répondre à l'augmentation des trafics et des demandes de transport de marchandise ;
- Considérant qu'il y a lieu d'approuver le principe de la conclusion d'un avenant pour la réduction du périmètre du bail emphytéotique administratif de la société Clésud Terminal sur les parcelles concernées pour permettre la réalisation et l'articulation avec d'autres projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de conclusion d'une promesse d'avenant au bail emphytéotique conclu avec la société Clésud Terminal, sous les conditions suspensives indiquées ci-avant pour permettre l'extension du chantier de transport combiné rail-route .

Article 2 :

Est approuvé le principe de conclusion d'un avenant au bail emphytéotique conclu avec la société Clésud Terminal pour permettre de réduire le périmètre du bail emphytéotique administratif sur une partie des parcelles cadastrées sus citées avant le 31 décembre 2020, la conclusion dudit avenant devant intervenir préalablement à la conclusion de l'avenant visé à l'article 1er.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse d'avenant au bail emphytéotique et à prendre tout acte ou toute décision pour assurer son exécution.

URB 087-7458/19/BM

**■ Approbation d'une promesse synallagmatique de bail emphytéotique entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Société Terminal Ouest Provence pour la construction d'un chantier de transport combiné
MET 19/14038/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En complément du projet d'extension de la zone d'activité Clésud comprenant la création d'entrepôts logistiques dans ses limites Nord et Est, la société Terminal Ouest Provence souhaite construire et faire exploiter un terminal de transport combiné rail-route (infrastructure intermodale rail-route destinée au transport de marchandise) sur cette zone d'activité, située sur le territoire des communes de Grans et de Miramas.

L'implantation de ce projet est prévu :

- En limite Nord-Est du projet d'extension de la zone d'activité Clésud ;
- Au Nord du chantier de transport combiné de la société Clésud Terminal.

Dans ce secteur, le plan local d'urbanisme de la commune de Grans, approuvé le 2 octobre 2017, prévoit que la zone AUEb, localisée dans le prolongement de la zone d'activité Clésud, a vocation à accueillir de nouvelles activités économiques dédiées à la logistique et une extension des activités de chantier de transport combiné.

L'exploitation du terminal de transport combiné rail-route que la société Terminal Ouest Provence prévoit d'édifier (aussi appelé chantier multi-technique) doit être assurée par la société BTM, filiale du groupe Open Modal.

Ce projet vise au traitement de 50.000 unité de transport intermodal par an (UTI - c'est-à-dire conteneurs, caisses mobiles, semi-remorques ou palettes aériennes).

Pour donner naissance à ce projet, la société Terminal Ouest Provence doit réaliser l'ensemble des infrastructures du terminal de transport combiné, avec les voies ferrées d'accès depuis l'infrastructure existante (installation terminale embranchée – ITE) permettant d'accéder au réseau ferré national, c'est-à-dire :

- La création d'une cour de manutention destiné à accueillir des trains de 850 mètres ;
- La création d'une voirie routière d'accès à ce nouveau terminal ;
- La réalisation de 300 m² de bureaux destinés exclusivement aux services d'exploitation du terminal, au contrôle d'accès et aux locaux sociaux, avec un parking permettant d'accueillir 2 à véhicules légers ;
- Un parking pour les ensembles routiers avec 10 stationnements, situé à l'entrée du site accompagné d'un bâtiment destiné aux chauffeurs routiers ;
- Une liaison ferroviaire sous caténaire depuis la deuxième partie de l'installation terminale embranchée (ITE) existante jusqu'en tête de la cour de manutention. Un tiroir de refuge de locomotive électrique est également prévu afin de permettre aux locomotives qui accèdent au site d'être décrochées de la rame de wagons puis remise avant qu'une locomotive thermique tracte la rame pour la positionner dans la cour de manutention.

L'assiette d'implantation des différents ouvrages dont la réalisation est prévue par la société Terminal Ouest Provence doit concerner pour partie les parcelles suivantes :

- Sur le territoire de la commune de Miramas :
 - o parcelle cadastrée section AC numéro 0018 pour une superficie de 6.708 m² ;
 - o parcelle cadastrée section AE numéro 0035 d'une superficie de 1.573 m² ;
 - o parcelle cadastrée section AE numéro 0037 d'une superficie de 13.712 m².
- Sur le territoire de la commune de Grans :
 - o parcelle cadastrée section BA numéro 0033 pour une superficie de 42.884 m².

Ces parcelles sont actuellement comprises dans un bail emphytéotique administratif conclu avec la société Clésud Terminal. Ce bail emphytéotique administratif doit faire l'objet d'une réduction de périmètre par avenant au plus tard le 31 décembre 2020 afin de pouvoir conclure le bail emphytéotique avec la société Terminal Ouest Provence au plus tard à la même date.

L'occupation des parcelles cadastrées section AC18, AE35 et AE37 sises sur la commune de Miramas doivent permettre de créer une voie de liaison pour

relier le futur chantier multi-technique à la deuxième partie de l'ITE pour rejoindre le réseau ferré national.

L'occupation de la parcelle cadastrée section BA33 sise sur la commune de Grans doit permettre la création d'une voie routière d'accès au nouveau terminal à partir de la voie de contournement de la zone d'activité.

Il est proposé de conclure un bail emphytéotique avec la société Terminal Ouest Provence pour permettre la réalisation de ce projet. Le bail, correspondant à la durée d'amortissement des installations, sera d'une durée de 60 ans avec une redevance fixée à un euro. L'ensemble des installations réalisées par la société Terminal ouest Provence deviendront gratuitement la propriété de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au terme du bail.

Ainsi, la promesse de bail emphytéotique est soumise aux conditions suspensives suivantes au profit de la société Terminal Ouest Provence, qui peut y renoncer :

Au profit de la société Terminal Ouest Provence, qui peut y renoncer :

1. Obtention par le preneur, avant le 31 décembre 2020, d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau pour la réalisation de son programme de construction, emportant autorisation de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du code de l'environnement si elle est requise, purgée de tout recours ou retrait ;
2. Obtention par le preneur, avant le 15 juin 2020, d'une attestation de l'autorité administrative compétente quant à l'absence ou à la levée de toute contrainte archéologique pour la réalisation de son programme de construction sur le terrain ;
3. Obtention par le preneur, au plus tard le 31 décembre 2020 de l'accord des organismes subventionneurs pour l'attribution des subventions d'investissement à hauteur de 70 % du cout de construction du terminal de transport combiné (hors prix d'acquisition des terrains d'emprise et de l'incidence financière des mesures ERC prescrites dans le cadre de l'évaluation environnementale) tel qu'il sera déterminé à l'issue des études de montage et évalué à 20.70 M€ HT ;
4. Notification, au plus tard le 31 décembre 2020, par la Commission Européenne à l'Etat français d'une décision confirmant la compatibilité avec le Traité de l'Union de l'ensemble des aides publiques nécessaires

à la construction du terminal de transport combiné si elle est requise ;

5. Réitération par acte authentique au plus tard le 31 janvier 2021 de la promesse synallagmatique de vendre et d'acquérir, une parcelle de terrain de 7 hectares environ située sur la commune de Grans conclue par la société Grans Développement et l'acquéreur ;
6. Conclusion, avant le 31 décembre 2020 d'un avenant au bail emphytéotique conclu entre la société Clésud Terminal et la métropole Aix-Marseille-Provence le 9 octobre 2006, réduisant le périmètre donné à bail à Clésud Terminal en excluant de son périmètre contractuel les emprises ci-après :

Sur le territoire de la commune de Miramas :

- Emprise de 6.708 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AC numéro 0018 ;
- Emprise de 1.573 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0035 ;
- Emprise de 13.712 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0037.

Sur le territoire de la commune de Grans :

- Emprise de 42.884 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0033.;

S'agissant de cette dernière condition suspensive, la promesse de bail emphytéotique à conclure avec la société Terminal Ouest Provence précisera que :

1. Dans l'hypothèse où, par application des stipulations ci-dessus, la Métropole serait conduite à procéder à la réduction du périmètre du bail emphytéotique administratif de manière unilatérale pour permettre la conclusion du bail emphytéotique objet des présentes avec la société Terminal Ouest Provence, la société Terminal Ouest Provence s'engage à relever et garantir la Métropole du versement à la société Clésud Terminal et/ou à la société Clesud Exploitation de toute indemnisation qui pourrait lui être due à raison de la décision unilatérale de réduction de périmètre de bail. Les indemnités concernées sont notamment celles assises sur la valeur nette comptable des immeubles réalisés sur les parcelles en cause, ainsi qu'à une indemnité destinée à réparer l'intégralité du préjudice subi et, notamment, le manque à gagner dont elle pourra être privée.

2. Pour la parfaite mise en œuvre de l'engagement de garantie souscrit à son égard par la société Terminal Ouest Provence, la Métropole s'engage à :

- Informer la société Terminal Ouest Provence, sous 15 jours à compter du moment où elle en a connaissance ; de toute demande indemnitaire, gracieuse ou contentieuse, visée au paragraphe 1. ci-dessus, qui lui est adressée et à lui en transmettre copie.

- solliciter l'avis de la société Terminal Ouest Provence sur les demandes ainsi formées, étant rappelé que, dans le cadre d'une demande contentieuse, la société Terminal Ouest Provence dispose en outre de la faculté d'intervenir à titre volontaire ou peut être attiré en intervention forcée, lui permettant ainsi de faire valoir ses observations directement dans le cadre de la procédure juridictionnelle/.

- Recueillir à nouveau, dans l'hypothèse d'un règlement transactionnel, partiel ou complet, de toute demande indemnitaire visée au paragraphe 1. ci-dessus, l'avis de la société Terminal Ouest Provence sur les termes du protocole à conclure, préalablement à sa présentation par approbation par l'organe décisionnel compétent de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet de création d'un chantier de transport combiné rail-route par la société Terminal Ouest Provence, il y a lieu d'approuver une promesse synallagmatique pour la conclusion d'un bail emphytéotique

sur les parcelles prévues pour l'implantation de ce projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de conclusion d'une promesse synallagmatique de bail emphytéotique avec la société Terminal Ouest Provence sous les conditions suspensives, et pour la durée et redevance fixée et d'aménagement de la responsabilité contractuelle des parties exposées ci-avant.

Ce bail emphytéotique portera sur les emprises suivantes dont la délimitation est reportée sur le plan joint en annexe :

Sur le territoire de la commune de Miramas :

- Emprise de 6.708 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AC numéro 0018 ;
- Emprise de 1.573 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0035 ;
- Emprise de 13.712 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0037.

Sur le territoire de la commune de Grans :

- Emprise de 42.884 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AE numéro 0033.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse synallagmatique de bail emphytéotique et à prendre tout acte ou toute décision pour assurer son exécution.

***Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"***

DEVT 001-7459/19/BM

■ Stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé - Projet de Déclaration d'Utilité Publique "réserve foncière" en vue de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation des numéros 65 à 83 de la rue d'Aubagne à Marseille
MET 19/13289/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, a été approuvée une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et

Dégradé. Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier. Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF) a été sollicité pour mener des actions foncières dans le but de maîtriser une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci tant par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique Logement social, Vivien et réserve foncière.

La stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline aujourd'hui au travers du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération n°URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019. Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1 000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement.

Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Suite à la remise du rapport du collège d'experts de la rue d'Aubagne au Maire de Marseille, la ville de Marseille a annoncé par communiqué de presse du 1^{er} mars 2019 sa décision de maîtriser les immeubles compris entre les numéros 71 et 83, inclus, de la rue d'Aubagne.

Suite à cette décision, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n°URB 10899 en date du 24 octobre 2019 une convention d'intervention foncière, également délibérée par la ville de Marseille, afin de confier à l'Établissement Public Foncier régional (EPF PACA) la mission de maîtriser l'intégralité des parcelles et immeubles compris entre les numéros 65 à 83 inclus de la rue d'Aubagne, les tènements des numéros 61 et 63 étant déjà maîtrisés.

Les immeubles concernés par la décision des pouvoirs publics sont totalement inoccupés. Les ménages qui en sont issus ont fait l'objet d'un accompagnement pour accélérer le processus de leur relogement définitif dès lors que le retour sur site n'est plus envisagé.

Début novembre 2019, sur les 68 ménages recensés, 42 ont d'ores et déjà été relogés définitivement et 26 sont relogés temporairement en attente d'un

relogement définitif ; la plupart ayant déjà reçu une ou plusieurs propositions de relogement.

La Ville, l'Etat et la Métropole poursuivent un travail partenarial pour mener à bien, dans les meilleures conditions, cet accompagnement des occupants afin de leur garantir un accès à un logement correspondant à leurs besoins et attentes.

Le périmètre d'intervention est constitué par un ensemble de 10 parcelles comprises dans le périmètre de sécurité et d'interdiction d'occuper - rue d'Aubagne et rue Jean Roque, instauré par la ville de Marseille depuis le 11 novembre 2018 et actualisé par arrêté du 9 octobre 2019, incluant :

- les parcelles des immeubles effondrés des numéros 65 et 67, rue d'Aubagne ainsi que l'immeuble partiellement déconstruit du 69, rue d'Aubagne ;
- Les immeubles compris entre les numéros 71 à 83 rue d'Aubagne, concernés par des arrêtés de péril grave et imminent.

A ce jour, si une intervention publique sur ce site est certaine, aucun programme de travaux n'a été défini. L'article R.112-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit la possibilité de constituer un dossier « simplifié », lorsque la déclaration d'utilité publique (DUP) est demandée en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'urbanisme importante et qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition des immeubles avant que le projet n'ait été établi. Compte tenu de ces éléments et du constat des désordres dont les sources restent à investiguer, l'acquisition rapide de ce foncier, avant que le projet ne soit établi, est absolument nécessaire.

Dans le cadre de la convention susvisée, il est proposé d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « réserve foncière » sur ces parcelles, en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir après les études techniques nécessaires et en concertation. La liste des parcelles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et parcellaires conjointes et un plan de localisation sont annexés au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par l'EPF dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 4 millions d'euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine qui a visité les biens courant octobre 2019. Les indemnités d'expropriation et d'éviction seront portées par l'EPF PACA qui a provisionné la convention d'intervention foncière Noailles approuvée par son conseil d'administration d'un budget de 5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article R.112-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) ;
- La délibération n°URB 10899 du 24 octobre 2019 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur Noailles à Marseille, 1^{er} arrondissement ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Que le Projet Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille identifie les quatre îlots de première phase, dont l'îlot Noailles-Ventre, sur lesquels études et actions opérationnelles devront être conduites prioritairement ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à ces acquisitions avant que le projet d'aménagement n'ait été établi, l'intervention publique étant incontournable pour permettre un traitement d'ensemble des désordres ;
- Que la convention d'intervention foncière délibérée le 24 octobre 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site de la rue d'Aubagne missionne l'EPF PACA en vue de l'acquisition des immeubles compris entre les numéros 65 à 83 (inclus) de la rue d'Aubagne en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation ;
- Qu'il convient d'approuver l'engagement de la procédure d'expropriation nécessaire concernant les 10 parcelles de la rue d'Aubagne (Marseille – 1^{er} arrondissement) visées par la convention d'intervention foncière et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet ;
- Que l'EPF PACA sera bénéficiaire de la DUP et de la cessibilité à intervenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) « réserve foncière », au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur les parcelles comprises entre les numéros 65 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne, listées et localisées en annexe de la

présente délibération. La maîtrise foncière de ces parcelles est destinée à constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé et du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-5 (dossier simplifié), R.131-1 et suivants du code de l'Expropriation, au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur conformément à l'article 1 de la présente délibération.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique afférente est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-7460/19/BM

■ Attribution d'une subvention au syndicat de copropriété du bâtiment D pour la réalisation de travaux d'urgence - Approbation d'une convention MET 19/13276/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1^{ère} commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour

remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'assemblée délibérante a émis le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

L'atteinte des objectifs s'organise en deux temps :

- Tout d'abord, l'engagement de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général, et ce, sur une durée de 18 à 30 mois. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux, son estimation financière et son mode de financement.

Ces travaux et leur financement font l'objet d'une convention jointe en annexe, portant sur le bâtiment D, à conclure avec le syndicat concerné. L'assemblée générale de copropriété en date du 03 octobre 2019 a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement et donné mandat à son syndicat pour prendre les dispositions nécessaires.

- Ensuite, une opération d'aménagement portée par la Métropole sera mise en place pour permettre la mise en œuvre :
 - o d'une part, en collaboration avec le syndicat des copropriétaires, des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes, ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives dans l'immeuble ;
 - o et, d'autre part d'assurer le recyclage d'autres immeubles du Parc Corot les plus dégradés.

Le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

Répartition des financements	
ANAH	335 200 euros
MAMP	53 900 euros
TOTAL	389 100 euros

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour le Parc Corot sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

Il convient de conclure une convention entre la Métropole et le Syndicat des copropriétaires du « Parc Corot » bâtiment D. Cette convention a pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ce bâtiment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016, « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot » ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relatif à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022,
- Les ordonnances des 13 janvier 2017, du 30 août 2018, et du 16 février 2019, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, désignant AJA, administrateur judiciaire des bâtiments A, C, D, E, F, G et H du Parc Corot en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire ;

- la délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, approuvant la création d'une opération d'aménagement pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux sur le parc Corot, son estimation financière et son mode de financement en date du 19 mars 2019 ;
- que l'assemblée générale de la copropriété du Bâtiment D du Parc Corot a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement ;
- que le syndic de copropriété a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des travaux d'urgence sur le bâtiment D du Parc Corot.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la subvention pour la réalisation des travaux d'urgence pour le bâtiment D du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement à hauteur de 53 900 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement des aides de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-7461/19/BM

■ **Approbation d'une convention de préfinancement avec la SACICAP pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat secondaire du bâtiment D dans le cadre du Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille**
MET 19/13279/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1^{ère} commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les

collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'assemblée délibérante a émis le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Par délibération précédemment adoptée lors de cette séance de notre bureau sous le n°XXXX, le Madame la Présidente ou son représentant, a été autorisée à signer avec le syndicat de copropriété du bâtiment D, représenté par son syndic la convention de financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ce bâtiment..

Cette convention précise le montant des aides apportées par la Métropole en complément des

subventions de l'Anah comme indiqué dans le tableau ci-après :

Répartition des financements	
ANAH	335 200 euros
MAMP	53 900 euros
TOTAL	389 100 euros

Ce financement couvre la totalité du montant des travaux d'urgence, des honoraires techniques et de l'assurance dommage ouvrage.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans cette convention de financement.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence de la copropriété Parc Corot sous forme de prêt sans intérêt.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement consiste à préfinancer les subventions de l'ANAH et des collectivités partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés et peut couvrir jusqu'à 100% du coût des travaux.

Le préfinancement des aides attribuées par l'ANAH et par la Métropole au syndicat du bâtiment D du Parc Corot est décliné dans le cadre d'une convention fixant les modalités d'utilisation et de versement de ces aides. Les co-contractants sont l'ANAH, la

Métropole, les SACICAP et le Syndicat secondaire du bâtiment D de la copropriété « Parc Corot ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot à Marseille (13013) ;
- Le jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille du 13 janvier 2017, désignant Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, administrateur judiciaire de 7 bâtiments et du syndicat principal du parc Corot ;
- La délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, signé le 21 décembre 2017 ;
- La délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, approuvant la création d'une opération d'aménagement pour la copropriété du Parc Corot ;
- La délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, approuvant la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert

de risque pour la copropriété du Parc Corot.

- La délibération n° DEVT 001-6147/19/BM du 20 juin 2019, approuvant six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat de copropriété du Parc Corot ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial, approuvé par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Qu'il convient d'approuver une convention entre la Métropole, les SACICAP, l'Agence Nationale pour l'Habitat, ainsi que le syndicat des copropriétaires du « Parc Corot » pour les bâtiments D ayant pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des travaux d'urgence pour la résidence du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement, avec le syndicat secondaire du bâtiment D.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents nécessaires y afférant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-7462/19/BM

■ **Approbation d'une convention de financement de l'accompagnement des ménages avec l'Etat dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques de Fos Est sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer**
MET 19/13718/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à l'explosion de grande ampleur, le 21 septembre 2001, sur le site industriel d'AZF grande Paroisse, à Toulouse, qui a mis en exergue les risques humains et matériels liés aux installations industrielles classées SEVESO, la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) dans chaque zone à risques identifiée.

Les PPRT sont régis par les articles L. 515-15 à L. 515-25 du Code de l'Environnement. Ces plans ont pour but de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme, héritées du passé et aussi à mieux encadrer l'urbanisation future.

Ils visent uniquement à protéger les personnes (et non les biens) sur le territoire, à proximité des installations industrielles à l'origine des risques. Les PPRT concernent les établissements SEVESO à hauts risques dits « Seveso seuil haut » ou « soumis à Autorisation de Service d'utilité publique (AS) ».

Les PPRT ont pour objectifs de :

- ne pas aggraver le risque présent, en limitant les projets (nouvelles constructions, extensions, travaux et changements de destination de constructions existantes ...) et donc la population exposée,
- réduire le risque existant, en adaptant le bâti, les exploitations, les usages présents à la date d'approbation du PPRT pour mieux protéger les personnes,
- diminuer ou supprimer le risque constaté en éloignant les populations voisines de l'établissement par des mesures foncières.

Une réduction supplémentaire des risques (prévention des risques à la source) est aussi envisageable sur les installations industrielles au-delà de ce qu'il est possible d'imposer par la réglementation.

L'exploitant de l'établissement SEVESO AS doit mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité pour atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'établissement.

Si, après application des meilleures pratiques et techniques disponibles économiquement acceptables, ces mesures s'avèrent insuffisantes au regard de la vulnérabilité des populations environnantes, le PPRT approuvé pour un site donné pourra, en vue de résorber les situations héritées du passé à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et dans les zones réglementées pour l'urbanisation future, prévoir différentes mesures concernant le foncier, comme instaurer un droit de préemption urbain, délimiter des secteurs dans lesquels la commune pourra instaurer un droit de délaissement, et d'autres secteurs dans lesquels il sera possible de déclarer d'utilité publique l'expropriation des habitations. Les mesures foncières font l'objet d'une convention spécifique approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019.

Il peut également instaurer des zones dans lesquelles sont prescrites des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti existant afin de protéger les personnes physiques propriétaires de logements.

Dans ce cas, la prise en charge des travaux est définie par les dispositions de l'article L. 515-19 du Code de l'Environnement relatives à la répartition du financement des travaux prescrits par le PPRT aux personnes physiques propriétaire de bâtiments d'habitations, comme suit :

Industriel à l'origine du risque générant la prescription : 25 % du montant total des travaux réalisés conformément aux prescriptions ;

Collectivités locales bénéficiaires de la CET : 25 % du montant total des travaux réalisés. En l'absence d'accord des collectivités territoriales ou de leur groupement sur les contributions respectives à cette participation, la loi prévoit que la contribution leur incombant est répartie au prorata de la part de la CET qu'ils perçoivent des exploitants des installations à l'origine du risque au titre de l'année d'approbation du PPRT ;

Etat (crédit d'impôt) : 40 % (dans la limite des plafonds fixés par le code général des impôts) du montant total des travaux réalisés ;

10 % du montant total des travaux réalisés reste en principe à la charge du propriétaire.

Toutefois, l'obligation de réalisation des travaux conformes aux prescriptions est limitée à 10 % de la valeur vénale du bien, sans pouvoir dépasser 20 000 € par logement.

Le PPRT des établissements ESSO RAFFINAGE et SPSE concernant la commune de Fos-sur-Mer a été approuvé par arrêté préfectoral le 30 mars 2018. Il a

permis de délimiter un périmètre d'exposition à des risques toxique, thermique et de surpression, dans lequel 23 logements, existant à la date d'approbation du PPRT, ont été recensés dans la zone B du zonage réglementaire du plan et pour lesquels des travaux de renforcement du bâti et de protection des personnes sont prescrits.

Bien que financés partiellement par les industriels, les collectivités locales et les aides indirectes de l'Etat, ces travaux restent une contrainte forte pour les ménages concernés. Aussi, l'Etat a mis en place et finance intégralement une démarche d'accompagnement pour la mise en œuvre de ces travaux. Dans le cadre de cet accompagnement, le diagnostic préalable aux travaux est également pris en charge par l'Etat.

L'ensemble de la démarche à réaliser par les propriétaires (diagnostic des travaux, leur hiérarchie éventuelle en cas de dépassement des montants de plafonds susmentionnés, le choix des artisans, le suivi des travaux, les demandes de subvention et la constitution d'un dossier justificatif de réalisation des travaux) apparaît suffisamment complexe pour justifier de la mise en place d'un accompagnement technique, administratif et financier des personnes concernées afin d'en faciliter le déroulement.

Le programme d'accompagnement piloté par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence prévoit de faire appel à un opérateur qui animera le dispositif et aidera les propriétaires dans leurs démarches telles que mentionnées ci-dessus. Sa mission bénéficie d'un financement de l'Etat.

Afin d'organiser ce programme, deux conventions sont nécessaires :

- L'une relative au financement de l'accompagnement entre l'Etat et la Métropole, objet de la présente délibération,
- L'autre pour le financement et la gestion financière des travaux prescrits qui devra faire l'objet d'une délibération ultérieure.

La convention de financement de l'accompagnement décrit les modalités de mise en œuvre de la mission d'accompagnement des propriétaires à la réalisation des travaux de protection prescrits pour les logements par le P.P.R.T. et de versements de l'aide de l'Etat à la Métropole sur la base d'un tableau de suivi avec indicateurs validant les différentes phases de l'accompagnement :

- diagnostic,
- aide à la sélection des travaux à réaliser si dépassement des travaux,
- aide à la sélection des devis et à la constitution d'un dossier de demande de financement auprès des partenaires financiers,
- suivi des travaux et aide à la constitution du dossier de demande de versement des aides,
- rapport de fin de travaux.

L'aide financière de l'Etat pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité sera versée annuellement à la Métropole après un décompte, validé en Comité technique, des dossiers traités par le prestataire de la Métropole. Cette aide est plafonnée à 1500 euros par dossier et ventilée selon les phases de la mission brossées ci-dessus conformément à la convention ci-annexée. Elle ne concerne que les propriétaires privés personnes physiques de logements situés en zone de travaux prescrits.

La Métropole souhaite néanmoins proposer un accompagnement technique pour les propriétaires personnes morales de logements dans la zone de travaux prescrits par ledit PPRT.

En conséquence, il est proposé d'autoriser la signature de la convention entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le financement de l'accompagnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/11 du 30 mars 2018 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques dénommé « PPRT de Fos Est » situé sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement de l'accompagnement des ménages entre l'Etat et la Métropole dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques de Fos Est sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de financement de l'accompagnement des ménages impactés par le PPRT de Fos Est et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-7463/19/BM

■ Engagement des procédures d'expropriation au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Immeubles de l'îlot Hoche-Versailles à Marseille MET 19/13749/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018, a été approuvée une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé.

Cette stratégie, qui entend lutter plus efficacement contre l'inacceptable, nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire à travers le Programme Local de l'Habitat : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF) a été sollicité pour mener des actions foncières dans le but de maîtriser une cinquantaine d'immeubles, d'îlots ou de tènements relevant de la lutte contre l'habitat dégradé, notamment pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci tant par voie amiable, de préemption et d'expropriation impliquant la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique Logement social, Vivien et réserve foncière.

La stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline aujourd'hui au travers du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération n°19/0558/UAGP du 17 juin 2019. Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1 000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement.

Parmi ces 4 îlots, figure le secteur Hoche-Versailles, incluant divers îlots en renouvellement urbain le long des rues Pottier, Hoche, Fourcroy et Versailles concentrant les difficultés urbaines.

En préalable, le 20 décembre 2016, il avait été signé entre l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) et l'EPF une convention de financement pour des études pré-opérationnelles portant notamment sur les conditions de réhabilitation ou de démolition des copropriétés de l'îlot Hoche-Versailles.

Ces études s'inscrivent dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) signé entre les collectivités locales, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ANAH en application du contrat de ville, le 17 juillet 2015, qui a identifié parmi les quartiers prioritaires, celui des copropriétés en question.

Pilotées par l'EPAEM, ces études ont pour objectifs de préfigurer une stratégie coordonnée d'intervention sur les copropriétés dégradées précitées et de définir les conditions de mobilisation tant opérationnelles que stratégiques de l'EPF, notamment pour les immeubles qui composent l'îlot Hoche-Versailles. Situé au sein du périmètre « Euroméditerranée 1 ».

Depuis le lancement du premier Programme National de Renouvellement Urbain développé sur la ZUS Centre-Nord par convention de juin 2010, l'EPAEM a initié ou lancé un nombre important d'opérations de requalification des abords de l'autoroute A7, depuis le Boulevard de Strasbourg jusqu'au collège Versailles.

Certaines de ces opérations sont achevées, comme l'aménagement des places de Strasbourg et Joséphine Roussel ou la requalification de l'avenue Camille Pelletan avec l'intégration d'une voie de bus en site propre. Les plateaux sportifs Kléber ont été livrés en 2018 et le chantier de la Maison pour tous Kléber a été lancé.

D'autres opérations sont en cours de réalisation, en particulier le programme immobilier Hoche-Caire qui comprend 95 logements et 4 500 m² de locaux d'activités. Pour sa part, le collège Versailles va être intégralement rénové et désenclavé. Les travaux débiteront au second trimestre 2019.

Enfin, le bailleur 1001 Vie Habitat a acquis un ensemble immobilier auprès de la Logirem le long de la rue Eugène Pottier et a lancé fin 2018 une consultation d'opérateurs en vue d'une requalification complète de ce parc.

Les études menées sur les rues Hoche et Versailles s'inscrivent dans cette dynamique et ont pour objectif de définir les conditions d'une intervention d'envergure destinée à éradiquer l'habitat particulièrement insalubre qui demeure sur ce secteur.

Ces études lancées en juillet 2018 devront aboutir à la mise en place d'un programme opérationnel validé par l'ensemble des partenaires et présenté par la Métropole à l'ANRU en vue d'un conventionnement au titre du QPV Grand Centre-Ville.

Ces actions, dans le cadre du Plan Initiative Copropriété, s'appuieront notamment sur les aides financières de l'ANAH, ainsi que sur celles de l'ANRU.

Dans ce cadre, l'EPF est engagé dans une convention d'intervention Foncière avec la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAEM, signée le 10 septembre 2019 par l'ensemble des partenaires, en vue en particulier d'exécuter sur le site Hoche-Versailles une mission de maîtrise foncière des îlots dégradés en phase d'impulsion réalisation dans l'objectif à terme de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble.

L'îlot Hoche-Versailles, le long de la rue Hoche et de la rue de Versailles, est constitué par un ensemble de 8 immeubles anciens dégradés, totalisant 132 logements et 6 locaux commerciaux, ainsi qu'une parcelle non bâtie, caractérisé par une concentration de difficultés, techniques, financières et sociales, comprenant des cas de péril et d'insalubrité avérés.

Il est proposé d'engager sur cet îlot les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. A cette fin il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux suivant :

- 9 parcelles privées, dont un terrain communal non bâti, destinées à constituer une réserve foncière.

La liste de ces parcelles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par l'EPF dès leur complétude.

Le coût prévisionnel de ces acquisitions est estimé à environ 10 millions d'euros. Une évaluation globale et forfaitaire de ces biens est en cours par France Domaine. Les indemnités d'expropriation et d'évictions seront portées par l'EPF PACA qui a provisionné la convention d'intervention foncière Hoche-Versailles

approuvée par son conseil d'administration d'un budget de 12 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération n°DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;

- Que le Projet Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille identifie les quatre îlots de première phase, dont l'îlot Noailles-Ventre, sur lesquels études et actions opérationnelles devront être conduites prioritairement ;
- Qu'il est nécessaire de procéder aux acquisitions d'immeubles avant que le projet d'aménagement n'ait été établi compte tenu de la déliquescence de certaines des copropriétés et immeubles des rues Hoche et Versailles ;
- Que la convention d'intervention foncière délibérée le 10 septembre 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) sur le site Hoche-Versailles missionne l'EPF PACA en vue de l'acquisition des immeubles de la rue de Versailles et de la rue Hoche pour constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation ;
- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour appliquer la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne.
- Qu'il convient d'approuver l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 8 immeubles et une parcelle non bâtie dans le troisième arrondissement de Marseille et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet ;
- Que l'EPF PACA sera bénéficiaire de la DUP et de la cessibilité à intervenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique, au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur des 9 parcelles privées, dont un terrain communal non bâti, listés en annexe de la présente délibération. La maîtrise foncière de ces immeubles destinés à constituer une réserve foncière, s'inscrit dans la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-5, R.131-1 et suivants du code de l'Expropriation, au profit de l'Etablissement Public

Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur conformément à l'article 1 de la présente délibération.

Article 3 :

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique afférente est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-7464/19/BM

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 19 immeubles sur le territoire marseillais

MET 19/13280/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2^e et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Le conseil métropolitain a d'ores et déjà approuvé l'engagement de procédures d'expropriation sur :

- 41 immeubles dégradés, par délibération du 20 juin, pour une évaluation globale et forfaitaire de 15,5 millions d'euros estimée par France Domaine,
- 27 immeubles dégradés, par délibération du 24 octobre, pour une évaluation globale et forfaitaire d'environ 9,4 millions d'euros en cours d'estimation par France Domaine.

Aujourd'hui, une dernière vague de 19 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux sur les 19 immeubles

destinés à la production de logements sociaux (locatif social ou accession sociale).

Pour rappel, établir le projet à déclarer d'utilité publique nécessite, pour chaque immeuble, une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des faisabilités financières et opérationnelles, vérification des états de propriété, besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanis Aménagement dès leur complétude.

L'évaluation globale et forfaitaire de la valeur des biens de cette troisième vague est en cours par France Domaine. Elle est estimée à environ 5,9 millions d'euros.

Les indemnités d'expropriation et d'évictions seront financées par les deux concessions d'éradication de l'habitat indigne n° T1600918CO et T11600919CO.

Toutes subventions des déficits générés seront recherchées auprès des partenaires, notamment auprès des Agences Nationales de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine, pour rester dans les enveloppes de participation délibérées par le Conseil de Métropole le 28 février 2019 pour un montant cumulé de 32,1 millions d'euros pour maîtriser 100 immeubles entrant dans la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.

L'engagement des procédures d'expropriation sera ajusté à cette contrainte financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEVT 001-5507/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°22 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements ;
- La délibération n°DEVT 002-5508/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°21 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération n°DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne ;
- La délibération n°DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une première vague de 41 immeubles dégradés ;
- La délibération n° DEVT 002-6955/19/BM du 24 octobre 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une deuxième vague de 27 immeubles dégradés ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour appliquer la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- Que la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus ;
- Que le bilan de cette concertation a été approuvé ;
- Que l'engagement de deux premières vagues d'expropriations a été approuvé en juin et octobre dernier ;
- Qu'il convient d'approuver l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 19 immeubles sur le territoire Marseillais et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique, au profit de Marseille Habitat ou d'Urbanis Aménagement agissant chacun au titre d'une concession d'aménagement d'Eradication de l'Habitat Indigne, des 19 immeubles listés en annexe de la présente délibération. La maîtrise foncière de ces immeubles pour produire du logement social s'inscrit dans la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du code de l'Expropriation, au profit de Marseille Habitat ou Urbanis Aménagement conformément à l'article 1 de la présente délibération.

Article 3 :

Les bénéficiaires des déclarations d'utilité publique afférentes sont habilités à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-7465/19/BM

**■ Approbation de la convention constitutive du groupement de commande avec la Ville de Marseille, pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain
MET 19/13291/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à l'effondrement de trois immeubles de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et à l'évacuation de nombreux immeubles ayant fait l'objet d'un signallement et potentiellement dangereux, les circonstances graves et urgentes de cette dernière année ont remis la question du logement indigne, et en particulier celle de l'hébergement temporaire et du relogement, au centre de la stratégie du développement urbain de Marseille.

Si les moyens de relogement existants et toutes les mesures prises par les services de la ville de Marseille, de l'Etat et de la Métropole, ont permis de structurer et organiser la gestion de crise, ce contexte a rendu saillant le besoin de développer un dispositif de relogement temporaire et définitif de manière partenariale, et appropriée aux besoins à court et moyen termes. Elaborer ce dispositif implique à la fois de stabiliser une réponse opérationnelle et réactive, tout en s'assurant d'une approche prospective, qui pourra prendre en compte, dans leur ensemble, les impératifs liés à la lutte contre l'habitat indigne et l'amélioration des conditions de vie.

Ces besoins en relogement peuvent s'identifier à partir de plusieurs origines :

- Relogements définitifs de ménages dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), des programmes de rénovation urbaine (PRU) conventionnés avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), ou d'autres opérations d'aménagement.
Le protocole de préfiguration du nouveau programme national de rénovation urbaine prévoit à Marseille la démolition de 3 000 à 4 000 logements, à échéance 2025.
- Relogements définitifs des ménages logés dans des copropriétés dégradées, faisant l'objet d'interventions publiques.

10 ensembles résidentiels gérés sous le statut de copropriétés sont à ce jour retenues comme prioritaires.

- Relogements temporaires à la suite d'interdictions d'occupation d'immeubles et de l'évacuation des ménages, par arrêtés de périls ou d'insalubrité, d'insécurité des équipements communs, de police générale.

360 immeubles ont été évacués entre novembre 2018 et septembre 2019, dans la commune de Marseille.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille, les bailleurs sociaux, l'Etablissement Public d'aménagement Euroméditerranée, les Sociétés d'aménagement concessionnaires des opérations d'aménagement, et l'Etablissement Public Foncier, rassemblent des besoins en logement conséquents. De manière estimative, cela peut représenter plus de 7500 ménages à reloger sur la durée des programmes, de manière temporaire ou définitive, dans le parc social ou privé.

Plusieurs dispositifs de relogement existent ; l'expérience prouve leur intérêt et la justesse de leur fonctionnement, mais aussi leur limite en terme quantitatif.

En appui sur les possibilités d'actions apportées aux Collectivités publiques par la loi de Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, et à l'initiation du 1^{er} protocole de Lutte contre l'habitat indigne signé avec l'Etat en 2002, la ville de Marseille s'est entre autre dotée en 2003 d'un parc de logement relais diffus, complété en 2008 par un ensemble de 50 logements, les Jardins de l'Espérance, puis de 10 logements diffus en résidences sociales, gérés par ADOMA. Ce parc relais est en occupation constante (taux de 73% en moyenne, 100% actuellement). Une réflexion est en cours, menée en partenariat entre la Métropole, la Ville, et l'Etat, afin d'étendre ce parc.

En ce qui concerne le relogement définitif, il est à noter qu'une majorité des ménages concernés nécessite d'être relogée dans le parc social. Aussi, en s'appuyant sur l'article L.521-3-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est indispensable que les réservataires mobilisent leur contingent et les bailleurs sociaux leur parc, en réponse à ce besoin.

Afin d'accélérer les relogements liés aux opérations conventionnées avec l'ANRU, une charte de mutualisation des contingents réservataires a été signée en 2012, réunissant la Ville, l'Etat, le Conseil Départemental, la Métropole, l'ANRU, Action Logement, et le Groupement d'intérêt public Marseille Rénovation Urbaine. Le GIP MRU, en convention avec la Ville pour l'animation de cette plate-forme relogement PRU, peut aujourd'hui dresser avec les partenaires un bilan global positif des 7 années de structuration et de développement du dispositif. En terme de besoins, la file active de la plate-forme se maintient autour de 150 ménages à reloger ; 628

relogements ont été réalisés via la plate-forme depuis son initiation.

Les bailleurs sociaux ont aussi été particulièrement impliqués, aux côtés de l'Association Régionale HLM, pour permettre la constitution rapide d'un parc relais diffus à partir de leurs parcs et ceux des réservataires, et pour rendre prioritaires les propositions de relogement des ménages évacués, suite aux récentes et nombreuses interdictions d'occupation d'immeubles.

L'ensemble de ces outils et mesures reste néanmoins insuffisant pour contenir tous les besoins en logement, actuels et projetés. Notamment, sur certains secteurs, l'offre est limitée pour des relogements implantés à proximité du logement d'origine des ménages, comme par exemple en centre-ville. La mobilisation et la gestion d'un parc privé diffus sont essentielles, afin de compléter de façon appropriée la réponse aux besoins en logement temporaire et définitif.

Dès décembre 2018, une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) a fait l'objet d'une convention entre la Ville, l'Etat et le prestataire, afin de faciliter le relogement des ménages hébergés suite aux interdictions d'occupation d'immeubles. La convention, et son avenant, ont porté à 500 prises à bail la mission de relogement temporaire, et à 200 logements celle du relogement définitif. Au 4 octobre 2019, 584 ménages évacués avaient été relogés par la MOUS, dont 521 de façon temporaire et 63 définitivement ; 26 ménages avaient pu réintégrer leur logement d'origine.

Une nouvelle prestation d'assistance au relogement des ménages évacués mettra terme à cette convention dans le dernier trimestre 2019, par un contrat assurant la continuité des missions : reprise des baux en cours (l'objectif des 500 baux ayant été atteint), complétée de quelques prises à bail supplémentaires, et accompagnement vers le relogement définitif hors ou dans le logement d'origine. L'échéance de ce marché est fixée à décembre 2020, avec un objectif de 100 conventions d'occupation temporaire restantes.

Cette expérience, l'ensemble de ces indicateurs et ceux concernant les tendances en besoins globaux de relogements, font valoir la nécessité de construire un partenariat entre la Métropole AMP et la ville de Marseille afin d'opérer un groupement de commande, pour la passation d'un contrat qui permettra de consolider et élargir l'offre en relogements temporaire et définitif.

Les missions visent à assister :

- La Métropole dans le relogement de ménages occupant des immeubles dont elle ou les sociétés d'aménagements concessionnaires envisagent la maîtrise.

- La Ville dans le relogement des ménages évacués en cas d'interdiction d'occupation d'immeubles et lorsque le propriétaire est défaillant.

La Métropole et la Ville, en groupement de commande, pourront lancer une consultation pour la passation du contrat, et en définiront les modalités techniques et administratives. Elles détermineront ensemble une estimation budgétaire, et la répartition des responsabilités et prises en charge de chacune.

La Métropole sera coordonnateur du groupement, en charge du recensement et de la définition des besoins, de l'élaboration du dossier de consultation, de la mise en œuvre de toutes les étapes de passation du marché jusqu'à sa signature, de la représentation en justice du groupement le cas échéant, et d'une éventuelle reconduction du marché.

L'objectif est d'initier la prestation au 2ème semestre 2020, pour une durée de 4 années. Le détail des missions et leurs objectifs de résultats seront fixés de manière partenariale entre la Métropole et la Ville, concernant :

- La prise à bail de nouveaux logements et engagement des conventions d'occupation temporaire.
- La reprise des baux et conventions d'occupation temporaire à l'issue de la prestation actuellement en cours.
- La gestion locative de ces logements.
- La recherche de logements dans le parc privé afin d'opérer de l'intermédiation locative, ou pour élargir la réponse aux besoins en relogements définitifs.
- L'accompagnement des ménages durant leur occupation temporaire, et pour leur relogement définitif hors ou dans leur logement d'origine.
- L'accompagnement des ménages dans le cadre de l'intermédiation locative, et de la fin de l'intermédiation.
- L'organisation des glissements de baux au profit des ménages.
- L'assistance au pilotage de la prestation, avec production d'indicateurs et d'états aux partenaires.

L'engagement financier et les modalités de prises en charge des prestations, entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, peuvent s'envisager comme suit :

- La Métropole et la Ville prennent en charge à parts égales les prestations liées au pilotage et à la production d'indicateurs et états.
- La Métropole et la Ville prennent en charge les prestations de relogement à réaliser, au prorata des relogements qui concernent leurs opérations respectives : prises à bail de logements ou recherche de logements en intermédiation locative, accompagnement des ménages jusqu'à leur relogement définitif.
- La Ville prend en charge les loyers, charges locatives et les frais d'assurance, pour les

relogements temporaires qui concernent les ménages évacués de logements de la commune de Marseille, interdits d'occupation et dont le propriétaire est défaillant. Elle opérera les recouvrements des frais engagés auprès des propriétaires. Elle prendra en charge les coûts de la gestion locative de ces logements temporaires pré-cités.

A ce jour, une enveloppe budgétaire estimative globale de ce contrat peut s'évaluer :

- à une moyenne de 1 875 000 euros/année. Ce montant inclut les loyers, charges et frais d'assurance des logements à la charge de la Ville, représentant environ 855 000 euros par an (dépenses recouvrables).
- hors dépenses liées aux loyers, aux charges locatives et assurances, le budget estimé à une moyenne de 1 020 000 euros/an serait pris en charge à 51% par la Ville et 49% par la Métropole - soit une dépense pour la Métropole d'environ 500 000 euros/an.

La première étape pour la passation de ce marché nécessite désormais la constitution d'un groupement de commande entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille. La convention constitutive annexée précise l'objet et les modalités d'organisation de ce groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 13 décembre 2018 n° DEVT 012-5206/18/CM approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de ce groupement de commande avec la ville de Marseille s'inscrit dans la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne, approuvée par délibération du 13 décembre 2018.
- Qu'il convient d'approuver la convention constitutive de groupement de commande avec la ville de Marseille pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion au groupement de commande avec la ville de Marseille pour la passation d'un contrat relatif à une prestation d'assistance au relogement temporaire et définitif de ménages, dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.

Article 2 :

Est approuvée la convention constitutive de ce groupement de commande conclue avec la Ville de Marseille, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au budget de fonctionnement années 2020 et suivantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique D110 Nature 6228 Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-7466/19/BM

**■ Stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne - Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Société d'Habitation à loyer modéré UNICIL
MET 19/13972/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré UNICIL, filiale du groupe Action Logement, dispose d'un patrimoine de 28 000 logements en Région Sud, localisé à 88% dans le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence. Ses objectifs de développement sur la Région, à hauteur de 1 600 logements par an, sont ambitieux. Ils ont été atteints en 2018 et dépassés en 2019. Ils visent en particulier à satisfaire les besoins en logement des salariés d'entreprises et à développer une offre dans les secteurs tendus.

UNICIL a manifesté son intérêt d'être un partenaire engagé aux côtés de la Métropole dans la mise en œuvre du plan stratégique de lutte contre l'habitat indigne. Plusieurs pistes d'actions ont été conjointement explorées, que ce soit dans le cadre de la mise en œuvre des projets du contrat de Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) sur le centre-ville de Marseille, de l'intervention sur les immeubles dégradés du territoire ou dans les grandes copropriétés, dans le respect de l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées adopté par la Métropole en mars 2017 et du Plan Initiative copropriété adopté par l'Etat en fin d'année 2018.

Fort de son adossement à Action Logement qui vient de signer avec l'Etat un Plan d'Investissement Volontaire, dont un des axes d'intervention doté de 145 millions cible les grandes copropriétés dégradées, UNICIL propose de se porter acquéreur d'immeubles entiers ou d'assurer le portage de lots en diffus et permettre ainsi le redressement de la gestion des immeubles. Cette action sera financée sur fonds propres d'UNICIL et subventions d'Action Logement sans sollicitation de financements autres que ceux de droit commun déjà existants auprès des collectivités, de l'Etat et de l'ANAH.

Par ailleurs, UNICIL dispose en son sein d'une activité de syndic de gestion de copropriétés, savoir-faire qui a été développé dans le cadre des cessions de logements aux locataires et avec la volonté de rester présent dans des groupes où la majorité des lots reste propriété du bailleur. La compétence des syndics étant essentielle dans la gestion des copropriétés, il est convenu qu'UNICIL s'engage dans la professionnalisation de cette activité au service des copropriétés à redresser et en recherche de syndics disposant des compétences nécessaires. Une démarche de certification Quali-SR, initiée par l'association de même nom pour reconnaître la capacité de syndics à conduire le redressement de copropriétés fragiles, attestant la capacité d'UNICIL à agir en tant que syndic de redressement, sera engagée durant la période du partenariat. Il est précisé que l'association Quali-SR a signé un

partenariat avec l'ANAH sur la période 2019-2021 dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés.

Enfin, au titre de son projet de développement, en particulier d'une offre nouvelle en centre-ville, UNICIL s'engage à acquérir des lots diffus au sein de copropriétés où il est déjà copropriétaire, ou à acquérir des immeubles destinés à la production de logements sociaux acquis par la Métropole ou ses aménageurs, en cohérence avec la localisation de son patrimoine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées ;
- La délibération DEVT-01-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération URB 001-6243/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le contrat du Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de mobiliser les capacités d'intervention de la SA d'HLM UNICIL et de son groupe de rattachement Action Logement pour contribuer à la production de logements de qualité en centre-ville de Marseille, à la requalification du parc privé dégradé en une offre locative sociale et au redressement de grandes copropriétés dégradées,
- Qu'il est nécessaire d'asseoir un large partenariat pour mettre en œuvre la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne en mobilisant des acteurs souhaitant investir pour la production d'une offre de logement adaptée aux besoins des ménages , y compris les plus modestes vivant dans des conditions d'habitat indigne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole de partenariat entre la Métropole et la SA d'HLM UNICIL pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole de partenariat et actes qui en découlent

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-7467/19/BM

■ Stratégie de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation d'un protocole de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le groupe Action Logement et l'Association Foncière Logement MET 19/13975/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'objet de l'Association Foncière Logement (AFL) est de réaliser des programmes de logements contribuant à la mixité sociale des villes et des quartiers. L'AFL intervient statutairement sur un spectre allant du locatif conventionné PLAI au locatif intermédiaire ou libre. En complément et selon la demande des collectivités et l'appréciation de la demande locale, des programmes en accession libre peuvent aussi être déployés. Les logements sont destinés prioritairement aux salariés des entreprises.

L'Association Foncière Logement a manifesté son intérêt d'être un partenaire engagé aux côtés de la

Métropole dans la mise en œuvre du plan stratégique de lutte contre l'habitat indigne et du contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille.

Le groupe Action Logement engage un programme d'investissement volontaire en appui aux politiques publiques du logement et, dans ce cadre, mobilise un montant de 300 M€ sur 5 ans en prêts et subventions pour la résorption de l'habitat indigne. Cette enveloppe est fléchée vers l'AFL pour lui permettre d'intervenir en tant qu'opérateur immobilier en aval du cycle (restructuration, démolition-reconstruction / réhabilitation des logements, puis exploitation et gestion locative) afin de faciliter la sortie des opérations et d'éviter le retour des marchands de sommeil. Les biens ne deviennent propriété de l'AFL qu'à la signature du CPI.

Grâce à l'apport du groupe Action Logement, l'AFL se réserve la possibilité de couvrir une partie du déficit de l'opération de recyclage foncier en s'acquittant d'une charge foncière à la cession des biens, sous réserve d'équilibre du modèle économique global de son intervention. L'AFL privilégie des interventions dans le cadre de dispositifs juridiques facilitant l'expropriation des immeubles insalubres ou frappés d'un arrêté de péril par la puissance publique ou l'aménageur concessionnaire, de telle sorte à sécuriser l'opération et à limiter le coût foncier amont.

En alignement avec ses principes directeurs, les produits de sortie des opérations de requalification de l'habitat indigne pourront comprendre jusqu'à 25% de logements conventionnés sur le modèle de répartition des trois tiers pour les niveaux de ressources et loyers (PLAI/PLUS/PLS), et au minimum 75% de logements libres loués au loyer de marché.

L'AFL conserve la maîtrise foncière et technique du patrimoine jusqu'à sa dévolution aux caisses de retraite et s'assure que la trésorerie du programme soit équilibrée à l'horizon du transfert. Dans le but d'optimiser quantitativement la production et en concertation avec AMP, des logements libres pourront être cédés dans la limite de 50% de chaque îlot ou immeuble, et sous réserve d'une durée minimale de détention de 10 ans. Le prix de vente est calculé sur la base de la valeur de marché.

La méthode d'intervention de l'AFL sera testée lors d'une première phase d'expérimentation portant sur un échantillon de 10 immeubles tests représentatifs des différentes situations urbaines (localisation, immeuble isolé ou dans un îlot à restructurer) et juridiques (immeuble déjà acquis, immeuble en cours d'acquisition : amiable, confiscation, expropriation), immeuble prioritaire pour lequel la décision de faire dépend d'un engagement à prendre par un opérateur, parcelles nues (immeubles déjà démolis) auxquelles la Métropole et les parties prenantes pourraient être confrontées. Seront évaluées les possibilités de partage du risque de l'opération de maîtrise foncière

entre la Métropole et l'AFL en fonction du coût de possession global des immeubles. Pour cela, il sera nécessaire de mener rapidement des études de calibrage afin d'estimer le coût des travaux immeuble par immeuble.

Suite à ces premiers travaux et en fonction du projet urbain qui sera défini en concertation avec les habitants, une convention d'engagement mutuelle fixera les perspectives de traitement d'immeubles, les conditions à réunir pour y parvenir et un programme pluriannuel d'investissement sur 3 à 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées
- La délibération DEVT-01-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé
- La délibération URB 001-6243/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le contrat du Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de mobiliser les capacités d'intervention de l'Association Foncière Logement pour contribuer à la production de logements de qualité en centre-ville de Marseille, et à la requalification du parc privé dégradé en une offre locative mixte,
- Qu'il est nécessaire d'asseoir un large partenariat pour mettre en œuvre la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille en mobilisant des acteurs souhaitant investir pour la production d'une offre de logement adaptée et la résorption de l'habitat indigne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole de coopération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Foncière Logement contribuant à la mise en œuvre de la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et du Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et les actes qui en découlent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-7468/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de travaux d'urgence copropriété La Maurelette à Marseille - Approbation d'une convention
MET 19/13283/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La copropriété « la Maurelette » est un ensemble immobilier situé 182 rue le Châtelier/ Boulevard Simon Bolivar dans le quartier la Delorme dans le 15ème arrondissement de Marseille. Elle se compose de 746 logements sur 70 entrées, 12 locaux commerciaux, 541 emplacements de parking, une bastide abritant un centre de formation et une ancienne maison de retraite désaffectée. La copropriété est gérée depuis 2018 par le syndic Immobilière Colapinto.

Cet ensemble immobilier, présentant une qualité paysagère remarquable, a été construit entre 1962 et 1964. Il est composé d'une juxtaposition de bâtiments de hauteurs différentes sur environ 12 hectares. Les bâtiments organisent par leur disposition une série de sous-ensembles disposés autour d'une dizaine de places. Les façades intègrent des panneaux revêtus de pâtes de verre colorées. Au regard de tous ces éléments, la résidence a été inscrite au patrimoine du XXème siècle en 2006.

La copropriété fait face depuis de nombreuses années à des difficultés de gestion (mise sous administration judiciaire et changements de syndics) et à des problèmes financiers (dette de charges de plus de 128% du budget et dette fournisseurs importante). Sur le plan technique, le bâti est vieillissant et souffre d'un manque d'entretien.

Le cumul de ces difficultés a conduit les pouvoirs publics à intégrer la Maurelette parmi les copropriétés du territoire marseillais pour lesquelles une intervention publique doit être envisagée.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Cet accord recense notamment la Maurelette comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. Ce protocole a été officiellement signé en décembre 2017.

En parallèle, la Ville de Marseille, sur sollicitation de la copropriété, a pris un arrêté de péril grave et imminent le 18 décembre 2018 portant sur des risques de chutes d'éléments de maçonnerie en façade. Par arrêté modificatif du 11 janvier 2019, la Ville de Marseille a complété son premier arrêté en demandant au syndicat des copropriétaires de faire réaliser un rapport sur l'état des bétons en façade et de procéder à la purge des éléments menaçant de tomber.

Les copropriétaires ont approuvé en assemblée générale du 7 février 2019 des devis pour un montant total de 486 736 euros. Ce vote n'a pas été suivi d'appels de fonds, la copropriété déjà fortement endettée souhaitant attendre des décisions concernant de potentiels financements publics à solliciter.

Aussi, compte tenu de la situation, Monsieur le Maire de Marseille a sollicité le 14 février 2019 Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône pour qu'une commission soit constituée afin d'entamer l'élaboration d'un plan de sauvegarde en faveur de cette copropriété.

Le 14 mai 2019, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté portant création de la

commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété de la Maurelette.

La Métropole a mandaté courant juin 2019 un prestataire pour réaliser une expertise complète sur l'ensemble de la copropriété afin d'avoir une connaissance plus fine des dysfonctionnements et d'engager des actions visant au redressement de la copropriété.

Dans le même temps, la Métropole a conclu avec CDC habitat social une convention de portage immobilier et foncier pour une intervention ciblée sur quelques copropriétés dégradées dont la Maurelette. Il s'agit de mettre en place une action foncière immédiate afin d'acquérir des lots de copropriétaires endettés ou vendeurs et permettre ainsi une rentrée de trésorerie dans les comptes de la copropriété et d'entrer dans la copropriété.

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », le financement des travaux d'urgence par l'ANAH dans les copropriétés en phase d'élaboration de plan de sauvegarde a été majoré à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

il est nécessaire de prévoir une première phase de travaux d'urgence sur la Maurelette permettant la réalisation des purges de façades et ainsi la levée de l'arrêté de péril grave et imminent (PGI). Une deuxième phase de travaux d'urgence répondant aux mesures conservatoires indiquées dans le PGI est également à prévoir (traitement des bétons et aciers, étanchéités...).

La 1ère réunion de la commission d'élaboration du plan de sauvegarde qui s'est réunie le 7 novembre dernier a validé la réalisation de ce programme et son financement par l'ANAH et la Métropole.

Ces travaux sont évalués à 486 736 euros TTC. Ce montant sera affiné par le maître d'œuvre désigné par la copropriété.

Le montant prévisionnel de l'aide apportée par la Métropole en complément de la subvention de l'ANAH est défini ci-après :

Financement ANAH	442 488 euros
Financement MAMP	44 248 euros
Montant total travaux	486 736 euros

Afin d'acter cet engagement, Il convient de conclure une convention entre la Métropole et le Syndicat des copropriétaires de « la Maurelette ». Cette convention a pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de cet ensemble immobilier. Les modalités de versement de cette aide sont définies dans la convention de financement citée et jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 14 mai 2019 « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété de la Maurelette » ;

- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relatif à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission d'élaboration du plan de sauvegarde du 7 novembre 2019 sur la réalisation des travaux d'urgence ;
- L'approbation en assemblée générale de copropriété du programme de travaux ;
- Le courrier de saisine du syndic sollicitant une aide financière auprès de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence la Maurelette est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux présenté pour la Maurelette, son estimation financière et son mode de financement en date du 7 novembre 2019 ;
- Que l'assemblée générale de la copropriété a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement ;
- Que le syndic mandaté par le syndicat des copropriétaires a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des travaux d'urgence sur la copropriété de la Maurelette.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée la subvention pour la réalisation de travaux d'urgence sur la résidence de la Maurelette à Marseille dans le 15ème arrondissement à hauteur de 44 248 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée précisant les modalités de versement de l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tous les documents nécessaires afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 – Opération 2016103800– Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-7469/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur l'ensemble des bâtiments de la Résidence la Mariélie à Berre l'Etang - Approbation d'une convention
MET 19/13299/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La résidence « La Mariélie », située sur la commune de Berre l'Etang, est un ensemble de 4 bâtiments totalisant 247 logements ayant fait l'objet d'une attention particulière de la part des acteurs publics depuis plus de 20 ans.

Un premier diagnostic urbain et socio-immobilier réalisé en 1997 avait permis la mise en place d'un suivi de fonctionnement de la copropriété, de l'endettement des copropriétaires, des contrats d'entretien et des travaux à réaliser. Un droit de préemption urbain renforcé a été mis en place au bénéfice de la ville de Berre l'Etang dès 1998 et reconfirmé en mars 2017. La ville de Berre l'Etang a acquis six logements et locaux commerciaux qu'elle met à disposition d'associations. En 2015 un diagnostic complet de cet ensemble immobilier a été réalisé. Il préconisait la mise en place d'un Plan de Sauvegarde pour permettre la réalisation de travaux nécessaires, l'apurement de la dette, la formation d'un conseil syndical actif, la sécurité et l'accompagnement des propriétaires occupants modestes comme des locataires fragiles.

En date du 18 juillet 2016, par arrêté du Préfet de région, il est créé une commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde. La réunion d'installation de la commission s'est tenue le 14 décembre 2016. La Métropole est le porteur de projet en phase d'élaboration du plan de sauvegarde.

Par délibération n° DEVT 002-6460/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole s'est engagée à participer financièrement aux travaux d'amélioration des copropriétés dans le cadre partenarial métropolitain pour lutter contre l'habitat indigne et des dispositions nationales de l'Agence de l'habitat : le 28 novembre 2018 le conseil d'administration de l'ANAH a décidé la mise en œuvre du plan initiative copropriétés, qui prévoit des dispositions exceptionnelles et des taux de subventions dérogatoires jusqu'à 100% du HT pour les travaux d'urgence. Ces derniers peuvent bénéficier aux copropriétés inscrites dans un dispositif de plan de sauvegarde.

Dans le cadre de la dernière commission d'élaboration du plan de sauvegarde du 7 mai 2019, Monsieur le sous-préfet d'Istres a validé la liste des travaux d'urgence avec un objectif de reste à charge nul pour les copropriétaires de la Mariélie.

Les travaux d'urgence à réaliser consistent à sécuriser les façades extérieures des bâtiments, à rénover les réseaux d'eaux et d'électricité, la mise aux normes de la sécurité incendie et le retrait de l'amiante éventuellement diagnostiquée avant d'effectuer les travaux :

- Façades : la corrosion des aciers crée un risque à traiter en urgence. Des diagnostics complémentaires seront à réaliser afin de définir l'ampleur des reprises à prévoir,
- Réseaux électriques : l'électricité des parties communes a été dégradée. En complément de la sécurisation, les travaux devront rendre les installations moins vulnérables,
- Réseaux d'eaux usées, eaux pluviales et eaux vannes : Plusieurs de ces installations sont à reprendre entièrement tels que le réseau horizontal d'évacuation des eaux usées. D'autres réseaux sont à analyser plus en détail et à redimensionner à cette occasion, du fait de l'évolution des usages dans le temps,

- Amiante : on note une présence d'amiante notamment dans les flocages de la chaufferie, les revêtements des sols et les colles entre les menuiseries et la façade. En fonction des reprises sur la façade à engager, des précautions supplémentaires seront à prévoir,
- Sécurité incendie : remise aux normes de l'affichage des plans d'évacuation et des consignes de sécurité réglementairement obligatoire ; puis améliorations relatives au désenfumage et à l'installation d'extincteurs dans les cages d'escalier.

Ce programme pourra faire l'objet de modification à l'issue des diagnostics et des études de maîtrise d'œuvre préalables.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de

l'Anah est défini dans le tableau ci-après :

Montant maîtrise d'œuvre HT	Montant maîtrise d'œuvre TTC	Subvention ANAH 100% du HT	Subvention MAMP TVA + honoraires syndic
111 461,80	133 754,02	110 140,00	23 614,02
Pour un montant total TTC de l'opération de 133 754,02 euros			

Les diagnostics et études avant travaux d'urgence sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des honoraires techniques toutes taxes comprises.

Il convient donc de conclure une convention de financement entre la Métropole et le syndicat des copropriétaires de la résidence La Mariélie. Cette convention a pour objet le financement des diagnostics et études avant travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments et la définition des modalités de versement des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du conseil d'administration de l'Agence Nationale de l'Habitat du 28 novembre 2018 prévoyant des dispositions exceptionnelles et des taux de subventions dérogatoires notamment jusqu'à 100% du HT pour les travaux d'urgence qui pourront bénéficier aux copropriétés inscrites dans un dispositif de plan de sauvegarde ;
- Le relevé de décisions de la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde, du 07 mai 2019, validant le programme de travaux d'urgence sur la résidence de la Mariélie, les études et diagnostics avant travaux d'urgence et leur mode de financement ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 002-6460/19/CM du 20 juin 2019 par laquelle la Métropole s'engage à participer financièrement aux travaux d'amélioration des copropriétés ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de la délibération n° DEVT 002-6460/19/CM du 20 juin 2019 par laquelle la Métropole s'engage à participer financièrement aux travaux d'amélioration des copropriétés ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux d'urgence sur la résidence de la Mariélie, les études et diagnostics avant travaux d'urgence, leur estimation financière et leur mode de financement en date du 07 mai 2019 ;
- Que le syndicat des copropriétaires a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux ;
- Que le syndicat des copropriétaires a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence ;
- Qu'il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement à intervenir entre la Métropole d'une part, et le Syndicat des copropriétaires.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de la Métropole pour un montant de 23 614,02 euros au syndicat des copropriétaires de la résidence La Mariélie 150 avenue Paul Langevin 13130 Berre l'Etang pour la réalisation des études et diagnostics avant travaux d'urgence. La dépense totale est d'un montant de 133 754,02 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de financement ainsi que tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 (CT3 Pays Salonais) – Opération 20173010500– imputation budgétaire : 20-552-20141412 - Marché Z18041S003.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-7470/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques pour l'année 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13553/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), est une association créée en 1991 et régie par la Loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est basé au 120 rue de Rome, 13006 Marseille.

Cette association a pour objet de :

- Permettre l'accès au droit et à la médiation des publics en difficultés,
- Développer l'articulation entre accès au droit et médiation
- Organiser et promouvoir le recours à la médiation à la demande des personnes et des institutions en particulier de la justice civile et pénale,
- Contribuer au développement de la médiation dans le cadre d'une politique locale de prévention et règlement des conflits,
- Contribuer au développement des modes alternatifs de résolution des conflits,
- Proposer et réaliser des actions de sensibilisation et de formation liées à l'accès au droit et à la médiation

En outre, l'association a été soutenue dès l'origine par la Direction Politique de la Ville du Territoire Marseille-Provence, dans l'objectif de favoriser l'accès aux Droits des personnes fragilisées et des habitants des quartiers prioritaires.

Pour autant, suite aux événements tragiques du 5 novembre 2018, l'ASMAJ nous a proposé par courrier du 2 avril 2019, d'accompagner la Métropole au sein de l'Espace Accompagnement Habitat sur les deux champs suivants :

Une Permanence Premier Accueil Médiation en vue d'accompagner tous les administrés se présentant à l'Espace Accompagnement Habitat pour connaître leurs droits. Cette permanence se tiens une fois par semaine et elle est assurée par un relais d'accès au droit et un médiateur.

Une permanence d'accompagnement des locataires dans le cadre de procédures juridiques et judiciaires est assurée par un juriste à une fréquence hebdomadaire

Par ailleurs, des médiations se tiennent à l'ASMAJ et sont assurées par un binôme de médiateur et d'avocat pour gérer les conflits entre propriétaires et locataires mais également entre propriétaires et services bancaires ou d'assurance. Elles s'organisent en fonction des besoins identifiés par les intervenants de la permanence.

Pour ce plan d'actions qui est reconduit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, la participation de la Métropole est de 40 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de continuer d'accompagner les propriétaires et les locataires dans la résolution de conflits,
- La dynamique enclenchée sur le territoire en direction de l'habitat privé ancien et des copropriétés privées

- La capacité de l'ASMAJ à gérer les conflits, mener la médiation, accompagner les procédures juridiques et judiciaires

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 40 000 euros à L'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), pour l'année 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Fonctionnement : 40 000 euros - sous-politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-7471/19/BM

**■ Approbation de conventions de financement entre la Métropole et 5 maîtres d'ouvrage d'opérations dans le cadre du protocole de préfiguration et en anticipation des conventions pluriannuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain à Marseille
MET 19/13302/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil métropolitain a approuvé en séance du 19 octobre 2017 le projet de protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) cofinancé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille, dont 9 d'intérêt national et 5 d'intérêt régional. Signé le 21 décembre 2017, il permet de réaliser et financer les études urbaines, techniques, sociales et patrimoniales qui vont servir à élaborer les conventions pluriannuelles de mise en œuvre des projets de renouvellement urbain sur les sites prioritaires, les budgets nécessaires, les opérations, les maîtres d'ouvrages à mobiliser.

Il permet également d'engager les assistances à maîtrise d'ouvrages nécessaires pour la concertation/participation des habitants, la gestion urbaine de proximité, le développement durable, la prise en compte de la sécurité. Enfin, il a permis de définir les modalités de financement de plusieurs opérations à mettre en œuvre dès à présent et dans l'attente de la signature de conventions opérationnelles.

Le coût global de cette phase de préfiguration est de 62 208 000 euros hors TVA dont 40 770 000 euros hors TVA d'opérations pré-conventionnées.

Les principaux financeurs de ces actions de préfiguration sont l'ANRU à hauteur de 20 244 000 euros, les bailleurs sociaux à hauteur de 20 036 000 euros, la Métropole à hauteur de 8 477 000 euros, la Ville de Marseille à hauteur de 5 186 000 euros. ANAH, Département, Région, Caisse des Dépôts et Consignations viennent compléter le plan de financement.

Un examen de l'avancement du protocole en comité national de l'ANRU le 6 février 2019 a permis de réajuster à la marge le programme et le planning d'études et d'acter de nouvelles opérations pré-conventionnées à mettre en œuvre avant la signature des conventions pluriannuelles de la Savine, la Castellane, Malpassé et Kalliste/Solidarité.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la

Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole signé en 2017 pour les quartiers de Marseille, approuvé par délibération DEVT 009-6962/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, intégrant principalement les évolutions du programme d'études et de leur planning ;

- D'une convention cadre métropolitaine, approuvée par délibération DEVT 008-6961/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;

- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conventions de financement entre la Métropole et les maîtres d'ouvrage Erilia, Habitat Marseille Provence, 13 Habitat, Logirem et l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM) pour la mise en œuvre des études et opérations suivantes :

OPERATIONS	Maître d'ouvrage	assiette subventionnable en k€ HT	subvention AMP sur HT en k€	%
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Frais Vallon La Rose Petit Séminaire	13H	50,000	15,000	30%
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Oliviers, Lilas Mimosas et Bellevue	13H	50,000	15,000	30%
Total 13 H		100,000	30,000	
Consolidation opérations du PNRU1 (Montblieu, Duverger)	EPAEM	100,000	15,700	16%
Diagnostic social et programmation urbaine Briançon Les Crottes	EPAEM	100,000	15,700	
Etude urbaine et sociale - Le Canet	EPAEM	130,000	20,400	16%
Etudes sur la copropriété Versailles	EPAEM	100,000	15,700	
Les Crottes AMENAGEMENT Traverse Bachas, terrains de sport, voirie, passerelle Gauchet	EPAEM	507,000	253,000	50%
Total EPAEM		937,000	320,500	
Castellane DEMOLITION tour K - 92 logements (y compris MOUS)	Enlia	5 151,003	375,100	
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Etude technique / Etude peuplement Castellane	Enlia	300,000	63,000	21%
Total Enlia		5 451,003	438,100	
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Frais Vallon La Rose Petit Séminaire	HMP	50,000	15,000	30%
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Oliviers, Lilas Mimosas et Bellevue	HMP	50,000	15,000	30%
Total HMP		100,000	30,000	
Diagnostic social et patrimonial bailleurs Etude technique / Etude peuplement Bricarde	Logirem	200,000	42,000	21%
Reconstitution de l'offre - Acquaviva - 24 logements	Logirem	3 766,393	240,000	6%
Acquisition Amélioration de 8 PLAI et 16 PLUS - 4, 6, 8 rue Docteur Acquaviva 13004 MARSEILLE	Logirem	3 835,214	243,000	6%
Reconstitution de l'offre - Marsiho (ex- lot 3C Euromed)	Logirem	8 802,195	320,000	4%
VEFA VINCI - 18 PLUS 8 PLAI - ZAC Euroméditerranée - Angle 174 bd de Paris rue de Chanterac	Logirem	3 553,850	625,000	18%
Reconstitution de l'offre - Sainte Marthe	Logirem	3 496,627	625,000	18%
VEFA AMETS - 36 PLUS 35 PLAI - 5, Chemin de Sainte-Marthe 13014 MARSEILLE	Logirem	23 654,279	2 095,000	
Savine DEMOLITION Batiments I et relogements - 82 lgts	Logirem	4 880,419	428,508	9%
Savine DEMOLITION Batiments D et relogements - 81 lgts	Logirem	3 125,184	272,082	9%
Savine DEMOLITION Batiments J et relogements - 116 lots	Logirem	4 003,033	345,617	9%
Savine DEMOLITION Batiments E et relogements - 74 lots	Logirem	12 008,636	1 044,205	
Savine DEMOLITION Batiments K et relogements - 94 lgts	Logirem	35 662,915	3 139,205	
TOTAL LOGIREM		42 250,918	3 957,805	
TOTAL		42 250,918	3 957,805	

Afin de prendre en compte la temporalité des études et opérations, leur rattachement au protocole de préfiguration et son avenant 1 ou en anticipation de conventions pluriannuelles à venir, il est proposé de traduire ces engagements dans 6 conventions financières :

- une avec chacun des 5 maîtres d'ouvrage au titre du protocole de préfiguration et son avenant 1,
- et une spécifique avec la Logirem pour la démolition des bâtiments D, E et K en anticipation de la convention pluriannuelle à venir sur le site de la Savine.

L'engagement total de la Métropole pour ces six conventions est de 3 957 805 euros sur une dépense subventionnable de 42 250 918 euros.

Il est par ailleurs proposé d'approuver une convention l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée (EPAEM), la Métropole et la Ville de Marseille pour la restructuration du noyau villageois des Crottes. Cette convention définit les modalités d'association de la Métropole et de la Ville à la conduite de ces aménagements dont l'EPAEM assure la maîtrise d'ouvrage, ainsi que les modalités de remise des ouvrages relevant de leurs compétences respectives, à la Métropole et à la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015 approuvant le contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain pour Marseille
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 6 février 2019 ;
- La délibération DEVT 008-6961/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la convention cadre métropolitaine ;
- La délibération DEVT 009-6962/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°1 au protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain pour Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de traduire les engagements de la Métropole au titre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine et de son avenant 1 pour les sites de Marseille, par des conventions de financement avec les maîtres d'ouvrages concernés.
- Qu'il est nécessaire de traduire les engagements de la Métropole au titre des opérations de démolition des bâtiments D, E et K de la Savine, exposés en Comité National d'engagement du 6 février 2019, et ce en anticipation de la convention pluriannuelle à conventionner avec l'ANRU sur le site de la Savine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et l'Office Public d'Habitat Habitat Marseille Provence, jointe en annexe, fixant à 30 000 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 100 000 euros hors TVA.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et l'Office Public d'Habitat 13 Habitat, jointe en annexe, fixant à 30 000 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 100 000 euros hors TVA.

Article 3 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et la SA Erilia, jointe en annexe, fixant à 438 100 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable 5 451 003 euros hors TVA.

Article 4 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, jointe en annexe, fixant à 320 500 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 937 250 euros hors TVA.

Article 5 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et la SA Logirem, jointe en annexe, fixant à 2 095 000 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 23 654 279 euros hors TVA pour les opérations Logirem inscrites dans le protocole de préfiguration et son avenant 1.

Article 6 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et la SA Logirem, jointe en annexe, fixant à 1 044 205 euros la subvention de la Métropole pour une assiette subventionnable de 12 008 635 euros hors TVA pour les opérations de démolition des bâtiments D,E et K de la Savine en anticipation de la signature d'une convention pluriannuelle avec l'ANRU pour le site de la Savine.

Article 7 :

Est approuvée la convention pour la restructuration du noyau villageois des Crottes entre l'EPAEM, maître d'ouvrage, la Métropole et la Ville de Marseille, jointe en annexe.

Article 8 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions financières et actes qui en découlent

Article 9 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget d'investissement de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – sous politique E110 – opération budgétaire 2018-106900 – Nature : 45811940007 – Fonction : 52

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 014-7472/19/BM

■ **Approbation de la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU Maille I Mercure à Miramas - Abrogation de la délibération n° DEVT 011-6157/19/BM du 20 juin 2019
MET 19/13642/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La présente convention porte sur le quartier Maille 1 Mercure identifié parmi les quartiers d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) : La Maille, QP013063, Miramas, Bouches-du-Rhône.

Ce projet de renouvellement urbain vise à réintégrer le quartier Maille 1 Mercure à la ville et à son territoire en lui rendant son attractivité résidentielle et urbaine. L'objectif principal est de le ramener dans le champ des politiques de droit commun. Une intervention lourde sur les bâtiments, les équipements et les

espaces publics est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Pour mémoire, la Maille 1 Mercure est un quartier de taille moyenne, équipé de services et de commerces permettant un développement endogène. Il a pour vocation dans les 15 années à venir d'affirmer sa fonction résidentielle tout en développant à partir du potentiel existant l'attractivité de ses activités à l'échelle des quartiers environnants : Maille III, Maille II, Les Molières et les quartiers autour du lac St-Suspi. L'enjeu n'est pas de le transformer en pôle structurant à l'échelle de toute la commune. L'amélioration du cadre de vie, le confortement des équipements, services et commerces et le renforcement des liaisons vers le centre-ville, les quartiers adjacents et les zones d'emploi représentent donc les orientations essentielles du projet de renouvellement urbain.

Ce projet a été co-construit et validé par les habitants, techniciens, acteurs locaux, partenaires et élus. Il se décline en 4 grands objectifs :

Valoriser l'activité commerciale et économique et développer une économie adaptée au quartier

Désenclaver le quartier en le reliant à la ville par des espaces publics qualitatifs et écologiques

Diversifier et améliorer l'offre résidentielle en faveur de la mixité sociale et de parcours résidentiels positifs

Requalifier les équipements pour répondre aux besoins des habitants du quartier et du territoire

L'efficacité environnementale, tant dans la mise en œuvre que dans la nature même des opérations qui répondent à ces 4 orientations stratégiques, constitue naturellement un objectif transversal du projet de renouvellement urbain.

Les objectifs urbains d'envergure métropolitaine sont définis dans la convention-cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils inscrivent le projet de renouvellement urbain dans des objectifs stratégiques intégrés et complémentaires aux politiques de droit commun notamment en matière d'habitat.

La présente convention pluriannuelle s'appuie sur le dossier élaboré à la suite du protocole de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Miramas n° 321 co-financé par l'ANRU, conformément au dossier type prévu à l'annexe II du RGA, relatif au NPNRU, examiné par le comité d'engagement du 31 mars 2016. La présente convention pluriannuelle sur lesquelles s'engagent les parties prenantes en reprend les caractéristiques.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 21 255 000 euros soit 22,4 % du coût total de l'opération.

Cette participation comprend la construction de logements en accession sociale pour un montant de 9 120 000 euros qui, en l'absence d'un opérateur identifié, est contractuellement inscrite au crédit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La participation effective de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à terme à 12 135 000 euros soit 21 255 000 euros moins 9 120 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 011-6157/19/BM relative à la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain cofinancé dans le cadre du NPNRU.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le NPNRU traduit une ambition politique : la transformation profonde des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) concentrant les difficultés sociales et présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants, en matière d'enclavement, de dégradation du bâti et des espaces publics, de trames urbaines et foncières inadaptées, de déficit d'offre commerciale et de services, de difficultés d'accès aux activités économiques ;
- Qu'il vise à concentrer des moyens et ressources pour soutenir les investissements et les dépenses permettant d'aboutir à une mutation des quartiers et favoriser la mixité sociale et fonctionnelle en développant la diversité de l'habitat (statuts, typologie des bâtiments et des logements) et des fonctions

(équipements, commerces, activités économiques) ;

- Que cette ambition, exprimée par le législateur dans la loi du 21 février 2014, guide les principes d'action de ce nouveau programme ;
- Que conformément à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière de politique de la ville est en charge de l'élaboration et de la coordination du contrat de ville ;
- Que sur le territoire de sa commune, Monsieur le Maire de Miramas est chargé dans le cadre de ses compétences de la mise en œuvre du contrat de ville et du projet de renouvellement urbain ;
- Que Madame La Présidente de la Métropole et Monsieur le Maire de Miramas portent conjointement le projet de renouvellement urbain ;
- Qu'une modification administrative des documents contractuels est apparue nécessaire postérieurement à la signature de cette délibération métropolitaine ;
- Que cependant, cette modification n'a aucune incidence sur le montant de la participation de la Métropole au projet de renouvellement urbain.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° DEVT-011-6157/19/BM du 20 juin 2019 relative à la convention pluriannuelle du projet renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU Maille I Mercure à Miramas.

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle relative au projet renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU Maille I Mercure à Miramas. Le montant s'élève à hauteur de 21 255 000 euros soit 22,4 % du coût total de l'opération.

Article 3 :

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties prenantes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2018500100, natures 2031 et 231, code opération 2018500100.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 015-7473/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de partenariat avec le Groupement d'Intérêt Public Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte-d'Azur relative à la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020

MET 19/13694/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Pour accompagner la montée en compétence des acteurs locaux, le Groupement d'Intérêt Public Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur (GIP CRPV PACA) a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville qui œuvrent pour l'amélioration de la situation des territoires prioritaires.

A ce titre, une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA a été conclue le 22 novembre 2017 pour la réalisation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville de 2015 à 2020 distinguant trois phases de réalisation :

- Une première phase répondant à l'évaluation intermédiaire des Contrats de Ville 2015-2020 ;
- Une deuxième phase d'exploitation du référentiel d'évaluation ;
- Une troisième phase d'évaluation finale et de prospective.

Cette convention définissait les différentes étapes de travail de la phase 1 et prévoyait que la détermination des étapes de travail des phases 2 et 3, ainsi que leur plan de financement, feraient l'objet d'avenants à la convention.

La phase 2 a ainsi fait l'objet d'un avenant à la convention de partenariat, approuvé par délibération

n°DEVT 005-6151/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019.

Conformément à la convention initiale, il convient de conclure un nouvel avenant à cette convention portant sur la détermination des étapes de travail de la phase 3 et sur son plan de financement.

Suite au Comité de Pilotage du 21 mars 2019 présentant les résultats de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville quatre grandes orientations ont été validées, constituant les étapes de travail de la phase 3 :

- La co-construction d'un plan d'accompagnement des professionnels métropolitains et communaux avec la mobilisation de ressources internes et externes en appui aux acteurs des territoires de proximité ;
- Le renforcement d'une politique autour de « La jeunesse - Le champ de l'éducation des enfants, de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et du soutien aux familles » justifié par une surreprésentation des mineurs vulnérables et de la part des mineurs vivants dans des situations de grande pauvreté dans les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La mise en œuvre d'une démarche prospective, claire, partagée et territorialisée à moyen et long terme en approfondissant les réflexions autour du devenir des quartiers prioritaires de la métropole ;
- Plus largement l'accompagnement à l'expérimentation et à l'innovation sur les différents sujets ayant trait à la politique de la ville et à la Cohésion sociale.

Cet avenant à la convention de partenariat avec le GIP CRPV PACA permettra la mobilisation de ressources externes et d'outils d'évaluation des politiques menées au service des Quartiers Prioritaires de la Métropole.

Au titre de cette phase 3, la Métropole versera une participation financière au GIP CRPV PACA d'un montant de 100 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau Métropolitain d'approuver l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA déterminant les étapes de travail de la phase 3 visée dans la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La délibération du 19 octobre 2017 N°DEVT013-2609/17/BM relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 20 juin 2019 N°DEVT 005-6151/19/BM relative à l'approbation d'un avenant à la convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressource Politique de la Ville.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les quatre grandes orientations de la Politique de la Ville validées suite au Comité de Pilotage du 21 mars 2019 constituent les étapes de travail de la phase 3 du partenariat conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020 ;
- Que l'approbation d'un avenant n° 2 à la convention de partenariat de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public

Centre de Ressources pour la Politique de la Ville Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant à la convention et toutes les pièces afférentes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre E110, nature 65748 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 017-7475/19/BM

■ **Approbation d'un avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public "Centre de Ressource pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur" relatif à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce GIP**
MET 19/13584/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés dans les 15 communes et regroupant près de 300 000 habitants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Par arrêté interministériel du 25 février 2002, a été approuvée la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRPV PACA). A la date de sa création, ce GIP était constitué de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce GIP, initialement créé pour la durée restant à courir du contrat Etat- Région 2000-2006, a ensuite

été prorogé pour une première durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2012, puis pour une seconde durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2018.

Par arrêté préfectoral du 27 décembre 2018, ce GIP a été renouvelé, à compter du 1er janvier 2019, pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2024, et sa nouvelle convention constitutive approuvée.

Ce GIP, aujourd'hui constitué de l'Etat et de l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville que sont notamment les élus et les agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

Le GIP CRPV PACA est au service de l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour l'amélioration de la situation des territoires prioritaires de la politique de la ville.

Outil à disposition de ses membres, il participe à la déclinaison régionale des politiques publiques tant en matière de mise en réseau et d'apport de connaissances qu'en termes d'appui méthodologique à l'ingénierie territoriale. Cet appui s'effectue sur un ensemble de thématiques portant sur les questions de cadre de vie (habitat, renouvellement urbain...), de cohésion sociale (éducation, jeunesse, participation, santé, égalité femme/homme...) et de développement économique et emploi (économie sociale et solidaire, formation, entrepreneuriat...).

Le GIP CRPV PACA vise la mise en œuvre de missions essentielles, mais non exclusives, qui constituent par ailleurs le « socle commun » des centres de ressources pour la politique de la ville, tel que défini par le cadre de référence national élaboré par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET).

Dans ce cadre, et compte tenu de l'objet et des missions du GIP CRPV PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à ce GIP par délibération n° DEVT 003-5641/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

Aussi, et afin de formaliser l'adhésion de la Métropole à ce GIP, il est nécessaire de conclure un avenant à la convention constitutive du GIP entre l'Etat, l'association régionale HLM de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est rappelé qu'après signature de cet avenant par l'ensemble des parties, Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sera saisi afin d'approuver, par nouvel arrêté, cet avenant et ainsi l'intégration de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GIP CRPV PACA.

Par la signature de cet avenant, les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement seront les suivantes :

Membres du GIP		Financement annuel
Etat	BOP 147	294 000 €
	BOP 103	40 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence		40 000 €
AR Hlm PACA & Corse		2 500 €
Total		376 500 €

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'avenant à la convention constitutive du GIP CRPV PACA, joint en annexe, relatif à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce GIP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Le procès-verbal de l'assemblée générale du GIP CRPV du 20 décembre 2018 ;

- La délibération n° DEVT 003-5641/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° DEVT 003-5641/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer au GIP CRPV PACA ;
- Que l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au GIP CRPV PACA doit être formalisée par la conclusion d'un avenant à la convention constitutive du GIP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Centre de Ressource pour la Politique de la Ville Provence-Alpes-Côte-d'Azur » (CRPV PACA), joint en annexe, relatif à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce GIP.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces y afférentes.

Article 3 :

Est approuvé le versement d'une contribution annuelle de 40 000 euros au GIP CRPV PACA.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget principal 2020 – D 110 -N 6281 - F = 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 018-7476/19/BM

**■ Approbation d'une convention partenariale avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône
MET 19/13678/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé approuvée par délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre comprend une série de mesures concrètes avec deux priorités : « lutter contre l'inacceptable » et « le retour à l'ordre dans le domaine de l'habitat ».

Depuis, de nombreuses mesures ont été déployées et notamment, une démarche inédite de participation citoyenne lancée le 4 février 2019. Ouverte à l'ensemble des habitants du territoire, les Assises citoyennes de l'habitat ont permis à chacun de s'exprimer et d'engager des actions phares dont celle liée à une optimisation du partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône (CAF).

Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement mais aussi de cohésion sociale, la Métropole se dote d'une convention partenariale fédérant de fait les actions et services œuvrant en matière de politiques sociales et de logements.

La présente convention partenariale a pour objet de partager, coordonner et optimiser les interventions de la Caf des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les champs des politiques qui leur incombent afin d'optimiser leurs effets au bénéfice des familles et citoyens habitant sur le territoire de la Métropole.

Cette première étape de contractualisation permet de définir les objectifs généraux et les thématiques à travailler conjointement pour améliorer l'efficacité des actions publiques. Certains axes de travail nécessiteront des conventions opérationnelles afin de préciser les modalités de coordination notamment concernant le traitement de l'habitat indigne.

Le partenariat traduit dans le cadre de cette convention prendra en compte les engagements réciproques selon les champs d'interventions et les moyens de chacun des signataires. Il portera sur les axes suivants :

- Axe 1 : Agir pour la préservation et le renforcement de la cohésion sociale dans le cadre de la politique de la ville et de l'animation de la vie sociale
- Axe 2 : Prévenir et lutter contre le mal logement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'accélérer la mise en œuvre de moyens opérationnels de lutte contre l'habitat indigne et réduire les inégalités sociales,
- L'opportunité d'un cadre partenarial permettant de mieux conjuguer nos efforts,
- Les dispositions nationales récemment adoptées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 019-7477/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône MET 19/13545/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 13 décembre 2018, le Conseil métropolitain, par délibération DEVT 014-5208/18/CM, a délibéré le principe de versement, sur un fonds spécifique, d'une aide financière individuelle exceptionnelle aux personnes ou familles concernées par un arrêté de péril imminent ou qui en interdit l'accès provisoirement et qui devront être relogées définitivement ou provisoirement dans un logement vide.

La délibération avait été prise uniquement pour l'année 2019. Or, cette mesure est prolongée, en raison du grand nombre de familles encore concernées sur le territoire métropolitain.

Pour mémoire, le traitement de l'ensemble des dossiers est effectué par le service en charge du FSL métropolitain et la mise en paiement est réalisée par les services de la CAF des Bouches-du-Rhône, en lien avec le service du Fonds de Solidarité Logement. En effet, par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une convention n° 18/116 a été passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône, prolongée par délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018, pour permettre la gestion financière et comptable des aides financières versées au titre du FSL.

Par délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 l'avenant n°2 à cette convention a été délibéré afin d'y inclure la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles.

Aussi, il convient, par avenant n°3 de prolonger la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles par la CAF des Bouches-du-Rhône jusqu'au 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL
- La délibération DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°1.
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger jusqu'au 31 décembre 2020 le suivi comptable et budgétaire des aides financières individuelles exceptionnelles à la convention de partenariat avec la CAF

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé, à la convention de partenariat entre la CAF des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°3 et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 020-7478/19/BM

■ Approbation de la convention relative à la participation d'Engie au Fonds de Solidarité Logement

MET 19/13590/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le financement du FSL est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Peuvent également participer à ce financement, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux du territoire métropolitain, les associations œuvrant dans le cadre du logement et l'insertion sociale ainsi que les distributeurs d'eau et d'énergie, par convention avec leurs représentants, afin de définir leur participation au FSL.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières dans le cadre des impayés d'énergie en lien avec ENGIE. Ces aides concernent les personnes physiques en situation de précarité, pour le paiement de factures d'énergie de leur résidence principale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.
- la loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 006-3736/18/BM du 18 mai 2018 relative aux conventions portant sur la participation des distributeurs d'énergie et les délégataires des services d'eau au Fonds de Solidarité Logement (FSL) ;
- La délibération n° DEVT 004-4790/18/BM du 13 décembre 2018 relative à la convention portant sur la participation d'ENGIE au Fonds de Solidarité Logement (FSL) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de conclure une convention avec ENGIE relative à sa participation, afin de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Maintien » du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre des impayés d'énergie;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'exercice 2020 relative à la participation d'ENGIE, au Fonds de Solidarité Logement pour la mise en œuvre d'aides

financières pour le maintien dans le logement des personnes en situation de précarité, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 021-7479/19/BM

■ Approbation de la convention relative à la participation de Total Direct Energie au fonds de solidarité logement (FSL)

MET 19/13943/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement permet d'attribuer des aides financières aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements.

Toutefois, en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis).

Le financement du FSL est assuré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Peuvent également participer à ce financement, les collectivités territoriales et leurs groupements, les bailleurs sociaux du territoire métropolitain, les associations oeuvrant dans le cadre du logement et l'insertion sociale ainsi que les distributeurs d'eau et d'énergie, par convention.

La société TOTAL DIRECT ENERGIE a souhaité faire bénéficier ses abonnés du dispositif FSL. Aussi, elle a mis en place un pôle solidarité, condition sine qua non pour permettre la mise en place d'une convention avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre d'aides financières individuelles dans le cadre des impayés d'énergie avec TOTAL DIRECT ENERGIE. Ces aides concernent les personnes physiques en situation de

précarité, pour le paiement de factures d'énergie de leur résidence principale.

TOTAL DIRECT ENERGIE contribuera au budget annuel du FSL. Le montant de sa participation sera communiqué à la Métropole, par courrier au plus tard le 30 juin de l'exercice en cours et fera l'objet d'un titre de recettes, émis par les services de la Métropole-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de conclure une convention avec TOTAL DIRECT ENERGIE afin de définir les conditions de mise en œuvre du dispositif d'aides financières au titre du volet « Maintien » du Fonds de Solidarité Logement dans le cadre des impayés d'énergie ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pour l'exercice 2020 avec TOTAL DIRECT ENERGIE relative au Fonds de Solidarité Logement pour la mise en œuvre d'aides financières relative au maintien de l'énergie dans le logement des personnes en situation de précarité, annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 023-7481/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat "Envie de Ville pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence"
MET 19/13591/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les métropoles françaises, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se distingue notamment par son polycentrisme et par sa centaine de centres urbains (en ajoutant aux 92 communes qui la constituent les noyaux villageois marseillais). Ces centres urbains constituent un patrimoine urbain à forte valeur d'identité et d'attractivité potentielle. Cependant, bon nombre d'entre eux n'offrent plus le cadre de vie, les habitations, l'offre commerciale, les facilités de déplacements, les emplois et les services susceptibles de rayonner et de recentrer le développement métropolitain dans les cœurs de ville. Ces difficultés peuvent entraîner, dans certains centres urbains, vacance et dégradation du bâti, paupérisation et dualisation entre les centres et les périphéries urbaines.

Face à ce constat cinq acteurs de premier rang, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et l'Etablissement Public Foncier de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur proposent un partenariat défini par voie de convention.

Pour ce faire, la Métropole a approuvé lors du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'avancement des travaux initiés par cette convention, les nouveaux besoins qui en découlent et les perspectives offertes par le futur dispositif partenarial opérationnel, ont fait apparaître aux partenaires de nouvelles nécessités :

- La réorganisation du pilotage stratégique par la dissociation du pilotage de « l'outil Envie de Ville » et du pilotage de « l'opération Envie de Ville ».
- L'évolution du partenariat, par à la fois un élargissement nécessaire des parties prenantes, à :
 - La Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Banque des Territoires.
 - La Chambre de Commerce et d'Industrie de région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
 - La Chambre de métiers et de l'artisanat de région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
 - Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône.
 - L'Agence d'Urbanisme de L'Agglomération Marseillaise (AGAM).
 - L'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix – Durance (AUPA).
 - Le Comité régional Action Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse.

Mais aussi par le retrait de l'Etat du partenariat, conformément au positionnement du Préfet des Bouches-du-Rhône, représenté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), lors du Comité de Pilotage du 28 mars 2019, précisant que la convention de préfiguration ne serait pas signée par l'Etat.

- L'intégration aux travaux de préfiguration « d'Envie de Ville », d'une réflexion sur l'opportunité de mise en œuvre des nouveaux outils opérationnels qui sont depuis peu disponibles dans la loi Elan. Notamment, un outil qui est transversal et complémentaire, l'Opération de Revitalisation des Territoires (ORT).

Il a néanmoins confirmé que le diagnostic systémique, prévu dans la convention (article 3.2) en maîtrise d'ouvrage DDTM sera conformément réalisé et que la DDTM restait membre du Comité Technique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 001-4787/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, en matière de politique locale de l'habitat, en matière de politique de la ville, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie, en matière de développement et aménagement économique, social et culturel,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré lors du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 pour l'approbation d'une convention de partenariat « Envie de Ville » pour réinvestir les centres urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention de partenariat ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 024-7482/19/BM

**■ Approbation du renouvellement d'une convention avec le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention "groupe ADDAP 13" sur la commune de Pertuis
MET 19/13582/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 012-1015/16/CM du 17 octobre 2016) et le Département du Vaucluse (n°2016-865 du 25 novembre 2016) se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences sur les huit groupes de compétences énumérées au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et selon les conditions qu'il énonce dans sa rédaction issue de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Parmi les compétences retenues par les deux collectivités et objet du présent rapport figurent :

- Les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Le transfert de cette compétence ne porte que sur le seul territoire de la Commune de Pertuis et s'intègre dans le cadre des compétences de la Métropole en matière de développement urbain et de cohésion sociale.

Ce transfert a fait l'objet d'une convention cadre en fixant les modalités de mise en œuvre et cosignée par le président du Conseil Départemental de Vaucluse et le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 janvier 2017.

Après une période transitoire d'une année (du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017) où cette compétence a été exercée pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par le Conseil Départemental de Vaucluse par le biais d'une convention de gestion.

Une convention avec le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » au titre de la compétence « actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu sur le périmètre de la commune de Pertuis a été approuvée par le bureau métropolitain du 28 Mars 2019 DEVT 004-5642/19/BM pour l'année 2019.

Le présent renouvellement a pour objet de rendre convergente et complémentaire l'intervention du Groupe ADDAP 13 et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de mettre en œuvre les moyens d'interventions dans le champ de la prévention spécialisée sur le territoire de Pertuis pour l'exercice 2020

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

De conduire, dans le cadre légal et réglementaire du Code de l'action sociale et des familles, toutes actions éducatives et sociales visant à prévenir la marginalisation, l'exclusion sociale, la grande pauvreté, la délinquance ou encore les emprises

radicales et sectaires. A ce titre, les actions se déclinent, au travers notamment, des pratiques et des axes suivants :

- Présence sociale sur les territoires d'intervention ;
- Accompagnement éducatif individuel ;
- Animations collectives et stratégiques visant à renforcer le pouvoir d'agir des habitants ;
- Participation à des animations territoriales.

Dans ce cadre l'association s'engage à réaliser auprès des jeunes de 11 à 24 ans et de leurs familles les objectifs suivants :

- Prévenir le décrochage et la rupture scolaire
- Contribuer à la prévention de la délinquance
- Appréhender les problématiques de santé dont les conduites addictives
- Traiter les problématiques de marginalisation et d'inadaptation sociale
- Structurer des projets collectifs innovants et d'autres actions éducatives visant le dépassement de soi et la cohésion sociale.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

- La participation de la métropole est de 52 425 euros

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

-un acompte dans la limite des 80 % de subvention votée, sur demande du bénéficiaire

- le solde (soit 20%) sera versé sur présentation des comptes annuels et présentation d'un rapport d'activité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L.121-2 et L.313-8-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2016-865 de l'Assemblée Départementale de Vaucluse du 25 novembre 2016 ;
- La délibération n° FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 ;
- La convention cadre de transfert de compétences signée le 23 janvier 2017 entre le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Président du Conseil départemental 84, sur le périmètre de la commune de Pertuis, membre de la Métropole ;
- L'arrêté d'habilitation N°19/061/CC du 19 février 2019 par lequel la présidente de la Métropole Aix Marseille Provence désigne le groupe ADDAP 13 comme opérateur des actions de prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « groupe ADDAP 13 » au titre de la compétence "actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu" sur le périmètre de la commune de Pertuis.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le renouvellement d'une convention avec l'ADDAP doit être formalisé par une délibération du bureau métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention au groupe ADDAP 13 d'un montant de 52 425 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux de territoire pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvé le renouvellement de la convention annuelle ci-annexée permettant à la Métropole de confier au Groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « Groupe ADDAP 13 » la gestion en son nom et pour son compte, de la

prévention spécialisée sur le périmètre de la commune de Pertuis.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2020 de la Métropole - Sous Politique E110 Nature - 65748 - Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 025-7483/19/BM

■ Approbation d'une convention avec le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA)

MET 19/12345/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

En application des dispositions des lois et MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRe du 7 août 2015, les Départements intervenant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les Départements des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et Vaucluse (commune de Pertuis) ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence certaines compétences parmi lesquelles l'attribution de l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, prévue par les articles L263-3 et L2634 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Ce transfert de compétence est effectif depuis le 1er janvier 2017.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Dans ce cadre, le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA) assure la gestion financière et comptable du Fonds d'Aide aux Jeunes depuis 1997 sur le Département des

Bouches-du-Rhône. Association loi 1901, créée en 1984, le FSPMA est un organisme de coopération volontaire d'associations et de fédérations qui a pour but d'être :

- l'interlocuteur régional des collectivités locales et territoriales, des services extérieurs de l'État ;
- un lieu privilégié de concertation et de représentation régionale.

Dans le cadre de la gestion du FAJ, l'association FSPMA :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et assure le versement des aides ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social.

Afin de pouvoir assurer sa mission, l'association sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Il est par conséquent proposé d'attribuer à l'association FSPMA une subvention d'un montant total de 1 100 000 euros (un million cent mille euros) TTC. Cette subvention sera attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences territoriales ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif » d'un montant de 1 100 000 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux des territoires pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention à l'association « Le Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif » (FSPMA) au titre de l'exercice 2020.

Article 3 :

Madame le Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget de la Métropole 2020, Sous-Politique E120 - Nature 65748 - Fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 026-7484/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention

MET 19/13638/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association HandiToit Provence créée en 2002 a pour objet de promouvoir le droit au logement des

personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne handicapée de vivre seule ou en famille dans un logement ordinaire adapté à son besoin et favorisant l'autonomie. Elle agit en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

HandiToit Provence a développé, sur les territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Plateforme Régionale du Logement Adapté, qui constitue une interface entre l'offre et la demande de logements des personnes en situation de handicap moteur. Cette démarche vise à répondre aux difficultés des personnes handicapées moteur d'accéder à un logement adapté.

Depuis plusieurs années l'association intervient sur le territoire de la Métropole et y développe les activités de la Plateforme Régionale du Logement Adapté. Handitoit a ainsi développé un partenariat avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire et a signé des conventions avec 31 d'entre eux, dans l'objectif de développer des logements accessibles et adaptés et garantir la bonne adéquation entre la demande et l'offre produite.

Dans la continuité de ces actions, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

Au vu de la demande de l'association pour l'année 2020, et de l'enjeu d'assurer la continuité du partenariat engagé et le développement de l'action d'Handitoit à l'échelle métropolitaine afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie, il est proposé au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 37 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté », et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2020.

La dépense en résultant serait imputée sur le budget de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

La mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté consiste à :

- encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation ;

- organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite ;
- participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité ;
- organiser la mise en relation entre l'offre et la demande ;
- orienter les demandes d'adaptation vers les opérateurs des Programmes d'Intérêt Général et autres dispositifs programmés mis en place par la Métropole et les Conseils de Territoire afin de favoriser l'adéquation entre la demande et l'offre de logement du parc privé conventionné ;
- développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.

Pour sa part, la Métropole s'engage à :

- soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2020 ;
- participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire ;
- poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans un futur PLH ;
- sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention ;
- porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'elle aura identifiées sur son territoire.

Après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association, cette subvention sera attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 37 000 euros au titre de l'année 2020 à l'association Handitoit Provence pour son action de plateforme régionale du logement adapté.
La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Handitoit Provence pour l'année 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 027-7485/19/BM

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention cadre des centres sociaux (CCCS) 2018-2021
MET 19/13785/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Département des Bouches du Rhône compte 97 équipements agréés centres sociaux pour une population de 1 966 000 habitants. 58 équipements « centres sociaux » sont agréés sur Marseille et 39 le sont sur les autres communes du Département.
L'ensemble des équipements sociaux du Département des Bouches-du-Rhône ont un mode de gestion associative différencié avec :

- 52 centres sociaux adhérents à la Fédération de l'Union des Centres Sociaux
- 35 centres sociaux fédératifs (IFAC, CCO, LLA, FAIL)
- 6 centres sociaux non affiliés
- 4 centres sociaux « aire de stationnement »

Implantés pour certains d'entre eux au sein des quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV), ils constituent des acteurs de proximité majeurs en matière de cohésion sociale contribuant à la mise en œuvre de missions d'animation globale et de coordination des acteurs associatifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accompagne les centres sociaux des QPV dans l'accomplissement de leurs missions et participe au financement des actions en direction des habitants conformément aux objectifs définis dans les différents Contrats de Ville.

Ainsi, au titre de ses compétences en matière de politique de la ville, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne part à la nouvelle convention cadre des centres sociaux qui permet de

définir la politique d'animation de la vie sociale des Bouches-du-Rhône pour la période 2018-2021.

Celle-ci a pour enjeux :

- d'assurer un soutien à l'animation de la vie sociale, à travers une méthodologie de Développement Social Local (DSL), dans une logique de concertation et de coopération partenariale,
- d'apporter un soutien financier pluriannuel et complémentaire au financement de droit commun, en contrepartie d'exigences accrues sur la sécurisation, le respect des procédures,
- de pérenniser le fonctionnement des équipements sociaux et prévenir les dysfonctionnements potentiels en apportant un soutien technique aux équipements sociaux et une ingénierie renforcée dans plusieurs domaines de leur activité,
- de favoriser l'émergence d'initiatives locales, de nouveaux ou tils, de pratiques innovantes,
- de choisir des territoires pilotes, conduire des groupes de réflexion thématiques ...

Cette démarche repose sur un partenariat entre les institutions, les fédérations de centres sociaux et les centres sociaux suivants :

- Des partenaires institutionnels :
L'Etat
La Caisse d'Allocation Familiale (CAF) des Bouches-du-Rhône
La Métropole Aix-Marseille-Provence
La Région Provence Alpes-Côte d'Azur
Le Département des Bouches du Rhône
Les Communes d'Aix-en-Provence, Arles, La Ciotat, Marseille, Miramas, Les Pennes-Mirabeau, Port de Bouc, Salon de Provence, Septèmes-les-Vallons et Vitrolles

- Des fédérations représentantes des centres sociaux :
L'Union départementale des Centres Sociaux et socio-culturels
La Fédération Centre de Culture Ouvrière
La Fédération Léo Lagrange Méditerranée
La Fédération Institut de Formation d'Animation et de Conseil
La Fédération des Amis de l'Instruction Laïque

- Des centres sociaux, représentatifs des différentes typologies :
Des territoires d'implantation sur l'ensemble du département
Des différents modes de gestion des équipements.

Cette convention nécessite un avenant permettant les modifications suivantes :

- Un partenariat plus large avec trois nouveaux partenaires comme le précise l'article 1 de l'avenant. La commune de Tarascon, La Mutualité Sociale Agricole, et la Carsat Sud-Est sont des nouveaux

signataires à compter de 2019 avec un effet rétroactif au 1er janvier 2019.

- Une modification de la « mission de soutien technique renforcé aux équipements sociaux qui s'appuie sur le Dispositif Local d'Accompagnement déployé par France Active définie dans l'article 1.3.2.

- Une modification de l'annexe « cellule de recrutement » qui permettra en cas d'absence du directeur de faire appel à des chargés de mission.

- Une modification de l'article 1.4.2 « les instances de régulation et d'accompagnement des équipements de l'animation de la vie sociale

- Une modification de l'article 1.2.3 « les engagements réciproques des partenaires » un complément est apporté par la mention suivante : En cas de fermeture d'un équipement, les partenaires se réunissent pour définir ensemble les perspectives pour le territoire.

- Les articles modifiés précédemment prennent effet à compter du 1er janvier 2019. Tous les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Il est proposé au vote du Bureau Métropolitain l'avenant n°1 à la convention cadre des centres sociaux (CCCS) 2018-2021 et son Schéma directeur de l'animation de la vie sociale (SDAVS).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et
- d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La délibération n° DEVT 002-4208/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 juin 2018 approuvant la convention cadre des centres sociaux ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La signature des six contrats de ville entre les EPCI préexistants et l'ensemble des partenaires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de pilotage et d'animation de la Politique de la Ville ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence conduit des missions en matière de politique de la Ville dont les centres sociaux constituent des partenaires importants en matière de cohésion et d'animation sociale des territoires.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence propose, au titre de cette compétence, d'approuver l'avenant 1 à la convention cadre des centres sociaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la Convention Cadre des Centres Sociaux 2018-2021 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 028-7486/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13945/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association de Prévention et de Réinsertion Sociale (A.P.E.R.S.) a été créée en 1980 et est agréée par le Ministère de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en œuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur le territoire métropolitain, notamment les Conseils de

territoire Istres-Ouest Provence (Istres et Miramas) et du Pays Salonais (Salon-de-Provence). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de diverses structures du territoire métropolitain, notamment sur le territoire Istres-Ouest Provence (Miramas, Istres, Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole une subvention au titre de l'exercice 2020.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 31 000 euros réparti comme suit :

- 26 000 euros sur l'Etat Spécial de territoire Istres-Ouest Provence,
- 5 000 euros sur l'Etat Spécial de territoire du Pays Salonais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté de la Métropole est de soutenir les associations œuvrant dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes, et qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association APERS une subvention d'un montant de 31 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec l'association APERS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :
 - au budget 2020 de l'état spécial du Territoire Istres-Ouest Provence : chapitre 65 – nature 65748,
 - au budget 2020 de l'état spécial du Pays Salonais : chapitre 65 – nature 65748.
 La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
 Développement Durable,
 Agriculture et Forêt"**

ENV 001-7487/19/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération 7.6.4 Contrat NATURA 2000 - Etude, conception et mise en place d'un radeau pour favoriser la nidification des laro-limicoles sur l'étang du Pourra - Programme de Développement Rural de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur
 MET 19/13623/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur plusieurs sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays de Martigues porte la démarche du site Natura 2000 Région des Étangs de Saint-Blaise (FR9312015) depuis 2009. Le Document d'Objectifs (DOCOB), approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 août 2012, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre, le Conservatoire du Littoral, en tant que propriétaire de plus de 230 hectares dans le site Natura 2000 des Étangs entre Istres et Fos répartis autour des étangs du Citis et du Pourra, souhaite œuvrer dans l'aménagement de sites de nidifications dédiés aux laro limicoles sur l'étang du Pourra. Cette action est prioritaire car elle permet un accueil d'espèces ayant justifié la désignation du site.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de l'État est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible.

Conformément à l'article L. 322-10 du Code de l'Environnement, le Conservatoire du Littoral a

délégué la maîtrise d'ouvrage de l'opération au Conseil de Territoire du Pays de Martigues conformément à la convention d'occupation de site des propriétés du Conservatoire du Littoral du site naturel protégé Citis-Pourra, signée par délibération n°2017-032 du 28 juin 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 10 872 euros HT, sur la base d'un devis.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Autofinancement		
Métropole AMP (Territoire Pays de Martigues)	20%	2 174,4 €
Financement externe		
Etat	27%	2 935,44 €
Europe (FEADER)	53%	5 762,16 €
TOTAL	100%	10 872 €

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-132 du 28 juin 2017 approuvant la convention d'occupation de site du conservatoire du littoral dans le cadre d'un Contrat Natura 2000 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Rétablir / favoriser les conditions de reproduction des laro-limicoles.
- Que le Conservatoire du Littoral a délégué dans le cadre d'un mandat à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays de Martigues le portage d'un contrat Natura 2000.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et de l'Etat.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et de l'État, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues Sous/Politique G510 - Fonction 76 Chapitre 65 - Nature 61521 - Gestionnaire DADCT6, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille

Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous/Politique G510 - Fonction 76 - Chapitre 74 - Natures : 74718 et 74778 - Gestionnaire DSFCT6, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-7488/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération 7.6.4 Contrat NATURA 2000 - Chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales exotiques envahissantes du Programme de Développement Rural de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Abrogation de la délibération ENV 006-6164/19/BM du 20 juin 2019 MET 19/13663/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur plusieurs sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays de Martigues porte la démarche du site Natura 2000 Région des Étangs de Saint-Blaise (FR9312015) depuis 2009. Le Document d'Objectifs (DOCOB), approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 août 2012, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre, le Conservatoire du Littoral, en tant que propriétaire de plus de 230 hectares dans le site Natura 2000 des Étangs entre Istres et Fos répartis autour des étangs du Citis et du

Pourra, souhaite œuvrer dans la lutte contre les espèces végétales envahissantes. Cette action est prioritaire car celles-ci dégradent l'état, le fonctionnement et la dynamique des habitats d'espèces d'oiseaux d'eau visés par la Directive Oiseaux.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de l'État est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible.

Le Conservatoire du Littoral a délégué la maîtrise d'ouvrage de l'opération au Conseil de Territoire du Pays de Martigues conformément à la convention d'occupation de site des propriétés du Conservatoire du Littoral du site naturel protégé Citis-Pourra, signée par délibération n°2017-032 du 28 juin 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a approuvé le projet de contrat Natura 2000 non agricole non forestier suivant :

- Nature : N20P et R (A32320P et R) - Lutte contre les espèces végétales envahissantes (référence du
- DOCOB : action GEH9)
- Secteur : Citis-Pourra (carte)
- Surface concernée : 10 ha (environ)

Aussi, par délibération ENV 006-6164/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau de la Métropole avait approuvé une demande de subvention de fonctionnement pour le chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales exotiques envahissantes du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de l'opération 7.6.4 Contrat Natura 2000. Le plan de financement de cette demande comportait des montants toutes taxes comprises et hors taxes. Or, il convient d'abroger cette demande car seuls les montants hors taxes doivent figurer au plan de financement.

Dès lors, la présente délibération vise d'une part à abroger la délibération ENV 006-6164/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 et, d'autre part, à approuver la demande de subvention auprès de l'État et l'Union Européenne et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 10 175 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conservatoire du Littoral	20%	2 035,00 euros
Etat	27%	2 747,25 euros
Europe (FEADER)	53%	5 392,75 euros
TOTAL	100%	10 175,00 euros

La somme des travaux est avancée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, en tant que structure porteuse du contrat Natura 2000. Le Conservatoire du Littoral se libérera des sommes dues au bénéficiaire du contrat à la fin d'achèvement des travaux. En cas de non obtention du contrat Natura 2000 par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, la convention d'occupation du site Citis-Pourra sera automatiquement résiliée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-132 du 28 juin 2017 approuvant la convention d'occupation de site du conservatoire du littoral dans le cadre d'un Contrat Natura 2000 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 006-6164/19/BM du 20 juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 006-6164/19/BM du 20 juin 2019 doit être abrogée suite à la révision du plan de financement.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Contrat Natura 2000 Lutte contre les espèces végétales envahissantes sur le site Étangs entre Istres et Fos - Opération 7.6.4 du Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération 7.6.4 Contrat NATURA 2000.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat et du conservatoire du Littoral.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 006-6164/19/BM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, et du Conservatoire du Littoral et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - État Spécial du Territoire du Pays de Martigues Sous/Politique G510 - Fonction 76 Chapitre 011 - Nature 61521 - Gestionnaire DADCT6, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous/Politique G510 - Fonction 76 - Chapitre 74 - Natures : 74718 – 74772 et 74788 - Gestionnaire DSFCT6, sous réserve

de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-7489/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération : Animation du DOCOB d'un site Natura 2000 pour le site Natura 2000 Garrigues de Lançon et chaines alentour MET 19/13325/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le site FR9310069 « Garrigues de Lançon et chaines alentour » est une zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite directive Oiseaux. Ce site fait partie du réseau européen Natura 2000 et des 15 sites Natura 2000 que compte la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

La ZPS s'inscrit sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur 21 communes entre la rive gauche de la Durance et le Nord de l'Etang de Berre, soit une superficie de 27 471 ha. Le périmètre de la ZPS est intégré dans sa totalité à celui de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Ce site, représentatif des paysages de Provence, abrite de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens. Les enjeux principaux portent sur l'importance des massifs pour la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la préservation des espaces ouverts mais également agricoles afin d'enrayer le déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours de la ZPS « Garrigues de Lançon et chaines alentour », la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers le territoire du Pays Salonais candidate à nouveau, en tant que structure animatrice de ce site pour les trois années à venir, pour la période couvrant 2020 à 2022 soit du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2022.

Une délibération à cet effet est proposée au Conseil de la Métropole.

Suite à l'attribution des aides, il conviendra de conclure une convention financière pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Garrigues de Lançon et chaines alentour entre l'Union Européenne, l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de définir les modalités techniques et financières des missions confiées à la Métropole en tant que structure animatrice du site.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 73 967 euros dont 18 491,75 euros en autofinancement.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Etat Français « OPERATION 7.6.3 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014 2020 »	22 %	16 272,74 euros
Union Européenne FEADER « OPERATION 7.6.3 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014 2020 »	53%	39 202,51 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	25 %	18 491,75 euros
TOTAL	100 %	73 967 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération : Animation du DOCOB d'un site Natura 2000 (Type d'opération 7.6.3 du programme de développement rural 2014-2020 de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention

d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget 2020 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017300900 – Compte 2131 - Fonction : 76.

Les recettes correspondantes seront constatées sur le Budget Principal de la Métropole 2020 et suivants Chapitre 74 – Fonction 76 – Natures 74718 et 74772 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-7490/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement Opération Grand Site 2019 auprès de la DREAL PACA pour le Grand Site Sainte-Victoire - Modification de la délibération n°ENV 004- 4794/18/BM du 13 décembre 2018 MET 19/13016/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants.

Ainsi, par délibération n° ENV 004-4794/18/BM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix a approuvé pour l'année 2019, une demande de subvention « Opération Grand Site » auprès de l'Etat (DREAL PACA) d'un montant de 60 000 euros afin de mener prioritairement :

- Le traitement et la valorisation paysagère des points noirs paysagers.
- La définition de préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site.

Le coût prévisionnel de ces opérations était estimé à 180 000 € H.T soit 216.000€ T.T.C.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations était le suivant :

	Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Préconisations pour l'aménagement des aires d'accueil en site classé et dans le territoire labellisé Grand Site	
	Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)
Subvention Etat OGS	40	40.000 €	50	20 000 €
Participation Métropole Aix-Marseille-Provence	60	100 000 €	50	20 000 €
Total	100	140 000 €	100	40 000 €

Cependant des ajustements doivent être apportés aux opérations concernées par cette demande de subvention. Le plan de financement prévisionnel doit donc lui-même être modifié.

Ainsi, le coût prévisionnel des opérations concernées par cette demande de subvention au titre de l'année 2019 est désormais estimé à 59 100 euros HT soit 70 920 euros T.T.C.

Descriptif des opérations concernées :

Valorisation paysagère du croisement D17 / D46 :

L'étude paysagère du piémont sud de Sainte-Victoire réalisée en 2016 a identifié un certain nombre de lieux pouvant bénéficier d'un programme d'amélioration paysagère.

Dans ce cadre, il est proposé une opération de requalification du croisement des routes D17 et D46 situé sur la commune de Beaurecueil. En particulier, il s'agit de l'intégration paysagère d'un délaissé routier avec restauration de restanque et valorisation du patrimoine de type fontaine et oratoire.

Aménager l'espace pour gérer la fréquentation des massifs :

Sainte-Victoire accueille près d'un million de visiteurs/an (étude de fréquentation 2011). Ce million de visiteurs occasionne une pression importante sur les milieux naturels mais aussi sur les itinéraires de randonnée nécessitant une reprise et une amélioration de la qualité des aménagements des aires de stationnement et de départs de randonnée : mobiliers bois d'information du public, tables de pique-nique, bancs, habillage bois de containers à poubelles, systèmes de contention bois...etc

Suppression d'une ancienne serre (commune de Venelles) :

L'opération consiste à évacuer une ancienne serre désaffectée identifiée dans l'inventaire des sites dégradés. Située dans le site classé « Concors », elle se compose d'une dalle bétonnée sur laquelle repose une armature métallique et une toiture plastique. L'ensemble des éléments seront mis en décharge et le site requalifié pour permettre le retour de la végétation naturelle.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

	Valorisation paysagère – croisement D17 / D46		Aménager l'espace pour gérer la fréquentation des massifs		Suppression d'une ancienne serre	
	Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)	Taux	Montant (HT)
Subvention Etat OGS	80	10.000 €	40	12 640 €	80	12.000 €
Participation Métropole Aix-Marseille-Provence	20	2.500 €	60	18 960 €	20	3.000 €
Total	100	12.500 €	100	31 600 €	100	15.000 €

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention modifiée pour le programme OGS 2019 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 34 640 euros et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 Syndicat Sainte Victoire Valorisation Territoire ;
- La délibération n° ENV 004-4794/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, approuvant la demande de subvention pour le programme OGS 2019 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de la demande de subvention OGS 2019 adoptée par délibération ENV 004-4794/18/BM en date du 13 décembre 2018 et déposée auprès de la DREAL.
- Qu'il est proposé la réalisation des opérations suivantes : Valorisation paysagère du croisement de la route paysagère D17 et de la route D46, aménagement de l'espace pour mieux gérer la fréquentation des massifs et la réhabilitation du site dégradé de l'ancienne serre de Venelles.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site.

Délibère

Article 1 :

La délibération n°ENV 004-4794/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la demande de subvention « Opération Grand Site » 2019 auprès de la DREAL PACA pour le Grand Site Sainte-Victoire est modifiée comme exposé ci-dessus.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 34 640 euros auprès des services de l'État (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2019, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2473AP, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01, Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : nature 1321, fonction 76,

autorisation de programme RI2471, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-7491/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'Opération Grand Site 2020 pour le Grand Site Sainte-Victoire MET 19/13018/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix sollicite pour l'année 2020, une subvention de Fonctionnement Opération Grand Site (OGS) afin de mener prioritairement :

- Une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire.
- Une étude de faisabilité pour la valorisation de l'aqueduc de Parrouvier.
- Le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire.
- La mise en place d'une charte des équipements de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

Ces opérations consisteront en :

- Étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire :

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire, espace naturel de 48 904 hectares dont 5 339 dans le Var, est un

territoire emblématique fortement protégé avec deux sites classés (23 476 hectares) au titre de la loi de 1930. La richesse de ses milieux naturels a justifié son inscription au réseau européen Natura 2000. Labellisé 'Grand Site de France' depuis 2004, cet espace naturel est soumis à une forte fréquentation (1 million de visiteurs/an d'après l'étude de 2007, avec une augmentation de 2%/an).

Dans le cadre du renouvellement du Label Grand Site de France, il est envisagé d'évaluer à nouveau la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire mais aussi de confirmer les données obtenues en 2007 notamment en forêts départementales et d'identifier la fréquentation, à ce jour méconnue, du massif de Concors.

Compte tenu de cette ambition, le Département et la Métropole ont décidé de s'associer pour porter ensemble la future étude.

La proposition de création d'un Groupement de commande pour l'occasion permettra de renforcer encore les liens entre la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels (DFEN) du Département et la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire et des espaces naturels de la Métropole.

Les objectifs de la nouvelle étude de fréquentation seront :

- d'estimer la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire ;
- d'évaluer celle sur le massif de Concors ;
- d'intégrer une évaluation de la fréquentation sur la partie varoise du territoire en lien avec le Syndicat Mixte Pays Provence Verte, la Communauté de Communes Provence Verdon, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, et le Département du Var.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 168 000 euros TTC. Chaque membre du groupement procédera au paiement du montant des prestations selon une répartition à part égale soit 50% du montant total pour la Métropole (84 000 € TTC).

Le planning prévisionnel d'exécution des prestations est fixé de 2020 à 2022.

- Etude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier – Ancien canal du Verdon :

Le canal du Verdon a servi dès 1875 à alimenter la ville d'Aix-en-Provence en eau. Après 10 ans de construction (1865 -1875) et une centaine d'années de service, il est progressivement remplacé par le canal de Provence et mis hors d'eau.

Cet ouvrage traverse 11 communes entre les Alpes de Haute-Provence, le Var et les Bouches-du-Rhône (80 kilomètres), dont 5 communes du Grand Site Sainte-Victoire (Jouques, Peyrolles-en-Provence, Meyrargues, Venelles et Aix-en-Provence).

Entre 2017 et 2019, le Grand Site Sainte-Victoire (GSSV) et la Société du Canal de Provence (SCP) propriétaire du canal, ont mené un projet de

sauvegarde et de valorisation de cet ancien canal sur la commune de Peyrolles-en-Provence où le canal présente de nombreux ouvrages hydrauliques remarquables ainsi qu'un enjeu important pour la conservation des chiroptères sur le site Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire ». Au final, près de 6 kilomètres de sentier le long de cet ancien canal ont été confortés, aménagés et valorisés.

En 2020, le Grand Site lancera une étude afin de déterminer la faisabilité d'un prolongement de cet itinéraire sur la commune voisine de Meyrargues afin de valoriser l'aqueduc de Parrouvier, aqueduc remarquable du site classé « Concors » mais présentant à ce jour d'importantes dégradations.

Le coût prévisionnel de cette étude est de 15 000 € TTC.

- Le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire :

Depuis 2006, le Grand Site Sainte-Victoire s'est doté d'un outil d'évaluation du paysage à travers l'Observatoire Photographique du Paysage.

L'approche paysagère de cet observatoire comprend deux volets :

- Les sites cézanniens :

Les évolutions paysagères de quelques sites cézanniens témoins de cet espace et du regard de l'artiste sont suivies au travers de 9 tableaux emblématiques de Cézanne ;

- Les unités paysagères des massifs Concors et Sainte-Victoire :

L'analyse paysagère du site a permis d'identifier 11 unités paysagères traduisant les valeurs esthétiques du site, sa visibilité, sa vulnérabilité, sa richesse et ses enjeux. Au total, 26 sites ont été photographiés et sont suivis dans le temps.

La dernière campagne datant de 2016 et le pas de reconduction de l'Observatoire étant de 5 ans entre deux prises de vues, il est proposé de lancer une nouvelle campagne en 2020 - 2021.

Le coût prévisionnel de l'opération est de 9 600 € TTC.

- La charte des équipements DFCI :

Depuis bientôt 30 ans, des équipements de prévention des incendies sont installés sur le territoire par différents maîtres d'ouvrage (barrières, pistes, citernes, etc.). Chacun, en fonction du contexte local, préconise des mesures particulières du point de vue de leur insertion paysagère. Dans ce contexte et compte tenu de l'intégration des communes de Pourrières et de Rians dans le territoire labellisé du Grand Site Sainte-Victoire, une harmonisation de l'ensemble de ces équipements permettrait d'uniformiser la qualité des aménagements réalisés.

Il est donc proposé de réaliser une étude dont l'objectif sera d'édicter des règles communes à l'ensemble du territoire, à l'attention de tous les maîtres d'ouvrages (Métropole Aix-Marseille-Provence, Département des Bouches-du-Rhône, communes, etc.), pour la mise en place des équipements de prévention des feux de forêt, en veillant à leur intégration paysagère (pour mémoire : Concors et Sainte-Victoire détiennent plus de 30 000 ha classés au titre des paysages – Loi de 1930)

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 25 000 euros TTC.

L'exécution des prestations aura lieu courant 2020.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

	Étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire	Etude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier	Suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire	Charte des Equipements DFCI				
Financement externe								
Subvention État Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) – Opération Grand Site (OGS 2020)	50%	42 000 €	50%	7 500 €	50%	4 800 €	50%	12 500 €
Autofinancement								
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	42 000 €	50%	7 500 €	50%	4 800 €	50%	12 500 €
TOTAL	100%	84 000 €	100%	15 000 €	100%	9 600 €	100%	25 000 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2020 auprès

de la DREAL PACA pour un montant de 66 800 euros et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 133 600 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire, une étude faisabilité valorisation aqueduc de Parrouvier, le suivi de l'Observatoire Photographique du Paysage du Grand Site Sainte-Victoire, une charte des équipements de Défense des Forêts Contre l'Incendie.

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 66 800 euros auprès de l'Etat dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2020, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section de fonctionnement sur l'état spécial du territoire du Pays d'Aix, chapitre 011, fonction 76, sous réserve de l'adoption du Budget Principal Métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La recette correspondante sera constatée en section de fonctionnement sur le Budget Principal Métropolitain – Nature 74718 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-7492/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'Opération Grand Site 2020 pour le Grand Site Sainte-Victoire MET 19/13019/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent

l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix sollicite pour l'année 2020, une subvention Opération Grand Site afin de mener prioritairement sur le territoire du Grand Site-Sainte-Victoire une étude sur les préconisations des aménagements de parkings en site classé.

Les aires d'accueil constituent les sites d'accès majeurs du public dans le Grand Site et à ce titre leur aménagement, réalisé dans les plus strictes règles du développement durable, doit être le reflet des valeurs du Label : exigence de qualité, sobriété, respect de la biodiversité.

Si certaines aires doivent être aujourd'hui réhabilitées, d'autres restent entièrement à concevoir. Il apparaît donc intéressant, dans le cadre de l'unité paysagère et d'aménagement portée par le nouveau projet de label Grand Site de France, de lancer une étude en collaboration avec l'inspection des sites et les architectes des bâtiments de France ainsi que le département des Bouches-du-Rhône pour définir les principes d'aménagement de ces aires, en termes d'architecture, matériaux, accessibilité, plantations, équipements... L'objectif étant que les préconisations ainsi définies soient adoptées en Commission Départementale de la Nature des Sites et Paysages, afin de faciliter la mise en œuvre des travaux sur le site par les maîtres d'ouvrage concernés.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 33 300 euros HT soit 39 960 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

	Etude sur les préconisations des aménagements des parkings en site classé	
	Taux	Montant (HT)
Financement externe		
Subvention Etat OGS	50 %	16 650 €
Autofinancement		
Participation Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	16 650 €
TOTAL	100 %	33 300 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2020 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 16 650 euros et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte d départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 Syndicat Sainte Victoire Valorisation Territoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : une étude sur les préconisations des aménagements de parkings en site classé.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à ces opérations, et en particulier l'État, dans le cadre du programme Opération Grand Site.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière auprès de l'Etat (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2473AP, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01, Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement : nature 1321, fonction 76, autorisation de programme RI2471, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-7493/19/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement pour 2020 auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire
MET 19/13020/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1er juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. L'harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès avec les départements limitrophes a débuté sa mise en place avec l'arrêté préfectoral du 28 mai 2018. La sensibilisation du public à cette nouvelle codification a, comme en 2018, été à nouveau indispensable et a demandé un travail de pédagogie assidue.

De juin à août 2019, malgré les chaleurs caniculaires, l'absence de vent a permis que les massifs Concors et Sainte-Victoire ne connaissent que deux jours de fermeture durant cette saison estivale. La vigilance a cependant dû être particulièrement renforcée début septembre avec la reprise du mistral.

L'équipe des gardes réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de

Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus cette année par 3 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli plus de 10 000 visiteurs.

Prenant la suite du dispositif des Assistants Prévention Sensibilisation Incendies de Forêts existant depuis 2004, l'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait partie intégrante du « Plan Climat pour une COP d'avance ». Son but est de renforcer les capacités des acteurs régionaux (collectivités et organismes agréés du dispositif de surveillance incendie) dans la prévention des feux et la protection des personnes.

Composée de plus de 110 jeunes de 18 à 25 ans, elle a ainsi pour mission de :

- sensibiliser au risque incendie la population locale ou passagère qui fréquente les massifs forestiers ;
- renforcer les équipes de professionnels en surveillance du risque incendie aux abords des espaces naturels et forestiers du 1er juillet au 31 août, période où le risque incendie est le plus sévère ;
- venir en appui des dispositifs de surveillance des massifs existants.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information, il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, six Gardes Régionaux Forestiers seront intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août 2020. Ce nombre validé depuis 2016 permet de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des nécessités.

Et, trois Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Sainte Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre.

Pour ce faire, des documents d'information du public sont chaque année édités pour présenter pédagogiquement la réglementation de l'accès aux espaces naturels.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :

- salaires et charges, titres restaurant : 58 000 euros
- impression de documents d'information : 2 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur pour la Garde Régionale Forestière 2020 et à autoriser la signature de tout document y afférent.

Le plan prévisionnel de financement est le suivant :

Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu »	80 %	48 000 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	12 000 €
TOTAL TTC		60 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-

Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser l'opération suivante : Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière de 48 000 euros auprès de la Région Sud Provence Alpes-Côte-d'Azur dans le cadre de son dispositif « Guerre du Feu » pour le recrutement de 9 Gardes Régionaux Forestiers sur la saison estivale 2020, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 01 budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 012, nature charges de personnel, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette correspondante sera constatée sur le budget 01 budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 74, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-7494/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Contrat de coopération relatif à la gestion des potentialités agricoles dans les Plans de Massifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des enjeux de Défense

des Forêts Contre l'Incendie, du développement de la biodiversité et des paysages "
MET 19/13125/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La forêt du territoire métropolitain abrite une biodiversité exceptionnelle. En occupant plus de 50 % du territoire, les espaces forestiers jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat et dans l'atténuation du changement climatique : production d'oxygène, séquestration du carbone, stabilisation des sols, filtration de l'eau, régénération des espèces et protection des écosystèmes.

Au travers des différents projets portés par la Métropole, ces espaces forestiers sont entretenus et valorisés par l'ouverture des milieux, tout en favorisant la régénération naturelle et en diminuant la biomasse, notamment par :

- les travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie,
- la sylviculture et donc exploitation de la ressource en bois,
- le sylvopastoralisme (pastoralisme en forêt),
- la reconquête de friches agricoles d'intérêt DFCI.

De nombreuses parcelles agricoles situées en cœur de massif ou en interface forêt/habitat (zones exposées au risque incendie) sont à l'état de friches. Laisser à l'abandon, elles sont colonisées par une végétation abondante qui augmente la masse combustible et constituent de véritables poudrières en cas d'incendie. La reconquête de ces friches agricoles pour les remettre en culture permet de créer des zones coupe-feu tout en valorisant l'économie locale ainsi que les paysages. Par ailleurs, le pastoralisme en forêt permet d'assurer le débroussaillage des espaces à moindre coût et de manière non mécanisée. L'association des 2 contribue à la préservation et à la valorisation des espaces forestiers.

Ce contrat de coopération conclu avec la Chambre d'Agriculture permettra de travailler à la reconquête de ces friches sur 8 massifs forestiers (Massifs des Côtes-Trévaresse, Côte Bleue, Cap Canaille, Pont de Rhaud, les Etangs, l'Arbois, Les roques + 1 massif à déterminer) et d'y implanter des agriculteurs mais également des éleveurs qui pourraient faire pâturer

leurs troupeaux dans les massifs forestiers à proximité.

La coopération vise à :

- Réaliser des études permettant de faire un état des lieux des zones d'intérêt agricole dans les Plans de Massifs de la Métropole : identification des potentialités agricoles (zones cultivées et en friches), définition des périmètres à enjeux agricoles et croisement de ces zones avec les zones à enjeux DFCI communiquées par la Métropole ;

- Mettre en œuvre des animations sur les zones à enjeux définies dans le cadre de l'étude décrite dans l'alinéa précédent. Cette animation a pour objectif de développer de nouvelles installations agricoles (dont sylvopastorales) et conforter celles déjà existantes afin d'une part d'assurer essentiellement l'entretien des ouvrages DFCI par le pastoralisme et d'autre part de remettre en culture des friches agricoles dans le but de créer des coupures de combustible. Pour y parvenir, elle assurera les actions suivantes :

- Sensibiliser les propriétaires de ces zones à enjeux prioritaires pour favoriser leur mise en valeur ;
- Valoriser le dialogue entre tous les acteurs du territoire ;
- Accompagner les propriétaires et les agriculteurs (dont les éleveurs) dans leur contractualisation afin de mettre en œuvre des projets agricoles sur des friches agricoles ou de développer un potentiel pastoral d'intérêt DFCI, situés en cœur de massif ou en interface forêt/habitat ;

- Accompagner les agriculteurs dans les orientations possibles des parcelles mises à leur disposition et situées en cœur de massif ou en interface forêt/habitat ;
- Proposer des modes de développement agricoles en vue de la transition écologique ;
- Poursuivre l'accompagnement agroforestier expérimental de la Font de Mai ;
- Promouvoir auprès des agriculteurs et des propriétaires de ces friches l'expérimentation agroforestière de la Font de Mai.

Ce contrat prévoit une phase d'études et une phase d'animation. Il devrait être conclu pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois afin de couvrir 4 années à raison de 2 massifs par an.

Le coût prévisionnel total de cette opération est estimé à 400 000 euros HT. Le coût pour chaque année est de 100 000 €.

La première année bénéficie d'une aide de 20 465 € de la Région PACA au titre du CRET et pour les 3 années suivantes la participation de l'Etat et de la Région Provence Alpes Côtes d'Azur est sollicitée dans le cadre du CPER à hauteur de 120 000 €. La participation du Département des Bouches-du-Rhône est également sollicitée à hauteur de 179 520 €.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération pour la première année est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (partenariat Métropolitain) –Durée totale du contrat	59.535 %	59 535 euros
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur (CRET) – 1 ^{ère} année du contrat	20.465 %	20 465 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	20 000 euros
TOTAL	100 %	100 000 euros

Le plan de financement prévisionnel de cette opération pour la deuxième année est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (partenariat Métropolitain) –Durée totale du contrat	50 %	50 000 euros

Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur (CPER) – 2 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Etat (CPER) – 2 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	20 000 euros
TOTAL	100 %	100 000 euros

Le plan de financement prévisionnel de cette opération pour la troisième année est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (partenariat Métropolitain) –Durée totale du contrat	50 %	50 000 euros
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur (CPER) – 3 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Etat (CPER) – 3 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	20 000 euros
TOTAL	100 %	100 000 euros

Le plan de financement prévisionnel de cette opération pour la quatrième année est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (partenariat Métropolitain) –Durée totale du contrat	50 %	50 000 euros
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur (CPER) – 4 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Etat (CPER) – 4 ^{ème} année du contrat	15 %	15 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	20 000 euros
TOTAL	100 %	100 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 011-5410/19/BM du 28 février 2019 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n° 2019004100 et intitulée « Préservation et Valorisation des espaces forestiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence » ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre le Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Contrat de coopération relatif à la gestion des potentialités agricoles dans les Plans de Massifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des enjeux de Défense des Forêts Contre l'Incendie, du développement de la biodiversité et des paysages ".

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute

convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code AP 190232BP - Code opération père : 2019004100 - Code opération fils : 2019004101, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Les recettes correspondantes sont constatées en section d'investissement sur le Budget Principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1313 (CD13) / 1311 (Etat) / 1312 (Région SUD PACA) - Fonction 76 (Etat et Région Sud Paca) / 6312 (CD13) - Sous politique G810 – Code gestionnaire FORET4, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-7495/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Traitement de l'interface Sivier-Bernette" pour la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) sur le massif de Sulauze, Territoire Istres-Ouest Provence
MET 19/13650/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de la politique de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire Istres-Ouest Provence poursuit un programme de mise en œuvre de travaux forestiers, de protection incendie et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Il importe, en conséquence, de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Chaque année, le Territoire Istres-Ouest Provence établit, en accord avec le Comité de gestion du massif forestier de Sulauze, le programme des travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie à réaliser, conformément au Plan de Massif de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI) et à l'étude complémentaire sur les interfaces forêt-habitats, réalisée à la demande du Comité de gestion en 2017

par la société ALCINA, en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur ce massif.

La seule opération de cette programmation, éligible aux subventions, comprend des travaux de diminution de la biomasse, par éclaircie et débroussaillage alvéolaire sur une surface de 12,34 ha, au lieu-dit Sivier-Bernette, sur la commune d'Istres.

Plan de Massif de Sulauze				
(Communes d'Istres et Miramas)				
Localisation	Désignation chantier	Quantité	Montant HT	Montant TTC
Istres	Traitement de l'interface Sivier-Bernette	12,34 ha	39 492,15 €	47 390,58 €
		TOTAL	39 492,15 €	47 390,58 €

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération pour 2019 est estimé à 39 492,15 € H.T. (soit 47 390,58 € TTC).

Cette opération peut être subventionnée à un taux maximum de 80 % d'aides publiques par l'Union

Européenne, l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, notamment au titre du dispositif 8.3.1 du Programme de Développement Rural (PDR) régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20 %	7 898 ,43 euros
État	20 %	7 898 ,43 euros
Conseil Régional SUD	20 %	7 898 ,43 euros
Union Européenne	20 %	7 898 ,43 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	7 898 ,43 euros
TOTAL	100 %	39 492,15 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire Financier ;
- La délibération n° VOI 018-3387/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 175140BP relative à l'opération 2018500300 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant

- délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'un programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie, conformément aux PMPFCI de Sulauze.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Traitement de l'interface Sivier-Bernette.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'opérations de défense des forêts contre l'incendie sur le massif du domaine de Sulauze du Territoire Istres-Ouest Provence et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2018500300, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, natures 1321-1322-1323, et 13278 - opération 2018500300, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 010-7496/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : suivi et animation technique de quatre plans de massif sur le Territoire du Pays Salonais pour 2020
MET 19/13326/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ces investissements qui traduisent des politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le suivi et l'animation technique des plans de massifs est indispensable pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des opérations D.F.C.I. (Défense de la Forêt Contre l'Incendie) inscrites dans les plans. Cette mission est reconduite chaque année pendant toute la durée du plan.

Le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ayant pas les moyens humains suffisants pour mener à bien cette mission, un prestataire a été désigné dans le cadre d'une procédure de marché public pour la réalisation du suivi et de l'animation technique des plans de protection de la forêt contre l'incendie des massifs de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, des Roques, des Quatre Termes et de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse.

Les communes concernées sont les suivantes :

-Massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence : communes de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers et Lançon-Provence.

-Massif des Roques : communes d'Alleins, d'Aurons, Lamanon, Mallemort, Pélissanne, Salon-de-Provence et Vernègues

-Massif des Quatre Termes : communes de La Barben, Lançon-Provence et Pélissanne

-Massif de la Chaîne des Côtes et Trévaresse : Charleval, Mallemort et Vernègues

Le coût prévisionnel de cette opération de suivi et de l'animation technique des plans de massif est estimé à 23 000 euros HT, soit 27 600 euros TTC pour l'année 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Région Sud Provence-Alpes Côte-d'Azur « dispositif PIDAF »	50 %	11 500,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	11 500,00 euros
TOTAL HT	100 %	23 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, sur les communes du Territoire du Pays Salonais, au suivi et à l'animation technique des plans de massif situés sur ce territoire, à savoir le plan de massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence, le plan de massif

des Roques, le plan de massif des Quatre Termes et le plan de massif de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse.

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017300800 – Comptes : 2031 - Fonction : 76.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Chapitre 13– Compte : 1322 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-7497/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération de Défense de la Forêt Contre l'Incendie sur les communes du Territoire du Pays Salonais et approbation du programme prévisionnel de travaux
MET 19/13806/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ces investissements qui traduisent des politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leurs participations.

Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé un programme prévisionnel de travaux 2020 pour le Territoire du Pays Salonais.

Le Programme prévisionnel de travaux D.F.C.I. 2020 comprend :

- création d'une éclaircie DFCI, débroussaillage alvéolaire et complément d'égagement sur 16,9 ha - lieudit « les Aupillières- Vallon de Barriès » - massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - commune de Lançon-Provence, pour un coût estimé à 36 168,00 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI sur 21,2 ha – lieudit « les Plaines » - massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - commune de Saint-Chamas, pour un coût estimé à 45 435,50 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de 4 citernes aériennes – massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - communes de Lançon-Provence et La Fare les Oliviers pour un coût estimé à 26 500 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la citerne à impluvium n°206 – piste LA 107 – massif de Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - commune de Fare les Oliviers pour un coût estimé à 9 200 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI sur 8,8 ha – lieudit « le Boulery Est » - massif des Quatre Termes - commune de La Barben, pour un coût estimé à 29 106 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite QT 113 sur environ 1 892 ml – massif des Quatre Termes - commune de Lançon-Provence pour un coût estimé à 25 848,50 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise en place d'une signalétique interne sur le plateau des Quatre Termes – massif des Quatre Termes - commune de La Barben pour un coût estimé à 21 560 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;

- création d'une éclaircie DFCI et débroussaillage sur 15,4 ha – quartier Le Farigoulet – massif des Roques - commune d'Aurons, pour un coût estimé à 48 330,19 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI et débroussaillage pour la création d'une coupure de combustible sur le plateau de la Pastorale sur 13,8 ha – lieudit « La Pastorale » – massif des Roques - commune de Salon-de-Provence, pour un coût estimé à 39 159,23 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite CC 201 sur environ 1 500 ml – massif de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse - commune de Charleval pour un coût estimé à 18 630 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la piste DFCI dite CC 202 sur environ 1 300 ml – massif de la Chaîne des Côtes et de la Trévaresse - commune de Charleval pour un coût estimé à 16 146 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI, débroussaillage alvéolaire et compléments d'égagement sur 6,90 ha – « Vabre de Malaga » - massif de l'Arbois - commune de Rognac, pour un coût estimé à 26 565 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- création d'une éclaircie DFCI, débroussaillage alvéolaire et compléments d'égagement sur 7,9 ha – lieudit « Gorgue Passe » - massif de l'Arbois - commune de Velaux, pour un coût estimé à 30 415 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;
- mise aux normes de la citerne 207 – Quartier des Barjaquets - massif de l'Arbois - commune de Rognac, pour un coût estimé à 9 350 euros H.T, honoraires de maîtrise d'œuvre compris ;

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 382 414 euros HT, soit 458 896,80 euros TTC.

Il est à noter que des propriétaires privés sont concernés par ces projets et que l'obtention de leur accord est indispensable à la réalisation des travaux.

Ce type de projet peut être subventionné notamment dans le cadre du dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional relatif aux aides aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER et du dispositif d'aide Forêt communale – améliorations, PIDAF, CCFF – du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Union Européenne « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20%	76 482,80 euros
ETAT « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20%	76 482,80 euros
REGION Sud Provence-Alpes Côte d'Azur « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	20 %	76 482,80 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Aides aux communes »	20%	76 482,80 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	76 482,80 euros
TOTAL HT	100 %	382 414,00 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18

Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, sur le Territoire du Pays Salonais, à la poursuite des aménagements en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme prévisionnel de l'opération de « Défense de la Forêt Contre l'Incendie » 2020 pour le Territoire du Pays Salonais.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017300800 – Comptes : 2031 et : 2312 - Fonction : 76, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette relative à cette opération sera inscrite au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement Chapitre 13 - Compte 1322 et 1323– Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-7498/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement auprès de l'Etat pour la mise en place de servitudes D.F.C.I. pour les communes de Lançon-Provence, Cornillon-Confoux, La Barben, Lambesc, Aurons et Salon-de-Provence**
MET 19/13807/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains de ces investissements qui traduisent des politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leurs participations.

Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), les opérations suivantes sont proposées :

- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste périmétrale – « Coteaux des Oiseaux – propriété La Jasse » - sur environ 1 230 mètres linéaires – massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - communes de Lançon-Provence et de Cornillon-Confoux, pour un coût estimé à 5 500 euros H.T ;
- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste dite « LA 206 » sur environ 3 100 mètres linéaires – massif Saint-Chamas, La Fare les Oliviers, Lançon-Provence - commune de Lançon-Provence pour un coût estimé à 5 500 euros H.T ;
- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste dite « RO 217 » sur environ 4 497 mètres linéaires – massif des Quatre Termes - communes de La Barben et de Lambesc pour un coût estimé à 5 500 euros H.T ;
- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude D.F.C.I. sur la piste dite « RO 101 » sur environ 8 536 mètres linéaires – massif des Roques - communes d'Aurons et de Salon-de-Provence pour un coût estimé à 5 500 euros H.T.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du programme « Forêt » du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
ETAT « dispositif 8.3.1 du Plan de Développement Rural Régional »	80%	17 600,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4 400,00 euros
TOTAL HT	100 %	22 000,00 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°18 Environnement et cadre de vie – Opération 2017300800 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, sur le Territoire du Pays Salonais, à la poursuite des aménagements en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réalisation de formalités administratives pour la mise en place de servitudes D.F.C.I. sur la piste périmétrale « Coteaux des Oiseaux – propriété La Jasse » sur environ 1 230 mètres linéaires – commune de Lançon-Provence et Cornillon-Confoux, sur la piste dite « LA 206 » sur environ 3 100 mètres linéaires – commune de Lançon-Provence, sur la piste dite « RO 217 » sur

environ 4 497 mètres linéaires – communes de La Barben et de Lambesc, et sur la piste dite « RO 101 » sur environ 8 536 mètres linéaires – communes d'Aurons et de Salon-de-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2017300800 – Comptes : 2031 et : 2312 - Fonction : 76 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La recette sera constatée au Budget primitif 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 - Compte 1321 – Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-7499/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'Institut pour la Protection et la Valorisation de la Forêt Méditerranéenne pour la réalisation de travaux de rénovation de l'Ecomusée de la forêt MET 19/13126/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « Milieux Forestiers ». La gestion de cette compétence lui permet de développer des actions permettant de préserver ses forêts et de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces. Cette décision résulte d'une part de l'existence d'espaces forestiers important puisqu'ils occupent une superficie de 152 000 hectares (dont près de 250 ha appartenant au patrimoine métropolitain) répartis sur 19 massifs forestiers, soit plus de 50 % de la superficie métropolitaine, et d'autre part, de sa volonté de décliner localement, à l'échelle de la Métropole, et de manière efficace les volontés nationales et internationales relatives à la protection de l'environnement, à la transition énergétique, à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'augmentation de la mobilisation des bois.

Dès lors, faire connaître au grand public les fonctions économiques, environnementales et sociétales de la forêt est apparu comme une nécessité en raison des pressions croissantes qu'elle subit, dues à son caractère périurbain, au changement climatique et au risque incendie.

L'Institut pour la Protection et la Valorisation de la Forêt Méditerranéenne, interlocuteur privilégié des institutionnels, des collectivités et des relais de la prévention, est aujourd'hui au service de l'initiative et des réseaux pour partager son expérience et renforcer les partenariats pour la préservation des forêts et des espaces naturels. Autrefois appelé « Ecomusée de la Forêt », c'est la plus importante réalisation portée par la Fondation pour la Forêt. C'est un laboratoire d'idées et de pratiques où expositions et accueil de groupes riment avec le savoir-être pour la préservation et la mise en valeur des espaces forestiers sensibles. Plus qu'un musée, c'est aujourd'hui un lieu de création d'où partent des expositions itinérantes qui mettent à l'honneur la biodiversité sans pareil de la nature méditerranéenne. Cet organisme sollicite aujourd'hui la Métropole Aix Marseille Provence dans le but d'obtenir une subvention d'investissement afin de financer la tranche 2 des travaux de rénovation de l'écomusée.

Le coût de ces travaux est évalué à 45 000 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 10 000 euros, soit 22.22 % du montant de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme de travaux de la phase 2 de rénovation de l'Ecomusée prévu par l'Institut pour la Protection et la Valorisation de la Forêt Méditerranéenne répond totalement à la politique forestière menée par la Métropole Aix Marseille Provence.
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée.
- Qu'il convient d'autoriser le versement de cette subvention d'investissement pour la réalisation de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est attribué une subvention d'investissement de 10 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut pour la Protection et la Valorisation de la Forêt Méditerranéenne sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Institut pour la Protection et la Valorisation de la Forêt Méditerranéenne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section d'Investissement, Code AP 190232BP - Code opération père : 2019004100 - Code opération fils : 2019004101, sous politique G810, Nature 2141, Fonction 76. Cette subvention d'investissement est attribué sous réserve de l'adoption du budget principal

de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-7500/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Fibois Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour la réalisation d'un programme d'actions visant une meilleure valorisation du Pin d'Alep - Approbation d'une convention MET 19/13223/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « Milieux Forestiers ». La gestion de cette compétence lui permet de développer des actions permettant de préserver ses forêts et de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces. Cette décision résulte d'une part de l'existence d'espaces forestiers important puisqu'ils occupent une superficie de 152 000 hectares (dont près de 250 ha appartenant au patrimoine métropolitain) répartis sur 19 massifs forestiers, soit plus de 50 % de la superficie métropolitaine, et d'autre part, de sa volonté de décliner localement, à l'échelle de la Métropole, et de manière efficace les volontés nationales et internationales relatives à la protection de l'environnement, à la transition énergétique, à la lutte contre le réchauffement climatique et à l'augmentation de la mobilisation des bois.

Dès lors, faire connaître au grand public les fonctions économiques, environnementales et sociétales de la forêt est apparu comme une nécessité en raison des pressions croissantes qu'elle subit, dues à son caractère périurbain, au changement climatique et au risque incendie.

Fibois Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur regroupe l'ensemble des acteurs et professionnels de la filière régionale forêt-bois et contribue au développement économique régional. C'est un lieu d'échange, de dialogue, de réflexion, qui regroupe et fédère l'ensemble des acteurs et professionnels de la filière régionale forêt-bois. Fibois Sud a pour objet de :

- Répondre de façon collective aux enjeux de la filière, la représenter auprès des instances professionnelles, économiques régionales, nationales et européennes.
- Fédérer et assurer le pilotage du « projet de filière » forêt-bois, son plan d'actions et sa déclinaison ;
- Contribuer au développement économique de la filière en favorisant la ressource régionale.
- Favoriser la coordination des actions au niveau régional sur les « filières de valorisation » bois d'œuvre, bois d'industrie, bois énergie et des

autres usages du bois et promouvoir la mise en œuvre des démarches de certification.

- Organiser, animer, soutenir, promouvoir et développer la filière forêt-bois en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur de manière à impulser une dynamique entre les acteurs pour répondre aux besoins de ses membres et du marché dans une optique de développement durable.

Ainsi, Fibois Sud Provence Alpes Côte d'Azur a pris l'engagement de favoriser le développement de la filière au niveau régional en :

- Augmentant la mobilisation du bois de la forêt régionale pour assurer l'approvisionnement des utilisateurs régionaux actuels et à venir en circuit court, dans le respect de la gestion durable et multifonctionnelle.
- Développant l'utilisation des bois régionaux sous toutes ses formes, en particulier dans la construction bois.
- Créant les conditions permettant d'augmenter la valeur ajoutée en favorisant la transformation des bois par les entreprises de la région.

Ces objectifs répondent à des besoins liés aux trois fonctions de la forêt et du développement durable :

- environnementaux : dans un contexte de changement climatique, le matériau bois et ses usages permettent le stockage de carbone et la substitution d'énergie fossile par un matériau renouvelable.
- économiques : la balance commerciale extérieure nationale de la filière est déficitaire. Il est donc nécessaire de relocaliser la valeur ajoutée par l'utilisation et la transformation d'une ressource régionale par les entreprises locales (charpentiers, menuisiers, scieurs, architectes...).
- sociaux par la création d'emplois non délocalisables dans les territoires notamment ruraux.

Le programme d'actions pour lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée consiste à développer et à valoriser sur l'année 2020 la filière du Pin d'Alep, essence présente dans les forêts du territoire de la Métropole et aujourd'hui sous-valorisée. Cinq actions spécifiques ont été identifiées à travers ce projet, ayant pour finalité une meilleure valorisation du pin d'Alep contribuant au maintien et la création d'emplois sur le territoire :

- L'animation de la charte de confiance de la récolte sur le territoire Aix-Marseille-Provence.
- La réalisation de tests mécaniques de collage pour développer une gamme plus large de produits adaptés à la mise en place du Pin d'Alep dans la construction.
- L'insertion de produits collés standardisés en Pin d'Alep pouvant être utilisés par les prescripteurs bois (architectes, bureau d'études) et disponibles dans les délais et les coûts du marché.

- La communication des résultats auprès des professionnels et maître d'ouvrage sur le territoire de la Métropole.
- L'animation de la charte Alliance Bois Construction.
- Une visite de chantier exemplaire intégrant du Pin d'Alep.

Ce programme d'actions s'inscrit dans le cadre de politiques publiques telles que le Programme Régional Forêt Bois, le Schéma Régional Biomasse, les chartes forestières de territoire et de nombreux Plans Climat Air Energie Territoriaux.

Fibois Sud Provence Alpes Côte d'Azur sollicite aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence pour contribuer au financement de ce programme d'actions dont le coût est évalué à 45 392,85 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 10 000 euros, soit 22,03% du montant de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions proposé par Fibois Sud PACA pour l'année 2020 répond

à la politique forestière menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Fibois Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Fibois Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, sous politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-7501/19/BM

■ Attribution de subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte-d'Azur au titre de l'année 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13394/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

Créé en 1975 le Conservatoire régional d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA) est une association à but non lucratif et d'intérêt

général, de type Loi 1901 qui œuvre en faveur de la protection et de la conservation de la nature dans les six départements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par le déploiement de projets de connaissance, de maîtrise foncière et d'usages et de gestion et de valorisation.

Une convention cadre signée en 2018 fixe les axes de partenariat entre les deux structures et notamment pour favoriser la mise en œuvre d'une politique commune d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité métropolitaine.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, le CEN PACA porte le projet de définir une stratégie en faveur de l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'année 2018 a été consacrée à l'établissement de l'état initial des connaissances faunistiques et floristiques du territoire métropolitain.

En 2019, le Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur a réalisé des inventaires ciblés de la faune répondant aux critères géographique de secteurs en lacunes de connaissances et taxonomique soit des espèces et groupes d'espèces peu connus sur la Métropole.

En 2020, le CEN PACA propose d'analyser la patrimonialité de la biodiversité faunistique continentale évaluée en 2018 et 2019. Pour réaliser ce projet, l'association sollicite un accompagnement financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 20 000 euros. Le budget prévisionnel global de l'action spécifique est de 25 115 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au bureau de la Métropole ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La délibération n°ENV102-3749/18/BM en date du 18 mai 2018 approuvant la convention cadre avec le Conservatoire d'espaces naturels de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat existant entre le Conservatoire d'Espaces Naturels de PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer des actions notamment en faveur de la connaissance du patrimoine naturel métropolitain.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique dans l'exercice de sa politique de valorisation des espaces naturels et d'aménagement du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros au conservatoire d'Espaces Naturels de Provence Alpes-Côte d'Azur sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages et Espaces naturels – sous-politique G811 - Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 016-7502/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la Ligue de Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte-d'Azur au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13489/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

L'association de la Ligue pour la Protection des Oiseaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (LPO PACA) est une association à but non lucratif qui a pour but d'agir pour les oiseaux, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, la LPO PACA propose des actions de valorisation et d'amélioration de l'état des connaissances de la faune et de la flore du territoire métropolitain. Cette action est développée pour la troisième année.

Elle répond à plusieurs enjeux métropolitains :

- d'améliorer la connaissance faunistique et floristique sur des groupes d'espèces ou espèces ciblées (espèces patrimoniales, espèces bio-indicatrices.....) ;
- de mobiliser le réseau d'observateurs locaux et des habitants dans un objectif de favoriser une « culture métropolitaine de la biodiversité » ;
- de mettre en œuvre des suivis naturalistes dans le cadre d'évaluation de mesures de gestion

Le budget prévisionnel global de l'action pour 2020 est de 25 088,55 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de cette opération à hauteur de 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique.
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de sensibiliser les habitants de son territoire aux enjeux de préservation de son patrimoine naturel en favorisant leur participation à différentes actions.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros à la Ligue de Protection des Oiseaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020 ci-annexée définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages, Espaces naturels – sous-politique G811 - Chapitre 65 - Fonction 76 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 017-7503/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention

MET 19/13505/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. En raison de la spécificité de ses peuplements (pin d'Alep et chêne vert essentiellement), de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins en bois locaux (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces.

Dans le cadre de cette compétence, la Métropole entretient des relations avec des personnes physiques ou morales, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente de la Fédération Nationale des Communes Forestières, réseau qui constitue un outil de représentation pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. A l'échelon départemental, ce réseau est représenté par les Associations Départementales des Communes Forestières qui constituent l'échelon de proximité pour les communes du département et leur EPCI dans la gestion de leur forêt. Sur le département des Bouches-du-Rhône, c'est l'Association Départementale des Communes Forestières 13 qui représente le réseau des Communes Forestières.

L'association des Communes forestières des Bouches-du-Rhône regroupe plus de 80% des communes du département, avec 98 adhérents en 2018, soit 27 adhérents supplémentaires en un an à travers l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'ensemble des communes de son territoire. Elle mène des actions pour la gestion et la valorisation des forêts en circuit-court dans une optique de gestion durable et de développement local, en lien avec le Département, la Région, les services de l'Etat et l'Union régionale des Communes forestières.

A l'échelle de la Métropole, les Communes forestières proposent de mettre en œuvre des actions qui permettent d'informer tous les partenaires intéressés sur les thématiques suivantes :

- Gestion des espaces forestiers permettant leur renouvellement ;
- Maintien de la biodiversité, de la qualité des paysages et de l'accueil du public ;
- Sécurité des citoyens face au risque incendie de forêt ;
- Valorisation des bois, en particulier le pin d'Alep, afin de soutenir l'économie et les emplois locaux.

L'association a pour but principal :

- la représentation des communes auprès de l'ensemble des instances traitant des questions forêt bois,
- la recherche des voies et des moyens d'assurer la gestion forestière durable et sa promotion,
- la représentation des communes auprès de l'agence départementale de l'office national des forêts pour la mise en œuvre des outils de partenariat entre l'office national des forêts et les communes (charte de la forêt communale, contrat Etat/ONF...),
- l'étude et la recherche de la meilleure utilisation économique et sociale des produits issus de la forêt,
- la conduite des actions auprès des pouvoirs publics et des autorités compétentes sur toutes mesures (...)

Après les actions conduites entre 2017 et 2019 portant sur l'appui à la définition du plan d'actions des territoires pour la valorisation du Pin d'Alep, notamment sur 2 territoires pilotes (PNR Alpilles et territoire du Pays d'Aix), et l'appui à l'émergence de projets de constructions publiques expérimentant le pin d'Alep, les Communes forestières 13 envisagent de prolonger leurs actions et sollicitent la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir une participation financière pour la réalisation d'actions spécifiques sur les axes suivants :

- L'accompagnement à la gestion des forêts et à la mobilisation des bois, à travers un travail avec 1 à 2 communes pilotes, en partenariat

avec l'ONF pour mettre en place une sylviculture bois d'œuvre du pin d'Alep dans les forêts communales et, si le travail est suffisamment avancé, l'organisation d'une visite de retour d'expérience.

- L'appui aux projets de constructions publiques expérimentant le pin d'Alep, avec l'accompagnement des maîtres d'ouvrage et le suivi des projets. Les données permettront de constituer un apport de connaissances pour le partage d'expériences, utile à tous les acteurs.

Cette intervention s'inscrit comme une action pilote dans une démarche plus large, animée à l'échelle régionale par l'Union régionale des Communes forestières et rassemblant d'autres territoires de la zone de peuplement du Pin d'Alep.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser ces actions, conformes à ses statuts.

Les actions proposées par l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône cadrent parfaitement avec les politiques publiques menées par la Métropole Aix Marseille Provence au titre de sa compétence « Milieux Forestiers » et plus particulièrement sur les questions relatives à la préservation et à la valorisation des forêts, à la gestion de ces espaces et à la mobilisation des bois en lien d'une part avec la fourniture et la production d'énergie et d'autre part le développement de la filière « construction bois ».

C'est pourquoi il est proposé de répondre favorablement à la demande de soutien financier présentée par cette association pour la réalisation des actions proposées.

Le coût de ces actions est évalué à 6300 €. La participation de la Métropole Aix Marseille Provence est sollicitée à hauteur de 5000 euros.

Par conséquent, il appartient à la Métropole Aix Marseille Provence de se prononcer sur l'attribution d'une subvention de 5000 € à l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain,
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions proposées par l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) répondent à l'intérêt général et entrent dans les domaines des politiques publiques développées par la Métropole en matière de préservation et de valorisation des forêts.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5000 euros à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) au titre de l'exercice 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône,

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence

(BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, chapitre 011, sous politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 018-7504/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Parc naturel régional des Alpilles - Approbation d'une convention

MET 19/13708/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc naturel régional des Alpilles depuis 2018. Ce partenariat se construit sur des financements métropolitains au profit des gestionnaires d'espaces naturels, notamment les parcs, en soutien aux actions menées par le PNR des Alpilles. Ces actions sont issues du plan d'action du parc et elles sont sélectionnées en fonction des orientations communes aux deux établissements, et dont les enjeux répondent à ceux du projet métropolitain.

Le programme d'actions 2020 du PNR des Alpilles se déploie sur cinq axes majeurs recoupant les politiques menées par ailleurs par la Métropole sur l'ensemble de son territoire :

- projet du territoire et révision de la charte de parc,
- Tourisme loisirs-nature, culture et patrimoine,
- Biodiversité et paysage,
- Forêt,
- Changement climatique et transition énergétique.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin d'arrêter le programme annuel des actions en collaboration entre les deux établissements.

Ce programme est approuvé par les instances délibérantes du PNR des Alpilles et de la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut faire l'objet d'un soutien financier. Le groupe technique de suivi évalue le suivi et l'avancement du programme.

Ce programme d'actions 2020 est évalué à environ 263 000 euros, répartis de la façon suivante :

- 185 000 euros en dépenses de fonctionnement ;
- 78 000 euros en dépenses d'investissement.

La part subventionnable par la Métropole Aix-Marseille-Provence proposée s'élève quant à elle à 71 000 euros, répartis de la façon suivante :

- 45 000 euros en subvention de fonctionnement ;

- 26 000 euros en subvention d'investissement.

Il convient donc d'établir une convention d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec le PNR des Alpilles, au cofinancement d'actions en faveur de l'aménagement durable du territoire.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions annuel ci-annexé.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 71 000 euros au Parc naturel régional des Alpilles pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention au Parc naturel régional des Alpilles ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM) :

- En section de fonctionnement : Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 76 – Nature 65748 pour un montant de 45 000 euros ;
- En section d'investissement : Code AP 190233BP – Code opération père : 2019003900 – Sous-politique G811 – Fonction 76 pour un montant de 26 000 euros.

Article 6 :

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 019-7505/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Parc national des Calanques - Approbation d'une convention MET 19/13709/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc national des Calanques depuis 2018. Ce partenariat se construit sur des financements métropolitains au profit des gestionnaires d'espaces naturels, notamment les parcs, en soutien aux actions menées par le PN des Calanques. Ces actions sont issues du plan d'action du parc et elles sont sélectionnées en fonction des orientations communes aux deux établissements, et dont les enjeux répondent à ceux du projet métropolitain.

Le programme d'actions 2020 du PN des Calanques se déploie sur 3 axes majeurs recoupant les politiques menées par la Métropole sur l'ensemble de son territoire :

- aménagement du territoire,

- événementiel et animation, avec un volet autour du Congrès Mondial de la Nature organisé par l'UICN,
- communication et dispositif d'accueil du public, avec un volet autour du Congrès Mondial de la Nature organisé par l'UICN.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin d'arrêter le programme annuel des actions en collaboration entre les deux établissements.

Ce programme est approuvé par les instances délibérantes du PN des Calanques et de la Métropole Aix-Marseille-Provence et il peut faire l'objet d'un soutien financier. Le groupe technique de suivi évalue le suivi et l'avancement du programme.

Ce programme d'actions 2020 est évalué à environ 437 000 euros, qui se répartissent de la façon suivante :

- 340 000 euros en dépenses de fonctionnement ;
- 97 000 euros en dépenses d'investissement.

La part subventionnable par la Métropole Aix-Marseille-Provence proposée s'élève quant à elle à un montant de 92 000 euros, répartis de la façon suivante :

- 60 000 euros en dépenses de fonctionnement ;
- 32 000 euros en dépenses d'investissement.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec le PN des Calanques, au cofinancement d'actions en faveur de l'aménagement durable du territoire.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions annuel tel ci-annexé.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 92 000 euros au Parc national des Calanques pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de Territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Est approuvée la convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention au Parc national des Calanques ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), :

- En section de fonctionnement : Sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 76 – Nature 65748 pour un montant de 60 000 euros ;
- En section d'investissement : Code AP 190233BP – Code opération père : 2019003900, Sous-politique G811 – Fonction 76 pour un montant de 32 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 020-7506/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Bureau des Guides - GR 2013 - Approbation d'une convention
MET 19/13760/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une politique de valorisation du paysage, conformément à la délibération du 14 décembre 2017 (n° ENV 007-3306/17/CM), qui précisait les modalités d'application de cette compétence, et en continuité avec le Projet métropolitain.

Suite au diagnostic des paysages anthropisés, réalisé avec les agences d'urbanisme AGAM et AUPA, en 2018-2019, l'étape suivante est l'engagement dans une démarche d'élaboration d'un plan de paysage métropolitain. Ce document à visée opérationnelle sera co-construit dans le cadre d'une importante phase de concertation avec les territoires, afin de partager le diagnostic, les enjeux et objectifs de qualité paysagère, puis la définition d'un programme d'actions, ciblées sur des sites pilotes.

Dans le cadre de cette concertation, la Métropole souhaite conventionner avec le Bureau des Guides du GR2013, afin d'enrichir la concertation par des animations culturelles autour du GR2013, outil idéal de découverte des paysages métropolitains.

Depuis la création de ce GR, finalisé lors de l'évènement « Marseille-Provence 2013 – Capitale européenne de la culture », le Bureau des Guides développe, en effet, un programme d'animation culturelle autour de la découverte pedestre du territoire métropolitain et de ses paysages : randonnées, contes, observatoire photographique, etc.

L'association du Bureau des Guides a effectué une demande de subventions, en ce sens, pour un programme intitulé « INVENTAIRE, photographies d'une métropole » qui comprend plusieurs objectifs :

- Valoriser une collection d'œuvres existantes portant sur le territoire métropolitain (40 ans d'enquête par plus de 40 photographes),
- Animer une rencontre entre artistes et habitants, dans le territoire et autour de leurs paysages,
- Associer les écoles supérieures (ENSAM, ENSP, IUAR, ENSP-Arles) à la démarche,
- Mettre à disposition de chercheurs une ressource portant sur le territoire de la métropole, organisée de manière raisonnée,
- Accompagner l'équipe lauréate du Plan-Paysage dans son exploration du territoire et la création d'outils de médiation dédiée,
- Engager un processus culturel/technique/artistique transversal, susceptible d'agir sur les représentations du territoire métropolitain.

L'ensemble de ces objectifs présente un grand intérêt pour le territoire métropolitain car il correspond aux orientations de la politique publique de valorisation des paysages métropolitains et coïncide parfaitement avec le calendrier de concertation et co-construction du plan de paysage métropolitain.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention de 20.000 euros à l'association « Bureau des Guides - GR2013 » afin de poursuivre ces objectifs au travers de cette action.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'objectifs, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention. Le programme détaillé de l'action sera annexé à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association « Bureau des Guides - GR2013 », pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la conclusion d'une convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention à l'association « Bureau des Guides - GR2013 » et pour la réalisation du programme « INVENTAIRE, photographies d'une métropole ».

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), en section de fonctionnement : Sous-politique G812 – Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748 pour un montant de 20 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 021-7507/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Société du Canal de Provence pour le projet de la desserte en irrigation de la zone agricole de Massane sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts - Approbation d'une convention
MET 19/13864/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

Conformément à la convention et au cahier des charges de la concession du canal de Provence ainsi qu'aux contrats d'objectifs 2016-2020 et aux statuts de la Société du Canal de Provence, cette dernière réalise des projets en tant que concessionnaire de la Région exécutant ainsi une mission de service public. Elle a pour objet de concourir de manière durable et concertée au développement économique de la Région et donc de la Métropole, notamment par l'aménagement hydraulique en vue de l'irrigation et de l'alimentation en eau pour satisfaire l'ensemble des besoins et usages.

La SCP – Société du Canal de Provence souhaite créer un nouvel aménagement sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts. Il s'agit de desservir en eau la zone agricole de la plaine de Massane.

Le projet concerne des cultures relativement diversifiées puisqu'on retrouve des cultures de céréales, maraîchères, d'oliviers et de vignes.

La desserte en eau de ce périmètre permettra de favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole tant au plan qualitatif que quantitatif. La démarche de classement de ce territoire en ZAP – Zone Agricole Protégée a été initiée en vue de soutenir cette orientation.

Avec le projet de création d'une ZAP, la commune et la profession agricole ont souhaité entériner l'irréversibilité de la vocation agricole de ces terres et permettre ainsi grâce à l'irrigation de stabiliser les rendements des cultures actuelles, de diversifier les cultures et d'assurer le développement économique de la filière.

Le projet hydraulique constitué d'environ 9 km de canalisations permettra d'équiper une surface de 139 hectares.

Le coût total du projet s'élevant à 2 260 500 euros HT, la SCP a sollicité l'octroi de subventions auprès des personnes publiques conformément au plan prévisionnel de financement suivant :

Conseil Régional	678 150 euros
Conseil Départemental	678 150 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	452 100 euros
Société du Canal de Provence	452 100 euros

Conformément à l'article L1523-7 du CGCT, et à l'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale qui précise les modalités de participation des partenaires financeurs en application du régime des aides d'Etat, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à la SCP – Société du Canal de Provence, d'une subvention d'investissement de 452 100 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région Provençale ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement d'irrigation de la SCP - Société du Canal de Provence sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts constitue un enjeu majeur pour le développement agricole et économique de la zone agricole de la plaine de Massane.
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain.
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à SCP - Société du Canal de Provence d'un montant de 452 100 euros liés aux études et travaux d'aménagement hydraulique agricole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 452 100 euros à la SCP - Société du Canal de Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 d'investissement de l'EST du Pays de Martigues – Opération 2016 611300, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-

Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 022-7508/19/BM

■ Approbation de la constitution d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une étude de fréquentation des espaces naturels du Grand Site Concors Sainte-Victoire MET 19/13021/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire, espace naturel de 48 904 hectares dont 5 339 dans le Var, est un territoire emblématique fortement protégé avec deux sites classés (23 476 hectares) au titre de la loi de 1930. La richesse de ses milieux naturels a justifié son inscription au réseau européen Natura 2000. Labellisé 'Grand Site de France' depuis 2004, cet espace naturel est soumis à une forte fréquentation (1 million de visiteurs/an, avec une augmentation de 2%/an).

Grâce à une politique active d'acquisition foncière, le Département des Bouches-du-Rhône est propriétaire de 17 000 hectares d'espaces naturels sensibles sur l'ensemble du Département, dont 3 100 hectares sur le périmètre du Grand Site Concors Sainte-Victoire. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont établis à l'initiative des Départements. Ils ont pour objectifs de protéger un patrimoine naturel, paysager et géologique, menacé ou vulnérable par l'urbanisation, le développement d'activités etc. Ils ont également pour fonctions l'accueil du public et la sensibilisation au patrimoine naturel.

Depuis le début des années 2000, la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire (Métropole) et la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels (Département des Bouches-du-Rhône) ont développé et renforcé sur le territoire du Grand Site un observatoire de la fréquentation avec l'installation de 24 points de comptages automatiques (piétons et routiers) pour suivre annuellement l'évolution de la fréquentation.

Construit autour d'études de fréquentation et de l'analyse des données issues des compteurs, l'observatoire de la fréquentation est devenu un outil fondamental d'aide à la gestion des aménagements pour l'accueil des publics.

Les objectifs globaux de cet observatoire sont les suivants :

- adapter la fréquentation aux nécessités environnementales liées aux caractéristiques

naturelles du site (risque incendie, richesses écologiques, etc.),

- proposer un espace d'accueil de qualité offrant notamment toutes les garanties en terme de sécurité,
- assurer une cohérence avec les autres activités qui s'exercent sur le site (exploitation forestière, chasse, pastoralisme, les différentes activités de pleine nature etc.),
- suivre les modalités de cette fréquentation et son évolution.

En complément de l'analyse des données des éco-compteurs (dispositifs de comptages automatiques), des études de fréquentation sont réalisées tous les 10 ans auprès des publics qui utilisent ces espaces naturels.

L'étude de 1995 :

Une première étude sur la fréquentation touristique et récréative de la montagne Sainte-Victoire a été réalisée en 1995 sous le pilotage de l'Université de Provence et de l'Université de Méditerranée. Cette première étude avait estimé à 700 000 le nombre de visiteurs la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire.

Les études de 2010 :

En 2010 deux études ont été réalisées simultanément sur le site de la montagne Sainte-Victoire : l'une portée par la Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire et l'autre par la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels sur ses propriétés (ENS).

Les méthodologies mises en œuvre ont permis de disposer de données complémentaires pour estimer la fréquentation du territoire.

Ces études ont estimé la fréquentation annuelle de la montagne Sainte-Victoire à 927 000 visiteurs. En 2010 une augmentation de 28% sur une période de 15 ans avait été observée, soit une moyenne d'un peu moins de 2% par an.

Bien qu'ayant des protocoles différents (nombre de relevés, période, nombre d'enquêteurs.), les études de 1995 et de 2010 ont intégré un volet qualitatif avec la réalisation d'enquêtes auprès du public (origine des visiteurs, type d'activité pratiquée, connaissance du site, satisfaction des aménagements, qualité du balisage, attentes en terme d'aménagements...).

En 2020 une nouvelle étude de fréquentation va être lancée avec une ambition multiple :

- estimer la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire,
- évaluer celle sur le massif de Concors,
- intégrer une évaluation de la fréquentation sur la partie varoise du territoire en lien avec le Syndicat Mixte Pays Provence Verte, la Communauté de Communes Provence Verdon, la Communauté d'Agglomération Provence Verte, et le Département du Var.

Cette étude répondant aux besoins communs de la Métropole Aix Marseille Provence (Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire) et du Département des Bouches-du-Rhône (Direction de la Forêt et des Espaces Naturels), il est proposé la réalisation d'un groupement de commandes pour la partie de l'étude portant sur les Espaces Naturels Sensibles (ENS) et les parkings en propriété du Département.

Ce groupement de commandes entre la Métropole et le Conseil Départemental permettra de passer et d'exécuter le marché ayant pour objet la prestation d'étude de fréquentation des espaces naturels et de leurs parkings pour leurs Directions respectives.

La Métropole, coordonnateur du groupement, portera la procédure de lancement du marché pour l'étude dont le coût global est estimé à 140 000 euros HT supporté à 50 % (soit 70 000 euros HT) par le Conseil Départemental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV 001-1443/16/CM du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la présente constitution d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental permet de passer le marché commun ayant pour objet la prestation d'une étude de fréquentation des Espaces Naturels et de leurs parkings pour leurs besoins respectifs.
- Que ce groupement permet d'améliorer l'efficacité de l'étude, ainsi que la performance achat du marché concerné.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive d'un groupement de commandes, coordonné par la Métropole Aix-Marseille-Provence, permettant de passer le marché commun ayant pour objet la réalisation d'une étude de fréquentation des Espaces Naturels et de leurs parkings.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 617, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 023-7529/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'animation Natura 2000 des sites FR9301601 "Côte Bleue - Chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de Niolon"
MET 19/13261/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La chaîne de l'Estaque bénéficie de deux classements dans le cadre du réseau européen Natura 2000, à savoir, d'une part, le site FR9312017 "Falaises de Niolon", Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979, dite « directive oiseaux », remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009, et, d'autre part, le site FR9301601 "Côte bleue

– chaîne de l'Estaque", Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Le Document d'objectifs (DOCOB) de ces deux sites « côte bleue – chaîne de l'Estaque » et « falaises de Niolon » a été approuvé par arrêté préfectoral le 19 mars 2018. Par délibération n° ENV 007-2814/17/CM la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue structure animatrice de ces sites Natura 2000. Afin de rendre exécutoire cette mission, une convention d'animation n° 18/0592 a été signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les services de l'Etat, pour une durée de 3 ans exécutoire à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2020.

Pour la mise en œuvre de l'animation du DOCOB de ces deux sites Natura 2000, la Métropole a sollicité

des aides de l'Etat et au titre du Fond Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour un montant prévisionnel de 25 000 € par an, pendant trois ans (soit un montant global de 75 000 €). Ce montant est financé à 100 % sur le hors Taxes, 53 % par l'Union Européenne et 47 % par l'État. Ce montant est accompagné d'un budget de 10 000€ pour la réalisation d'études complémentaires nécessaires à la mise en œuvre des contrats (financé à 53% par l'Union Européenne).

Le plan de financement prévisionnel sur trois ans, détaillé dans la convention d'animation n°18/0592 et approuvé par l'Etat (au titre du FEADER) pour l'animation des sites Natura 2000 FR9312017 "Falaises de Niolon" et FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque", est le suivant :

Nature de la prestation d'Animation pour la période 2017-2020	Montant des dépenses prévisionnelles	Financeurs	Montant des recettes prévisionnelles
Animateur (technicien) 1/2ETP	60 000€	Europe FEADER (53%)	39 750€
Outils de communication	15 000€	État (33,5%)	35 250€
<i>Sous total</i>	<i>75 000 €</i>		
Études complémentaires	10 000€	Europe FEADER (53%)	5 300€
		Autofinancement (47%)	4 700€
Total des dépenses	85 000€	Total des recettes	85 000€

L'animation du DOCOB de ces sites, a conduit au recrutement par voie de mobilité interne d'une chargée de mission Natura 2000 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, avec une prise de fonction effective au 1^{er} juillet 2018, soit six mois après la date de commencement d'exécution de la convention d'animation n°18/0592.

Le présent avenant reporte de 6 mois la date de début d'exécution de la convention d'animation Natura 2000 n°18/0592, soit le 1^{er} juillet 2018 au lieu du 1^{er} janvier 2018, pour une période d'exécution de 3 ans, du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2021. L'objectif est que le démarrage de la mission d'animation, marqué par le recrutement d'une chargée de mission Natura 2000 sur le site de la Côte Bleue, soit en parfaite cohérence avec les dates d'exécution de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la

conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage ;

- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 007-2814/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice, des sites Natura 2000 FR9301601 « Côte bleue – Chaîne de l'Estaque » et FR9312017 « Falaises de Niolon » et à la Présidence du Comité de pilotage du site ;
- La délibération n° ENV 009-2618/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur l'approbation d'une convention de demande de subvention pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 « Côte bleue – Chaîne de l'Estaque » et FR9312017 « Falaises de Niolon ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a été désignée comme structure animatrice des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de Niolon" par le biais d'une convention et que des aides ont été sollicités pour l'animation liée au DOCOB de ces sites.
- Qu'il est nécessaire d'apporter des modifications à cette convention dans un souci de bonne exécution de cette dernière.
- Qu'il appartient au Conseil de Métropole d'approuver l'avenant n° 1 à la convention d'animation de ces sites.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention n°18/0592 pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de Niolon".

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 024-7510/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau des Grands Sites de France et paiement de la cotisation 2020 MET 19/12928/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau des Grands Sites de France est une association qui regroupe plus de 40 membres, collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés ou en projet.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, il représente les collectivités gestionnaires de Grands Sites de France déjà labellisés et en projet.

A ce titre, il est consulté par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire dans le cadre de l'instruction de demandes de label, comme cela a été le cas pour le renouvellement du label pour le massif Concors Sainte-Victoire.

Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables : ateliers de travail sur site, missions d'expertise, banques de données et d'expériences, publications, formations, rencontres nationales ...

A titre d'exemple, les rencontres nationales 2016 se sont déroulées sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire. Elles ont accueilli 250 personnes, tous les Grands Sites de France étant représentés, sur le thème des « outils de la gestion paysagère ».

Le réseau s'attache à valoriser et promouvoir les Grands Sites de France et leurs initiatives. Il développe des outils communs de découverte et de communication. Il contribue à l'attractivité de la destination France et agit à l'international au travers du Pôle international francophone de formation et d'échanges qu'il anime.

Le Grand Site Sainte-Victoire fait partie des fondateurs du Réseau des Grands Sites de France créé en 2000.

L'adhésion au Réseau est soumise au paiement d'une cotisation annuelle comprenant une part variable en fonction du budget annuel de la structure adhérente et une cotisation complémentaire à destination des membres actifs pour « l'année de renouvellement de label » :

Le barème des cotisations à partir de 2020 a été fixé par l'Assemblée Générale du 28 mai 2019 du Réseau des Grands Sites. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, structure adhérente considérée « membre actif collège 1 », la cotisation annuelle s'élève à 5 400 €.

Il est proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au réseau des Grands Sites de France et de payer la cotisation correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et relative aux modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion au Réseau des Grands Sites de France afin de disposer d'un appui technique et de compétences pluridisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association du Réseau des Grands Sites de France et le règlement de la cotisation annuelle de 5 400 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 76, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 025-7511/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13119/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la

protection de la forêt et la structuration de la filière forêt apparaissent nécessaires et répondent totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

Dans le cadre de cette compétence, la Métropole facilite le développement du pastoralisme en forêt, appelé sylvopastoralisme, au travers de conventions ou partenariats avec des éleveurs ou bergers. Ce mode de pâturage en milieu naturel est essentiellement axé sur l'entretien des ouvrages de DFCI (bande débroussaillée de sécurité, coupure de combustible...). Il permet d'ouvrir le milieu végétal, de favoriser la biodiversité, de ralentir la pousse de broussailles et ainsi limiter les départs de feux et la propagation des incendies. Le sylvopastoralisme contribue également au développement économique du territoire en créant des emplois et en favorisant la consommation de produits locaux en circuit court.

De son côté, l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA a pour objet :

- de maintenir, améliorer, développer et promouvoir les activités pastorales sur les territoires des communes adhérentes ;
- d'apporter son soutien à tous ceux qui contribuent au maintien et au développement de ces activités pastorales ;
- de préserver et de valoriser les ressources patrimoniales des communes adhérentes procurées par les activités pastorales de leur territoire ;
- de procéder à toutes études permettant d'améliorer, en vue de leur maintien et de leur développement, la connaissance des activités pastorales ;
- d'émettre tous vœux, informer le public et entreprendre toutes démarches utiles auprès des pouvoirs publics et autorités compétentes sur les questions économiques, financières ou administratives, réglementaires ou législatives pouvant intéresser les activités pastorales ;
- d'adhérer à tous organismes contribuant à la satisfaction de l'objet de l'association ;
- d'intervenir devant toutes juridictions soit comme partie principale soit comme partie intervenante conformément à l'objet de l'association ;
- toutes activités et opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de l'association.

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs du secteur pastoral, d'échanges de

bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place dans ce domaine, le tout contribuant au développement du pastoralisme en forêt et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'association des Communes Pastorales de la Région PACA par délibération ENV 009-7073/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019. Il est aujourd'hui proposé de renouveler pour l'année 2020 l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à cette association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 150 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole,
- La délibération n° ENV 009-7073/19/BM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA et paiement de la cotisation 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA, qui contribuent au développement du pastoralisme en forêt, représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-

Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;

- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association des Communes Pastorales de la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association en 2020 ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2019 ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Pastorales de la Région PACA et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 150 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence, Section de Fonctionnement Chapitre 011, Sous Politique G810, Fonction 6312, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 026-7512/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Forêt Méditerranéenne et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13120/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de

gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du changement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Méditerranéenne a pour objectif de favoriser la diffusion des connaissances et les échanges d'information sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens.

Ses moyens d'actions sont :

- l'organisation de rencontres (séminaires, colloques, journées d'étude, visites, formations, etc...);
- la publication d'une revue francophone d'information générale et technique « Forêt Méditerranéenne », dont l'objectif est de mettre en lumière les grands thèmes concernant les espaces naturels et forestiers méditerranéens ; des numéros spéciaux rendant compte des manifestations organisées par l'association sont régulièrement publiés,
- d'un bulletin d'information trimestriel intitulé « la feuille et l'aiguille » qui concerne un large public ; il donne des informations générales d'actualité sur la forêt méditerranéenne, fait part des activités de l'association et de celles de ses partenaires.
- la publication d'autres ouvrages ;
- l'organisation de groupes de travail ;
- la promotion de toute autre action nécessaire à atteindre son objectif.

Cette structure associative rassemble un public varié et entretient un réseau constitué d'acteurs institutionnels, socio-professionnels, associatifs, du scientifique au simple amateur, en passant par les professionnels des milieux de la gestion et de la protection de la forêt méditerranéenne (plus de 4000 contacts en France, mais aussi dans les autres pays méditerranéens).

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix Marseille Provence a décidé d'adhérer à l'association Forêt Méditerranéenne par délibération n° ENV 001-

4666/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Il est aujourd'hui proposé de renouveler pour l'année 2020 l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à cette association. Le montant de la cotisation est fixé à 220 euros pour l'année 2020. Il couvre à la fois les frais d'adhésion et les frais de six abonnements (1 abonnement par territoire) aux revues éditées par l'association Forêt Méditerranéenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 001-4666/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association Forêt Méditerranéenne représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt.
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association Forêt Méditerranéenne, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a adhéré à cette association en 2018.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 220 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix Marseille Provence, Section de Fonctionnement Chapitre 011, Nature 6281, Fonction 6312, sous politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 027-7513/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Forêt Modèle de Provence et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13121/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du changement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et

répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Modèle de Provence s'est fixé pour objectifs de redynamiser le territoire en rendant leur place aux forêts, le but étant de contribuer à la création d'un espace forestier ouvert, géré, valorisé et produisant de multiples biens et services appréciés et rémunérés à leur juste valeur. Ainsi, Forêt Modèle de Provence doit être considérée comme un espace d'échanges générateurs d'actions et amplificateurs de démarches en cours, sur la base du partenariat et de la gouvernance participative, visant à apporter des réponses aux enjeux prioritaires du développement durable des territoires forestiers provençaux. Pour ce faire, l'association a pour objectif d'agir au niveau local par la mise en œuvre d'actions concrètes à valeur démonstrative sur son territoire de référence, qui se construit autour des massifs de l'Étoile, du Garlaban, de la Sainte-Baume et des Maures, périmètre suffisamment vaste pour représenter la diversité des valeurs et des intérêts portés par différents acteurs de la région, tout en concentrant des problématiques communes et emblématiques de la forêt régionale. Pour redynamiser l'économie forestière, Forêt Modèle de Provence ambitionne en particulier de redécouvrir les qualités des bois locaux et d'accompagner l'émergence de nouvelles filières. L'ensemble des actions de l'association aura pour objectifs de faire perdre définitivement à la forêt son image d'espace à faible valeur économique à l'abandon et dévolue au passage répété du feu. C'est dans cet esprit que par "nouvelle économie", l'association entend trouver des solutions apportant de la valeur économique à la forêt (valorisation de la biomasse en énergie et bois d'œuvre, valorisation des productions forestières non ligneuses - apiculture, pignons, plantes sauvages comestibles, médicinales et ornementales, champignons, gemme etc. - et promotion sociale de la gestion forestière durable - développement du tourisme vert et sensibilisation du public à la richesse du patrimoine naturel et culturel des territoires).

Ses principales missions sont :

- La réalisation et la promotion de travaux de recherche et développement,
- La mise en œuvre d'actions à valeur démonstrative,
- La coopération avec des partenaires étrangers et entre acteurs du territoire,
- La sensibilisation des populations locales,
- La capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques et acquis obtenus au niveau local, régional, national et international,

- Les échanges avec les Réseaux International et Méditerranéen de Forêts Modèles.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est beaucoup investie pour le développement de l'association Forêt Modèle de Provence. Elle a d'abord contribué à son processus partenarial constitutif entre 2008 et 2013. Ensuite, elle est devenue l'un de ses 23 organismes fondateurs et de ses 12 administrateurs. Puis, elle a œuvré à son développement en renouvelant chaque année son adhésion et surtout en menant des actions concrètes favorables à la valorisation des espaces forestiers.

En parallèle, en 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a souhaité elle aussi participer au partenariat grandissant de l'association en y adhérant.

Depuis, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit ce même engagement et ce positionnement prend tout son sens par le fait que :

- l'association a un ancrage fort sur le territoire métropolitain avec $\frac{3}{4}$ de ses « massifs de référence » qui y sont situés, où elle doit mettre en œuvre des actions à valeur démonstrative ;
- l'association a également pour missions de diffuser les résultats d'études, d'expériences locales et internationales et de ses propres actions à l'échelle régionale, et de collaborer avec d'autres pays étrangers afin d'apporter des réponses utiles à la valorisation forestière provençale.

Aujourd'hui, l'association est implantée et reconnue dans le secteur forestier régional, ses adhérents étant passés du nombre de 17 à 44 dont 39 personnes morales. Son processus partenarial en faveur du développement durable des espaces forestiers provençaux est bien en cours. Pour rappel, une Forêt Modèle est « forum de gouvernance neutre, représentatif, participatif, transparent et responsable basé sur des activités partagées en réseau visant la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier ».

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association Forêt Modèle de Provence par délibération n° ENV 003-4668/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, il est aujourd'hui proposé de renouveler pour 2020 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence. Le montant de la cotisation annuelle est fixé à 900 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 003-4668/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Forêt Modèle de Provence s'est fixé notamment pour objectifs de redynamiser le territoire en rendant leur place aux forêts, le but étant de contribuer à la création d'un espace forestier ouvert, géré, valorisé et produisant de multiples biens et services appréciés et rémunérés à leur juste valeur.
- Que les actions de l'association Forêt Modèle de Provence représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt.
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'association Forêt Modèle de Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à

l'association Forêt Modèle de Provence pour l'année 2020.

- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 900 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence, Section de Fonctionnement Chapitre 011, Nature 6281, Fonction 76, sous politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 028-7514/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13122/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Cette forêt, qui a un caractère très méditerranéen, se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes.

Cette superficie est considérable et s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles capables de répondre :

- Aux besoins du marché de bois de trituration.
- Aux besoins actuels et futurs du marché en bois énergie.
- Aux besoins du marché en bois de construction et plus particulièrement depuis la récente normalisation du pin d'Alep pour être utilisé en bois de construction.
- A la protection des forêts contre les incendies.
- Aux revenus des sylviculteurs nécessaires pour l'entretien de leur forêt.

Pour la forêt privée, les études réalisées démontrent que peu de Plans Simples de Gestion, pourtant nécessaires pour envisager des travaux de valorisation et de protection du patrimoine forestier, ont été élaborés par les propriétaires forestiers privés.

Pour la forêt publique, les Plans d'Aménagement ne sont pas tous actualisés ou sont inexistantes sur certaines communes propriétaires de forêts.

La structuration économique de la filière forêt métropolitaine apparaît comme une nécessité, tout à la fois en raison du potentiel existant, des partenariats possibles et du risque incendie, et cela dans une logique globale de gestion incluant économie, environnement et ouverture au public. Le volume exploitable durablement et dans des conditions économiquement rentables est évalué à 75 000 tonnes par an et concerne tout à la fois le secteur de l'énergie, de la pâte à papier et du bois d'œuvre.

La demande en bois, de toutes catégories, pourrait évoluer rapidement, en même temps que le risque incendie lié au réchauffement climatique et à la sécheresse induite, favorisant les risques de dépôts et de propagations de feux sur le territoire métropolitain. Il semble donc opportun de se préparer à ces changements futurs, aussi bien économiques qu'environnementaux, en adoptant des stratégies de soutien et de développement des modes de gestion des propriétés forestières.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à son ambition, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) par délibération n° ENV 002-4667/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

En effet, cette association a pour objet de représenter, de conseiller et d'accompagner les 90 communes du département dans l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers », compétence transférée aujourd'hui à la Métropole en lieu et place des communes membres.

Pour atteindre ses objectifs, et conformément à l'article 3 de ses statuts, l'association a pour but principal :

- La représentation des communes auprès de l'ensemble des instances traitant des questions forêt bois, permettant d'être ainsi un outil d'accompagnement et d'aide à la décision, et de répondre aux sollicitations de la Métropole et de ses communes membres.
- La recherche des voies et des moyens d'assurer la gestion forestière durable et sa promotion.
- La représentation des communes auprès de l'agence départementale de l'Office National des Forêts pour la mise en œuvre des outils

de partenariat entre l'ONF et les communes (charte de la forêt communale, contrat Etat/ONF, etc...).

- L'étude et la recherche de la meilleure utilisation économique et sociale des produits issus de la forêt.
- La conduite des actions auprès des pouvoirs publics et des autorités compétentes sur toutes mesures écologiques, économiques, financières, fiscales, administratives et législatives pouvant intéresser la mise en valeur de l'espace forestier et de ses produits ainsi que sa protection.
- La promotion, l'accompagnement et le suivi du développement des politiques forestières territoriales, en contribuant notamment aux expertises techniques des projets et différentes études portées par la Métropole, dont la rédaction de la Charte Forestière Métropolitaine, la relecture du cahier des charges de l'étude sur les gisements bois et dessertes, ainsi que tous autres travaux envisagés par la Métropole ayant un impact sur l'organisation de la filière forêt-bois, mais également par l'apport de données et d'éléments méthodologiques d'intégration et de valorisation de la forêt et du bois, en particulier des documents d'urbanisme (SCOT, PLUi), du Plan Climat Energie Territorial, etc...
- L'élaboration des études et enquêtes sur tous les éléments qui concourent à l'exploitation forestière et à la qualification de ceux qui y travaillent, afin d'apporter son concours pour développer une ingénierie permettant notamment de contribuer à la création de zones d'activité dédiées au bois et favoriser ainsi l'installation de professionnels tels que scieurs et entreprises de transformation du bois.
- La diffusion d'informations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, notamment par la fourniture de données forestières disponibles dans le cadre de l'Observatoire de la Forêt Méditerranéenne (à travers une convention spécifique de mise à disposition et d'utilisation des données), ou encore par la mise en place de rencontres thématiques sur le bois d'œuvre et le bois énergie et l'organisation de déplacements sur des sites pertinents.
- L'organisation de formations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, et plus particulièrement sur l'ensemble des thématiques proposées par les communes forestières, notamment :
 - l'utilisation du bois local dans les constructions des bâtiments publics,

- l'accès aux parcelles boisées et l'intégration des dessertes forêts dans les documents d'urbanisme,
 - le développement du bois énergie dans les communes,
 - la gestion durable des forêts et la certification PEFC,
 - la gestion des forêts communales et la production de bois,
 - la réalisation des Obligations Légales de Débroussaillage, d'un plan communal pluriannuel de débroussaillage, et plus généralement la défense des forêts contre l'incendie. Il est à noter que ces sessions seront délocalisées sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- D'établir des relations privilégiées avec tout organisme et associations en lien avec la gestion des espaces forestiers des Bouches-du-Rhône,
 - De mener à bien toute action ayant un lien direct ou indirect avec la forêt et sa valorisation.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association COFOR 13, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le renouvellement de cette adhésion permettra aux élus et aux services de la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à bénéficier de conseils et accompagnement sur les questions relatives à la valorisation des forêts et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation, à la gestion de ces espaces et à la mobilisation des bois, en lien d'une part avec la fourniture et la production d'énergie et d'autre part avec le développement de la filière « construction bois » en s'appuyant sur les maîtrises d'ouvrages publiques et en cohérence avec la démarche Bâtiment Durable Méditerranéen. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 000 euros pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux

Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération n° ENV 002-4667/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2018 – Désignation d'un représentant ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 20 ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) et le paiement de la cotisation 2020 pour un montant de 20 000 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Chapitre 011, Sous Politique G810, Fonction 76, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 029-7514/19/BM

**■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13123/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix Marseille Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. Présentes dans la plupart des régions françaises, elles se distinguent par l'importance de la superficie boisée de leur territoire. Elles sont confrontées par conséquent à des problématiques particulières d'aménagement, de sécurité, de valorisation de ce patrimoine, qui nécessitent une représentation à plusieurs niveaux :

- Auprès des pouvoirs publics, Départements, Région, Ministères et administrations,
- Dans les diverses instances traitant de la forêt,
- Parmi les différents partenaires de la filière forêt bois.

Interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics, les Communes forestières concourent à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Elles proposent aux maires des communes et présidents d'EPCI propriétaires de forêts des conseils et retours d'expériences sur des

démarches cohérentes de valorisation des forêts communales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles promeuvent et accompagnent le développement des territoires autour de projets forestiers, et sont à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Intégrées dans un réseau national, les Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagnent les exécutifs locaux dans l'exercice de leurs responsabilités de propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Elles interviennent à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus,
- aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire),
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie,
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC,
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage),
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois.

Par leur nature d'organisation d'élus et leur mission d'accompagnement, les Communes forestières participent et suscitent la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local,
- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier, qui confie la gestion des forêts communales à l'opérateur ONF,
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale,
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois.

Enfin, dans le cadre du partenariat étroit qui les lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Communes forestières développent et co-animent l'Observatoire régional de la forêt méditerranéenne (OFME), dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de

l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à la valorisation des forêts, et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation et de connaissance de la gestion des espaces forestiers, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations départementales des Communes Forestières intervenant sur son territoire est apparue essentielle.

Dans ce cadre, la commune de Saint Zacharie étant située à la fois sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence et sur le département du Var, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83) par délibération n° ENV 005-4670/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020 pour un montant de 750 euros. Le renouvellement de cette adhésion permettra notamment de donner de la cohérence aux gestions communales et métropolitaines menées dans les forêts publiques situées sur le territoire de la commune de Saint Zacharie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 002-880/16/CM du 19 septembre 2016 portant désignation du représentant de la Métropole Aix Marseille Provence au sein de l'association des Communes Forestières du Var ;
- La délibération n° ENV 005-4670/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var ;

- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix Marseille Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt.
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83), la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var et le paiement de la cotisation 2020 pour un montant de 750 euros sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Chapitre 011, Sous Politique G810, Fonction 76, Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 030-7516/19/BM

■ **Approbation d'un partenariat avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, relatif aux modalités d'accueil du Congrès Mondial de la Nature organisé du 11 au 19 juin 2020**
MET 19/13993/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire est l'administration chargée de préparer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement français dans les domaines du développement durable, de l'environnement et des technologies vertes, de la transition énergétique et de l'énergie, du climat, de la prévention des risques naturels et technologiques, de la sécurité industrielle, des transports et de leurs infrastructures, de l'équipement et de la mer.

Dans le cadre de ces attributions, le Ministère est co-organisateur avec l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN), du Congrès Mondial de la Nature de l'UICN 2020, qui se tiendra Marseille - Parc Chanot - du 11 au 19 juin 2020 :

Sont attendus 10 à 12 000 congressistes représentant les 216 Etats et organes gouvernementaux membres de l'UICN, et 100 000 visiteurs grand public ; Le Parc Chanot sera utilisé en totalité.

Est prévu :

- Un Forum : plus de 1 000 sessions, ateliers, formations et dialogues de haut niveau,
- L'Assemblée des membres : le parlement mondial unique où sont adoptées des résolutions et des recommandations largement reprises dans les instances internationales,
- 3 sommets (des collectivités, des peuples autochtones et des entreprises),
- De larges espaces ouverts au public : Espace Génération Nature, pavillons et expositions,
- Des manifestations (avant, pendant et après le congrès) « hors les murs » notamment avec des visites « nature ».

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône lançaient officiellement en octobre 2018 l'Agenda environnemental. La lutte contre la pollution de l'air, la transition énergétique, la préservation de la biodiversité et la protection de la mer et du littoral sont au cœur de ce plan décliné sur l'ensemble du territoire.

La Métropole et le Département unissent ainsi leurs forces pour préserver et valoriser le vivant et la nature à travers un ensemble d'actions.

La tenue de ce Congrès constitue une formidable opportunité pour le territoire provençal et une occasion de lancer, dès maintenant une démarche très concrète et pragmatique pour la préservation de l'environnement. En soutenant et participant à l'organisation de ce Congrès mondial de la nature en 2020, la Métropole ambitionne qu'un tel événement international marque durablement le territoire.

La Métropole a donc acté le principe d'une participation à l'organisation de ce congrès. Celle-ci

prendra la forme de la prise en charge de certaines prestations liées à la manifestation. Cette participation, qui vient en parallèle de l'engagement de la Ville de Marseille, du Département des Bouches du Rhône et du Conseil Régional de Provence Alpes Côtes d'Azur, vise à contribuer à faire du territoire métropolitain, un territoire pilote en matière de conservation de la biodiversité et à renforcer son implication dans les initiatives nationales sur ce sujet par l'UICN.

L'approbation du présent partenariat a pour objet d'exposer les conditions et modalités de collaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat, en vue de l'organisation du congrès mondial de la nature de l'UICN 2020. Les modalités opérationnelles de mise en œuvre du présent partenariat seront précisées et détaillées lors de réunions entre les parties, en comité techniques et de pilotage tenus tous les mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 010-6168/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour son adhésion à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et versement d'un dépôt correspondant à la cotisation 2019 - Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité français de l'UICN et paiement de la cotisation 2019 ;
- La délibération n° ENV 001-6469/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accueil du Congrès Mondial de la Nature - Délibération cadre ;
- La délibération n° TRA 001-6773/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 portant modifications de la gamme tarifaire métropolitaine événementielle dédiée à la mobilité ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rayonnement national, international et environnemental du Congrès Mondial de la Nature.
- L'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer, au côté du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, à l'accueil d'un tel événement sur son territoire.
- La tenue de comité techniques et de pilotage en vue de préciser les modalités opérationnelles de mise en œuvre des engagements du partenariat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, relatif aux modalités d'accueil du Congrès Mondial de la Nature organisé du 11 au 19 juin 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte y afférent, notamment relatif à la déclinaison et à la mise en œuvre des dispositions du partenariat.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ce partenariat sont inscrits respectivement au budget principal métropolitain 2020, au budget annexe des transports 2020 et au budget annexe de la collecte et du traitement des déchets du Territoire de Marseille Provence 2020, sous réserve de leur approbation par le Conseil Métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 031-7517/19/BM

**■ Demande de subvention à la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour une étude de diagnostic et de plan d'actions sur la plaine agricole de la basse vallée de l'Arc
MET 19/13146/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein

de ses territoires. Certaines de ces opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La basse vallée de l'Arc Provençal est une des plaines agricoles fertiles de la Métropole, située sur les communes de Berre l'Etang, Saint-Chamas, Lançon-Provence et La Fare les Oliviers. Ce territoire a connu un dynamisme agricole important au début des années 1970 avec une généralisation des pratiques culturales sous serre faisant de cette plaine une zone agricole importante, notamment pour la production maraîchère. Cependant les années 2000 et la déprise agricole ont considérablement réduit les exploitations maraîchères qui se sont déplacées vers le nord et l'ouest au sein d'unités plus modernes (Salon, Eyguières, Sénas...). Aujourd'hui, plusieurs agriculteurs sont toujours présents avec une variété de productions (viticulture, élevage, maraîchage, etc.) en alternance avec des friches agricoles ou industrielles.

La situation géographique de la plaine est idéale car elle se situe à mi-chemin des MIN de Châteaurenard (où une partie de la production part ensuite à l'export) et des Arnaux ainsi que de marchés de demi-gros tels que les Halles de Terres de Provence à Plan-de-campagne, le marché de Saint-Etienne du Grès, ou la Halle de Pertuis. La proximité de zones urbaines telles que Salon de Provence, Aix-en-Provence ou encore l'agglomération Marseillaise amène un bassin de consommateurs conséquent (1,8 millions d'habitants) permettant d'envisager la diversification des débouchés avec la vente directe. Une optimisation de ce système est même envisageable au travers de la ligne de chemin de fer déjà existante qui est non utilisée pour les produits alimentaires actuellement mais qui communique avec les deux MIN. Une optimisation par le fret permettrait de diminuer l'impact environnemental et d'augmenter la rentabilité des exploitations agricoles sur la plaine de Berre.

De plus, c'est un espace de fort intérêt écologique car il se situe au carrefour d'espaces naturels tels que les sites Natura 2000 de « Garrigues de Lançon et chaînes alentours », « Salines de l'Etang de Berre » et du « Plateau de l'Arbois » et présente un intérêt majeur en terme de continuité écologique et de trame verte et bleue. La plaine présente une véritable mosaïque de paysages et d'habitats naturels tels que des roselières, des prairies ou encore de nombreuses haies brise-vent qui représentent des infrastructures agroécologiques participant à la richesse en biodiversité du territoire. Ces haies de cyprès font partie du patrimoine local et paysager. Elles protégeaient les cultures et les travailleurs du Mistral. Quelques replantations sont en cours pour entretenir ces haies, mais la tendance globale va vers une perte progressive de ce patrimoine agricole.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Pays d'Arles entend construire une politique agricole et alimentaire globale qui répondra à 6 enjeux :

1. Economie et emploi : permettre aux producteurs de mieux vivre de leur activité | favoriser l'installation d'agriculteurs et la création d'emplois | structurer et consolider les filières rapprochant offre et demande...
2. Urbanisme et aménagement : préserver et dynamiser le foncier agricole afin de maintenir le potentiel productif...
3. Environnement : favoriser l'évolution de nos modes de production vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement | réduire l'empreinte carbone de nos assiettes...
4. Nutrition santé et accessibilité sociale : faciliter l'accès pour tous à une alimentation saine, de qualité et locale | lutter contre le développement des problèmes de santé publique liés à l'alimentation...
5. Identité, patrimoine alimentaire, culturel et touristique : valoriser le patrimoine agricole, alimentaire, gastronomique et paysager du territoire...
6. Innovation : favoriser les innovations sur toute la filière alimentaire | encourager l'expérimentation et diffuser les savoirs et bonnes pratiques | croiser, mettre en synergie et rapprocher le monde de la recherche et de l'entrepreneuriat...

Dans ce cadre, la plaine agricole de la basse vallée de l'Arc provençal est un secteur à fort enjeux alimentaire pour la métropole. Une étude pour favoriser la remobilisation des friches et un accompagnement des exploitations existantes vers davantage de logiques de débouchés locaux, d'optimisation logistique, d'agroécologie, d'enjeux paysagers et environnementaux, est tout à fait nécessaire.

Cette étude pourra être subventionnée à hauteur de 80% par le Conseil Régional Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial.

L'objet de la présente délibération est de solliciter au taux maximum le Conseil Régional sur 18 mois.

Le tableau de financement est joint en annexe.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 25 000 euros HT soit 30 000 euros TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Régional « dispositif Rural »	80 %	20 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	5 000 euros

Cette étude avait été pré-ciblée dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial entre la Région Sud - PACA et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cet enjeu fait partie intégrante du Projet Alimentaire Territorial.
- Que l'enjeu de développement durable est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine.
- Que la plaine de la basse vallée de l'Arc est un secteur stratégique pour le développement métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Fonction 6312 - Chapitre 74 - Nature 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 032-7518/19/BM

■ Attribution d'une subvention à ARDEPI - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs MET 19/13194/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut d'unité mixte de recherche, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association ARDEPI le 22 mai 2018 une convention pluriannuelle d'objectifs couvrant les exercices 2018 à 2020, précisant les soutiens apportés pour le conseil de maîtrise de l'irrigation agricole auprès des exploitants.

Ainsi, par délibération du 22 mars 2018, la Métropole a octroyé une subvention d'un montant de 25 000 € pour l'exercice 2018, et par délibération du 28 février 2019 une subvention d'un montant de 10 000 € pour l'exercice 2019.

L'association ARDEPI envisage, pour 2020, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à ARDEPI une subvention d'un montant de 10 000 € liée aux dépenses d'études et de conseil de maîtrise de l'irrigation agricole.

En conséquence et, conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il convient d'indiquer dans un avenant n° 2 à la convention précitée le montant de la subvention attribuée à cette structure pour l'exercice 2020.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2020, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-3999/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant attribution d'une subvention ARDEPI au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ARDEPI souhaite poursuivre ses objectifs liés à l'irrigation agricole.
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020.
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à ARDEPI d'un montant de 10 000 euros liés aux études de conseils en maîtrise de la gestion de l'eau agricole au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif à l'octroi d'une subvention liée aux études de conseils en maîtrise de la gestion de l'eau agricole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 033-7519/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la cinquième édition du Salon des Agricultures de Provence à Salon-de-Provence - Approbation d'une convention
MET 19/13327/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de soutenir l'agriculture départementale, la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire du Pays Salonais, le Département des Bouches-du-Rhône, l'Institut National d'études supérieures agronomiques de Montpellier - Montpellier SUPAGRO, la ville de Salon-de-Provence et le Pays d'Arles, avec le concours de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en tant que maître d'œuvre organisent depuis 2016 le Salon des Agricultures de Provence.

Avec une moyenne de près de 50 000 visiteurs, les quatre premières éditions du Salon des Agricultures de Provence ont rencontré un réel succès.

La Métropole Aix-Marseille-Provence à travers son Conseil de Territoire souhaite donc rééditer cette manifestation en organisant une 5^{ème} édition du Salon des Agricultures de Provence en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir financièrement la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en lui apportant une subvention, au titre de l'année 2020 d'un montant total de 160 000 €.

Afin de pouvoir engager les premières dépenses liées à l'organisation de cette manifestation, une avance

d'un montant de 40 000 euros a été versée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône en 2019, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019. Il est également proposé d'approuver la convention d'objectifs afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ENV 011-6675/19/BM du 26 septembre 2019 ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône de 120 000 euros pour l'édition 2020 du Salon des Agricultures, venant porter le montant total du soutien pour cette action à 160 000 euros après versement d'une avance sur l'exercice 2019 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole - Chapitre 65, compte 657382, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 034-7520/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Cultures permanentes - Approbation d'une convention

MET 19/13459/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a engagé un plan d'action ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine, en tant qu'outil majeur de construction d'une ville résiliente et inclusive. L'agriculture urbaine contribue à de nombreuses stratégies métropolitaines, du projet métropolitain « Ambition 2040 », qui l'identifie comme un levier d'attractivité du centre-ville et comme le terreau d'une métropole à vivre, au Projet Alimentaire Territorial, porté conjointement par la Métropole et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles.

Le territoire marseillais est caractérisé par un réseau de massifs forestiers et d'espaces naturels, bénéficiant de divers niveaux de protection (parcs, sites Natura 2000, etc.) et localisés directement au contact de la ville. A l'interface entre nature et ville, une grande partie des franges urbaines est aujourd'hui peu lisible car gagnée par une urbanisation insuffisamment organisée (immeubles collectifs en limite de massif, mitage de maisons individuelles ou zones d'activités).

La gestion de ces franges urbaines constitue donc un enjeu fort sur Marseille et notamment sur la prévention des risques incendies et départs de feu. Sous son deuxième axe, le plan d'action identifie l'agriculture urbaine comme un modèle pouvant répondre à cet enjeu.

Par ailleurs, le troisième axe du plan d'action identifie l'agriculture urbaine comme un levier de renforcement de la cohésion sociale sur le territoire métropolitain, au sens où elle favorise la création de liens, de

partage et d'entraide autour du jardinage et de l'alimentation et où les communautés de jardiniers ont démontré des capacités importantes à transcender les milieux sociaux d'origine. La mobilisation de l'agriculture urbaine dans les quartiers les plus défavorisés a démontré sur de nombreux projets son potentiel de dynamisation du lien social, d'amélioration du cadre de vie des quartiers et d'insertion sociale.

L'association Cultures permanentes est porteuse d'un projet dénommé « En lisières », qui vise à concevoir et expérimenter un modèle innovant de gestion des franges entre les parcs naturels et la ville. Le site retenu pour le projet est localisé à la jonction entre la zone urbaine (11ème arrondissement de Marseille) et le Parc National des Calanques, sur un terrain de friche agricole de 1,5 ha. Ce site présente de plus la particularité d'être situé au pied de la Résidence La Valbarelle, au sein du quartier dit prioritaire en Politique de la Ville QPV Valbarelle-Néréides-Bosquet.

Cultures permanentes assure la conception et réalisation de projets écologiques et dispense également des cours de conception en permaculture et des ateliers pédagogiques pour tout public. Acteur reconnu en permaculture au niveau national, elle est agréée comme organisme de formation enregistré sous le numéro 93131687813.

Basé sur une approche permaculturelle, le projet vise non pas à développer une activité agricole productive classique mais à construire sur cet espace particulier un nouveau modèle de gestion concertée répliquable dans d'autres territoires méditerranéens, qui soit en mesure de rendre de multiples services à son environnement : éducation et sensibilisation, loisirs et promenades, jardinage ou exploitation professionnelle.

Il est de plus doté d'une dimension de recherche-action ambitieuse, rassemblant une pluralité d'acteurs sociaux, de la gestion des espaces naturels, de l'enseignement et de la recherche: Ecole Nationale Supérieure d'Architecture, Ecole Nationale Supérieure du Paysage, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional, Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, Institut Méditerranéen des Sciences de l'Information et de la Communication, Institut Astrédhor, Lycée agricole des Calanques, Rives & cultures, Ériia, CCO St Thys, Campus SupDeSub, Ouishare, Cité de l'agriculture, etc...

De façon plus spécifique, sur l'année 2020, le projet comporte les actions suivantes :

- Concertation, sensibilisation et action culturelle : concertation avec les habitants et balades commentées, sensibilisation des habitants et usagers, des scolaires et des centres sociaux, installations artistiques sur le site.

- Aménagement du site et mises en culture : défrichement et création de cheminements, restauration des vergers et implantation de nouveaux sujets, restauration des ouvrages hydrauliques, création de signalétique, de mobilier et petite infrastructure ; mises en culture au pied des immeubles de la résidence La Valbarelle gérés par Erilia et sur le site, animation sur les parcelles.
- Pédagogie et formation : visites grand public, balades naturalistes, balades ornithologiques, prise en charge d'habitants du quartier pour participer aux initiations et formations organisées sur le site (ethnobotanique, plantes bio-indicatrices, naturopathie, cuisine sauvage, compostage, zéro déchet, gestion différenciée des espaces verts, permaculture, arboriculture).
- Recherche et diffusion : inventaire naturaliste (en cours), création d'outils pédagogiques et audiovisuels, mise en place de protocoles de recherche transversale et biodiversité/gestion différenciée, création et animation d'un site web.

Dans le cadre du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine, le projet « En lisières » porté par Cultures permanentes a été identifié comme une initiative privée exemplaire favorisant le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain. Il pourra en effet concourir à une meilleure gestion des franges entre ville et espaces naturels, et à travers sa dimension de projet pilote, pourra permettre la réplication de ce mode de gestion en d'autres parties de la ville.

La convention annuelle d'objectifs proposée dans le présent rapport, accompagnée d'une subvention de 20 000 euros, correspond ainsi à l'opérationnalisation de l'une des 30 actions prioritaires de ce plan d'action.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM en date du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association Cultures permanentes est initiatrice d'un projet dénommé « En lisières », visant à concevoir et mettre en œuvre sur un site pilote un modèle de gestion de la frange ville-espaces naturels.
- Que de par sa localisation en Quartier Prioritaire de la Ville, il représente de plus une expérimentation à fort potentiel pour améliorer le cadre de vie des 300 000 métropolitains résidant dans ces quartiers.
- Que ce projet est soutenu par un large partenariat associant des acteurs publics et privés emblématiques, notamment du monde de la recherche universitaire.
- Que ce projet répond aux enjeux de construction d'une ville résiliente que la Métropole Aix-Marseille Provence entend soutenir via son plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention pour action spécifique d'un montant de 20 000 euros au

titre de l'exercice 2020 à l'association Cultures permanentes.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction 6312, sous réserve de son adoption en Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 035-7521/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Graines de Soleil au titre de l'année 2020 MET 19/13463/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le jardin d'insertion « Graines de Soleil » est une association Loi 1901, adhérente au réseau National des Jardins de Cocagne. Elle porte, depuis février 2006, un Atelier et Chantier d'Insertion par l'activité économique (ACI) dont l'objectif est d'accompagner des personnes en difficultés à retrouver un rythme de travail et une activité salariée au sein de l'association telle que :

- Production de produits maraîchers biologiques commercialisés en circuits courts ;
- Travaux d'aménagement, gestion et animations de jardins partagés dans des maisons de retraite, dans des résidences sociales et en pied d'immeubles ;
- Animations pédagogiques tous publics autour du maraîchage, de l'environnement, de l'alimentation et du développement durable.

Les études sur l'alimentation des personnes défavorisées montrent que la faiblesse de leurs revenus a un effet défavorable sur la qualité nutritionnelle de leur alimentation et donc sur leur santé. D'autres freins socioculturels relevant du niveau d'éducation, des habitudes alimentaires mais aussi des difficultés liées au logement (pour stocker et cuisiner) sont identifiés. L'association « Graine de soleil » a également fait le constat qu'une alimentation riche en graisses et en produits à forte densité énergétique a remplacé l'alimentation traditionnelle

principalement basée sur une nourriture d'origine végétale.

L'association décline donc un programme visant à favoriser l'accessibilité à une alimentation saine au travers d'ateliers d'accompagnement collectifs sociaux :

- Promouvoir une alimentation saine et durable accessible à tous : mieux manger à moindre coût, utilisation de l'outil Opticourses pour apprendre à consommer des produits frais et de saison
- Favoriser au travers d'une pédagogie active la sensibilisation à une alimentation saine, à la saisonnalité des légumes, au recyclage des matières
- Proposer aux établissements scolaires des animations récurrentes au jardin : plusieurs classes cultivent ainsi un jardin, permettant aux enfants et parents de découvrir la culture potagère, la saisonnalité des produits ...

Les publics accompagnés sont les personnes éloignées de l'emploi, les enfants, les adultes handicapés, les détenus en fin de peine, les familles résidants en quartier prioritaire de la politique de la ville.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée, en partenariat avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays d'Arles, dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) visant à encourager une alimentation locale, durable, de qualité et accessible à tous, issue d'un territoire productif d'exception.

Ce PAT, en cours de finalisation, se décline sur 6 axes : Economie, Nutrition/Santé/Accessibilité sociale, Foncier, Gastronomie, Environnement et Innovation. L'objectif est bien d'accompagner chaque phase de la production « de la terre à l'assiette ». Ces 6 enjeux se déclinent en ambitions et objectifs opérationnels qui seront réalisés et déclinés dans le temps. L'enjeu portant sur la nutrition et l'accessibilité sociale a été désigné comme prioritaire en 2020 par le comité de pilotage du PAT d'avril 2019.

L'association « Graines de Soleil » déclinera en 2020 des actions à visée sociale et accessibilité alimentaire :

- Favoriser l'accessibilité économique à une alimentation saine et de qualité.
- Encourager l'autonomie alimentaire des personnes bénéficiaires au travers de cours de cuisine de produits frais et de saison pour apprendre des recettes simples, goûteuses et peu onéreuses.
- Promouvoir une alimentation saine pour tous par l'évolution des comportements alimentaires, notamment en apprenant à transformer et conserver ses produits frais pour éviter de gaspiller et faire des économies.
- Faciliter le lien entre les agriculteurs locaux et les habitants des quartiers politiques de la ville de Marseille.
-

L'association entend ainsi développer des ateliers cuisine, jardin et des repas collectifs en lien avec des producteurs locaux.

L'association présente un budget équilibré de 986 839 euros. La Métropole est sollicitée à hauteur de 20 000 euros au titre des actions précisées ci-dessus.

Dans le respect de l'axe Nutrition/Santé/Accessibilité sociale du Projet Alimentaire Territorial, il est proposé d'accompagner l'association Graines de Soleil à la réalisation de ses actions au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu du Projet Alimentaire Territorial portant sur la nutrition, la santé et l'accessibilité sociale a été désigné comme prioritaire en 2020.

- Que les populations ayant des difficultés d'accès à une nourriture saine et régulière souffrent d'une stigmatisation qui renforce leur isolement social et entraîne une mésestime de soi ; et qu'à l'inverse l'accessibilité à des produits de qualité constitue un facteur de valorisation, de reconnaissance et d'intégration sociale.
- Que le lien entre la population et les producteurs du territoire est une des valeurs que véhicule le Projet Alimentaire Territorial, tout comme la saisonnalité et l'éducation à l'environnement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association Graines de Soleil au titre de l'année 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748– Sous Politique G710, sous réserve de son approbation en Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 036-7522/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole Aix Valabre Marseille - Approbation d'une convention MET 19/13465/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPLFPA Aix Valabre Marseille propose historiquement des formations agricoles en cohérence avec les enjeux du territoire métropolitain, du Brevet professionnel de Responsable d'Exploitation Agricole à des formations en aménagement paysager ou en gestion des espaces naturels et de la faune (orientation milieux marins et littoraux). L'agriculture urbaine représente pour l'EPL un nouvel enjeu majeur auquel il doit légitimement pouvoir répondre, en collaboration avec ses partenaires.

Il existe en effet aujourd'hui une dynamique forte sur le territoire métropolitain autour d'une part des jardins collectifs/participatifs, souvent accompagnés par des techniciens du paysage, et d'autre part de l'agriculture urbaine professionnelle, qui génèrent un besoin de

formation non couvert à l'heure actuelle. De nombreux porteurs de projet d'agriculture urbaine professionnelle font ainsi état d'une inadéquation entre les formations classiques et leurs interrogations spécifiques relatives au milieu urbain et à des pratiques culturelles innovantes.

Afin d'être en mesure de proposer des formations de qualité en agriculture urbaine, l'EPL, et plus particulièrement en son sein le Lycée des Calanques, souhaite donc développer des formations en agriculture urbaine à partir d'un outil pédagogique support d'expérimentation et de formation, et pour ce faire créer une ferme urbaine sur le site du Lycée de Marseillevyre, attenant à celui du Lycée des Calanques. La création de cette ferme urbaine permettra également de répondre au mieux aux attentes des nouveaux référentiels de formation de l'éducation nationale et de l'orientation « Apprendre à produire autrement » de l'enseignement agricole.

De plus, une partie de la population a perdu tout contact avec le monde agricole, repoussé toujours plus loin des villes en raison de l'urbanisation croissante, et avec l'alimentation issue de cette agriculture locale. Une approche éducative de ces thématiques, y compris dans l'enseignement général, semble donc indispensable pour faciliter la prise de conscience des enjeux territoriaux autour du maintien de l'agriculture à proximité des villes et de la qualité de l'alimentation.

L'enseignement agricole y répond déjà auprès de ses élèves ; le projet de ferme urbaine représente une opportunité de sensibiliser plus de 2 000 élèves de l'enseignement général via le Lycée et collège de Marseillevyre, et d'avantage encore, considérant les élèves des établissements voisins (écoles, lycée techniques, lycée hôtelier).

Enfin, le projet proposé vient répondre à un besoin de gestion d'un espace urbain localisé aux portes du Parc national des Calanques : la ferme urbaine sera conçue avec l'appui d'un partenariat large et basée sur une gestion des espaces verts favorisant la biodiversité en ville, l'atténuation des risques d'incendie et évitant la propagation aux espaces naturels des espèces végétales envahissantes.

Ce projet se décline en trois objectifs :

- Concevoir une ferme urbaine sur un modèle vertueux susceptible d'être répliqué sur le territoire métropolitain et mettre en place une activité agricole bio-intensive performante, autonome financièrement et en capacité de fournir des fruits et légumes bio à destination des élèves des deux lycées,
- Former à l'agriculture urbaine et sensibiliser à l'alimentation via des projets pédagogiques qui bénéficient d'une activité agricole locale exemplaire. La ferme urbaine fournira un support de formation à l'acquisition des techniques innovantes de permaculture en milieu urbain (élèves des formations

agricoles) mais aussi de façon plus large, de sensibilisation aux modes de productions respectueux de l'environnement, à l'alimentation et à la santé (élèves de l'enseignement général). Elle permettra le développement de modules spécifiques au sein des formations agricoles existantes et la création de formations courtes par le CFPPA en complément du BPREA d'Aix-Valabre.

- Favoriser la biodiversité et le bien vivre ensemble sur le site de production et d'enseignement par une approche permaculturelle et paysagère, mettant l'accent sur les dimensions qualitatives et collaboratives ; la ferme étant implantée au milieu des bâtiments de la cité scolaire, sa conception sera en effet basée sur les perceptions et usages des élèves, professeurs et exploitants du site. De plus, la localisation du site au contact immédiat du Parc National des Calanques implique une gestion spécifique de la biodiversité comme du risque incendie.

Pour atteindre ces objectifs, le projet expérimentera sur le site du Lycée Marseillevyre un système de production diversifié (maraîchage et arboriculture) bio-intensif sur environ 1,2 ha. Un comité de pilotage, un comité de direction des établissements scolaires et le référent « agriculture urbaine » du lycée des Calanques assureront le suivi de la mise en œuvre du projet, qui bénéficiera de l'expertise d'un partenariat large incluant des acteurs publics (consulaires, universitaires et d'enseignement secondaire) et privés (associations, entreprises privées).

Par ailleurs, la Métropole a engagé un plan d'action ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine, en tant qu'outil majeur de construction d'une ville résiliente et inclusive. L'agriculture urbaine contribue à de nombreuses stratégies métropolitaines, du projet métropolitain « Ambition 2040 », qui l'identifie comme un levier d'attractivité du centre-ville et comme le terreau d'une métropole à vivre, au Projet Alimentaire Territorial, porté conjointement par la Métropole et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles.

Dans le cadre du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine, le projet porté par l'EPLFPA Aix Valabre Marseille est identifié comme une initiative publique exemplaire concourant au développement de l'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain. Il permet en effet à la fois d'apporter une réponse au besoin de formation professionnelle des porteurs de projet d'agriculture urbaine, indispensable à la réussite de ces projets à moyen et long terme, de sensibiliser largement un public "jeunesse" à l'agriculture et à l'alimentation et de développer un modèle répliquable de ferme urbaine favorisant la présence de nature en ville et le développement de la biodiversité.

La convention annuelle d'objectifs proposée dans le présent rapport, accompagnée d'une subvention de 20 000 euros, correspond ainsi à l'opérationnalisation de l'une des 30 actions prioritaires de ce plan d'action.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001/7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Etablissement Public Local d'enseignement et de formation professionnelle agricole Aix Valabre Marseille, est initiateur d'un projet de

développement de formations en agriculture urbaine via la création d'une ferme urbaine.

- Que ce projet offre une réponse concrète aux besoins de formation professionnelle des porteurs de projets en agriculture urbaine, formation indispensable à la viabilité technique et économique de ces projets.
- Qu'à ce titre, le projet contribue au développement de l'agriculture urbaine que la Métropole Aix-Marseille Provence entend soutenir via son plan d'action dédié.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'EPLFPA Aix Valabre Marseille.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 657382, fonction 6312, sous réserve de son adoption en Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 037-7523/19/BM

■ Attribution de subventions à l'association de la Cité de l'Agriculture - Approbation d'une convention

MET 19/13471/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un certain nombre de compétences au croisement desquelles se situe l'agriculture urbaine : les compétences Aménagement urbain, Politique de la Ville / Cohésion sociale, Environnement et Agriculture. De plus, le projet métropolitain, qui vise à installer la métropole dans son futur de « Métropole à vivre », valorise l'agriculture comme le terreau d'une nouvelle prospérité, via l'alimentation, la biodiversité et le cadre

de vie. Par ailleurs, il identifie l'agriculture urbaine comme un levier de renforcement de l'attractivité des centres-villes.

L'articulation de ces compétences est actuellement au cœur de la démarche de Projet Alimentaire Territorial, porté conjointement par la Métropole et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles. Les six axes stratégiques du Projet Alimentaire Territorial (Economie, Aménagement, Nutrition-Santé-Accessibilité sociale, Environnement, Patrimoine, Innovation) organisent les rôles complémentaires de l'agriculture intra-urbaine, périurbaine et rurale du territoire, professionnelle ou non, ainsi que l'ensemble des fonctions qui y sont liées.

Dans ce contexte, la Métropole a engagé un plan d'actions ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine, en tant qu'outil majeur de construction d'une ville résiliente et inclusive.

Les initiatives d'agriculture urbaine se multiplient sur le territoire métropolitain, qui dispose de nombreux atouts pour les accueillir (climat favorable, existence de nombreuses friches urbaines, etc). Toutefois, l'installation et le développement des projets d'agriculture urbaine rencontre un certain nombre de freins, que l'on retrouve ailleurs en France, d'ordre réglementaire, technique, ou économique. Situés à la croisée de différents codes (rural, environnement, urbanisme, commercial) et s'appuyant sur des pratiques culturelles innovantes et des modèles économiques combinant des approches marchandes et non marchandes, les besoins des porteurs de projets sont spécifiques et nécessitent un accompagnement particulier qui peine encore à émerger.

En réponse à cette problématique, l'association de la Cité de l'Agriculture a pour objet social de participer à la transition agro-écologique et accompagner au mieux l'ensemble des parties prenantes (collectivités, porteurs de projets, entreprises) pour rendre nos modèles agricoles et alimentaires plus durables.

Pour atteindre cet objectif, son projet global inclut diverses actions conduites de façon continue par ses équipes, à l'échelle du territoire métropolitain :

- Accompagner les porteurs de projet en agriculture urbaine via un appui juridique et économique (notamment boîte à outils), appui à la recherche de foncier (base de donnée), etc.
- Fédérer le réseau des acteurs de l'agriculture urbaine autour de rencontres, travaux et réunions thématiques.
- Soutenir et accompagner les pouvoirs publics et les aménageurs dans la mise en œuvre de mesures et approches favorables à l'installation des projets d'agriculture urbaine dans la Ville (élaboration d'études et propositions).

- Expérimenter de nouveaux modèles d'agriculture urbaine et documenter les bénéfices éco systémiques de l'agriculture urbaine, en partenariat avec des acteurs universitaires.
- Favoriser un accès au plus grand nombre à une alimentation durable de qualité en luttant contre les déserts alimentaires.
- Sensibiliser le grand public aux questions de l'alimentation et de l'agriculture durable autour de son centre de ressource documentaire et de l'organisation d'événements grands publics (48h de l'agriculture urbaine).
- Communiquer sur les projets d'agriculture urbaine à Marseille pour améliorer leur visibilité et sur la thématique de l'agriculture urbaine, de l'agroécologie et de l'alimentation durable (publication de l'annuaire de l'alimentation et de l'agriculture durables).

Le projet global de l'association est soutenu par un ensemble de partenaires financiers et techniques incluant le Département des Bouches-du-Rhône, la Région PACA, l'ADEME et l'Agence Régionale de Santé.

Considérant le potentiel de développement de l'agriculture urbaine sur le territoire et les bénéfices liés à ce développement en termes de sensibilisation à l'alimentation, de végétalisation de la ville et de dynamisation du lien social, et considérant également la très forte adéquation entre les besoins identifiés et le projet global de la Cité de l'agriculture, il est proposé un soutien de la Métropole au projet global de la Cité de l'agriculture, sous la forme d'une subvention de fonctionnement global, d'un montant de 70 000 euros. Pour garantir une utilisation efficace de cette subvention, un suivi rapproché de la mise en œuvre du projet global sera mis en place via des réunions régulières avec la Métropole.

Par ailleurs, l'association est à l'origine d'une action spécifique, le projet « Capricorne », qui vise à concevoir et mettre en place une micro-ferme urbaine dans un quartier dit prioritaire en politique de la Ville. Le projet vise à approfondir et enrichir l'état des connaissances, en menant un projet de recherche-action permettant de mesurer :

- Les externalités positives sur l'accessibilité sociale de l'alimentation pour les habitants du quartier et l'amélioration du cadre de vie.
- La viabilité du modèle économique hybride mixant les différentes sources de financements.
- Les apports environnementaux, tant au niveau de l'atténuation des effets du changement climatique, du maintien de la biodiversité ou de la limitation de la pollution de l'air.

Dans le cadre du plan d'actions en faveur de l'agriculture urbaine, le projet « Capricorne » a été identifié comme une initiative privée exemplaire concourant à l'intérêt métropolitain, au sens où elle permettra de modéliser l'installation d'une ferme urbaine en Quartier Prioritaire de la Ville, en vue d'une réplification dans d'autres parties du territoire, et de quantifier les bénéfices écosystémiques d'une telle exploitation, à même d'aider à dimensionner et orienter précisément de futures politiques ou actions publiques. Il est donc proposé un soutien de la Métropole au titre de l'action spécifique « Capricorne », sous la forme d'une subvention distincte, d'un montant de 30 000 euros.

Chacune de ces deux subventions correspond à la mise en œuvre de l'une des trente actions prioritaires de ce plan d'action.

Les deux subventions sont encadrées par une convention unique, objet de la présente délibération. Il est précisé que les modalités de versement de ces deux subventions se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'actions de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association de la Cité de l'Agriculture porte un projet global qui vise à faciliter l'installation des projets professionnels d'agriculture urbaine au sein de la Métropole, en offrant un accompagnement à la fois des porteurs de projet privé et des collectivités.
- Que ce projet global correspond très précisément aux besoins identifiés sur le territoire.
- Que, par ailleurs, l'association est initiatrice d'un projet spécifique de recherche-action dénommé « Capricorne », visant à mettre en place une micro-ferme urbaine dans un quartier dit prioritaire en politique de la Ville afin de mesurer les externalités positives de l'agriculture urbaine.
- Que ces deux actions, globale comme spécifique, contribuent au développement de l'agriculture urbaine, que la Métropole entend soutenir via son plan d'actions dédié.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées à l'association de la Cité de l'Agriculture, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de fonctionnement global d'un montant de 70 000 euros et une subvention pour action spécifique de 30 000 euros, au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de ces subventions ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction

6312, sous réserve de son adoption en Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 038-7524/19/BM

■ Attribution de subventions à la Chambre de l'Agriculture au titre de l'exercice 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13544/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a engagé un plan d'action ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine, en tant qu'outil majeur de construction d'une ville résiliente et inclusive. L'agriculture urbaine contribue à de nombreuses stratégies métropolitaines, du projet métropolitain « Ambition 2040 », qui l'identifie comme un levier d'attractivité du centre-ville et comme le terreau d'une métropole à vivre, au Projet Alimentaire Territorial, porté conjointement par la Métropole et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, contribue par les services qu'elle met en place, au développement durable des territoires ruraux et des entreprises agricoles, ainsi qu'à la préservation et à la valorisation des ressources naturelles, à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et à la lutte contre le changement climatique (art. L510-1 du Code Rural et de la pêche maritime). Sur le territoire de la Métropole, elle développe des projets spécifiques visant à préserver le dynamisme de l'agriculture locale en s'appuyant sur les caractéristiques périurbaines et urbaines de ce territoire.

Plus particulièrement, la Chambre d'Agriculture appuie la filière élevage du département, qui doit faire face à des besoins importants en terres pastorales. Ces besoins sont dus à une pratique extensive de l'élevage, recourant à des races rustiques qui ne peuvent être nourries avec de l'aliment bétail (Mérinos d'Arles, chèvre du Rove).

Dans le même temps, l'aléa feu de forêt est important sur le périmètre d'un certain nombre de communes du territoire Marseille Provence, notamment Marseille, du fait de la présence de plusieurs massif forestiers aux portes de la ville. Or, il a été démontré que le pâturage diminue fortement la vitesse de propagation du feu (60 km/h contre 400 km/h sur des terres boisées non pâturées).

A condition qu'il soit bien conduit pour éviter le surpâturage ou le sous-pâturage, l'éco-pastoralisme présente plusieurs intérêts :

- Pour les éleveurs : sauvegarde d'espèces anciennes et rustiques, valorisation de races locales ; possibilité pour certains éleveurs de

trouver des sources de revenus complémentaires nécessaires à leur maintien dans les zones rurales (via la rémunération du service de débroussaillage)

- Pour les propriétaires fonciers : maintien d'une flore diversifiée, au travers d'une gestion restauratoire et différenciée ; diminution voire suppression des coûts de débroussaillage, notamment dans les endroits peu accessibles aux engins (fortes pentes, faible portance des sols en zone humide) ; réduction/suppression des déchets verts liés au débroussaillage ; possibilité de limiter le développement d'espèces invasives ou indésirables, sans engins ni produits chimiques (ex : broutage de la renouée du Japon, d'orties ou de ronciers) ; diminution de l'empreinte écologique et de l'empreinte carbone;

L'absence de bruits mécaniques et la présence animale sont par ailleurs généralement appréciées par les riverains et promeneurs.

La Chambre d'Agriculture a initié en 2019, en étroite collaboration avec les 3 fédérations d'éleveurs du département, une campagne de communication à petite échelle, visant à proposer les services des élevages pour réaliser le débroussaillage des propriétés privées et publiques, en périphérie de la ville. Il s'agit majoritairement de propriétés bâties incluant quelques hectares de collines boisées. Elle souhaite aujourd'hui répliquer cette initiative à plus grande échelle, soit sur l'ensemble du territoire Marseille Provence.

La Chambre d'agriculture est donc porteuse d'un projet qui vise à introduire le pâturage en zone périurbaine (voire éventuellement urbaine) afin de répondre à des enjeux multiples :

- Faciliter l'accès des éleveurs à du foncier à bas coût et ainsi leur permettre de mieux vivre de leur activité ou de s'installer en élevage (via des conventions dans lesquels le foncier est mis à disposition gratuitement, voire contre rémunération de l'éleveur pour le service de débroussaillage)
- Contribuer à la réduction de l'aléa feu de forêt en proposant aux propriétaires une solution de débroussaillage gratuite ou peu coûteuse
- Sensibiliser à travers la présence de troupeaux, à la fois les propriétaires et les riverains, aux multiples services rendus par l'agriculture, et promouvoir une meilleure connaissance de l'agriculture du département.

Dans le cadre du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine, le projet de « Développement de l'éco-pâturage péri-urbain » porté par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône a été identifié comme une initiative publique exemplaire favorisant le

développement de l'agriculture urbaine sur le territoire métropolitain. Il permet en effet le développement d'un nouveau modèle métropolitain de gestion des franges collinaires et le retour de l'agriculture aux portes de la ville. Il est donc proposé le versement d'une subvention de 18 080 euros.

Par ailleurs, la Chambre d'Agriculture soutient également la filière apicole. En France, la production de miel est de l'ordre de 15.000 tonnes et représente environ 35% de ce qui est consommé sur le marché national (40.000 T), les deux tiers restants étant des produits d'importation. La filière apicole française dispose donc d'un potentiel de croissance important. Néanmoins, elle est confrontée à une concurrence forte axée sur les prix (Espagne d'abord puis Chine récemment) face à laquelle l'apiculture française conventionnelle a des difficultés à rester compétitive. Pour se maintenir, la filière doit donc à la fois maîtriser ses coûts et se différencier (labels bio, origine locale), notamment en valorisant les services écosystémiques qu'elle rend (maintien de la pollinisation nécessaire à la biodiversité, activités pédagogiques, etc.).

De nouveaux modèles de production apicoles, de plus petite taille, sont à même de répondre à ce positionnement mais font face à des difficultés d'installation liés à l'accès au foncier et aux investissements de dépens nécessaires.

Dans le cadre de la redynamisation de la filière apicole dans les Bouches-du-Rhône, la Chambre d'Agriculture propose donc un projet spécifique de développement des pépinières apicoles en péri-urbain, chez des propriétaires fonciers privés ou publics.

Le projet vise à soutenir le développement de l'apiculture en ville, via la création de véritables « pépinières » apicoles, au sein desquelles les apiculteurs bénéficieront de la mise à disposition de foncier, de ruchers et d'accompagnement technique, afin de répondre à des enjeux multiples :

- Faciliter l'accès des apiculteurs au foncier et à des cheptels apicoles à faible coût, et ainsi leur permettre de s'installer en apiculture
- Contribuer au maintien de la biodiversité en ville, grâce à l'implantation de ruches permettant une meilleure pollinisation des végétaux jardinés, cultivés et sauvages
- Sensibiliser, à travers la présence de ruches visibles, les propriétaires et les riverains aux multiples services rendus par l'agriculture et à l'importance de son maintien en zone urbaine et périurbaine.
- Pour les propriétaires entreprises ou collectivités, développer des démarches RSE et mobiliser leur patrimoine foncier au service de la fourniture de services collectifs environnementaux

L'idée centrale du projet est d'enclencher un changement d'échelle de l'apiculture en milieu urbain, pour faire passer l'apiculture en milieu urbain de micro-projets de ruches sur toits à des véritables ruchers professionnels (40 ruches environ) installés sur plusieurs ha de terrain. A ce titre, il a été également retenu dans le cadre du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. Il est donc proposé un soutien de la Métropole au titre du projet de « Développement des pépinières apicoles en périurbain », sous la forme d'une subvention distincte, d'un montant de 17 344 euros.

Chacune de ces deux subventions correspond à l'opérationnalisation de l'une des 30 actions prioritaires de ce plan d'action.

Les deux subventions sont encadrées par une convention unique, objet de la présente délibération.

Il est précisé que les modalités de versement de ces deux subventions se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône porte un projet de développement de l'éco-pâturage périurbain qui répond de manière simultanée à deux problématiques du territoire, à savoir le besoin non satisfait en terres pastorales et la nécessité d'un meilleur débroussaillage pour réduire le risque incendie en limite de massif.
- Que, par ailleurs, la Chambre est initiatrice d'un projet de développement des pépinières apicoles en périurbain, qui favorise le maintien de la biodiversité en ville tout en facilitant l'installation d'apiculteurs professionnels.
- Et que ces deux actions contribuent au développement de l'agriculture urbaine, que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir via son plan d'action dédié.
- Et que ces actions contribuent aux axes stratégiques « Urbanisme et aménagement » et « Environnement » du Projet alimentaire territorial co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention pour action spécifique de « Développement de l'éco-pâturage périurbain » d'un montant de 18 080 euros, et une subvention pour action spécifique de « Développement des pépinières apicoles en périurbain » de 17 344 euros, au titre de l'exercice 2020, qui seront versées conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de ces subventions.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 657382, fonction 6312, sous réserve de son adoption en Conseil de Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 039-7525/19/BM

■ **Attribution d'une subvention au projet « Relevons le défi alimentaire de demain » porté par la Fédération Départementale des Centres d'Etudes Techniques et Agricoles Maraîchers et la Chambre d'Agriculture au titre de l'exercice 2020 – Approbation de conventions
MET 19/13577/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial pour la période 2018-2020 à l'échelle des Bouches du Rhône en co-pilotage avec le PETR du Pays d'Arles. Ce projet commun a pour ambition de construire une politique agricole et alimentaire globale sur 6 enjeux majeurs : économie et emploi ; urbanisme et aménagement ; nutrition, santé et accessibilité sociale ; patrimoine alimentaire, culturel et touristique ; Innovation.

Le département étant le premier producteur français de fruits et légumes, le maraîchage présente des enjeux majeurs pour atteindre les objectifs fixés par le PAT. Les Centres d'Etudes Techniques Agricoles Maraîchers (CETAM), regroupés au sein d'une Fédération Départementale (FDCETAM), représentent 1350 exploitations et 5000 ha de production maraîchère. Il s'agit d'un réseau de conseillers techniques, salariés par les CETA, qui visitent régulièrement les exploitations afin de prodiguer conseils et appuis techniques. La Chambre d'Agriculture est un partenaire privilégié de la FDCETAM et l'accompagne en réalisant une animation du réseau et venant en appui sur des projets spécifiques.

La Chambre d'agriculture et la FDCETAM se sont associées pour monter le projet « Relevons le défi alimentaire de demain », une étude-action conforme avec les objectifs du PAT en cours d'élaboration, est proposée conjointement par la Chambre d'Agriculture et la FDCETAM qui vise à définir et mettre en œuvre un plan d'actions et d'accompagnement auprès des maraîchers du territoire pour les aider à s'adapter au contexte économique, social et environnemental très évolutif du maraîchage. Les actions prévues par le projet seront cohérentes avec les 6 enjeux du PAT (développement de nouveaux débouchés locaux,

accompagnement à la certification environnementale, etc.). Pour relever ce défi, la Chambre d'agriculture et l'association proposent un projet en deux phases :

- Phase 1 (6 mois) : Définition du plan d'actions au travers d'un diagnostic partagé
- Phase 2 (6 mois) : Accompagner les maraîchers dans la mise en œuvre du plan d'actions au travers d'une animation

La répartition des rôles se fera ainsi :

- Chambre d'agriculture : animateur du projet (animation de réunions techniques, création d'un questionnaire d'audit, estimation des volumes mobilisables, quantification des besoins, synthèse et analyse des résultats, communication autour du projet...)
- La Fédération : relais auprès des maraîchers et mise en œuvre du plan d'actions (mobilisation des maraîchers, appui technique pour l'élaboration du diagnostic et du plan d'actions, mise en œuvre technique des actions définies, accompagnement des maraîchers...)

Le coût prévisionnel de ce projet est de 96 600 € réparti comme suit : 39 000 € pour la Chambre d'agriculture et 57 600 € pour la Fédération.

Aussi pour ce projet, la Direction de l'Agriculture de la Métropole est sollicitée à hauteur de 46 080 € par la FDCETAM et 31 200 € par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, selon ce que chacun apporte dans le projet et leurs rôles spécifiques.

La Métropole entend y répondre favorablement pour la réalisation de ce projet commun au titre de l'année 2020 en apportant une subvention de fonctionnement spécifique à la Chambre d'agriculture et au FDCETAM. Pour chaque bénéficiaire, la participation de la Métropole sera de 80% de leurs coûts respectifs, soit 46 080 € pour la FDCETAM et 31 200 € pour la Chambre d'agriculture.

Ce projet est encadré par une convention pour chaque bénéficiaire de la subvention.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront, pour chacun des bénéficiaires, comme suit :

- un acompte dans la limite de 60% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 40%) sur production du Compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le maraîchage est une filière à forts enjeux dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial.
- Que la filière maraîchage est confrontée à un contexte économique, social et environnemental particulièrement instable.
- Que l'accompagnement des producteurs du territoire vers une agriculture innovante, locale et plus durable, est une des valeurs que véhicule le Projet Alimentaire Territorial en cours d'élaboration.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 46 080 euros à l'association Fédération Départementale des Centres d'Etudes Techniques Agricoles Maraîchers au titre de l'année 2020 et du projet « Relevons le défi alimentaire de demain », sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 31 200 euros à la Chambre d'agriculture au titre de l'année 2020 et du projet « Relevons le défi alimentaire de demain », sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions définissant les conditions d'octroi de ces subventions.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748– Sous Politique G710, sous réserve de son approbation en Conseil de métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 040-7526/19/BM

■ Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Velaux en vue de la création d'une bergerie communale MET 19/13007/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil Métropolitain a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du Code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans ce cadre doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

Le Département a approuvé en 2011 sur le territoire de la commune de Velaux un Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) avec pour objectif de :

- Dynamiser l'activité agricole par le renforcement des liens entre agriculture et ville,
- Contribuer à la prévention des risques naturels et en premier lieu à la stratégie DFCI Arbois par le développement d'une activité agricole pérenne,
- Promouvoir une agriculture de terroir garante du paysage provençal de Velaux,
- Promouvoir des productions de qualité, respectueuses de l'environnement

Véritable projet de territoire, le PAEN de Velaux contribue à préserver la beauté des paysages, à lutter contre le risque incendie, à développer une production agricole locale et, à terme, à mettre en place des circuits courts de distribution. Il s'est traduit par la mise en œuvre d'un programme spécifique d'animation foncière de la SAFER et d'animation technique avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, financées à part égale par le Département et la Métropole dans le cadre d'une convention pluriannuelle.

Deux projets stratégiques sont en cours de mise en œuvre :

- la valorisation après rétrocession d'une quinzaine d'hectares en viticulture bio à jeune agriculteur,
- la création d'une ferme caprine fromagère fermière sur 5 ha environ.

La création de cette ferme, sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Velaux, nécessite la conception et la réalisation d'un bâtiment destiné à abriter un troupeau de 60 chèvres, les réserves de paille et de foin pour les animaux, une fromagerie fermière permettant de transformer le lait du troupeau et une famille (4 personnes). La commune a fait réaliser une mission d'AMO par la Maison Régionale de l'Élevage qui a permis de définir un préprogramme de l'équipement.

Le montant de l'opération d'investissement s'élève à 500 000 euros HT. La Métropole est sollicitée pour l'attribution d'un fonds de concours à hauteur de 10 % soit 50 000 euros TTC.

Le Département participe également à hauteur de 350 000 euros HT (70%) et la commune à hauteur de 100 000 euros HT (20%).

Ce projet s'intègre dans les objectifs de la démarche du Projet Alimentaire Territorial, qui vise à rapprocher les productions locales de qualité du bassin de consommation de la Métropole et du Pays d'Arles. A ce titre, il est proposé d'allouer un fonds de concours afin de soutenir la mise en œuvre de ce projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération du Conseil municipal de Velaux du 6 septembre 2019 portant approbation du programme de construction d'une bergerie communale ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Velaux, dans le cadre du programme d'action du périmètre de Protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) instauré en 2011, a entrepris la réalisation d'une bergerie communale ;
- Que la Métropole est signataire de la nouvelle convention d'intervention foncière et d'aménagement rural portant sur le périmètre du PAEN en lien avec le Département des Bouches-du-Rhône, la commune de Velaux,

la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et la SAFER PACA ;

- Que le montant de l'opération étant de 500 000 euros/HT, la Métropole est sollicitée pour l'attribution d'un fonds de concours à hauteur de 10 %, soit 50 000 euros/TTC ;
- Qu'il convient d'approuver cette participation et la convention correspondante avec la commune de Velaux ;
- L'exemplarité du projet présenté et sa contribution à l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de fonds de concours ci-annexée prévoyant le plan de financement pour la création d'une bergerie communale.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement sous réserve du vote du budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Autorisation de Programme 190231BP, Chapitre 201900400 — Fonction 6312 – Nature 14412– Sous Politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 041-7527/19/BM

■ Approbation d'un bail civil de location avec la SCI Les Rigon pour les Halles de producteurs "Terres de Provence" à Plan-de-Campagne MET 19/13005/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Halle de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne dynamise fortement, depuis 10 ans, la vente directe de produits locaux sur le territoire.

Ce circuit court agricole a vu le jour en juin 2010 dans le cadre du projet européen « Rururbal », projet qui visait à rapprocher les producteurs et consommateurs afin de soutenir l'agriculture locale, réduire les nuisances pour l'environnement et proposer des produits du terroir de qualité, de saison à prix attractifs.

La forte fréquentation du marché (100 000 visiteurs en moyenne pour chaque édition), bénéficie tant aux producteurs locaux, qu'aux consommateurs et commerces de la zone durant les 6 mois de l'événement (ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 16 h 30 à 19 h).

La 1ère édition (action pilote du projet) a été mise en place sur la zone de Plan de Campagne afin de bénéficier de l'attractivité de la zone d'activités. De 2010 à 2013 inclus, l'événement s'est déroulé sur 3 sites différents de Plan de Campagne.

Depuis 2014, la Halle de producteurs est organisée sur un terrain unique dédié au territoire, prêté par le propriétaire la SCI Les Rigon (Groupe Barnéoud) : le site Fabemi Provence situé sur la commune des Pennes-Mirabeau.

La reconduction d'année en année de cette manifestation sur ce site vaste bénéficiant d'une visibilité et accessibilité à partir des grands axes routiers, n'est pas étrangère à son succès auprès du public.

D'abord envisagé à titre gracieux de 2014 à 2018, le prêt fait l'objet depuis 2019 d'un loyer dont le montant s'élève à 12 000 euros TTC.

Parallèlement, la Métropole étudie l'implantation des Halles de producteurs « Terres de Provence » sur un site pérenne toujours localisé sur Plan de Campagne offrant les mêmes avantages de localisation et d'accessibilité. Cette étude ne pourra pas aboutir en 2020.

Aussi, la Métropole a décidé à nouveau de contacter la SCI Les Rigon pour prolonger la location afin de permettre d'accueillir la 11^e saison de la Halle. Le propriétaire a donné son accord.

Le bail civil de location débuterait le 1^{er} janvier 2020 et prendrait fin le 31 décembre 2020 (durée nécessaire à la mise en place, au montage puis à la clôture de l'événement).

Le montant du loyer négocié proposé s'élève à 12 000 euros TTC sur 12 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'assurer la 11^e édition de la Halle de producteurs sur le territoire dans le cadre d'un contrat de location avec la SCI Les Rigon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de location à conclure entre la Métropole et la SCI Les Rigon.

Article 2 :

Le montant du loyer est de 12 000 euros TTC annuel à la SCI Les Rigon pour l'année 2020 afin de contribuer à la reconduction des Halles de producteurs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement, chapitre 011, nature 6132, fonction 6312, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 042-7528/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'AMU - CEREGE
MET 19/13244/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'agriculture et d'irrigation agricole qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut d'unité mixte de recherche, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le laboratoire CEREGE, le 28 juin 2018 une convention pluriannuelle d'objectifs précisant les soutiens apportés notamment aux connaissances sur les eaux souterraines dans le bassin de l'Huveaune.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2018, la Métropole a octroyé une subvention d'un montant de 15 000 euros pour l'exercice 2018, et par délibération du 28 février 2019, une subvention d'un montant de 15 000 euros pour l'exercice 2019.

Le laboratoire CEREGE envisage, pour 2020, de poursuivre ces objectifs et sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° ENV 001-3999/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018, les subventions de fonctionnement attribuées à CEREGE peuvent financer une activité de recherche d'eaux souterraines.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à CEREGE une subvention d'un montant de 10 000 euros liée aux dépenses de recherche pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-3999/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant attribution d'une subvention CEREGE au titre de l'exercice 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que CEREGE souhaite poursuivre ses objectifs liés à l'irrigation agricole.
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020.
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à CEREGE d'un montant de 10 000 euros liés aux études de recherche, au titre l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 relatif à l'octroi d'une subvention liée aux études de recherche en eaux souterraines.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 043-7529/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de l'agriculture pour l'appui à l'installation d'exploitants agricoles sur les sites du Vallon des Douces et de la Maussane
MET 19/13507/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole s'engage pour maintenir et développer sur son territoire les activités agricoles dans leurs fonctions économiques et environnementales mais également d'aménagement du territoire. Le Projet alimentaire territorial (PAT), dont l'élaboration a été engagée le 17 octobre 2016 à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône, vient renforcer le soutien de la Métropole au développement d'une agriculture de proximité de qualité contribuant à la valorisation des circuits courts.

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, la mise en place d'un partenariat s'est avérée pertinente pour décliner ces politiques métropolitaines et a conduit à la signature d'une Convention d'intervention foncière (CIF) à l'échelle métropolitaine et d'une Convention d'aménagement rural (CAR) à l'échelle du territoire Marseille Provence. Cette dernière a été prorogée en 2018 pour une durée de 3 ans par délibération n° VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018.

La Convention d'Aménagement Rural consiste en un ensemble de dispositifs techniques et financiers susceptible d'être mis en œuvre par la SAFER et destinés à accélérer le remembrement foncier, à proposer des aides aux exploitants pour l'accès au foncier et à favoriser la mise en location des friches. Dotée de moyens financiers, d'un comité de pilotage et d'élus métropolitains référents, la CAR permet une action d'envergure pour pérenniser la vocation agricole du foncier en installant des exploitants professionnels dans la durée. La Chambre d'Agriculture, au titre de son expertise agricole et de ses compétences légales, est membre du comité de pilotage de la CAR et appuie la SAFER et la Métropole dans la mise en œuvre opérationnelle de cette convention.

C'est dans le cadre de cette mise en œuvre et des diagnostics effectués par la Chambre d'Agriculture pour le compte de la collectivité que deux tènements, d'une superficie importante dans un contexte urbain et à fort potentiel agricole, ont été identifiés : le Vallon des Douces et la Maussane.

Concernant le Vallon des Douces, suite au début des négociations avec les propriétaires en 2012, la faisabilité du projet agricole a été confirmée par une étude remise en juin 2015 par la Chambre d'Agriculture. Le principe de l'acquisition foncière de ce foncier par la Métropole, via un portage SAFER, ainsi que le projet de mise à disposition des terrains agricoles au profit d'un exploitant, ont été votés lors du conseil communautaire du 25 septembre 2015. Un courrier de la Présidente, en date du 4 octobre 2019,

confirme la volonté de la Métropole d'acquérir ce foncier pour y installer un agriculteur.

Concernant la Maussane, la SAFER est en cours d'acquisition à l'amiable du terrain suite à promesse de vente recueillie début 2018. La Métropole, ayant manifesté son intérêt formellement, a déjà été désignée attributaire du terrain par le comité technique SAFER qui s'est tenu le 15 novembre 2018.

Les deux fonciers ciblés offrent une opportunité rare à Marseille de concrétiser les stratégies politiques métropolitaines par l'installation d'agriculteurs.

Afin de concrétiser l'installation d'exploitants agricoles sur ces fonciers en 2020, la Métropole, en tant que signataire de la CAR, souhaite donc conventionner l'appui de la Chambre d'Agriculture considérant que cette dernière :

- Est investie de missions règlementaires de contribution au développement durable des entreprises agricoles (art. L510-1 du code rural et de la pêche maritime) par les services qu'elle met en place, notamment de gestion des guichets Point Accueil Installation (PAI), Centre d'Elaboration des Plans de professionnalisation Personnalisés (CEPPP), Répertoire Départ Installation (RDI) et de Centre de Formalités des Entreprises (CFE) pour les exploitations de nature agricole,
- Est membre du comité de pilotage de la CAR, et contributrice dans ce cadre des différents diagnostics et études préalables ayant abouti à l'identification des deux fonciers.

Par ailleurs, ces deux espaces agricoles ont été identifiés comme emblématiques par le plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine engagé récemment par la Métropole, au sens où ils sont localisés au cœur de l'urbain et correspondent aux axes stratégiques du plan d'action. L'installation d'agriculteurs sur une superficie de 6 ha au Vallon des Douces et de 2,5 ha à Maussane permettra en effet :

- De renforcer la présence de l'agriculture dans la ville afin d'assurer la production locale des produits frais pour les habitants, mais aussi de sensibiliser les habitants à une alimentation saine et de mieux faire connaître à tous la richesse et la qualité de l'agriculture métropolitaine ;
- De contribuer à une métropole plus verte, où l'agriculture est mobilisée pour maintenir les espaces de respiration indispensables à la qualité du cadre de vie des habitants et pour garantir le maintien des continuités écologiques et la préservation de la biodiversité.

La présente convention correspond ainsi à la mise en œuvre de deux des trente actions prioritaires du plan

d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine.

Dans le cadre de ce partenariat, en lien avec la SAFER, la Métropole et la Chambre d'Agriculture conjugueront leurs compétences et expertises afin d'œuvrer conjointement à l'installation d'exploitants agricoles professionnels.

- La Métropole assurera une maîtrise publique du foncier par un montage juridique adéquat défini dans le cadre de la CAR. Elle fournira les orientations stratégiques et prescriptions techniques que devront respecter les futurs exploitants, en accord avec ses politiques publiques. Enfin, elle présidera et animera les comités de pilotage de la CAR notamment en charge de la sélection des candidats dans le cadre du ou des éventuels appels à candidatures.
- La Chambre d'Agriculture rassemblera les éléments techniques permettant la parfaite information des candidats potentiels (analyse de l'existant, orientation des projets agricoles en fonction du potentiel de production, définition des aménagements nécessaires). Elle accompagnera les candidats à la constitution de leur pré-projet, via le Point Accueil Installation, et les candidats présélectionnés pour une étude technico-économique prévisionnelle de leur projet, via le service « Cap Installation Transmission ». Via sa participation au comité de pilotage de la CAR, elle apportera son expertise et sa connaissance du foncier ciblé, en vue de la sélection des candidats.

La convention de partenariat, objet de la présente délibération, sera équilibrée par le versement d'une participation financière de la Métropole à la Chambre d'agriculture, d'un montant de 14 534 euros. Les modalités de versement de cette participation d'équilibre se fera conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° AEC 001-1281/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le principe de l'acquisition foncière sur le site du Vallon des Douces, ainsi que le projet de mise à disposition des terrains agricoles au profit d'un exploitant ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La décision du Comité technique SAFER du 15 novembre 2018, attribuant les terrains dits de Maussane à la Métropole ;
- La décision du Comité de pilotage de la convention d'aménagement rural du 19 juin 2019 validant les modalités d'acquisition des terrains et de recherche des porteurs de projet.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la Convention d'Aménagement Rural signée avec la SAFER PACA visant à préserver le foncier agricole du territoire métropolitain par l'installation durable d'exploitants agricoles, les fonciers agricoles des sites Vallon des Douces et Maussane ont été identifiés comme des sites stratégiques au vu de la superficie des tènements et leur potentiel agricole élevé ; que des négociations ont été conduites avec leurs propriétaires depuis respectivement 2012 et 2017, en vue de leur acquisition par la Métropole ; que le principe

de ces acquisitions a été confirmé respectivement par délibération communautaire et attribution du comité technique SAFER.

- Que par ailleurs, l'installation d'agriculteurs sur ces fonciers a été identifiée comme l'une des actions prioritaires du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine porté par la Métropole, de par leur localisation au cœur de l'urbain et des multiples effets positifs qui y seraient associés, de la mise en valeur de l'agriculture métropolitaine à l'amélioration du cadre de vie.
- Et que ces installations contribuent aux axes stratégiques « Urbanisme et aménagement » et « Environnement » du Projet Alimentaire Territorial co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.
- Que la Chambre d'Agriculture est partenaire de la mise en œuvre de la CAR via son rôle de membre du comité de pilotage, qu'elle a contribué via la réalisation de divers études et diagnostics à l'identification du potentiel agricole des fonciers en question, et enfin qu'elle est en capacité de mobiliser son expertise avérée et ses différents guichets dédiés à l'installation des agriculteurs au service d'un partenariat avec la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative à l'installation d'exploitants agricoles sur les sites du Vallon des Douces et de la Maussane.

Article 2 :

Dans le cadre de cette convention, sera versée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une participation financière visant à équilibrer les contributions des deux partenaires, d'un montant de 14 532 euros, représentant 80 % de l'opération, au titre de l'exercice 2020. Cette participation financière sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole, opération 201900400 - chapitre 20 - nature 2031 - fonction 6312 - sous-politique G710, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 044-7530/19/BM

■ Approbation d'une convention d'animation technique et foncière de la ZAP de Saint-Mitre-les-Remparts conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la SAFER, la Chambre d'Agriculture et la Commune MET 19/13547/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT), engagé en octobre 2016 et porté conjointement entre la Métropole et le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et la Région, doit aboutir en 2020 à la mise en œuvre d'un programme d'actions visant à proposer une meilleure alimentation accessible à tous : « produit ici, consommé ici ». Il doit permettre de répondre aux enjeux agricoles en lien avec l'économie et l'emploi, l'aménagement et le foncier, les questions de nutrition santé, de protection de l'environnement, de culture et patrimoine, mais aussi d'innovation et de recherche.

Depuis l'engagement du PAT, plusieurs actions ont été lancées, en particulier s'agissant de ses objectifs en matière de préservation du foncier agricole. La Métropole a en effet mis en œuvre une Convention d'Intervention Foncière, en lien avec les 92 communes et les 6 conseils de territoire, afin d'assurer une veille sur le marché foncier agricole et de se donner les moyens de pouvoir favoriser l'intervention de la SAFER pour assurer la pérennité de l'activité économique agricole. Cela représente annuellement un total d'environ 2500 notifications de vente par an.

La Métropole a par ailleurs souhaité adhérer à la SCIC Terre Adonis afin de pouvoir développer sur son territoire des projets dans lesquels les candidats à l'installation pourront être aidés par un remboursement différé de leur acquisition foncière dans un délai compris entre 7 et 15 ans.

La Métropole a aussi souhaité accompagner les communes qui souhaitent engager des démarches de Zones Agricoles Protégées (ZAP) sur leur territoire, parfois en lien avec des projets d'extension du réseau d'irrigation de la Société du Canal de Provence. A ce jour sur le territoire Métropolitain, outre le PAEN de

Velaux approuvé en 2011, 4 ZAP sont approuvées (Pertuis, Cuges-les-pins, Vitrolles et plus récemment Rognac), 3 ZAP sont en cours d'approbation (Saint-Zacharie, Gignac-la-Nerthe, Saint-Mitre-les-Remparts) et plusieurs ZAP sont engagées (dont La Barben, La Bouilladisse, Châteauneuf-le-Rouge, Lamanon, Sénas, Meyreuil et Fuveau).

Le Code Rural précise que des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées. Celles-ci sont délimitées par arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal de la commune intéressée, après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut National de l'Origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée, et de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, après enquête publique réalisée dans les conditions prévues au Code de l'Environnement.

Le périmètre de ZAP, au-delà de la seule protection réglementaire qu'il constitue, permet d'initier un véritable plan d'actions en faveur de l'économie agricole.

Le présent rapport vise à approuver pour la période 2020-2022 sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts une convention d'animation technique et foncière de la ZAP passée entre le Département des Bouches-du-Rhône, la SAFER, la Chambre d'Agriculture et la Mairie.

Elle permet de définir les conditions d'interventions respectives de chaque partenaire en faveur du projet agricole sur le périmètre de la ZAP :

- La Commune, qui participe à la mise en œuvre du programme d'action, en désignant notamment une personne référente ;
- La Métropole, qui assure le suivi du projet en lien avec son projet de Plan Alimentaire Territorial partenarial, sa politique en matière d'agriculture, de préservation du foncier agricole, de gestion des espaces naturels et de prévention des risques d'incendie de forêt ;
- Le Département, qui doit se doter des moyens utiles pour assurer le suivi foncier des opérations en partenariat avec la SAFER et la Commune, dans le cadre d'une transversalité entre toutes les directions concernées du Conseil Départemental ;
- La SAFER, qui a en charge l'animation foncière du programme d'action de la ZAP ;
- La Chambre d'Agriculture qui a en charge l'animation technique visant à mettre en œuvre le programme d'action de la ZAP.

La Chambre d'agriculture bénéficiera d'une subvention de 11 700 €/an sur un coût total de 14 040 euros, la Chambre prenant à sa charge 20% de ce coût, soit 2 340 euros. La SAFER percevra 7 200 euros TTC/an au maximum, ce qui correspond à 10

journées de travail d'un conseiller foncier, déplacements et assistance administrative inclus. Ces participations seront réglées par le Département et la Métropole à part égale, chacun pour la part qui lui revient, au vu du bilan technique et financier annuel de l'animation technique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un Projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a approuvé un périmètre de Zone Agricole Protégée de 280 ha sur son territoire, ainsi qu'un rapport de présentation comprenant un diagnostic agricole et des pistes d'actions.
- Que ce projet de Zone Agricole Protégée nécessite de mettre en œuvre une animation foncière et technique.

- Que ce projet contribue à la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial, co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'animation technique et foncière de la ZAP de St-Mitre-les-Remparts conclue entre la Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône, la Chambre d'Agriculture, la SAFER et la Mairie, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur ce dispositif à hauteur de 3600 euros/an pour l'intervention de la SAFER et de 5 850 euros/an pour la Chambre d'agriculture, sous réserve de l'approbation du Budget primitif principal 2020 de la Métropole.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 045-7531/19/BM

■ Approbation d'une convention d'animation technique et foncière de la ZAP de Rognac conclue avec le Département des Bouches-du-Rhône, la SAFER, la Chambre d'Agriculture et la Commune de Rognac MET 19/13583/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Projet alimentaire territorial (PAT), engagé en octobre 2016 et porté conjointement entre la Métropole et le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, l'Etat et

la Région, doit aboutir en 2020 à la mise en œuvre d'un programme d'actions visant à proposer une meilleure alimentation accessible à tous : « produit ici, consommé ici ». Il doit permettre de répondre aux enjeux agricoles en lien avec l'économie et l'emploi, l'aménagement et le foncier, les questions de nutrition santé, de protection de l'environnement, de culture et patrimoine, mais aussi d'innovation et de recherche.

Depuis l'engagement du PAT, plusieurs actions ont été lancées, en particulier s'agissant de ses objectifs en matière de préservation du foncier agricole. La Métropole a en effet mis en œuvre une Convention d'intervention foncière, en lien avec les 92 communes et les 6 conseils de territoire, afin d'assurer une veille sur le marché foncier agricole et de se donner les moyens de pouvoir favoriser l'intervention de la SAFER pour assurer la pérennité de l'activité économique agricole. Cela représente annuellement un total d'environ 2500 notifications de vente.

La Métropole a par ailleurs souhaité adhérer à la SCIC Terre Adonis afin de pouvoir développer sur son territoire des projets dans lesquels les candidats à l'installation pourront être aidés par un remboursement différé de leur acquisition foncière dans un délai compris entre 7 et 15 ans.

La Métropole a aussi souhaité accompagner les communes qui souhaitent engager des démarches de Zones agricoles protégées (ZAP) sur leur territoire, parfois en lien avec des projets d'extension du réseau d'irrigation de la Société du Canal de Provence. A ce jour sur le territoire Métropolitain, outre le périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) de Velaux approuvé en 2011, 4 ZAP sont approuvées (Pertuis, Cuges-les-pins, Vitrolles et plus récemment Rognac), 3 ZAP sont en cours d'approbation (Saint-Zacharie, Gignac-la-Nerthe, Saint-Mitre-les-Remparts) et plusieurs ZAP sont engagées (dont La Barben, La Bouilladisse, Châteauneuf-le-Rouge, Lamanon, Sénas, Meyreuil et Fuveau).

Le Code Rural précise que des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées. Celles-ci sont délimitées par arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal de la commune intéressée, après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture et après enquête publique réalisée dans les conditions prévues au Code de l'Environnement.

Le périmètre de ZAP au-delà de la seule protection réglementaire qu'il constitue permet d'initier un véritable plan d'actions en faveur de l'économie agricole.

Le présent rapport vise à approuver sur la commune de Rognac une convention d'animation technique et foncière de la ZAP à conclure avec le Département des Bouches-du-Rhône, la SAFER, la Chambre d'agriculture et la commune de Rognac.

Elle permet de définir les conditions d'interventions respectives de chaque partenaire en faveur du projet agricole sur le périmètre de la ZAP :

- La Commune, qui participe à la mise en œuvre du programme d'action, en désignant notamment une personne référente ;
- La Métropole, qui assure le suivi du projet en lien avec son projet de Plan alimentaire territorial partenarial, sa politique en matière d'agriculture, de préservation du foncier agricole, de gestion des espaces naturels et de prévention des risques d'incendie de forêt ;
- Le Département, qui doit se doter des moyens utiles pour assurer le suivi foncier des opérations en partenariat avec la SAFER et la Commune, dans le cadre d'une transversalité entre toutes les directions concernées du Conseil Départemental ;
- La SAFER, qui a en charge l'animation foncière du programme d'action de la ZAP ;
- La Chambre d'Agriculture qui a en charge l'animation technique visant à mettre en œuvre le programme d'action de la ZAP.

La Chambre d'agriculture bénéficiera d'une subvention de 7 800 euros par an sur un coût total de 9 750 euros, la Chambre prenant à sa charge 20% de ce coût, soit 1 950 euros. La SAFER percevra 5 760 euros TTC/an au maximum, ce qui correspond à 8 journées de travail d'un conseiller foncier, déplacements et assistance administrative inclus. Ces participations seront réglées par le Département et la Métropole à part égale, chacun pour la part qui lui revient, au vu du bilan technique et financier annuel de l'animation technique.

Cette convention prendra fin le 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un Projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Etat a approuvé sur proposition de la commune de Rognac un périmètre de Zone agricole protégée sur son territoire, ainsi qu'un rapport de présentation comprenant un diagnostic agricole et des pistes d'actions.
- Que la Société Canal de Provence a engagé la réalisation d'une extension du réseau d'irrigation sur les terres agricoles concernées (secteurs des Ouides et de la Tuilière) financée par la Région, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole, en lien avec l'extension du réseau sur la commune de Velaux et son PAEN.
- Que ce projet de Zone agricole protégée nécessite de mettre en œuvre une animation foncière et technique.
- Que ce projet contribue à la mise en œuvre du Projet alimentaire territorial, co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention, ci-annexée, d'animation technique et foncière de la ZAP de Rognac entre la Métropole Aix-Marseille Provence, le Département des Bouches-du-Rhône, la Chambre d'agriculture, la SAFER et la Commune de Rognac, sous réserve de

l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020 -

Article 2 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole Aix-Marseille Provence sur ce dispositif à hauteur de 2 880 €/an pour l'intervention de la SAFER et de 3 900 €/an pour l'intervention de la Chambre d'agriculture, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal 2020 de la Métropole, en section de fonctionnement : Chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

ENV 046-7532/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture pour l'essaimage d'une halle de producteurs sur le secteur de Marseille MET 19/13595/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole s'engage pour maintenir et développer sur son territoire les activités agricoles dans leurs fonctions économiques et environnementales mais également d'aménagement du territoire. Le Projet alimentaire territorial (PAT), dont l'élaboration a été engagée le 17 octobre 2016 à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône, vient renforcer le soutien de la Métropole au développement d'une agriculture de proximité de qualité contribuant à la valorisation des circuits courts.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Pôle d'Equilibre Territorial Rural (PETR) du Pays d'Arles entend construire une politique agricole et alimentaire au service d'une alimentation locale, durable, de qualité, accessible à tous en rapprochant l'ensemble des acteurs : producteurs, transformateurs, distributeurs, collectivités territoriales et consommateurs, partenaires socio-économiques. Ce PAT lance un 1^{er} plan d'actions avec 20 actions prioritaires en 2020. Il a été élaboré en lien étroit avec le Plan Climat de la Métropole et le plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône membre du Comité de Pilotage du PAT, contribue par les services qu'elle met en place, au développement durable des territoires ruraux et des entreprises agricoles, ainsi qu'à la préservation et à la valorisation des ressources naturelles, à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et à la lutte contre le changement climatique (art. L510-1 CRPM). Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, elle développe des projets spécifiques visant à préserver le dynamisme de l'agriculture locale en s'appuyant sur les caractéristiques péri-urbaines et urbaines de ce territoire.

La convention de partenariat, objet de la présente délibération, sera équilibrée par le versement d'une participation financière de la Métropole à la Chambre d'agriculture, d'un montant de 58 752 euros. Les modalités de versement de cette participation d'équilibre se fera conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Contexte :

Depuis 10 ans, la Chambre d'agriculture organise sur le site du Pays d'Aix à Plan de Campagne (plus grande zone commerciale d'Europe) un marché de producteurs en format : demi-gros. Ce dispositif permet aux consommateurs d'acheter des produits à un tarif attractif qui garantit aussi une bonne rémunération pour le producteur. Chaque année 100 000 visiteurs achètent un panier moyen de 40 euros pour 17 kg de marchandise en moyenne. Une quarantaine de producteurs locaux participe à cette action pendant 5 mois ½. 72 marchés sont organisés sur l'année, pour 3 jours par semaine. Toute la gamme de produits locaux est accessible : de la viande, fromages, miel, huile d'olive, pain, coquillages, fruits et légumes variés. Les fruits et légumes représentent les plus gros volumes. Cette halle est utilisée par les habitants du territoire (seulement 1% de touristes) la moitié venant du pays d'Aix, l'autre de l'aire marseillaise. Les acheteurs sont fidèles et viennent une fois par semaine pour la majorité.

Ce marché permet de :

- reconnecter les urbains et habitants du territoire avec leur agriculture
- Favoriser l'approvisionnement local de qualité aux habitants en proximité des Quartiers Politique de la Ville
- valoriser le métier d'agriculteur et les productions du terroir
- vendre en demi-gros à des prix attractifs des produits locaux, les prix sont contrôlés par la Chambre d'agriculture pour limiter tout abus
- encourager les circuits de proximité
- Créer du lien social et établir des liens de confiance entre les producteurs et consommateurs

- Respecter l'environnement avec peu de trajets entre la production et la consommation, contenant écoresponsables : cagettes ou vrac encouragé

La mise en place de ce marché répond à une demande très forte des consommateurs d'acheter des produits frais, de qualité, abordables, participant à faire vivre le territoire.

Pour la Chambre d'agriculture et la Métropole cette action permet de recréer du lien entre les producteurs et les consommateurs dans leur acte de consommation en proximité géographique. Ce lien permet de mieux comprendre les contraintes climatiques, économiques, sociales des uns et des autres. La pérennisation de ce type d'action permet d'ancrer les filières courtes dans un débouché économique intéressant pour un secteur agricole encore très ancré dans l'expédition (90% de la production).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° AEC 001-1281/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le principe de l'acquisition foncière sur le site du Vallon des Douces, ainsi que le projet de mise à disposition des terrains agricoles au profit d'un exploitant ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la

convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER sur le territoire de Marseille Provence

- La délibération n° ENV 7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La décision du Comité technique SAFER du 15 novembre 2018, attribuant les terrains dits de Maussane à la Métropole ;
- La décision du Comité de pilotage de la Convention d'aménagement rural du 19 juin 2019 validant les modalités d'acquisition des terrains et de recherche des porteurs de projet ;
- Le courrier de Martine Vassal du 4 octobre 2019 confirmant le souhait de la Métropole d'acquérir le foncier et bâtiments dits Vallon des Douces dans l'objectif d'une mise à bail à un exploitant agricole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu alimentaire est un des axes prioritaires de la politique publique métropolitaine et devient ainsi un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur le territoire : les politiques foncières et d'urbanisme, économiques, sociales, sociétales, environnementales, de santé publique, etc.
- Que la Chambre d'Agriculture s'engage dans la mise en œuvre du PAT car elle est depuis le démarrage du PAT comme un acteur principal de par son rôle de membre du comité de pilotage et des comités techniques, qu'elle a contribué via la réalisation du diagnostic agricole et alimentaire du PAT en tête que chef de file de l'inter-consulaire et en partenariat avec les agences d'urbanisme (AGAM et AUPA) à l'élaboration de ce projet, elle est un acteur majeur pour la mobilisation des producteurs et elle le prouve par cette mise en œuvre.
- que ce projet d'essaimage de halle de producteurs contribue aux axes stratégiques « Urbanisme et aménagement » « économie et emploi » et « accessibilité sociale » du Projet alimentaire territorial co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la

Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative à l'essaimage d'une halle de producteurs sur le secteur de Marseille.

Article 2 :

Dans le cadre de cette convention, sera versée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une participation financière visant à équilibrer les contributions des deux partenaires, d'un montant de 58 752 euros, représentant 80 % de l'opération, au titre de l'exercice 2020. Cette participation financière sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Article 3 :

La convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la signature.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748– Sous Politique G710, sous réserve de son approbation en Conseil de métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 047-7533/19/BM

■ **Approbation d'une promesse de bail emphytéotique à la société Cap Vert Solarenergie pour la création et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque au sol à Mallemort**
MET 19/13437/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En juin 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le lancement d'un Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) pour sélectionner un projet de centrale photovoltaïque au sol sur l'ancien centre d'enfouissement situé sur la commune de Mallemort. Depuis l'AMI a été publié, les candidatures reçues et analysées et le lauréat sélectionné par un jury d'élus.

Le lauréat a été notifié par courrier de la Présidente en date du 13 mars 2019. Il s'agit d'un groupement constitué de :

- Cap Vert Solar Energie (filiale 100% de Cap Vert Energie, producteur indépendant d'énergie renouvelable (EnR) dont le siège est à Marseille) qui doit développer, construire et exploiter la centrale photovoltaïque. Il assure également la mobilisation des financements auprès des banques
- Energie Partagée, acteur de référence de l'accompagnement de projets de territoire à gouvernance citoyenne, qui, par sa branche associative (EPA) assure l'animation et l'accompagnement pour l'émergence d'un collectif citoyen intéressé au projet et, par son fonds d'investissement (EPI), participe au financement du projet
- Enercoop, fournisseur coopératif d'électricité 100% renouvelable, qui porte d'une part la concertation locale et garantit d'autre part, sur la durée du projet, l'achat de 100% de l'électricité produite par la centrale après sa mise en service.
- A terme, le projet sera porté par une société dédiée, sous forme de société par action simplifiée (SAS), réunissant en son capital social plusieurs partenaires. Cette société est aussi appelée « SPV ».

Ce projet métropolitain de production photovoltaïque se veut exemplaire à plusieurs titres :

- Le modèle proposé par les porteurs du projet repose sur la vente directe de l'électricité photovoltaïque produite par le parc de Mallemort à Enercoop. Habituellement, les projets solaires ont en effet besoin d'un tarif d'achat subventionné pour être viables, tarif obtenu en concourant à un appel d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie. Ici c'est ENERCOOP qui achètera l'énergie verte produite par le site directement auprès de la société propriétaire de la centrale au travers d'un contrat privé de gré à gré (ou « power purchase agreement » ou PPA) de long terme. La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi retenu un projet compétitif et innovant qui ne sollicite aucune aide publique. Il n'existe pas d'autre projet de ce type en service à ce jour.
- Par ailleurs, la Métropole a également fait le choix d'un projet à l'ancrage territorial fort et basé sur la participation locale. Les porteurs de projet se sont ainsi engagés à mener une

concertation locale exemplaire et à associer les citoyens, qui pourront participer au projet et y investir leur épargne. Des réunions publiques d'information et de concertation seront animées par Enercoop Paca tout au long du projet. La concertation locale assurée par Enercoop Paca, a pour ambition de permettre aux acteurs locaux de s'approprier le projet et de co-construire :

- les adaptations du projet final,
- la valorisation autour de projet pédagogique en lien avec les écoles et les CLSH,
- l'émergence d'un collectif citoyen partie prenante à la gouvernance du projet dans le temps.

- Le projet est étudié de manière à impliquer le territoire dans la gouvernance du projet avec une ouverture du capital de la société de projet à la Métropole et/ou la commune et/ou les citoyens, ces modalités de participation étant en cours de définition.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Cap Vert Solar Energie, Enercoop et Energie Partagée, innove ainsi en favorisant de nouvelles pratiques de consommation d'une électricité renouvelable décentralisée et consommée localement dans un modèle de circuit-court.

Le dépôt de la demande de permis de construire interviendra début 2020, pour un début de construction fin 2021.

Centrale photovoltaïque de Mallemort, les chiffres clés

- Superficie de la centrale : 10,5 hectares dont 3 ha exploitables
- Puissance : 2,4 MWc (mégawatts crête)
- Production : 4770 MWh (méga watt heure) par an
- Equivalence de la consommation en électricité : 4.000 habitants
- Investissement total : de l'ordre de 2,3 M€
- Mise en service prévisionnelle : fin 2021

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du terrain destiné à accueillir le projet, soit les

parcelles décrites ci-dessous constituant l'emprise du centre d'enfouissement en post-exploitation sur la commune de Mallemort.

Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)
C	814	1700	C	899	12602	C	908	1601
	815	4155		900	4760		909	6380
	816	7892		901	9410		910	1561
	817	1028		902	7940		953	22
	818	8725		903	3634		1515	825
	819	1900		904	5053		1523	28
	820	9110		905	786		2464	4007
	897	2464		906	705		2513	970
	898	1994		907	1157	Total		99 509

Le terrain d'assiette du projet est situé en zone Nr du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune, précisant la possibilité explicite de réaliser une installation de production d'électricité solaire.

Afin de sécuriser la maîtrise foncière par le porteur de projet, il est nécessaire de lui consentir une promesse de bail emphytéotique promesse d'une durée de validité de cinq ans et assortie de conditions suspensives, sur le terrain d'assiette du projet et dont le bail serait consenti sur une durée de 30 ans a minima. Il s'agit de l'engagement qui avait été pris par la Métropole à travers son AMI. C'est cette promesse de bail qui permettra au porteur de projet d'engager l'ensemble des dépenses nécessaires aux études préalables, de requérir les différentes autorisations (notamment le permis de construire) et de mobiliser des capitaux auprès des différents financeurs potentiels du projet.

Ainsi, le présent rapport propose de consentir cette promesse de bail à la société Cap Vert Solar Energie, porteur du projet, ou à la SPV lorsque celle-ci est en capacité de prendre un tel engagement.

Il est précisé que le loyer afférant à ce bail a été établi à 3650 € annuel. Ce montant est celui proposé par le porteur de projet au sein de l'offre qui a été retenue par le jury dans le cadre de l'AMI, montant qui permet de trouver un modèle économique viable au projet. Ce montant a été soumis à France Domaine pour avis (attente retour France Domaine).

Il est précisé que le loyer afférant à ce bail a été établi à 3650 € annuel. Ce montant est celui proposé par le porteur de projet au sein de l'offre qui a été retenue par le jury dans le cadre de l'AMI. Ce montant a été soumis le 4 octobre 2019 à la Direction Immobilière de l'Etat (anciennement France Domaine) pour avis ; aucune réponse n'a été reçu dans un délais d'un mois suivant la saisine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi pour la transition énergétique et la Croissance verte article 111
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération ENV 003-4219/18/CM du 28 juin 2018 portant Approbation du lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour un projet de production d'électricité photovoltaïque sur le centre d'enfouissement de Mallemort ;
- La délibération URB 036-6952/19/BM du 24 octobre 2019 portant désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de parcelles correspondant à l'ancien centre d'enfouissement technique à Mallemort ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour les différentes démarches du projet de création d'une centrale photovoltaïque au sol, notamment l'obtention des financements bancaires, il est nécessaire pour le porteur de projet de faire la preuve qu'il maîtrise le foncier.
- Que cette promesse de bail constitue l'engagement qui avait été pris par la

Métropole dans le cadre de l'AMI qui a abouti à sélectionner le projet retenu.

- Que le montant de la redevance a été proposé par le lauréat dans le cadre du montage économique retenu par le jury de l'AMI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de conclusion d'une promesse de bail emphytéotique d'une validité de cinq ans, sur les parcelles de terrain cadastrée sus cité, d'une superficie total 99 509 m², constituant l'ISDND en post exploitation sur la commune de Mallemort, au profit de Cap Vert SolarEnergie, pour une durée de 30 ans.

Article 2 :

Le présent bail emphytéotique est constitué moyennant une redevance annuelle de 3650 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 048-7534/19/BM

■ Approbation de l'avenant 2 à l'annexe un "Plan et description des réseaux" de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia MET 19/13870/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (« MAPTAM »), la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des réseaux de chaleur et de froid urbains sont des compétences exercées de plein droit par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la fonction d'autorité organisatrice de ladite compétence sur son territoire. Elle définit les obligations de service au public et assure la gestion des services publics correspondants, ainsi que la planification et la coordination des interventions sur les réseaux concernés par l'exercice des compétences.

De plus, promulguées respectivement le 3 août 2009 et le 12 juillet 2010, les lois dites Grenelle I et II ont introduit un certain nombre de dispositions visant à accompagner et encadrer le développement des réseaux de chaleur et de froid comme outil de mobilisation des énergies renouvelables.

Le Groupe Constructa, Foncière des Régions, l'EcoCité Euroméditerranée et Cofely Services filiale

de GDF SUEZ, ont signé, le 30 septembre, une convention pour la construction de la 1ère centrale de production thermo-frigorifique marine en France.

A cet effet, une convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia a été approuvée par délibération n° PEDD 012-1061/15/BC du 3 juillet 2015. Suite à une première phase d'extension de réseaux, par délibération ENV 014-3751/18/BM du 18 mai 2018, un avenant 1 à l'annexe Plan et description des réseaux a été approuvé.

L'annexe 1 de cette convention fait mention des réseaux implantés sur le domaine public routier.

Suite à une deuxième phase de développement de ces infrastructures, THASSALIA procède aux déploiements suivants:

- extension de 1200 ml de réseaux enterrés ;
- occupation du domaine public pour une surface supplémentaire de 384 m2 pour les installations en sous-œuvre.

Conformément à l'article 1 de ladite convention, « toute modification des emplacements mis à disposition au titre de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant conclu entre les Parties »

Il convient donc de modifier l'annexe 1 de la convention, par voie d'avenant n°2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Propriétés Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Voirie Routière ;
- Les lois dites Grenelle I et II du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5118/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEDD 012-1061/15/BC du 3 juillet 2015 portant approbation de la

convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia ;

- La délibération n° ENV 014-3751/18/BM du 18 mai 2018 relative à l'approbation de l'avenant 1 à l'annexe de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société THASSALIA ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prendre acte des extensions de réseaux entrepris par la société Thassalia.
- Qu'il convient de modifier l'annexe 1 de la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur de la société Thassalia.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 2 à l'annexe 1 à la convention d'occupation du domaine public routier par des réseaux de chaleur conclue avec la société Thassalia ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-politique C 310 - Fonction 8744-Nature 70323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 049-7535/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association GERES - Approbation d'une convention MET 19/13496/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dès 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la méthanisation comme une piste de travail dans le domaine de la production d'énergie renouvelable et de récupération. La méthanisation est un processus qui consiste à valoriser les biodéchets (issus des déchets ménagers, de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, des invendus de la grande distribution, des boues de stations d'épuration...) pour produire du gaz méthane. Ce processus permet de produire du « biogaz » qui vient se substituer au gaz fossile que la France importe actuellement. Ce gaz peut alors alimenter une centrale de production d'électricité ou bien être purifié pour être injecté dans le réseau de distribution de gaz (réseau public géré par GRDF) ou pour être utilisé comme carburant (on parle alors de GNV). Les projets de méthanisation constituent ainsi une réponse à la fois aux enjeux de transition énergétique et de gestion des déchets, deux domaines de compétence de la Métropole. Ces projets peuvent relever autant de notre collectivité que d'initiatives privées.

La méthanisation constitue l'une des filières prioritaires de production d'énergie identifiées dans le Livre Blanc de l'Energie métropolitain, adopté en Conseil de Métropole en mars 2019. Par ailleurs, le Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM), présenté lors du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, prévoit une action en faveur d'un projet de méthanisation. Il s'agit de l'action n°33 « Accompagner l'implantation de Capvert Bioénergies » au sein de l'Axe 4 « Accompagnons la transition des moteurs économiques ». Cette action prévoit que la Métropole accompagne la création d'une unité de méthanisation de déchets organiques sur son territoire. Dès lors, l'inscription de ce projet dans un contexte régional maîtrisé et cohérent de développement de la méthanisation apparaît particulièrement importante.

Pour accompagner cette filière, depuis 2017, la Métropole soutient financièrement l'action du GERES sur son territoire pour la promotion de la méthanisation.

Le GERES, Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités, est une association à but non lucratif créée en 1976. Elle a pour objet de contribuer à préserver l'environnement, limiter les changements climatiques et leurs conséquences, réduire la précarité énergétique et améliorer les conditions de vie des populations. L'association met en œuvre une expertise technique spécifique sur les thématiques de l'efficacité énergétique, de la maîtrise de l'énergie, des énergies propres et renouvelables, des services énergétiques, et de la gestion de l'environnement, notamment dans le secteur des déchets. Dans ces domaines, elle joue un rôle d'interlocuteur vis-à-vis des différents partenaires, tant sur le plan local et régional qu'au niveau national ou à l'étranger. Ses activités sont mises en œuvre en partenariat avec les acteurs locaux et les populations, en basant la collaboration sur la mise en commun des savoir-faire.

Le GERES dispose en particulier d'une expertise dans le domaine de la méthanisation, objet du projet que l'association soumet à la Métropole. Depuis plusieurs années, le GERES constitue le référent technique de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'ADEME dans ce domaine et dispose, à ce titre, d'une convention avec ces institutions pour coordonner et encadrer le développement de la méthanisation sur le territoire régional avec les acteurs locaux. Plus récemment, le GERES est devenu l'animateur de la démarche « Métha'synergie », démarche de promotion et d'accompagnement de la filière à l'échelle régionale dans laquelle la Métropole s'inscrit.

Le GERES, dans le prolongement de son rôle d'observatoire de la méthanisation à l'échelle régionale, propose d'appuyer le développement de la méthanisation sur le territoire métropolitain comme un élément de la transition énergétique, en relation avec les initiatives existantes et dans le prolongement des années précédentes.

Ayant identifié les risques et points de vigilance relatifs au développement de ce type de projet, le GERES estime nécessaire de continuer à informer, sensibiliser, encadrer et aider les porteurs de projets de méthanisation sur le territoire.

Le projet prévoit de réaliser plusieurs catégories d'actions :

- Accompagner les porteurs de projets du territoire en tant qu'expert indépendant dans les étapes de concertation locales et participer aux instances de suivi des projets dans une perspective de développement cohérent et durable.
- Présenter et aider à l'appropriation des nouveaux outils déployés dans le cadre de la mission régionale de renforcement de la filière méthanisation : outil d'aide à la décision (cahier des charges type, livre blanc), outils d'animation pour la concertation en amont des projets...
- Diffuser de l'information utile sur la filière (technologies, évolutions réglementaires, invitation à des événements, compte-rendu de salons, visites de site, réunions du comité chaîne de valorisation régional, etc.).
- Animer le groupe de travail partenarial sur la méthanisation : lieu de discussion et d'échanges autour des projets, actualités et expertise sur des thématiques au préalable identifiées.

Cette démarche est soutenue par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et par l'ADEME, en articulation avec des démarches régionales comme le Schéma régional biomasse.

Il apparaît donc intéressant de continuer à encourager l'action du GERES sur le territoire régional et métropolitain, et de lui accorder une subvention de 10.000 euros au titre de l'exercice 2020, sous réserve

de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération ENV 004-5759/19/CM du 28 septembre 2019 portant approbation du Livre Blanc de l'Energie métropolitain ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association GERES est une association reconnue pour son indépendance et son expertise dans le domaine de la méthanisation.
- Que la démarche du GERES est soutenue par la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'ADEME et s'inscrit dans une démarche régionale et métropolitaine globale.
- Que le développement de la méthanisation répond à des enjeux de transition énergétique et de gestion des déchets sur le territoire métropolitain, domaines de compétence de la Métropole.
- Que ce développement doit cependant être maîtrisé, à travers un apport d'expertise et l'animation du réseau des acteurs du territoire, afin d'éviter des effets néfastes pour l'environnement, pour les riverains et pour la filière biomasse.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association GERES une subvention de 10.000 euros au titre de l'exercice 2020. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2020 établie entre la Métropole et l'association GERES, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020, sous-politique G910, nature 65748, fonction 71.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 050-7536/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Energie Partagée - Approbation d'une convention MET 19/13332/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM) présenté devant le Conseil de la Métropole le 26 septembre 2019 prévoit de développer un mix énergétique basé sur des énergies renouvelables et de récupération à travers son axe 7. Au sein de cet axe, l'action n°56 consiste à favoriser les projets de production d'électricité photovoltaïque participatifs, notamment par le soutien aux associations dont la vocation est de promouvoir et accompagner l'émergence de projets citoyens.

Énergie Partagée Association, association loi 1901 d'envergure nationale, a pour vocation de promouvoir et d'accompagner le développement de projets de production d'énergie renouvelable dans les territoires et le modèle d'appropriation citoyenne de l'énergie en vue de multiplier le nombre de ces projets. Pour cela, elle met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation, tant des porteurs de projet que des collectivités locales afin de promouvoir des politiques publiques favorables aux énergies citoyennes. A l'échelle régionale, le rôle d'animation territoriale d'Energie Partagée Association a été jusqu'ici permis par le soutien financier de l'ADEME et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Depuis 2017 déjà, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'adhérer à cette association nationale afin de soutenir le développement des énergies citoyennes.

Par ailleurs, la Métropole a soutenu en 2018-2019 l'association Les Amis d'Enercoop PACA, association régionale qui œuvre pour l'émergence et l'accompagnement des projets d'énergie citoyenne. Le projet présenté ici par Energie Partagée s'inscrit dans la continuité de celui mené par Les Amis d'Enercoop PACA les années précédentes (qui ne soumet pas de demande de soutien financier à la Métropole pour 2020) et intègre la contribution de ce partenaire.

Le projet présenté par l'association consiste à soutenir et démultiplier la transition énergétique en cours au travers du déploiement de projets d'EnR citoyens.

La mission d'animation d'Energie Partagée en région PACA existe depuis 2015. Elle s'articule autour de trois axes d'interventions : sensibilisation, amorçage des projets et animation d'un réseau régional des porteurs. Le repérage de gisements d'EnR citoyens effectué par les Amis d'Enercoop PACA depuis 2017 et la mission régionale d'animation d'Energie Partagée en 2019, ont fait émerger de nombreux nouveaux porteurs de projet.

L'objectif est aujourd'hui de poursuivre le soutien aux projets émergents et d'être en capacité d'en amorcer de nouveaux, afin d'accélérer les réalisations et d'augmenter leur nombre. En associant Enercoop PACA à ce projet et en étoffant la palette des actions en soutien aux porteurs, le projet proposé par Energie Partagée couvre l'ensemble du secteur concerné. Il s'articule autour des trois actions :

- Action 1 : « Identification du gisement EnR citoyen », qui consiste à poursuivre le repérage du gisement photovoltaïque et des acteurs citoyens (collectivités et/ou habitants) potentiellement en capacité de le transformer en installations.
- Action 2 « Sensibilisation et émergence d'acteurs locaux (citoyens et/ou collectivité) dans la réalisation de projets d'EnR citoyens ».
- Action 3 « Accompagnement des porteurs dans le développement de leur projet d'EnR citoyen ».

Ce projet s'articule avec la mission déjà mise en œuvre par Energie Partagée au niveau régional, en faisant profiter aux porteurs métropolitains des actions de formations, de communication (newletters, flyer) et d'échanges d'expériences, visant la circulation des savoirs et l'autonomisation des porteurs.

Afin de mettre en œuvre le PCAEM et dans la continuité du travail effectué depuis 2017, il convient d'encourager l'action portée par l'association Energie

Partagée sur notre territoire, en coordination avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ADEME.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention de soutien financier avec Energie Partagée Association et de lui accorder une subvention d'un total de 25.000,00 € au titre de l'exercice 2020, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-6815/19/CM du 26/09/2019 approuvant le projet du Plan Climat Air Energie Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre l'action n°56 du Plan climat-air-énergie métropolitain visant à favoriser les projets de production d'électricité photovoltaïque participatifs, notamment par le soutien aux associations dont la vocation est de promouvoir et accompagner l'émergence de projets citoyens.

- Que le projet présenté par l'association Energie Partagée répond aux objectifs métropolitains et s'inscrit dans la continuité des projets menés par Les Amis d'Enercoop Paca et soutenus par la Métropole depuis 2 ans.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à l'association Energie Partagée au titre de l'exercice 2020. La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention 2020 établie entre la Métropole et l'association Energie Partagée, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2020, sous-politique G910, nature 65748, fonction 71.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 051-7537/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles - Approbation d'une convention MET 19/12908/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre au climat actuel de tensions et aux attentes suite aux nombreuses études en santé-environnement autour de l'Étang de Berre, le projet « REPONSES » a été proposé par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI) à plusieurs partenaires, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence (n° GU 2020-00088).

Le SPPPI est un outil de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement. Créé il y a 40 ans sur le territoire fortement industrialisé de Fos-sur-Mer, son expérience profite aujourd'hui à l'ensemble de la Région SUD. Grâce à son fonctionnement collégial, tous les acteurs

(Associations, Collectivités, Industriels, État et établissements publics, Salariés) contribuent à mutualiser leurs savoirs et à identifier des solutions. Il s'agit d'une table ronde où chacun peut s'exprimer, ce qui confère à cet organisme une neutralité reconnue.

Le Projet « REPONSES », élaboré au sein du SPPPI par l'ensemble de ses collègues, vise à écrire les engagements en santé-environnement de ce territoire. Ce projet de concertation grand public s'engage à répondre aux questions et attentes des habitants de 21 communes de la Métropole afin de renouer un dialogue de confiance entre les différents acteurs et la population. Ce projet est d'autant plus ambitieux qu'il met pour la première fois en contact direct le SPPPI et les habitants. De plus, il est le premier à voir le jour sur un sujet si délicat qu'est la santé-environnement. Ce projet, « REPONSES », fait partie de la réponse attendue par les services de l'État pilotés par le Sous-Préfet d'Istres.

Il s'inscrit plus globalement dans les actions de concertation prévues dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Territorial engagé par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise notamment à diminuer l'impact des pollutions sur la santé des habitants.

Rappel des phases du projet « REPONSES » :

- Fin 2018-2019 :
 - Création d'une plate-forme d'informations reprenant l'ensemble des actions existantes portées par chacun des collègues et synthèse des bilans et attentes issues des études, rapports et préconisations.
 - Juin à décembre 2019 :
 - Concertation grand public sous forme de rencontres afin d'informer et de recueillir les attentes des populations dans le but de compléter le plan d'actions santé-environnement du territoire. ;
 - Présentation du plan d'actions à la population.
 - 2020 :
 - Consolidation du plan d'actions à la suite de la concertation et bilan ;
 - Suivi du plan d'actions qui sera complété pour répondre au mieux aux attentes des habitants ;
 - Alimentation de la plate-forme par de nouvelles actions et des contenus pédagogiques ;
 - Implication des citoyens dans la démarche : organisation « temps-citoyens », création d'un espace de discussion, café REPONSES ;
 - Poursuite de l'information via la newsletter et les réseaux sociaux ;
 - Poursuite de la mobilisation des acteurs du territoire.

Dans la logique du projet 2019 et afin de garantir son indépendance, le financement de l'action sera, en 2020, tripartite :

- 33% État et établissements publics (ARS, DREAL, GPMI)
- 33% collectivités dont la Métropole (sous forme de subvention sur projet)
- 33% industriels (GMIF).

Dans ce cadre, il est proposé le soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence au SPPPI, pour mener à bien cette démarche de grande ampleur. Une convention de partenariat est présentée pour la participation au projet « REPONSES ». Les modalités de ce partenariat prévoient la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 35.000 euros sur un budget total de l'action de 135 000 euros, soit 26%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret du 28 juin 2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ENV001-6815/19/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'approbation du projet Plan Climat-Air-Énergie Métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Territorial, à diminuer l'impact des pollutions sur la santé des habitants.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 35.000 euros au SPPPI Paca sous réserve du vote du budget 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SPPPI PACA pour la participation au projet « REPONSES » sur 21 communes du pourtour de l'Etang de Berre ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur budget principal métropolitain 2020 en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 052-7538/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Acoucité pour le programme d'actions 2020 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore - Approbation d'une convention MET 19/12933/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un observatoire de l'environnement sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucité, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région PACA) proposent à la Métropole de déployer un observatoire environnement sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

Acoucité est une association loi 1901 créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux), ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), CEREMA (Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherches et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations,

notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres. La plupart des travaux sont menés sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, terrain de test et d'expérimentation privilégié.

Acoucity collabore à des programmes européens LIFE (GIPSYNOISE, outil SIG conforme aux exigences de la Directive Européenne, HOSANNA, nouvelles solutions acoustiques naturelles, HARMONICA, nouveaux indicateurs acoustique, MONICA, Internet des objets dédiés au confort acoustique et à la sécurité...) et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet. À la suite de ce projet, Acoucity collabore à la réalisation des cartographies du bruit.

Acoucity s'applique à développer, renforcer, renouveler et pérenniser ces actions. Les compétences et savoir-faire acquis, les orientations, les projets de développement, les apports des membres associés et/ou partenaires, ainsi que les soutiens de plus en plus élargis, mettent en évidence la cohérence des actions menées qui renforcent et contribuent à une meilleure connaissance et gestion de l'environnement sonore urbain. La réalisation des objectifs décrits dans ce document correspond au projet associatif de la structure et à ceux de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa politique environnementale en matière de lutte contre les nuisances sonores.

AtmoSud est l'observatoire régional de la qualité de l'air. C'est l'Association Agréée par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (AASQA). Cette structure associative regroupe quatre collèges d'acteurs (collectivités territoriales, services de L'État et établissements publics, industriels, associations de protection de l'environnement et de consommateurs, des personnalités qualifiées et/ou professionnels de la santé).

AtmoSud est membre de la Fédération Atmo France et agit pour la santé de tous. Elle améliore continuellement ses connaissances des polluants atmosphériques et de la qualité de l'air. Elle identifie les populations exposées à un dépassement de normes limites pour la santé pour mettre en évidence les zones où il faut agir.

AtmoSud apporte à l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses compétences et moyens de terrain ainsi que la cohérence air/bruit : gestion de la base de données, rapatriement des données, gestion des balises, accompagnement des prestataires pour l'installation des balises, développement progressif d'une compétence sur le sujet, participation à la stratégie d'échantillonnage...

L'objectif de ce partenariat est de déployer progressivement et en fonction des volontés des territoires de la métropole un observatoire de

l'Environnement Sonore, sur la base de celui mis en œuvre sur le territoire du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole.

Par ailleurs, afin de simplifier la lisibilité de l'organisation de ce partenariat, il est proposé que la Métropole conventionne spécifiquement avec l'association Acoucity, sachant que cette association s'appuiera directement sur les compétences et l'expertise d'Atmosud, et dans ce cadre lui reversera une partie de la subvention à hauteur de 35 000 euros.

En 2020, Acoucity et AtmoSud proposent d'accompagner la Métropole sur 3 actions spécifiques :

- **Animation d'un groupe national sur le bruit et partage d'expérience.**

Comme en 2019, l'association Acoucity propose d'apporter son expertise à différentes agglomérations nationales pour la mise en place de leurs observatoires du bruit. L'association s'engage à atteindre les objectifs d'intérêts généraux suivants conformes à l'objet social de l'association, à savoir :

- Développer des outils d'aide à la décision notamment sur les politiques d'aménagements et de réalisation d'infrastructures,
- Coordonner les efforts de recherche en les rendant accessibles et appropriés aux besoins des collectivités [partenariats INRETS (Institut National de REcherche sur les Transports et leur Sécurité), CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), Ministère de la Transition écologique et solidaire, ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)]...
- Apporter, lors des projets urbains, une assistance pratique dans la prise en compte du bruit dans ses dimensions : mesures acoustiques et sonores, analyse de l'impact social et psychologique, économique, prise de de ces paramètres sur le plan architectural et urbain,
- Développer une expertise, un conseil auprès des collectivités locales, notamment les communes.
- Promouvoir la sensibilisation et la communication du grand public, des professionnels, des élus et des scolaires (Journées des transports, de l'environnement, de la science...).
- Diffuser une valorisation scientifique et technique, vers les habitants et les scolaires (expositions, site Web, émissions radio...), niveau local, national et international.
- Co-animer les réseaux de villes et de groupes de travail nationaux et internationaux.

- **Propositions d'actions pour l'année 2020 pour le Territoire du Pays d'Aix.**

Depuis 2010, l'association Acoucity anime au côté du Territoire du Pays d'Aix, un observatoire de l'environnement sonore, suite à l'appel à manifestation d'intérêt dirigé par l'Ademe et le Ministère de l'Environnement sur le sujet.

Neuf balises de mesures bruit sont aujourd'hui déployées sur le territoire.

Le réseau de balises fixes couvre à ce jour les sites de :

- Aix-en-Provence - Boulevard Roy René en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air.
- Aix-en-Provence - Villa Beauviche.
- Aix-en-Provence - Hôpital Montperrin.
- Vitrolles - Ecole Paul Cézanne.
- Gardanne en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air.
- Aix-en-Provence - CFA/RD9.
- Aix-en-Provence - Pont de l'Arc.
- Aix en Provence - Ecole d'Art en parallèle de la station de mesure de la qualité de l'air.

En parallèle, des mesures mobiles seront conduites sur un ensemble des sites définis en collaboration avec les services de la Métropole. L'essentiel de l'actions sera néanmoins centré sur la réalisation de l'état final des campagnes de mesures du BHNS ; en effet, suite à la mise en fonctionnement du BHNS sur Aix en Provence, il est convenu de réaliser une étude sur l'état de l'environnement sonore après mise en fonctionnement : Plus de 15 campagnes de mesures mobiles sont programmées.

- **Déploiement de l'Observatoire du Bruit à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.**

En 2020, il est aussi proposé de déployer les actions de l'Observatoire de l'Environnement Sonore sur de nouveaux secteurs de l'aire métropolitaine afin d'étudier les incidences de plusieurs projets en cours, sur le paysage sonore urbain :

- Mesures d'urgence transport : accompagnement de la mise en place de restrictions de circulation lors des pics de pollution et d'une Zone à Faibles Émissions
- Nouvelles règles liées aux livraisons en centre-ville de Marseille
- Compléments liés à la réalisation des cartes stratégiques de bruit métropolitaines programmée en 2019
- État de l'environnement sonore sur de nouveaux territoires ou nouvelles thématiques (territoires qui n'avaient pas la compétence bruit jusqu'à présent (territoire de Salon, Istres..., bruit industriel...)).

Dans le fonctionnement de l'observatoire, Acoucity et AtmoSud s'attachent à la définition des sites de mesures, à l'exploitation des données recueillies, à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises.

Acoucity assure particulièrement :

- La mission d'expertise acoustique.
- La gestion de la base de données et la plateforme de diffusion des données de l'observatoire sur une page dédiée de son site.
- La rédaction des rapports d'analyse.

Acoucity s'appuiera sur AtmoSud pour la gestion technique du réseau et le fonctionnement des balises :

- Désinstallation et installation des balises réaffectées.
- Calibration annuelle des balises.
- Gestion des étalonnages annuels avec le constructeur.
- Fourniture, configuration et administration du serveur de données bruit de l'Observatoire du Bruit du Pays d'Aix.
- Achat de petits matériels pour l'installation des balises mobiles notamment.
- Réalisation des campagnes temporaires.
- Synergie entre air et bruit : campagnes de mesure complémentaires autour des balises (AtmoSud, fort de sa connaissance de l'aire métropolitaine présentera aux membres de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ses différents sites de mesures de la qualité de l'air afin d'identifier les sites les plus pertinents pour démarrer les premières mesures).

Le montant prévisionnel de ces actions se porte à 110.800 €, Acoucity sollicite la Métropole pour une subvention à hauteur de 85.000 €, soit 77 % du montant du projet dont 65 000 € sur le Territoire du Pays d'Aix (n° GU 2020-00517) et 20 000 € au titre de la Métropole (n° GU 2020-00520).

Pour l'ensemble des missions réalisées, Acoucity reversera la somme de 35 000 € à l'association AtmoSud.

Dans le cadre de ce partenariat, il est donc proposé d'attribuer une subvention à l'association Acoucity d'un montant global de 85.000 € dont une partie est reversée à AtmoSud, pour son travail sur l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La compétence lutte contre les nuisances sonores attribuée à la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'Article L. 5217-2 du CGCT.
- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix à l'échelle de la Métropole en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 85.000 euros à l'association Acoucity sous réserve du vote du budget 2020, pour la mise en œuvre du programme 2020 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore dont :

- 65 000 euros seront dédiés aux actions 2020 sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- 20 000 euros au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine.

35 000 euros seront reversés à AtmoSud par Acoucity au titre de l'Observatoire de l'Environnement Sonore.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits et ventilés comme suit :

- 65.000 euros sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748 ;
- 20.000 euros sur le budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 053-7539/19/BM

**■ Renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et règlement de leurs cotisations au titre de l'année 2020
MET 19/12915/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations actives en matière d'Environnement présentant un intérêt en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Ces associations sont les suivantes :

- ATMOSUD (anciennement AIR PACA) dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public. AtmoSud accompagne la Métropole dans plusieurs projets et initiatives : le programme européen DIAMS sur l'innovation numérique et la qualité de l'air, la rénovation de quartiers de Frais Vallon à Marseille ou d'Encagnane à Aix en Provence, Air et Ports, l'environnement industriel autour de l'Etang de Berre ou de démarches plus stratégiques : le Plan Climat Air Energie Métropolitain, l'Agenda de la mobilité et le Plan de Déplacement Urbain. Le montant de cotisation pour 2020 est de 480.901 euros.

- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les

domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...). En plus de l'organisation de réunions d'information et d'échanges, de colloques sur des sujets comme les risques industriels, la qualité de l'air, la gestion des déchets industriels, la pollution des sols et le traitement de friches industrielles, le S3PI aborde des sujets nouveaux : l'économie circulaire , les enjeux santé environnement. Sur ce dernier thème, la métropole est partenaire du projet « REPONSES » conduit par cette association et qui a pour objectif de renouer le dialogue et d'apporter des réponses concrètes à la population en matière de santé de l'environnement industriel. Le montant de cotisation pour 2020 est de 15.000 euros.

- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB), qui une référence nationale de référence, dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore. Cette association apporte son expertise aux collectivités adhérentes tant sur le plan réglementaire, que sur le plan technique par la diffusion d'articles et de dossiers, mais par l'accompagnement sur des sujets sollicités par l'adhérent. Enfin, elle anime un réseau d'échange d'expérience entre plusieurs collectivités à la pointe sur ces sujets. Le montant de cotisation pour 2020 est de 2.200 euros.

- L'association AMARIS qui réunit les communes, intercommunalités et régions accueillant sur leurs territoires des activités industrielles présentant des risques ou des canalisations de transport de matières dangereuses. Elle a pour objectifs de défendre les intérêts de ces collectivités dans le cadre des projets de réglementation et des décisions gouvernementales. Le montant de cotisation pour 2020 est de 5.000 euros.

- L'association ACOUCITE, pôle d'expertise qui a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain. Acoucity accompagne la Métropole dans le déploiement d'un observatoire de l'environnement sonore et accompagne la métropole dans l'élaboration et la mise en œuvre de son Plan Climat Air Energie Métropolitain et de son Plan de Déplacement Urbain. Le montant de cotisation pour 2020 est de 800 euros.

- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, Le CPIE du Pays d'Aix travaille à l'émergence à l'échelle métropolitaine d'un service public de l'efficacité énergétique de l'Habitat tel que prévu par la loi, accompagne les communes du territoire sur le déploiement d'économies de flux, organise des colloques sur ces sujets (mettant en relation professionnels, collectivités et particuliers),

collabore aux démarches en matière de Développement Durable (Charte, Commerce Engagé ...), éducation à l'environnement (participation active aux « fertiles rencontres » organisées par la métropole. Le montant de cotisation pour 2020 est de 25.000 euros.

- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) dont l'objet est d'assurer une mission de service public auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités afin de leur apporter expertise, méthodologie et outils facilitant la conduite de leurs projets en matière de : rénovation énergétique de l'habitat, réhabilitation des copropriétés, renouvellement urbain, politique énergétique et production d'énergie décentralisée. Elle participe au côté du CPIE du Pays d'Aix à l'émergence à l'échelle métropolitaine d'un service public de l'efficacité énergétique de l'Habitat. Elle contribue dans son domaine de compétence à l'animation de l'Espace Habitat de Marseille. Pour 2020, le montant de cotisation est de 101.431,07 euros.

- Le CYPRES est chargé de promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Son activité concerne quatre domaines : l'information préventive, la concertation, la communication, la formation. Cette association propose aux communes du territoire un accompagnement pour l'élaboration de leur plan Communal de Sauvegarde, la réalisation du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs et l'organisation d'exercices pour tester ce plan. Le CYPRES complète ainsi l'action de la Métropole sur la prévention et la préparation à la survenue d'une crise majeure. Le montant de cotisation pour 2020 est de 30.000 euros.

- Le Réseau Régional pour l'Éducation à l'Environnement, appelé également GRAINE PACA, regroupe l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs de la Région, agissant dans le domaine de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD). Cette association loi 1901 a plusieurs objectifs : la production de connaissance et d'information relative à ce thème et propose une base de données en ligne, disponible à ses adhérents. Cette base est une source précieuse car elle émane des retours d'expérience, mais également des statistiques produites par l'ensemble des associations EEDD de PACA, tout en s'appuyant sur des études françaises et internationales, l'apport d'une aide aux différents acteurs de l'EEDD, par le partage de données, par la mise à disposition d'outils méthodologiques et pédagogiques à partager ainsi que le retour d'expérience. Enfin le GRAINE PACA participe, en tant qu'acteur, aux travaux de l'opération « les Fertiles Rencontres de l'EEDD » portée par la Métropole et destinée aux acteurs métropolitains de l'Éducation à l'Environnement. Pour mémoire, cette action a pour but de favoriser la montée en

compétence des agents de la collectivité investis de mission de sensibilisation, par la rencontre avec les autres acteurs, par le partage d'expériences et de bonnes pratiques. Le GRAINE a apporté, dans cette opération, son savoir-faire et son réseau. Le montant de cotisation pour 2020 est de 2.000 euros.

- L'association EnvirobatBDM, dont l'objet est la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour cela, l'association propose des formations et visites d'opérations exemplaires aux maîtres d'œuvre et d'ouvrages, des outils pratiques pour la réalisation d'un projet (simulation thermique, construction passive, rafraîchissement des bâtiments, biomatériaux, éclairage économe...), l'appui d'un réseau d'experts, et un accompagnement dans l'évaluation d'un projet (coût global, performances...). L'association organise régulièrement des groupes de travail pour favoriser l'échange entre collectivités et professionnels sur des sujets prédéfinis. Le montant de cotisation pour 2020 est de 20.000 euros.

Le montant des cotisations de chaque association est stable depuis 2017 hormis la cotisation d'Atmosud dont la base a été réévaluée en assemblée générale passant de 0,258 €/habitant à 0,264 €/habitant pour les collectivités de plus d'1 million d'habitants, et en conséquence une augmentation de la cotisation de 8.503 € par rapport à 2019.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec ces organismes, il est proposé de renouveler pour 2020 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ces associations et leur verser leur cotisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier
- La délibération n°ENV 006-1137/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion à l'Agence Locale de

l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence (ALEC) ;

- La délibération n°ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion aux associations du secteur de l'environnement, dont AIR PACA, le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) et le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA ;
- La délibération n°ENV 002-2086/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 portant adhésion à l'association AMARIS ;
- La délibération n°ENV 002-2397/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion à l'association ACOUCITE et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) ;
- La délibération n°ENV 017-5416/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant renouvellement pour 2019 des adhésions aux associations du secteur de l'environnement ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ENV 015-6173/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant le renouvellement de l'adhésion 2019 au CYPRES ;
- La délibération n°ENV 015-6679/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 portant le renouvellement de l'adhésion 2019 à Envirobat-BDM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 portant le renouvellement de l'adhésion 2019 à GRAINE PACA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations listées ci-dessus représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés, les renouvellements d'adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations

suivantes, ainsi que le règlement des cotisations correspondantes au titre de l'année 2020 :

- ATMOSUD (anciennement AIR PACA) pour un montant de cotisation de 480.901 euros
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) pour un montant de cotisation de 2.200 euros
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA pour un montant de cotisation de 15.000 euros
- L'association AMARIS pour un montant de cotisation de 5.000 euros
- L'association ACOUCITE pour un montant de cotisation de 800 euros
- Le CPIE du Pays d'Aix pour un montant de cotisation de 25.000 euros
- L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille-Provence pour un montant de cotisation de 101.431,07 euros
- Le CYPRES pour un montant de cotisation de 30.000 euros
- L'association Graine PACA pour un montant de cotisation de 2.000 euros
- Envirobat BDM pour un montant de cotisation de 20.000 euros.

Article 2 :

Sous réserve de l'approbation du Budget Principal et des Etats Spéciaux 2020, les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement chapitre 011 - nature 6281 - Fonction 74, pour les cotisations à verser aux organismes autres que le CPIE du Pays d'Aix et sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix chapitre 011 - nature 6281 - Fonction 74, pour ce qui concerne la cotisation au CPIE du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 054-7540/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Commission Locale d'Information de Cadarache pour une action de communication en 2020 - Approbation d'une convention MET 19/12988/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI départementales en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités

nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils Départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes ainsi que des personnes qualifiées, des représentants d'associations de protection de l'environnement, de syndicats de professions médicales et des intérêts économiques.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance), d'ITER, à la suite de la fusion avec la CLI ITER en 2014 (sis sur la commune de Saint Paul-Lez-Durance) et de Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI, comme elle le fait depuis 2009 auprès des Établissements Publics qui accueillent sur leur territoire les installations dont elle a le suivi, sollicite au titre de l'année 2020 une subvention de 10.000€ auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant prévisionnel de l'action de 84.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'information ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de transparence et d'information autour des installations nucléaires auprès des institutions et de la population.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 euros, répartie comme suit :

- 8.000 euros sur le budget État spécial du Territoire du Pays d'Aix (n° GU 2020_00116),
- 2.000 euros sur le budget État spécial du Territoire de Marseille Provence (n° GU 2020_00115).

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution de la subvention à la CLI Cadarache.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020,

- pour 8.000 euros sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix 2020 en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748 - fonction 020 ;
- pour 2.000 euros sur l'État Spécial du Territoire de Marseille Provence 2020 en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 055-7541/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi en octobre 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13644/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Brigade Anti Gaspi organise la troisième édition du salon « Anti-Gaspi » en octobre 2020 sur Marseille.

Le bilan des éditions précédentes du salon est positif avec plus de 3.800 visiteurs accueillis en 2017 et 8.858 en 2018 rassemblant le grand public et les scolaires.

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner auprès des stands présents, lors des différentes animations proposées et de trois tables rondes. Plusieurs élus de la Métropole ont participé à ces tables rondes afin de mettre en avant les actions d'Aix-Marseille-Provence Métropole.

Ces différents temps ont permis aux visiteurs d'apprendre, à travers les explications données, toute l'importance de l'Anti Gaspi et de découvrir, par les stands présents, des solutions simples et locales.

La troisième édition du salon « Anti-Gaspi » se déroulera en octobre 2020 sur Marseille, avec plus de 15.000 visiteurs attendus autour de tables rondes et ateliers mais également deux Climapéro, deux soirées festives et une soirée de gala durant laquelle sera remise la « coupe Anti-Gaspi ».

Ce Salon est la vitrine qui permettra de pérenniser les actions mises en place par l'association telles que les Marchés Anti-Gaspi en 2019 ou la participation à MPG 2019.

Ainsi, le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation d'un salon 2020, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de l'Agenda Environnementale de la Métropole et du Département et aux objectifs de la démarche zéro déchet zéro gaspillage du Territoire Marseille Provence. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 20.000 euros (2020_00187 pour le CT1 et 2020_00188 pour le CT2).

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour le salon « Anti-Gaspi » 2020 à hauteur de 18.000 euros.

Pour le territoire Marseille Provence, cette opération s'inscrit dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Une convention d'objectifs est présentée pour la participation à l'organisation du Salon Anti-Gaspi. Les modalités prévoient la participation financière de la Direction Stratégie Environnementale de la Métropole pour 10 000 euros et du Conseil de Territoire de Marseille Provence pour 8 000 €, soit un total de 18 000 euros sur un budget total de l'action de 210 000 euros, soit 8.60 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire avec l'ADEME ;
- La délibération ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'adoption Agenda Environnemental de la Métropole Aix Marseille Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-6815/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative à l'adoption du projet Plan Climat Air Energie Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de salon « Anti-Gaspi » 2020 représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 18.000 euros à l'Association Brigade Anti-Gaspi, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain 2020, et du budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec l'Association Brigade Anti-Gaspi pour l'organisation du salon « Anti-Gaspi » en octobre 2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Au Budget Principal Métropolitain 2020, en section de fonctionnement, chapitre 65 Nature 65748 Fonction 74 pour un montant de 10.000 euros.
- Au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets 2020 du Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Nature 65748 - Sous-Politique G140 - Fonction 7212 pour un montant de 8 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 056-7542/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Métropole Marseillaise et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour la transition énergétique - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs
MET 19/13857/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole a voté son projet de Plan Climat Air Energie (PCAEM) et s'est fixé des objectifs ambitieux, notamment de neutralité carbone et de réduction de 50 % des consommations d'énergie à l'horizon 2050.

Sur le territoire métropolitain, 20 % des consommations d'énergie sont absorbées par les bâtiments d'habitations et tertiaires. Sans intervention sur le patrimoine, la facture énergétique des habitants et des collectivités ne va cesser d'augmenter du fait de la hausse des tarifs des énergies, de la perte de rendement des matériels, du vieillissement des équipements techniques.

La rénovation énergétique des bâtiments est le moyen le plus efficace de réduire et maîtriser, de façon pérenne, les consommations d'énergie. Les travaux relatifs à l'enveloppe du bâtiment (isolation toiture, parois vitrées et opaques), les travaux relatifs aux systèmes (équipements de production de chaleur et de froid, régulation, ventilation...), l'introduction de production à partir d'énergies renouvelables reliées aux réseaux ou en autonomie, pour la production électrique et pour la production de chaleur et de froid et la prise en compte de la qualité de l'air intérieur par le choix des matériaux et l'acoustique du bâtiment comptent parmi les travaux prioritaires les plus performants pour agir sur la consommation et le confort des occupants.

Le logement compte parmi les premiers secteurs émetteurs de gaz à effet de serre sur la Métropole Aix-Marseille-Provence. De fait, la rénovation du parc de logements existants représente un enjeu majeur pour lutter contre la pollution, mais aussi pour réduire la dépendance aux énergies fossiles et lutter contre la précarité énergétique. Cet enjeu est d'autant plus prégnant que plus de la moitié des logements privés sur la Métropole date d'avant 1970, avant la mise en place des premières réglementations thermiques. L'objectif national de rénovation des logements, rapporté à la métropole est d'environ 16.000 logements rénovés par an pour contribuer à l'atteinte des engagements de la France (COP21).

Par ailleurs, la Métropole et ses communes se doivent d'être exemplaires en matière de consommation d'énergie pour les bâtiments et équipements publics et doivent, aussi, engager des travaux de rénovation sur le patrimoine le plus ancien.

Les associations Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille (ALEC) et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) et sa Maison Energie-Habitat-Climat du Pays d'Aix (MEHC) ont pour objet d'agir pour la Maîtrise de l'Energie dans l'habitat et d'accompagner les communes et la Métropole dans leurs réflexions et travaux de maîtrise de l'énergie.

1/ Intervention dans le domaine de l'habitat (action 45 du PCAEM)

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, de 2015, définit un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH), dans ses articles 22 et 188, comme un service s'appuyant sur un réseau de plateformes territoriales de la

rénovation énergétique, lesquelles ont une mission d'accueil, d'information et de conseils du consommateur, en fournissant les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration du projet de rénovation.

Ce service public, et son développement, figurent parmi les actions phares du Projet de Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain adopté le 26 septembre 2019.

Ce service s'appuie notamment sur le territoire métropolitain sur :

- l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Marseille (ALEC), sur les territoires de Marseille Provence et le Aubagne Pays de l'Etoile,

- le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix (CPIE) et sa Maison Energie-Habitat-Climat du Pays d'Aix (MEHC), sur le Territoire du Pays d'Aix,

- l'ADIL dans une partie de ses missions d'accueil et d'information sur les questions juridiques et financières.

Au sens de la loi, ce SPPEH s'adresse aux populations non couvertes par les dispositifs développés par l'État, et soutenus par les aides de l'ANAH.

La Métropole souhaite soutenir toute action qui étendrait ce dispositif à l'ensemble des publics, et à l'ensemble du territoire métropolitain, pour offrir à la population un service plus lisible, plus simple d'accès et mutualiser les moyens

Dans cet objectif, la Métropole travaille à la mise en cohérence des actions à l'échelle métropolitaine avec les autres collectivités et institutions : Département 13, Région, Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL), services de l'État, ADEME, depuis 2017. La création d'un numéro d'appel unique entre l'ensemble des opérateurs en est une première manifestation. En effet, il offre plus de lisibilité aux habitants de la Métropole. Ce guichet unique est, en outre, doté d'un outil permettant l'enregistrement, l'orientation et le suivi partagé des demandes.

Il est à noter que l'action des associations facilite le passage à l'acte des particuliers pour la réalisation de travaux de rénovation qualitatifs, souvent peu coûteux et performants énergétiquement. Il permet de tendre vers une massification de la rénovation pour atteindre les objectifs fixés par le Plan Climat Métropolitain. Enfin, elles favorisent l'émergence d'un marché de qualité de la rénovation du bâtiment, dans lequel l'offre des professionnels rencontre la demande des particuliers.

Dans ce cadre, trois axes de développement sont proposés par les associations :

- Accompagner et faciliter le parcours de rénovation du particulier tout au long de son projet,
- Développer une animation territoriale adaptée intégrant les initiatives existantes sur les territoires,

- Mobiliser et valoriser les acteurs du territoire (architectes, ingénierie, entreprises du bâtiment...) pour mieux répondre aux spécificités du marché. Ces trois axes de travail créent un environnement favorable à la massification du marché de la rénovation de l'habitat.

Le conseil aux particuliers :

Ainsi afin de développer ces axes, l'ALEC de Marseille organise des permanences bi-hebdomadaires de conseil à la rénovation énergétique de l'habitat privé en collaboration avec les autres partenaires au sein de de l'« Espace Accompagnement Habitat ».

Sur le Pays d'Aix, la Maison Énergie Habitat Climat développe les actions suivantes dans sa permanence à Aix-en-Provence.

- Accueil individuel du public et programme d'animations en ateliers collectifs : dispositif éco-rénovez
- Projets de lutte contre la précarité énergétique et accompagnement des bailleurs sociaux
- Mission de Conseil en Énergie Partagé pour les communes de la Métropole.

Pour 2020, l'ALEC propose à la Métropole de déployer, cette action sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et la MEHC sur le Pays Salonais.

Le conseil aux copropriétés

L'ALEC et le CPIE accompagnent aussi les copropriétés, dans leurs travaux de rénovation. La mission développée depuis quelques années connaît une montée en puissance du fait d'une sollicitation de plus en plus importante de "leaders énergétiques" mais également de conseils syndicaux et syndics, face à la complexité des opérations de rénovation et énergétique

Plan de financement ALEC

Financier	Produits
AMP Service Habitat	50.000 €
AMP Stratégie Environnementale (subv)	195.000 €
ADEME	130.000 €
Région SUD	36.000 €
Département	45.000 €
Politique ville La Ciotat	5.000 €
Fonds propres ALEC dont l'adhésion AMP	46.700 €
Budget prévisionnel total	507.700 €

le besoin de conseils neutres tout en prenant en compte le temps nécessaire à la décision et sa mise en œuvre (un projet prend plusieurs années). En 2019 : 228 copropriétés privées suivies, dont 3.437 logements ayant réalisé des travaux (hors dispositif des copropriétés dégradées).

Nuisances sonores dans l'habitat

Particularité du Pays d'Aix, la MEHC est le relais de la politique en faveur du traitement des nuisances sonores dans l'habitat mis en place sur le territoire du Pays d'Aix.

Depuis 3 ans, Eco-Rénovez intègre la réduction des nuisances sonores, en formant ses conseillers sur l'acoustique des bâtiments, en informant les habitants.

Les animations territoriales

Pour soutenir ces actions individuelles et collectives, les associations organisent des animations territoriales sur l'ensemble de la Métropole. Ces opérations permettent de créer une dynamique entre les acteurs publics, les professionnels et les particuliers propice à la montée en compétence de chacun au service de rénovations de qualité. Exemples d'animations : balades thermographiques « Un cliché pour rénover », visites de sites (chantiers, rénovations exemplaires, ateliers de la rénovation, conférences, etc).

Les associations participent, également, aux salons thématiques du territoire : Antigaspi, IMMEXPO, Salon de l'Immobilier, les Estivales Immobilier, Journée de la Copropriété, etc., et organisent des journées multi-partenariales, par exemple « les Rendez-vous de la Rénovation Énergétique ».

Plan de financement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat privé (SPPEH) – Plateforme de la rénovation

Plan de financement CPIE

Financier	Produits
AMP Stratégie Environnementale	358.500 €
ADEME	82.000 €
Région SUD	80.000 €
Département	30.000 €
Ville d'Aix-en-Provence	7.500 €
Budget prévisionnel Total	558.000 €

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2020-00626	Plateforme (Marseille Provence et Aubagne Pays de l'Est)	ALEC	Habitat	50.000 €	507 700 €	50.000 €	50.000 €	oui
2020-00614		ALEC	Environnement			195.000 €	195.000 €	oui
2020-00608	Plateforme (Pays d'Aix et ...)	CPIE	Environnement	203 500 €	558.000 €	358.500 €	358.500 €	oui
	TOTAL					603.500 €	603.500 €	

2/. Ingénierie énergétique territoriale

Pour l'année 2020, les associations sollicitent la Métropole plus fortement par rapport à l'année 2019, du fait du retrait partiel de la participation de l'ADEME au financement de ce dispositif. En effet, l'ADEME avait annoncé ce désengagement dès 2018. Une recherche de mutualisation des dépenses a été engagée (numéro unique, outil WEB...) ainsi qu'un tour de table financier des partenaires. Cependant, à ce jour, le maintien de ce service et son déploiement sur d'autres territoires métropolitains nécessite de mobiliser des crédits plus importants au niveau de la Métropole.

Il faut noter que l'État, conscient des difficultés de financement des plateformes à l'échelle nationale, déploie un nouveau dispositif de financement basé sur les Certificats d'Economie d'Energie (dispositif Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique - SARE). La Métropole, souhaite s'y inscrire afin de pouvoir bénéficier de ces financements qui compenseront, pour partie, les efforts financiers consentis sur l'année 2020 et suivantes.

Plan de financement ALEC

Financier	Produits
AMP Service Habitat	10.000 €
AMP Stratégie Environnementale	10.000 €
ADEME	12.000 €
Région SUD	21.000 €
Fonds propres ALEC (dont l'adhésion AMP)	39.800 €
Budget prévisionnel total	92.800 €

Le décret du 25-07-2019, entré en vigueur le 01-10-2019, dans le cadre de la loi ÉLAN pose un objectif de réduction des consommations finales énergétiques des bâtiments tertiaires (de + 1000 m²) de - 40 % en 2030, - 50 % en 2040 et - 60 % en 2050 par rapport à 2010 et le reporting de ces données sur une plateforme ADEME dès 2020.

On estime à 10 % les économies réalisables, sans réel investissement, et à 45 % si des investissements sont réalisés dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Face à ce constat, le déploiement d'un Conseil en Énergie Partagé prend toute sa mesure.

Par conséquent l'ALEC et le CPIE ont créés des postes de conseiller en énergie. Le Conseiller en Énergie Partagé accompagne la transformation des comportements des gestionnaires et des usagers du patrimoine communal en auditant le patrimoine pour préconiser des travaux, suivre et contrôler les travaux.

Plan de financement CPIE

Financier	Produits
AMP Stratégie Environnementale	32.500 €
Participation communale	60.000 €
Budget prévisionnel total	92.500 €

Numéro Guichet unique	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oui/non
2020-00627	Ingénierie énergétique territoriale pour Marseille Provence et Pays d'Aubagne et de l'Etoile	ALEC	Habitat	10.000€	92.800 €	10.000 €	10.000 €	Oui
2020-00615		ALEC	Environnement	10.000 €		10.000 €	10.000 €	oui
2020-00607	Ingénierie énergétique territoriale (Pays d'Aix et Pays Salonnais)	CPIE	Environnement	27.500 €	92.500 €	32.500 €	32.500 €	oui
	TOTAL METROPOLE				185.300 €	52.500 €	52.500 €	

Outre ces demandes, il convient de noter que le CPIE a également sollicité la Métropole pour l'exercice 2020 sur les actions suivantes :

- Boite à outils sur la mobilité durable n° dossier GU 2020-00508 pour un montant sollicité de 10.000 € auprès de la DGA Mobilité, transport, Voirie ;
- Déploiement dispositif PDEF n° dossier GU 2020-00511 pour un montant sollicité de 20.000 € auprès de la DGA Mobilité, transport, Voirie ;
- Commerce engagé n° dossier GU 2020-0610 pour un montant de 49.000 € auprès du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération n° ENV 001-6815/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La dynamique enclenchée sur le Territoire en direction des copropriétés privées.
- La capacité de l'ALEC et du CPIE – MEHC à générer de l'activité économique, des projets performants et des dispositifs technico-financiers innovants et fédérateurs.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 391 000 euros pour le déploiement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat, et d'une Ingénierie énergétique territoriale, sur les communes de la Métropole dans le cadre du PCAEM.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'Association Agence Locale de l'Energie et du Climat d'un montant total de 265 000 euros pour le déploiement du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat, et d'une ingénierie énergétique territoriale, sur les communes de la Métropole dans le cadre du PCAEM.

Article 3 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs ci-annexées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association ALEC Marseille Provence et entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 5:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des recettes permettant de financer ces missions.

Article 6:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain, sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain 2020, en section de fonctionnement :

Pour l'ALEC de Marseille :

- Au titre de l'Habitat : sous-politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552 pour un montant de 60.000 euros
- Au titre de la Stratégie Environnementale : chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 205.000 euros

Pour le CPIE du Pays d'Aix :

- Budget principal, chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 211 000 euros.
- Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65, Nature 65748, fonction 74 pour un montant de 180 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-7543/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/1002 pour la réalisation par la commune de Peynier d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne
MET 19/12941/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé le 28 juin 2018, par délibération n°FAG 001-3879/18/BM, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Peynier portant sur l'opération de réalisation des équipements en matière d'eau potable, d'assainissement et de pluvial relatifs au projet urbain partenarial (PUP) Sainte-Anne. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 229.400,00€HT, soit 275.280,00€TTC répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 47.000,00€HT, soit 56.400,00€TTC,
- pour la compétence assainissement, 71.200,00€HT, soit 85.440,00€TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 111.200,00€HT, soit 133.440,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Peynier.

En effet, les évolutions du projet ont entraîné des modifications conséquentes sur les réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'eaux pluviales à réaliser :

- concernant l'eau potable, les diagnostics préalables des réseaux existants ont conduit la collectivité à prévoir le renouvellement d'un linéaire plus important ;
- concernant les réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales une recherche de fiabilité d'exploitation a amené à approfondir les réseaux pour collecter les eaux usées uniquement de façon gravitaire, et à préconiser un tracé qui passe uniquement en domaine public.

Enfin, cet avenant permet aussi de corriger une erreur matérielle d'affectation des montants concernant la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), initialement imputées sur l'enveloppe eau potable.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 229.400€HT à 413.226€HT, soit une augmentation globale de 80%, répartis comme suit :

- une augmentation de 51% pour la compétence eau potable, portée à 71.045€HT, soit 85.254,00€TTC,
- une augmentation de 105% pour la compétence assainissement, portée à 145.863€HT, soit 175.035,60€TTC,

- une augmentation de 71% pour la compétence eaux pluviales, portée à 190.218€HT, soit 228.261,60€TTC,
- une enveloppe portée à 6.100€HT, soit 7.320,00€TTC pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-3879/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Peynier ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/1002 pour la réalisation, par la commune de Peynier, d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/1002 pour la réalisation, par la commune de Peynier, d'équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales relatifs au projet urbain partenarial Sainte-Anne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour les exercices 2019 et 2020 sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-7544/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0062 pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau MET 19/12942/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant sur diverses opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.611.146,69 euros HT, soit 1.633.376,03 euros TTC sans précision sur la répartition entre les différentes compétences.

Ensuite, par délibération n°FAG 022-4726/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau Métropolitain a approuvé un premier avenant à cette convention afin de mettre à jour les opérations réellement concernées par le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ainsi que d'établir la répartition des dépenses entre les compétences : Eau potable, Assainissement et Pluvial. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 64.535 euros HT, soit 77.442,00 euros TTC pour la compétence eau potable,
- 612.804,00 euros HT, soit 735.364,80 euros TTC pour la compétence assainissement,
- 144.502,00 euros HT, soit 173.402,40 euros TTC pour la compétence eaux pluviales.

Enfin, par délibération n° DEA 004-6179/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau Métropolitain a approuvé un deuxième avenant à cette convention afin de corriger une erreur matérielle sur l'opération de travaux n°3 portant sur les extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur la RD368. Cet avenant a modifié uniquement l'enveloppe des travaux du budget assainissement :

- le montant affecté à cette compétence assainissement fut ainsi porté de 612.804,00 euros HT, soit 735.364,80 euros TTC à 658.828,00 euros HT, soit 790.593,60 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

En effet, concernant l'opération n°2 portant sur la phase de l'extension du réseau d'assainissement des eaux usées Chemin du Pas de la Mue, l'enveloppe

indiquée dans la convention avait été établie en phase avant-projet et omettait certaines prestations connexes : les essais d'étanchéité et de compactage préalables à la réception des réseaux, la coordination Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

Il convient donc d'adapter l'enveloppe de la convention pour prendre en compte :

- le montant du marché de travaux, notifié à un montant supérieur à l'estimation initiale,
- les prestations connexes manquantes : essais d'étanchéité et de compactage préalables à la réception des réseaux et coordination Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 867.865,00 euros HT, soit 1.041.438,00 euros TTC à 895.938,00 euros HT, soit 1.075.125,60 euros TTC, soit une augmentation globale de 3,2%, impactant uniquement l'enveloppe de la compétence assainissement :

- le montant affecté à la compétence assainissement est porté de 658.828,00 euros HT, soit 790.593,60 euros TTC à 686.901,00 euros HT, soit 824.281,20 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération FAG 017-3020/17/BM du Bureau de Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 022-4726/18/BM du Bureau de Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEA 004-6179/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°3 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour l'exercice 2020, sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-7545/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°17/1419 pour la réalisation par la commune de Trets de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement
MET 19/12946/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Cette convention porte sur quatre opérations dont les opérations 1 et 2 sont directement liées au programme de travaux de voirie de la commune. La convention initiale était basée sur une programmation prévisionnelle tenant compte des éléments connus à

sa date d'établissement. La Commune a fait évoluer cette programmation pour l'adapter aux contraintes rencontrées en cours de chantier.

Il convient donc d'ajuster la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement afin de les mettre en cohérence avec les besoins liés à cette programmation.

Cet avenant est sans effet sur l'enveloppe globale à la charge de la Métropole, qui demeure à 1.018.346,67 € HT, soit 1.222.016,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 017-3020/19/BM du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Trets, de travaux pour l'extension, la réfection ou l'aménagement d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- le Budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-7546/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise de branchements Chemin de la Calotte MET 19/12947/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) avec la commune de Beaurecueil, fondée sur les dispositions de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'enveloppe affectée à l'opération en modifiant l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise de branchements chemin de la Calotte.

En effet, la convention initiale était basée sur une estimation de coût au stade avant-projet du maître d'œuvre. Le marché de travaux a été notifié à un coût légèrement supérieur à l'estimation.

Il convient donc d'ajuster l'enveloppe aux dépenses réellement constatées, déduction faite des coûts supportés par la Commune avant le transfert de la compétence Eau potable.

L'enveloppe de l'opération est ainsi portée de 48.286€HT, soit 57.943,20€TTC à 54.701,60€HT, soit 65.641,92€TTC, représentant une augmentation de 13,3% par rapport à la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise des branchements chemin de la Calotte.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée n°18/0852 pour la réalisation par la commune de Beaurecueil de travaux de réfection du réseau d'eau potable et la reprise des branchements Chemin de la Calotte.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-7547/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 19/0281 relative à la réhabilitation par la commune du Tholonet des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre des travaux de l'entrée de ville RD17

MET 19/12948/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° DEA 005-5674/19/BM du 28 mars 2019 une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°19/0281 pour la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville Est – RD17.

En effet, il convient d'ajuster la répartition des montants entre les compétences eau et assainissement afin de les mettre en cohérence avec les coûts résultant du marché de travaux attribué.

Cet avenant est sans effet sur le coût global de l'opération à la charge de la Métropole, qui demeure à 253.000€HT, soit 303.600€TTC, répartis comme suit :

- +19% sur l'enveloppe eau potable,
- -16% sur l'enveloppe assainissement.
-

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 005-5674/19/BM portant approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune du Tholonet, des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'aménagement de l'Entrée de ville Est – RD17.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- au Budget annexe de l'Eau du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;
- au Budget annexe de l'Assainissement du Pays d'Aix, en section d'investissement ; opération 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-7548/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0853 relative à la réalisation par la commune de Pertuis du réseau pluvial à proximité du parking de la piscine MET 19/12949/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente

convention. Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM du 18 mai 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Pertuis pour la réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine de Pertuis, fondée sur les dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet d'ajuster l'enveloppe affectée à l'opération en modifiant l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

En effet, la convention initiale était basée sur une estimation de coût au stade avant-projet du maître d'œuvre. Le marché de travaux a été notifié à un coût légèrement supérieur à l'estimation.

Il convient d'ajuster l'enveloppe aux dépenses réellement constatées, tenant compte des évolutions du projet dans sa phase de réalisation.

L'enveloppe de l'opération est ainsi portée de 22.249,00€HT, soit 26.698,80€TTC à 27.018,02€HT, soit 32.421,62€TTC, représentant une augmentation de 21,4% par rapport à la convention initiale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 18/0853 pour la réalisation par la commune de Pertuis du réseau de collecte des eaux pluviales à proximité du parking de la piscine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les Budgets 2019 et 2020 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-7549/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n° 18/0227 pour l'aménagement par la commune de Bouc-Bel-Air des réseaux humides
MET 19/12950/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de la dite convention.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage portant trois opérations d'aménagement des réseaux humides à Bouc-Bel-Air. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 2.238.932,50€ HT, soit 2.686.719,00€ TTC alloués sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

En effet, cette convention porte sur trois opérations pour lesquelles l'enveloppe affectée nécessite d'être ajustée.

Concernant l'opération n°1 de rénovation du collecteur d'assainissement dans le quartier La Salle, cette opération a connu un commencement d'exécution en

2017. Il convient d'ajuster son enveloppe au montant exposé par la Commune ouvrant droit à remboursement de la Métropole, en déduisant les dépenses supportées par la Commune avant le transfert de compétence.

Le montant de l'opération, qui ne concerne que le budget annexe de l'Assainissement, est ainsi porté de 1.459.567,50€ HT à 1.325.000€ HT, soit une réduction de 9,2%.

Concernant l'opération n°2 de rénovation du réseau d'eau potable dans le secteur Pin Porte Rouge, il convient de compléter l'enveloppe affectée à l'opération des prestations connexes indispensables à la réalisation des travaux : Coordination Sécurité et Protection de la Santé et essais préalables à la réception.

Le montant de l'opération, qui ne concerne que le budget annexe de l'eau potable, est ainsi porté de 779.365€ HT à 810.000€ HT, soit une augmentation de 3,9%.

Concernant l'opération n°3 de renforcement du réseau d'eau et de réhabilitation et d'extension du réseau d'assainissement, il convient de :

- corriger une erreur matérielle de la convention initiale où les montants affectés aux compétences eau et assainissement avaient été inversés ;
- compléter l'enveloppe affectée à l'opération des prestations connexes indispensables à la réalisation des travaux : Coordination Sécurité et Protection de la Santé et essais préalables à la réception, ainsi que d'un avenant à la mission de maîtrise d'œuvre intervenu en cours d'exécution de la mission.

Le montant de l'opération, qui porte sur les budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, est ainsi porté de 1.839.693€ HT à 1.920.000€ HT, soit une augmentation de 4,4%.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations d'aménagement des réseaux humides à Bouc-Bel-Air.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention n° 18/0227 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement, par la commune de Bouc-Bel-Air, des réseaux humides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention n° 18/0227 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement par la commune de Bouc-Bel-Air, pour les opérations d'aménagement des réseaux humides.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour les exercices 2019 et 2020, sur :
- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531 ;

- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-7550/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune des Pennes-Mirabeau de travaux sur les réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de la Place des Tabors
MET 19/12952/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune des Pennes-Mirabeau souhaite engager prochainement l'aménagement de la Place des Tabors et du Chemin de Val Sec. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur

les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides dans le secteur Place des Tabors/Chemin de Val Sec porteront sur :

- Renouvellement de plusieurs tronçons du réseau de collecte des eaux usées amiantéciment (collecteurs et branchements),
- Aménagement de collecteurs pluviaux en béton armé y compris branchements,
- Restructuration du réseau de distribution d'eau potable pour renforcement de la défense extérieure contre l'incendie et création d'un point d'eau d'incendie et son branchement dédié,
- Aménagements divers du réseau de distribution d'eau potable.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 20.000 € HT
- pour la compétence défense extérieure contre l'incendie : 80.000 € HT
- pour la compétence eaux usées : 70.000 € HT
- pour la compétence eaux pluviales : 220.000 € HT

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements, sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune des Pennes-Mirabeau, de l'aménagement de réseaux humides de la Place des Tabors.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la commune des Pennes-Mirabeau de l'aménagement de réseaux humides de la Place des Tabors.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits, pour l'exercice 2020, sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-7551/19/BM

**■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords
MET 19/12953/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeuraient de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune de Cabriès va engager prochainement un projet d'aménagement et de réfection de voiries au niveau de la traversée de Calas.

La présente délibération est relative à l'amélioration de la collecte des eaux pluviales, la réhabilitation et le renforcement du réseau de distribution d'eau potable de la place Albert Florens et ses abords.

Ces aménagements de réseaux humides ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 65.700€HT
- pour la compétence eaux usées : 2.800€HT
- pour la compétence eaux pluviales : 30.500€HT

Ces travaux d'aménagements des réseaux humides au niveau de la place Albert Florens et ses abords seront cofinancés avec le Département des Bouches-Du-Rhône.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour l'aménagement de réseaux humides au niveau de la place Albert Florens et ses abords, commune de Cabriès, dans le cadre des aménagements de voirie projetés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la commune de Cabriès de l'aménagement de réseaux humides de la traversée de Calas au niveau de la place Albert Florens et ses abords.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- pour la compétence Pluvial, le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme D1909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-7552/19/BM

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la réfection du réseau pluvial sur le Chemin de la Reille sur la Commune de Venelles MET 19/12959/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de cette convention, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi qu'en 2016, la commune de Venelles a engagé des études en vue du réaménagement du chemin de la Reille dans son intégralité soit un linéaire de 700 m. Cette opération concerne la réfection de la voirie et les travaux d'aménagements urbains dans le but notamment d'améliorer l'accessibilité et la sécurisation des piétons.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, ce réseau est en grande partie composé de fossés sous-dimensionnés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation des trottoirs. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. De plus, le réseau du Chemin de la Reille se rejette dans le réseau de la rue Eugène Bertrand qui devra être également dilaté sur un linéaire de 520 m dans le cadre de la mise à niveau du réseau pluvial du chemin de la Reille.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 760.000,00€ HT soit 912.000,00€ TTC.

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réfection du réseau pluvial sur chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réfection du réseau d'eau pluviale du chemin de la Reille et d'une partie de la rue Eugène Bertrand dans le cadre du réaménagement du chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réfection du réseau pluvial sur le Chemin de la Reille sur la commune de Venelles.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme 909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-7553/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 16 mai 2019 pour la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux
MET 19/12967/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeureront de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°DEA 003-5910/19/BM du 16 mai 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence. Cette convention porte sur une enveloppe initiale globale d'opération de 908.333,34 euros HT, soit 1.090.000,00 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

En effet, la convention initiale était basée sur des estimations de coût avant étude détaillée. Il convient d'ajuster l'enveloppe financière aux dépenses réellement constatées et en tenant compte de la révision de prix.

De plus, une opération avenue des Espérantistes – Avenue Jean Moulin non intégrée initialement aux opérations 2019 a dû être réalisée afin de tenir compte de contraintes d'autorisation de voirie et de la

programmation de requalification de l'avenue Jean Moulin par la Direction Voirie de la ville d'Aix-en-Provence en 2020.

Enfin, dans le cadre du renouvellement du parc automobile, le Service Pluvial de la commune d'Aix-en-Provence a acheté un véhicule de service.

Les montants de la convention doivent être ainsi adaptés et la convention doit être portée de 908.333,34 euros HT, soit 1.090.000,00 euros TTC à un montant global de 1.168.583,33 euros HT, soit 1.402.300,00 euros TTC, soit une augmentation globale de 29%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 003-5910/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 à la convention n°Z190901COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention n°Z190901COV de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-7554/19/BM

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin Loubatas et rue de la Gare MET 19/12984/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations dont la maîtrise d'œuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau, de l'assainissement des eaux usées et de l'assainissement pluvial, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la commune de Peyrolles-en-Provence souhaite réaliser des aménagements de voirie sur 3 sites distincts : rue de la Gare, chemin du Bès et chemin du Loubatas.

Ces opérations concernent la réfection de la voirie pour la rue de la Gare et des aménagements urbains dans le but notamment de l'amélioration de l'accessibilité et de la sécurisation des piétons pour les chemins du Bès et du Loubatas.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, pour les chemins du Bès et du Loubatas, ce réseau est composé de fossés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation du cheminement piéton. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. Concernant les travaux projetés sur la rue de la Gare, une extension du réseau d'eau pluviale permettra d'assainir complètement la voirie.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 165.000,00€ HT, soit 198.000,00€ TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire u Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare dans le cadre de l'aménagement de ces voiries.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à des travaux réalisés par la commune de Peyrolles-en-Provence sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-7555/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon
MET 19/13702/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de ces opérations, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La commune de Rousset souhaite engager prochainement l'aménagement de la rue du Farageon. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides de la rue du Farageon porteront sur :

- Le renouvellement/ la réhabilitation des réseaux publics de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (canalisations et branchements).

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 130.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 137.500€HT

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de ces aménagements, sur les réseaux humides de la rue du Farageon située sur la commune de Rousset.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Rousset de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget Annexe Service Public d'Eau potable – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- le budget Annexe Service Public d'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-7556/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réparation du réseau pluvial Boulevard du Vallat de la Chapelle par la commune de Rognac au titre de la compétence assainissement des eaux pluviales

MET 19/13861/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eau pluviale » conclue avec la commune de Rognac au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement pluvial, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Par délibération du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019, il a été approuvé la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réparation du réseau pluvial Boulevard du Vallat de la Chapelle (1^{ère} partie 20 ml) sur la commune de Rognac.

Par délibération du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019, il a été approuvé la signature d'un avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée afin de réajuster le plan de financement prévisionnel pour un montant total de 86 932,54 € TTC.

Suite à l'effondrement du réseau sous le poids d'une pelle mécanique et à l'accentuation des désordres liée aux fortes pluies de fin octobre, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour des travaux supplémentaires. Le linéaire à reprendre augmentant considérablement le coût de l'opération, pour un montant supplémentaire de 363 827,76 € TTC.

Le montant total des travaux s'élève à 450 760,30 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018

portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du Territoire du Pays Salonais ;

- La délibération FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la réalisation des travaux complémentaires nécessaires à la réhabilitation du réseau pluvial Boulevard du Vallat de la Chapelle par la commune de Rognac.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réparation du réseau pluvial Boulevard du Vallat de la Chapelle par la commune de Rognac au titre de la compétence assainissement des eaux pluviales.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Compte 4581183015 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-7557/19/BM

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation par la commune de Gardanne de l'opération Projet Urbain Partenarial Font de Garach

MET 19/12986/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique. En application de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage déléguée ou de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Par délibération n°URB 008-5603/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, il a été décidé d'instaurer un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur la zone AUH2, dit « PUP Font de Garach 2 ».

Ainsi, la société Cogedim Provence entend développer un programme d'environ 96 logements dont 29 logements sociaux, soit environ 7 348 m² de surface de plancher. La commune réalisera l'ensemble des aménagements de l'espace public (voirie, réseaux secs, création des réseaux d'eaux, d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales).

La participation totale de l'opérateur est de 625.994,00€ HT.

La réalisation du réseau de collecte des eaux pluviales de la voirie et de l'ouvrage de rétention s'élève à un montant de 170.000,00€ HT soit 204.000,00€ TTC pour la compétence pluviale. La participation aux équipements d'eau pluviale (réseaux

de collecte des eaux pluviales et ouvrage de rétention), équipements exclusivement réalisés pour les besoins de l'opération, seront financés en totalité par l'opérateur et réalisés par la commune de Gardanne.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Gardanne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 008-5603/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial pour le Font de Garach 2 à Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de l'opération PUP Font de Garach 2 qui comprend pour la compétence pluviale, la réalisation des équipements d'eau pluviale : réseaux de collecte des eaux pluviales et ouvrage de rétention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la commune de Gardanne, de l'opération PUP Font de Garach 2.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-7558/19/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes de Lamanon, Saint-Chamas, Charleval et Alleins, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 19/13333/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion

de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes de Lamanon, Saint-Chamas, Charleval et d'Alleins au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtent la forme :

- Soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

- Soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à la Défense Extérieure Contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée concernant les communes de Lamanon, Saint-Chamas et Charleval et une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune d'Alleins du Territoire du Pays Salonais et 10 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de trois nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant 4 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

- Déplacement d'un poteau incendie de la Grand'Rue sur la commune de Lamanon.
Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 000,00 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Saint-Chamas, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement du Poteau Incendie N°1 par une borne incendie suite au dysfonctionnement du poteau et mise en sécurité du site situé « place de la Sente » sur la commune de Saint-Chamas.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 10 107,16 euros TTC.

- Remplacement du Poteau Incendie N°51 par une borne incendie pour la mise en sécurité du site situé « rue de la Rague » sur la commune de Saint-Chamas.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 785,57 euros TTC.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Charleval, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement du Poteau Incendie N°20 par une bouche incendie suite au dysfonctionnement du poteau situé « place des Alliés » sur la Commune de Charleval.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 1 378,18 euros TTC.

- Signalement d'une Bouche Incendie N°8 par un panneau normalisé de classe II situé « Place Leblanc » sur la Commune de Charleval

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 280,80 euros TTC.

- Remplacement du Poteau Incendie hors service N°15 situé « Avenue de la Libération » sur la Commune de Charleval.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 332,60 euros TTC

- Remplacement d'une Bouche incendie hors service par un Poteau incendie N°18 situé « Avenue de la Libération/Rue du stade » sur la Commune de Charleval.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 332,60 euros TTC

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée avec la commune d'Alleins, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement d'un Poteau Incendie par une bouche incendie pour cause de vétusté et sécurité du poteau situé « rue de l'égalité » sur la Commune d'Alleins.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 400,00 euros TTC.

- Remplacement d'un Poteau Incendie par une bouche incendie pour cause de vétusté et sécurité du poteau situé « rue Victor Hugo » sur la Commune d'Alleins.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 400,00 euros TTC.

- Remplacement d'un Poteau Incendie par une bouche incendie pour cause de vétusté et sécurité du poteau situé « rue du 04 septembre » sur la Commune d'Alleins.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 400,00 euros TTC.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 – chapitre 4581183016 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-7559/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux à compter de l'année 2020**
MET 19/12983/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de

travaux de voirie, lesquels demeurerait de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022 , l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2020, la Commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie. Le détail de ces travaux est repris dans la convention jointe à ce présent rapport.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 1.001.437,50€ HT, soit 1.201.725,00€ TTC.

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Aix-en-Provence de travaux pluviaux à compter de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux par la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 018-7560/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune Saint-Mitre-les-Remparts de travaux pluviaux à compter de l'année 2020
MET 19/14016/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune de Saint-Mitre-les-Remparts se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2020, la commune de Saint Mitre les Remparts va engager des travaux pour la création d'un réseau pluvial situé rue Arthur Rimbaud. Le détail de ces travaux est repris dans la convention jointe à ce présent rapport.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 40.000,00 € HT, soit 48.000,00€ TTC.

Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts de travaux pluviaux à compter de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation de travaux pluviaux par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues, en section d'Investissement : opération budgétaire 2018610200 sous réserve de l'adoption du budget principal et des Etats Spéciaux de Territoires pour l'exercice 2020 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 019-7561/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord transactionnel avec la société SAUR SAS concernant les prestations de travaux de mise aux normes de sécurité de différents ouvrages d'assainissement d'eaux usées sur le Territoire du Pays Salonais
MET 19/13487/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le marché n°3160019-1 concernant les prestations de travaux de mise aux normes de sécurité de 16 ouvrages d'adduction en eau potable ; de travaux de mise aux normes de sécurité de 57 ouvrages d'assainissement des eaux usées ; a été notifié en date du 22 mars 2017 à la société SAUR SAS. La durée d'exécution des travaux était de 7 mois pour un montant de 433 440 € TTC avec une maîtrise d'œuvre interne à la Métropole.

Lors de la réalisation des contrôles de conformité, il a été constaté que le matériel posé sur 22 ouvrages d'assainissement des eaux usées pour la manutention des pompes (pieds de potence) n'avait pu être vérifié par l'organisme de contrôle car il était incompatible avec le matériel du délégataire (potences mobiles et non potences fixes).

Les travaux ont donc été réceptionnés le 4 juin 2018 avec des réserves dont la réinstallation de pieds de potence compatibles pour potence mobile et réalisation des contrôles de conformité.

Les pièces du marché ne précisaient pas la particularité du matériel souhaité (pieds pour potence mobile), plus coûteux que du matériel standard (pieds pour potence fixe). Toutefois, l'entreprise SAUR SAS n'a pas fait valider la fiche technique du matériel au maître d'ouvrage, ne permettant pas un contrôle avant la pose.

L'entreprise SAUR SAS a proposé de prendre à sa charge la ré-intervention sur site et la réalisation de nouveaux contrôles de conformité. En contrepartie, le maître d'ouvrage prendra en charge la fourniture du matériel conforme. Le marché étant achevé au moment des levées de réserves, il n'était alors plus possible d'établir un avenant au marché rendant impossible le règlement de la fourniture supplémentaire.

C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et proposent de régler le différend qui les oppose par les engagements et concessions réciproques suivants :

- Le Maître d'Ouvrage prend à sa charge la fourniture des pieds de potence compatibles avec le matériel de l'exploitant pour un montant de 6 072 euros TTC.
- La société SAUR SAS s'engage à retirer les pieds de potence fixes initialement installés, à poser les pieds de potence compatibles avec le matériel de l'exploitant et à réaliser les essais de contrôle. De plus elle renonce expressément à toute action juridictionnelle à l'encontre du maître d'ouvrage visant à obtenir réparation de quelque préjudice que ce soit qui résulterait de l'exécution du

marché n°3160019 et plus précisément du lot n° 1 « Métallerie ».

Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel suivant et le règlement d'un montant de 6 072 euros TTC à la société SAUR SAS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La décision du Conseil de Territoire du Pays Salonais n° 20/17 du 10 mars 2017 relative à l'attribution du lot n°1 Métallerie du marché de travaux « Mise aux normes de sécurité des ouvrages d'adduction en eau potable et d'assainissement des eaux usées du Territoire du Pays Salonais » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'établissement d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SAUR SAS, titulaire du marché n°3160019-1 concernant les prestations de travaux de mise aux normes de sécurité de différents ouvrages d'adduction en eau potable et d'assainissement d'eaux usées sur le territoire du Pays Salonais.
- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, à conclure avec la société SAUR SAS.

Article 2 :

Est approuvé le montant de 6 072 euros TTC, dû à la société SAUR SAS.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement du Budget Annexe Assainissement 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais – opération 2017 3 012 01 – compte 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 020-7562/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise Réseaux et Travaux Publics (RTP) relatif au marché n° 15/189: Desserte sanitaire du bd Meiffren et du chemin de la Bastide Longue - 13013 Marseille
MET 19/14013/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise Réseaux et Travaux Publics (RTP) a été attributaire du marché n° 15/189 pour la desserte sanitaire du Bd Meiffren et du chemin de la Bastide Longue 13013 Marseille.

Les travaux prévus au marché été réalisés en totalité.

L'entreprise RTP a adressé un mémoire en réclamation d'un montant de 568 848,20 € HT soit 682 617,84 € TTC au titre de demande de rémunération complémentaire.

La société RTP a saisi le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends en matière de marché publics (CCRA) le 01/03/2018 en maintenant sa demande de rémunération de 568 848,20 € HT.

Une réunion de conciliation s'est tenue le 29/03/2019 à l'initiative du rapporteur M. RUEL désigné par le CCRA, en présence des parties (RTP et Métropole Aix-Marseille-Provence), à l'issue de laquelle la

demande de rémunération complémentaire a été ramenée, par RTP, à 146 252,00 € HT

Le CCRA a rendu son avis le 10 octobre 2019 suite à la séance du 27 septembre 2019 en indiquant que le litige entre la société RTP et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi d'une somme de 64 634,00 euros HT.

Au regard des éléments avancés, et afin de prévenir tout contentieux, tout en permettant l'indemnisation de l'entreprise RTP, les parties se sont rapprochées pour tenter de formaliser un accord amiable en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est donc proposé par la présente délibération, après concessions réciproques, d'adopter le protocole transactionnel ci-joint qui ramène la réclamation de l'entreprise RTP à 64 634 euros HT soit 77 560,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Différends en date du 10 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise RTP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec l'entreprise Réseaux et Travaux Publics.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, portant sur un montant indemnitaire de 64 634 euros HT, soit 77 560,80 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe 2020 Assainissement du Conseil de Territoire Marseille Provence : Opération 2015105918 – Sous-Politique F110 – Nature 2315 – Code gestionnaire 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 021-7563/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Emmanuel Corfia et Madame Marie-Françoise Corfia relatif aux désordres subis par leur propriété située à Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/13858/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Emmanuel CORFIA et Madame Marie-Françoise CORFIA sont propriétaires d'une maison avec terrain sise 2 rue de la Liberté à Port-Saint-Louis-du-Rhône comportant jardin et piscine, le tout clôturé par un mur d'enceinte donnant sur la voie publique.

Devant le mur de clôture Sud de leur propriété se trouvent un réseau d'eaux usées et un poste de relevage (« relevage Jules Vallés ») appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits du SAN Ouest-Provence, et géré par la SEERC.

Suite à des opérations de pompages réalisées à la fin de l'année 2014 sur le poste de relevage, les consorts CORFIA se sont plaints d'un affaissement du revêtement du trottoir autour du poste de relevage, lequel s'est propagé jusqu'à la clôture de leur villa, entraînant des désordres sur leur mur de clôture et des fissures sur le dallage de leur propriété.

Par suite, les consorts CORFIA ont sollicité et obtenu, suivant une ordonnance du 21 janvier 2016 et au contradictoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

et de la SEERC Société des Eaux de Provence, la désignation d'un expert judiciaire aux fins notamment de déterminer les causes des désordres subis par leur propriété, les solutions pour conforter l'immeuble et de chiffrer les travaux nécessaires pour remédier aux désordres.

L'expert judiciaire a déposé son rapport en date du 27 décembre 2016.

Aux termes de celui-ci, l'expert relève s'agissant des désordres que ce sont les érosions internes « qui sont la seule cause des affaissements constatés » alors que « l'origine de ces érosions se trouve dans les courants internes engendrés par un (ou des) pompage(s) réalisé(s) lors d'opérations de nettoyage du poste de relevage et ces courants n'ont pu se développer que si ce dernier n'assurait plus de discontinuité entre les écoulements d'eaux usées et la nappe phréatique extérieure, à savoir qu'il était affecté de désordres (fissures, rupture du fond, ..) et n'était plus étanche ».

Sur la base de ce rapport d'expertise, les consorts CORFIA ont saisi le Tribunal de Grande Instance de Tarascon aux fins d'indemnisation.

Par une ordonnance en date du 22 mars 2018, le juge judiciaire s'est déclaré incompétent pour connaître du litige au profit de la juridiction administrative.

Ainsi, par courrier en date du 07 juin 2018, les consorts CORFIA ont formé un recours indemnitaire préalable auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SEERC.

Dans ce cadre, par une requête enregistrée le 11 septembre 2018, les consorts CORFIA ont saisi le Tribunal administratif de Marseille d'un recours indemnitaire dirigé contre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEERC, tendant à voir :

- condamner solidairement la Métropole Aix Marseille Provence et la société SEERC :

- à réaliser les travaux de renforcement du sol préconisés par injections de résines conformément au rapport d'expertise judiciaire, sous astreinte de 100 € par jour à compter de la signification de leur assignation,
- à leur verser la somme de 66.363,42 € en réparation de leur préjudice matériel conformément au rapport d'expertise judiciaire,
- à les indemniser à hauteur de 200 € mensuel en réparation de leur préjudice de jouissance, soit un total 9.000 € (45 mois x 200 €), selon décompte à parfaire au jour du jugement à intervenir,
- à leur verser la somme de 3.000 € en réparation du préjudice d'angoisse,
- à leur verser la somme de 2.000 € en réparation du préjudice esthétique,

- à leur verser la somme de 5.000 € au titre de la réparation de la résistance abusive par elles commise,

- condamner solidairement la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SEERC à leur verser la somme de 3.000 € au titre des frais irrépétibles, sur le fondement de l'article L 761-1 du code de justice administrative,

- condamner solidairement la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SEERC aux entiers dépens de l'instance en ce compris les frais d'expertise.

C'est dans ces circonstances que les consorts CORFIA et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont rapprochés, par l'intermédiaire de leurs avocats, afin de rechercher une solution transactionnelle permettant de mettre fin à ce litige.

A l'issue des négociations, les consorts CORFIA ont notamment accepté de revoir à la baisse leurs demandes indemnitaires.

Aussi, et en contrepartie du désistement des consorts CORFIA de l'instance et de l'action introduite à l'encontre de la Métropole, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage :

- à réaliser et prendre en charge les travaux de renforcement du sol de la propriété CORFIA affecté par les désordres, et ce par injection de résines conformément aux préconisations de l'expert judiciaire ;
- à prendre en charge le coût afférent à l'intervention d'un contrôleur technique pour le contrôle desdits travaux de renforcement du sol de la propriété CORFIA, à l'exclusion de tous autres travaux qui pourraient être menés sur le fonds de consorts CORFIA ;
- à leur verser, à titre indemnitaire, une somme globale de 81 280,94€ comprenant :
 - une somme de 4 917 ,52 € au titre des frais d'expertise judiciaire,
 - une somme de 66 362,42 euros au titre du préjudice matériel des consorts CORFIA, cette somme ayant été fixée par le rapport d'expertise pour permettre de réaliser les travaux de remise en état de leur propriété,
 - une somme globale et forfaitaire de 10.000 euros tous autres postes de préjudice confondus.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le protocole d'accord transactionnel, joint en annexe, afin de mettre définitivement un terme au litige qui oppose les consorts CORFIA à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport d'expertise judiciaire déposé le 27 décembre 2016 ;
- La requête n°1807234-2 déposée par les consorts CORFIA le 11 septembre 2018 devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts CORFIA du fait des désordres causés à leur propriété, et entraîne le désistement des consorts CORFIA de l'instance et de l'action introduite à l'encontre de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec Monsieur Emmanuel CORFIA et Madame Marie-Françoise CORFIA, afin de régler définitivement le litige les opposant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel, ci-annexé, portant d'une part sur la réalisation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des travaux de nature à faire cesser les désordres causés à la propriété des consorts CORFIA et, d'autre part, sur l'indemnisation des consorts CORFIA par le versement d'une somme de 81 280,94 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires pour l'indemnisation des consorts CORFIA seront inscrits au budget annexe assainissement chapitre 011 nature 6227, les travaux seront inscrits au chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 022-7564/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat et d'échanges de données hydrométriques sur le bassin de la Touloubre avec la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur MET 19/13443/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence «Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations» (GEMAPI) exercée par le Syndicat d'Aménagement de la Touloubre (SIAT) a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le périmètre du Syndicat d'Aménagement de la Touloubre étant inclus dans celui de la Métropole, cette dernière se substitue ainsi de plein droit au Syndicat dans l'ensemble de ses droits et obligations sur cette compétence.

La quasi-totalité des communes du bassin de la Touloubre est concernée par un risque d'inondation, lié soit aux débordements des cours d'eau soit au ruissellement pluvial urbain. En 2005, dans le cadre du Plan d'Action et de Prévention des Inondations de la Touloubre (PAPI), le bassin versant a été équipé d'un réseau de suivi hydrométrique qui se compose de 5 stations hydrométriques et de 5 échelles limnimétriques réparties sur la Touloubre et ses affluents.

Le suivi hydrométrique de la Touloubre a pour objectif d'acquérir une meilleure connaissance hydrologique du bassin et de pouvoir mettre à disposition des communes qui le souhaitent ou des services de l'état une information en temps réel sur l'évolution des niveaux de hauteurs d'eau lors des épisodes de crue ou de sécheresse.

Les données collectées peuvent être utilisées après analyse hydrologique, pour disposer d'une

appréciation de la situation hydrologique du moment (sécheresse, information d'alerte de crue, ...).

L'exploitation de la station de la Barben, station de référence pour les crues et la sécheresse sur la Touloubre, a été confiée en 2008 à la DREAL PACA (ex-DIREN PACA) par convention avec le SIAT afin de permettre d'intégrer les données dans la banque hydro nationale et afin de les mettre à disposition des services départementaux de secours sur le site vigie-crues.

Suite à une modernisation des équipements en 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence (mise en place de communications GPRS et mode de communication IP), il convient de mettre à jour cette convention afin de prendre en compte l'intervention du SPC Med-Est comme concentrateur des données pour la DREAL PACA et des modifications de périodicité de la mise à disposition de ces données.

La présente délibération vise à approuver la convention de partenariat et d'échanges de données hydrométriques entre la Métropole sur le bassin de la Touloubre et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de convention porté par la Métropole, le service GEMAPI - bassin de la Touloubre s'inscrit dans le cadre d'action de la compétence GEMAPI.
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat et d'échange de données hydrométriques entre la Métropole et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat et d'échange de données hydrométriques entre la Métropole et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 023-7565/19/BM

■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de délégation et de quasi-régie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMBVH et approbation d'une nouvelle convention de quasi-régie pour des actions spécifiques MET 19/13602/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de la compétence GEMAPI s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, SMBVH.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, en lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par

convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

- Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence n° Z190523CO, qui précise la convention initiale dans son préambule et modifie l'article 4 « Financement de l'exercice des compétences déléguées ».

Par convention de délégation n° Z190523CO suivant délibération n° DEA 001 5762 19 CM du 28 mars 2019, la Métropole a confié au SMBVH l'exercice de différentes missions.

A l'issue de la première année d'exercice de cette convention, il convient d'en ajuster les montants pris en charge par la Métropole pour l'année 2020 énumérés ci-dessous par voie d'avenant :

VOLET AMENAGEMENT : Enveloppe initiale 2020 : 235 000 € - Enveloppe nouvelle 2020 : 215 000 €

- 1 Aménagement GEMAPI du Parc de la Confluence à Auriol : travaux de mise en œuvre, maîtrise d'œuvre, coordination SPS, suivi hydraulique, écologique, social et valorisation. Le montant évalué à 10 000 €, pris en charge par la Métropole reste inchangé
- 2 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune entre Aubagne et La Penne-sur-Huveaune par traitement des « points de débordement : maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-DCE) et études complémentaires pour intégration aux programmes d'actions du PAPI, dont le montant pris en charge par la Métropole était fixée à 50 000,00 €, est réajusté à 10 000,00 € ;
- 3 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune dans le secteur amont du Pont Heckel à Marseille : maîtrise d'œuvre (AVP-PRO-DCE), contribution à la réalisation des études complémentaires, constitution du dossier réglementaire dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 85 000,00 € reste inchangé ;
- 4 Aménagement des berges de l'Huveaune à Aubagne - centre-ville : contribution

technique à la finalisation des études de faisabilité, au dossier réglementaire et au montage technique et financier d'une première tranche à réaliser. Contribution aux études complémentaires. Maîtrise d'œuvre conception des travaux de première tranche. Cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était à définir—est ajusté à 60 000,00 € ;

- 5 Aménagement de la zone d'activités Aubagne-Gémenos : études et travaux d'aménagement du Fauge-Maire dans le cadre de l'aménagement de la zone du secteur de Camp de Sarlier, poursuite de l'accompagnement technique de la Métropole et des Aménageurs privés de la Mise en Œuvre d'un schéma global de l'eau (AMO). Construction d'une feuille de route en déclinaison des résultats de l'Atelier des Territoires /imperméabilisation dans la zone d'activités Aubagne-Gémenos dont le montant pris en charge par la Métropole était fixée à 100 000,00 €, est réajustée à 50 000,00 € ;
- 6 Aménagement GEMAPI des berges à Roquevaire dans le cadre de la voie verte reliant le collège au centre-ville, et le long du stade Léon David. Contribution aux études et accompagnement à la mise en œuvre. Cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était évalué à 5 000,00 €, est dévalué et l'enveloppe prévisionnelle ramenée à zéro euro, fera l'objet d'une nouvelle estimation ultérieure ;

Volet Statutaire : Enveloppe initiale : 445 000 € - Enveloppe nouvelle : 600 000 €

- Charges statutaires de fonctionnement de la structure, comprenant le suivi qualité et les actions ISEF, les charges de personnel, les charges financières, les travaux d'entretien de l'Huveaune et affluents, les actions à l'échelle du bassin versant ou servant l'intérêt de tout le bassin en déclinaison de la feuille de route bassin versant, gestion intégrée et concertée ... Ces charges statutaires, initialement évaluées à 445 000 €, sont augmentées de la contribution annuelle de la Métropole, évaluée à 155 000 €, portant le montant global de cette enveloppe prévisionnelle à 600 000 € ;

Le tableau général des opérations confiées par délégation au SMBVH tient compte de l'intégralité des modifications et fait l'objet de l'article 1 de l'avenant.

- Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de quasi-régie n° Z190524CO.

En parallèle et par délibération n° DEA 001-5762/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole et le

SMBVH ont conclu une convention de quasi-régie n° Z190524CO, par laquelle la Métropole a confié au Syndicat, une mission visant à :

- participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI ;
- constituer la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune.

Toutefois, une erreur de frappe s'est glissée dans la rédaction de l'article 3 de la convention intitulé « Modalités financières », qu'il convient de rectifier par voie d'avenant n° 1.

En effet, les montants annuels 2019 et 2020 du budget fonctionnement sont arrêtés respectivement à hauteur de 10 000 € et non 20 000 €, comme porté dans la convention initiale.

Approbation des avenants n°1 aux conventions de délégation et de quasi-régie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMBVH et approbation d'une nouvelle convention de quasi-régie pour des actions spécifiques pour la mise en œuvre d'actions spécifiques.

Toujours par délibération n° DEA 001-5762/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole et le SMBVH ont conclu une convention de quasi-régie n° Z190524CO. Celle-ci confie au syndicat la réalisation de toutes études et toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion sous quelque forme concourant aux aménagements, entretien et gestion nécessaires à la préservation et la gestion des milieux aquatiques ainsi que la prévention et la défense contre les inondations.

Toutefois, il est précisé que certaines missions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'entretien ou bien sur l'aménagement global de cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune doivent faire l'objet de conventions spécifiques. Dans ce cadre, la Métropole souhaite confier au SMBVH les missions suivantes :

- participer aux astreintes «GEMAPI» mises en place par la Métropole sur l'ensemble du territoire, à raison d'une contribution de 6 000 € pour l'année 2020
- contribuer à mettre en œuvre l'entretien des cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune, à raison d'une contribution de 20 000 € pour l'année 2020

L'exercice des services rendus par le Syndicat est formalisé dans une convention de quasi-régie n°2 annexée à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention de délégation de compétence avec le SMBVH ;
- La délibération FAG 021- 5718/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;

- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention de quasi régie avec le SMBVH ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune.
- Considérant que la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.
- Considérant que la convention de quasi régie fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH aux démarches métropolitaines et à la constitution la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune.
- Considérant qu'un avenant à la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune fixe l'ajustement des montants de la participation financière de chaque opération décrite dans la convention.
- Considérant qu'un avenant à la convention de quasi régie, rectifie une erreur de frappe à l'article 3 de la convention.
- Considérant que la convention de quasi régie n°2 fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH pour une participation aux astreintes mises en place par la Métropole et pour une assistance au suivi de l'entretien des cours d'eau hors bassin versant de l' Huveaune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n° Z190523CO relative à la délégation de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

Article 2 :

Est approuvée l'augmentation l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux opérations d'aménagement, aux missions de maîtrise d'œuvre ainsi que la contribution statutaire de la Métropole au fonctionnement du SMBVH, pour un montant total de 135 000 euros.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de quasi régie n°Z190524CO avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, rectifiant une erreur matérielle dans les montants des budgets de fonctionnement 2019 et 2020, arrêtés chacun à 10 000 euros.

Article 4 :

Est approuvée la convention n°2 en quasi régie de prestations ci-annexée, entre le Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune et la Métropole.

Article 5 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention de quasi régie n°2 : 26 000 euros pour 2020.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les avenants à ces conventions ainsi que la convention de quasi régie n°2 avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour les années suivantes les montants seront à confirmer suite aux votes des budgets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 024-7566/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc pour le suivi de la qualité de l'eau de l'Arc et de ses affluents
MET 19/12951/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence assainissement sur le Territoire du Pays d'Aix. A ce titre, elle est maître d'ouvrage de stations d'épurations dont les rejets d'eaux traitées ont lieu dans le milieu naturel et plus particulièrement sur le bassin de l'Arc.

Par ses statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le Syndicat d'Aménagement du bassin de l'Arc, le SABA, a pour objet de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant de l'Arc.

Ainsi, le SABA pilote un suivi de la qualité des cours d'eau depuis 2009. Ce programme a pour objet de suivre l'évolution des milieux récepteurs sur l'Arc et les principaux affluents avec une entrée « milieux », qui positionne les stations de mesures et de prélèvements aux exutoires de sous-bassins ou de tronçons homogènes.

Le SABA a également vocation à réaliser ou se voir confier, par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services.

Par ailleurs, la Métropole souhaite connaître l'impact des rejets de stations d'épuration situées sur le territoire du Pays d'Aix. Pour ce faire, il est nécessaire de réaliser un suivi du cours d'eau amont-aval du point de rejet des eaux usées traitées.

Ainsi, dans un souci de cohérence technique et calendaire, et dans un esprit de mutualisation de moyens entre collectivités, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier au SABA pour le territoire qui le concerne, une mission de suivi de la qualité des eaux sous le mode de quasi régie.

La mission, d'une durée de 3 ans (2020 à 2022), se fera sur 6 points de prélèvement et permettra de suivre l'impact de 4 stations d'épurations qui se rejettent dans l'Arc et le Grand Vallat au travers de 4 campagnes de prélèvement par an.

Le montant prévisionnel des campagnes d'analyses est estimé à 9.000 euros HT par an, hors subventions, soit un total de 27.000 euros HT pour la durée de la convention.

Le SABA aura en charge :

- l'organisation, la planification et la mise en œuvre du suivi de la qualité des cours d'eau ;

- la restitution d'un rapport annuel d'interprétation sur l'ensemble des stations et paramètres de suivi ;
- la recherche de financements auprès des partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra en charge le coût des campagnes d'analyses. Si des recettes pour le financement des missions décrites dans la convention de quasi régie sont perçues par le Syndicat, elles seront reversées à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de quasi régie avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc pour le suivi de l'impact de stations d'épurations du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre le Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc et la Métropole.

Article 2 :

Sont approuvés les montants financiers détaillés dans la convention : coût annuel prévisionnel de 9.000 euros HT hors subventions, soit 27.000 euros HT pour la durée totale de la convention.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe Assainissement Territoire du Pays d'Aix, en section d'exploitation : chapitre 011, nature 617.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 025-7567/19/BM

■ Approbation d'une convention en quasi régie de prestations n° 2 avec le Syndicat d'Aménagement du Bassin Versant de l'Arc (SABA) MET 19/13379/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dite «GEMAPI».

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes

d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc, dont la gestion est assurée par le Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc, SABA.

En sus des missions confiées par la Métropole au Syndicat par convention de délégation, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI, la Métropole souhaite confier au Syndicat, pour le territoire qui le concerne, sous le mode de la quasi régie les missions visant à :

- participer aux astreintes GEMAPI mises en place par la Métropole sur l'ensemble du territoire

L'exercice des services rendus par le Syndicat est formalisé dans une convention annexée à la présente délibération, conclue pour une durée de deux ans et précisant le coût des missions pour l'accompagnement de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du

Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, portant sur la délégation de compétences d'une convention pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc (SABA) ;
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions prévisionnel 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc.
- Considérant que la présente convention précise les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SABA pour l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Arc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention n°2 en quasi régie de prestations ci-annexée, entre le Syndicat du bassin versant de l'Arc et la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé le montant financier détaillé dans la convention :

- 6 000 euros pour 2020

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets annexes GEMAPI 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 026-7568/19/BM

■ Approbation d'une convention d'échanges d'informations météorologiques, limnimétriques, hydrologiques et hydrauliques avec Météo-France - Aide à la surveillance et à la prévision des crues MET 19/13656/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en place d'une cellule d'astreinte GEMAPI sur le territoire de la Métropole, comprenant un volet de veille hydrométéo. La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévision des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit dans son article 41 que l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat.

Cette organisation a été définie dans le bassin Rhône-Méditerranée par le Schéma Directeur de Prévision des Crues (SDPC) arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 2011.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (dite « loi risques »), dans son article 41, le décret 2005-28 du 12 janvier 2005 et l'arrêté du 15 février 2005 font référence aux organismes agréés ou leurs groupements ayant mis en place des dispositifs de surveillance des crues. La circulaire du 9 mars 2005 (relative aux schémas directeurs de prévision des crues et aux règlements de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues et à la mise en place des services de prévision des crues dans les bassins Adour-Garonne, Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie) a

pour objet de préciser les conditions d'application de ces deux textes.

Dans cette circulaire, il est prévu (article 1.3) que « le Schéma directeur de prévision des crues doit notamment permettre d'identifier les organismes agréés ou leurs groupements ayant mis en place, sous leur responsabilité et pour leurs besoins propres, des dispositifs de surveillance et éventuellement de prévision des crues de certains cours d'eau ou zones estuariennes dont la cohérence avec ceux mis en place par l'Etat doit être assurée. ».

Il est précisé que « ces organismes agréés ou groupements accèdent gratuitement aux données recueillies et aux prévisions élaborées grâce aux dispositifs de surveillance mis en place par l'Etat, ses établissements publics et les exploitants d'ouvrage hydraulique nécessaires au fonctionnement de leurs systèmes de surveillance et en contrepartie permettent à ceux-ci l'accès gratuit aux données et prévisions dont ils disposent. »

Dans le cadre du Règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues (RIC) approuvé le 28 mars 2013 par le Préfet de Région, le Service de Prévision des Crues Méditerranée Est (SPC Med-Est) de la Direction Interrégionale Sud-Est (DIRSE) de l'établissement public Météo-France surveille les fleuves de l'Arc Provençal et de l'Huveaune dans le département des Bouches-du-Rhône.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines ou à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose, sur son territoire, de plusieurs pluviomètres et limnimètres dont les données sont disponibles en temps réel. Elle dispose notamment de 25 pluviomètres sur le périmètre communal de Marseille et de limnimètres sur l'Huveaune aval, à Marseille et certains de ses affluents (Gaderonne, Gouffonne, Jarret), les Aigalades, l'Arc Provençal et la Touloubre. Elle met également en œuvre, pour ces deux compétences, une astreinte hydrométéorologique destinée à adapter l'organisation de ses services aux événements significatifs en termes de pluviométrie ou d'inondation.

En concertation avec le SPC Med Est et la DREAL PACA (service SBEP/UDE responsable du réseau d'Etat), une instrumentation complémentaire des cours d'eau et ouvrages hydrauliques peut être envisagée. Dans ce cas les stations définies comme pertinentes pour la prévision des crues seront conçues dans une logique de partage des données avec le SPC Med. L'ajout d'une instrumentation complémentaire par Météo France ou Aix-Marseille-Provence, fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Il est donc proposé la présente convention qui définit les modalités selon lesquelles Météo-France (SPC

Med-Est) et la Métropole Aix-Marseille-Provence conviennent d'échanger leurs données dans le cadre de la surveillance des événements pluviométriques, des cours d'eau et des conditions générales énoncées ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°MER 008-1502/16/CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n°DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE, Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau, de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n°DEA 052-3360/17/CM du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-

260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° DEA 011-4230/18/CM ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans la mise en place d'une cellule d'astreinte GEMAPI sur le territoire de la Métropole, comprenant un volet de veille hydrométéo.
- Qu'il est indispensable d'acter les liens entre le Service de Prévisions des Crues et les cadres de veille hydrométéo de la Métropole.
- Que la présente convention fixe les modalités d'échanges d'informations ainsi que le principe d'aide à la surveillance et à la prévision des crues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'échange d'informations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Météo-France ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et la convention y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 027-7569/19/BM

■ **Approbation d'une convention cadre relative aux modalités de rétrocession d'un point d'eau incendie privé en vue de son intégration dans le service public de défense extérieure contre l'incendie sur le territoire métropolitain**
MET 19/10345/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) depuis le 1er janvier 2016.

Le transfert de cette compétence initialement détenue par les communes a été accompagné du transfert d'un grand nombre d'équipements notamment les Point d'Eaux Incendie (PEI) et leurs branchements.

Les Points d'Eau Incendie sont constitués d'ouvrages publics ou privés utilisables en permanence par les services d'incendie et de secours.

Le parc d'équipements est amené à évoluer en fonction de l'urbanisation, de sa densification et de l'usage des sols dès lors qu'un nouveau bâtiment est construit.

La Métropole assure majoritairement la gestion du parc des PEI présents sur son territoire. Cependant, certains PEI appartiennent à des propriétaires privés. Afin d'optimiser leur gestion, de favoriser la mutualisation des équipements et d'améliorer le service public DECI, il convient de conclure une convention de rétrocession des PEI afin d'intégrer ces équipements dans le service public DECI.

Cependant, cette rétrocession ne peut être envisagée que si le PEI et son branchement sont implantés sur le domaine public, ce qui limite notablement le nombre de cas où cette procédure peut être appliquée. La rétrocession du point d'eau incendie, du branchement et, le cas échéant, du tréfonds supportant l'équipement rétrocédé, est accordée à titre gracieux. Après rétrocession, la Métropole assure la gestion de cet équipement au même titre que les autres PEI

- Propriété et statut des PEI :

Nature de l'équipement :

Un équipement DECI doit être considéré dans sa globalité avec :

- Le Point d'Eau Incendie (PEI) qui désigne de façon générique, un poteau incendie, une bouche incendie ou plus rarement, un ouvrage de stockage ou de puisage d'eau. Il s'agit de la partie visible de l'équipement pouvant être installée sur le domaine public ou privé ;

- Le branchement qui désigne la partie de réseau reliant le réseau d'eau (public ou privé) et le PEI. Il s'agit d'une partie non visible pouvant être installée sous le domaine public ou privé.

Propriété et statut d'un équipement :

La qualification de PEI privé ou de PEI public n'est pas systématiquement liée :

- à sa localisation : un PEI public peut être localisé sur un terrain privé ;
- à son propriétaire : des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété. Ils sont pris en charge par le service public de la DECI pour ce qui relève de l'utilisation de ce point d'eau à cette fin. Cette qualification modifie la charge des dépenses et les responsabilités afférentes et non l'usage.

Suivant sa fonction, le statut d'un PEI peut être :

Public (intégré au service public de DECI), lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction d'incendie de bâtiments (publics ou privés) accessibles directement depuis le domaine public ;

Privé, lorsqu'il permet la desserte en eau d'extinction d'incendie :

- de bâtiments privés, le PEI étant implanté au sein d'un périmètre privé ;

- de bâtiments ou d'ouvrages privés (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, bâtiment agricole) ;

- d'ouvrages particuliers (quais, tunnels).

Le parc d'équipements présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé d'environ 24.000 PEI.

Celui-ci est majoritairement géré par la Métropole dont le parc d'équipements est de l'ordre de 21.000 PEI de statut public.

En complément, les 3000 PEI sont gérés par des propriétaires privés avec un statut privé.

- Modification du mode de gestion des PEI privés :

Objectif d'une convention-cadre :

Afin d'améliorer localement la couverture du service public DECI, il peut être envisagé de modifier le mode de gestion d'un PEI privé.

Sous réserve de conditions administratives et techniques, il est envisageable qu'un PEI soit financé par une personne privée, puis rétrocédé dans le parc d'équipements métropolitains en vue de son intégration dans le service public DECI ;

Chaque modification du mode de gestion d'un PEI nécessite une délibération. Aussi, afin d'alléger les procédures administratives, raccourcir le délai d'instruction d'une demande et établir un cadre clair sur les différentes procédures, une convention-cadre a été envisagée.

Ledit projet de convention-cadre a pour finalité d'établir un cadre administratif permettant de simplifier les modifications de gestion de ces équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 12 décembre 2019 ;
- L'avis du Conseil de territoire d'Istres-Ouest-Provence du 18 décembre 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à la rétrocession de Points d'Eau Incendie privés en vue de l'intégration de ces équipements dans le service public DECI.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à la rétrocession de Points d'Eau Incendie privés en vue de l'intégration de ces équipements dans le service public DECI.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets des six Conseils de Territoire :

Conseil de Territoire	Programme	Opération	Autorisation Programme	Estimation
Marseille Provence	18	2019103200	191183 BP	6 000 euros
Pays d'Aix	19	DI908	DI909	4 500 euros
Pays Salonais	18	2018301600	183180 BP	3 000 euros
Pays d'Aubagne	18	2019401700	184183 BP	3 000 euros
Istres Ouest Provence	18	2018500500	185183 BP	3 000 euros
Pays de Martigues	18	2018610300	186183 BP	3 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 028-7570/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la réfection et l'extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Felicité sur la commune de La Roque d'Anthéron
MET 19/12958/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les travaux proposés qui s'étendent du centre-ville au quartier de la Félicité situé sur la commune de la Roque d'Anthéron vont permettre l'alimentation en eau potable des habitants du quartier Félicité (potentiel de 21 parcelles) et des points d'eau d'incendie aux conditions de pression et de débit exigées par les services d'incendie, sur le bas de la voie Sainte Anne de Goiron. Ces travaux de Défense Extérieure Contre l'Incendie participeront également au renouvellement patrimonial de la canalisation existante, objet du renforcement projeté.

Les travaux vont consister à :

- Dilater (en diamètre DN150) un réseau d'AEP (diamètre DN100 – Fonte grise)

existant sur un linéaire d'environ 1 200 ml environ,

- Créer un réseau AEP de diamètre DN100 sur un linéaire de 1 100 ml environ,
- Créer un poste de rechloration en amont de cette extension pour assurer une sécurisation sanitaire en bout de réseau (quartier La Félicité).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 757.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80%	605.600 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	151.400 €
TOTAL HT	100 %	757.000 €

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réfection et extension du réseau d'eau potable et DECI des secteurs centre-ville et Félicité sur la commune de La Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement :

- sur le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et Aubagne : opération 10, nature 1313
- sur le budget Principal Métropolitain, fonction 731, nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 029-7571/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation de travaux de réfection du réseau pluvial du Chemin de la Reille situé sur la commune de Venelles MET 19/12963/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de

ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

En 2016, la commune de Venelles a engagé des études en vue du réaménagement du Chemin de la Reille dans son intégralité, soit un linéaire de 700 m. Cette opération concerne la réfection de la voirie et les aménagements urbains dans le but notamment de l'amélioration de l'accessibilité et de la sécurisation des piétons.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, ce réseau est en grande partie composé de fossés sous-dimensionnés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation des trottoirs. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé. De plus, le réseau du chemin de la Reille se rejette dans le réseau de la rue Eugène Bertrand qui devra être également dilaté sur un linéaire de 520 m dans le cadre de la mise à niveau du réseau pluvial du chemin de la Reille.

Ces travaux du réseau d'eau pluviale sont estimés à 760.000,00 € HT soit 912.000,00 € TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS € HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80%	608 000
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	152 000
TOTAL HT	100%	760.000

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG030-1079/18/CM du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP sur le Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réfection du réseau pluvial du Chemin de la Reille situé sur la commune de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'Investissement, nature 1313, fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 030-7572/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour les travaux réalisés sur les réseaux d'eau pluviale chemin du Bès, chemin Loubatas et rue de la Gare sur la commune de Peyrolles-en-Provence
MET 19/12985/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune de Peyrolles-en-Provence souhaite réaliser des aménagements de voirie sur 3 sites distincts, rue de la Gare, chemin du Bès et chemin du Loubatas,

Ces opérations concernent la réfection de la voirie pour la rue de la Gare et des aménagements urbains dans le but notamment d'améliorer l'accessibilité et de sécuriser les piétons pour les chemins du Bès et du Loubatas.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite préalablement la réfection du réseau d'eau pluviale existant. En effet, pour les chemins du Bès et du Loubatas, ce réseau est composé de fossés dont l'emprise sera utilisée pour l'implantation du cheminement piéton. La canalisation du réseau pluvial est donc nécessaire sur l'intégralité du linéaire aménagé.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 165.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	132.000€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	33.000€
TOTAL HT	100 %	165.000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation de travaux sur les réseaux d'eau pluviale du Chemin du Bès, chemin du Loubatas et rue de la Gare à Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux) selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

La recette correspondante sera constatée sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement : fonction 734 nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 031-7573/19/BM

■ Demande de subvention pour la réalisation de travaux sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune des Pennes-Mirabeau
MET 19/12996/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune des Pennes-Mirabeau souhaite engager prochainement l'aménagement de la Place des

Tabors et du Chemin de Val Sec. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Les travaux projetés sur les réseaux humides dans le secteur Place des Tabors/Chemin de Val Sec porteront sur :

- Le renouvellement de plusieurs tronçons du réseau de collecte des eaux usées amianté-ciment (collecteurs et branchements),
- L'aménagement de collecteurs pluviaux en béton armé y compris branchements,
- La restructuration du réseau de distribution d'eau potable pour renforcement de la défense extérieure contre l'incendie et création d'un point d'eau d'incendie et son branchement dédié.
- Les aménagements divers réseau de distribution d'eau potable.

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 20.000 euros HT
- pour la compétence défense extérieure contre l'incendie : 80.000 euros HT
- pour la compétence eaux usées : 70.000 euros HT
- pour la compétence eaux pluviales : 220.000 euros HT

La présente délibération visa à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône afin qu'il soit susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 390.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	312.000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	78.000 euros
TOTAL HT	100 %	390.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG030-1079/18/CM du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations d'AP/CP sur le Budget Principal Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation de travaux sur les réseaux humides de la Place des Tabors située sur la commune Les Pennes Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement pour l'exercice 2020 sur :

- le budget Annexe Eau-Territoire du Pays d'Aix et Aubagne : opération 10 nature 21531 ;

- le budget Annexe Assainissement- Territoire du Pays d' Aix : opération 10, nature 21532 ;
- le budget État Spécial Territoire du Pays d'Aix : opération 4581182909, nature 4581 fonction 734 autorisation de programme DI 909
- le budget État Spécial Territoire du Pays d'Aix, opération 4581182508, nature 4581 fonction 76, autorisation de programme DI 908

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement pour l'exercice 2020 sur :

- le budget Annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d' Aix en section d' investissement : opération 10, nature 1313 ;
- le budget Annexe de l'Eau – Territoire du pays d'Aix et Aubagne en section d' investissement : opération 10, nature 1313 ;
- le budget Principal Métropole, fonction 734 nature 1313

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 032-7574/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour la réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés la commune d'Aix-en-Provence MET 19/12997/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération DEA 003-5910/19/BM du 16 mai 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence. Cette convention porte sur une enveloppe globale d'opération de 908 333,34 € HT.

Cette enveloppe initiale étant basée sur des estimations de coût, avant étude détaillée, a été ajustée par un avenant permettant de constater les dépenses réelles en tenant compte des révisions de prix.

En annexe 1 de l'avenant n°1 de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée initiale, un descriptif détaillé des travaux d'aménagement de réseaux pluviaux permet d'identifier la nature et la localisation des travaux à réaliser sur la commune d'Aix-en-Provence.

Les montants des travaux sont ainsi adaptés et l'estimation des dits travaux est portée de 908.333,34 € HT à un montant global de 1.168.583,32 € HT.

De plus, en 2020, la commune d'Aix-en-Provence va engager des travaux de réfection de galeries pluviales, de création, de dilatation ou d'extension de réseaux pluviaux localisés dans différentes rues de la commune en lien avec des aménagements programmés dans le cadre du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales ou dans le cadre de réfections de voirie.

Le montant total de ces aménagements programmés pour 2020 est estimé à 1.001.437,50 € HT.

Le coût prévisionnel total de cette opération est estimé à 2.170.020,82 € HT

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	1.736.016,66€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	434.004,16€
TOTAL HT	100 %	2.170.020,82€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 003-5910/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix et Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909,

nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement, nature 1313, fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 033-7575/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour la réalisation de travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune de Gardanne
MET 19/12998/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'opération concernée par la présente délibération est un ensemble de travaux liés à la réfection, la création et l'aménagement du réseau ou d'équipements pluviaux localisés dans les différentes rues de la commune de Gardanne : Avenue Sainte Victoire au quartier la Palun, Avenue de Nice et Petit Chemin d'Aix, dans le cadre d'aménagement de voiries ou de lutte contre les inondations.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200.000 euros HT soit 240 000 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	160.000 euros HT
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	40.000 euros HT
TOTAL HT	100 %	200.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux sur les réseaux pluviaux situés sur la commune de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal Métropole, en section d'investissement, nature 1313, fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 034-7576/19/BM

■ Demande de subventions de fonctionnement auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour la gestion du site de l'Étang de Bolmon MET 19/13309/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, le Syndicat Intercommunal du Bolmon-Jaï (SIBOJAÏ), dont le périmètre était entièrement inclus dans le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été dissous par arrêté préfectoral au 1^{er} janvier 2018. La Métropole s'est donc substituée à partir du 1^{er} janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane, membres du syndicat et est depuis, en lieu et place du SIBOJAÏ, gestionnaire du site de l'Étang de Bolmon, propriété du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la Convention tripartite entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13), le Conseil Régional SUD (CR SUD) et le Conservatoire du littoral portant sur la gestion des

propriétés du Conservatoire du littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu attribuer pour les exercices 2018 et 2019, conjointement par le CD13 et le CR SUD, une aide, par année, de 28 000 euros, pour la mise en œuvre des actions prioritaires du Plan de Gestion du Bolmon (subvention en fonctionnement).

Cette subvention était répartie de la manière suivante :

- aide de 14 000 euros du Département des Bouches-du-Rhône
- aide de 14 000 euros de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

Ces aides sont reconduites pour les prochaines années.

Il est ainsi proposé de solliciter pour l'exercice 2020 l'aide du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Conseil Régional SUD, sur la base du programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) de décembre 2019, soit 14 000 euros auprès du Département et 14 000 euros auprès de la Région pour le fonctionnement du site du Conservatoire du littoral du Bolmon/Jaï, dont la Métropole a, à ce jour, la gestion.

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette

opération est le suivant :

Conseil Départemental 13 «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional SUD – Conservatoire du littoral »	14 000 euros
Conseil Régional SUD «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional SUD – Conservatoire du littoral »	14 000 euros
TOTAL HT	28 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°MER 008-1502/16/CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n°DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération n°DEA 052-3360/17/CM du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° DEA 011-4230/18/CM ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° FAG 019-4068/18/CM ;
- La convention de gestion du site «Etang de Bolmon», signée entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral le 18 novembre 2014, portant sur la période 2014-2020 ;
- La convention tripartite 2018-2022 signée le 17 avril 2018 entre le CD13, le CR SUD et le Conservatoire du littoral portant sur l'aide financière apportée aux structures gestionnaires des propriétés du Conservatoire du littoral.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole doit s'engager à réaliser le programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) de décembre 2019.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : gestion du site de l'étang de Bolmon.
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et la Région SUD Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation du programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) de décembre 2019.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées en section fonctionnement au Budget Annexe GEMAPI 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-

Provence - Nature : 7472 et 7473 - Fonction : 735 – Sous politique : A468.

DEA 035-7577/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : Travaux de réhabilitation de Génie Civil sur les sites de production d'eau potable des communes de Rognac et de Berre-l'Etang
MET 19/13335/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Afin de garantir la continuité du service public de l'eau potable, d'importants travaux de génie civil sont nécessaires pour la réhabilitation de deux usines de potabilisation situées sur les communes de Rognac et de Berre l'Etang.

Le diagnostic réalisé sur ces stations de production d'eau potable montre de nombreuses dégradations. Les travaux sont aujourd'hui nécessaires pour éviter le risque à terme de l'effondrement des ouvrages. Les travaux sur le centre de production de Berre-l'Etang consistent en la réhabilitation des accès (passerelles principalement) sur les ouvrages de production, afin de sécuriser les interventions des exploitants.

Quant au centre de production de Rognac, les travaux consistent en une réhabilitation de l'ensemble des ouvrages (bassins, local de traitement, dôme de la toiture...).

Les travaux sur ces deux sites débiteront en octobre 2019 et sont prévus sur une durée de 12 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 310 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	50 %	155 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	155 000 euros
TOTAL	100 %	310 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2017301201 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux de réhabilitation de Génie Civil sur les sites de production d'eau potable des communes de Rognac et de Berre l'Etang.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des

Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe Eau Potable 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Code opération : 2017301201.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Annexe Eau Potable 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Nature 1313 - Code gestionnaire 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 036-7578/19/BM

■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "Construction d'une station d'épuration" sur la commune de Fos-sur-Mer MET 19/13400/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les effluents de la commune de Fos-sur-Mer sont actuellement traités par une station d'épuration située à Fos-sur-Mer, allée des Joncs. Un état des lieux de la station d'épuration a été réalisé lors de la réalisation d'un diagnostic par CEREG en 2010. Cette étude (Diagnostic de la station d'épuration de Fos-sur-Mer, rapport définitif, CEREG Territoires – ET-09-005, janvier 2011) a permis de confirmer la nécessité de construire une nouvelle station d'épuration.

La future station devra répondre aux exigences réglementaires, notamment au niveau de la qualité de ses rejets.

Le projet concerne la construction d'une nouvelle station d'épuration à Fos-sur-Mer, comprenant le traitement des eaux, y compris l'augmentation des volumes par temps de pluie, le traitement des boues, et le traitement de l'air vicié. Le projet inclut également la démolition de l'intégralité de la station d'épuration existante et la construction d'un bâtiment d'exploitation.

Il s'agit de l'opération n° 2017502800 « STEP de Fos-sur-Mer » attachée à l'autorisation de programme 175110 AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 895 105,00 euros H.T.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	20,00 %	2 779 021,00 euros
Commune de Fos-sur-Mer (fonds de concours)	13,64 %	1 895 105,00 euros
Le Département des Bouches du Rhône	46,36%	6 441 958,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	2 779 021,00 euros
TOTAL H.T.	100 %	13 895 105,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 039-2697/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110 AS ;

- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Construction d'une

station d'épuration » sur la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe assainissement 2019 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017502800, nature 21532, code opération 2017502800.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, natures 1311, 1313 et 1314, code opération 2017502800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 037-7579/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon sur la commune de Rousset
MET 19/13703/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La commune de Rousset souhaite engager prochainement l'aménagement de la rue du Farageon. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à des travaux d'aménagements sur les réseaux humides nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la commune, il est préférable de confier temporairement la maîtrise d'ouvrage à la commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides de la rue du Farageon porteront sur :

- renouvellement/réhabilitation des réseaux publics de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées (canalisations et branchements).

Les études et travaux sur les réseaux humides pour cette opération ont été estimés à :

- pour la compétence eau potable : 130.000€HT
- pour la compétence eaux usées : 137.500€HT

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 267.500€HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain »	80 %	214.000€
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	53.500€
TOTAL HT	100 %	267.500€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation de l'aménagement des réseaux humides rue du Farageon sur la commune de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur :

- le budget Annexe Eau- Territoire du Pays d' Aix et Aubagne : opération 10 nature 21531 ;
- le budget Annexe Assainissement- Territoire du Pays d' Aix : opération 10, nature 21532.

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur :

- le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d' Aix et Aubagne en section d'investissement : opération 10, nature 1313 ;
- le budget Annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d' Aix en section d'investissement : opération 10, nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 038-7580/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2020 MET 19/12860/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés dans ce domaine sensible et vital pour le développement de son territoire.

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a pour objet principal le développement de la coopération transméditerranéenne entre les collectivités locales et les professionnels (institutionnels, experts,...) de l'eau, de l'assainissement, de l'irrigation, de l'énergie et de l'environnement.

Sa mission est de faciliter et d'initier, avec les institutions et opérateurs publics et privés de la région méditerranéenne, des actions de coopération régionale dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

L'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette organisation permettra des échanges de savoir-faire et un partage d'expériences et de bonnes pratiques au service d'une gestion optimale de l'eau résolument inscrite dans une perspective de développement durable.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Institut Méditerranéen de l'Eau par délibération n°DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Institut Méditerranéen de l'Eau, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation est fixé, au titre de l'année 2020 à 10 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 001-1864/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération DEA 016-3496/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération DEA 016-4811/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et paiement de la cotisation 2019 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 18 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de renouveler son adhésion à l'Institut Méditerranéen de l'Eau afin de favoriser le développement de la coopération et les échanges avec les pays du bassin méditerranéen dans le domaine de la gestion de l'eau et des services associés.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut Méditerranéen de l'Eau et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 10 800 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, Sous-Politique F170, Nature 6281 3DEAE (CT1) pour 5 400 euros et au budget annexe de l'assainissement, Sous-Politique F110, Nature 6281 3DEAA (CT1) pour 5 400 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

DEA 039-7581/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2020
MET 19/12862/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'attention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

Dans ce cadre, la Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par la FNCCR dans le domaine des services publics de l'eau et de l'assainissement, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2020 pour la formule « Cycle de l'Eau » et de payer la cotisation correspondante d'un montant de 7 650 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 028-28/02/19 BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019

portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - "Formule Cycle de l'Eau" et paiement de la cotisation 2019 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 18 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau » au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 7 650 euros à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau du Conseil de Territoire de Marseille-Provence, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (3 825 euros) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (3 825 euros).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 040-7582/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2020
MET 19/12863/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs

de la coopération internationale de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,
- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,
- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,
- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...
- la mise en œuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,
- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,
- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui a toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et peut bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : collectivités territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une

dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationale.

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à « Territoires Solidaires » par délibération DEA 010-893/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a, depuis cette date, renouvelé son adhésion chaque année.

Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association « Territoires Solidaires », il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation 2020 est de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 010-893/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération DEA 010-2228/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération DEA 017-3497/18/BM du Bureau de la Métropole du 15 février 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération DEA 015-4810/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à

l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2019 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 18 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à l'association « Territoires Solidaires » qui a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Territoires Solidaires » et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 5 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (2 500 euros) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (2 500 euros).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 041-7583/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13528/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant l'ensemble des acteurs publics et privés

dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires. L'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau. Elle rassemble des experts chercheurs, ainsi que des représentants d'organismes publics et privés et de ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, celui-ci entendu dans son acception la plus large possible. A ce titre, elle est régulièrement sollicitée pour avis sur les projets de textes réglementaires. Elle participe par ailleurs par ses actions et ses informations à la protection durable de l'environnement.

Ouverte à toute personne physique ou morale, cette association a pour but de :

- Faciliter et encourager les études, recherches, les formations et les travaux se rapportant aux questions précitées.
- Tenir informés les membres des progrès réalisés en France et à l'étranger sur les points les plus intéressants.
- Favoriser les échanges d'information entre les pays.
- Collaborer avec le législateur et les pouvoirs publics en apportant son expertise sur les progrès et les améliorations à poursuivre pour la rédaction des lois et règlements relatifs à l'hygiène publique, la gestion de l'environnement.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a ainsi adhéré à cette association par délibération DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et a renouvelé son adhésion au titre des années 2017, 2018 et 2019. Compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'ASTEE, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole à cette association pour l'année 2020 et d'approuver le versement de la cotisation correspondante, d'un montant total de 3 460 euros TTC incluant le montant de l'abonnement à l'offre numérique multi-services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération DEA 009-892/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération nAG 021-8718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE), reconnue d'utilité publique, a pour objet l'étude de toutes les questions qui relèvent de l'assainissement, de l'environnement et de la gestion des ressources en eau.
- Que face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et d'assainissement et de l'évolution du droit sur l'eau, l'adhésion à cette association permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence de répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2020 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) pour l'année 2020, ainsi que le paiement de la cotisation correspondante d'un

montant de 2 140 euros TTC, réparti au prorata du nombre de participants de chaque Conseil de Territoire, et le paiement de l'abonnement à l'offre numérique multiservices d'un montant de 1 320 euros TTC.

Article 2 :

Le montant de la cotisation sera réparti comme suit :

- Conseil de Territoire de Marseille Provence : Les crédits nécessaires (1 959 euros TTC dont adhésion 639 euros TTC et abonnement à l'offre numérique multi-services 1 320 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281– 3DEAE et au budget annexe de l'assainissement sous politique F110 – nature 6281 – 3DEAA.

- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : Les crédits nécessaires (395 euros TTC) sont inscrits au budget Annexe de l'assainissement non collectif ligne 5003 – chapitre 011 – nature 618.

- Conseil de Territoire du Pays Salonais : Les crédits nécessaires (316 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau chapitre 011 – nature 6281.

- Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : Les crédits nécessaires (79 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 011 – nature 6281.

- Conseil de Territoire de Istres-Ouest-Provence : Les crédits nécessaires (553 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau et au budget annexe de l'assainissement Section de fonctionnement – nature 6281.

- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : Les crédits nécessaires (158 euros TTC) sont inscrits au budget annexe de l'eau de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues – section de fonctionnement – nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 042-7584/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13551/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la

possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

La Métropole a adhéré à la Médiation de l'Eau par délibération DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016, il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation au titre de l'année 2020 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Par ailleurs, le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues étant de 36 505, le montant de l'abonnement annuel est de 638,06 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix- Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de

Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos) ;

- La délibération n° DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion à la Médiation de l'eau ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole renouvelle son adhésion pour les communes gérées en régies sur son territoire, à la Médiation de l'Eau au titre de l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation pour l'année 2020 d'un montant de 638,06 euros.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire du Pays de Martigues - Nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 043-7585/19/BM

**■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres - Abrogation de la délibération n° DEA 011-5680/19/BM du 28 mars 2019
MET 19/14028/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunal(EPCI), s'est substitué de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi N°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Dans ce cadre, le Territoire Istres-Ouest Provence doit engager des travaux pour étendre le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) sur le chemin des Cognets afin d'alimenter un programme immobilier de 85 logements devant être construit en bordure de celui-ci.

En parallèle, l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (Epad Ouest Provence) doit dans le cadre de la vente des terrains d'assiette du projet immobilier, mener des travaux d'aménagement du chemin des Cognets sur cette zone et en assurer la maîtrise d'ouvrage.

Compte tenu des travaux prévus, nécessitant notamment d'ouvrir des tranchées sur la route, il apparaît nécessaire de coordonner ces deux opérations, pour une rationalisation de la dépense publique et garantir un résultat technique homogène.

Aux termes de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages, relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

Aussi, les parties se sont rapprochées en vue de transférer temporairement à l'Epad Ouest Provence la maîtrise d'ouvrage unique des travaux réalisés dans le cadre de l'opération intitulée « Aménagement du chemin des Cognets et des liaisons piétonnes vers la halte ferroviaire et le centre commercial ZAC des Cognets Sud ».

Ainsi, une délibération visant à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres consentie pour la durée de l'occupation a été approuvée par délibération n° DEA 011-5680/19/BM du 28 mars 2019.

Cependant, cette délibération comportait une erreur matérielle de montants qui n'étaient pas en cohérence avec l'estimation prévisionnelle des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 021-15718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

- **Où le rapport ci-dessus,**

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire souhaite confier à l'Epad Ouest Provence la maîtrise d'ouvrage concernant les travaux d'extension

du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets à Istres.

- Que dans ce cadre il convient de procéder au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° DEA 011-5680/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable sur le chemin des Cognets, afin d'alimenter un programme immobilier de 85 logements devant être construit en bordure de celui-ci à Istres.

Article 3 :

La convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage prendra fin à l'issue de l'année de garantie de parfait achèvement des travaux objet de la convention.

Après la réception de l'ouvrage, la Métropole se libérera de ses obligations par règlement de sa participation financière sur présentation, par l'EPAD Ouest Provence, d'un mémoire justificatif récapitulant la totalité des montants des travaux effectués pour la réalisation de l'ouvrage estimé à 22 440,00 euros T.T.C. (18 700,00 euros H.T.) et des frais de maîtrise d'ouvrage à hauteur de 6 % du montant T.T.C. de ces travaux.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017502700, article 21531, opération 2017502700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 044-7586/19/BM

■ **Approbation du bilan général technique et financier de la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLA " Pays d'Aix territoire" dans le cadre de l'opération de sauvegarde et mise en valeur des espaces naturels ayant servi de centre d'enfouissement de déchets ménagers**

MET 19/12937/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Seize décharges brutes du Territoire du Pays d'Aix ont été identifiées comme devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces seize sites, douze d'entre eux ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération n°2010_B380 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix en date du 22 juillet 2010, faisant suite à un programme d'actions approuvé par délibération n°2009_B394 du Bureau communautaire de la CPA en date du 23 octobre 2009, le financement de ce plan d'actions étant assuré par l'Autorisation de Programme n°2005/6 amendée des montants nécessaires par délibération n°2009_A251 du Conseil communautaire de la CPA en date du 11 décembre 2009.

La compétence requalification des décharges brutes, portée par la CPA depuis le 1^{er} janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effets de Serre.

À ce jour, toutes les décharges ont fait l'objet de travaux de requalification :

- Meyrargues en 2010,
- Pertuis et le Puy-Sainte-Réparate de 2010 à 2012
- Éguilles en 2014
- Saint-Paul-lez-Durance, la Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques en 2015
- Lambesc et Simiane-Collongue de 2015 à 2016

Les aménagements prévus en 2015 pour la décharge de Saint-Cannat ont dû être retardés afin de régler un problème de propriété foncière des terrains impactés.

Les aménagements de la décharge de Vitrolles rentrent dans une logique plus générale et complexe du fait de l'implantation du site sur un ancien crassier de boues rouges. Dès lors, après avoir étudié la globalisation de la réhabilitation des deux sites contigus, il a été décidé conjointement avec la Ville de Vitrolles et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » de ne réaliser les travaux que sur la décharge mais en prenant en compte les problématiques hydrauliques de l'ensemble, ceci venant complexifier la teneur des travaux. Les modifications des dispositions financières relatives à ce changement de programme ont fait l'objet d'un avenant n°1 à la convention.

Les difficultés rencontrées ont généré des délais complémentaires imprévisibles qu'il convenait d'intégrer à la convention. Le réajustement du délai d'exécution pour les décharges de Saint-Cannat et Vitrolles a été intégré dans un avenant n°2 approuvé par le Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Les travaux de la décharge de Saint-Cannat ont finalement été réceptionnés le 26 avril 2019. Quant à ceux de Vitrolles, ils l'ont été le 21 septembre 2018. Concernant ces derniers, la garantie de parfait achèvement a été déclenchée afin de réparer des désordres survenus à l'été 2019 (fossés béton affaissés, ravines importantes de talus, revêtement en monocouche insuffisant) et les travaux sont en cours d'achèvement.

L'opération s'achève donc et c'est pourquoi il convient, conformément à l'article 8.05 de ladite convention, de valider le bilan général technique et financier qui donnera lieu à la régularisation du solde des comptes financiers entre les parties dans un délai de 30 jours et permettra d'en établir le quitus.

Le dernier décompte provisoire fait état d'un solde positif s'élevant à 97.794,28 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010_B380 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010 approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n°2015_B761 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant approbation de l'avenant n°1 ;
- La délibération DEA 007-1264/16/BM du Bureau de la Métropole en date du 15 décembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider le bilan général technique et financier afin de solder l'opération et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires et établir le quitus financier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan général technique et financier, ci-annexé, en vue de solder l'opération et la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires au solde de l'opération et de la convention avec la SPLA qui fera l'objet d'un quitus financier.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget principal de la Métropole, en section investissement : opération : 144, Fonction : 7213, Nature : 2318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 045-7587/19/BM

■ Attribution d'un bail emphytéotique administratif pour la construction et l'exploitation d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air

MET 19/12936/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'application de la réglementation en matière de gestion des déchets (Loi de Transition Énergétique) rend inéluctable l'évolution de la prise en compte des déchets des professionnels dans le cadre du Service Public d'Élimination des Déchets. En effet, en application des dispositions arrêtées dans la délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018, les évolutions proposées permettront au Pays d'Aix de répondre aux exigences réglementaires fortes que sont la limitation des quantités de déchets pris en charge par le Service

Public ou encore l'augmentation des performances de tri et de valorisation de la collectivité.

Afin de permettre aux apporteurs professionnels de disposer d'un exutoire adapté à leurs besoins pour leurs déchets d'activité et d'éviter une prolifération des dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend parallèlement favoriser l'émergence sur son territoire d'unités de proximité réservées aux déchets professionnels.

Face à une carence d'initiative privée dans le sud du territoire, il est proposé d'inciter la construction d'une telle installation, sur les parcelles, n°CD 306, 307 et 310 sises sur la Commune de Bouc-Bel-Air - quartier des Chabauds.

Le Territoire du Pays d'Aix a lancé un Appel à Manifestation d'intérêt afin de confier à un opérateur via une procédure de bail emphytéotique administratif le soin de construire et d'exploiter sur ces parcelles une déchèterie professionnelle pendant une durée de 20 ans.

Le principe est de mailler finement le Territoire du Pays d'Aix avec des centres dédiés exploités par des opérateurs privés spécialisés.

Suite à l'envoi de la publicité de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt le 21 juin 2018, le Territoire du Pays d'Aix a réceptionné dans les délais prévus deux offres.

La procédure d'attribution des marchés a permis d'attribuer ce dernier à la société MAT'ILD, filiale du groupe EUROVIA spécialisée dans la gestion des déchets.

Cette entreprise propose un projet complet et en totale cohérence avec les attentes du Territoire du Pays d'Aix et prévoit la construction d'une déchèterie à plat avec 11 boxes de tri, l'installation d'un pont bascule et d'un local ainsi que l'aménagement d'un espace réservé à l'activité privée de vente de granulats et de gestion de big bag.

La location des parcelles et la redevance incitative à la tonne de déchets entrants permettra au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier d'une recette prévisionnelle annuelle de l'ordre de 13.000€/an.

Ce type d'initiative privée n'a jusque là pas pu se développer sur le territoire du Pays d'Aix du fait de la « concurrence » avec les déchèteries publiques acceptant gratuitement les déchets. Il est donc convenu que la mise en service de la déchèterie professionnelle de Bouc-Bel-Air s'accompagne d'une restriction d'accès aux professionnels sur les déchèteries publiques de Bouc-Bel-Air, Gardanne et des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'attribuer un bail emphytéotique administratif pour la création d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé un bail emphytéotique administratif pour la création d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air - parcelles CD 306, 307 et 310 - à la Société MAT'ILD.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à l'attribution du Bail Emphytéotique Administratif.

Article 3 :

La mise en place de restriction d'accès aux déchèteries publiques de Bouc-Bel-Air, Gardanne et

des Pennes-Mirabeau sera effective à compter de la mise en service de cette déchèterie professionnelle.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 752, fonction 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 046-7588/19/BM

■ Approbation de la convention type entre l'éco-organisme de la filière des Déchets Diffus Spécifiques ménagers (DDS) et la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10767/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

EcoDDS est un éco-organisme opérationnel dédié aux Déchets Diffus Spécifiques des ménages dont la principale mission est d'organiser le fonctionnement et d'assurer la pérennisation de la filière des Déchets Diffus Spécifiques des ménages dans des conditions respectueuses de l'environnement et de la santé (article R. 543-234 du code de l'environnement).

L'éco-organisme apporte à chacune des structures concernées des soutiens financiers liés à l'information, la communication et la formation du personnel mais surtout prend en charge l'enlèvement et le traitement des DDS des ménages.

EcoDDS a été agréé par les pouvoirs publics une première fois par arrêté interministériel du 9 avril 2013, puis par arrêté du 22 décembre 2017 pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018. Une rupture d'agrément de l'éco-organisme est intervenue entre le 1er janvier 2019 et le 28 février 2019, date d'un renouvellement d'agrément qui porte jusqu'au 31 décembre 2024.

L'agrément s'accompagne d'une convention type régissant les conditions de remise des déchets diffus spécifiques ménagers par la collectivité territoriale à l'éco organisme de la filière.

En fonction des quantités de Déchets Diffus Spécifiques Concernés, les recettes attendues s'élèveront de 923 euros à 3 413 euros TTC par déchèterie pour les Territoires concernés par cette convention.

Il convient donc d'approuver la conclusion d'une convention type entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et EcoDDS jusqu'à la fin de l'agrément détenu par EcoDDS soit le 31 décembre 2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 28 février 2019 portant agrément d'un éco-organisme de la filière des déchets diffus spécifiques ménagers ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure une convention-type avec EcoDDS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-type, ci-annexée, conclue avec l'organisme agréé EcoDDS, relatif aux Déchets Diffus Spécifiques ménagers.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention, le formulaire valant lettre de manifestation d'intérêt et tous documents y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets annexes des Déchets exercices 2020 et pour les Territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays de Martigues - chapitre 74 - nature 74788 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 047-7589/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'éco-organisme Eco-mobilier relative à la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement collectés par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10849/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de La Métropole le rapport suivant :

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément.

Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

A ce titre, l'État a de nouveau agréé le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de Loi de Transition Énergétique (LTE) d'août 2015.

Eco-mobilier a donc par la suite proposé aux collectivités un contrat type d'adhésion spécifique pour l'année 2018 afin de permettre la poursuite de ses engagements opérationnels et du versement des soutiens correspondants. Ce dernier est ainsi arrivé à échéance le 31 décembre 2018.

Depuis le 1^{er} janvier 2019 est rentré en application le second cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Ce contrat apportera à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens financiers :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés non séparément (uniquement si la collecte séparée est impossible),
- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- pour certaines actions de communication.

Ces engagements couvrent la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023.

Il est donc proposé aujourd'hui d'approuver le nouveau contrat territorial pour le mobilier usager proposé par l'éco-organisme Eco-mobilier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) et des soutiens financiers apportés par l'éco-organisme agréé Eco-mobilier, il convient de conclure avec cet organisme un nouveau contrat territorial pour le mobilier usager pour la période 2019-2023.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat territorial pour le mobilier usager, ci-annexé, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco-organisme agréé Eco-mobilier.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat (joint en annexe au format « spécimen ») par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les

pièces relatives à ce dossier, et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les recettes correspondantes estimées à 900 000 euros seront constatées pour chacun des 6 Territoires respectivement sur le budget annexe dédié à la gestion des déchets ou sur l'Etat Spécial de Territoire 2019 et suivants correspondants :

CT1 - Territoire Marseille Provence : fonction 7212 compte 74788, (Budget Annexe Déchets)
CT2 - Territoire Pays d'Aix : fonction 7213 compte 70688, (Budget Annexe Déchets)
CT3 - Territoire Pays Salonais : fonction 7213 compte 7088, (Budget Annexe Déchets)
CT4 - Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : fonction 7213 compte 74788, (2019 – EST du Pays d'Aubagne puis Budget Annexe Déchets)
CT5 - Territoire Istres Ouest Provence : fonction 7213 compte 78228, (Budget Annexe Déchets)
CT6 - Territoire Pays de Martigues : fonction 7213 compte 70388, (2019 – EST du Pays de Martigues puis Budget Annexe Déchets) »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 048-7590/19/BM

■ **Autorisation donnée à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant pour signer le contrat d'achat de bio méthane avec un fournisseur d'énergie pour la station d'épuration de Marignane**
MET 19/13883/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, de Marignane et de Saint-Victoret. D'une capacité de 70 000 Equivalent habitants, il s'agit de la deuxième plus grosse station du Territoire après Marseille.

Par délibération n° DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019, une opération d'investissement d'un montant de 6 000 000 € HT a été approuvée pour l'augmentation de la capacité de la station.

En lien avec une remise en cause des filières d'évacuation des boues de stations d'épuration, l'implantation d'un méthaniseur sur l'emprise de la station de la Palun a fait l'objet d'une étude préalable. Ce méthaniseur permettrait de valoriser les boues d'épuration provenant de diverses stations de la métropole en produisant du biogaz. Cette production s'accompagnerait d'une réduction du volume des boues de l'ordre de 30 % ce qui faciliterait leur gestion finale. Son coût est estimé à 15 000 000 € HT

Par ailleurs, la production de biométhane contribue à augmenter la part des énergies renouvelables dans le panel énergétique de la Métropole. Les conditions de son rachat doivent faire l'objet de contrats avec GRDF et un fournisseur d'énergie.

Or, les tarifs de rachat du biométhane, définis au sein des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2011 « *fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel* », dans sa version actualisée, connaîtront au début de l'année une baisse. Cet état de fait incite dès à présent la collectivité à figer les prix avec un fournisseur d'énergie et ainsi sécuriser le délai d'amortissement de l'installation. Ce contrat – dont les principales conditions figurent en annexe - sera d'une durée de quinze ans à compter de la date de mise en service de l'installation de production.

En vue du rachat du bio méthane, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat d'achat de bio méthane avec un fournisseur d'énergie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 23 novembre 2011 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans le réseau de gaz naturel modifié ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de métropole du 18 mars 2019 relative à l'approbation des délégations du Conseil de Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les délibérations PROX 073-18/06/19 CT et DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019 de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour l'extension de la station d'épuration de La Palun – système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac-la-Nerthe et de Saint-Victoret ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la création d'un méthaniseur mutualisable aux stations de la Métropole va permettre une réduction importante du volume des boues d'épuration ;
- Qu'il est nécessaire d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à réaliser un contrat d'achat de bio méthane avec un fournisseur d'énergie dont les conditions sont précisées en annexe.

Délibère

Article 1 :

En vue du rachat du bio méthane, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat d'achat de bio méthane avec un fournisseur d'énergie.

Article 2 :

Les recettes seront constatées sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille-Provence, chapitre 70, nature 703.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 049-7591/19/BM

■ **Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence relative à l'accompagnement des entreprises impactées par la cessation de la collecte des Déchets Ménagers et Assimilés dans les zones d'activités**

MET 19/13991/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 a pour objectif ambitieux la réduction à la source et le tri et la valorisation des déchets par :

- La réduction de 50 % en 10 ans des déchets mis en décharge (horizon 2025).
- La valorisation de 55 % des déchets non dangereux d'ici 2020 et 65 % d'ici 2025.
- Le recyclage de 70 % des déchets du BTP d'ici 2020.

Pour atteindre ces divers objectifs, la Métropole a, par la délibération n°DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre

2017 du Conseil de la Métropole, élaboré les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.

Un des axes concerne la prévention des Déchets et notamment l'établissement d'un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires. L'objectif est de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers des déchetteries professionnelles qui leur apporteront un service plus adapté à leur besoin.

Dans ce cadre, le territoire du Pays d'Aix a approuvé une feuille de route pour établir un règlement de collecte pour la gestion des DAE (délibération 2018_CT2_445 du 11 octobre 2018). La première étape de ce plan d'actions est l'arrêt du service public de collecte sur les Zones d'Activités (ZA) du Pays d'Aix au 31 décembre 2019, ce service devant alors être opéré par un prestataire privé.

Cette démarche est suivie par les autres territoires de la Métropole.

Le territoire de Marseille Provence a également mis en place cette démarche.

Aussi, en conséquence de la fin du service de collecte dans certaines ZA du Pays d'Aix et de Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence (CCIMP) a dans le cadre de ses missions au soutien des entreprises et de leurs associations, souhaite mettre en place une action d'accompagnement auprès des ZA et des entreprises pour organiser un nouveau système de collecte et de traitement des déchets des professionnels.

Ce processus d'accompagnement devra identifier les entreprises localisées dans des ZA dans le but de :

- informer et communiquer le plus largement et simplement possible vers les entreprises ;
- assurer un « socle commun » de compétences à l'ensemble des ZA ;
- définir des bassins d'activité pertinents pour des collectes mutualisées ;
- faciliter la mutualisation des méthodes et outils entre les ZA ;
- aider les entreprises à se regrouper et accompagner les entreprises dans la passation du marché de collecte des déchets professionnels ;
- animer des pilotes avec certaines ZA et groupes d'entreprises.

La Métropole souhaite apporter une aide à la CCIMP pour cette action d'accompagnement auprès des entreprises. Dès lors, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole l'attribution d'une subvention spécifique pour une mission d'accompagnement des entreprises impactées par l'arrêt de la collecte.

Le montant total de cette action est de 183 102,00 euros, le montant de la subvention métropolitaine sera de 80 000 euros, dont 80 % sera versé par le Conseil de Territoire Marseille Provence et 20 % par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 2018_CT2_445 du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'arrêt de la collecte des déchets dans certains Zones d'Activités de la Métropole ;
- Que la Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence souhaite, dans le cadre de ses missions au soutien des entreprises, souhaitent mettre en place une action d'un montant de 183 102 euros afin d'accompagner les entreprises localisées dans des ZA, au sein desquels il n'existe pas démarche de mutualisation.
- Que la Métropole souhaite subventionner cette action.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole, du Budget Annexe des Déchets des Territoires et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, à la Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence une subvention de 80 000 euros au titre de l'année 2020, répartie comme suit :

- 64 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- 16 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs définissant les conditions d'octroi de la subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Annexe Déchets 2020 du Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement – Chapitre 65, nature 657381

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 050-7592/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Création d'une deuxième déchèterie sur la commune de Salon-de-Provence MET 19/13336/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

A ce jour, les usagers des communes de Salon de Provence et de Lançon Provence, soit plus de 50 000 habitants, utilisent une seule déchèterie pour procéder

au tri séparatif de leurs déchets. Les équipements actuels, implantés quartier des Milanis à Salon de Provence, ne sont pas dimensionnés pour une telle population.

Souhaitant poursuivre l'amélioration des équipements de tri et de valorisation existants, le Territoire du Pays Salonais a donc décidé de créer une deuxième déchèterie sur la commune de Salon de Provence.

Le démarrage des travaux est prévu au deuxième semestre 2020.

La durée du chantier est estimée à 11 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 185 541 euros HT (acquisition foncière comprise).

Une subvention pour ce projet avait été accordée au titre de l'année 2013 par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et avait fait l'objet de reports en 2014 puis en 2015. Cette convention est arrivée à échéance le 16 juillet 2019, avant le démarrage des travaux. Ce retard de calendrier s'explique par des difficultés liées à l'acquisition foncière. Ce dossier doit être redéposé au titre de 2020, année de démarrage des travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	80 %	1 748 433 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	437 108 euros
TOTAL	100 %	2 185 541 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « optimisation réseau déchèteries » ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création d'une deuxième déchèterie sur la Commune de Salon de Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe « collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code opération : 2019302200.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe « collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1313 - Fonction 7213 - Code gestionnaire 030.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 051-7593/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification de la déchèterie et du centre de transfert de Rousset et abrogation de la délibération n°DEA 003-2991/17/BM du 14 décembre 2017 MET 19/12938/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le projet porte sur la modernisation du site de Rousset. Ce projet a déjà fait l'objet d'une délibération le 14 décembre 2017 (n°DEA 003-2991/17/BM) qui doit être actualisée. Cette délibération abroge la précédente.

Le site regroupe une déchèterie et un centre de transfert : la déchèterie comprend 10 quais et réceptionne plus de 11.000 tonnes de déchets par an pour environ 70.000 visites. La configuration du site, en cul de sac, rend la circulation difficile et les manœuvres délicates.

La construction d'une plate-forme de réception et broyage des déchets végétaux permettra de détourner près de 30 % des apports et de limiter l'encombrement des quais de la déchèterie. Cette plate-forme de déchets verts sera la sixième réalisée sur le territoire du Pays d'Aix après celles de Venelles, Bouc-Bel-Air, Saint-Cannat, Les Pennes-Mirabeau et Pertuis.

Depuis l'année dernière, pour la mise à disposition de compost aux particuliers et très probablement pour les années à venir sur d'autres thématiques, ces plate-formes de réception et broyage peuvent être considérées comme des outils de communication et de sensibilisation des ménages à la politique de prévention des déchets verts du Territoire du Pays d'Aix. Elles devraient permettre par la démonstration ou la mise à disposition de broyat et/ou de compost de sensibiliser et d'éduquer les ménages à la prévention par l'utilisation de la matière en paillage ou en apports agronomique pour les cultures.

En parallèle, des travaux d'élargissement de la plate-forme haute de la déchèterie permettront d'améliorer la circulation des usagers, de libérer de l'espace et de mettre en place un « caisson réemploi ».

Le centre de transfert accueille les déchets (les ordures ménagères, les emballages ménagers recyclables) collectés sur le secteur sud-est du Pays d'Aix.

Cette installation est destinée à optimiser les charges (et pollutions) induites par le transport des déchets jusqu'à leur lieu d'élimination. Le principe de fonctionnement consiste à transvider des bennes de « petites » capacités dans des gros porteurs. Ainsi, annuellement c'est plus de 9.000 tonnes de déchets qui transitent par cette installation.

Le centre de transfert est équipé d'un compacteur à translation vétuste et coûteux en maintenance et réparation.

Aussi, afin d'optimiser le fonctionnement du site et donc les charges associées, il est proposé d'adapter la structure du centre de transfert afin d'aménager des postes de déchargement pour semi-remorque à Fond Mouvant Alternatif (FMA).

Cette technologie éprouvée présente les avantages suivants : accroissement des volumes de déchets transportés et souplesse et rusticité du dispositif. Ce process ne nécessitant pas de re-compaction des déchets, n'est pas soumis à des arrêts techniques bloquants.

Actuellement, les voies d'accès sont communes aux deux installations. Les travaux consistent à créer une voie d'accès spécifique pour les poids lourds du Centre de Transfert et ainsi les séparer des flux des particuliers vers la déchèterie.

Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivants :

- démantèlement du compacteur existant ;
- aménagement de nouveaux postes de déchargement (trémie) ;
- adaptation de la plate-forme haute aux contraintes d'accès et de dépotage des véhicules ;
- création d'une plate-forme de déchargement des déchets verts ;
- reprise et création de voirie pour séparer la circulation des usagers (VL) et des transporteurs (PL) ;
- élargissement de la plate-forme haute de la déchèterie.

Les travaux programmés ont fait l'objet d'une estimation par un bureau d'étude au stade « Projet » qui devrait servir également pour le lancement de la consultation travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 900 000 € HT, décliné comme suit :

- Travaux de requalification sur la déchèterie : 240 000 € HT.

- Travaux de requalification du centre de transfert : 560 000 € HT

Le plan de financement global prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenarial Métropolitain »	50 %	450 000 euros
Ademe	8 %	72 000 euros
Région PACA	8 %	72 000 euros
Programme Européen Life	8 %	72 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	26 %	234 000 euros
TOTAL HT	100 %	900 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 concernant la demande de subvention d'investissement concernant l'opération « Requalification de la déchèterie et du centre de Transfert de Rousset » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'abroger la délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Requalification de la déchèterie et du Centre de Transfert de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°DEA 003-2991/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme (AP)173 – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples.

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix-Fonction : 7213 - Nature :132.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 052-7594/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour les travaux de requalification des déchèteries d'Eguilles et de Meyreuil
MET 19/12939/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le réseau actuel des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix est important et offre aux habitants du territoire, un Service Public de collecte des déchets encombrants de qualité.

Plusieurs sites ont été rénovés ces dernières années (Aix-en-Provence, Pertuis, les Pennes Mirabeau...). Cependant, la fréquentation augmente chaque année et certaines déchèteries connaissent aujourd'hui des problèmes d'encombrement liés en particulier à la difficulté de circuler à l'intérieur des sites. C'est le cas des déchèteries d'Eguilles et de Meyreuil qu'il est nécessaire de moderniser.

En effet, avec plus de 10.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie d'Eguilles a une entrée et sortie commune et une plate forme de déchargement étroite, en cul de sac.

De la même manière avec près de 5.000 tonnes de déchets collectés par an, la déchèterie de Meyreuil a la même configuration, qui est impactante pour la fluidité des apports et donc pour l'encombrement du site.

L'objectif principal des travaux dans les deux cas consiste donc à créer un flux traversant, à sens unique, avec entrée et sortie différenciées afin de faciliter la circulation des usagers.

Le programme de travaux de chacune des deux déchèteries a été validé par délibérations n°2019_CT2_331 et 332 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 Juin 2019. Il doit permettre de créer des équipements accueillants et dimensionnés au

regard de la fréquentation rencontrée et dans le respect des exigences réglementaires.

Les grandes lignes des programmes techniques de travaux pour les deux déchèteries sont :

- Réalisation d'une nouvelle voie d'accès à la déchèterie avec entrée au bout de la plate forme de déchargement,
- Création d'une dalle béton pour recevoir les caissons réemploi, D3E et DDS, sur un nouvel emplacement,
- Mise en place de clôtures et portails,
- Création d'un bassin de rétention,
- Aménagement et extension du réseau de récupération des eaux pluviales et du réseau d'eaux usées,
- Aménagement de l'éclairage extérieur.

Auxquelles se rajoute pour la déchèterie d'Eguilles :

- La construction d'un quai supplémentaire en bout de plate forme pour permettre la mise en place d'une benne mobile.
- La mise en place d'un abri modulaire pour l'agent au niveau de la nouvelle entrée avec raccordement au réseau électrique.

Les estimations relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie de Meyreuil s'élèvent à 200.000€ HT. Celles relatives à la réalisation des travaux de requalification de la déchèterie d'Eguilles s'élèvent à 380.000€ HT.

Au total, la mise en œuvre du programme de travaux sur les 2 déchèteries s'élève à 580 000€ HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 580 000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Plan Partenarial »	60 %	348 000. euros
Ademe	10 %	58 000. euros
Région PACA	10 %	58 000. euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	116 000 euros
TOTAL HT	100 %	580 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouverture du volume d'autorisation de programme relative aux opérations de modernisation et de mise en sécurité des Centres d'Apport Volontaire et Centres de Transfert ;
- La délibération n°2019_CT2_331 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à la validation des programmes de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie de Meyreuil ;
- La délibération n°2019_CT2_331 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à la validation des programmes de travaux de rénovation et d'extension de la déchèterie d'Eguilles.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux de requalification sur les déchèteries de Meyreuil et d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Prévention Élimination des Déchets Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme 173 – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Service Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix - Fonction 7213 - Nature 1321 1322 et 1323.

DEA 053-7595/19/BM

**■ Cession à titre gratuit d'un véhicule réformé au profit de l'Association Habitat Alternatif Social à Marseille
MET 19/13903/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la

propreté urbaine, la collecte des déchets, la voirie et la circulation.

Par courrier en date du 23 août 2019, l'Association Habitat Alternatif Social a sollicité l'acquisition d'un véhicule à titre gracieux que la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait réformer. En effet, les moyens financiers de l'Association étant limités, ce don représenterait un apport matériel essentiel à la poursuite des missions quotidiennes auprès des plus démunis.

Compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage important et des réparations à effectuer sur un plateau benne de type « Mascott » immatriculé EG-529-KM de 2008 affecté à la collecte du Territoire Marseille Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre à la réforme ce véhicule, devenu obsolète.

Ainsi, par décision n°19/680/D du 15 novembre 2019, la Présidente de la Métropole a procédé à la mise à la réforme de ce véhicule dont la valeur nette comptable était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence est actuellement en mesure de pouvoir donner une suite favorable à la demande de l'association Habitat Alternatif Social.

Il est donc aujourd'hui proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la cession à titre gratuit d'un plateau benne de type « Mascott » de 2008, immatriculé EG-529-KM, au profit de l'association Habitat Alternatif Social.

L'association prendra le véhicule ainsi cédé en l'état et procédera aux réparations nécessaires pour son bon usage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n°19/680/D du 15 novembre 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant réforme d'un véhicule de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage et des réparations à effectuer, ce véhicule est mis à la réforme.
- Qu'il convient de d'approuver la cession à titre gratuit ce véhicule en l'état au profit de l'association Habitat Alternatif Social.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la cession à titre gratuit du véhicule de type plateau benne « Mascott » de 2008, immatriculé EG-529-KM au profit de l'association Habitat Alternatif Social.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 054-7596/19/BM

**■ Vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme
MET 19/12402/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision n°19/575/D du 27 septembre 2019 procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable individuelle était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Les engins, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme sont issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Dans le même temps, et afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel pour cette direction, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs.

Aussi, compte tenu de la modernisation de ce parc de véhicules, il est aujourd'hui proposé de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°19/575/D du 27 septembre 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant réforme d'engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, ont été mis à la réforme.
- Que, suite à la modernisation de ce parc de véhicules, il convient de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la vente aux enchères des engins, véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette de la vente sera constatée sur le budget principal de la Métropole – Nature 75888 – Fonction 7212 – Sous Politique G130.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 055-7597/19/BM

■ Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental, pour la réalisation d'un accès routier en vue de la construction d'une déchèterie professionnelle située sur la commune de Bouc-Bel-Air sur le domaine public départemental MET 19/12935/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'application de la réglementation en matière de gestion des déchets rend inéluctable l'évolution de la prise en compte des déchets des professionnels dans le cadre du service public d'élimination des déchets. En effet, en application des dispositions arrêtées dans la délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018, les évolutions proposées permettront au Territoire du Pays d'Aix de répondre aux exigences réglementaires fortes que sont la limitation des quantités de déchets pris en charge par le service public ou encore l'augmentation des performances de tri et de valorisation de la collectivité.

Afin de permettre aux apporteurs professionnels de disposer d'un exutoire adapté à leurs besoins pour leurs déchets d'activité et d'éviter une prolifération des dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend parallèlement favoriser l'émergence sur son territoire d'unités de proximité réservées aux déchets professionnels.

Face à une carence d'initiative privée sur le sud du territoire, il a été décidé la construction d'une telle installation sur la Commune de Bouc-Bel-Air - quartier des Chabauds.

Les parcelles sur lesquelles la déchèterie sera construite étant enclavées et dans le but d'assurer un flux cohérent des entrées et sorties de Véhicules Lourds débouchant sur la contre-allée de la RD6, sans perturber le fonctionnement général du réseau routier local, il est nécessaire d'intervenir sur le domaine public routier départemental afin de créer une voie de stockage délimitée, mettre en place une signalisation verticale et horizontale, soigner le réseau d'éclairage et assurer l'efficacité de la gestion des eaux pluviales.

Ce projet nécessite par conséquent la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole Aix-Marseille-Provence à intervenir sur le domaine public routier pour réaliser les aménagements nécessaires à l'accès de la future déchèterie et de définir les modalités d'entretien et d'exploitation des équipements.

Les travaux relatifs à la réalisation d'un accès à la future déchèterie sont estimés à 200.000€TTC.

La desserte depuis la RD6 nécessitant de traverser la parcelle CD305 propriété du domaine privé du Conseil Départemental, un droit de passage et d'utilisation de cet accès seront discutés et établis avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur cette parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de signer avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine public routier départemental, en vue de réaliser l'aménagement d'un accès à la future déchèterie professionnelle, débouchant sur la contre-allée de la RD6.
- Qu'il convient d'acter avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône une servitude d'utilisation de la parcelle CD 205 afin d'assurer l'accès à la future déchèterie professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine public routier départemental, en vue de réaliser l'aménagement d'un accès à la future déchèterie professionnelle, débouchant sur la contre-allée de la RD6.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention, les actes juridiques relatifs aux servitudes d'utilisation des parcelles et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

La dépense sera constatée sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération budgétaire 173, nature 21351 fonction 7213, autorisation de programme DI173AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"***

VOI 001-7598/19/BM

■ **Approbation du lancement d'un appel à projets visant à soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraire**
MET 19/13548/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion de services d'intérêt collectif et gère à ce titre le Crématorium Saint-Pierre de Marseille. Le Crématorium assure environ 4000 prestations de crémation par an.

Le Crématorium Saint-Pierre produit chaque année environ 1 900 kg de déchets métalliques ferreux, non ferreux et des métaux précieux, issus principalement de la visserie des cercueils.

Dans la mesure où l'ensemble des métaux issus de la crémation est recyclable, la Métropole a décidé de procéder à leur valorisation en contractualisant depuis plusieurs années avec un prestataire spécialisé en la matière.

Les recettes générées par la valorisation de ces métaux s'élèvent à environ 50 000 € en moyenne par an. Jusqu'à présent, ces recettes étaient réintégrées dans le budget annexe du crématorium afin de contribuer à l'amélioration de l'accueil et du service rendu aux familles. En 2019, ces recettes ont notamment participé à la réalisation de travaux de rénovation de l'une des deux salles de cérémonie.

Faisant suite aux orientations du dernier Conseil d'exploitation du crématorium de Marseille, il est proposé de lancer un appel à projets visant à soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraire. Le ou les projets retenus seront subventionnés à hauteur des recettes perçues dans le cadre de la revalorisation des métaux issus de la crémation.

L'appel à projets :

Il sera demandé aux candidats d'imaginer des actions, des recherches, des études, des réalisations créatives ou artistiques et/ou des animations innovantes en vue de faire progresser les connaissances et les pratiques autour de la mort et du deuil.

Bénéficiaires éligibles :

Cet appel à projets s'adressera à :

- Toute association, tout établissement public ou privé à but non lucratif, ayant un lien avec le deuil,
- Des acteurs du monde créatif et artistique intervenant dans le domaine du funéraire,
- Des établissements de recherche et universitaires.

Modalités de sélection des projets :

Chaque année, une thématique sera définie en accord avec l'objectif global de soutenir des projets d'intérêt général relatifs à la mort, aux obsèques et au deuil.

Le choix de la thématique et la sélection des projets seront réalisées par un Comité de sélection composé d'experts et d'élus sous la présidence du vice-président délégué au funéraire.

Pour chaque appel à projets, un dossier de consultation sera rédigé et précisera toutes les modalités et les étapes de la procédure de sélection. Une fois le ou les projets retenus, une convention sera passée avec le ou les candidats retenus.

Le 1^{er} appel à projets sera lancé dans le courant de l'année 2020 pour une réalisation des projets en 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de lancer un appel à projets visant à soutenir des projets innovants dans le domaine du funéraire.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe et la forme d'un appel à projets pour soutenir des projets novateurs dans le domaine du funéraire.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe 2021 du crématorium de Marseille sur la base des recettes dégagées au cours de l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-7599/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre" - Abrogation de la délibération VOI 021-6248/19/BM du 20 juin 2019**
MET 19/13952/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre », la Métropole réalise l'aménagement d'un carrefour à l'entrée du lycée : Tiboulén-Parangon-Corail.

L'aménagement consiste à améliorer les accès au lycée, réorganiser les voies de circulation piétonnes et véhicules, et à rassembler les poches de stationnements

La surface concernée est de 6 500m².

Le coût prévisionnel de cette opération est établi à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2015118400, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci annule et remplace la délibération VOI 021-6248/19/BM approuvée au Bureau Métropolitain du 20 juin 2019 dont le plan de financement comportait un montant total erroné.

Le nouveau Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	294 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
TOTAL HT		420 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n° VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015, relative à l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre ».
- La délibération du Bureau de la Métropole n° VOI 021-6248/19/BM du 20 juin 2019 portant

« Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre" - Abrogation de la délibération VOI 021-6248/19/BM du 20 juin 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre ».

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération VOI 021-6248/19/BM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2015118400- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront inscrites en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2015118400- Programme 14 - Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-7600/19/BM

■ Demande de subvention complémentaire auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement de la Place Guy Durand à Marseille MET 19/13087/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Parmi ces réalisations, la Métropole aménage la place Guy Durand à Marseille (13010).

Le projet s'étend sur une surface de 3 400m² et se situe au droit de l'église de Saint Loup, à Marseille dans le 10^{ème} Arrondissement.

Cette requalification porte sur un réaménagement de l'espace conforme aux normes pour personnes à mobilité réduite (cheminements, traversées piétonnes, quai bus). Le stationnement est conservé devant les commerces du noyau villageois.

Le traitement de surface de la place comprend l'utilisation de matériaux de qualité :

- Bordures, éléments structurants en pierre calcaire.
- Revêtement du parvis en dallages calcaire.
- Le mur de soutènement est ré-enduit avec une imitation parement en pierre et le garde-corps est remplacé.

Les voies circulées sont traitées en enrobé noir et les trottoirs du boulevard de Saint Loup, en béton désactivé clair. Le mobilier urbain est conforme à celui utilisé par la Ville de Marseille.

Le périmètre du projet prend en compte le réaménagement de la traverse de la roue avec création d'un parking. Les conteneurs de tri sélectif sont enterrés.

De plus entre les boulevards Auguste Comte et des Marronniers, la structure et le revêtement de la chaussée sont refaits.

Par délibération n°VOI 004-936/15/CC en date du 10 avril 2015, la convention de financement n°15/1388 qui concerne l'aménagement de la Place Guy Durand à Marseille (13010), avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a été approuvée.

Dans le cadre de cette convention, le montant de l'opération a été fixé prévisionnellement à 488 323,00 euros HT réparti en :

- Participation du Département : 244 162,00 euros HT
- Financement Métropole : 244 161,00 euros HT

Suite à des modifications dans les aménagements prévus initialement au marché de travaux, notamment liés à la reprise de la chaussée en mauvais état d'une partie du boulevard de Saint Loup (entre le boulevard Comte et le boulevard des Marronniers) et compte tenu de l'ajout de l'aménagement d'un parking avec

reprise de la traverse de la Roue derrière l'Eglise, le montant des travaux liés à l'opération a sensiblement augmenté.

La présente délibération vise à approuver une demande de subvention complémentaire auprès du Conseil Départemental et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé désormais à 850 000,00 euros HT (valeur juillet 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Plan Quinquennal d'Investissement » Demande initiale	70,00 %	244 162,00 euros
Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Plan partenarial Métropolitain » Demande complémentaire		350 838,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	255 000,00 euros
TOTAL HT	100%	850 000.00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 004-936/15/CC portant approbation de conventions de financement avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'opérations

d'aménagements de voirie sur le territoire communautaire.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : aménagement de la Place Guy Durand (13010) à Marseille

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter

des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2014104300 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2014104300 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-7601/19/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention de financement des études relatives à la réalisation d'un barreau de liaison entre la RD973 et la déviation Villelaure/Pertuis MET 19/13009/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La mise en service d'un premier tronçon de la déviation Sud-Ouest ainsi que du nouveau pont sur la Durance ont contribué à une amélioration sensible des déplacements routiers sur la commune de Pertuis. La déviation Sud-Ouest doit désormais être raccordée à la déviation Villelaure-Pertuis dans le cadre d'aménagements qui ont fait l'objet d'une DUP en date du 23 janvier 2007.

Le Département de Vaucluse et la Communauté du Pays d'Aix ont convenu en juin 2015 de conduire des études de trafic et de circulation sur le territoire communal de Pertuis, destinées à obtenir :

- Un bilan global des trafics en situation actuelle permettant un diagnostic partagé et quantifié des circulations, notamment de transit à l'échelle de la ville de Pertuis ;
- Des simulations de trafics en situation prospective selon plusieurs scénarios d'aménagement.

Par délibération du Bureau communautaire du 15 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé une convention ayant pour objet le financement des études du raccordement entre la RD973 et la future déviation Villelaure-Pertuis. En

effet, la DUP de 2007 n'avait pas prévu cette connexion, devenue pourtant importante pour désengorger le réseau viaire, mais aussi pour anticiper la réalisation du barreau Nord.

Les études comprennent :

- Le diagnostic et la recherche de tracé ;
- La réalisation des études techniques du projet routier, de niveau sommaire, avant-projet, projet et établissement des dossiers de consultation des entreprises ;
- La réalisation d'un dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact ;
- La réalisation des études spécifiques concernant l'acoustique, l'hydraulique, la géotechnique, l'agriculture, la faune et la flore, le paysage et la qualité de l'air ;
- L'établissement, si nécessaire, du dossier d'enquête publique unique avec une étude d'impact et un dossier de mise en compatibilité des documents d'urbanisme. L'étude d'impact comprendra notamment un dossier d'autorisation eau et milieux aquatiques.

Ces études porteront sur la création du barreau de liaison sur le territoire de la commune de Pertuis et de ses conséquences en matière d'impacts et d'adaptations sur le projet de déviation entre Villelaure et Pertuis.

La prestation d'études est estimée à :

- o diagnostic et recherche de tracé : 12 000,00 € HT
- o études techniques du projet routier : 48 000,00 € HT
- o examen au cas par cas : 3 000,00 € HT
- o études spécifiques (acoustique, hydraulique, géotechnique, faune et flore, paysage, qualité de l'air)

40 000,00 € HT

- o dossier d'enquête publique unique (utilité publique, étude d'impact, mise en compatibilité des documents d'urbanisme, autorisation eau et milieux aquatiques)

37 000,00 € HT

Total

140 000,00 € HT

A ce jour, la convention a permis d'avancer comme suit sur la définition du projet de bypass :

Etudes menées :

- ☐ Etudes Acoustiques : Etat initial, impact du projet et mesures compensatoires
- ☐ Etudes Environnementales : Volet Naturel de l'Etude d'Impact
- ☐ Etudes Hydrauliques : Etude Hydraulique avec propositions d'aménagements
- ☐ Etudes Trafics : Etude de Trafic avec analyses capacitaires

Etudes en cours :

Dans le prolongement des tracés d'aménagement esquissés, le Département doit mener aujourd'hui les études géométriques de niveau AVP afin de déterminer :

- les emprises du projet et les répercussions foncières sur les parcelles privatives ;
- les solutions techniques routières nécessaires à mettre en œuvre (terrassements, remblais, chaussées, réseaux, équipements) ;
- les aménagements utiles aux mesures de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement et la santé humaine (hydraulique, écologiste et acoustique) ;
- les gabarits et dimensions des ouvrages d'art et de soutènement ;
- les impacts du projet sur les existants (réseaux, chemins de desserte, canaux...).

Pour mener à bien les études géométriques de niveau AVP, le Département a lancé un marché spécifique d'ingénierie sous la procédure de l'appel d'offres ouvert. Il a été notifié fin avril 2019, a un groupement spécialisé en VRD et en ouvrages d'art.

Procédures déroulées :

- Dossier demande d'examen au Cas par Cas / Dépôt Avril 2018 / Projet soumis à étude d'impact par décision implicite : Juin 2018
- DDT Procédures Amont / Dépôt mai 2018 / Non concluante
- Dossier demande de Certificat de projet / Dépôt Janvier 2019 / Avis émis Mai 2019

Le Département de Vaucluse a déposé une demande de certificat de projet, pour lequel l'État a indiqué l'ensemble des procédures réglementaires qui seront applicables au projet de bypass.

A ce jour, la conduite de ces études et de l'ensemble des procédures réglementaires laisse apparaître un besoin complémentaire de financement de 60 000 €/HT, qui nécessite donc d'approuver un avenant à la convention initiale portant le besoin total de financement à 200 000 €/HT, soit 100 000 € à la charge de la Métropole, au lieu de 70 000 €/HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2015_B702 du Bureau communautaire de la CPA du 15 décembre 2019 portant approbation d'une convention de financement entre le Conseil départemental de Vaucluse et la CPA s'agissant des études liées à la réalisation du raccordement entre la RD973 et la déviation Villelaure-Pertuis ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation d'un avenant à la convention d'étude de réalisation de raccordement de la RD973 et de la déviation de Villelaure-Pertuis,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention d'étude de réalisation de raccordement de la RD973 et de la déviation de Villelaure -Pertuis. Le montant total des études prévisionnelles est porté à 200 000 euros HT, soit 100 000 euros /HT à la charge de la Métropole au lieu de 70 000 euros /HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-7602/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille relatif à l'aménagement de la plaine, des sports et des loisirs de la Busserine à Marseille (14ème arrondissement)
MET 19/13300/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier de la Busserine fait l'objet d'une importante transformation urbaine du fait de la rocade L2, de l'ensemble des aménagements de surface en accompagnement et des projets de renouvellement urbains portés par l'ANRU concernant l'habitat et la voirie.

Entre le pont SNCF Picon et le passage sous le dalle du Merlan, l'infrastructure L2 présente une forte déclivité, des dénivelées importantes entre la dalle haute et le terrain naturel (jusqu'à 15 m). L'ensemble du secteur compris entre le pied de talus et les espaces privatifs du bailleur social Logirem, ne rentrait pas dans le périmètre d'intervention de la Société de la Rocade L2, mais des collectivités. Sur la base d'études préalables initiées par Marseille Rénovation Urbaine, l'aménagement d'une plaine des sports et des loisirs est apparu pertinent. Cette opération figure dans la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2, signée le 27 février 2017 entre l'Etat et les collectivités.

La ville de Marseille, maître d'ouvrage de la plaine des sports et des loisirs, a poursuivi les études techniques avec son maître d'œuvre. Le projet proposé consiste en un aménagement paysager autour d'espaces sportifs et ludiques, maillés de cheminements doux. Il permet la liaison entre les espaces publics créés par plusieurs aménageurs, comme la démolition de la barre J par Logirem ou la réalisation des places de la gare et Mattéi par la Métropole. Il assure également l'accès au futur BHNS situé en partie haute de la dalle, par l'intermédiaire d'une passerelle piétonne reliant la place centrale au cheminement haut.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Métropole, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Ville de Marseille réalisera, pour le compte de la Métropole, la passerelle piétonne (structure et équipements de superstructure) qui relèvent d'une compétence métropolitaine, soit une participation financière de la Métropole estimée à 704 400 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement.

Il est ainsi proposé d'approuver cette délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage unique et de financement conclue avec la Ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2013109600 – Nature : 458191002 – Fonction : 851 – C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-7603/19/BM

■ Approbation d'une convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Ville de Marseille en vue de la conception et mise en oeuvre d'une signalétique patrimoniale et touristique à Marseille MET 19/13810/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», qui a pour objectif l'apaisement de l'hyper-centre à très court terme avec un partage de l'espace public en faveur des piétons. Les travaux d'aménagements ont pour but d'améliorer le partage de l'espace public et de créer à terme un vaste espace cohérent et lisible d'environ 7 000m² dans l'hyper-centre de Marseille. Cette opération se situe dans le périmètre de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une

charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

La réhabilitation du centre-ville se décline en plusieurs thématiques dont le volet « signalétique » qui est indissociable du projet global réunissant piétonisation, végétalisation et valorisation du patrimoine architectural. Le marché de conception d'une signalétique s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville »

La Métropole Aix Marseille Provence et la Ville de Marseille entendent valoriser leurs espaces urbains et naturels avec une signalétique claire et structurante.

Le coût global du marché de prestations intellectuelles incluant la fourniture et la pose de la signalétique touristique et patrimoniale a été évalué à 1 450 000 € TTC.

Le suivi du marché de signalétique sera assuré par le Pôle Infrastructures de la Métropole Aix-Marseille-Provence et, à terme, l'ensemble du mobilier de signalisation intégrera le catalogue du mobilier urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Ville de Marseille travaillera en partenariat avec la Métropole et le futur titulaire du marché de conception pour s'assurer de l'unité de l'ensemble des éléments constitutifs de la signalétique sur le territoire de la ville.

Ainsi, afin de réaliser les opérations d'achat dans un cadre unique, la Métropole et la Ville de Marseille ont souhaité convenir de l'organisation des procédures d'achat relatives à ce projet, suivant les articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique. La convention constitutive de groupement de commandes jointe en annexe en définit le régime.

Cette convention s'applique à tous les achats qui seront passés pour la réalisation de ce marché de prestations intellectuelles et notamment pour les phases d'analyse, de conception et de mise en œuvre de la signalétique, quelle que soit l'entreprise concernée. La répartition financière prévisionnelle du coût de l'opération entre la Ville de Marseille et la Métropole sera arrêtée au plus tard à la notification du marché de prestations intellectuelles. Elle fera l'objet d'un avenant ultérieur à la présente convention.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordinateur et mandataire du groupement et à ce titre, la Ville de Marseille lui donne mandat pour exercer en son nom et pour son compte les prestations qui relèvent de sa compétence. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera le suivi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour la conception et la réalisation de la signalétique patrimoniale et touristique, il y a juxtaposition des compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Ville de Marseille ;
- Qu'il convient d'approuver la convention constitutive de groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordinateur et mandataire du groupement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention constitutive de groupement de commandes ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille, relative à un marché de conception d'une signalétique patrimoniale et touristique au terme de laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée comme coordinateur et mandataire du groupement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2014103200 - Nature : 458119102 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 45 - nature 4582 (compte de tiers).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-7604/19/BM

**■ Approbation d'une convention cadre relative à l'implantation d'équipements hertziens pour des stations relais de radiotéléphonie macro cellulaire dans les tunnels hors concession de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Périmètre Territoire Marseille-Provence
MET 19/13450/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article R 732-9 du Code de la Sécurité Intérieure :

Les exploitants des ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux doivent garantir aux services publics qui concourent aux missions de sécurité civile la continuité des communications radioélectriques avec les moyens propres à ces services en tout point de l'infrastructure.

Ces dispositions sont applicables :

1° Pour le domaine routier, à tout ouvrage au stade des études dont le projet d'ouvrage d'art, pour le réseau routier national non concédé, ou dont l'avant-projet d'ouvrage d'art, pour les autoroutes concédées, n'a pas été approuvé au 17 février 2006 ;

2° Pour le domaine ferroviaire, à tout ouvrage dont le dossier préliminaire de sécurité, mentionné, pour les transports publics guidés, à l'article 16 du décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés et, pour ceux du réseau ferré national, mentionné à l'article 48 du décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire, n'a pas été approuvé à la même date ;

3° Pour le domaine fluvial, à tout projet d'ouvrage d'art.

Les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux qui ne relèvent pas des catégories mentionnées ci-dessus

doivent se conformer à cette obligation dans un délai de trois ans à compter de la même date.

Les tunnels Vieux-Port, Major et Saint-Charles et Joliette sont dotés des équipements nécessaires à l'émission et la réception de réseaux de téléphonie mobile macro cellulaires pour les véhicules qui les empruntent.

Ces tunnels, gérés hors concession sur le territoire Marseille Provence de la Métropole génèrent un fort trafic automobile. Le tunnel du Vieux-Port accueille chaque jour environ 50 000 véhicules, celui de la Major environ 34 000, celui de Saint-Charles jusqu'à 20 000 et pour le tunnel Joliette, 42 000 véhicules transitent par cet ouvrage.

Outre l'aspect réglementaire lié aux évolutions techniques en matière de radio téléphonie, la continuité de l'émission et de réception de réseaux de téléphonie est aussi un gage de qualité et de confort.

Il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver par la présente, une convention cadre applicable aux opérateurs définissant les installations ainsi que les conditions d'entretien des ouvrages d'émission et de réception du réseau de téléphonie mobile macro cellulaire par ceux-ci, pour tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence (tunnels du Vieux-Port, de la Major, Saint-Charles, Joliette et autres ouvrages si nécessaire).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure et notamment l'article R 732-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2006-165 du 10 février 2006 relatif aux communications radioélectriques des services de secours en opération dans les ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ou dans certaines catégories d'établissements recevant du public et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- La délibération VOI 005-480/12/CC portant actualisation de la redevance relative à l'occupation par des ouvrages de radiotéléphonie mobile macro cellulaires des

tunnels gérés par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver un modèle actualisé de convention cadre à conclure avec les opérateurs télécoms permettant l'émission et la réception des réseaux de téléphonie mobile macro cellulaire dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix Marseille Provence;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre applicable à l'implantation et aux conditions d'entretien des ouvrages d'émission et de réception des réseaux de téléphonie mobile macro cellulaire par des opérateurs dans tous les tunnels hors concession de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les redevances seront constatées sur le budget principal Etat Spécial du Territoire Marseille Provence (101) fonction 847-sous politique C360-nature 70323

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-7605/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour la mise en œuvre, l'hébergement et l'exploitation du dispositif de gestion des espaces bornés.

MET 19/13349/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La dynamique de requalification du centre-ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence souhaitent poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre- Ville ».

En effet, il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

C'est dans le cadre d'une sécurisation des piétons (projet safecity) et d'une mise en valeur patrimoniale et architecturale, que s'inscrit le contrôle des accès du centre ville par des bornes escamotables.

Ces bornes permettent de filtrer la circulation dans l'hyper centre Ville de Marseille et encouragent le développement de modes alternatifs de déplacement (piétonisation des espaces publics, développement des modes doux).

Mises en place pour réguler le trafic routier, elles sont gérées actuellement par le Centre de Régulation Urbaine (Ville de Marseille) et par la Direction Gestion des Equipements de Trafic (Direction métropolitaine) pour ce qui est de la maintenance. Compte tenu de l'accélération de leur déploiement, de leur automatisation, il apparaît nécessaire d'établir une convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence afin de définir les compétences respectives de la ville de Marseille et de la Métropole en matière de gestion de ces bornes : maintenance, entretien habituel, exploitation, et gestion courante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir les modalités de gestion des bornes d'accès escamotables entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre, l'hébergement et l'exploitation du dispositif de gestion des espaces bornés, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-7606/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public avec la société Hauteville Immobilier pour la mise en place de bornes escamotables sur entrée charretière située 228 boulevard National à Marseille
MET 19/13257/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce des compétences sur le Territoire Marseille Provence, en

matière de voirie et d'occupation du domaine public métropolitain.

Dans le cadre de ses compétences, elle permet l'occupation de son domaine public dans le cadre de conventions ou de permissions de voirie.

En raison de la réduction du nombre de places de parking, et compte tenu de l'augmentation des infractions pour stationnement gênant, les propriétaires sis au 228 boulevard National rencontrent de grandes difficultés à accéder librement à leurs places de parking privatives.

A ce titre, la société Hauteville Immobilier, représentant des propriétaires sis au 228 boulevard National (13003) a sollicité la Métropole Aix Marseille Provence pour la mise en place d'une (ou des) borne(s) escamotable(s) à cette même adresse.

Cette occupation sera réalisée par la société demanderesse, sous son entière responsabilité et sans participation financière de la Métropole. La convention est passée pour une durée de 12 ans renouvelable tacitement.

Dans le cadre d'une convention d'occupation préalable, la Métropole souhaite définir les conditions techniques, administratives et financières (une redevance d'occupation sera due) qui encadreront la permission de voirie qui sera émise après transmission du projet d'implantation par la société demanderesse et validation de ce projet par les services techniques de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir les conditions techniques, administratives et financières de mise en place de bornes escamotables sur l'entrée charretière sise 228 boulevard National à Marseille (13003).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation du domaine public avec la société Hauteville Immobilier pour la mise en place de bornes escamotables sur entrée charretière située 228 boulevard National à Marseille (13003), ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

VOI 010-7607/19/BM

**■ Acquisition des terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre d'une mise en demeure d'acquiescer du propriétaire actuel au titre du droit de délaissement
MET 19/13052/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre le processus de remise en valeur du pôle commercial de la Pioline sur la commune d'Aix-en-Provence et notamment prévoir l'amélioration du fonctionnement routier de l'ensemble commercial situé entre la RD9 à l'ouest, la rue Arnaud Borili à l'est, la rue guillaume du Vair au nord et la rue Pierre Leydet au sud, comprenant notamment les enseignes Darty, Burger king, Kiabi, Gemo, Toyota, Basic Fit et un linéaire de plusieurs petites enseignes.

Lors de l'élaboration du PLU de la commune d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix avait demandé l'inscription d'un certain nombre

d'emplacements réservés par délibération du conseil communautaire n°2013-A098 du 6 juin 2013, comprenant notamment la création de l'emplacement réservé n°197. Cette demande a effectivement été intégrée dans le cadre du PLU d'Aix-en-Provence approuvé le 23 juillet 2015.

La SCI TPLM, impacté par cet emplacement réservé a déposé un recours devant le Tribunal Administratif en invoquant une erreur manifeste d'appréciation quant à l'instauration de cet emplacement réservé n°197. Le Tribunal Administratif a rejeté cette requête, ainsi que la Cour Administrative d'Appel. La SCI TPLM a déposé un pourvoi en Conseil d'Etat pour contester l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel. Ce pourvoi est toujours en instance d'examen devant le Conseil d'Etat.

Par courrier du 16 mai 2019, Maître Burtez-Doucède agissant au nom de la SCI TPLM La Pioline met en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquiescer les terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 du PLU d'Aix-en-Provence.

Le Code de l'Urbanisme précise à ses articles L230-1 et suivants que la collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné au premier alinéa, le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble. Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, sans qu'il soit tenu compte des dispositions qui ont justifié le droit de délaissement.

La date de référence prévue à l'article L. 322-2 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique est celle à laquelle est devenu opposable aux tiers le plus récent des actes rendant public le plan local d'urbanisme ou l'approuvant, le révisant ou le modifiant et délimitant la zone dans laquelle est situé le terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2013_A098 du Conseil communautaire de la CPA du 6 juin 2013 portant approbation de la liste des emplacements réservés nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté du Pays d'Aix dans le cadre de l'élaboration du PLU de la ville d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le courrier de Maître Burtez-Doucède du 16 mai 2019, agissant au nom de la SCI TPLM La Pioline, mettant en demeure la Métropole Aix-Marseille Provence d'acquiescer les terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 du PLU d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des domaines n°2019-001V2035 du 30 octobre 2019
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser l'aménagement d'une voie de circulation sur la zone commerciale de la Pioline (commune d'Aix-en-Provence) afin de garantir la bonne circulation routière et la sécurité des usagers dans le secteur considéré.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre d'une mise en demeure d'acquiescer du propriétaire actuel, des terrains grevés par l'emplacement réservé n°197 inscrit au PLU de la commune d'Aix-en-Provence, sise commune d'Aix-en-Provence, zone commerciale de la Pioline, d'une superficie de 528 m² (IC0243 : 28 m² / IC0244 : 454 m² / IC0218 : 46 m²), propriété de la SCI TPLM PIOLINE pour un montant de 48 576 euros

et 5 857,60euros d'indemnités de réemploi soit 54 433,60 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'état spécial de territoire, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 2111 fonction 61, autorisation de programme n°DI331AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-7608/19/BM

■ Approbation d'une convention avec l'INRAP pour la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive concernant la 2ème phase de réalisation des espaces publics du centre-ville à Marseille MET 19/13181/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», qui a pour objectif l'apaisement de l'hyper-centre à très court terme avec un partage de l'espace public en faveur des piétons.

Cette opération se situe dans le périmètre de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

La maîtrise d'œuvre est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie (mandataire) /Michel DESVIGNE Paysagiste /TANGRAM Architectes.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,

- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce projet a fait l'objet d'un phasage opérationnel :

La première phase de réalisation s'achèvera entre fin 2019 et début 2020 ; elle porte en partie ou en totalité sur les secteurs suivants : Cours d'Estienne d'Orves, Cours Jean Ballard, Secteur Opéra, Vieux-Port, Place du général de Gaulle, Canebière, Place Gabriel Péri, rues des Fabres / Bir-Hakeim, Barbusse, rues Méry et Grand'Rue et rues Coutellerie/ Bonneterie.

La deuxième phase de réalisation à échéance de fin 2020 portera sur les secteurs suivants : Lulli, Grignan, Haxo, Saint-Ferréol, Vieux-Port (reprises ponctuelles sur le site classé liées au réaménagement des espaces connexes) et secteur Caisserie (rues Saint-Laurent et Saint-Jean).

De par sa nature, ce projet d'aménagement entre dans le champ d'application du livre V du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie.

Par arrêté du 20 septembre 2019, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi prescrit la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur une partie du périmètre de la 2^{ème} phase du projet, afin de vérifier le potentiel archéologique et la présence ou l'absence de vestiges sur l'emprise des aménagements devant être réalisés.

Le diagnostic portera sur des parcelles situées dans les secteurs Grignan, Haxo et Saint-Ferréol, qui représentent une surface totale à aménager de 36 400 m² et sur lesquels sont prévues la plantation d'arbres et l'implantation de conteneurs enterrés.

Conformément à l'arrêté précité, le diagnostic archéologique sera réalisé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

Il convient par conséquent d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP afin de fixer les modalités de réalisation de ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'arrêté du 20 septembre 2019 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre de la 2^{ème} phase du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en préalable aux travaux de la 2^{ème} phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille, la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'INRAP.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'INRAP relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise de la 2^{ème} phase du projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-7609/19/BM

**■ Approbation de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d' Aix-en-Provence - Les Trois Sautets
MET 19/13153/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui devenue Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix, s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets, sur l'avenue Henri Malacrida.

Les études préalables, réalisées en 2013, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2013_B485 du Bureau communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 pour un montant estimatif de 1 400 000,00 € HT, soit 1 680 000,00 € TTC.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements automobiles ou actifs ainsi que la requalification paysagère du secteur en cours de mutation (logements, commerces ou parcs de stationnements). Il comprend :

- le réaménagement des carrefours à feux sur l'emprise du projet avec réduction, adaptation et remise en état de la voirie ;
- la requalification architecturale et qualitative au niveau de l'oratoire existant et du futur cœur du quartier (place publique) avec création d'une zone 30 ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- le réaménagement des arrêts de bus ;
- l'aménagement de trottoirs et de bandes cyclables normalisés de part et d'autre de la voie avec mise en place d'ouvrage de soutènement si nécessaire ;
- le traitement paysager du terre-plein central du carrefour giratoire de la RD7n et la route du Cagnard (Renault Truck) ;
- la végétalisation des accotements et plantation d'arbres d'alignement ;
- la mise en discrétion des réseaux aériens ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confiée, dans un premier temps, à la ville d'Aix-en-Provence par convention de maîtrise d'œuvre en 2018.

La réalisation des travaux était prévue durant l'année 2019. Toutefois, les difficultés de mise au point des études associées aux travaux des programmes immobiliers privés et à la fin de validité du marché accord-cadre de travaux du Territoire du Pays d'Aix n'ont pas permis le démarrage des travaux tels que prévu initialement.

De plus, la commune d'Aix-en-Provence a informé le Territoire du Pays d'Aix de sa volonté de profiter de l'opportunité de l'opération pour réaliser des travaux de voiries connexes ainsi qu'une dilatation et une extension du réseau d'eaux pluviales dans le périmètre de l'entrée de ville. Il apparaît donc opportun de mutualiser les travaux.

La commune souhaite donc résilier la précédente convention de maîtrise d'œuvre et porter la maîtrise d'ouvrage complète de l'opération (études et travaux) par le biais d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie :

D'une part, par les articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique qui prévoient notamment que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

D'autre part, par l'article L5217-7-I du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que les dispositions de l'article L5215-27 sont applicables aux métropoles. Celui-ci prévoit que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Il est donc aujourd'hui proposé d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence dont les caractéristiques sont les suivantes :

Modalités de la Convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence transfère de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la commune d'Aix-en-Provence pour la réalisation de l'aménagement de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets.

En conséquence, la commune d'Aix-en-Provence assurera seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des études et travaux y afférents.

Financement de la convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix assurera le financement de la totalité des frais engagés pour les études et les travaux relatifs à l'aménagement de l'entrée de ville.

A la notification de la convention, une avance d'un montant de 500 000 € TTC sera versée à la commune d'Aix-en-Provence.

La commune d'Aix-en-Provence procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°2013_B485 du Bureau communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 relative à l'approbation du programme de l'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les Trois Sautets ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d' Aix-en-Provence - Les Trois Sautets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Aix-en-Provence pour l'aménagement de l'entrée de Ville d' Aix-en-Provence - Les Trois Sautets ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget « Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix » 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-7610/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Fuveau et la Métropole pour la réalisation de l'entrée de ville de Fuveau - Avenue du 8 mai 1945
MET 19/13051/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui devenue Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix, s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville Ouest de Fuveau sur la RD 46 – avenue du 8 Mai 1945, entre les carrefours giratoires de l'avenue Celestin Barthélémy et de la rue chanoine Moisan.

Les études préalables, réalisées en 2013, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2013_B221 du Bureau communautaire de la CPA du 16 mai 2013 pour un montant de 625 000,00 € HT, soit 750 000,00 € TTC étude et travaux.

L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements actifs ainsi que la requalification paysagère de l'avenue en boulevard urbain. Il comprend :

- la réduction et la requalification de la voie ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création d'une promenade paysagère, de trottoirs et de pistes cyclables ;
- le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- la sécurisation des traversées piétonnes ;
- la création de stationnements longitudinaux normalisés ;
- la requalification paysagère des espaces résiduels ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confié au bureau d'études techniques BETEM Ingénierie.

Au cours des études d'avant-projet, le maître d'œuvre a mis en exergue le mauvais état surfacique de la chaussée existante. Après différents diagnostics, il s'est avéré que la structure de chaussée de la route départementale était défectueuse et devait être refaite en partie. Le Département a donc sollicité la Métropole afin de lui confier la maîtrise d'ouvrage de ses travaux dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville et a souhaité cofinancer cette opération par voie de subvention à hauteur du montant qu'il aurait dû engager pour effectuer les travaux de reprise des structures de chaussée défectueuses.

A l'issue des études de projet, le coût global des travaux a été arrêté à 550 000 €HT. Toutefois le Département, gestionnaire de la voie, a souhaité profiter des travaux pour reprendre la structure de chaussée qui s'avère en mauvais état.

Le coût de cette reprise a été évalué à 50 000 €HT. Le Département a signifié à la Métropole qu'il souhaitait procéder à un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin que la Métropole réalise cette reprise de structure dans le cadre de ses travaux. Ainsi le coût global des travaux s'élève à 600 000,00 €HT soit 720 000,00 €TTC.

Par délibération n°VOI 005-2652/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017, une première version du projet de *convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Fuveau* a été approuvée.

Toutefois, cette convention n'a jamais été signée. En effet, le projet a dû être décalé dans le temps afin que la Commune de Fuveau puisse réaliser un aménagement connexe (passerelle piétonne) préalable à la réalisation de l'entrée de ville. De plus,

les textes législatifs relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique ont évolué dans l'intervalle. Il est donc aujourd'hui nécessaire de valider une nouvelle version du projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement.

Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives et financières de la création et de la gestion ultérieure des ouvrages réalisés ainsi que le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône au Territoire du Pays d'Aix pendant la durée des travaux.

Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application des articles L.2422-1 et L.2422-12 du Code de la Commande Publique, le Département transfère de manière temporaire sa qualité de maître d'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau sur l'avenue du 8 mai 1945.

En conséquence, la Métropole aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux y afférents.

À ce titre, la Métropole mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en propre pour l'attribution des marchés publics.

Les différentes phases d'études seront soumises pour approbation au Département et à la Commune avant le lancement des procédures correspondantes par la Métropole.

A l'issue de la réception des travaux, les ouvrages seront remis au Département et la Commune qui retrouveront leurs qualités de maîtres d'ouvrages et de gestionnaires.

Modalités financières

Les travaux d'aménagement seront financés par le Territoire du Pays d'Aix.

Le Département prendra à sa charge le coût total hors taxes des travaux de reprise de la structure de chaussée défectueuse. La participation financière du Département est estimée à 50 000 € HT (valeur septembre 2019). Ce montant représente la participation maximale sur lequel s'engage le Département hors clause de révision des prix.

Un premier appel de fonds, à hauteur de 25 % du montant de la participation, sera effectué au démarrage des travaux. Les appels suivants se feront en fonction de l'avancement des travaux sans excéder 95 % de ceux-ci. Le solde sera demandé à l'achèvement des travaux.

Maintenance, entretien et surveillance des ouvrages

Le Département, en tant que gestionnaire, sera responsable de l'entretien de la chaussée, de ses accessoires et de la signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental.

La Commune de Fuveau assurera l'entretien des trottoirs et de la piste cyclable, des stationnements, des espaces verts et du réseau d'arrosage, du réseau d'eaux pluviales, de la signalisation horizontale, de la signalisation verticale de police, de la signalisation directionnelle hormis celle prévues au schéma directeur départemental, du mobilier urbain (garde-corps) et des murs de soutènement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B221 du Bureau communautaire de la CPA du 16 mai 2013 relative à l'approbation du programme de travaux de l'entrée de ville de Fuveau - RD46 avenue du 8 Mai 1945 ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°VOI 005-2652/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la première version du projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Fuveau pour l'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau - RD46 Avenue du 8 Mai 1945 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Fuveau et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement de l'entrée de ville de Fuveau - Avenue du 8 Mai 1945 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention, à solliciter les aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné en section d'investissement : nature 1323, fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-7611/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Carry-Le-Rouet pour les opérations d'éclairage public
MET 19/13919/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carry-le-Rouet avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont

donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Carry-le-Rouet a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il apparaît souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux demeurant de la compétence de la Commune, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-1 du Code de la Commande Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°FAG 008-5967/19/CM du Conseil de Métropole en date du 16 mai 2019 portant Approbation d'une convention de gestion entre la Ville de Carry-le-Rouet et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Carry-le-Rouet pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carry-le-Rouet.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-7612/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille
MET 19/13200/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les travaux d'aménagements ont pour but d'améliorer le partage de l'espace public et de créer à terme un vaste espace cohérent et lisible d'environ 7 000m² dans l'hyper-centre de Marseille.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville » et vise à poursuivre la requalification des espaces publics du centre-ville sur la base des éléments de programme suivants :

- Piétonniser la Canebière,
- Restructurer la gare de bus Bir-Hakeim dans la perspective d'accueillir un parc électrique,
- Mettre en œuvre une piétonisation progressive de l'hyper-centre,
- Améliorer la place accordée aux vélos au sein de l'espace public,

- Retrouver une unité d'ensemble et une cohérence de traitement des espaces publics,
- Envisager des plantations sur les nouveaux aménagements en s'adaptant aux contraintes et restaurer les espaces arborés.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie / Michel DESVIGNE Paysagiste / TANGRAM architectes.

Dans le secteur 14 (Bir-Hakeim) de la requalification du Centre-Ville, les travaux envisagés permettront à terme d'apaiser le trafic et de favoriser les cheminements piétons entre la gare de Bus Canebière Bourse et les abords du Centre Bourse. Le coût global de réalisation a été évalué à 3 752 068,80 € TTC.

Afin de disposer d'un aménagement qualitatif homogène dans l'ensemble du secteur, le projet prévoit une intervention jusqu'en limite de façade du Palais de la Bourse : ainsi une partie des travaux se situe sur l'emprise du Palais de la Bourse, dont le propriétaire est la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCI) ; la parcelle concernée se situant au 2, rue Bir Hakeim.

Ces travaux ont pour objet la pose de réseaux enterrés et de bornes, ainsi que le nivellement du sol entre le Palais de la Bourse et le Centre Bourse.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la CCI Marseille Provence, cette dernière et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera pour le compte de la CCI Marseille Provence les travaux de pose, de fournitures et de génie civil, des bornes avec un remboursement de la CCI Marseille Provence estimé à 123 182,40 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la CCI Marseille Provence et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation de travaux par la Métropole dans l'emprise du Palais de la Bourse, propriété de la CCI Marseille Provence, nécessite la passation d'une convention afin d'en fixer les modalités techniques et financières ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante entre la CCI Marseille Provence et la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage unique conclue avec la CCI Marseille Provence pour l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2018102100 - Nature : 4581181021 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 45 - nature 4582 (compte de tiers).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-7613/19/BM

■ Approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune d'Ensuès-la-Redonne et la Métropole pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensuès-la-Redonne MET 19/14036/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence exerce, à compter de sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, l'éclairage public était demeuré de compétence communale.

Dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, sur un marché de la ville de Cassis.

Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission.

Une convention de gestion a été conclue entre la Métropole et la commune d'Ensuès la Redonne pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations.

Dans le même esprit et pour un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une commune membre.

Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensuès la Redonne afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

Dans le cadre de cette convention, il s'agit de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant prévisionnel de ces travaux et de mettre en concordance ce montant avec les dépenses en matière d'éclairage public, objet de la convention de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La délibération n°MET 19/11888/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019.
- La délibération n°VOI 012-7023/19/BM portant sur l' « Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensuès la Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des Travaux d'investissement d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensuès la Redonne ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage délégué, ci-annexé, conclu avec la commune d'Ensuès la Redonne pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensuès la Redonne ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-7614/19/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune de Saint Victoret et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret
MET 19/14026/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a été approuvée une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret afin de lui déléguer la réalisation d'opérations d'éclairage public sur son territoire.

La conclusion d'une telle convention a été rendue nécessaire par les observations du contrôle de légalité qui avait rappelé que l'éclairage public, accessoire indissociable de la compétence voirie relevait du périmètre de compétence de la Métropole.

Il s'agissait de confier à la commune la réalisation de travaux d'investissement en matière d'éclairage

public, pour lesquels la Métropole ne disposait de l'ingénierie technique nécessaire, et, ainsi, ne pas interrompre le service rendu aux habitants, tout en assurant la neutralité budgétaire de cette procédure pour la Métropole, en l'absence de travaux préalables de la CLECT.

L'avenant qui vous est proposé vise à modifier le montant prévisionnel des dépenses liées à ces travaux mentionnés dans la convention (1 613 765 € TTC au lieu de 360 000 € TTC) et de mettre en corrélation ce nouveau montant avec la liste des travaux envisagés, le plan de financement, et les modalités de compensation figurant dans les annexes 1, 2 et 3 de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La délibération VOI 014-7025/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des Travaux d'investissement d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage délégué, ci-annexé, conclu avec la commune de Saint-Victoret pour les travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 018-7615/19/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une partie de la rue Guichard - Quartier Saint Mauront à Marseille, 3ème arrondissement MET 19/12163/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération de rénovation urbaine de Saint Mauront vise à intégrer le quartier dans la dynamique du Grand Centre-Ville, notamment par l'amélioration de l'habitat social, la réhabilitation ou la construction d'équipements destinés à accroître les services aux habitants et la création de voies nouvelles pour faciliter l'accessibilité du quartier.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (R.H.I.) Saint Mauront-Gaillard, au bénéfice de la SOLEAM, ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 11 juillet 2017, suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 septembre au 19 octobre 2016. Les travaux envisagés nécessitent le déclassement d'une partie de la rue Guichard, à partir de la rue Félix Pyat.

Afin de compenser la suppression partielle de la rue Guichard, la circulation automobile sera reportée sur la rue Gaillard. A cet effet, le projet prévoit l'élargissement de cette dernière. Un nouveau cheminement piéton, constitué d'escaliers en pas d'âne, sera créé entre le n°70 de la rue Félix Pyat et le lavoir situé dans la partie encore accessible (non déclassée) de la rue Guichard.

Une placette sera aménagée autour du lavoir.

Entre la rue Guichard et la rue Gaillard, la R.H.I. Saint Mauront-Gaillard prévoit un programme de 38 logements, avec terrasses privatives et jardins résidentiels.

La R.H.I. comprend également l'aménagement d'un nouvel accès à l'école élémentaire municipale Félix Pyat. Située en retrait de la voie principale, l'entrée de l'école débouchera sur un parvis constitué pour une grande partie du foncier de la rue Guichard à déclasser.

Le bâti dégradé et insalubre situé autour de la portion à déclasser ayant été démoli, la rue Guichard, pour sa partie basse, n'assure plus aucune desserte.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'emprise désaffectée de la rue Guichard qui n'est plus accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 586 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint et répartie comme suit :

- 37 m² environ, teinté en vert sur le plan, à céder à la Ville de Marseille (futur accès à l'école)
- 549 m² environ, teinté en orange, à céder à la SOLEAM

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté 2017-27 du Préfet des Bouches-du-Rhône du 11 juillet 2017 déclarant d'utilité publique, au bénéfice de la SOLEAM, des travaux d'aménagement de l'opération Saint-Mauront Gaillard, sur le territoire de la commune de Marseille ;
- La délibération URB 011-1816/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant sur opération Saint Mauront-Gaillard – Déclaration de projet - Déclaration d'utilité

publique et parcellaire valant pour mise en compatibilité du PLU;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet de Rénovation Urbaine de Saint Mauront
- L'utilité publique de l'opération d'aménagement Saint Mauront-Gaillard

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une portion de la rue Guichard -quartier Saint Mauront- à Marseille 3^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion de la rue Guichard pour une superficie totale de 586 m² environ dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 019-7616/19/BM

**■ Déclassement du domaine public routier métropolitain de la rue de la Pagode désaffectée à Marseille, 15^{ème} arrondissement
MET 19/12449/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur de la Savine, situé dans le quartier des Borels dans le 15^{ème} arrondissement, fait l'objet d'un vaste programme de rénovation urbaine pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics.

C'est un territoire prioritaire de la politique de la ville qui comporte environ 780 logements pour 2500 habitants.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la Soleam par la Ville de Marseille. Cette concession a fait l'objet d'un avenant du 3 juin 2016 substituant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille.

Le programme d'aménagement du secteur bas de la Savine doit venir compléter la recomposition urbaine de l'entrée de quartier par la création d'une nouvelle centralité comprenant logements sociaux et logements en accession, des commerces en pied d'immeubles, s'articulant autour d'espaces publics requalifiés, ainsi que la création du terminal du Bus à Haut Niveau de Service, reliant Bougainville à St-Antoine.

Dans la zone située entre le chemin du Vallon des Tuves, le boulevard de la Savine et la rue de la Pagode, le projet d'aménagement prévoit la construction d'environ 60 logements pour une surface de plancher de 4700 m² ainsi que 530 m² de locaux commerciaux en rez-de-chaussée (côté chemin du Vallon des Tuves), pour lesquels sont prévus des commerces de proximité et un local service/associatif.

Actuellement, la rue de la Pagode comporte deux parties :

- sa partie haute, positionnée Nord-Sud, est un cheminement pédestre qui n'a jamais été ni aménagé, ni entretenu. Depuis de nombreuses années, il est barré par des enrochements et aujourd'hui, il a quasiment disparu dans la végétation. L'ancien tracé du sentier se situe désormais derrière les clôtures du terrain à bâtir.

- sa partie basse, orientée Est-ouest, desservait des bâtiments situés dans la zone du projet immobilier et qui sont maintenant démolis ou condamnés.

Sur cette partie basse, une aire de retournement a été prévue par la Soleam.

La réalisation de cette opération immobilière et des aménagements publics nécessitent le déclassement du domaine public routier métropolitain du sentier désaffecté depuis de nombreuses années et d'une surlargeur de chaussée issue de la partie basse de la rue de la Pagode.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La superficie totale à déclasser est de 760 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le programme de rénovation urbaine sur le secteur Savine Tuves.
- La désaffectation de la rue de la Pagode pour sa partie concernée.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une portion de la rue de la Pagode -quartier Les Borels- à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de la portion désaffectée de la rue de et d'une surlargeur de chaussée pour une superficie totale de 760 m² environ dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 020-7617/19/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de trottoir en retrait de l'alignement - Rue du Ventoux à Gignac-la-Nerthe

MET 19/10432/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la Mairie de la Ville de Gignac-la-Nerthe, il a été constaté que l'alignement, au droit de la parcelle AX 0311, présentait un retrait de 12 m².

Ce retrait provient de l'urbanisation de la commune qui a donné lieu à la création de la rue du Ventoux dans le prolongement de l'avenue Charles de Gaulle.

Au droit du numéro 19 du boulevard Victor Hugo, correspondant en partie à la rue du Ventoux et à l'avenue du Général Charles de Gaulle, il existe un renforcement du trottoir en rupture avec l'alignement de la rue de Ventoux.

Ce retrait du trottoir induit un stationnement illicite qui contraint les piétons à cheminer sur la chaussée.

De plus, à cet endroit, il existe un panneau stop qui ordonne aux usagers de la rue de Ventoux de céder le passage à ceux circulant sur l'avenue du Général de Gaulle.

Du fait du stationnement anarchique, les automobilistes sont obligés de marquer le stop au-delà de l'axe de la voie.

Aussi, il a été proposé aux époux Pires, propriétaires de la parcelle cadastrée section AX 0311, de se porter acquéreurs de l'emprise de trottoir implanté en retrait de l'alignement de la rue du Ventoux, supprimant ainsi une dent creuse d'environ 12 m², matérialisée sur le plan de déclassement joint.

Un nouveau mur de clôture sera établi par les demandeurs conformément à l'alignement et au Code de l'Urbanisme.

La cession de cet espace ne gênera en aucune manière l'utilisateur, car ce retrait de forme triangulaire ne présente aucun intérêt du point de vue de la circulation des piétons.

En effet, à cet endroit, le trottoir après déclassement aura la même largeur que celui de l'avenue du Ventoux. Le cheminement piéton sera conservé à l'identique et la suppression de la « dent creuse » limitera le stationnement sauvage sur le trottoir, ce qui sera bénéfique à la circulation piétonne et automobile.

En conséquence, il convient donc de déclasser du domaine public routier métropolitain, le décroché de trottoir situé au droit de la parcelle AX 0311, pour une superficie totale d'environ 12 m², délimité en vert sur le plan de déclassement au 1/500 joint.

Ce déclassement ne requiert pas d'enquête publique.

En effet, conformément au Code de la Voirie Routière, le domaine public routier peut être déclassé sans enquête publique, s'il n'y a pas de nuisance à la circulation.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N° 2018-08 du 12 avril 2018 de la Ville de Gignac-la-Nerthe.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La sécurité des usagers de la voie publique
- La rectification de l'alignement avec l'édification d'une nouvelle clôture par les propriétaires de la parcelle AX 0311

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de l'emprise à déclasser au droit de la parcelle AX 0311 à Gignac-La-Nerthe.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une sur largeur de trottoir pour une superficie totale de 12 m² environ au droit de la parcelle AX 0311 à Gignac-La-Nerthe, selon le plan joint.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Culture et sport,
grands événements
métropolitains"***

CSGE 001-7618/19/BM

■ Attribution d'un abondement au profit de la régie équestre du Mas de Combe pour l'exercice 2020

MET 19/12414/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L. 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 98/02 du 15 mars 2002, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie équestre du Mas de Combe, chargée de la gestion des activités équestres du centre équestre du Mas de Combe à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du CGCT.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie équestre du Mas de Combe, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT : « il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. »

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 324 000 euros pour l'exercice 2020.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 65, nature 657364.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique de l'équitation à des conditions avantageuses, la Métropole Aix-Marseille-Provence impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisées par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie.
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement lié aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière.
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la

participation de la Métropole au budget de la régie.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est attribué un abondement à la Régie équestre du Mas de Combe d'un montant de 324 000 euros au titre de l'exercice 2020, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-7619/19/BM

■ Attribution d'un abondement au profit de la régie du golf Ouest Provence Miramas pour l'exercice 2020

MET 19/13452/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L. 2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée régie du golf Ouest Provence Miramas, chargée de la gestion et de l'exploitation des équipements publics du golf de Miramas, ainsi que d'une boutique de location-vente d'articles de sport, à Miramas, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie du Golf Ouest Provence Miramas, la Métropole impose à la régie d'appliquer une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions tarifaires avantageuses ne pouvant être commercialisées par la régie dans les conditions habituelles qui permettent d'en assurer l'équilibre. En outre, cet objectif nécessite la mobilisation d'un personnel complémentaire et des créneaux horaires plus denses dédiés à l'accueil du public.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée.»

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution à cette régie, d'un abondement de 51 300 euros (cinquante et un mille trois cents euros) pour l'exercice 2020.

Cette dépense sera imputée au budget de la métropole 2019, chapitre 65, nature 6573642.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée à l'approbation du budget par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de permettre l'accès du plus grand nombre à la pratique du golf à des conditions avantageuses, la Métropole Aix-Marseille-Provence impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisée par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie ;
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement liée aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière ;
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie du Golf Ouest Provence Miramas d'un montant de 51 300 euros au titre de l'exercice 2020, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020, chapitre 65, nature 6573642.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-7620/19/BM

■ Demande de subvention dans le cadre de l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence

MET 19/12989/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet d'autoriser la Présidente de la Métropole à solliciter des aides financières pour la requalification du stade Maurice David dans le cadre d'une opération d'aménagement du site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence.

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence avec une première tranche d'extension au moyen de la construction des tribunes Est et Nord et du parvis d'accès, ainsi qu'une convention fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de cette opération.

Lors du Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été proposé de finaliser cette opération d'aménagement dans le cadre d'une seconde tranche avec, en phase 1, la construction d'une tribune Sud de 2.700 places portant la capacité totale du stade à 8.400 places, puis, en phase 2, la transformation de la tribune Ouest existante permettant de porter à terme la capacité totale du stade à plus de 10.000 spectateurs. Cette jauge correspond aux exigences de la Ligue nationale de rugby pour évoluer en TOP 14.

Un avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'opération d'aménagement du complexe sportif

Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence, validé par le Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, délibération n°CSGE 003-7158/19/BM, intègre les réalisations suivantes : construction de la tribune sud (6.500.000 euros TTC), requalification de la tribune ouest (12.000.000 euros TTC), équipements et aléas divers (1.500.000 euros TTC), ce qui porte la totalité du coût de l'opération à 20.000.000 euros TTC.

Compte tenu du phasage des travaux évoqué ci-dessus et notamment de l'incertitude relative à l'accession du club en top 14 et donc du lancement des travaux de la phase 2, la présente délibération

visé à approuver une première demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière dans le cadre de la réalisation de la phase 1 : construction d'une nouvelle tribune Sud, et à signer tous les documents y afférents.

Le montant prévisionnel de la phase 1, construction de la tribune Sud, est estimé à 6,5 millions d'euros TTC, dont 5 millions de travaux HT.

Le plan de financement prévisionnel de la phase 1 :

Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	1,5 millions d'euros
Financement externe		
Etat - CNDS	30 %	1,5 millions d'euros
Conseil Régional PACA	20 %	1 million d'euros
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	20 %	1 million d'euros
TOTAL	100 %	5 millions d'euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le programme d'aménagement du stade et une convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Grand Stade du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_A095 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_A266 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° CSGE 003-7158/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la revalorisation de l'Autorisation de Programme pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° CSGE 006-7035/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°3 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : aménagement du complexe sportif Maurice David sur le site du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y

afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : nature 1311 pour l'Etat, 1312 pour le Conseil Régional PACA, 1313 pour le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, fonction 322.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-7621/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de Massalia Sports Events pour l'organisation de la 13ème édition de la Freestyle Cup – Approbation d'une convention MET 19/13605/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de

« valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

Massilia Sport Event a pour objet de développer la pratique sportive et d'organiser des manifestations, dans les disciplines de sport de glisse. Dans ce cadre l'association organise la 13ème édition de la Freestyle Cup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par Massilia Sport Event afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera du 12 au 21 juin 2020 sur les plages de Borély et Bonneveine à Marseille.

Durant dix jours, ce festival de sports de glisse et de musique, en accès gratuit et libre, s'organise autour de compétitions internationales de kite surf et football freestyle, de Coupe du Monde de BMX Bowl. Des initiations et découvertes gratuites de neuf sports (planche à voile, stand up paddle, pirogue, yoga, fitness, roller, skate, BMX, trottinette) sont proposées, de même que des animations. Une ambiance festive et musicale rythme la programmation.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans ces disciplines, assure une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Freestyle Cup à Marseille.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00054	Massalia Sport Event	Freestyle Cup	10 000€	545 000€	10 000 €	10 000€	OUI
TOTAL						10 000€	

Vu

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Massilia Sport Event pour l'organisation de la 13^{ème} édition de la Freestyle Cup.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 10 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Massilia Sport Event afin de soutenir l'organisation de la 13^{ème} édition de la Freestyle Cup.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-7622/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit du Pays d'Aix Natation pour l'organisation d'une étape de la Coupe du Monde des clubs de nage avec palmes - Approbation d'une convention
MET 19/13606/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Pays d'Aix Natation (PAN) a pour objet la pratique, le développement et la promotion en et hors compétition des sports de la Fédération Française de Natation (FFN) et de la Fédération Française d'Etudes et de Sports Sous-Marins (FFESSM). L'association possède une section nage avec palmes affiliée à la FFESSM rattachée au niveau mondial à la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS).

Le CMAS a retenu le PAN pour accueillir et organiser l'étape de coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le PAN pour soutenir cette manifestation les 18 et 19 avril 2020 à la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence.

Au sein de cet équipement, reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, le public assistera durant deux journées à une compétition réunissant 450 nageurs issus d'une vingtaine de nations.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les médias régionaux et nationaux ainsi que les retransmissions en direct sur France Bleu Provence contribueront à la notoriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune d'Aix-en-Provence, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de l'étape de coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la

Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00033	Pays d'Aix Natation	Etape coupe du Monde des clubs de nage avec palmes	8000€	42500 €	8 000 €	8 000 €	OUI
TOTAL						8 000 €	

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation sollicite pour l'année 2020 deux subventions de fonctionnement du Territoire du Pays d'Aix dans le

cadre du soutien au sport de haut niveau collectif et individuel telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Guichet unique 2020	Dispositif	Conseil de Territoire du Pays d'Aix	BP 2020	Subvention attribuée	Total des subventions attribuées
Pays d'Aix Natation – Water Polo	00028	Soutien au sport de haut niveau collectif	CT du 12 décembre 2019	1.977.500 €	175.000 €	248.000 €
Pays d'Aix Natation – Natation Synchronisée	00029	Soutien au sport de haut niveau individuel	CT du 12 décembre 2019	1.977.500 €	73.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions 2020 à 256.000 €.

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière, selon les modalités suivantes :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1er novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Pays d'Aix Natation pour l'organisation de l'étape de coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 8 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Pays d'Aix Natation afin de soutenir l'organisation de l'étape de coupe du Monde des clubs de nage avec palmes.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-7623/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Stade Marseillais Université Club pour l'organisation de la Coupe de France VTT 2020 et la Coupe du Monde Juniors VTT 2020 – Approbation d'une convention MET 19/13607/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Stade Marseillais Université Club (SMUC) a pour objet de promouvoir la pratique des activités physiques et sportives, pour le plus grand nombre, orientées notamment vers la compétition au plus haut niveau. A ce titre, le SMUC organise un événement Vélo Tout Terrain (VTT) comprenant la Coupe de France VTT 2020 et la Coupe du Monde Juniors VTT 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association SMUC afin de soutenir cet événement, qui se déroulera du 27 au 29 mars 2020, en présence des meilleurs vététistes nationaux et internationaux.

Cette manifestation, ouverte au public, est organisée sur trois journées durant lesquelles 1500 coureurs représentant une vingtaine de pays participent à ces épreuves, nationales et internationales, inscrites au calendrier de l'Union Cycliste Internationale (UCI), instance faîtière du cyclisme au niveau mondial.

Le choix du Campus de Luminy, site universitaire d'Aix-Marseille aux portes du Parc National des Calanques, valorisera non seulement les épreuves sportives mais aussi la dimension écologique de la manifestation avec des actions de sensibilisation.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline, la presse écrite permettront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Coupe de France VTT 2020 et la Coupe du Monde Juniors VTT 2020 sur le Campus de Luminy à Marseille.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_004 17	Stade Marseillais Université Club	Coupe de France VTT 2020 et Coupe du Monde Juniors VTT 2020	10 000€	111 500 €	20 000 €	20 000 €	OUI
TOTAL						20 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1er novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021/5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Stade Marseillais Université Club (SMUC) pour l'organisation de la Coupe de France VTT 2020 et la Coupe du Monde Juniors VTT 2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 20 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association SMUC afin de soutenir l'organisation de la Coupe de France VTT 2020 et la Coupe du Monde Juniors VTT 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-7624/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit du Club Nautique Marignanais pour l'organisation d'une étape de la coupe du Monde de windsurf PWA (Professional Windsurfing Association) - Approbation d'une convention
MET 19/13608/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Club Nautique Marignanais (CNM) a pour objet de promouvoir la pratique des sports nautiques sur l'Etang de Berre et de participer à la formation de coureurs de haut niveau en funboard slalom.

Basé à la plage du Jaï de Marignane, le CNM a une expérience confirmée dans l'organisation de manifestations de haut niveau et une connaissance optimale de ce site naturel et de ses infrastructures. Fort de sa réussite dans l'édition 2019, le CNM a été à nouveau choisi par la « Professional Windsurfing Association » (PWA), organisatrice de la Coupe du Monde de Funboard, pour accueillir une étape en 2020 de la Coupe du Monde PWA de windsurf slalom hommes et femmes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association CNM afin de soutenir cet événement

de renommée internationale prévu du 31 mars au 5 avril 2020, en présence des 100 meilleurs coureurs internationaux hommes et femmes, issus de 25 nations.

Cette manifestation, organisée sur six journées, libre d'accès, permet au public d'assister à des manches où s'opposent des champions du windsurf qui vont concourir pendant plusieurs mois sur différents continents pour obtenir le titre mondial PWA Slalom.

Le choix de l'Etang de Berre comme espace de compétition affirme la potentialité de ce site notamment aux équipes des différentes nations en recherche de base d'entraînement en vue de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 pour lesquels la ville de Marseille accueillera les épreuves de voile. Cela positionne aussi la Métropole Aix-Marseille-Provence comme territoire majeur pour l'accueil de manifestations nautiques nationales et internationales.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline, les retransmissions par internet en direct avec commentateur permettent une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Marignane souhaite soutenir l'accueil et l'organisation d'une étape la Coupe du Monde de Windsurf PWA sur l'Etang de Berre à Marignane.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_005 22	Club Nautique Marignanais	Etape de la Coupe du Monde de windsurf PWA	120 000€	209 608 €	120 000 €	120 000 €	OUI
TOTAL						120 000 €	

Il convient de noter qu'au-delà de 23 000 euros, une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe ;
- le solde de 20% sur production, avant le 1er novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021/5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Club Nautique Marignanais pour l'organisation d'une étape de la Coupe du Monde de Windsurf PWA (Professionnel Windsurfing Association) sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 120 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association CNM afin de soutenir l'organisation d'une étape de la Coupe du Monde de Windsurf PWA.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-7625/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de Marseille Sports Outdoor pour l'organisation de la 7ème édition d'Urban Elements - Approbation d'une convention
MET 19/13609/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

Marseille Sports Outdoor (MSO) a pour objet de développer et promouvoir la pratique des sports outdoor à travers l'organisation d'actions sportives destinées au plus grand nombre. A ce titre, l'association MSO organise la 7^{ème} édition d'Urban Elements,

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'association MSO afin de soutenir cet événement prévu en septembre 2020, qui regroupe 500 athlètes professionnels et amateurs.

L'édition 2020 comprend l'Open International de Psicobloc (compétition extrême d'escalade au-dessus de l'eau), intègre pour la première fois un contest international de wakeboard et propose aussi en découverte la draisienne, le stand up paddle, la slackline ou encore le yoga.

Cet événement, en accès libre, se déroulera à l'esplanade du J4, à Marseille, espace aménagé ouvert sur la mer.

La couverture de l'événement par les médias locaux et régionaux, par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés ainsi que les retransmissions par internet en direct offrent une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la 7^{ème} édition d'Urban Elements.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00549	Marseille Sports Outdoor	7 ^{ème} édition d'Urban Elements	10 000€	165 321 €	10 000 €	10 000 €	OUI
TOTAL						10 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, avant le 1^{er} novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;

- La délibération n° FAG 021/5718/19//CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Marseille Sports Outdoor pour l'organisation de la 7^{ème} édition d'Urban Elements sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 10 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Marseille Sports Outdoor afin de soutenir l'organisation de la 7^{ème} édition d'Urban Elements.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020 ci-après annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre les décisions et

signer les pièces afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-7626/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit du Handball Plan-de-Cuques pour l'organisation de la 18ème édition de la Femina Hand'Cup 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13610/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension

européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

L'association Handball Plan-de-Cuques (H.B.P.C) a pour objet la pratique d'activités physiques et la promotion du handball féminin par l'organisation de manifestations. Dans ce cadre, le H.B.P.C organise la 18ème édition de la Femina Hand'Cup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le H.B.P.C afin de soutenir cette manifestation en décembre 2020 à Plan-de-Cuques.

Ce tournoi international féminin de handball accueille huit équipes de niveau national et international. Tout au long de cet événement, en accès libre et gratuit, des activités et animations en lien avec la pratique du handball sont proposées.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, la presse locale et la presse spécialisée, la diffusion en live de tous les matchs, d'émissions en direct, d'interviews, assurent une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune de Plan-de-Cuques, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Fémina Hand'Cup.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00555	Femina Hand'Cup	Handball Club de Plan-de-Cuques	25 000€	114 600€	30 000 €	25 000€	OUI
TOTAL						25 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,

- le solde de 20% sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Handball Plan-de-Cuques pour l'organisation de la 18^{ème} édition de la Femina Hand'Cup.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 25 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Handball Plan de Cuques afin de soutenir l'organisation de la 18^{ème} édition de la Femina Hand'Cup.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 010-7627/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit du Pôle France Marseille pour l'organisation de la 11ème édition de l'Elite Gym Massilia - Approbation d'une convention
MET 19/13611/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Pôle France Marseille de gymnastique féminine artistique, inscrit dans le parcours d'excellence sportive de la Fédération Française de Gymnastique, a pour but de former et préparer les sportives des catégories Elite, Jeune et Senior au haut niveau tout en assurant leur suivi sportif et professionnel. Dans ce cadre, l'association organise la compétition internationale Elite Gym Massilia.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le Pôle France Marseille afin de soutenir la 11ème édition de cette manifestation qui se déroulera du 20 au 22 novembre 2020 au Palais des sports de Marseille.

Pendant trois jours, grâce à la présence d'une vingtaine de délégations internationales, les spectateurs verront évoluer l'élite mondiale de la gymnastique féminine, par équipe et en individuel.

Afin de promouvoir les activités gymniques auprès d'un large public du territoire métropolitain, des animations sont prévues durant toute la durée de l'évènement qui se déroule sur une semaine, tels que le programme Planète Gym, des séances de Gym Handi, ainsi que des défis Gym Usep à destination des scolaires.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline, assurera une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la commune de Marseille,

souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la 11^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_005 50	Pôle France Marseille	Elite Gym Massilia 11 ^{ème} édition	20 000€	316 70 0€	30 000€	20 000€	OUI
TOTAL						20 000 €	

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2018 portant délégation de

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Pôle France Marseille pour l'organisation de la 11^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 20 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Pôle France Marseille afin de soutenir l'organisation de la 11^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 011-7628/19/BM**■ Attribution d'une subvention au profit de la Ligue d'Athlétisme Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour l'organisation des championnats de France Jeunes d'athlétisme - Approbation d'une convention****MET 19/13612/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

La Ligue d'Athlétisme Provence-Alpes-Côte-d'Azur (LAPACA) a pour objet de développer et promouvoir la pratique de l'athlétisme.

Forte de sa contribution dans l'organisation en 2019 des championnats de France Elite et des championnats de l'Union Méditerranéenne d'athlétisme, la LAPACA a été désignée par la Fédération Française d'Athlétisme à laquelle elle est affiliée, pour accueillir, organiser et porter en 2020, les championnats de France Jeunes d'Athlétisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la Ligue d'Athlétisme Provence Alpes Côte d'Azur afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera les 22 et 23 février 2020 au Stadium Miramas Métropole.

De par sa vocation sportive, ses infrastructures performantes et modernes, son dimensionnement, le Stadium Miramas Métropole, équipement reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, est un lieu privilégié pour l'accueil d'événements d'athlétisme.

Par ailleurs, le Conseil d'administration de la Régie de cet équipement a validé, le 8 octobre 2019, la programmation de cette manifestation.

Cette compétition de haut niveau, permettant la sélection des futurs athlètes de l'équipe de France et leur participation au niveau international, regroupe toutes les disciplines de l'athlétisme (hors lancers longs) et accueille 800 athlètes sur deux journées.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans ces disciplines, assurent une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des championnats de France Jeunes d'Athlétisme.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00562	Ligue d'athlétisme PACA	Championnats de France Jeunes d'athlétisme	0€	40 000€	10 000 €	10 000€	OUI
TOTAL						10 000€	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM le 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,

- le solde de 20% sur production, avant le 1er novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Ligue d'Athlétisme Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour l'organisation des championnats de France Jeunes d'Athlétisme.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 10 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Ligue d'Athlétisme Provence-Alpes-Côte-d'Azur pour l'organisation des championnats de France Jeunes d'Athlétisme.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 012-7629/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de la Ligue Provence-Alpes-Côte-d'Azur de badminton pour l'organisation des championnats de France Jeunes de badminton - Approbation d'une convention
MET 19/13613/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

La Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur de Badminton, affiliée à la Fédération Française de Badminton, a pour objet de développer et promouvoir la pratique du badminton. Dans ce cadre, elle organise les championnats de France Jeunes de badminton.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur de Badminton afin de soutenir cette manifestation qui se déroule du 13 et 17 mai 2020 au Stadium Miramas Métropole.

De par sa vocation sportive, ses infrastructures performantes et modernes, son dimensionnement, le Stadium Miramas Métropole, équipement reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017, est un lieu privilégié pour l'accueil d'événements d'athlétisme.

Par ailleurs, le Conseil d'administration de la Régie de cet équipement a validé, en date du 8 octobre 2019, la programmation de cette manifestation.

Cette compétition de haut niveau, qui clôture la saison sportive pour tous les meilleurs jeunes joueurs, vise à

décerner les titres de champions de France dans quatre catégories et cinq disciplines à l'issue de quatre jours de rencontres qui opposent 350 badistes masculins et féminins dont une trentaine d'internationaux.

La couverture médiatique par les médias régionaux (presse, télévision), les réseaux sociaux, les sites et médias spécialisés dans cette discipline, assure une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des championnats de France Jeunes de badminton.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2020_00592	Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur de Badminton	Championnats de France Jeunes de badminton	0€	160 50 0€	15 000 €	15 000€	OUI
TOTAL						15 000€	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe ;
- le solde de 20% sur production, avant le 1er novembre 2020, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitains en matière d'équipements sportifs ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur de Badminton pour l'organisation des championnats de France Jeunes de badminton.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 15 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur de

Badminton pour l'organisation des championnats de France Jeunes de badminton.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 013-7630/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise COLAS lié au marché de travaux 2015M47, lot 8, dans le cadre de l'opération de restructuration et agrandissement de la piscine René Guibert à Pertuis**
MET 19/13698/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre l'opération de Restructuration et agrandissement de la piscine René Guibert à Pertuis (84120), la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise COLAS pour l'exécution des travaux du lot numéro 8 VRD pour un montant de 544 976,00 € HT.

Le décompte général a été notifié à l'entreprise COLAS le 27 juin 2019 pour un solde de 1 744.49 euros HT, soit 2 093.39 euros TTC, correspondant au montant restant dû sans prise en compte des travaux supplémentaires non validés car l'avenant négocié n'a pas été signé suite à des circonstances imprévues dans l'entreprise.

Suite à la notification de son décompte général, Colas le refuse et l'accompagne d'un mémoire en réclamation en date du 17 juillet 2019 afin de demander rémunération pour les travaux suivants exécutés en sus de son marché, à hauteur de 34 702,10 euros HT :

1- La prise en compte de suggestions techniques imprévues :

- les travaux de raccordement aux eaux usées et eau potable du bâtiment ; le SIVOM (syndicat des eaux) ne considère pas la parcelle de la piscine comme jouxtant le domaine public, mais jouxtant une parcelle privée (le parking de la ville). De ce fait, le

raccordement doit se faire directement sur la voirie,

- la mise en conformité des réseaux,
- les terrassements supplémentaires pour rattraper les niveaux des réseaux ayant été descendus suite à des contraintes de chantier.

2- Des demandes du maître d'ouvrage pour tenir compte des évolutions des pratiques en matière de politique Métropolitaine du savoir nager et des oublis de la maîtrise d'œuvre :

- Préparation pour la mise en place d'un Totem d'information pour les usagers de l'établissement : Massifs et fourreaux.
- Réseau primaire d'arrosage

Après analyse du mémoire par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, il s'avère que le règlement des travaux est justifié.

Après négociation entre les parties et dans leur intérêt réciproque, il est proposé de régler à l'amiable cette réclamation pour un montant de 34 702,10 euros HT, soit 41 642,52 euros TTC, sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, afin d'éviter ainsi toute procédure contentieuse, l'entreprise renonçant par ailleurs de façon expresse à toute autre demande d'indemnisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération 2015_B569 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le marché de travaux n° 2015M47 de l'entreprise COLAS ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise COLAS, annexé au présent rapport, portant indemnisation de prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux numéro 2015M47, pour un montant de 34 702,10 euros HT, soit 41 642,52 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel, et à prendre tout acte ou toute décision relative à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162451, nature 4581, fonction 323, autorisation de DI451AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 014-7631/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de la Ligue Provence-Alpes-Côte-d'Azur d'Aviron pour l'organisation de la Tête de Rivière Nationale 2020 - Approbation d'une convention
MET 19/13758/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis

d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « d'encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole ».

La Ligue Provence-Alpes-Côte d'Azur d'Aviron (LIPACAA), affiliée à la Fédération Française d'Aviron (FFA), a pour objet d'encourager et de promouvoir la pratique de l'aviron. A ce titre, elle organise pour la zone grand Sud-Est (Auvergne-Rhône-Alpes Provence-Alpes-Côte d'Azur), comme en 2019, la Tête de Rivière.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la LIPACAA afin de soutenir cet événement qui se déroulera le 8 mars 2020, à Marignane, épreuve inscrite au calendrier de la FFA, comme une des étapes de sélection des équipes de France d'Aviron.

Le choix de la base d'aviron de Marignane, idéalement située sur le canal de Marseille au Rhône pour le déroulement des épreuves, permet de valoriser non seulement un parcours unique en France de 6000 mètres mais aussi de révéler la potentialité de ce site pouvant devenir majeur pour la pratique de l'aviron sur le territoire métropolitain.

La couverture médiatique par les médias locaux et régionaux, par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline permettent une visibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Tête de Rivière Régionale 2020.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°Guichet Unique	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NO N
2020_00656	Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron	Tête de Rivière Régionale 2020	5000€	14 300€	3000 €	3 000 €	OUI
TOTAL						3 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière, après transmission d'un compte de résultat définitif visé par le Président et le Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine,
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Ligue Provence-Alpes-Côte-d'Azur d'Aviron pour l'organisation de la Tête de Rivière Nationale 2020 sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux des territoires pour l'exercice 2020, une subvention de 3 000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à

la Ligue Provence Alpes Côte d'Azur d'Aviron afin de soutenir l'organisation de la Tête de Rivière Régionale 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2020, ci-après annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 015-7632/19/BM

**■ Attribution d'un abondement au profit de la régie culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2020
MET 19/13460/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L .2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération

intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, la Métropole impose à la régie une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées pour les théâtres et festivals, les cinémas et les opérations et équipements liés aux musiques actuelles. En outre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence assure directement l'organisation d'un certain nombre de manifestations culturelles transversales, dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à la régie et qui concourent à la structuration du territoire. Enfin, les moyens de la régie sont également mobilisés lors de l'utilisation par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ou par les associations soutenues par l'intercommunalité, des équipements à vocation culturelle.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L. 2224-2 du CGCT : « il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1. Toutefois, le conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée ».

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui, à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'un abondement de 5 177 000 euros (cinq millions cent soixante-dix-sept mille euros) pour l'exercice 2020.

Cette dépense sera imputée au budget de la Métropole 2020, chapitre 65, nature 6573642.

Il est précisé que l'attribution du présent abondement est conditionnée par l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 décembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de permettre l'accès du plus grand nombre au domaine de la culture à des conditions avantageuses, la Métropole Aix-Marseille-Provence impose à la régie une politique tarifaire ne pouvant être commercialisée par cette dernière dans les conditions habituelles qui permettent d'assurer l'équilibre de la régie.
- Que la régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'un abondement lié aux contraintes de fonctionnement imposées par cette dernière.
- Que ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'un abondement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 5 177 000 euros au titre de l'exercice 2020, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2020, chapitre 65, nature 6573642.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 016-7633/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement au titre de la restauration du patrimoine privé inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques - Approbation d'une convention

MET 19/12961/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Ils sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit la Communauté du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 36 communes qui la composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il a donc semblé opportun d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

A cet effet, la Communauté du Pays d'Aix a souhaité adosser son aide à celle de l'État au titre des édifices, jardins, et parcs classés et inscrits au titre des monuments historiques afin d'aider les propriétaires à les conserver et les restaurer. De son côté le

Ministère de la Culture aide ces propriétaires dans le cadre des programmations pluriannuelles pour les études et travaux sur les monuments historiques.

Par délibération n° 2015_B212 du Bureau communautaire du 23 avril 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé une aide de 23 141 € au titre des travaux de restauration d'urgence de la charpente et réfection des couvertures du troisième tiers de l'aile ouest et de l'aile nord-ouest du château de Lenfant appartenant à Monsieur Emmanuel de Saboulin Bollena, propriétaire du château sis au lieu-dit « Lenfant » à Aix-les-Milles (13290), répertorié au cadastre section HP sous le N°38, immeuble classé/inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 16 mars 1982. Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, le présent rapport propose d'apporter une aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux travaux de mise hors d'eau et mise hors d'air et de consolidation du gros œuvre de l'aile ouest du château de Lenfant (aile des communs).

Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des Travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté portant attribution d'une subvention de l'État.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser à la propriétaire, Madame Laure de Saboulin Bollena sous forme de subvention, une aide financière de 16 655,90 €, soit 20% du montant TTC des travaux qui se dérouleront en une tranche, pour un montant total de 83 279,52 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	Montants sollicités	Taux
Etat, Ministère de la Culture	8 327,95€	10 %
Métropole Aix-Marseille-Territoire du Pays d'Aix	16 655,90€	20 %
Conseil Départemental 13	16 655,90€	20 %
Fonds propres	41 639,77€	50 %
Montant total des travaux en TTC	83 279,52€	100 %

Le propriétaire s'engage à ce que les travaux soient achevés au plus tard dans les deux ans qui suivent la signature de la convention.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 50% d'acompte sur production des devis signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention à la signature de la convention.
- Versement du solde, après réalisation des travaux sur production des pièces suivantes: un décompte général des travaux réalisés certifié conforme et signé par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes.

La présente convention est conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le propriétaire privé pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée par voie d'avenant. Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée sera recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B212 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 portant attribution d'une aide de 23 141 € au titre des travaux de restauration d'urgence du château de Lenfant ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole-Aix-Marseille-Provence souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du patrimoine sur son territoire.
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté portant attribution d'une subvention de l'État.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention en investissement de 16 655,90 euros à la propriétaire du château de Lenfant, Madame Laure de Saboulin Bollena.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la propriétaire du château de Lenfant, Madame Laure de Saboulin Bollena.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, sous réserve du vote du budget 2020, en section d'investissement: opération budgétaire 4581162485, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 017-7634/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des Cinq Continents pour l'organisation d'une tournée métropolitaine du Festival Marseille Jazz des cinq continents - Approbation d'une convention MET 19/13537/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'association Festival International de Marseille des Cinq Continents porte le Festival « Marseille Jazz des Cinq Continents ». Il se déroule en juillet (10 jours) dans différents lieux de la ville de Marseille (4 sites) et depuis 2018 sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il permet de présenter des artistes très reconnus du monde entier autant que de soutenir la jeune création musicale française et internationale. Les concerts peuvent être gratuits ou payants.

Depuis 2016, le Festival a orienté de manière significative sa diffusion artistique et ses actions culturelles à l'échelle d'Aix-Marseille Provence.

Le Festival a ainsi développé le nombre de dates métropolitaines dès le mois de juin et multiplié le nombre de concerts hors Marseille au-delà de la période estivale (14 dates en 2019).

Le projet 2020 du Festival est de renforcer et conforter cette dimension métropolitaine.

Le budget prévisionnel de l'association est de 2 036 000 €.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 160 000 € en 2020 (n° GU 2020-00594), la Métropole propose un financement à hauteur de 150 000 € de subvention pour la réalisation d'une série d'événements sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des Cinq Continents à hauteur de 150 000 euros pour la réalisation d'une série d'événements jazz sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 018-7635/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association pour les musiques actuelles à Marseille pour des concerts et une mise en réseau des acteurs de la scène des musiques actuelles - Approbation d'une convention MET 19/13926/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille-Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

Créée en 1995, l'association AMAM (Association pour les Musiques Actuelles à Marseille) est très vite apparue comme un acteur local essentiel de la scène musicale innovante, avec notamment l'accueil du festival Les Inrockuptibles.

AMAM souhaite désormais développer une action transversale dans le secteur des musiques actuelles, selon les axes suivants :

- une quinzaine de concerts produits et co-produits sur l'année 2020.
- la co-construction de projets avec les acteurs régionaux, prospection et présence sur des manifestations nationales pour une visibilité hexagonale des musiques actuelles présentes sur le territoire Aix-Marseille Provence.

Le budget prévisionnel de l'association pour la réalisation des actions sur l'année 2020 s'élève à 286 600 €.

Dans cette optique de fédération de la scène artistique, dans un esprit de diffusion métropolitaine et de valorisation de la création contemporaine, notamment locale, en direction d'un public aussi large que possible, la métropole, sollicitée par l'association AMAM (N°GU 2020_00731) propose de répondre favorablement à hauteur de 10 000 € soit 3.4 % du budget prévisionnel de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir cette association.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de 10 000 euros à l'association pour les musiques actuelles à Marseille (AMAM) dans le cadre de la promotion des musiques actuelles sur le territoire métropolitain ainsi que pour le rayonnement de la Métropole au niveau national.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents afférents à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal de la Métropole, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 019-7636/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association de la Philharmonie Provence Méditerranée dans le cadre d'une tournée métropolitaine en 2020 - Approbation d'une convention MET 19/13540/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

La Philharmonie Provence Méditerranée, a été créée en 2014 par le chef d'orchestre Jacques Chalmeau : elle est formée de 80 musiciens, notamment issus de l'orchestre philharmonique du pays d'Aix.

Elle se produit chaque année au festival de la Roque d'Anthéron, assure des concerts symphoniques en de nombreux lieux, ainsi que de la musique de chambre, avec ses solistes et assure une académie philharmonique qui permet à de jeunes musiciens de vivre une expérience d'immersion dans un orchestre et de rencontrer des musiciens de formations nationales ou internationales. La Philharmonie Provence-Méditerranée a également joué au Dôme, à Marseille, *La flûte enchantée* et *Carmen*, et prépare actuellement *Così fan tutte*.

Soucieuse de faire connaître la grande musique au plus grand nombre, elle propose une tournée métropolitaine associant jeunes chanteurs et musiciens à des professionnels expérimentés et à un grand metteur en scène sur au moins cinq lieux

en 2020, accessible à un large public, avec de tarifs adaptés (gratuité pour les mineurs, 15 euros maximum) modique, et accompagnée d'une présentation pédagogique et vulgarisatrice. La tournée intégrera également un partenariat avec les structures musicales et lyriques locales.

Le budget prévisionnel global de l'association pour l'année 2020 est 119 945 euros.

Pour réaliser la tournée et l'ensemble des activités réalisées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 50 000 € en 2020 (n° GU 2020-00596) ; compte tenu du respect fidèle des critères métropolitains et du succès retentissant de l'opération 2019, la Métropole propose un financement à hauteur de 50 000 € de subvention pour la réalisation d'une série d'événements sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de 50 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal Métropolitain, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 020-7637/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Ballet Preljocaj dans le cadre de la promotion de la danse contemporaine / Education Artistique et Culturelle dans les établissements scolaires de petites et moyennes communes de la Métropole - Approbation d'une convention MET 19/13541/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

Le ballet Preljocaj, Centre chorégraphique national, installé au Pavillon noir à Aix-en-Provence depuis 2006 est composé de 24 danseurs permanents, assurant 100 représentations par an, en France et à l'étranger, le ballet s'associe par ailleurs régulièrement à d'autres artistes dans une logique interdisciplinaire, et assure, par ses résidences, à l'émergence de nombreux jeunes talents : Preljocaj Junior a été mis en place en 2017 dans cet esprit.

Par son activité foisonnante à l'international, il participe incontestablement au rayonnement du territoire métropolitain tout en s'impliquant dans de nombreuses actions culturelles de proximité qui soutiennent son ancrage territorial.

Ainsi, afin d'aller à la rencontre de tous les publics, le Ballet Preljocaj propose une action à travers son Groupe urbain d'intervention dansée (G.U.I.D.), formé de six danseurs, qui présentent dans des lieux variés, sans dispositif scénique, des extraits de spectacles créés de 1985 à nos jours.

En 2020, le ballet proposera, dans des établissements scolaires de différentes communes de la Métropole des mises en espaces et des ateliers de danse contemporaine afin de renforcer l'Education Artistique et Culturelle dans cette discipline.

Le budget prévisionnel de l'action s'élève à 27 414 euros pour 2020.

Pour réaliser cette action l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 euros en 2020 (n°GU 2020_00419) la Métropole propose un financement à hauteur de 20 000 euros de subvention pour la réalisation de ce projet sur le territoire métropolitain.

A titre d'information, le CCN Ballet Preljocaj a déposé un dossier de demande de subvention pour le fonctionnement au titre de 2020 sollicitant la Direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 600 000 euros (GU N° 2020_00102). Cette demande de subvention s'inscrit dans le cadre de la convention triennale 2019/2021 soumise au vote du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole dispose d'une compétence culturelle spécifique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention de 20 000 euros au Ballet Preljocaj afin de promouvoir la danse contemporaine dans l'espace public et le milieu scolaire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal Métropolitain 2020, en section Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 021-7638/19/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Agence Régionale du Livre - Approbation d'une convention MET 19/13701/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, qui fixe comme priorité d'action dans ce domaine la lecture publique sous toutes

ses formes, et comme cadre d'intervention, des critères de liens avec les communes du territoire et de rayonnement régional voire international, la Métropole soutien des acteurs culturels territoriaux.

L'association Agence régionale du livre (ARL), forte d'une expérience de 16 ans, est la seule structure associative du territoire à exercer des actions transversales en direction des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestations et résidences) et au service des politiques publiques du livre, autour de plusieurs missions fondamentales telles que définies dans ses statuts :

- Information valorisation – centre de ressources : information (veille dynamique) et observation (Chiffres clés, enquêtes ciblées, Financements publics du livre) ; le centre de ressource dédié au livre et à lecture en PACA a pour objectif d'informer les professionnels du livre à travers différents outils dynamiques ;
- Animation de réseaux et la conservation partagée : projets collectifs et/ou innovants (conservation partagée jeunesse, biblioMix, bibliographies numériques partagées, expositions...) ; prix littéraire des lycéens et apprentis de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; "Histoires vraies de la Méditerranée" en milieu carcéral ; accompagnement des acteurs du livre et de la lecture à l'échelle métropolitaine dans le cadre de Lecture par Nature ; accompagner le Contrat Territoire Lecture-Métropole-Etat ;
- Information économique, juridique et technologique : formation professionnelle et accompagnement (expertise auprès des collectivités et des professionnels, conseil juridique, en gestion & analyse financière, en stratégie numérique, recherche de ressources via le financement participatif, le mécénat...).

Les grands axes qui guident l'ARL sont : adaptation au numérique & innovation, aide à la mutualisation et à la mise en réseau, développement de la lecture par la mise en œuvre et le pilotage de projets favorisant la rencontre entre des publics très divers et la création culturelle et artistique.

L'ARL a créé des relations bien établies tant avec les bibliothèques qu'avec les organisateurs de manifestations littéraires du territoire de la Métropole. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu en termes de mise en réseau, pilotage, compétences en termes de contenus littéraires et de création d'événements culturels.

Afin de conforter cette subvention pour l'avenir, il est proposé une convention pluriannuelle avec l'ARL au titre des années 2020, 2021, 2022. Cette convention permettra de consolider les moyens engagés en matière de personnel ainsi que les missions fondamentales engagées qui s'étendent sur trois exercices. Elle est cependant sujette à l'annualité budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° CSGE 002-4253/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Contrat Territoire Lecture 2018-2020 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du Budget Principal Métropolitain et des Etats Spéciaux de Territoire pour l'exercice 2020, une subvention de fonctionnement à l'Agence Régionale du Livre à hauteur de 95 000 euros en soutien aux missions et actions sur le territoire Métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole, chapitre 65 - nature 65 748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 022-7639/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Delta France Associations pour l'organisation du Delta Festival - Approbation d'une convention
MET 19/13765/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la lecture publique et à la mise en réseau des structures culturelles du territoire.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'Association Delta France Associations a été créée en 2015. Le Delta Festival s'est construit sur l'engagement de près de 400 associations et de 2 500 bénévoles et organisateurs avec pour objectif de faire du territoire métropolitain une des premières destinations des 18-35 ans en Europe.

Cette dynamique de circulation du public jeune sur Aix-Marseille-Provence est au cœur du projet de l'association. Le festival se déroule sur plusieurs jours, principalement sur Marseille, mais se décline également dans quelques communes de la Métropole. Les bureaux d'étudiants de l'ensemble de l'Université Aix-Marseille s'impliquent dans ce projet, participant ainsi à l'identité fondamentalement métropolitaine de cette manifestation.

Plus de 60 000 festivaliers attendus avec comme credo, au-delà de la dimension festive, l'engagement étudiant, entrepreneurial, artistique, sportif avec une vraie démarche de développement durable.

Cette année, le Festival aura lieu les 3, 4 et 5 juillet 2020.

Le budget prévisionnel 2020 de l'action est de 2 960 187 €.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de

205 000 € en 2020, dont 30 000 € au titre du Territoire Marseille-Provence (n° GU 2020-00671).

Pour ce qui concerne la Délégation Culture et Equipements Culturels, il est proposé un financement à hauteur de 10 000 € de subvention pour l'ensemble des actions réalisées par l'association dont la dimension et le rayonnement métropolitain sont avérés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une subvention à l'association Delta France Associations à hauteur de 10000 euros pour l'organisation du Delta Festival sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal Métropolitain, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 023-7640/19/BM

■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association "Les Petits Débrouillards PACA" et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13453/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Les Petits Débrouillards PACA » a pour objet de favoriser, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, auprès de tous et plus particulièrement des enfants et des jeunes, l'intérêt pour les sciences et les techniques et à en permettre la connaissance, la pratique et la diffusion. Pour cela, elle fait appel à différents moyens pédagogiques en privilégiant la démarche participative, expérimentale et ludique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de mettre en place des cadres d'animation et de formation adéquates,
- de promouvoir et soutenir la création de Clubs Petits Débrouillards,
- de mettre en œuvre, de façon générale, les moyens susceptibles de favoriser son objet social.

La culture scientifique et technique apporte une contribution fondamentale à l'éducation et à la formation des citoyens. Cette culture ne peut s'acquérir que par la pratique, l'échange, le débat et ce à tout moment de la vie en étroite liaison avec le quotidien.

Cette association qui est donc une ressource importante et indispensable, apporte également à ses membres un soutien en matière de veille professionnelle, de communication et de conseils.

En outre, elle coordonne en Région PACA la manifestation « Fête de la science » à laquelle la médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence participe chaque année.

« Les Petits Débrouillards PACA » sont également prestataire de services pour l'organisation d'ateliers d'expérimentation et l'adhésion de la Métropole Aix-

Marseille-Provence à cette association lui permettra, le cas échéant, de bénéficier de tarifs préférentiels pour l'organisation de tels ateliers.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 021-5959/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association « Les Petits Débrouillards PACA » pour l'année 2019.

Aussi, pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Les Petits Débrouillards PACA », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 15 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 021-5959/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'association « Les Petits Débrouillards PACA » pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association « Les Petits Débrouillards PACA » a pour objet de favoriser, auprès de tous et plus particulièrement des enfants et des jeunes, l'intérêt pour les sciences et les techniques et à en permettre la connaissance, la pratique et la diffusion par une démarche participative, expérimentale et ludique ;
- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Les Petits Débrouillards PACA », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Les Petits Débrouillards PACA » pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 15 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 024-7641/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Graines de Troc et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13457/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Graines de Troc » a pour objet la préservation et la diffusion des semences reproductibles et libres de droits dans la perspective générale de défendre l'environnement, la sécurité alimentaire et la biodiversité cultivée.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de développer et promouvoir le troc comme moyen d'échange des semences reproductibles,
- de diffuser et transmettre des savoir-faire liés au jardinage et en particulier à l'auto-production des semences,
- d'informer le public sur les thématiques environnementales et alimentaires liées aux

semences, à la biodiversité cultivée et au système agro-alimentaire en général,

- d'organiser et promouvoir les événements publics liés aux semences et à la biodiversité,
- de soutenir sous formes diverses les initiatives qui œuvrent aux mêmes objectifs que ceux de l'association.

Il est rappelé que la médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Dans ce cadre, la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence a récemment mis en place un nouveau service, la grainothèque.

La grainothèque est un espace où il est possible de déposer et d'échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes.

Véritable lieu d'échanges et d'information, ce nouveau service tend à promouvoir le jardinage pour tous et à rendre compte des différents enjeux en matière d'environnement (lutte contre le gaspillage, autoconsommation, qualité nutritionnelle).

A ce titre, l'association « Graines de Troc », qui fournit également à ses membres diverses ressources, telles que des manuels techniques, des produits de communication, et met à leur disposition une « foire aux questions » sur ces thématiques, constitue une ressource importante et indispensable permettant la coordination et la mise en valeur du service grainothèque de la médiathèque intercommunale.

Par délibération n° CSGE 009-6296/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a adhéré à l'association « Graines de Troc » pour l'année 2019.

Aussi, pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Graines de Troc », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 25 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 009-6296/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant adhésion de la Métropole à l'association « Graines de Troc » pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association « Graines de Troc » a pour objet la préservation et la diffusion des semences reproductibles et libres de droits dans la perspective générale de défendre l'environnement, la sécurité alimentaire et la biodiversité cultivée.
- Que la médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence a récemment mis en place un service de grainothèque, espace où il est possible de déposer et d'échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes.
- Qu'à ce titre et pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Graines de Troc » dans le cadre de son nouveau service de grainothèque, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 25 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Graines de Troc » pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 25 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 025-7642/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13464/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Kohala a pour objet le développement, la protection, la promotion et la diffusion du logiciel libre de gestion de bibliothèque Koha.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- la libre utilisation du logiciel, pour quelque usage que ce soit ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses propres besoins ;
- la libre redistribution des copies de façon à pouvoir aider des collègues ;
- la liberté d'améliorer le programme et de diffuser les améliorations au public de façon à ce que l'ensemble de la communauté en tire avantage ;
- la promotion du développement du logiciel libre Koha sur le plan international ;
- la participation des membres de l'association à des congrès ou colloques professionnels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant le développement du logiciel libre Koha utilisé au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 020-5958/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Kohala pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-

Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 300 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 020-5958/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'association Kohala pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Kohala, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 300 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 300 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 026-7643/19/BM

■ Renouveaulement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Réseau Carel et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13466/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « réseau Carel » (Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques) est un réseau national de compétences et d'échanges en matière de documentation électronique pour les bibliothèques publiques, structuré autour d'un outil collaboratif en ligne et a pour objet de contribuer à améliorer les offres éditoriales, les systèmes d'information, les modalités de tarification, l'ergonomie et l'accessibilité et développer les politiques d'acquisitions et de valorisation en matière de ressources numériques, ainsi que l'observation des usages.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'évaluer et faire évoluer des offres de ressources numériques, les services associés et les modalités d'accès à ces offres sans intervention de l'association dans la négociation avec les fournisseurs et les membres de l'association ;
- de contribuer à clarifier et à faire évoluer les relations contractuelles avec les fournisseurs ;
- de contribuer au développement d'une offre accessible aux personnes en situation de handicap ;
- de favoriser la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion de la documentation électronique de la médiathèque intercommunale tout en bénéficiant de tarifs négociés.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 019-5957/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré au Réseau Carel pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 019-5957/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association « Réseau Carel » pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Réseau Carel, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 50 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Réseau Caryl » pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 027-7644/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13467/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) a pour objet de promouvoir la diffusion de la documentation musicale en tous lieux et principalement dans les bibliothèques et institutions publiques et de participer à toute action de coopération entre les organismes assurant la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de la documentation musicale.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de déployer son activité dans différents domaines pouvant comprendre, sans caractère limitatif, l'organisation des rencontres nationales des bibliothécaires musicaux, la gestion d'un portail et d'une liste de diffusion sur internet, la réalisation et la diffusion d'un bulletin d'informations et l'animation de groupes de travail internes ;
- d'organiser ou participer à des colloques, journées d'étude ou actions de formation ;
- de contribuer par tous les moyens à l'existence et aux activités des groupes territoriaux qu'elle a agréés ;
- de saisir si besoin les pouvoirs publics ou d'autres institutions sur toute question touchant au fonctionnement actuel ou futur

des bibliothèques musicales et des discothèques ;

- de rechercher des partenariats avec les organismes du secteur des bibliothèques et de la documentation ainsi que du secteur des bibliothèques musicales et des discothèques ;
- d'adhérer elle-même à d'autres associations si la participation à leurs travaux contribue à l'accomplissement de ses missions.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de promouvoir la diffusion de la documentation musicale au sein de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 012-5950/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° CSGE 012-5950/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ACIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 60 euros pour le renouvellement d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant 60 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 028-7645/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13469/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) a pour objet de contribuer à la lutte contre l'illettrisme par, entre autres, la mise à disposition de ressources documentaires et pédagogiques : veille pédagogique.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de répondre aux besoins d'information du public : mise en place d'un numéro vert « Illettrisme Info Service », d'un répertoire des actions régionales, une liste de diffusion, l'accès à un Centre de Documentation sis à Marseille dont le fonds est également consultable en ligne ;
- de répondre aux besoins de professionnalisation des acteurs intervenant dans le champ de l'accès aux savoirs de base ou de la langue française (les partenaires institutionnels, les formateurs, les travailleurs sociaux, les acteurs culturels et les acteurs économiques) en organisant des journées d'informations pédagogiques, des journées de communication, des groupes de travail thématique et en mettant à leur disposition des malles pédagogiques dans les départements ;
- de répondre aux besoins d'ingénierie des acteurs en fournissant des études et diverses publications.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant à la médiathèque intercommunale de soutenir la lutte contre l'illettrisme.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 018-5956/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par le CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 018-5956/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l’association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l’année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l’association CRI, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l’année 2020.
- Qu’il convient d’approuver la cotisation annuelle d’un montant de 50 euros pour l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’association Centre Ressources Illettrisme (CRI) pour l’année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d’un montant de 50 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l’adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 029-7646/19/BM

■ Renouvellement de l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’association Collectif de Bibliothécaires et Intervenants en Action Culturelle (COBIAC) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13470/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L’association COBIAC a pour objet de développer et coordonner l’animation autour de la lecture publique et dans les faits, son objectif est la coopération régionale, nationale et internationale pour le développement de la lecture et des bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l’association propose notamment :

- de contribuer à la création de bibliothèques ;
- de participer à l’enrichissement des collections par l’achat et le don de livres dans le respect de la Charte du don de livres ;
- de permettre la formation de bibliothécaires in situ et/ou en région Provence-Alpes-Côte d’Azur ;
- d’organiser des manifestations culturelles.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de renforcer les compétences locales tout en favorisant le dialogue et la transmission des savoir-faire. Pour chacune des actions le COBIAC privilégie la construction de partenariats de long terme. Il s’agit dans le cadre de la coopération internationale de croiser les expertises, les expériences, de mutualiser les ressources pour un engagement réciproque et un développement durable de la culture.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l’information, à la recherche documentaire, à l’éducation permanente et à l’activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d’une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 015-5953/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l’association COBIAC pour l’année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par le COBIAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l’année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle, pour les collectivités de plus de 25 000 habitants, s’élève à 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 015-5953/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'association COBIAC pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association COBIAC, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 150 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 030-7647/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13442/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Bibliothécaires de France (ABF) a pour objet de donner aux bibliothèques un rôle essentiel dans l'accès de tous à l'information, à l'éducation, à la culture, aux loisirs et dans la promotion de la lecture.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de présenter un projet de promotion et de développement des bibliothèques ;
- de représenter les bibliothèques françaises auprès des institutions et organismes français, étrangers et internationaux ;
- de favoriser les échanges avec les bibliothécaires des autres pays ;
- de faire bénéficier de tarifs adhérent pour la participation aux journées d'étude et aux congrès pour deux représentants de la collectivité.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion et le développement de la médiathèque intercommunale à l'échelle nationale et internationale et permettant à ses représentants de participer à des journées d'étude et des congrès à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 011-5949/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 260 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 011-5949/19/CM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ABF, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 260 euros, pour le renouvellement d'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 260 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 031-7648/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires

**et Documentalistes (AIFBD) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13474/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) a pour objet d'affirmer davantage la présence de la francophonie sur le plan international dans le monde des bibliothèques et des centres de documentation.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de regrouper des professionnels reliés au monde des bibliothèques et de la documentation dans les états francophones ;
- de développer la coopération entre ses membres dans le domaine de la bibliothéconomie, de la documentation et des sciences de l'information ;
- de coopérer avec différents organismes ou associations ayant des objectifs et des activités semblables ou proche des siens au sein des pays francophones.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la coopération de la médiathèque intercommunale avec d'autres bibliothèques francophones au niveau international.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 016-5954/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'AIFBD, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 150 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 016-5954/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'AIFBD, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 150 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale Francophone des Bibliothécaires et Documentalistes (AIFBD) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 150 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 032-7649/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque (IB) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13476/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Images en Bibliothèques (IB) a pour objet de mettre en place des actions de coopération nationale pour la mise en valeur des collections audiovisuelles dans les bibliothèques.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'accompagner les pratiques des bibliothécaires pour la diffusion de films et la médiation auprès des publics ;
- d'encourager la réflexion sur l'évolution du métier ;
- de favoriser les échanges interprofessionnels ;
- de faciliter la mutualisation des expériences ;
- de représenter le réseau auprès des partenaires.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la mise en valeur des ressources audiovisuelles de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 017-5955/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 480 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 017-5955/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association IB, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 480 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Images en Bibliothèque (IB) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 480 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 033-7650/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) et paiement de la cotisation 2020

MET 19/13486/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) est une association spécialisée, regroupant des bibliothèques confrontées aux mêmes problèmes et cherchant ensemble des solutions. Elle ne cherche pas à refaire ce que font déjà les partenaires institutionnels, associatifs ou privés mais veille au contraire à coopérer avec eux.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'échanger, de capitaliser et de diffuser des informations, des expériences et du savoir-faire ;
- de réaliser des études et des enquêtes ;
- de réaliser ou de référencer des outils répondant à des besoins communs ;
- de concevoir la prospective sur l'évolution des missions ;
- de représenter les directeurs des bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France auprès de tout partenaire institutionnel, public ou privé.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant l'échange d'expériences et de savoir-faire avec d'autres bibliothèques de grandes villes de France.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 014-5952/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 20 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 014-5952/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBGV, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 20 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Directeurs de Bibliothèques des Grandes Villes de France (ADBGV) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 20 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 034-7651/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) et paiement de la cotisation 2020
MET 19/13493/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) a pour objet de contribuer à la promotion de la documentation et de favoriser l'exercice de la profession de documentaliste et de bibliothécaire.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'organiser des formations continues à des tarifs préférentiels : stage de découverte à l'expertise ;
- d'organiser une journée annuelle de l'ADBS qui est un rendez-vous incontournable pour les membres ;
- d'organiser des journées d'étude et des ateliers gratuitement : événements filmés sur les pratiques et tendances professionnelles ;
- d'offrir un accès à un observatoire et référentiel métiers : outil de représentation des métiers et identification des compétences ;
- de publier la revue I2D – Informations, Données et Documents à des tarifs préférentiels : sujets d'actualité et sur les pratiques, méthodes et outils ;
- de publier des ouvrages à des tarifs préférentiels : publications de réflexion, manuels, guides pratiques, référentiels, outils de travail ;
- offrir un accès à l'espace emploi gratuitement ou à des tarifs préférentiels : offre de services sur l'emploi, les métiers et les compétences (annonces, prestations, banque de CV, etc.).

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant aux agents de la médiathèque intercommunale de bénéficier de services pour parfaire leur parcours professionnel par des formations, des journées d'études, des ateliers et des publications d'ouvrages et de revues à des tarifs préférentiels.

La médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement sur le Territoire Istres-Ouest Provence d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° CSGE 013-5951/19/BM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2019.

Pour permettre à la médiathèque intercommunale de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 264 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 013-5951/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant adhésion de la Métropole à l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation (ADBS) pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'ADBS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2020.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle d'un montant de 264 euros pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Professionnels de l'Information et de la

Documentation (ADBS) pour l'année 2020 ainsi que le règlement de la cotisation afférente d'un montant de 264 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal, chapitre 011, nature 6281, sous réserve de l'adoption du Conseil de la Métropole des budgets 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 035-7652/19/BM

■ Renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la culture et paiement de la cotisation 2020 MET 19/13599/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture à travers différents espaces de concertation, d'échanges de pratiques et de prises de position au niveau national notamment dans le cadre de la FNCC.

La Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture - FNCC, fondée en 1960 à l'initiative de l'homme politique et écrivain Michel Durafour, a concrétisé la volonté des collectivités territoriales de faire valoir leur propre engagement culturel. Réunissant des élus de l'ensemble des échelons territoriaux et de toute sensibilité politique (plus de 550 collectivités), elle a su devenir pour le champ culturel un élément fédérateur entre l'ensemble des associations d'élus. La FNCC est également en dialogue constant avec le Sénat et l'Assemblée nationale ainsi qu'un interlocuteur incontournable du Ministère de la Culture auquel elle est liée par une convention triennale depuis 2001.

La FNCC a eu à cœur d'établir des liens étroits avec les milieux professionnels – artistes et opérateurs culturels – ainsi qu'avec les acteurs associatifs. Lieu privilégié de dialogue, d'échange d'expériences et de réflexions partagées entre les

élus à la culture, la FNCC contribue à l'élaboration des politiques culturelles publiques au plus près des territoires. Depuis 1998, une Charte en énonce les principes premiers.

Travaillant à la croisée de toutes les forces culturelles et artistiques, la FNCC s'est donnée librement et en toute indépendance une mission de médiation et de veille.

Les collectivités territoriales sont représentées paritairement au Conseil d'Administration et au Bureau.

Les élus travaillent en collégialité au sein des groupes de travail et de réflexion ouverts à tous les adhérents et dont les sujets recoupent toutes les thématiques des politiques culturelles publiques et permettent d'analyser et d'élaborer des propositions et une parole propre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/BM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états

spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des collectivités territoriales pour la Culture – FNCC pour l'année 2020 et le paiement de la cotisation 2020 d'un montant de 3 683 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement – Chapitre 011 - Nature 6281 - Fonction 20.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 036-7653/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la radio France Bleu Provence dans le cadre de l'évènement "Lecture par Nature"

MET 19/13920/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

France Bleu Provence est l'une des 44 stations de radio généralistes du réseau France Bleu de Radio France.

Elle a pour zone de service les départements des Bouches-du-Rhône et du Var et diffuse ses programmes jusqu'au Val de Durance et le Gapençais. Elle a commencé à émettre en 1983.

France Bleu Provence est depuis de nombreuses années la première radio régionale des Bouches-du-Rhône et du Var, avec près de 10 % d'audience cumulée (entre 210 000 et 235 000 auditeurs quotidiens selon les années).

Elle représente un vecteur important de diffusion de l'information institutionnelle et c'est à ce titre que la Métropole et France Bleu Provence se sont rapprochées en vue de collaborer autour de la manifestation Lecture par Nature qui se déroule sur le territoire jusqu'au 18 janvier 2020.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence, deuxième et plus vaste métropole de France (92 communes), organise une manifestation culturelle et artistique intitulée "Lecture par Nature" dans 65 communes et 71 bibliothèques du territoire métropolitain; c'est la 3e édition en 2019 avec une thématique particulière qui est celle de " Cuisine et Littérature "en lien avec MPG 2019, Année de la Gastronomie en Provence.

« Lecture par Nature » est au cœur de la politique de lecture publique menée par la Métropole avec les communes du territoire métropolitain afin de lutter contre tous les déserts culturels et de conduire une action culturelle de proximité au plus près de l'habitant.

Le partenariat entre la Métropole et France Bleu Provence établi au titre de la convention ci-annexée porte sur la diffusion d'information éditoriale autour de l'évènement « Lecture par nature » à titre gratuit en échange de visibilité. Il ne comprend pas d'achat d'espace publicitaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5118/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat correspondant au partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la radio France Bleu Provence dans le cadre de l'évènement « Lecture par Nature ».

Délibère

Article 1

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la radio France Bleu Provence dans le cadre de l'évènement « Lecture par Nature ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la radio France Bleu Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 037-7654/19/BM

■ Approbation d'une convention de mise à disposition de locaux entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association "Festival international de Jazz de Marseille des Cinq Continents"

MET 19/14045/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes posée dans ladite délibération.

Dans ce cadre, par délibération n° CSGE 001-5695/19/BM en date du 28 mars 2019 la Métropole a approuvé l'attribution d'une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents à hauteur de 150 000 euros pour la réalisation d'une série d'événements jazz sur le territoire métropolitain.

Ainsi, la Métropole a conclu avec l'association une convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019.

L'association a sollicité la Métropole afin que celle-ci lui mette à disposition, à titre gratuit, deux locaux sis au 122 et 124 La Canebière, 13001 Marseille,

En conséquence, il appartient au Bureau de la Métropole de se prononcer sur la mise à disposition, à titre gratuit, de deux locaux à cette association, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14

décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération n° CSGE 001-5695/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant attribution d'une subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents - Approbation d'une convention ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'objet statutaire de l'association qui est l'organisation de festivals, conférences, expositions, etc...mise en œuvre de tout ce qui entoure les spectacles-culturels et familiaux pour le développement de la musique ;
- La définition de la politique culturelle métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition de deux locaux, à titre gratuit, au bénéfice de l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.